



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**18e Législature — 4e session**

**Vol. 2 — Séances du 21 février au 13 avril 1935**

**1935**

**Texte établi par Donald Chouinard**

---

**Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard**



**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**18e Législature - 4e session**

**Vol. 2 - Séances du 21 février au 13 avril 1935**

**1935**



Séance du jeudi 21 février 1935

**Présidence de H. Authier**

La séance est ouverte à 3 h 25.

**Absence de l'Orateur**

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 179 modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 106 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

**Commission  
des services publics**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 30 modifiant la loi de la Commission des services publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Dans toute la province, ceux qui voyagent voient surgir des postes d'essence comme autant de

champignons. Nous voulons, dans l'intérêt de la province et pour l'apparence de nos routes, décréter que désormais pour installer un poste d'essence, il faudra un permis de la Commission des services publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce projet de loi est assez singulier. On demande une loi pour donner à la Commission juridiction sur l'établissement des postes d'essence. Le gouvernement avait déjà présenté une loi semblable et il l'a retirée. Cette loi s'inspire d'un mauvais principe et tend à une centralisation dangereuse.

Il est urgent d'empêcher l'augmentation des dépôts de gasoline, mais il est plus urgent d'avoir un contrôle sur les compagnies d'électricité. Il serait intéressant de légiférer, surtout quant à la juridiction de la commission en matière d'électricité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous allons en effet proposer la création d'une Commission de l'électricité, suivant les suggestions du rapport Lapointe. Mon ami verra que, quand nous présenterons notre loi de l'électricité, il y aura une clause donnant à la nouvelle commission les pouvoirs qui lui seront nécessaires.

Nous croyons que la présente loi que je présente est une bonne chose. Le projet a pour but de prévenir la concurrence. Actuellement, c'est une course effrénée entre les compagnies concurrentes pour établir, chacune, les postes dans le même endroit. On quadruple et on quintuple même le service, et c'est le public, en définitive, qui paie pour ces dédoublements inutiles. Nous voulons que la Commission des services publics puisse réglementer la construction des postes d'essence.

Cette commission provinciale aura à l'avenir une juridiction plus étendue quant au contrôle de la vente, de l'emmagasinement et de la livraison de l'essence.

À l'avenir, tout individu voulant installer et exploiter un poste d'essence devra donner, à la commission, une description exacte de chaque poste qu'il se propose de construire. Il devra préciser la capacité de chacun de ses réservoirs, le nombre de ses pompes et leur capacité, le nombre de voies d'écoulement à chaque pompe, la situation de son poste, la distance qu'il y aura entre son poste et la voie publique, et la distance de chacun des quatre côtés de son poste de la plus proche maison

d'habitation, école, église, hôpital et du plus proche poste d'essence en exploitation. Il devra dire à la commission la garantie qu'il peut offrir, quant aux indemnités qu'il peut être appelé à payer pour les dommages qu'il aura causés et fournir tous les renseignements qu'elle lui demandera, quant à son état civil et à sa solvabilité.

Lorsque la Commission accorde l'autorisation demandée, elle le fait au moyen d'une ordonnance indiquant l'endroit du dépôt de gazoline et la manière dont il doit être construit, la distance de chaque pompe à gazoline du chemin public, et de chaque dépôt de gazoline de la plus proche maison d'habitation, église, école, hôpital et autre dépôt de gazoline exploité, la capacité de chaque réservoir à gazoline au-dessus et au-dessous du sol, et le nombre des pompes à gazoline et des voies d'écoulement.

Toute autorisation accordée peut être transférée ou cédée, mais aucun transfert n'a d'effet jusqu'à ce qu'il soit ratifié par la Commission, après que celle-ci s'est assurée que les intérêts du public sont protégés.

Quiconque, étant tenu d'obtenir l'autorisation de la commission, construit un dépôt de gazoline ou convertit une bâtisse existante en un dépôt de gazoline, ou installe au-dessus ou au-dessous du sol des réservoirs à gazoline, ou installe des pompes à gazoline ou des voies d'écoulement, sans avoir obtenu cette autorisation; ou ayant autorisation de la Commission, agit en contravention des termes de l'ordonnance lui accordant cette autorisation, est coupable d'une offense, et passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas dix dollars pour et durant chaque jour que dure l'offense; et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas plus d'un mois.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de discuter le bill en détail plus tard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 92 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond.

#### **Saint-Denis-de-Brompton**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 92 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond

L'amendement est lu deux fois et adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Paiement des deniers prélevés**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Rétablissement d'indemnités**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités soit maintenant lu une deuxième fois<sup>1</sup>.

Je reviens cette année avec le projet que j'ai présenté l'an dernier. Il est vrai que le gouvernement veut présenter un projet semblable, mais on devrait accepter celui que je propose.

Le gouvernement a réduit ces indemnités dès le lendemain des élections, alors qu'il ne voulait diminuer en rien le salaire des commissaires. Cependant le gouvernement se basait sur la réduction du coût de la vie pour réduire les indemnités des ouvriers. Le même argument aurait dû servir pour les deux.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Le gouvernement a annoncé dans le discours du trône un projet de loi qui va encore plus loin que celui du député de Saint-Sauveur. Il est donc normal et logique que le gouvernement présente la loi. Je crois

donc que, dans les circonstances, l'honorable député de Saint-Sauveur devrait retirer son bill. Le gouvernement en présentera bientôt un à ce sujet, et mon honorable ami pourra faire des suggestions, proposer des amendements, s'il le juge à propos, quand viendra la discussion de notre loi. Si elles sont applicables, le gouvernement les recevra volontiers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1931, à la veille des élections provinciales, le gouvernement, dans un but électoral, a donné suite aux revendications faites par l'opposition, depuis de nombreuses années. Il a présenté un bill qu'il considérait comme très généreux. L'indemnité accordée aux ouvriers affectés d'incapacité totale ou temporaire était alors de \$12.50 par semaine et comptait dès le premier jour de l'accident, si l'incapacité durait plus de six jours. Le gouvernement s'engageait en plus à verser cent mille piastres au fonds de la Commission des accidents du travail. Or, il n'a jamais versé un seul sou des cent mille piastres promis et, au lendemain de l'élection, il a passé une loi pour réduire les indemnités à \$10 par semaine, et seulement lorsque l'accidenté était incapable pendant trois semaines. Cela, dans le temps de la crise où les besoins des ouvriers étaient les plus pressants.

Cependant, le gouvernement qui réduisait les indemnités des ouvriers augmentait les salaires des commissaires de mille dollars chacun. La majorité des députés ministériels a non seulement approuvé ces réductions, mais, l'an dernier, elle a rejeté le bill du député de Saint-Sauveur pour rétablir ces indemnités.

La réduction représentait une somme considérable, si l'on tient compte qu'il y avait environ 60,000 réclamations. Les politiques honteuses, négligentes et mesquines du gouvernement en matière de législation du travail font en sorte que les ouvriers de Québec perdent plus de \$1,000 par jour, somme dont ils profiteraient, si la province avait les lois du travail dont elle a besoin. L'opposition a donc raison de présenter cette loi et d'en réclamer l'adoption.

Il (M. Duplessis) critique sévèrement le gouvernement de manière générale, le ministre du travail (l'honorable M. Arcand) et son département plus particulièrement.

En même temps qu'il dit qu'il place la législation ouvrière au-dessus de tous les problèmes politiques, il joue de la plus petite politique en tentant de tuer le bill Bertrand, afin d'introduire son propre bill en premier, libre de toute compétition. Il viendra ensuite réclamer tout le crédit pour des mesures issues en vérité des pressions de

l'opposition, qui a présenté sa propre législation. La raison principale pour laquelle la loi n'a pas reçu le financement nécessaire, c'est que le gouvernement a honteusement permis à de grandes compagnies de ne pas payer leurs contributions à la Commission qui, elle, n'a ainsi pas pu obtenir les revenus qui lui reviennent.

L'honorable député de Saint-Sauveur veut rétablir les anciennes indemnités. Il a présenté son projet avant celui du gouvernement et la Chambre devrait l'accepter.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** S'il y a un domaine de l'activité administrative, de notre vie économique et sociale où le gouvernement a raison d'être fier, c'est bien le domaine des questions ouvrières. Mon honorable ami le chef de l'opposition veut se faire le champion, l'apôtre des ouvriers. Mais qu'est-ce que nos amis de la gauche ont fait pour les ouvriers lorsqu'ils étaient au pouvoir? Quelle loi ont-ils présentée pour aider les ouvriers? Aucune. Absolument rien.

En 1909, j'avais l'honneur d'être ministre des Travaux publics et du Travail, lorsque le gouvernement de cette province a créé, avant tous les pays du monde, la première du genre sur le continent américain, une loi des accidents du travail, que nous avons appelée la loi Taschereau. N'aurais-je que cette œuvre à laisser à ma province, j'aurais droit d'en être fier.

(Applaudissements à droite)

Nous avons eu ensuite la loi Galipeault, puis la loi Francoeur. On nous disait qu'il fallait imiter la loi d'Ontario. Non seulement nous l'avons fait, mais nous l'avons améliorée au point qu'à Genève et dans le monde entier, notre loi des accidents du travail est citée comme modèle.

Le chef de l'opposition veut maintenant prendre le mérite de cette loi. Un député propose le rétablissement des anciennes indemnités. Il est vrai que nous avons dû réduire les indemnités aux accidentés du travail. Il nous présente un projet de loi, mais nous avons annoncé avant cela, dans le discours du trône, notre intention de présenter un projet semblable, et je dirai même un projet qui ira plus loin. Il a présenté cette loi avant la nôtre, mais après le discours du trône. Je ne veux pas faire de politique avec la législation ouvrière, mais on admettra que c'est le gouvernement qui doit prendre l'initiative d'amender la loi. Cette loi est essentiellement gouvernementale. Nous avons les responsabilités et nous voulons le mérite des lois que nous présentons.

Nous avons réduit, il y a deux ans, les indemnités parce que la Commission était en déficit de \$803,000 entre les revenus et les déboursés. Nous ne pouvions pas continuer de cette façon. C'est pourquoi nous avons dû réduire les indemnités. Mais grâce à la bonne administration de la commission, la collection des contributions se faisant mieux, le déficit a disparu, et nous sommes en mesure de rétablir ces indemnités à ce qu'elles étaient.

L'honorable chef de l'opposition dit que nous avons adopté notre nouvelle loi des accidents du travail en 1931, avant les élections. Est-ce la législation sociale que M. Bennett vient de nous annoncer, à la veille des élections, qui lui fait penser à cela? Législation sociale à laquelle il ne croit probablement pas et qui, en tout cas, est le renoncement de tout ce qu'il a prêché, tout ce qu'il a prôné, tout ce qu'il a pratiqué depuis qu'il est au pouvoir.

C'est cela qui fait penser aux élections? Si nous avons fait voter la loi des accidents du travail en 1931 pour gagner les élections, mon honorable ami le chef de l'opposition admettra que nous avons joliment réussi. Jamais le Parti conservateur n'a subi un pareil lavage comme celui d'alors!

**M. Béique (Chambly):** Et la loi Dillon?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Elle a été bien utile à mon honorable ami. On nous a reproché de ne pas payer cent mille dollars au fonds de la Commission. On a parlé abondamment de ce fonds de \$100,000, dit le premier ministre. On voulait en faire une réserve qui permettrait à la Commission d'effectuer les paiements nécessaires. Je dis que le jour où ce sera nécessaire de payer \$100,000, \$200,000 et plus, afin que l'ouvrier ne souffre pas, nous n'hésiterons pas, mais en saine pratique administrative, nous voulons que la Commission suffise elle-même à ses déboursés.

Mais ce n'est pas pour cela que nous avons présenté cette loi. Nous l'avons présentée dans l'intérêt de la classe ouvrière. Nous allons proposer des amendements à la loi des accidents du travail pour rétablir les anciennes indemnités. L'honorable député de Saint-Sauveur a devancé le projet que nous avons annoncé dans le discours du trône. Il surveille ses intérêts auprès de ses amis les ouvriers. Loin de moi l'idée de l'en blâmer.

Lorsque nous présenterons notre projet, si l'honorable député de Saint-Sauveur a des suggestions à nous faire, lorsque nous discuterons notre loi, nous les accepterons. S'il veut présenter des

amendements qui sont dans l'intérêt des ouvriers, nous mettrons la cause ouvrière au-dessus de la politique, et nous les adopterons de quelque côté que viennent ces amendements. Mais je crois que notre projet, va encore plus loin, sera meilleur que le sien, et d'ailleurs, c'est le gouvernement qui doit prendre cette initiative.

J'invite la Chambre à voter contre le projet de l'honorable député de Saint-Sauveur, non pas parce qu'il n'y a pas de bonnes choses dedans, mais parce que nous avons mieux à présenter. Nous avons une bonne loi, celle du ministre du Travail (l'honorable M. Arcand). Si l'opposition est sincère, l'opposition parle de son amour pour l'ouvrier, alors elle se fera un devoir de voter pour notre projet, puisqu'elle veut tant montrer de sollicitude aux ouvriers. Et dès que cette loi sera votée, nous demanderons au lieutenant-gouverneur de la sanctionner.

(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, le rejet du bill Bertrand, que le gouvernement déclare bon, est la manœuvre la plus politique que l'on ait jamais faite. Le gouvernement aurait dû verser à la Commission le cent mille piastres qu'il avait promis, avant de réduire les indemnités. C'était le temps ou jamais de le faire. Mais au lieu de cela, on a laissé les grosses compagnies ne pas payer leur dû, on n'a pas versé le cent mille piastres promis et on réduit les indemnités. Maintenant que des élections approchent, le premier ministre dit être prêt à payer \$300,000.

Il y a longtemps que l'opposition réclame une législation sociale et ouvrière. Mais le gouvernement l'a toujours refusée. Aujourd'hui, on nous dit que nous arrivons trop tard, parce que le discours du trône parle de la loi des accidents du travail. Mais nous n'avons pas attendu le discours du trône, nous. Ce n'est pas la première fois que nous réclamons cela.

L'opposition a présenté cette loi l'an dernier. L'honorable premier ministre a fait de la politique en parlant du gouvernement fédéral. Ce n'est pas du tout la même chose. Encore une fois ici, l'opposition a toujours réclamé cette politique, ce qui n'est pas le cas pour les réformes que tente actuellement l'honorable M. Bennett.

L'argument de la politique des conservateurs il y a 35 ans est de l'enfantillage que l'on ne devrait pas trouver dans la bouche d'un premier ministre. S'il n'y avait pas de lois ouvrières, il y a 30 ans, c'est parce que personne n'en parlait. L'opposition a toujours prouvé son amour pour l'ouvrier.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Lorsqu'il est question de politique fédérale, l'honorable député des Deux-Montagnes bondit toujours. Le premier ministre a touché au point sensible. Évidemment, il a beaucoup d'esprit de famille.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas plus que d'autres. Pas autant que le premier ministre.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Le zèle du député de Deux-Montagnes pour les ouvriers est un peu mêlé d'esprit de famille, un peu mélangé d'amour pour Ottawa, à cause, je crois, des lois que présente le gouvernement fédéral.

Nous avons donné aux ouvriers une loi des accidents du travail calquée sur celle d'Ontario. C'est ce qu'ils nous avaient demandé. Nous avons cependant apporté certaines modifications pour l'adapter à notre province. La Commission qui administre la loi a représenté au gouvernement, il y a deux ans, qu'elle se trouvait en difficultés financières et qu'il y avait lieu de réduire les indemnités en cas d'accident. C'était même dans l'intérêt de l'ouvrier. Cette année, la Commission nous demande de faire certains amendements. Est-ce qu'elle n'a pas le droit de demander cela?

La loi des accidents du travail a été faite de telle sorte que la Commission a tous les pouvoirs et aussi des responsabilités. C'est pourquoi elle a droit de signaler les déficits qui se produisent, afin que la loi soit amendée pour rencontrer les obligations. C'est la Commission qui administre, et le gouvernement n'a à amender la loi que dans le sens qu'elle indique. C'est ce qui a été fait.

Aujourd'hui, les choses vont mieux et les indemnités seront rétablies. Nous avons accordé aux ouvriers la loi qu'ils nous ont demandée, une loi basée sur celle d'Ontario.

L'honorable député des Deux-Montagnes veut faire de la politique avec cette question. Il dit que nous sommes à la veille des élections. Est-ce qu'il est question d'élections, à l'heure actuelle? Qu'en sait-il? Est-ce qu'il va en avoir? Le député veut peut-être parler du fédéral?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous n'êtes pas éternels.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Non, mais le peuple nous garde sa confiance depuis plus de 37 ans. Je dis donc que le gouvernement a le droit d'amender la loi des accidents du travail, lorsque la Commission le lui demande.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que vous avez l'intention, aussi, de réduire les salaires des commissaires?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Le chef de l'opposition a-t-il demandé une loi en Chambre pour réduire les salaires des commissaires?

Qu'est-ce que cela ferait de plus? Est-ce que cela réglerait la question sociale? La réduction du salaire des commissaires aurait-elle une grande répercussion sur le salaire des ouvriers? Si on réduisait le salaire du député de Saint-Sauveur comme commissaire du port, est-ce que cela donnerait quelque chose aux centaines d'ouvriers qui ont été renvoyés de la Commission du port?

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable ministre des Travaux publics a été orateur de la Chambre assez longtemps pour connaître les règlements. Il sait qu'il n'a pas le droit de faire une attaque personnelle et de parler à côté de la question. Il s'agit d'indemnités.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je parle sur le point d'ordre. Le point en litige a été soulevé par vous-mêmes. Nous discutons actuellement une question ouvrière de façon générale, et le ministre des Travaux publics est tout à fait dans l'ordre. Nous avons le droit de nous demander si la réduction des salaires pourrait régler la question.

**M. l'Orateur suppléant:** L'honorable ministre a le droit de discuter la réduction des salaires.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Ce n'est pas cela que les ouvriers nous ont demandé, et le chef de l'opposition le sait. Jamais ils ne nous ont dit: n'accordez pas tel salaire aux commissaires. Les ouvriers nous ont demandé une loi et une indemnité; nous leur avons accordé cette loi et cette indemnité. J'ai dit que c'est la Commission qui administre la loi. Je dis encore et j'affirme que jamais un seul ouvrier n'a été privé de l'indemnité à laquelle il avait droit. Que l'opposition cesse donc de faire des affirmations et qu'elle nous donne des chiffres et des preuves. Je la défie de le faire.

Le député des Deux-Montagnes parle de l'année dernière. Si le gouvernement a jugé que la province n'avait pas les moyens, l'année dernière, de faire ce changement, c'était son devoir de ne pas le faire.

Il nous accuse encore de faire de la politique! Mais certainement que nous faisons de la politique. Nous sommes élus pour cela! Nous en faisons 365 jours par année, du commencement à la fin de l'année. Quelle question, nationale, sociale ou économique qui n'est pas liée à la politique? Quel est l' élu du peuple qui n'a pas le droit et le devoir de faire de la politique? Mais ce n'est pas, de la politiciannerie, de la petite politique de clocher, comme on le prétend, que nous faisons: c'est de la politique véritable, de la grande politique. Nous faisons de la politique pour le plus grand bien de la province.

Tout ce que nous demandons à l'honorable député de Saint-Sauveur, c'est de nous laisser présenter notre loi; il la discutera et il présentera des amendements s'il le désire. Que font nos amis de l'opposition, eux? Ils veulent pouvoir se vanter d'avoir été les premiers à parler de cette question. Les députés de l'opposition sont pleinement conscients que la loi que propose le gouvernement est meilleure, plus complète, et qu'elle a plus de portée, mais ils sont incapables de l'admettre. Au fond, l'opposition voudrait avoir bénéficié du mérite d'introduire le bill des indemnités. C'est cela, de la petite politique.

(Applaudissements à droite)

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, nous assistons à un drôle de spectacle. La discussion engagée à propos du projet de loi du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) embarrasse fort les députés affiliés ni à l'un ni à l'autre groupement politique. On se croirait à une assemblée contradictoire, à la veille d'une élection. Les orateurs s'accusent réciproquement de faire de la politique sur le dos des ouvriers. Les deux vieux partis se chamaillent pour savoir qui a fait le plus pour les ouvriers. Les chefs de partis revendiquent comme de vrais enfants l'honneur de l'initiative. À entendre les chefs des deux vieux partis, il n'y a pas d'autre député qui ait réclamé l'amélioration de la loi des accidents du travail. Grand ennui pour les indépendants.

Les prises de position inutiles et partisans sont plutôt familières à présent et, conséquence de cette politique de parti pour le moins obtuse, les questions à propos de la loi des accidents du travail, des pensions de vieillesse, de l'aide aux mères nécessiteuses, du crédit agricole, etc., ont beaucoup écopé dans la province.

Il dit désapprouver les attaques personnelles à l'endroit des députés et déclare que l'honorable ministre du Travail et le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) méritent beaucoup plus de considération de la part de la Chambre qu'ils n'en ont reçu.

Il (M. Guertin) résume les amendements du projet Bertrand et ceux du projet du ministre du Travail.

Le discours du trône a annoncé l'introduction des amendements que l'on présente aujourd'hui devant la Chambre. Le discours du trône avait été à peine lu que l'on s'est précipité pour rédiger un texte qui reproduit les amendements annoncés. C'est à l'encontre de toute coutume parlementaire qu'un député présente un projet de loi du gouvernement. Ceci ne peut être utile à la classe ouvrière.

Cette loi, en vigueur depuis cinq ans, peut subir certaine critique. Je ne le ferai pas aujourd'hui. Je crois que les querelles de vieux partis nuisent à la cause des ouvriers. On a parlé d'Ottawa. M. Bennett est un réformiste. Je m'en réjouis. L'an dernier, je rencontrais un député conservateur d'Ottawa. Je lui disais pourquoi je me suis séparé de mon groupement politique. Il me déclarait: "Tu es un démagogue". Cependant M. Bennett n'a-t-il pas changé ses façons de voir quelques semaines avant l'ouverture des Chambres fédérales?

Ce même député a secondé l'adresse au parlement d'Ottawa. Il s'est réjoui des réformes de M. Bennett que je préconisais devant lui l'an dernier. Je lui ai écrit: "Que penses-tu de ma démagogie?" Personnellement, je considère comme une comédie le chamaillage des vieux partis. Je n'ai pas l'intention de m'en mêler. J'ai fait quelquefois des suggestions à l'honorable ministre du Travail, mais je ne lui ai pas fait les représentations enfantines qui lui ont été faites récemment.

Nous de la classe ouvrière, nous n'avons peut-être pas toutes les connaissances intellectuelles des autres, mais ce qui nous manque au point de vue intellectuel nous l'avons dans le cœur et dans l'esprit. Je le répète, je ne me mêlerai pas à cette chicane de partis et je m'abstiendrai même de voter. Mais je considère qu'en vertu de la Constitution, c'est le gouvernement qui doit proposer les lois. Il aura quelque chose à proposer lorsque le bill viendra.

Il a tenu, dit-il, à formuler son opinion en Chambre pour éviter qu'on le représente comme un adversaire des ouvriers qu'il a constamment défendus.

**M. Drouin (Québec-Est):** M. l'Orateur, nous sommes dans une situation assez extraordinaire. L'on embarrasse les députés avec une procédure tracassière, assez souvent ennuyeuse, avec des accumulations d'amendements et de sous-amendements. Nous avons devant nous deux projets de loi de même principe dont l'un va cependant plus loin que l'autre: celui du ministre du Travail.

Le rétablissement des indemnités des accidentés a été annoncé dans le discours du trône. Le député de Saint-Sauveur présente un projet qui formule une partie seulement des intentions du gouvernement. Auparavant, les députés mis dans cette situation sollicitaient l'approbation des ministres, et si ceux-ci agréaient, la Chambre pouvait se prononcer sans difficulté. Il est évident que les deux côtés de la Chambre veulent la même chose: la remise des indemnités aux travailleurs.

À Ottawa, dans un cas semblable, le gouvernement demande au député de se désister pour lui permettre de prendre un bill sous son patronage, et je crois que le député de Saint-Sauveur devrait retirer son bill, puisque le gouvernement en a un qui va plus loin que le sien. Autrement, il y aura vote, l'opposition s'en prévaut, bien que les députés voteront de bonne foi, en attendant la mesure du gouvernement. Les députés en sont réduits à voter pour et contre le rétablissement.

Je félicite l'honorable ministre du Travail d'avoir décidé de rétablir les indemnités des accidentés du travail. Lorsqu'il présentera sa mesure, j'aurai l'occasion d'en reparler, de voter en faveur et de donner (mon) loyal concours. L'honorable député de Saint-Sauveur ayant présenté une mesure semblable, je ne voterai pas contre, mais je ne voterai pas pour. Je m'abstiendrai.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** L'opposition ne perd jamais l'occasion, quand il s'agit de questions ouvrières, de laisser entendre que les ministériels n'ont aucun souci des ouvriers, que la population ouvrière n'a de défenseurs que chez les députés de l'opposition. Le chef de l'opposition aime à dire qu'il n'y a que les membres de la gauche qui aiment les ouvriers.

Les députés ministériels n'ont pas entendu l'appoint de la gauche pour aider les ouvriers, et l'opposition devrait être plus juste. Les députés libéraux connaissent les problèmes ouvriers et ils savent adopter les lois opportunes et nécessaires, tout en tenant compte des intérêts de toute la population.

On me classe quelquefois comme n'étant pas un ouvrier. J'ai été employé longtemps et je suis employeur depuis vingt-huit ans. Je ne pense pas que mes employés aient à se plaindre de moi. J'ai de l'estime pour l'honorable chef de l'opposition, mais il me semble qu'il ne devrait pas toujours être à l'attaque, surtout quand il sait ce que le gouvernement a fait pour les ouvriers. Le chef de l'opposition devrait user de modération dans les accusations d'insincérité qu'il lance à tout propos.

Il déclare qu'il votera en faveur du projet du gouvernement.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** M. l'Orateur, je n'avais pas l'intention de prendre part à cette discussion, si l'on n'en n'avait pas élargi les cadres au point de discuter toute la politique ouvrière du gouvernement. Ce n'est pas la première fois que l'opposition affirme que notre sympathie pour les ouvriers se réveille à la veille d'une tourmente électorale. Ce n'est pas la première fois, non plus, que nous voyons des membres de l'opposition qui ne parlaient pas et qui ne s'étaient pas intéressés aux questions ouvrières, à venir jusqu'à ces dernières années, être pris soudain d'un grand zèle à la veille d'une campagne électorale, et s'affirmer tout à coup les défenseurs de la classe ouvrière. J'aime mieux ceux qui parlent moins et agissent que ceux qui se contentent de parler.

Autrefois, avant la Confédération de 1867, l'ouvrier des villes qui voulait réclamer ses droits, exprimer son opinion, se voyait, au moment de la votation, entouré d'une rangée de gens armés de manches de hache, qui venaient pour l'assommer à la porte du bureau de votation, s'il votait autrement qu'on attendait de lui. Aujourd'hui tout est changé pour le mieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous nous éloignons encore davantage du sujet: voilà le ministre qui remonte à la Confédération, alors que nous discutons un projet de loi. La Chambre étudie le projet Bertrand; elle n'a que faire des considérations historiques du secrétaire de la province.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Mon honorable ami le chef de l'opposition a dit qu'à la veille des élections, nous devenions subitement les amis des ouvriers. On a reproché au gouvernement de ne s'occuper des ouvriers qu'à ce moment. J'ai le droit de lui prouver le contraire en rappelant d'abord un fait historique. Je peux répondre à cette accusation par l'histoire ou autrement. Je le fais de la manière que je juge la meilleure. Comme s'exprime souvent le chef de l'opposition, c'est un droit que j'affirme. J'ai le droit de répondre.

**M. l'Orateur suppléant:** Pour discuter une question de principe, un député a le droit d'élargir les cadres de la discussion. Le ministre s'est éloigné du sujet, parce que la Chambre étudie une question de principe qui prête à ces digressions. Tout le monde a contribué à en élargir les cadres depuis le début de la discussion.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est une décision fort justifiée. Je disais donc qu'en 1867, sans être à la veille des élections, pour faire cesser les excès des gaillards armés de haches, un ministre du cabinet MacKenzie a pensé aux ouvriers et qu'il a exigé le vote fermé, afin de les protéger. En 1887, et ce n'était pas à la veille des élections, un autre député a demandé l'exemption de saisie pour un montant de moins de \$50 encore pour protéger l'ouvrier. Puis en 1888, l'honorable Honoré Mercier a créé l'école du soir, afin de permettre à la classe ouvrière, exerçant librement son droit de vote, de s'instruire.

En 1909, pour la première fois au Canada et même en Amérique, un député, qui était un avocat encore, a pensé aux ouvriers - et ce n'était pas à la veille des élections - pour leur accorder une loi des accidents du travail. Ce député était le ministre des Travaux publics du temps. Il est aujourd'hui premier ministre de sa province.

(Applaudissements à droite)

En 1910, 1911, 1912, Sir Lomer Gouin, pour permettre aux ouvriers de se perfectionner dans leur métier et de mieux préparer leur avenir, a fondé des écoles techniques à Québec, à Montréal, à Trois-Rivières et plus tard à Hull. On a créé l'École des hautes études. On a intensifié les cours du soir. Depuis, chaque année a apporté de nouvelles lois ouvrières: salubrité des logements, hygiène industrielle, assistance aux vieillards, les hôpitaux, etc., et en 1922 - ce n'était pas à la veille des élections - le gouvernement provincial a adopté la loi de l'assistance publique.

Chaque année, le Parti libéral a bonifié sa loi des accidents du travail. Tout au long de l'histoire du Parti libéral, on verra qu'il a fait cela pour les ouvriers, non pas dans le désir d'obtenir des votes, mais pour leur rendre justice. Peut-être que nous ne parlons pas souvent des ouvriers, mais depuis soixante ans, le Parti libéral a pensé à eux très souvent. Nous agissons tous les jours pour le bien-être des travailleurs.

(Applaudissements à droite)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** s'étonne que son projet ait provoqué des discours de quatre ministres de la couronne.

Lorsque j'ai présenté cette motion, je ne m'attendais pas de me faire attaquer avec tant de violence, de voir des personnes se lever toutes rouges, enflammées, pour dénoncer mon projet. On a dit que j'étais à la Commission du havre. C'est vrai, mais mon salaire, Messieurs, a été diminué: il a été diminué de 10 %. Je suis content, parce que c'est raisonnable. Il aurait, dit-il, accepté avec la même satisfaction un salaire encore plus diminué. S'il le

reçoit, il ne fait en cela qu'imiter les libéraux qui l'ont précédé à la Commission du havre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Vous faites comme les libéraux?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Il fallait bien que quelqu'un remplace les libéraux congédiés. Pourquoi tous ces discours et ces savantes envolées sur l'histoire? Pourquoi parler du député de Saint-Sauveur? C'est du projet que l'on devrait parler. Le gouvernement a annoncé le rétablissement des indemnités dans le discours du trône, mais a-t-il fait tout ce qu'il a promis? J'ai présenté une motion. Si je ne l'avais pas présentée, est-ce que le gouvernement aurait présenté sa loi. Je crois que ma motion a été de nature à hâter un peu les choses, qu'elle a eu le mérite de forcer le gouvernement à préparer plus vite le rétablissement des indemnités.

Je ne prétends pas, au reste, avoir le monopole de la défense des ouvriers. Je suis un représentant ouvrier, je suis connu comme tel et personne ne peut me reprocher une action contre mes principes. On ne peut pas m'empêcher de représenter la population ouvrière, et je ne conteste à personne le droit de faire comme moi. On a parlé d'une loi de 1909. En 1909 le député de Saint-Sauveur faisait partie des unions, des conseils centraux.

Tous les ans, il venait avec les ouvriers demander des amendements, et on les refusait toujours. La loi d'alors était un nid de difficultés. Les ouvriers ne pouvaient faire valoir leurs droits. Je défends mes ouvriers de Saint-Sauveur et je voudrais que tous les députés de cette Chambre se lèvent de temps en temps pour les défendre. Mon projet a été présenté dans l'intérêt de la classe ouvrière. C'est exactement la loi qui a été amendée en 1931<sup>2</sup>. Il est intervenu, dit-il, parce que c'était son devoir.

Il remercie le chef de l'opposition d'avoir signalé son souci perpétuel de la classe ouvrière. Le chef de l'opposition a promis une loi des accidents du travail et la pension aux vieillards. J'ai confiance qu'après les élections le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) sera premier ministre, et il donnera ces lois aux ouvriers.

(Rires à droite, applaudissements à gauche)

Le gouvernement amende la loi à la veille d'une élection, mais c'est pour faire disparaître les amendements, les élections terminées. Le gouvernement adopterait mon projet, si c'était dans le but d'exempter de taxes quelque grosse compagnie. Tous ceux qui représentent ici des ouvriers devraient être en sa faveur. Que vous battiez ou non cette loi,

nous disons quand même que c'est nous qui l'avons proposée.

(Applaudissements à gauche)

La motion est mise aux voix<sup>3</sup>, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Sauvé, Smart, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bergeron, Caron, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, David, Desmarais, Duffy, Dufour, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Grant, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Perrault, Plante, Poulin, Power, Rhéaume, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 45.

Ainsi, la motion est rejetée.

#### **Loi des liqueurs alcooliques, infractions**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi, telle qu'elle a été amendée par le gouvernement et qui permet de traduire devant un magistrat toute personne soupçonnée de faire la contrebande des liqueurs alcooliques, donne aux magistrats un rôle de mouchards et d'enquêteurs pour la Commission des liqueurs et, de ce fait, elle est immorale et nécessite des modifications. Il y a un principe de droit qui stipule que l'accusé ne peut être appelé à témoigner dans sa propre cause. La loi actuelle bat ce principe en brèche.

**M. Taschereau (Bellechasse):** Cette loi a été jugée nécessaire en 1933. Toutes les précautions ont été prises lors de la rédaction de cette loi pour qu'il n'y ait aucun abus à ce sujet. La loi n'est pas aussi mauvaise qu'on veut bien le dire. Elle renferme toutes les sauvegardes nécessaires.

Lorsque le magistrat ou le juge de la Cour des sessions est convaincu, à la suite d'une déposition assermentée, qu'une personne est coupable, cette loi permet simplement au juge de faire venir quelqu'un devant lui, afin de l'interroger pour savoir s'il s'est

commis quelque infraction à la loi. Cela facilite l'administration de la justice et évite les plaintes non fondées et empêche d'arrêter des gens innocents. Le droit permet à tout juge de faire une enquête, avant d'émettre un mandat d'arrestation. D'ailleurs, les déclarations faites ainsi devant un juge ne peuvent pas servir contre lui à son procès. Il n'y a rien dans le droit criminel qui milite contre cette loi.

On ne l'a pas appliquée très souvent mais, chaque fois, on s'en est trouvé bien. L'an dernier, à la demande de la Gendarmerie royale, la police fédérale de concert avec la police de la Commission des liqueurs, a pu, grâce à elle, arrêter une bande de contrebandiers dont la plupart ont été condamnés à la prison.

La loi n'impose pas aux magistrats le rôle d'enquêteurs, d'inquisiteurs. La loi provinciale prend encore plus de précautions pour protéger l'accusé que n'en prend la loi fédérale. La loi des douanes, avec les amendements de 1931, qui ressemble à la loi que le député de Deux-Montagnes veut faire disparaître, va beaucoup plus loin. Cette loi a elle aussi été très efficace.

La loi fédérale donne des pouvoirs extraordinaires aux commissaires des douanes: le commissaire des douanes lui-même a le droit de faire enquête, d'interroger des témoins. Ce sont les amis du député de Deux-Montagnes pourtant qui ont passé cette loi beaucoup plus étroite que la nôtre. Ici, l'enquête doit se faire devant un juge, tandis qu'à Ottawa cette enquête peut être faite par un enquêteur quelconque, qui n'a souvent pas la compétence voulue.

Je soumets respectueusement que le bill de l'honorable député des Deux-Montagnes ne doit pas être adopté. Si le bill était adopté, on empêcherait la Commission des liqueurs de rechercher et de faire condamner ces criminels.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À mon sens, cette loi s'impose. Actuellement, les juges des sessions de la paix et les magistrats se trouvent être des employés de la Commission des liqueurs. Il y a un principe catégorique: personne ne peut être arrêté, sans qu'il y ait contre lui un mandat d'arrestation. Cet article de la loi peut donner naissance à des abus. La loi que le député de Deux-Montagnes veut abroger rabaisse la magistrature. Personne, suivant le droit anglais, ne devrait être arrêté, sans une plainte assermentée portant le nom de l'accusateur. Le gouvernement se contredit. Il a une loi pour arrêter sans mandat, et aujourd'hui, il dit que toutes les précautions sont prises.

Il y a actuellement à Montréal un procès fameux. On a demandé au procureur général de rendre un acte d'accusation, soit une accusation qui permet de supprimer l'enquête préliminaire. Le procureur général a refusé. Or, l'enquête a révélé l'existence d'un cartel des contrebandiers dont faisaient partie les fabricants de boisson, dont Melchers, qui a pour président un ami du gouvernement et peut-être aussi l'organisateur du Parti libéral.

Le député de Bellechasse a dit que la loi était bonne, il ne doit pas enseigner la même chose à ses élèves.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le député de Trois-Rivières nous reproche notre attitude dans l'affaire Bronfman. Nous avons appliqué la loi dans toute sa rigueur. Lorsqu'un accusé est sous mandat, il doit venir devant un magistrat qui enquête et qui décide si l'accusé relève d'un tribunal supérieur. Il nous dit que nous aurions dû donner un acte d'accusation privilégié dans leur cas. Le Code criminel accordait aux accusés le droit de subir leur enquête préliminaire. Il y a soixante accusés dans l'affaire Bronfman. Parmi eux, il y a plusieurs citoyens des États-Unis. Ils ont demandé qu'on leur accorde un droit que leur donne le Code criminel de leur pays. Pouvions-nous faire fi de cette demande?

Le chef de l'opposition dit que la loi que veut amender le député de Deux-Montagnes atteste aux droits légitimes des citoyens. Si jamais nous avons passé une loi utile pour empêcher la contrebande, c'est celle là. Autrefois, quand nos officiers saisissaient une goélette, ou une auto, recelant des liqueurs alcooliques, nous n'avions que des innocents, des matelots, etc., qui disaient ne rien savoir. Quelques-uns ne se rendent pas compte de ce qu'on leur fait faire. Nous pouvons, grâce à cette loi, qu'on veut amender à tort, amener ces personnes devant le tribunal et leur demander qui les a embauchés. Est-ce de la mouchardise que de demander à un complice de donner les noms de ses chefs de bande? Si c'est là de la mouchardise, les mots n'ont plus de sens.

L'honorable chef de l'opposition ne peut prétendre que nous n'avons pas respecté les dispositions du Code criminel. L'année dernière, il y eut 30 arrestations, dans une affaire de contrebande, et une vingtaine ont été condamnés: c'est grâce à l'article de la loi que le député des Deux-Montagnes veut faire disparaître que nous avons pu les arrêter. C'est une loi non seulement utile, mais nécessaire, pour mettre fin à la contrebande.

J'ai du respect pour les honorables députés de la gauche. Sans cela, si j'avais la légèreté de mon honorable ami, qui dit que nous sommes les amis des contrebandiers, je dirais qu'ils se font parfois les avocats, les amis des bootleggers et des contrebandiers, car nous voulons les interroger, et ce sont nos honorables amis qui ne veulent pas les interroger. La loi permet de remonter aux sources dans la recherche des coupables. Donc... Et que fait l'opposition en voulant amender la loi si ce n'est s'opposer à l'interrogatoire des participants à un acte illégal.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La loi réduit le magistrat au rang de simple policier.

La motion, étant mise aux voix, est rejetée sur division.

**Droits d'action  
contre les corporations municipales**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal limitant certains droits d'action contre les corporations municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (M. Saintonge) explique brièvement les nombreux avantages de ce bill.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier):** M. l'Orateur, je suis obligé de m'opposer à ce bill, parce qu'il change tout notre droit civil, au point de vue de la responsabilité. C'est une mesure injuste. Dans un cas d'accident, la victime devra prouver grossière négligence, si nous adoptons ce projet. C'est une chose extrêmement difficile à prouver. Le projet est de plus une prime à la mauvaise administration de nos municipalités. Si l'on exempte nos municipalités de toute responsabilité, les trottoirs, par exemple, seront dans un état plus déplorable encore qu'aujourd'hui, ce qui n'est pas peu dire. Je considère que c'est la mesure la plus dangereuse qui ait été présentée devant la Chambre depuis que je suis député provincial. Ce projet est absolument néfaste. J'invite le parrain du projet à examiner son enfant à la loupe, et il nous aidera sûrement à le tuer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne suis pas prêt à dire que je voterai pour ou contre le projet. Mais il est réclamé par l'Union des municipalités à l'unanimité. Nous pourrions le référer

au comité des bills publics et voir si on ne peut pas alléger le fardeau des municipalités, sans faire injustice au public. Il y aurait peut-être quelque chose à accepter dans le bill.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier):** J'accepte la suggestion de l'honorable premier ministre. Nous ferons la bataille au comité des bills publics. Je répète que la Législature ne devrait pas priver les citoyens d'un droit qui leur a toujours été reconnu.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charles-L. Normandin**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien.

Adopté.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**M. Taschereau (Bellechasse)** explique brièvement la mesure qu'il met de l'avant.

Le préambule est adopté.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec est autorisée à admettre ledit Charles-L. Normandin au nombre de ses membres et à lui octroyer la licence requise pour la pratique de la profession d'optométriste et opticien dans la province de Québec, et ce sans examen, afin de lui permettre d'exercer cette profession dans cette province."

**M. Crête (Laviolette)** propose un amendement à l'effet que M. Normandin, avant d'être admis à l'Association, passe un examen spécial devant son conseil.

**M. Taschereau (Bellechasse)** approuve l'amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec est autorisée à admettre ledit Charles-L. Normandin au nombre de ses membres et à lui octroyer une licence pour pratiquer l'optométrie dans cette province, après examen spécial subi devant le conseil de ladite association."

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Lachine**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté.

#### **En comité<sup>5</sup>:**

Le préambule et les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 11 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 86, tel que remplacé par la loi 3 George V, chapitre 57, section 11, par la loi 4 George V, chapitre 79, section 1, et par la loi 21 George V, chapitre 126, section 2, est de nouveau remplacé par le suivant:

"11. Le maire et les sept échevins élus aux élections générales de décembre, 1933, ou leurs remplaçants, resteront en fonction et représenteront la cité jusqu'aux prochaines élections générales qui auront lieu le premier lundi de décembre, 1935, et à partir de cette date, le conseil de la cité se composera d'un maire et de six échevins dont les sièges seront désignés respectivement sous les nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6.

"Une élection générale de tous les membres du conseil, sera tenue le premier lundi de décembre, 1935, en conformité de la charte de la cité."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. L'article 11 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 86, tel que remplacé par la loi 3 George V, chapitre 57, section 11, par la loi 4 George V, chapitre 79, section 1, et par la loi 21 George V, chapitre 126, section 2, est de nouveau remplacé par le suivant:

"11. Le maire et les sept échevins élus aux élections générales de décembre, 1933, ou leurs remplaçants, resteront en fonction et représenteront la cité jusqu'aux prochaines élections générales qui auront lieu le premier lundi de décembre, 1935, et à partir de cette date, le conseil de la cité se composera d'un maire et de six échevins dont les sièges seront désignés respectivement sous les nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6.

"Les échevins pour les sièges 1, 2 et 3 devront être mis en nomination et élus par les seuls électeurs propriétaires et les échevins pour les sièges nos 4, 5 et 6 seront mis en nomination et élus par tous les électeurs municipaux.

"Une élection générale de tous les membres du conseil, sera tenue le premier lundi de décembre, 1935, en conformité de la charte de la cité."

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 49 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"49. [Sauf les dispositions de l'article 173], les échevins sont élus pour deux années à la majorité des électeurs municipaux de la cité ayant voté et seront élus pour le siège pour lequel ils auront été présentés et mis en nomination.]"

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. L'article 49 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"49. [Les échevins sont élus pour deux années à la majorité des électeurs municipaux propriétaires seulement ou de tous les électeurs municipaux, selon le cas, de la cité ayant voté et seront élus pour le siège pour lequel ils auront été présentés et mis en nomination.]"

L'article 4 ainsi amendé est adopté.

Les articles 5 à 18 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés<sup>6</sup>.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Corporations du Lac-Saint-Jean**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 abrogeant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Canton De Sales**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 érigeant en municipalité le canton De Sales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Commission scolaire de Sainte-Scholastique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 20 février 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute

correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres et officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la Commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 jusqu'au 31 janvier 1935. (Document de la session no 110)

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15<sup>7</sup>.

---

### NOTES

1. Selon *L'Événement* du 22 février 1935, à la page 8, ce projet de loi aurait été discuté pendant 2 heures.

2. 1932, selon *L'Événement* du 22 février 1935, à la page 8.

3. Les journaux signalent que les député de Québec-Est (M. Drouin) et député de Hull (M. Guertin) quittent la Chambre au moment du vote.

4. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

5. Voir note 4.

6. Le procès-verbal de la séance rapporte que le bill 102 a été adopté sans amendement. Il s'agit d'une erreur, puisque l'analyse de la copie du projet de loi étudié en comité plénier démontre clairement qu'il y a eu deux amendements d'introduits et d'adoptés en ledit comité. Ils ont d'ailleurs été signés par le président du comité plénier, soit M. Dugas, député de Joliette.

7. *The Quebec Chronicle* du 22 février 1935, à la page 9, indique plutôt 6 h 30.



Séance du vendredi 22 février 1935

### Présidence de H. Authier

La séance est ouverte à 11 heures.

### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 126 concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois.

### Emprunts municipaux, aide aux chômeurs

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 35 concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs.

Ce bill a pour but de ratifier certains emprunts faits par les villes de Montréal et de Québec, pour venir en aide aux chômeurs. Les banques ont consenti ces emprunts, à condition qu'ils soient ratifiés par un bill de la législature.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

**M. Guertin (Hull):** 1. Les comptes pour sommes dues à la cité de Hull pour secours aux nécessiteux, pour les mois de novembre et décembre 1934, avaient-ils été reçus?

2. Sinon à quelle date ont-ils été reçus?

3. À combien se chiffrent ces comptes pour chacun de novembre et décembre?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Non.

2. Novembre - 4 janvier 1935; décembre - 25 janvier 1935.

3. Novembre - \$22,797.85; décembre - \$29,373.07.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 85 changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop;

- bill 95 déclarant les droits de dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph-B. Learmont.

### Taxe sur les transferts de valeurs mobilières

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

### Liqueurs douces, licences et droits

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 13 imposant des licences et des droits au sujet des liqueurs douces.

Adopté.

**Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

**Droit de vote  
aux élections municipales ou scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 24 modifiant la loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires, nonobstant le non-paiement des taxes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des  
accidents du travail**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Successions M. Hatt, M. A. É. Hatt  
et L.-J.-D. Beaudry**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 104 concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie Amélie Élisabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commissaires d'écoles  
de Pointe-aux-Trembles**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Filion (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie du chemin de fer  
Roberval-Saguenay**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 94 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Charte  
de Louiseville**

**M. Thisdel (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté.

**En comité<sup>1</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Bertrand (Saint-Sauveur)** attaquent le bill et critiquent les politiques gouvernementales dans ce domaine<sup>2</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste avec véhémence contre l'octroi de commutations de taxes à l'Associated Textile Company of Canada, qui, d'après lui, traite ses ouvriers comme des parias.

Cette compagnie a reçu un cadeau de \$60,000. En plus, la ville lui a construit un filtre au coût de \$60,000 et ses rues attenantes au coût de \$42,000, dont elle se servira pendant dix autres années, moyennant une redevance de \$400 par année. Or, le seul coût d'amortissement et d'intérêt de ces travaux est de \$3,600 par année que paie la municipalité. En plus, les taxes de \$5,725 que la compagnie est supposée payer sont réduites à \$150 par année.

Il (M. Duplessis) trouve ce bill inique. Il dit que la compagnie, par le traitement qu'elle a infligé à ses ouvriers, ne mérite pas ces privilèges.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency), l'honorable M. David (Terrebonne) et M. Thisdel (Maskinongé)** parlent en faveur du bill.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thisdel (Maskinongé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure<sup>3</sup>.

---

### NOTES

1. *The Quebec Chronicle* du 22 février 1935, à la page 10, rapporte que la discussion en comité a duré près d'une heure. Malheureusement, à l'exception d'un résumé très succinct des propos de M. Duplessis dans *Le Devoir*, nous n'avons pas été en mesure de retracer les propos échangés en comité.

2. *The Quebec Chronicle* du 22 février 1935, à la page 10, précise que MM. Bertrand et Duplessis "ont combattu la loi article par article".

3. *The Quebec Chronicle* du 22 février 1935, à la page 10, situe l'ajournement "un peu avant 1 heure".



Séance du mardi 26 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 33 modifiant l'article 1222*a* du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages;

- bill 150 modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains jugements;

- bill 177 érigeant en municipalité le canton De Sales.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill 78 constituant en corporation le village de Boisbriant, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs, les principaux intéressés dans ce bill ont convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre de la loi constituant en corporation le village de Boisbriant soit changé en celui de loi modifiant la charte du village de Senneville.

**Contrats de mariage  
et assurances-vie, taxes**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 186 abolissant les taxes décrétées par la loi 24 George V, chapitre 14, concernant les contrats de mariage et les assurances sur la vie.

Il s'agit de faire abroger une loi adoptée l'an dernier par le gouvernement. Cette loi taxe les dons faits par contrats de mariage et le produit des primes d'assurances, même lorsqu'il y a déficit. Le gouvernement ne doit pas décourager l'épargne et la sollicitude des parents envers leurs enfants. On en est rendu à taxer les déficits. Cette loi a pour objet de favoriser l'épargne, d'exempter de l'impôt les contrats de mariage et les polices d'assurances léguées aux enfants héritiers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Examen des débiteurs  
après jugement**

**M. Chouinard (Gaspé-Sud)** demande, appuyé par le représentant de Richmond (M. Desmarais), la permission de présenter le bill 183 modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Accidents du travail,  
droit de poursuite**

**M. Dugas (Joliette)** demande, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 180 modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la loi des accidents du travail, 1931.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ventes  
à tempérament**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Fortier), la permission de présenter le bill 184 modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des dentistes**

**M. Gauthier (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), la permission de présenter le bill 185 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Cette loi a pour but de faire certains changements de phraséologie à la charte des dentistes, en ce qui concerne les dérogations à l'honneur professionnel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des liqueurs alcooliques**

Selon l'ordre du jour, la Chambre appelle l'étude des résolutions relatives au bill 21 modifiant la loi des liqueurs alcooliques pour renvoi au comité plénier, afin de procéder à leur prise en considération.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste que les copies des résolutions n'aient pas été distribuées, comme le prévoient les règles de la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** échangent leurs arguments.

L'étude des résolutions est remise à plus tard.

### **Promotion de la colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** exprime la même objection que celle formulée pour le bill précédent.

La motion est adoptée.

### **Choix d'un médecin par l'accidenté**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une loi que nous présentons pour la deuxième fois depuis 1931. Avant 1931, il y a cinq ans, à la veille des élections, pour faire face aux revendications tenaces de l'opposition, le

gouvernement avait passé une loi qui accordait à l'accidenté le droit de choisir son médecin. Mais la concession n'a pas duré. Au lendemain de l'élection de 1931, lui qui s'était approprié le mérite de cet amendement au cours des élections, il enlevait ce droit aux ouvriers et, en outre on a diminué les indemnités d'accidents.

Il n'y a pas de privilège plus important pour un être humain que celui de choisir l'homme entre les mains duquel il va placer ce qu'il a de plus cher: sa santé, et parfois même sa vie. Le choix du médecin est un droit inhérent à l'humanité. C'est un droit sacré. Les ouvriers ont ce droit comme tout le monde; un ouvrier, parce qu'ouvrier, ne doit pas être privé du droit qu'ont toutes les autres classes de la population. Les accidents de travail sont suffisamment pénibles, entraînent un cortège de souffrances, de misères assez douloureuses, sans qu'on aggrave la situation en enlevant à l'accidenté le choix de son médecin. Le gouvernement n'a pas le droit d'enlever à l'ouvrier ce droit dont jouissent tous les autres citoyens.

Il est juste cependant d'ajouter qu'au moment de la présentation des amendements en Chambre, plusieurs ministres ont voté avec l'opposition contre le gouvernement. L'an dernier, nous avons présenté une loi pour rétablir le droit au choix du médecin. La majorité ministérielle a rejeté cette loi remédiate. Cette année, nous y revenons parce que nous considérons que nos revendications font écho aux réclamations de la classe ouvrière. Nous revenons à la charge, non pas par entêtement ni pour ennuyer le gouvernement, mais parce que c'est notre devoir, parce que les revendications de l'opposition sont justes. Voilà de la persistance dans le bien.

On a donné comme raison, l'an dernier, que la Commission des accidents du travail n'avait pas les revenus nécessaires pour maintenir à l'ouvrier accidenté le libre choix de son médecin. Ainsi donc, un droit élémentaire de l'humanité passait après une question de cents et de piastres. Il y avait déficit d'opérations financières à la Commission, mais il était dû aux salaires trop élevés payés à certaines personnes, à un patronage politique malheureux, parce qu'on n'avait pas fait payer leurs contributions à de grosses compagnies.

Et pourtant, on a haussé les salaires des commissaires. Et, enfin, parce que le gouvernement n'avait pas payé la somme de \$100,000 qu'il s'était engagé à verser au fonds de la Commission des accidents. Si le gouvernement eût payé sa contribution, il eût été facile pour la Commission de ne pas toucher au droit de l'ouvrier à choisir son médecin.

Le principe établi par le gouvernement est absurde et illogique. Si le gouvernement adoptait une loi pour dire: Vous achèterez tel article à tel magasin plutôt qu'à tels autres, il y aurait de véhémentes protestations, car ce serait manifestement injuste. Or, dans le cas présent, il s'agit non de marchandises, mais de la santé et de la vie d'êtres humains, dont la vie est nécessaire en plus à la subsistance de leurs familles. Réalise-t-on jusqu'à quel point il est injuste de priver l'ouvrier, toute une partie de la population, d'un privilège aussi important? Sa vie lui appartient. De sa vie dépend le bonheur d'une famille.

La loi qu'on a passée est une insulte à la profession médicale. Nous avons des médecins honnêtes, compétents, nous avons ces admirables médecins de famille dont on ne peut mettre l'honnêteté en doute qui, par leur travail, leur pratique quotidienne, leur désintéressement et leur dévouement, ont fait largement progresser la science médicale.

Notre province a toujours honoré celui qu'on appelle le médecin de famille: c'est à lui que le gouvernement s'attaque. On laisse entendre que les médecins sont malhonnêtes ou incompetents, et on décerne du fait même un diplôme d'incapacité aux institutions qui leur ont décerné leurs brevets.

C'est aussi un pas de plus dans la centralisation de cette belle profession, vers le fonctionnarisme. Ce n'est pas par l'étatisation des professions libérales, des intelligences que l'on résoudra le problème de la jeunesse. On réduit en effet le champ des activités du médecin; on ferme davantage les avenues où la jeunesse pourrait s'établir. C'est fermer à nos jeunes la carrière médicale que de vouloir étatiser la profession médicale, en faisant des médecins de purs fonctionnaires.

J'espère que, cette année, le gouvernement ne persistera pas à enlever ce droit à l'ouvrier. D'ailleurs, au simple point de vue économique, c'est une économie que de laisser l'ouvrier choisir son médecin. Il a confiance en lui, il guérit plus vite. On épargne ainsi de nombreux frais. Le facteur confiance joue, dans le traitement du malade, un rôle prépondérant que l'on détruit pratiquement par la loi gouvernementale.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** M. l'Orateur, vous me permettez d'abord de faire un petit retour en arrière. Il serait intéressant de faire un peu d'histoire à ce sujet. Au début de l'application de la loi, en Ontario, il était stipulé que l'accidenté avait le choix de son médecin. Mais, quelques années

après un certain temps d'expérience, le gouvernement ontarien, à la suite d'une enquête faite par un juge de la Cour suprême de cette province, changeait d'idée et résolut d'abolir le droit de l'ouvrier au choix du médecin. Il se chargea lui-même de ce choix, puis le laissa à la Commission des accidents de travail. En 1931, les ouvriers demandèrent dans Québec une loi semblable à celle de l'Ontario. On donna cependant chez nous à l'ouvrier accidenté le libre choix de son médecin. De plus encore, la Commission ou l'employeur doivent consulter la victime d'un accident sur le choix du médecin.

En 1933, après avoir appliqué la loi pendant 16 mois, le Parlement lui enlevait ce droit. Le gouvernement exposa alors toutes les raisons qu'il avait de faire ce changement. C'est là une question des plus délicates à traiter. Si la province de Québec a introduit des amendements à la loi de 1931, c'est à la suite de la recommandation de la Commission des accidents du travail et de la situation financière de la commission. Le chef de l'opposition a manifesté une belle sympathie aux ouvriers, mais je crois qu'il a fait erreur. Il serait mieux sans doute, du point de vue idéal, de laisser à l'accidenté le choix de son médecin.

En fait, du côté pratique, on se heurte à des nécessités impérieuses. Le gouvernement ne peut les ignorer. Je crois que les accidentés ont reçu dans tous les cas des soins immédiats et attentifs. Il est prouvé que, dans un chantier de quelque importance, il vaut mieux, comme cela se fait présentement, qu'il y ait un médecin à la disposition des ouvriers. Le texte adopté par le Parlement donne à l'ouvrier des secours permanents, en décrétant que le médecin devra se tenir constamment à la disposition du camp de travail, qu'il a droit à un médecin de sa langue.

Ce sont des avantages qu'il faut mettre en parallèle avec les concessions que le gouvernement a été obligé de refuser. Ne croyez-vous pas que l'accidenté est mieux protégé, s'il y a un médecin près de l'endroit où travaillent les ouvriers et qui se tient sans cesse à leur disposition, que par un médecin de l'extérieur qui demeure peut-être aux extrémités de la ville et qui n'est pas là, lorsqu'on peut en avoir besoin.

Je connais mieux que personne cette question. J'ai assisté moi-même plusieurs ouvriers à leurs derniers moments. Je connais toutes les tristesses de ces accidents ouvriers et, je le demande à la Chambre, est-ce que l'on n'a pas entouré l'ouvrier de toutes les précautions nécessaires, depuis que l'on a passé la loi en vigueur?

Il y a aujourd'hui des ambulances-hôpitaux dans nos chantiers de bûcherons. Je veux que tous nos ouvriers se sentent soutenus par nos lois, lorsqu'il leur arrive des accidents.

Le médecin de famille est un excellent soutien pour l'ouvrier, mais dans l'ensemble et dans la grande majorité des cas, il vaut mieux que l'ouvrier ait un médecin dont les soins soient retenus d'avance. On parle de médecin de famille. Mais le médecin de famille n'est pas toujours sur les lieux. Ce que nous voulons, c'est qu'un médecin soit attaché à chaque organisation où travaillent un grand nombre d'ouvriers, afin qu'il puisse se porter au secours tout de suite, en cas d'accident. Je ne crois pas qu'un seul accidenté ait manqué de soins. J'admets avec mon honorable ami, le chef de l'opposition, que c'est une consolation pour un ouvrier d'avoir à ses côtés, s'il est blessé, un médecin qu'il connaît bien, mais si l'autre médecin est compétent, il ne peut certainement pas en souffrir.

Cette année, on donne à l'accidenté une augmentation d'indemnité, on déclare que la limite d'âge à laquelle les enfants d'un accidenté auront droit à l'indemnité sera de 18 ans au lieu de 16 ans, etc. La Commission a fait beaucoup cette année. Je crois que nous devrions en rester là pour cette année, concentrer tous les efforts de la Commission sur l'accidenté et attendre que cette mesure s'impose pour adopter la mesure du chef de l'opposition. L'expérience de l'Ontario et de Québec montre très bien qu'une clause permettant à l'accidenté de choisir son médecin est très peu profitable, et ce, pour qui que ce soit. Il serait préférable de décréter l'ajournement du projet, pour cette année.

(Applaudissements à droite)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** M. l'Orateur, j'ai vu bien des cas d'accidentés, lorsqu'ils souffraient encore énormément, qui se plaignaient de ne pas être en état de travailler et que le médecin imposé par la commission renvoyait quand même au travail. Les médecins leur disaient: Ça va revenir en travaillant.

Il (M. Bertrand) proteste du fait que le gouvernement ait enterré un de ses bills la semaine dernière, parce que celui du gouvernement était "meilleur et plus complet", alors qu'il ne donne même pas à l'accidenté le droit élémentaire de choisir son médecin.

Je l'ai déjà dit, cette loi des accidents du travail est essentielle à l'ouvrier. On le lui avait d'abord donné, pourquoi le lui avoir enlevé? Pourquoi alors y enlever ce qu'elle contient de meilleur? Le gouvernement aurait dû garder son ancien mode de

procéder. Il devrait être assez généreux pour ne pas lésiner avec les ouvriers et leur laisser le choix du médecin. Il fait toutes les semaines beaucoup de cadeaux aux compagnies. Pourquoi se montre-t-il si mesquin envers la classe ouvrière? L'an dernier, les ouvriers lui ont demandé de revenir à l'ancienne clause de la loi. Nous faisons des cadeaux toutes les semaines. Aux ouvriers, on donne d'une main et on leur enlève de l'autre ce qu'on leur a donné. Nous avons demandé au gouvernement de remettre la loi telle qu'elle était. Si le gouvernement se rend à la demande de la classe ouvrière, je serai le premier à l'en féliciter. Aux prochaines élections, le gouvernement sera heureux de dire aux ouvriers qu'il a pensé à eux. Pourquoi leur refuser le médecin?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Tant mieux pour vous autres. Vous ne devriez pas vous en plaindre.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je suis plus large que cela, M. le Premier Ministre, et je suis prêt à vous donner le bénéfice de rendre service à l'ouvrier.

J'appuie donc la motion du chef de l'opposition et je demande au gouvernement de l'adopter.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je veux déclarer pourquoi j'endosse cette mesure de l'opposition. Je dis cela sans esprit de parti. Il y a 30 ans, il m'est arrivé un accident au cours de mon travail. Le premier médecin appelé voulait me couper la main gauche. Je suis allé en voir un autre et il a été d'avis contraire. Le second me l'a traitée et me l'a sauvée.

Au point de vue capital humain, le choix du médecin doit être laissé à l'accidenté. L'ouvrier est plus sujet aux accidents que le citoyen moyen et a droit à une protection et une considération supplémentaires. Cela est très important au point de vue moral. La confiance est une grande chose dans le traitement de la maladie, et l'accidenté aura confiance dans le médecin qu'il choisira.

Il me semble qu'on pourrait s'entendre avec le Collège des médecins et fixer un tarif fondé sur la gravité de l'accident. Je ne cherche pas "noise" au gouvernement, je pense à l'ouvrier, qui est exposé plus que n'importe quel autre. Je n'ai pas l'habitude d'approuver les projets de l'opposition mais je suis en faveur de celui-là. Pour moi, au point de vue moral, on doit laisser à l'accidenté le choix de son médecin. Je demande donc qu'on donne le libre choix de son médecin à l'accidenté.

**M. Drouin (Québec-Est):** M. l'Orateur, lors du débat sur l'adresse, j'ai demandé moi-même au gouvernement de rendre à l'ouvrier accidenté le choix de son médecin. Jusqu'en 1933, l'ouvrier avait droit de choisir son médecin. En 1933, une loi donnait ce droit exclusif à la Commission. Le député de Laurier (M. Poulin) s'était alors prononcé contre cette loi. Plusieurs députés libéraux avaient aussi voté contre cette loi. Ce sont MM. les députés Peter Bercovitch, Ernest Poulin, J.-A. Francoeur, Bouthillier, Fortier, Bachand, Fortin, Lortie et Lamoureux. Le système actuel a provoqué plusieurs abus, car des hommes inaptes étaient renvoyés au travail par des médecins indifférents.

Il rappelle qu'au comité les députés de Mercier et de Laurier et lui-même ont voté contre le projet du gouvernement de faire disparaître le choix du médecin.

Si je cite ces faits, c'est pour dire qu'il me faut rester logique avec moi-même et affirmer de nouveau que l'ouvrier accidenté a droit au choix de son médecin.

Dans l'État de New York, il y a quelques années, on avait enlevé à l'ouvrier accidenté le droit de choisir son médecin. La situation devint telle qu'on fut obligé de nommer une commission d'enquête qui recommanda au gouvernement de l'État de New York de donner à l'ouvrier le droit de choisir son médecin. Le Collège des médecins de New York devait fournir une liste des médecins spécialisés dans le traitement des accidents du travail. L'ouvrier accidenté avait le droit de choisir parmi ces médecins.

Je désire rester logique envers moi-même. Je voterai pour la mesure qui est devant nous. Je suis en faveur de la proposition du chef de l'opposition. L'ouvrier accidenté aura le droit d'y choisir son médecin, si la loi est adoptée. Mais je demande que l'on étudie le système adopté par New York (liste de médecins spécialistes) et qu'on l'adopte ici.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Je propose demande, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), l'ajournement du débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se dit surpris que l'ajournement soit proposé par le représentant d'une circonscription ouvrière.

Je m'oppose à cet ajournement. Je ne puis accepter la motion pour ajourner le débat. Le projet est au feuillet depuis le 25 janvier. Il s'agit pour l'ouvrier d'un droit sacré. Il s'agit d'une mesure très urgente. Les ouvriers souffrent du fait qu'ils ne puissent faire le choix de leur médecin. Il n'y a pas

de raison pour que le gouvernement retarde davantage. Le gouvernement devrait au moins avoir l'activité nécessaire pour agir. Tant que nous n'aurons pas décidé cette question, le droit de l'ouvrier sera lésé. L'opposition s'oppose donc à l'ajournement du débat. Les députés sont au courant de la question et prêts à se prononcer. Le gouvernement devrait prendre ses responsabilités.

La proposition est adoptée sur division. Le débat est ajourné.

### Route

#### Mont-Laurier-Maniwaki-Amos

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le mercredi 20 février courant, sur la motion proposée le même jour:

Que,

Attendu que l'opinion publique réclame depuis plusieurs années la construction de la route Mont-Laurier-Maniwaki-Amos;

Attendu qu'une telle route fournirait un débouché idéal pour les produits agricoles de l'Abitibi, et un marché nouveau et important pour l'industrie québécoise, et serait d'un précieux appoint pour l'œuvre de la colonisation devenue si nécessaire;

Attendu qu'une telle entreprise aiderait énormément à soulager le chômage qui afflige notre population;

Attendu que cette route est nécessaire au double point de vue national et économique;

Cette Chambre prie respectueusement le gouvernement d'entreprendre dès maintenant la construction de cette route, soit avec la collaboration du gouvernement fédéral, soit seul.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Je suis heureux que l'honorable député de Hull ait présenté cette motion. Ce qui m'a surpris dans la motion du député de Hull, c'est qu'en 1931, il parlait de toute autre façon que le député de Hull en 1935. En 1931, le député de Hull doutait de la prospérité de l'Abitibi et s'opposait à la construction de la route Mont-Laurier-Amos. Je félicite le député de Hull de son heureuse évolution. La construction de la route Senneterre-Mont-Laurier a rallié tous les suffrages. À quoi bon une province deux fois plus grande que la France, si elle manque de moyens de communication faciles? Il y a accord sur le fond de la question. Si nous sommes en désaccord, ce n'est pas sur le principe, mais sur les méthodes qu'il conseille.

Je n'ai pas besoin de dire que j'approuve le projet de cette route. La construction de cette route s'impose. La province de Québec devra son succès à ses moyens de transports. Notre voirie a contribué plus que tout à développer notre province depuis quelques années. Je laisse à l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) le soin d'en faire le tracé. J'espère que, comme Sir Wilfrid Laurier, il penchera du côté de l'est de la province.

L'Abitibi est une région neuve, mais déjà assez développée; on y a déjà placé des capitaux considérables; sa production agricole est en accroissement constant; elle possède les plus riches mines du monde entier. Mais, présentement, dans l'état actuel des communications, de ses deux débouchés, l'Ontario prend 85 % et le Québec 15 % seulement. L'Ontario fait son profit de l'Abitibi québécois. Cette province y expédie 15 fois plus de marchandises que Québec, et l'Abitibi expédie vers l'Ontario

Il faut corriger cette anomalie, il faut encourager les colons courageux qui ont envahi l'Abitibi, il faut donner aux nôtres les relations qu'ils attendent naturellement. Il est temps de relier l'Abitibi minier et agricole à l'est de la province, surtout à Montréal. La nouvelle route que nous demandons raccourcirait la distance entre Montréal et Amos de 55 %. L'honorable Honoré Mercier rencontra un jour le curé Labelle et, grâce à leurs efforts combinés, les solitudes du nord se peuplèrent. Cette région immense, aujourd'hui le diocèse de Mont-Laurier, c'est celle-là que nous voulons encore mieux desservir.

Il (M. Poulin) fait alors l'éloge des habitants de ces régions.

C'est cette population, c'est toute la région de l'Abitibi, c'est toute la région du nord de Montréal qui réclame la construction de cette nouvelle route qui en mettrait plusieurs autres en valeur. Il y va de l'intérêt de Montréal en particulier. Quand le Transcontinental fut bâti, il devint évident qu'il fallait qu'il vint jusqu'à Montréal. Il est entré 18,822 wagons par le C. N. R. en Abitibi, en 1933-34. Sur ce nombre, 1,802 seulement venaient de Québec. La construction de la nouvelle voie reformera tout cela.

Avant longtemps, nous aurons un parc national dans le nord de Montréal. Il faut donc donner un accès facile à cette belle région. Il faut de plus relier l'Abitibi à Montréal. Toute la métropole réclame cette route. Tout bon Canadien, tout bon patriote doit être en faveur de cette motion. Les raisons des députés d'Abitibi (M. Authier) et de Hull (M. Guertin) suffiront, je pense, à faire l'unanimité autour de la motion que nous discutons. Il y va du plus grand bien de la province.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. l'Orateur, Je tiens à féliciter le député de Hull et tous les députés qui ont pris part à la discussion, de la façon dont ils ont compris le problème de la construction de la route Mont-Laurier-Amos.

La construction de la route Mont-Laurier-Senneterre-Maniwaki est d'importance primordiale. Cependant le député de Hull me permettra bien de lui dire qu'il a eu tort de prétendre que le gouvernement a laissé l'Abitibi dans l'isolement. L'Abitibi n'est ouverte que depuis vingt ans. Et elle a été ouverte grâce à la construction du Transcontinental. Fallait-il construire une route de communication entre nos grandes villes et les centres nouveaux de l'Abitibi dès les débuts? Il me semble que non. À mon sens, il fallait faire ce que nous avons fait.

Il fallait savoir comment la population réagirait et construire des routes à l'intérieur de la région pour permettre aux centres de communiquer entre eux. Il fallait d'abord savoir quel développement s'en suivrait, quel succès aurait la colonisation. Il fallait organiser le réseau de l'intérieur en tout premier lieu.

Le ministère de la Colonisation et celui de la Voirie ont construit au-delà de 11,000 milles de routes, pour aider à la colonisation et au développement des mines qui ont été découvertes dans ce riche pays. Le gouvernement a construit en particulier une route pour relier Rouyn à l'Abitibi et au Témiscamingue.

On a songé, un moment donné à construire un embranchement de chemin de fer qui relierait directement Montréal à l'Abitibi. Mais le projet a été abandonné. On a ensuite pensé à construire une route carrossable et nous n'avons pas attendu cette année pour la construire. Nous avons fait 30 des 86 milles de route qui relieront Rouyn à Senneterre. Nous allons continuer cette route dès le printemps de cette année afin de relier tous les centres miniers les uns aux autres. La route est d'ailleurs toute localisée et une vingtaine de milles sont défrichés. Il reste encore quelques détails à décider.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie sait-il qu'il existe un chemin de péage du Lac des Écorces à Kabonga? Quelles mesures le gouvernement songe-t-il à prendre à ce sujet?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est un chemin privé et cela ne dépend pas des pouvoirs publics. Il y a une autre route dans la même région, de sorte que le voyageur n'est pas obligé de prendre le chemin de péage.

Nous avons actuellement 33 milles de route construits de Senneterre à Mont-Laurier. Et il y a de nombreux arpenteurs du ministère qui étudient actuellement quels sont les sites les plus appropriés par où elle doit passer. Leurs rapports concluent tous que la route devrait être construite à l'ouest du Lac Kabonga<sup>1</sup>, bien que l'honorable député de Laurier (M. Poulin) nous demande de faire passer la route à l'est. Elle coûterait ainsi \$500,000 de moins.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien coûterait-elle de moins?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne puis le dire précisément. La région est en effet très montagneuse. Il reste 200 milles à construire pour réunir Rouyn à Senneterre, puis Senneterre à Mont-Laurier. Tout ce que je peux répondre à mon honorable ami, c'est que la route ne nous coûtera pas plus de \$6,000 à \$7,000 du mille. Nous ferons ainsi une économie d'au moins \$500,000. Nos ingénieurs sont actuellement sur le terrain et, dès leur retour, ils compléteront leurs plans, et nous demanderons des soumissions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait une comparaison entre la construction de cette route et celle du boulevard Taschereau. Les deux millions employés à la construction du boulevard Taschereau auraient dû être dépensés plutôt à la construction de la route qui aurait relié Montréal à notre région minière.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le boulevard Taschereau a coûté plus cher à cause de travaux spéciaux. La population de Montréal avait besoin de cette sortie.

Évidemment, continue-t-il, on ne pourra pas construire la route Mont-Laurier-Amos, qui aura 150 milles de longueur, en un an, car il faut tenir compte des besoins de la voirie et des nécessités des autres régions. Les travaux seront poursuivis avec la rapidité que permettront les finances de la province et le budget de la voirie.

Il y a un autre point que je veux toucher. On a dit que le retard que l'on mettrait à mener à bien cette entreprise venait de ce qu'on s'était approvisionné à Toronto plutôt que dans Québec. On s'est surpris qu'il y a douze ans, lors des débuts de l'exploitation minière Abitibi, c'est la province d'Ontario qui fournit la population de l'Abitibi d'une grande part des objets de première nécessité. Lors des débuts de l'exploitation minière en Abitibi, la province d'Ontario a fourni cette région de toutes les

marchandises dont elle avait besoin. Le commerce de l'Abitibi est devenu important, et Toronto s'en est emparé. Les marchands de Toronto étaient-ils plus actifs que ceux de la province de Québec? Je ne le sais pas, mais ils se sont emparés du commerce de Rouyn et Noranda.

Même avant la construction du Nipissing Central Railways, les gens d'Ontario avec une distance plus grande à parcourir que les gens de Québec, approvisionnaient déjà l'Abitibi. Québec, pour empêcher cette expansion commerciale, qui se faisait aux frais de la province, a donné \$280,000 aux C. N. R. pour les aider à construire une ligne de Taschereau à Noranda. Mais on ne pouvait empêcher que ce furent des Ontariens qui ont découvert les mines. Ils avaient donc intérêt à s'approvisionner en Ontario pour fournitures de mines, vivres, etc. Nos gens eux-mêmes s'adressaient aux bouchers, aux épiciers et aux fruitiers ontariens pour s'approvisionner.

J'ajouterais que, malgré la construction de la route de Mont-Laurier à Senneterre, Québec ne fera pas plus d'affaires avec la région minière de ce côté, si nos hommes d'affaires ne prennent pas tous les moyens honnêtes pour s'emparer du commerce que Toronto nous a enlevé.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** L'honorable ministre de la Voirie sait-il que la Chambre de commerce et le Board of Trade de Montréal ont adressé des résolutions en faveur de la route?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, mais ils ne se sont pas occupés du commerce de l'Abitibi. Vu les progrès de la colonisation, vu le développement de l'industrie minière, dont on ne peut avoir idée exacte qu'en visitant la région, le gouvernement croit que la route Mont-Laurier-Senneterre doit être ouverte.

(Applaudissements)

Ce n'est pas avec des résolutions que nous nous emparerons du commerce dans l'Abitibi, mais avec des actes précis. Encore une fois, il faudra que nos hommes d'affaires s'y intéressent d'une façon active. Et que l'on songe bien que, même après la construction de cette route projetée, Noranda sera à mi-distance entre Toronto et Montréal.

De Toronto à Rouyn, en passant par le chemin Perrault, il y a 440 milles et de Montréal à Rouyn, quand la route de Senneterre sera achevée, il y aura une distance de 438 milles. Raison de plus pour affirmer que nos gens devront y aller de leur propre initiative, s'ils veulent réussir à prendre leur part du commerce de cette région.

Et le chemin de fer prend le même temps. Quoiqu'il en soit, à cause du développement agricole que cette construction amènera et à cause du développement commercial canadien-français que cette construction provoquera, si nous savons faire les efforts voulus, je crois qu'il est nécessaire que nous poussions au plus tôt la construction de cette route. Nous allons donc ajouter cette route à notre réseau et je crois que c'est dans le meilleur intérêt de la province.

(Applaudissements)

**M. Guertin (Hull):** Je suis des plus heureux de l'approbation, de l'accueil, que reçoit ma motion par les membres du gouvernement. Le député de Montréal-Laurier (M. Poulin) a rappelé le débat qui eut lieu en 1931 sur ce sujet, au cours duquel on m'accuse d'avoir pris une position contraire à celle que je prends aujourd'hui. Si j'entretenais certains doutes au sujet de la valeur de l'Abitibi, c'était comme beaucoup d'autres députés. Après les rapports qui nous ont été faits par le ministère des Mines, on n'a plus raison de douter de la valeur de rendement de l'Abitibi. Il faut nous lancer dans l'entreprise immédiatement.

La province a assez retardé la construction de cette route. Le nord-ouest de Québec possède des richesses incalculables et nous devons tout faire pour les développer. J'aurais préféré cependant que l'honorable ministre de la Voirie fût un peu plus catégorique, mais je crois qu'il est beaucoup plus convaincu qu'il ne l'a laissé voir. Il a dit qu'il ne croit pas pouvoir terminer cette route cette année. Je soupçonne qu'il est cependant décidé à commencer l'entreprise dès la fonte des neiges et que, l'an prochain, la route aura été défrichée sur toute la longueur projetée.

Il ne faut pas blâmer nos commerçants de n'avoir pas risqué l'aventure de l'Abitibi. Si Toronto s'est emparé du commerce de l'Abitibi, c'est qu'elle avait plus de moyens de communication que nos villes de la province avec les grands centres de la nouvelle région.

L'honorable ministre semble sous l'impression que, même si la route se construisait, la distance entre Rouyn et Montréal serait encore aussi grande qu'entre Rouyn et Toronto. Je suis sous l'impression que non. Avec la route, la distance de Noranda à Montréal sera certainement pas plus de la moitié de l'autre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** De Toronto à Rouyn la distance est de 438 milles. De Montréal à Rouyn, par la route que nous allons construire, elle sera de 439 milles.

**M. Guertin (Hull):** À tout événement, nous aurions tort de nous disputer, puisque nous nous entendons si bien sur la nécessité et l'urgence de la construction de cette route. Je souhaite donc que les travaux soient commencés le plus tôt possible. Je suis sûr que les travaux vont être poussés avec vigueur et j'en félicite d'avance le gouvernement.

La motion, étant mise aux voix, est adoptée.

### **Manutention de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi de la manutention de la gazoline soit maintenant lu une deuxième fois.

Il assure la Chambre que l'amendement à la loi de la manutention de la gazoline qu'il propose est extrêmement marginal et a pour objet d'éviter certains abus, et ce, avec le minimum d'inconvénients pour ce secteur.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Loi de la pêche**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant la loi de la pêche relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Guertin (Hull)** demandent des explications au ministre (l'honorable M. Francoeur).

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** explique que le cas se présente où il faut donner droit de passage à un particulier sur un terrain loué pour fins de pêche près d'une rivière.

**M. Guertin (Hull)** proteste contre le projet.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 12 de la loi de la pêche (Statuts refondus, 1925, chapitre 83), est remplacé par le suivant:

"12. Le locataire d'une réserve pour fins de pêche, qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut exiger un passage sur les terres voisines, à la charge d'une indemnité proportionnée aux dommages qu'il peut causer. Ce passage dit généralement être pris du côté où le trajet est le plus court de ladite réserve à la voie publique.

"À défaut d'entente entre les parties, sur l'endroit où doit être fixé le passage ou sur l'indemnité à payer, le tout est réglé conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 11."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 12 de la loi de la pêche (Statuts refondus, 1925, chapitre 83), est remplacé par le suivant:

"12. Le locataire d'une réserve pour fins de pêche, qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut exiger un passage sur les terres voisines, à la charge d'une indemnité proportionnée aux dommages qu'il peut causer. Ce passage dit généralement être pris du côté où le trajet est le plus court de ladite réserve à la voie publique et le moins dommageable.

"À défaut d'entente entre les parties, sur l'endroit où doit être fixé le passage ou sur l'indemnité à payer, le tout est réglé conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 11 tel qu'amendé par l'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 27."

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

#### Visites de maisons à louer

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer.

Adopté.

#### En comité<sup>3</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme cette nouvelle loi a pour but de limiter du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> mai les visites des maisons à louer, si elle reçoit l'approbation définitive de la législature, elle ne devrait pas affecter les baux existants. Cette loi a des effets rétroactifs; elle attaque les baux existants. Elle ne devrait entrer en vigueur que lorsque les baux existants seront périmés.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** prend part au débat.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** La visite des maisons à louer constitue un danger pour la propagation des maladies contagieuses. L'honorable chef de l'opposition, qui parle souvent de la conservation de notre capital humain, devrait approuver ce projet sans restriction. C'est dans l'intérêt général. D'ailleurs, tout le monde est en faveur de cette loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suppose qu'un député libéral ait ouvert un chemin privé aux environs d'un lac, qui abrégierait de 14 milles le trajet pour se rendre à Mont-Laurier, comparativement à la route publique, et qu'on aurait allongé cette dernière pour pouvoir laisser passer la route devant la demeure du député du comté.

Je suppose aussi que ce député libéral<sup>4</sup>, en contradiction flagrante avec la politique de son parti qui s'est déclaré contre les ponts et les chemins de péage, ait organisé un péage sur son chemin privé à raison de 25 cents pour aller et 25 cents pour revenir.

Je suppose maintenant que les députés de l'Assemblée législative passent un bill pour abolir le chemin de péage et forcer le député de Montréal-Laurier à remettre tous les trente sous qu'il a perçus. Ce serait un effet rétroactif.

Qu'en pense le député de Laurier, qui a d'ailleurs bénéficié de l'effet rétroactif de l'odieuse bill Dillon?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'avais moi-même des doutes au sujet de cette loi, mais j'ai constaté que tout le monde favorise cette

loi. Il y a eu des abus lorsque le délai pour la visite des maisons à louer était de trois mois. Il y a même eu des vols. À compter de la mise en vigueur de cette loi, la période de visite sera de trente jours. Ce sera la loi générale et tout le monde sera placé sur le même pied. D'ailleurs, la loi ne sera en vigueur que l'an prochain, étant donné que plusieurs des baux pour cette année sont déjà signés. La loi ne sera pas sanctionnée avant quelque temps et elle ne devrait pas affecter les baux existants.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

##### **Constructions de chemins, Saint-Augustin, comté Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 20 février 1935.

Adopté.

##### **Construction de chemins, Saint-Joseph du Lac, comté Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph du Lac, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 20 février 1935.

Adopté.

##### **Construction de chemins, Saint-Benoît, comté Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> août 1928 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930.

Adopté.

##### **Loi concernant la vérification des comptes publics, article 9**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 9 de la loi concernant la vérification des comptes publics, chapitre 21, Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935.

Adopté.

##### **Ordres en conseil, rente foncière payable à la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935 inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction de la rente foncière payable à la province.

Adopté.

##### **Règlements adoptés, trésorerie de la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit mis devant cette Chambre copies

authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la trésorerie de cette province, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935.

Adopté.

#### **Impression, reliure, annonces et publicité, paiements du gouvernement**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre: État dûment certifié relativement aux diverses sommes payées par le gouvernement de cette province pour:

a. Impression et reliure;

b. Annonces et publicité;

c. Divers;

depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement, et indiquant:

1. Les noms des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé lesdites sommes;

2. La somme globale payée à chacun d'eux, dans chaque cas;

3. Le total de tous les paiements effectués par le gouvernement de cette province, dans chaque cas et pendant ladite période.

Adopté.

#### **Charte de Montréal-Est**

**M. Fillion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### **Mariage G. Shooner et J. DeBlois**

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Élie (Yamaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

---

#### **NOTES**

1. *Le Soleil* du 27 février 1935, à la page 6, écrit "lac Opasatica".

2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

3. Le comité se réunit sous la présidence du député de Beauce (M. Fortin).

4. Il s'agit de M. Poulin, député de Montréal-Laurier, selon *Le Journal* du 9 mars 1935, à la page 1.



Séance du mercredi 27 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Association de bienfaisance  
et de retraite de la police de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que les articles 498, 503, 510, 511, 514 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi constituant l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi constituant l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saint-Charles-de-Caplan**

**M. Côté (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire et à la présentation des bills

privés, soient suspendues et qu'il lui soit en conséquence permis de présenter le bill 132 légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles-de-Caplan.

Adopté.

**M. Côté (Bonaventure)** demande la permission de présenter le bill 132 légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles-de-Caplan.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Collège de Notre-Dame,  
Côte-des-Neiges**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Fortier), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Collège Notre-Dame, Côte-des-Neiges, de la cité de Montréal, province de Québec, constitué en corporation par la loi 39 Victoria, chapitre 81, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et ratifiant certains actes; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition du Collège Notre-Dame, Côte-des-Neiges, de la cité de Montréal, province de Québec, constitué en corporation par la loi 39 Victoria, chapitre 81, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 129 modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Religieux  
de Sainte-Croix**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke

(M. Fortier), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des révérends pères Alfred Charron, Adolphe Clément et Albert Cousineau et autres, tous religieux de la corporation de Sainte-Croix et domiciliés à Montréal, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix.

Adopté.

#### **Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition des révérends pères Alfred Charron, Adolphe Clément et Albert Cousineau et autres, tous religieux de la corporation de Sainte-Croix et domiciliés à Montréal, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 130 constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.

#### **Dépôt de documents:**

**Commission des eaux courantes,  
rapport annuel,  
1934**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-troisième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, 1934. (Document de la session no 111)

#### **Questions et réponses:**

##### **Pont de l'Île d'Orléans**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement au pont de l'Île d'Orléans:

1. Sur quoi étaient basées les estimations du gouvernement lorsque, dans sa réponse en date du 10 mars 1933, il évalua à \$3,500,000 le coût total de cette entreprise?

2. Pourquoi, dans sa réponse, en date du 12 février 1935, le gouvernement a-t-il évalué à environ \$3,000,000 le coût total de cette entreprise?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Sur les premières estimations approximatives, car, à cette date, les soumissions pour la partie centrale et l'approche sud n'étaient pas encore demandées.

2. Parce que, en se basant sur les soumissions acceptées, les estimations ont été révisées.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 88 concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier;

- bill 115 ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited.

##### **Succession C.-H. Laurier**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

##### **The Wabasso Cotton Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 115 ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited.

Lesdits amendements sont lus une première fois. Il est ordonné que la deuxième lecture des amendements soit remise à la prochaine séance.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Bibliothèque de la Législature, rapport, 1934**

**M. l'Orateur** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du conservateur de la Bibliothèque de la Législature de Québec, janvier à décembre 1934. (Document de la session no 112)

##### **Enregistrement de jugements**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains jugements.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Canton De Sales**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 érigeant en municipalité le canton De Sales.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Examen des débiteurs après jugement**

**M. Chouinard (Gaspé-Sud)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Accidents du travail, droit de poursuite**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la loi des accidents du travail, 1931, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Ventes à tempérament**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Loi des dentistes**

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Loi de la pêche**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant la loi de la pêche relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Promotion de la colonisation**

#### **L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

M. l'Orateur<sup>1</sup>, mon premier devoir avant de commencer le débat est d'offrir mes plus chaleureux remerciements à mon chef, le premier ministre, qui a bien voulu au début de cette session m'adresser des paroles aimables et très réconfortantes, raffermissant de la sorte la confiance qu'il a mise en moi en me nommant au poste élevé que j'occupe.

Je remercie également tous ceux qui, dans cette Chambre, m'ont manifesté leur satisfaction, me prêtant des qualités que je ne possède peut-être pas, mais m'accordant aussi beaucoup de courage que je consens à mettre au service de la colonisation et de ma province. Je dois encore une expression de reconnaissance à la plupart des journaux qui m'ont fortement encouragé et n'ont jamais manqué d'avoir pour moi des mots plus qu'aimables, fondant des espérances que j'essaierai de réaliser.

Je vous avouerai, M. l'Orateur, que dans de pareilles circonstances et avec un tel concours de bonnes volontés, venant de toutes parts, le ministère dont j'ai bien voulu accepter la direction me semble moins lourd. Il m'invite en tout cas à donner le meilleur de moi-même à une cause des plus importantes dont le succès, j'ose le croire, assurera la prospérité de la province. Je connais parfaitement les responsabilités dont j'ai l'honneur d'être le dépositaire. Je comprends la portée de l'acte que je pose ici même, aussi bien que les conséquences des paroles que je vais dire.

En dépit d'une certaine amélioration dans l'état économique du monde, le chômage continue de sévir. Pas un pays n'a pu échapper à la crise. Les plus grands économistes aussi bien que les politiques les plus avertis ont cherché des moyens propres à soulager la misère, tout en gardant l'équilibre économique.

Les remèdes à appliquer varient avec les peuples et leur mode de subsistance. Dans certains pays essentiellement industriels on veut créer du travail, et l'État en prend l'initiative en exécutant de grands travaux. Ailleurs, on procède à la réadaptation des chômeurs en leur apprenant de nouveaux métiers. Ici, on veut réduire la durée du travail; là, on

veut introduire le roulement, c'est-à-dire maintenir les cadres ouvriers dans diverses industries. Enfin, les moyens, comme je le disais tantôt, varient selon les mœurs, les ressources naturelles et les industries nationales de chacun de ces pays.

Il apparaît tout de suite que, dans notre pays, au Canada, et particulièrement dans la province de Québec, le retour à la terre, la colonisation et l'agriculture offrent les meilleures garanties pour enrayer le chômage. Dans Québec, de grandes étendues de terres restent à défricher. L'agriculture doit être notre industrie nationale et, à sa base, la colonisation. Les économistes s'accordent pour dire que le plus grand remède au chômage dans notre province est sans contredit l'établissement rapide sur des lots ou sur des fermes de milliers de chômeurs industriels et agricoles. Notre salut est là. Nos ancêtres, aux premiers temps de la colonie, furent des soldats puis des laboureurs. Nos pères étaient essentiellement des travailleurs de la glèbe. C'est un atavisme qu'on ne peut renier ni rejeter. Le peuple canadien-français possède toutes les qualités qui font les bons défricheurs et, par la suite, les bons cultivateurs.

Les mesures qui, dans d'autres pays, peuvent être appliquées pour remédier au chômage ne sauraient être adoptées chez nous, dans un pays vaste comme le nôtre où, les éléments et les facteurs de survivance économique ne sont pas les mêmes. J'ai la conviction absolue que la prospérité, ou tout au moins une prospérité relative n'est possible que par un plan d'ensemble de colonisation intensive et par un retour pratique, nettement défini, à la terre, capable de garder l'équilibre économique et d'assurer aux travailleurs de bonne volonté le pain de chaque jour.

Nous devons créer du travail, puisque les conditions économiques ne le provoquent pas normalement. Or, le plus beau travail et le plus pratique, c'est celui que nous exécuterons sur le sol inépuisable de notre province. Nous posons donc en principe que l'État doit créer ce travail. Vous êtes invités par conséquent à légiférer à ce sujet.

La loi que j'ai l'honneur de soumettre devant cette Chambre a pour but, M. l'Orateur, d'obtenir la somme de dix millions de dollars au compte capital, qui permettront, en plus des divers budgets ordinaires, de développer la colonisation d'une façon rationnelle et pratique, en même temps que de stimuler dans une juste mesure le retour à la terre.

Nous voulons encore fournir aux honorables députés l'opportunité d'examiner cette loi qui permettra au gouvernement d'appliquer son nouveau

plan de colonisation, de bien définir les raisons qui justifient un tel acte administratif. Nous établirons clairement ce que nous entendons faire avec ces dix millions de dollars, de quelle façon nous allons procéder et de quelle manière cet argent sera dépensé.

Dès que je fus nommé ministre en juillet dernier, je me suis mis à l'œuvre. Des techniciens de mon ministère et moi-même avons parcouru toutes les régions de colonisation. Nous avons vu de près les colons. "Nous avons marché sur leurs lots" pour employer une de leurs expressions pittoresques. Nous sommes entrés dans leurs demeures. Nous connaissons leurs besoins et nous avons vu de près les difficultés qui les harcèlent présentement. Peu à peu, un plan d'ensemble s'élaborait.

Ce que d'autres avaient rêvé, ce que d'autres étaient parvenus à réaliser en grande partie, nous avons pensé, avec les moyens que le gouvernement mettrait à la disposition du ministère, de compléter un plan qui assurerait l'avenir des colons, les mettrait en mesure de traverser les premières années de l'établissement et qu'il inviterait les chômeurs dans les villes aussi bien que dans les vieilles paroisses à s'installer sur des lots de la couronne, soit sur des terres libres.

Mais nous n'osions pas nous fier à nos faibles connaissances. Nous avons pensé alors de réunir en congrès tous ceux qui sont versés dans cette question si difficile de la colonisation, de recueillir le fruit de leurs expériences, d'examiner à la lumière des faits et de l'histoire, les suggestions que l'on pourrait faire. C'était là, du reste, la volonté et le vœu le plus ardent de l'honorable premier ministre. Lui-même, d'ailleurs, devrait se charger d'annoncer la nouvelle à la population de Québec. Voici ce qu'il déclarait le 8 août 1934:

"La colonisation est certes l'œuvre essentielle à notre prospérité nationale. Nous avons décidé, à la prochaine session provinciale, de demander à la Législature de voter un emprunt d'au moins \$10,000,000 tout entier destiné à la colonisation. Nous voulons grouper nos colons, faire des échanges de terrain avec les compagnies forestières, afin d'ouvrir aux fils du sol des régions qui leur étaient fermées, puis leur donner de plus grandes facilités d'établissement. À cet effet, nous convoquerons cet automne, à Québec, un grand congrès de colonisation auquel nous inviterons nos évêques, nos missionnaires-colonisateurs et les apôtres du mouvement, pour les consulter et recevoir leurs avis sur la manière la plus utile de donner de l'ampleur à cette politique et d'obtenir les meilleurs résultats.

"Mais à la colonisation sur des terres nouvelles se rattachent intimement le retour à la terre et l'établissement des fils de cultivateurs dans les vieilles paroisses.

"Ceux-ci devront avoir leur large part des \$10,000,000. Il y a beaucoup de terres libres dans la province; nous voulons y placer les jeunes gens des vieilles paroisses que ces terres pourront faire vivre."

Ainsi, durant deux jours, les 17 et 18 octobre 1934, trois cents congressistes réunis à l'hôtel du gouvernement, à Québec, discutèrent le nouveau plan provincial et y apportèrent des suggestions heureuses qui furent rapportées dans un mémoire qui paraîtra bientôt. Ces congressistes représentaient toutes les classes de la société. Les plus hauts dignitaires du clergé aussi bien que nos dévoués missionnaires colonisateurs coudoyaient des professionnels, des ouvriers, de vaillants colons, des représentants du peuple dans tous les gouvernements.

Nous n'avons pas de mérite à déclarer que ce congrès a remporté un grand succès auquel les journaux ont donné la publicité qu'il méritait. Un congrès de colonisation s'imposait de toute nécessité. Nous l'avons accordé afin de donner suite à des idées qui peuvent résoudre le plus grand problème de l'heure présente.

Sans distinction de parti politique ou de rang social, tous les congressistes ont compris la nécessité de telles assises où l'on traita, dans un commun accord de pensée et de sentiment, le grand problème de la terre. Tous ceux qui ont assisté à ce congrès vous diront que les 17 et 18 octobre furent des journées mémorables, et le plus grand couronnement à ce premier acte fut l'adoption des résolutions et des délibérations du congrès. Le peuple répondait à notre appel en posant à son tour des moyens que nous avons analysés très sérieusement. Nous étions justifiables alors de préparer une loi dans le sens direct où la désirait le peuple. Et c'est ce que nous avons fait. Et c'est ce que nous voulons, M. l'Orateur, exposer devant cette honorable Chambre."

(Longs applaudissements)

Au mois de juin 1933, mon prédécesseur, l'honorable M. Hector Laferté, décida de donner un octroi de \$300, à raison de \$100 par année pendant trois ans, à tout cultivateur qui placerait un de ses fils sur une terre libre. Le nombre avait été limité à dix par comté. L'expérience donna de si bons résultats que 850 cultivateurs, jusqu'à date, ont touché le premier octroi de \$100. Les demandes continuant à affluer, il fut décidé de porter le nombre jusqu'à vingt par comté, puis de supprimer toute limite. Aujourd'hui, 802 autres cultivateurs attendent la

passation de la loi pour profiter à leur tour de cet avantage et recevoir le premier \$100, et 1,383 autres cultivateurs ont reçu la promesse qu'ils recevraient d'ici quelques mois le premier octroi de \$100, quand leurs fils résideront sur leurs terres.

Quelques-uns ont été refusés, ne remplissant pas les conditions exigées, tandis que des enquêtes se poursuivent actuellement sur 1,552 cas. Nous avons reçu à date et en tout 6,544 demandes d'établissement. C'est dire que cette partie du plan provincial est un succès et que, d'ici deux ans, des milliers de fils de cultivateurs seront établis sur des terres libres, un peu partout dans la province.

À ceux qui ne sont pas fils de cultivateurs, à ceux qui ne sont pas pères de famille, qui vivent dans les villages ou les villes, à ceux qui ne peuvent être aidés par leur père cultivateur ou qui n'ont pas de parents, à tous ceux-là aussi, le gouvernement a l'intention d'accorder le même octroi de \$300, s'ils remplissent les conditions exigées.

Un nouveau service dans notre ministère est organisé. Il a pour fonction de localiser les terres libres et de communiquer avec les propriétaires, afin de passer les contrats de bail-vente à certaines conditions. Le paiement sera fait par annuités variables selon la valeur de la terre. L'octroi de \$300 du gouvernement facilitera le paiement tandis que la vente des produits de la ferme complètera l'annuité.

À ceux qui seront ainsi établis, le gouvernement, s'il le juge nécessaire, portera secours indirectement lors de leur installation, en accordant un prêt sans intérêt ne dépassant pas \$500 qui représenteront les deux-tiers de l'achat de matériel roulant. La somme sera remboursable à raison de \$100 par année, après la troisième année de l'établissement.

Le cultivateur ainsi établi ne sera définitivement propriétaire de sa terre que lorsqu'il aura acquitté sa dette envers le gouvernement. S'il ne remplissait pas les conditions exigées, on pourra toujours le remplacer par un autre, et le propriétaire sera assuré de toucher son paiement. L'octroi régulier de \$300, à raison de \$100 par année, sera une partie de la garantie du vendeur.

Notre service spécial institué à ces fins a reçu depuis le mois de novembre dernier des réponses de toutes les parties de la province, et le nombre de terres libres se chiffre à 3,771.

Nous avons communiqué avec les propriétaires de ces terres libres. Actuellement, 1,356 ont déjà répondu et, sur ce nombre, la moitié consent à accepter notre système de vente. Nous prévoyons que plusieurs autres vont suivre d'ici peu et que, dès

ce printemps, un grand nombre de terres abandonnées seront en culture, ce qui sera un actif considérable pour la province. Par ce moyen, nous espérons repeupler les vieilles paroisses. Le montant dépensé pour chacun de ces cultivateurs ne dépassera pas celui qu'exige l'installation d'un colon.

Le plan fédéral n'a pas donné les résultats qu'on en espérait, les municipalités se trouvant pour la plupart incapables de contribuer. De là, nécessité d'un nouveau plan qui sera défrayé totalement par la province. Nous procéderons par groupes de cinquante à la fois. Les chefs de famille ou célibataires se rendront sur les lieux à leurs frais ou aux frais d'une société de colonisation.

Ils formeront une colonie et bâtiront d'abord quatre maisonnettes qui serviront plus tard à quatre nouveaux colons. Ils vivront en commun. Les chevaux et le matériel appartiendront au gouvernement. Les 50 défricheurs gagneront \$1.60 par jour à construire les chemins. On retiendra environ 40 sous par jour pour la pension, \$1 pour les frais de déplacement de la famille et du ménage, et la balance lui sera remise pour l'achat d'outils et de vêtements.

Au bout de deux mois, le colon, maintenant seul sur son lot, pourra faire venir sa famille. Il touchera une prime de \$100 pour la construction de la maison, laquelle sera bâtie sur un plan identique. Il recevra aussi une prime d'établissement de \$15 de l'acre jusqu'à concurrence de \$75, une prime d'ensemencement et la prime additionnelle du colon nécessaires variant de \$50 à \$100 pour les pères de familles, et de \$30 pour les célibataires. La seconde année, il aura les revenus des primes ordinaires, de la vente du bois, des travaux de chemins, et les graines de semence lui seront distribuées gratuitement, et la prime additionnelle s'il était jugé nécessaire.

Les chemins et les maisons sont bâtis aux frais de l'État. Le colon s'installe immédiatement avec sa famille sur le lot choisi. Il se met à défricher. Il a droit à la prime spéciale d'établissement, à celle d'ensemencement et à la prime additionnelle, si c'est nécessaire. Les déplacements du colon et de sa famille sont aux frais d'une société de colonisation. Nous jugerons si cette expérience est concluante ou non.

Il y a toujours des colons qui préfèrent aller dans une colonie déjà ouverte, où les chemins sont faits ou presque. Ceux-là aussi se déplaceront à leurs frais ou aux frais d'une société, mais le coût du transport de la famille ne devrait pas dépasser \$75. La première et la seconde année, ces défricheurs auront droit aux mêmes primes et aux mêmes avantages que les colons par groupes.

On appelle ainsi un second lot que possède le colon et qui sert de pâturage, soit de terre à bois ou encore qu'il destine à ses enfants. Que ce soit le fils qui hérite de ce lot de support ou que ce soit un autre qui l'achète, la prime de construction de \$100 sera accordée ainsi que les primes d'établissements, ordinaires et additionnelles, si c'est nécessaire. À la condition, bien entendu, que les lettres patentes soient annulées, afin que le lot retombe dans la catégorie des lots sous billet de location. Il nous paraît que ce système simplifierait énormément le problème des écoles et des chemins.

Le ministre de la Colonisation va créer des primes de jardinage pour les femmes de colons, anciens et nouveaux.

À toutes celles qui cultiveront des grands jardins la première, la seconde et la troisième année, il sera accordé des primes de \$5 à \$10 en plus des graines de semences. À partir de la deuxième année le département emploiera une certaine somme pour l'achat d'engrais.

(Applaudissements)

Il est essentiel que des agronomes enseignent au colon novice comment semer, jardiner, engraisser une terre. Le gouvernement mettra à leur disposition des agronomes spécialisés ainsi que des instructeurs. Ce service très important doit exister.

Après le colon, après la terre, c'est la route et c'est le pont qui s'imposent par leur importance économique. Il faut donc sans retard exécuter tous les travaux de chemins. Dans le passé, cette question dominait toutes les autres parce qu'il n'est pas possible de coloniser sans avoir des voies de communication. Ce fut toujours le grand obstacle.

Sir Georges Étienne Cartier le déplorait lui-même en affirmant que, dans le Bas Canada, ce fut seulement en 1855 que l'on commença à voter des crédits annuels pour ouvrir des chemins à la colonisation. Pour rejoindre actuellement tous nos colons, il y a plusieurs centaines de milles de chemins, soit à ébaucher, soit à mettre en forme, soit à compléter. Il est dans l'intention du gouvernement de consacrer sa plus vigilante attention à cette œuvre capitale.

On fait la classification: 1. des terres propres à la culture; 2. des terres d'exploitation forestière. Ce travail a toujours été fait par le ministère des Terres et Forêts et ratifié par le lieutenant-gouverneur. Parce que le ministre de la Colonisation est responsable de l'établissement des colons, il est logique, pensons-nous, que la classification des terres soit sous son autorité.

Il s'agit donc: 1. de refaire les anciennes classifications sous la direction des chefs de district;

2. de laisser au ministère de la Colonisation le budget destiné à ces fins.

Que les sociétés de colonisation s'appliquent à bien choisir les meilleurs colons et le gouvernement se chargera de les bien établir. Elles doivent encore soutenir le moral des colons et pratiquer la charité privée. On forme des comités paroissiaux composés du curé et de quelques citoyens. Ces comités s'occuperont de recrutement aussi bien que de recommander l'établissement des fils de cultivateurs pauvres, ou d'autres cultivateurs, tel qu'on l'a vu à l'article qui en traite. La loi des sociétés de colonisation sera amendée au cours de cette session, de manière à ce que rien n'entrave sa marche. Les sociétés de colonisation sont indispensables. Le contact est opéré entre elles et le gouvernement par un missionnaire colonisateur qui tient bureau à l'Hôtel du gouvernement à Québec.

Les amendements à la loi de colonisation sont au nombre de trois:

Il faut amender:

1. l'article 28 du chapitre 44 des Statuts refondus, 1925, de manière à porter à 20 acres au lieu de 8 acres la réserve sur chaque lot;

(Applaudissements)

2. l'article 2 du chapitre 41, 22 George V, de manière à permettre le rachat des terres vendues pour les taxes jusqu'au maximum de \$300 au lieu de \$100;

3. le chapitre 20 de la loi 24 George V, de manière à obtenir les territoires inexploités que nous jugerons nécessaires au plein succès de notre nouveau plan. À défaut d'entente, nous pourrions exproprier. Une législation sera présentée à ce sujet.

Il (l'honorable M. Vautrin) dit qu'il s'est occupé de faire disparaître les rentes seigneuriales.

De notre ancien système seigneurial, il reste quelques vestiges qu'il convient de faire disparaître, là du moins où les intérêts de la colonisation l'exigent. Que ce soit par voie d'échange, de rachat ou même d'expropriation forcée si nécessaire, certaines seigneuries dans Témiscouata, dans Rimouski, dans Gaspé et dans Charlevoix, doivent redevenir propriété publique. Ces seigneuries sont un obstacle au développement de nos paroisses et à l'expansion de notre colonisation. Cet état de choses ne devrait pas durer plus longtemps.

Dans certaines parties de la province, il existe des savanes, dont l'État peut seul entreprendre le drainage. Des essais heureux ont déjà été faits sous la direction technique du ministère de l'Agriculture. Une étroite collaboration entre les deux ministères pourrait donner d'excellents résultats et cette collaboration devrait bientôt être un fait accompli.

Il existe également, dans la Gatineau et le Témiscamingue, des réserves qui appartiennent aux sauvages, dont le sol est particulièrement propre à la culture, qui sont inutilisées au point de vue agricole et qu'il y aurait lieu d'échanger dans l'intérêt bien compris des colons et des sauvages. Des négociations sont déjà entamées avec Ottawa à ce sujet et devront être poursuivies activement. Nous espérons toujours finir par nous entendre avec les autorités fédérales.

Il faut nécessairement communiquer avec ces nouvelles régions de colonisation. Donc, des chemins nouveaux devront être reliés aux grands chemins, afin que l'on puisse pratiquer le système de colonisation de "proche en proche". Étant donné que ces lots seront avantageux à tous les points de vue, étant donné encore que le coût des travaux de chemins sera élevé, nous pourrions vendre ces lots un peu plus cher.

Les chemins de fer Canadien National et Pacifique Canadien voulant coopérer avec nous ont consenti volontiers à une réduction de 50 %<sup>2</sup> du taux ordinaire pour le transport du colon et de sa famille, et de 50 % également pour le transport du ménage. Il est entendu que ces réductions sont accordées aux colons qui veulent bénéficier du nouveau plan. Vous voyez, M. l'Orateur, que les compagnies nous ont compris et coopèrent avec nous.

Les moulins à scie sont aussi nécessaires dans les régions de colonisation, et le gouvernement encouragera tous ceux qui voudront bien en établir.

Depuis quelques mois, nous avons établi un système de placement pour aider les cultivateurs demeurant dans les villes, étant sous le secours direct ou dans une absolue nécessité, et qui consentiraient à aller travailler chez certains de nos cultivateurs prêts à les recevoir.

À date, 355 célibataires ont été placés. Si nous en jugeons par les lettres qui nous parviennent et des cultivateurs et de ces garçons de ferme, ce système est un bon moyen pour encourager le retour à la terre chez ces gens, et si un bon nombre à la fin du mois de mars finissent par conclure des arrangements particuliers avec les cultivateurs pour l'été, nous maintiendrons ces bureaux de placement, et nous en établirons d'autres dans les principales villes de la province, afin que toujours les cultivateurs qui voudront recueillir dans leur maison ces jeunes gens puissent savoir où s'adresser.

(Applaudissements)

Pour faire suite à l'opinion que j'exprimais au congrès de la colonisation et aux vœux mêmes des congressistes au mois d'octobre dernier, nous nous sommes adressés au fédéral, dans le but d'obtenir une contribution pour la mise en exécution de notre plan.

Le 30 novembre dernier, je me suis rendu à Ottawa. Je n'ai pas été reçu par le cabinet comme les premiers ministres de l'Ouest qui étaient venus avant moi et étaient repartis avec des millions. J'ai été reçu très gracieusement par l'honorable M. Gordon. Nous avons eu, avec les fonctionnaires du ministère, une longue entrevue à laquelle assistait l'honorable M. Gordon, ainsi que tous les ministres canadiens-français de la province de Québec, et les principaux techniciens du fédéral. Nous leur avons expliqué notre plan. Nous leur avons fait parvenir des copies de toute notre documentation.

Nous avons essayé de convaincre l'honorable M. Gordon que le mouvement que nous entreprenons garde tous les caractères d'un mouvement national, qu'il aura pour résultat de réduire le chômage dans notre province, enfin qu'il répond à des besoins particuliers de Québec où se trouvent beaucoup de familles nombreuses que le retour à la terre sauverait certainement. Et la réponse que nous venons de recevoir en date du 31 janvier, M. l'Orateur, nous osons espérer qu'elle n'est pas encore définitive, mais elle n'en reste pas moins un refus catégorique. Je vais me permettre de vous lire cette lettre que m'a adressée le 31 janvier, l'honorable M. Gordon.

Ottawa, 31 janvier 1935

"Cher monsieur Vautrin,

"J'ai analysé attentivement les renseignements que vous m'avez fait parvenir au sujet de votre plan provincial de colonisation.

"Un plan provincial de colonisation bien appliqué par chacun des gouvernements des provinces du Canada ne saurait être trop recommandé. D'autre part, le gouvernement fédéral se fera un plaisir de vous fournir les services consultatifs des techniciens des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation et je suis convaincu que l'aide de ces fonctionnaires sera d'un apport précieux dans votre travail.

"Votre tout dévoué,

"(signé) W. A. Gordon  
"Ministre du Travail

Nous demandions au fédéral une contribution raisonnable, et il nous offre les services consultatifs de ses techniciens!

**Des voix ministérielles:** Honte, honte.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

M. l'Orateur, dans le passé, le gouvernement a contribué aux dépenses de grands mouvements d'immigration et les journaux ont rappelé qu'une somme d'au moins cent millions de dollars avait été dépensée pour aider au peuplement de certaines provinces du Canada. La chose ne peut être niée et n'a jamais été réfutée par les représentants du fédéral. Ce qui a été fait pour l'établissement des étrangers pouvait être accompli, à mon sens, pour l'établissement dans notre province de ceux des nôtres qui ont besoin de secours,

Dans le passé, et il n'y a pas très longtemps, le gouvernement fédéral a conclu avec les provinces un arrangement permettant d'établir des soldats sur des terres. Par ce système, des centaines de familles sont retournées sur le sol, et je ne comprends pas pourquoi le gouvernement d'Ottawa éprouverait de la difficulté à conclure aussi des arrangements avec les provinces, pour installer les chômeurs des villes et des campagnes sur des terres.

La réponse que l'on nous donne indique que le gouvernement fédéral ne veut pas participer à un mouvement de colonisation organisé par une ou plusieurs provinces de ce pays.

Pourquoi alors a-t-il contribué autrefois et contribue-t-il maintenant à la confection des grandes routes dans notre province, et surtout dans d'autres provinces du Canada?

Pourquoi a-t-il contribué à défrayer certaines dépenses d'hygiène dans notre province et dans les autres provinces du Canada?

La même question pourrait être posée en ce qui a trait aux dépenses faites pour l'organisation des bureaux de placement dans toutes les provinces du pays.

Québec a fait une juste demande; Québec essuie un refus. Cependant, au cours de l'automne, nous avons vu que les représentants de certaines provinces de l'Ouest sollicitaient une contribution fédérale considérable, pour résoudre le problème occasionné par la sécheresse dans le sud de leur territoire. Les uns demandaient au fédéral de venir à leurs secours parce que c'était une calamité nationale, les autres, parce que c'était une catastrophe majeure. Nous en sommes, si le problème particulier de certaines provinces de l'Ouest exige l'aide du fédéral. Nous en sommes et d'ailleurs dans le discours du trône qui a été lu au début de la session fédérale actuelle, nous voyons l'article suivant:

"Mes ministres étudient de concert avec les gouvernements des provinces des prairies l'état des régions qui ont souffert de périodes intermittentes de

sécheresse, pour trouver des mesures propres à résoudre définitivement ce grave problème."

Si les provinces de l'Ouest obtiennent une telle assistance, quand on prévoit la somme fabuleuse qu'on va dépenser pour mettre en valeur ces territoires par l'irrigation et le reboisement, nous croyons que notre demande est justifiée et conforme à la raison.

Nous laissons maintenant aux dirigeants actuels du fédéral toute la responsabilité de leur refus, et nous nous contentons pour le moment d'exprimer nos vifs regrets que cette décision ait été prise par les autorités fédérales actuelles.

Nous venons d'exposer le plan de colonisation tel qu'il fut conçu au cours de nos visites dans la province et après nous être renseignés sur place. C'est le plan que j'ai eu l'honneur de soumettre au dernier congrès et qui fut adopté, et c'est le même plan que je dépose aujourd'hui devant vous.

Je ne veux pas fatiguer la Chambre.

**Des voix:** Non, non.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement, appuyé par le clergé et par les citoyens en général, tente un vaste et rapide mouvement de colonisation. Toute notre histoire en est remplie parce que dans le Québec, où la vieille France avait laissé son empreinte d'attachement au sol, la colonisation a toujours gardé le caractère d'une œuvre patriotique.

Il est impossible d'exposer le but d'une loi aussi importante, sans faire un retour vers le passé. Si l'on veut apporter des réformes salutaires, si l'on veut appliquer un plan pratique de colonisation, il faut connaître au moins les obstacles et les difficultés qui entravaient jadis son développement normal. Il faut remonter des effets aux causes, et il n'est pas de plus grand enseignement que l'histoire.

On dira que l'homme se renouvelle. Nous croyons que les faits se répètent. Les difficultés d'aujourd'hui sont de même nature que celles d'autrefois. Les moyens à prendre pour les faire disparaître sont différents et c'est ce que le gouvernement entend bien exposer. De là, l'historique qui s'impose.

Je n'ai pas l'intention de faire un long retour sur le passé et de vous rappeler l'héroïsme et le triomphe des premiers colons français. Cette histoire émouvante, vous la connaissez tous. Vous n'ignorez pas que de 2,300 qu'ils étaient en 1660<sup>3</sup>, les colons s'accrurent jusqu'à 65,000 en 1763, au moment de la conquête.

Les descendants de colons français s'établirent sur les deux rives du Saint-Laurent, de Québec à Montréal. On n'osait pas pénétrer à l'intérieur des terres pour la raison bien simple que les voies de communication faisaient défaut.

Cependant, les premiers colons à s'établir ici après la conquête furent les loyalistes américains, en 1784, qui s'installèrent pour la plupart dans les Cantons-de-l'Est, au-delà du Richelieu.

Soixante ans plus tard, les Canadiens français se rendirent compte qu'ils pouvaient eux aussi "s'emparer du sol" et occuper l'intérieur des terres. En 1848, le ministre Baldwin-Lafontaine fit tracer les premières routes, et c'est alors qu'on vit des missionnaires dévoués, tel que les abbés O'Reilly et Racine, entraîner les colons vers les Cantons-de-l'Est dans cette région qu'on appelait les Bois-francs.

Le premier grand mouvement de colonisation était lancé par des paroles d'encouragements. Le gouvernement du Bas-Canada n'avait ouvert que les routes principales. Les colons devaient faire seuls tout le reste.

Mais ils luttèrent si vaillamment qu'en 1860 on comptait 10,000 Canadiens français dans les Bois francs. Première victoire d'une natalité généreuse! Premier triomphe de la famille canadienne française.

En 1849, on fondait la Société de colonisation des comtés de l'Islet et de Kamouraska, qui se chargea d'établir des colons dans la région du Lac-Saint-Jean. Ceux-là ne furent pas moins courageux que les premiers et, en nous ouvrant les portes d'une civilisation nouvelle, ils battaient la marche de la colonisation. Leurs exploits - car ce fut une réelle bataille la lutte contre la forêt - répandirent l'enthousiasme jusque dans les plaines prospères des rives du Saint-Laurent où les anciens cultivateurs menaient une vie calme, régulière, patriarcale. Leurs fils, à ceux-là aussi, soit par goût de l'aventure soit par un attachement véritable au sol, voulurent défricher, vivre de la terre et vivre libres. On assiste alors à l'invasion de la vallée de la Matapédia, de celle de la Gatineau, de la Baie-des-Chaleurs, de la Gaspésie et du Saguenay.

En 1854, l'abolition de la tenure seigneuriale est décrétée. D'autres sociétés de colonisation sont fondées à Québec et à Montréal, et le premier service de colonisation est organisé.

Et si jamais dans notre histoire on veut bien marquer les premiers faits de la colonisation, il faudra admettre que ses rayons, si pâles soient-ils, nous viennent de ce temps-là.

Mais il fut un autre mouvement plus pratique, plus fructueux, dans son ampleur et dans la trace

profonde qu'il a laissée, je veux parler de la découverte du nord de Montréal, qui restera à mes yeux l'une des plus grandes entreprises jamais accomplies dans le domaine de la colonisation.

Et franchement, M. l'Orateur, je ne peux pas me défendre de parler ici de l'homme d'une idée, de l'homme dont la mémoire fait l'orgueil du peuple canadien-français, de cet apôtre en tout point comparable aux premiers colonisateurs venus de France, je veux parler du grand curé Labelle, le grand Champlain de la colonisation. Il nous est impossible d'échapper à son emprise. Et l'histoire dira que ce fut sous son impulsion énergique que se déclencha le véritable mouvement de colonisation dont le souffle impétueux semble vouloir déchirer les forêts, pour faire place à des campagnes riantes et prospères.

Car, quoi qu'on en dise, la colonisation du nord de Montréal ne fut pas une faillite. Et le sénateur Jules-Édouard Prévost avait bien raison d'écrire: "Il y a des faits qui s'imposent. Les belles collines, les lacs pittoresques des Laurentides feront toujours le charme des touristes et seront toujours favorables à une culture pastorale, tandis que les villes de la Gatineau, de la Lièvre et de la Rouge seront toujours de grands territoires dont le sol fertile est d'une qualité supérieure. C'est le témoignage unanime des explorateurs et des colons d'expérience."

Comme c'est vrai! Cette région est une des plus belles au point de vue touristique, et les cultivateurs y vendent bien leurs produits.

J'en appelle ici à l'honorable député de Terrebonne ( M. David). Il vous dira que son comté n'a pas souffert de la crise autant que les autres et que c'est celui où les secours directs sont les moins nombreux.

Et plus au nord, dans Labelle, c'est la véritable colonisation. On y découvre aussi des vallées propres et magnifiques. Il reste beaucoup à faire et nous le ferons, parce que nous devons continuer le rêve du précurseur. Son royaume du nord va toujours s'agrandissant. Il a franchi la vallée de la Rouge, il occupe la vallée de la Lièvre, il atteint la vallée de la Gatineau. Et demain, il touchera la grande région du Témiscamingue et de l'Abitibi. Il viendra, ce demain, malgré les obstacles, malgré les vicissitudes diverses de la politique, et nous aurons réalisé le grand rêve du curé Labelle.

Nous ne saurions nous en cacher. Ce fut, M. l'Orateur, sous la dictée de cet homme de génie, que des chefs comme les Chauveau et les Boucherville, les Chapleau et les Mercier comprirent

enfin la grandeur de la colonisation, la nécessité urgente d'un plan plus pratique et s'inspirèrent des idées et des sentiments de l'apôtre qui les avait fait naître.

Mercier l'a bien compris. Non seulement ce grand Canadien adopte toute la politique provinciale de colonisation de l'infatigable apôtre, mais en 1867, il créa un département de la Colonisation, ce qui devait avoir pour effet de rendre de meilleurs services à la cause. De plus, il nomma le curé Labelle sous-ministre du département, ce qui devait stimuler et développer le mouvement à cette époque.

Toujours en collaboration avec son conseiller, Honoré Mercier, en 1890, fit passer sa loi qui accordait un lot gratis à tout père de douze enfants. Ainsi, 3,490 chefs de famille bénéficièrent de cette loi. Il est vrai qu'elle fut abrogée en 1905, à cause de certains abus inévitables, mais en principe la loi était excellente. Qui dira l'encouragement et la récompense qu'elle accordait aux familles nombreuses? À tel point qu'il faudrait reprendre cette idée aujourd'hui.

C'est la natalité généreuse qui a fait la force des premiers temps de la colonie, et c'est la natalité généreuse qui assurera notre survivance. Aussi, nous devrions donner un lot gratis à tout fils d'un père d'une famille nombreuse, pourvu que ce nouveau colon remplisse parfaitement les conditions de la loi et qu'il fasse un succès de son établissement. Nous croyons, M. l'Orateur, que ce serait là rendre justice aux chefs de famille qui continuent la race et s'imposent de si lourds sacrifices.

Peut-on oublier, M. l'Orateur, que le curé Labelle, en moins de 23 ans, a fondé trente paroisses et qu'il a établi plus de 20,000 colons? Son œuvre, cependant, va plus loin encore. Il a insufflé au peuple de chez nous l'amour d'une cause sacrée entre toutes. Il a ouvert la route marquée de ses sacrifices et de sa belle intelligence: nous n'avons qu'à la suivre.

D'autres hommes, des législateurs, imbus du même patriotisme et des mêmes idées de reconstruction économique, ont marché sur les traces du roi du Nord. Nous avons nommé le grand Mercier. Nous avons vu ce qu'il a fait.

Me permettra-t-on maintenant de rappeler à cette honorable Chambre le souvenir de Sir Lomer Gouin? Vous n'ignorez pas que ce fut lui qui exécuta le projet si cher à Mercier, à savoir la séparation des domaines et la création des réserves. C'est ainsi que furent créées la réserve d'Ottawa, celle de Sayabec, celle de Matane, et la grande réserve de la Baie-des-Chaleurs.

Ce système a donné des résultats les plus satisfaisants et il a contribué, plus que tout autre, à faire de la colonisation selon un mode pratique et

bien défini, étant donné que ces réserves avaient été bien choisies comme endroits où le colon pouvait le mieux réussir, sans compter aussi qu'elles offraient l'avantage de conserver du bois au colon. C'est encore sous son règne que se développèrent les belles régions du Témiscamingue, politique excellente que devaient continuer les Devlin, les Prévost, les Allard.

Puis, en 1911, nous assistons à l'ouverture de l'Abitibi, où la colonisation progresse si rapidement. En 1914, on comptait dans cette belle région 951 personnes. Aujourd'hui, il y en a tout près de 31,000. En 1920, il y avait 50,000 acres en culture; en 1934, il y en a 120,000.

À quoi, M. l'Orateur, faut-il attribuer un tel progrès? N'hésitons pas à l'avouer: à l'excellente politique de l'honorable M. Perrault, qui a tant fait pour développer la colonisation et pour entraîner les défricheurs vers l'Abitibi. D'abord, à partir de 1921, les terres sont vendues par le ministère de la Colonisation, et non plus par le ministère des Terres et Forêts. On admettra que c'était pour le moins singulier qu'un ministre de la Colonisation pût offrir des terres, sans être capable de les vendre lui-même.

Première réforme qui marquait une ère nouvelle. Puis, l'honorable M. Perrault continua la politique, et il établit un service des inspections. En 1923, il se faisait voter une somme de \$7,000,000 et il institua les primes de labour et de défrichement, et il fit distribuer des graines de semences. Jamais encore un gouvernement n'avait fait autant pour venir en aide directement au colon. Ce n'est pas tout d'ouvrir les chemins, de bâtir des chapelles et des écoles. Il faut, durant les premières années de l'établissement, que le colon puisse être assuré d'une aide pécuniaire. Or, de 1923 à 1933, il fut payé en primes la somme de \$2,320 088.45 et pour les graines de semences de 1923 à 1933, la somme de \$577,253.11.

Ce mouvement qui passera à l'histoire sous le nom du "grand mouvement de l'Abitibi" restera comme l'un des plus pratiques jamais accomplis dans notre province.

Lorsque l'honorable M. Laferté fut nommé ministre de la Colonisation, le pays se trouvait en pleine crise économique. Le colon dans la forêt tout comme l'ouvrier au cœur des villes, se vit à la merci des difficultés de toutes sortes.

Si le cultivateur, à cause de la crise, ne vivait pas dans l'aisance comme autrefois, la situation des défricheurs se trouvait davantage plus précaire. Pourtant, le gouvernement concentra ses efforts pour leur venir en aide et, sous l'excellente direction de l'honorable M. Laferté, la colonisation ne périclita

point. Des centaines de chômeurs furent secourus, et l'établissement sur les fermes et sur les lots de milliers d'ouvriers industriels devait amoindrir le choc du chômage et du désœuvrement.

Plusieurs certes ne sont pas restés sur les terres, mais un grand nombre d'ouvriers prirent goût aux travaux des champs. Il valait mieux encore arracher les nécessiteux à la misère des villes et les établir sur des lots ou sur des fermes. Ce fut là l'acte énergique d'un gouvernement sage et l'on peut affirmer sans crainte que, dans les moments les plus difficiles, l'honorable M. Laferté a su accomplir un travail qui lui fait honneur.

Nous venons de faire un retour sur le passé. Nous venons de voir ce qui a été accompli autrefois. Le passé nous enseigne éloquemment ce que nous devons entreprendre, ce que nous devons tenter pour venir en aide d'une façon rationnelle aux colons, pour développer la colonisation et pour prévenir les erreurs de demain.

Tous les efforts des législateurs doivent tendre vers cet objectif: secourir les colons déjà établis et installer sur des terres libres et sur des terres nouvelles le plus grand nombre possible de nos compatriotes, afin de remédier au chômage dans les villes et les vieilles paroisses.

Les moyens à prendre, nous croyons vous les avoir clairement exposés.

Personne maintenant ne peut fuir ses propres responsabilités.

Pour ma part, lorsque l'honorable premier ministre m'appela à la direction du ministère de la Colonisation, il m'accordait une grande marque de confiance et je l'en remercie, mais je pouvais avoir quelques raisons d'hésiter. Je savais bien la responsabilité du poste que j'acceptais. Le premier ministre peut être assuré que je ferai l'impossible pour ne pas tromper la confiance qu'il a mise en moi. Et s'il m'arrive parfois de me sentir abattu en face des difficultés sans nombre qui se dressent sur mon passage; s'il m'arrive parfois de me décourager devant la besogne considérable que j'ai à accomplir, je songe alors au premier ministre et je redresse la tête.

Nous ne pouvons pas oublier le grand passé de cet excellent législateur et son œuvre si fructueuse; nous songeons à ses admirables qualités de modération, de sagesse, d'assiduité au travail et de persévérance. Qui ne se sentirait pas orgueilleux de marcher sur ses traces? La jeunesse d'aujourd'hui, qui est l'espoir de notre province prendra certainement comme modèle l'honorable premier ministre si elle veut vaincre tous les obstacles et les difficultés de l'heure présente.

Mais les critiques se font toujours nombreuses contre les hommes d'énergie et contre les politiques que le peuple approuve.

Aux attaques personnelles, il faut répondre par des actes. C'est ce que nous ne craignons pas de faire. Quant au reste, l'avenir se chargera de nous défendre et de prouver si le gouvernement est à la hauteur des lois qu'il édicte.

Mais je me dois personnellement de répondre à mon honorable ami, le chef de l'opposition, qui s'est plu à répandre l'automne dernier que je ne pouvais pas faire un bon ministre de la Colonisation. Voici par exemple ce que je lis dans *Le Devoir*, en date du 23 octobre 1934; ce sont ses paroles:

"Le gouvernement annonce qu'il va lancer un grand mouvement de colonisation. Il nomme un ministre, un architecte, député urbain, par conséquent, éloigné le plus possible de par ses occupations quotidiennes, des choses de la colonisation".

Monsieur l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition ne me connaît qu'imparfaitement. Depuis le premier jour de ma nomination, j'ai consacré tout mon temps aux choses de mon ministère. Mes occupations quotidiennes ne m'ont pas retenu à Montréal et mon honorable ami le sait. Invité, il y a maintenant 15 ans, par un modeste désir de me rendre utile à mes compatriotes, et sous les instances d'un grand nombre, j'ai consenti à me lancer dans la tourmente politique. On m'a fait l'honneur de m'élire. Ce fut sans doute à cause de mon dévouement que, par la suite, les électeurs de la division Saint-Jacques ont tenu à endosser ma politique et à me renouveler un mandat que je ne crois pas avoir déshonoré.

La lutte ne fut pas toujours facile. On m'a opposé des adversaires redoutables. J'ai lutté et j'ai triomphé. Je tiens ici, de mon siège de ministre, à remercier tous les électeurs qui m'ont accordé si bienveillamment leur confiance.

J'appartiens peut-être à une humble classe de la société, mais une classe fière: la classe agricole.

Mon enfance, vécue à la campagne, ne fut pas celle d'un riche, mais j'en garde le plus touchant des souvenirs, parce qu'elle m'aura permis d'approcher les cultivateurs, parce qu'elle m'aura appris à les aimer et à les respecter, comme j'ai toujours aimé et respecté mon père, un laboureur.

Plus tard, précipité dans un autre milieu que les circonstances m'imposaient, j'ai pu juger l'importance du rôle sacré de l'agriculteur. Je crois connaître l'histoire de mon pays et davantage celle de ma chère province, l'histoire éloquente entre toutes, histoire pathétique remplie des plus grands exemples de sacrifices, de travail et d'héroïsme.

Un honorable conseiller législatif a bien voulu trouver des paroles aimables à mon adresse, en disant "qu'il a confiance au nouveau ministre de la Colonisation, qu'il trouve actif et intelligent." Je peux assurer cet honorable conseiller législatif, aussi bien que les membres de cette Chambre, que je ferai en sorte que notre programme réussisse, parce que j'y mettrai toute mon énergie et tout l'effort d'un travail méthodique et continu.

À son tour, l'honorable député de Nicolet (M. Gaudet), en proposant l'adresse en réponse au discours du trône, a voulu rappeler le souvenir du grand curé Labelle.

Ce nom seul me fit songer à une anecdote que je venais de lire. Le juge Routhier parlait à Montréal au grand congrès national du 24 juin 1884. Au moment où l'orateur s'écriait: "Place aux agriculteurs, place aux colonisateurs", on vit s'avancer le curé Labelle à qui on faisait place dans les premières rangées. Alors, le juge Routhier de désigner l'apôtre, en disant: "Et quand, messieurs, vous rencontrerez sur votre route l'un de ces hommes que l'on a justement nommé un "apôtre de la colonisation", saluez messieurs, saluez bien bas, parce que c'est un conquérant qui passe".

Cet historique nous enveloppe d'enthousiasme et d'ardeur. C'est vous dire que je crois avoir une mission à remplir. Et si les forces physiques me le permettent et si les tempêtes de la vie publique ne viennent pas briser le plus bel effort que j'ai encore généreusement donné au cours de ma carrière, je crois mener à bonne fin et jusqu'au bout l'œuvre qui m'est chère et que j'ai accepté de défendre contre toutes les vicissitudes et contre tous les obstacles, afin de rendre justice à tous et d'apporter à mes compatriotes un peu du bonheur qu'ils désirent.

Pour rappeler le mot d'un chef d'État, je dirai que "je ne suis pas ici pour occuper une place mais pour remplir un devoir" et que je le remplirai.

Mais il me faudra ajouter que nous avons besoin de la coopération des membres de cette Chambre ainsi que je l'avais demandée, lors du congrès en octobre dernier.

La loi que je dépose et qui a pour but ultime d'appliquer le plan que je viens de vous déposer est une loi d'intérêt national, une loi susceptible d'apporter un soulagement aux maux actuels et de préparer l'avenir des générations prochaines. Je ne doute pas que tous les membres de cette honorable Chambre collaboreront avec le gouvernement pour venir en aide aux chômeurs et pour poser un acte définitif qui forcera la crise économique à relâcher son étreinte.

Je crois au travail assidu et au succès de toute entreprise, quelle qu'elle soit, pourvu qu'on lui accorde une attention de tous les instants. La colonisation est un des plus grands problèmes de l'heure actuelle.

Le gouvernement comprend la grandeur de la cause et il en analyse les côtés multiples, mais il a besoin de la coopération de tous.

Rappelons ces paroles de Mercier, qui a tant fait pour la survivance du sol: "Nous irons au devant du colon," s'écriait-il en 1888, dans cette même Chambre; "nous lui dirons: ce n'est plus seulement un parti, mais l'Église et l'État qui s'unissent pour vous aider, pour faire progresser cette grande cause de la colonisation. Pour assurer davantage le succès de cette cause, je travaillerai à réunir sous le drapeau qui nous couvre de son ombre, tous les hommes de bonne volonté."

Voilà de sages paroles qui devraient nous éclairer aujourd'hui.

Dans le passé, la colonisation fut toujours un sujet de violents débats. Elle aura divisé de grands hommes faits pour s'entendre.

Mais peut-on oublier deux chefs surtout qui, entre 1880 et 1891, représentaient dans notre province ce que le Canada français possédait de mieux doué au point de vue politique, de plus distingué, de mieux aimé et de plus cher. Je veux parler de Sir Adolphe Chapleau et de l'honorable Honoré Mercier. Or, ces deux batailleurs infatigables furent longtemps l'un pour l'autre des adversaires acharnés. La politique les tenait désunis: la colonisation devait les réconcilier.

En effet, existe-t-il dans notre histoire un spectacle plus touchant et plus beau que celui offert par les funérailles du curé Labelle dans sa vieille église de Saint-Jérôme qu'il avait tant aimée? Ce touchant spectacle fut relaté dans les journaux du temps.

Toutes les classes de la société étaient représentées pour rendre un dernier hommage au roi du Nord. On vit tout à coup Mercier et Chapleau entrer en même temps dans l'église et se diriger ensemble vers le catafalque où reposait le corps de l'apôtre de la colonisation. Mercier gravit le premier les degrés du mausolée pour jeter un dernier regard sur le grand colonisateur en disant: "Pauvre ami!"

Puis, à son tour, Chapleau s'approcha et demeura quelques instants la tête appuyée sur le cercueil. Les deux adversaires politiques pleurèrent ensemble et se réconcilièrent. Jusque par-delà le tombeau, le prestige du curé Labelle agissait sur les hommes.

Grande leçon qui doit à ce tournant de notre histoire ouvrir les yeux de tous. Devant un problème comme celui que nous avons à résoudre, il n'y a pas, il ne peut y avoir de divergences politiques, je le répète. L'avenir du peuple canadien-français exige le plus grand abandon de soi-même. Nous nous devons de ne pas tromper son attente; nous nous devons de satisfaire à ses désirs les plus légitimes.

Il faut nous pénétrer de ces paroles profondes: "la colonisation est la force et la gloire de la nation canadienne et elle sera un jour le salut de la race".

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, nous sommes actuellement à discuter une motion pour savoir si nous allons adopter la résolution de l'honorable ministre de l'Agriculture. Les remarques que je veux faire sont donc générales et je ne veux pas dès aujourd'hui entrer dans les détails.

Il (M. Duplessis) dit que, sans vouloir tirer des conclusions, pour l'heure, il tient à mettre devant la Chambre certains faits nécessaires non seulement pour bien comprendre le problème, mais pour l'orientation la plus pratique et la plus efficace de notre politique agricole et colonisatrice.

Il est inutile de rappeler que la crise existe depuis six ans. Dès le début, l'on avait constaté que le grand remède à la crise, spécialement dans notre province, était le maintien sur le sol de nos agriculteurs, et le rétablissement de l'équilibre démographique rompu par une politique d'industrialisation outrancière et imprudente. En fait, depuis ces six années, l'opposition n'a cessé de suggérer des réformes, des remèdes, qui auraient atténué la crise et fait notamment progresser la colonisation. Pour guérir une maladie, il faut étudier les causes du mal. C'est animé de cette intention que je veux exposer quelques principes.

Il y a 15 ans que l'administration actuelle dirige les affaires de la province. Il y a 37 ans que le même parti a charge de l'administration publique provinciale. Le gouvernement avait l'administration d'une province riche en ressources agricoles, riche en pouvoirs d'eau, en forêts, en mines, en pêcheries, avec une population laborieuse intelligente et aux traditions d'ordre et d'économies les plus saines. Nous avons le sol et la nature les plus riches du pays! En plus, depuis 15 ans, des montants considérables ont été votés dans cette province: le gouvernement avait à sa disposition de \$35,000,000 à \$40,000,000 à chaque année.

Or, aujourd'hui, avec ces avantages extraordinaires, qui sous toute direction raisonnable

auraient dû entraîner une large prospérité, où en sommes-nous? Nous en sommes au problème le plus angoissant qui soit, un problème dont l'opposition a souvent parlé, un problème dont ont parlé les économistes: l'établissement de notre jeunesse, problème qui n'a fait que s'aggraver depuis sept ou huit ans. Il y a des milliers de jeunes gens qui ne savent que faire de leur vitalité, de leur énergie, de leurs forces.

Ce problème affecte plus particulièrement les cultivateurs, dont 60,000 de leurs fils ne savent que faire de leur énergie, de leurs forces, dont l'avenir est complètement fermé à l'heure présente, parce qu'on n'a rien fait pour leur permettre de gagner leur vie.

Pour aujourd'hui, je ne tirerai pas de conclusions, mais je me contenterai simplement d'exposer les faits tels qu'ils sont. Car même si les constatations sont pénibles, si le mal est grand, la pire politique, c'est de n'avoir pas le courage de sonder la plaie, alors qu'il faut diagnostiquer le mal pour le guérir.

Et pourquoi le mal est-il si aigu?

Tous les pays du monde, même ceux qui n'avaient pas un caractère agricole ou qui négligeaient l'agriculture, ont, depuis la crise, augmenté les crédits d'agriculture et de colonisation, de 100 %, 300 % et même 400 %. On comprenait qu'il fallait d'abord assurer le maintien des cultivateurs sur la terre, les empêcher de se déraciner du sol. C'était d'une vérité élémentaire. Comme complément logique, ces pays se préoccupaient aussi du retour à la terre.

Pendant des années, l'opposition a prêché en faveur d'une politique de retour à la terre. Elle a supplié le gouvernement de prendre les moyens, afin que les colons n'aient plus à louer leur terre. Qu'est-ce qu'a fait le gouvernement provincial? Lui, il n'avait pas l'excuse de pouvoir ignorer le problème. Alors que, dans les autres pays, on augmentait les crédits de l'agriculture, le gouvernement de notre province a, depuis les deux dernières années, en pleine crise, réduit les crédits de l'agriculture de \$1,647,000 et ceux de la colonisation de \$1,047,000. Était-ce un bon moyen pour régler les difficultés? N'était-ce pas aggraver le mal?

Il est inutile de faire de la colonisation, si l'on n'assure pas la subsistance des colons. Mais le gouvernement a retardé, pendant des mois, de payer \$444,000 de primes dues aux colons qui en avaient grand besoin, quand le commerce du bois ne leur donnait presque rien. Et il les a réduites par la suite. Qui, à ce moment-là, avait le plus besoin de primes, si ce n'est pas le colon? Était-ce un moyen de venir en aide à la colonisation?

Nous ne voulons pas faire de politique avec la colonisation, car l'heure est trop grave et la question trop importante, mais il faut faire l'inventaire de la situation.

Faut-il rappeler qu'il y a trois ans l'opposition a protesté contre cette politique, qu'elle a invité le gouvernement, à diverses reprises, à modifier sa politique, à adopter des moyens plus efficaces, qu'elle a exigé un plan de colonisation préparé par des experts. Ce fut refusé.

À toutes les sessions, et l'année dernière encore, nous avons demandé à la Chambre de se prononcer en faveur de la classification des lots de colonisation, parce que cela est nécessaire pour l'établissement des colons. L'opposition a demandé la séparation du domaine forestier du domaine agricole. Nous ne voulons pas nuire à l'industrie. Mais l'industrie doit céder le pas, si nécessaire, à l'agriculture et à la colonisation. La province a des territoires immenses.

Pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas rendu à notre demande? Pourquoi le gouvernement a-t-il refusé cette séparation des deux domaines? Quels sont ceux qui ont voté contre ces réformes? Les membres du gouvernement et l'actuel ministre de la Colonisation lui-même. N'avons-nous pas le droit, maintenant, de prendre les précautions nécessaires pour que la conversion du gouvernement soit sincère et effective? Il faut que sa conversion se traduise par des actes.

Qu'est-ce que le ministre a dit dans son programme de réforme? La nouvelle législation ne contient rien de nouveau. Rien de ce qui n'était connu depuis 13 ans. En tout cela, il n'y a pas une idée nouvelle. Pourquoi ne pas avoir appliqué tout cela auparavant?

Il a fallu 15 ans au gouvernement pour admettre des vérités élémentaires reconnues par tous les pays du monde. Le ministre a parlé des primes de labour et de défrichement. Ce n'est rien de nouveau.

Il est étrange aussi de constater que le gouvernement approuve cette année ce qu'il prétendait ne rien valoir l'an dernier, parce que les suggestions venaient de l'opposition. N'avons-nous pas le droit de douter de cette conversion préélectorale? Pourquoi avoir attendu que la situation fût désespérée pour agir?

Le gouvernement parle de dépenser \$10,000,000, et il annonce qu'il les dépensera en deux années. Pourquoi parler de \$10,000,000 qui ne représentent que 25 % des besoins de la colonisation à l'heure actuelle? Pour faire croire qu'il s'agit de \$10,000,000 que l'on dépensera en un an?

Le ministre de la Colonisation dit, cet après-midi, que l'échange des lots n'est pas pratique, parce que ça retarde l'œuvre de la colonisation. Mais ça fait 10 ans que nous disons cela, nous. Mais pourquoi le ministre de la Colonisation et le ministre des Terres ont-ils présenté, l'an dernier, des lois qui portent sur l'échange?

L'an dernier, cette loi était une merveille. Aujourd'hui, elle ne vaut rien. Pourquoi, si l'échange des lots est si difficile, le ministre de la Colonisation a-t-il voté la loi qui établit des liens hypothécaires sur le domaine de colonisation, des hypothèques de \$483,000,000? L'échange des lots est paralysé par l'hypothèque de \$483,000,000 qui pèse sur la province.

Pourquoi le gouvernement a-t-il établi des réserves forestières qui excluent les colons pour 25 et 50 ans, de certaines régions? Quel spectacle pour nous, qui sommes chez nous. Ainsi donc, l'administration des affaires publiques a été telle que nous en sommes rendus au point de n'avoir plus le droit de prendre notre butin, mais que nous devons en demander la permission à l'étranger. Cela a été établi l'an dernier. Après ces contradictions, n'avons-nous pas le droit de prendre nos précautions? N'avons-nous pas raison d'avoir des doutes?

La Chambre a dû remarquer que le ministre de la Colonisation n'a pas osé prétendre que nous avions un système de classification des terres de colonisation bien au point. Et comme encouragement, il nous dit qu'il va continuer les démarches. Ce n'est plus le temps des démarches. C'est le temps d'agir. C'est cette année seulement que le ministre a fait faire les statistiques des lots de colonisation.

Le ministre nous a dit qu'il y avait un peu plus de 3,000 terres libres dans la province. Nous avons demandé ces statistiques chaque année, mais jamais le gouvernement n'avait pu nous répondre. Ce n'est que cette année que l'on s'y est intéressé. N'a-t-on pas raison de conserver des doutes?

Le ministre de la Colonisation a déclaré que le plan Gordon ne valait rien. Comment se fait-il qu'on l'ait alors appliqué pendant deux ans? Encore une contradiction. Pourquoi le ministre a-t-il déclaré, contrairement aux faits, que le plan Gordon obligeait les municipalités à solder une partie des frais, quand il savait que la loi permettait au gouvernement de prendre tous les frais à sa charge. Il y a dans nos Statuts une loi qui autorise le gouvernement provincial à payer à la place des municipalités, quand elles ne peuvent pas le faire. Est-ce que nous n'avons pas le droit d'être sceptiques, après cela? Mais le ministre ne le savait pas et ne le sait pas encore, bien que cette loi ait été passée par son propre gouvernement.

Que l'on cesse de détourner l'attention par ces affirmations de nature à tromper la population. Le ministre prétend que le plan Gordon a ruiné les municipalités. Il y a quelques mois, il a tout de même envoyé des lettres aux corporations municipales; il leur a demandé si elles voulaient se prévaloir du plan Gordon. Le ministre priait les municipalités qui acceptaient le plan de lui envoyer leurs chèques d'avance, pendant que le gouvernement ne déboursait rien. On y ajoutait, il est vrai, qu'après des tergiversations, si rien ne marchait au bout de trois ou quatre mois, on remettrait les chèques auxdites municipalités. Il voulait financer son projet sur le dos des municipalités.

Le ministre a convoqué un congrès de colonisation. Pourquoi? Pour savoir s'il y avait des colons? s'il y avait des chômeurs dans la province? si la colonisation était une bonne chose? Mais il y a 60,000 à 75,000 fils de cultivateurs qui ne savent où s'orienter. Pour établir un programme? Mais le programme du ministre ne représente pas 25 % des réformes votées dans les autres pays. Pour voter de l'argent, \$10,000,000? Non. Mais qui peut voter de l'argent, le congrès ou la Chambre? C'était alors de convoquer le Parlement. C'est un congrès destiné à l'édification des voteurs. C'est un congrès électoral qu'on a tenu!

L'heure est trop grave pour qu'on fasse de la partisanerie. Je demande au gouvernement de s'occuper franchement et directement de colonisation. Je demande au ministre de mettre en force les réformes que nous préconisons depuis longtemps, non par vanité, mais pour le bien de la province, qui doit passer par-dessus tout. Cessons les camouflages politiques, les attermoissements, les palinodies. Que l'on mette fin au régime des pitons. Cessons de faire de la politicaillerie et faisons de la grande politique.

Des ministres sourient parce que je parle de grande politique. Si je fais ces remarques, ce n'est pas dans un but politique, par esprit de partisanerie. Ce sont le faible écho des revendications de toute la province, des mesures appliquées ailleurs. Je ne me plains pas parce que le gouvernement a pris les revendications de l'opposition, mais je demande au gouvernement de ne pas faire de politique avec la colonisation.

Il (M. Duplessis) invite le ministre de la Colonisation à donner les garanties nécessaires et de s'occuper plus de la colonisation que du Parti libéral.

Je regrette, termine-t-il, de n'avoir pas plus de talent pour exprimer tout ce que je désire pour le progrès de ma province, pour qu'elle grandisse forte, puissante, pour que sa race prenne enfin la part qui lui appartient dans ce pays d'Amérique.

(Applaudissements à gauche)

**M. Fortin (Beauce):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Transcription de témoignages**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 33 modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 94 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que ledit bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

### **Charte de Senneville**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 78 constituant en corporation le village de Boisbriant.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement au titre. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Emprunts municipaux,  
aide aux chômeurs**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**NOTES**

1. *The Montreal Daily Star* du 28 février 1935, à la page 5. stipule que M. Vautrin "a fait un discours d'une heure".

2. 60 %, selon *Le Canada* du 28 février 1935, à la page 8.

3. 1650 selon *Le Canada* du 28 février 1935, à la page 8.

**Dépôt de documents:**

**Creusage du ruisseau Boudrias,  
comté de Laval**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1935, pour copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932 jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Boudrias, dans le comté de Laval. (Document de la session no 113)

**Arrêtés en conseil,  
18 George V, chapitre 30, article 11**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 20 février 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 21 mars 1928 jusqu'au 31 janvier 1935, et se rapportant à 18 George V, chapitre 30, article 11. (Document de la session no 114)

La séance est levée à 6 heures.

---



Séance du jeudi 28 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Collège de Notre-Dame,  
Côte-des-Neiges**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que, relativement au bill 129 modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie, pour éviter des retards et des frais considérables, les articles 494, 499 et 500 du Règlement soient suspendus.

Adopté.

**Rapports de comités:**

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 22 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 22 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général;
- bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district;
- bill 23 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 77 permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines;
- bill 105 concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc.

**Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le *Feuilleton* de la Chambre est très chargé. Je crois qu'à compter de maintenant nous devrions siéger en séance ordinaire le vendredi matin et nous occuper des choses sérieuses, et non seulement d'affaires de routine. Autrement dit, il faut faire du vendredi matin une séance ordinaire. À l'avenir, les séances du vendredi devront être mieux remplies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quant à l'opposition, elle a toujours travaillé ferme. Nous sommes prêts à procéder.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je disais cela parce que l'autre jour le député de Hull (M. Guertin) s'est plaint de ce que nous avions étudié d'autres choses que des questions de routine le vendredi matin. Le chef de l'opposition pourra l'avertir!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je lui ferai la commission par M. Paul Guoin.

**Explications sur des faits publiés:****Article du  
Globe de Toronto**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève sur une question de privilège pour commenter un article du *Globe*, de Toronto, au sujet des colons de Noranda. Le journal dit que des colons ne sont pas bien traités. Il veut connaître les intentions du gouvernement à ce sujet.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je suis heureux de constater que mon honorable ami lit les éditoriaux du *Globe* qui est un très bon journal. Il devrait les lire plus souvent. Cela lui porterait profit. Il dit ne pas avoir vu l'article. Mais j'affirme que ces renseignements ne sont pas fondés<sup>1</sup>.

**Norman Vineberg**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 77 permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Obligations de  
l'hôpital Saint-Luc**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Questions et réponses:****Mandats spéciaux**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1935 jusqu'au 21 janvier 1935 inclusivement, relativement à l'état des mandats spéciaux mentionnés aux *Journaux de l'Assemblée législative* du 10 janvier 1935:

1. Outre la somme de \$757,947.06, le gouvernement a-t-il dépensé en vertu desdits mandats spéciaux?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Pour quel montant?

c. Pourquoi?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La balance non dépensée, tel qu'indiqué à l'état des mandats spéciaux, *Journaux de l'Assemblée législative*, du 10 janvier 1935, est de \$430,182.15.

De ce montant, \$117,360.69 représentent des balances non dépensées qui se rapportaient à l'année fiscale terminée le 30 juin 1934 et qui, en vertu de l'article 7, du chapitre 21, Statuts refondus, 1925, sont devenues périmées.

La balance des mandats spéciaux pour l'année en cours s'élève donc à \$312,821.46. De cette balance, les sommes suivantes ont été dépensées durant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 21 janvier 1935: (Voir le tableau ci-dessous)

a.

b.

c.

**Colonisation, Chasse et Pêcheries:***Mouvement du retour à la terre - Administration du plan  
Gordon:*

7 janvier 1935 .....	\$ 64.80	
10 janvier 1935 .....	219.90	
11 janvier 1935 .....	749.28	Salaires, dépenses de voyage,
14 janvier 1935 .....	69.34	impression, papeterie, quincaillerie,
17 janvier 1935 .....	923.77	etc., pour l'administration.
18 janvier 1935 .....	622.71	
21 janvier 1935 .....	643.75	

*Établissement des fils de cultivateurs sur la terre:*

16 janvier 1935 .....	\$100.00	Octroi
-----------------------	----------	--------

a.

b.

c.

**Travaux publics:***Construction d'un nouvel édifice pour divers services de l'administration, rue Saint-Augustin, Québec:*

10 janvier 1935 .....	\$ 17.50	Honoraires professionnels
14 janvier 1935 .....	33.75	Soumissions
14 janvier 1935 .....	10.44	Soumissions
17 janvier 1935 .....	241.65	Remboursement
18 janvier 1935 .....	24.75	Soumissions

*Construction d'une annexe au Musée Laurier, Arthabaska:*

10 janvier 1935 .....	\$267.00	Démolition et construction
-----------------------	----------	----------------------------

**Colonisation:***Chemins de colonisation et aide à la colonisation:*

15 janvier 1935 .....	\$7,100.00	Réparation de ponts dans divers comtés de la province
-----------------------	------------	---

**Travaux publics, Chasse et Pêcheries:***Pêcheries maritimes:*

14 janvier 1935 .....	\$13.20	Serv. profess. re- contr. de vente
15 janvier 1935 .....	32.11	Impression de formules
18 janvier 1935 .....	50.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	100.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	85.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	133.33	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	85.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	116.66	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	50.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	50.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	85.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	85.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	41.66	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	58.33	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	85.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	85.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	100.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	100.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	133.33	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	85.00	Salaire de janvier
18 janvier 1935 .....	116.66	Salaire de janvier

**Colonisation:***Primes de défrichement, de labour et de résidence:*

4 janvier 1935 .....	\$ 25.00	
5 janvier 1935 .....	5,365.00	
7 janvier 1935 .....	3,100.50	Montants payés aux colons dans les divers comtés de la province pour primes de défrichement, de labour et de résidence
9 janvier 1935 .....	13,682.50	
10 janvier 1935 .....	16,232.50	
11 janvier 1935 .....	7,513.00	
14 janvier 1935 .....	2,135.00	

### Promotion de la colonisation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 27 février courant, sur la motion proposée le même jour: Que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

**M. Fortin (Beauce):** M. l'Orateur, permettez-moi d'abord de féliciter l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) pour le magnifique discours qu'il a prononcé hier, de ce qu'il a fait pour les colons et de ce qu'il entend faire dans l'avenir. Les députés sont heureux de féliciter le gouvernement qui a répondu à l'attente de tous ceux qui espèrent beaucoup en ce mouvement du retour à la terre.

(Applaudissements à droite)

La question de l'établissement des colons et des fils de cultivateurs attire l'attention de toute la province. Hier, l'honorable chef de l'opposition a fait quelques remarques et a cru voir des tendances politiques que pourrait avoir le nouveau plan. Qu'il me permette de lui dire que nous, les députés libéraux, sommes surpris de ne pas l'avoir vu assister, avec ses collègues de l'opposition, au grand congrès de l'automne dernier. Il aurait pu faire ses suggestions, et même enregistrer sa dissidence. On aurait été heureux de profiter de ses lumières.

Il est étrange de l'entendre dire que le gouvernement présente ce projet à la veille des élections dans un but électoral. Tout le monde a dit, au congrès, que le plan Vautrin était bon. Le clergé s'est uni à l'État pour donner la main au ministre de la Colonisation, pour l'aider à mettre ces projets à exécution; il y avait là aussi, des représentants de toutes les classes de la société. Le projet fut d'ailleurs voté à l'unanimité. À la clôture, Mgr Boulet lui-même, avec le concours de R.P. Dugré, a proposé une motion de remerciements à l'honorable M. Vautrin. Pourquoi le chef de l'opposition n'était-il pas là?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce une question qu'on me pose?

**M. Fortin (Beauce):** Oui, mais vous pourrez répondre en temps et lieu. Vous aurez tout le temps de répondre.

Le plan du ministre de la Colonisation est nouveau, mais il ne fait que continuer la politique du gouvernement. Si nous étudions l'histoire de la population en cette province, nous constatons les

progrès constants accomplis depuis 35 ans<sup>2</sup>. Pour ne pas remonter trop loin, permettez-moi de rappeler ce qui s'est fait à l'époque où l'honorable député d'Arthabaska (M. Perrault) était ministre de la Colonisation. C'est grâce à la clairvoyance et au zèle de l'honorable député d'Arthabaska qu'ont été établies les primes de défrichement et de labour, qui ont tant aidé le colon.

En neuf<sup>3</sup> ans, 30,000 acres de terre neuve ont été ouvertes à la colonisation; 75 nouvelles paroisses ont été fondées, dont 35 en Abitibi. En 1921, le gouvernement a emprunté \$5,000,000 pour la colonisation et, en 1923, \$3,000,000<sup>4</sup> en plus. Cette année, il mettra \$10,000,000 à la disposition du colon. C'est grâce aux excellentes innovations du député d'Arthabaska que la colonisation a pris son essor et, c'est cette politique qui permet aujourd'hui au ministre de la Colonisation de développer son vaste programme.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition a reproché au gouvernement d'avoir accepté le plan Gordon, même s'il ne le trouvait pas bon. Mais si le gouvernement ne l'avait pas accepté, l'opposition se serait plainte et l'aurait réclamé. Mais il sait que le fédéral a refusé d'aider Québec. Nous avons tiré du Plan Gordon tout le meilleur parti possible, mais le fédéral ne veut plus coopérer, comme l'a démontré, hier, l'honorable ministre de la Colonisation. L'honorable chef de l'opposition prétend encore que le gouvernement n'a rien fait, depuis quatre<sup>5</sup> ans, pour le colon. Mais il devrait savoir que, depuis quatre ans, la crise a été terrible. Le gouvernement provincial a été forcé de réduire ses dépenses.

L'assistance au chômage a exigé \$55,477,000 en quatre ans. Le gouvernement provincial en a fourni plus de \$21,000,000<sup>6</sup> pour soulager le chômage, alors que ses revenus avaient diminué de façon considérable. Malgré tout, le gouvernement a continué son aide généreuse à l'agriculture et à la colonisation. Le gouvernement a dépensé des sommes énormes. C'est vrai que certaines coupures ont été faites, mais c'est dans les services d'importance secondaire. Dans les branches importantes, les primes ont été augmentées. On a augmenté les subventions à l'achat des engrais, au drainage et aux primes de labour et de défrichement.

Le chef de l'opposition nous parle tous les jours de créances hypothécaires. C'est la marotte du chef de l'opposition. Il croit que le gouvernement a hypothéqué les terres de la couronne et que cela empêche l'échange des lots de colonisation. Cette prétendue créance hypothécaire n'a jamais été un

empêchement à l'échange des lots, dans le comté de Beauce, il y a eu des échanges faciles. Si parfois il y a eu retard, c'est que les compagnies n'avaient pas toujours des titres clairs sur leur propriété.

Le projet du ministre de la Colonisation est le programme accepté par le congrès. Lorsque nous discuterons les différents articles du bill, mes collègues des villes pourront nous dire ce qu'ils en pensent. Mais j'émetts le vœu que le choix des colons dans les villes soit fait avec la plus grande prudence possible, que les fils de cultivateurs, même s'ils ont laissé la campagne depuis plusieurs années, aient la préférence. Il faudrait choisir ceux qui ont déjà appartenu à la terre et veulent y retourner, afin de ne ramener à la terre que des sujets connaissant le sol et l'aimant déjà.

L'ouvrier né dans les villes, s'il ne sait rien des travaux de la terre et de l'énergie et du courage qu'ils exigent ne fera probablement pas un bon colon. Il y a assez de déracinés dans les villes pour permettre le choix de bons colons. Si tous les "déracinés" qui vivent dans les villes retournaient sur des terres, ce serait déjà un succès merveilleux. Ce qui importe le plus, c'est l'établissement de nos fils de cultivateurs. Il faut faire revivre nos vieilles campagnes avec intensité.

Les députés de la campagne s'intéressent beaucoup au placement des fils de cultivateurs et au choix des colons et des futurs cultivateurs. Il faut travailler au repeuplement de nos vieilles paroisses. On trouve même, dans les vieux comtés, beaucoup de terres abandonnées et de régions propres à la colonisation. C'est là un des beaux côtés du plan Vautrin et les sociétés de colonisation feront sûrement beaucoup comme elles ont déjà commencé à le faire, pour garder au sol nos fils de fermiers. Le clergé et la société de colonisation sauront trouver les hommes qui assureront le succès du plan.

Dans la Beauce, entre la paroisse de Saint-Georges et de Saint-Martin, nous avons ouvert une mission. Dix-huit fils de cultivateurs ont été établis et ont reçu la somme de \$100. Quarante-trois recevront cette somme dans quelques jours. D'autres viendront bientôt. Il y a actuellement 223 autres qui recevront ce paiement bientôt. Dix-huit attendent de s'établir. Cent quatre-vingt-quatre demandes sont en suspens. J'ai entre les mains 192 applications nouvelles ainsi que 62 demandes de cultivateurs dépossédés. Depuis la mise en force de l'octroi de \$300, 793 cultivateurs ont fait application pour en bénéficier. Le comté de Beauce pourrait recevoir 1,500 cultivateurs et colons. Les bonnes volontés ne manquent pas. En se basant sur ces chiffres, on peut y voir la confirmation des

espérances du ministre et on ne trouve pas exagéré le désir de l'honorable ministre de la Colonisation de fonder, en deux ans, 25,000<sup>7</sup> foyers nouveaux.

Diogène disait, ce matin, dans une de ses notes spirituelles de la première colonne de *L'Événement*, que le député de Beauce demanderait aux colons de ne pas couper les érables. Diogène avait raison, les produits de l'érable jouent un grand rôle dans notre vie économique. Le cultivateur peut faire ce travail à une époque de l'année où il a du temps libre, et l'exploitation n'est pas dispendieuse. Si nos érablières étaient toutes en production, la vente du sucre et du sirop dans la province donnerait autant de revenus que ceux que l'on dérive de l'industrie laitière.

Dans la Beauce, certaines compagnies de bois ne respectent pas les érables et tarissent ainsi une belle source de revenus. Cette année, on a ravagé certaines érablières, dans les coupes de bois. C'est presque un crime de ruiner une source de revenus aussi productrice pour le colon.

Il (M. Fortin) demande au gouvernement de prendre des mesures pour empêcher que cela se renouvelle et dit qu'il s'opposera à l'échange de lots ainsi ravagés.

L'industrie érablière a donné naissance à l'une des plus belles coopératives, affirme-t-il. La Coopérative des producteurs de sucre et de sirop d'érable contrôle maintenant les prix et protège ainsi le cultivateur. M. Cyrille Vaillancourt a trouvé la véritable formule.

Il invite le ministre à atténuer les rigueurs de la résidence des colons en faveur des fils de cultivateurs. Un article de la nouvelle loi, précise-t-il, permet au ministre de la Colonisation de faire des règlements pour en modifier l'application. Il y a des cas où le fils de cultivateur ne peut pas s'établir tout de suite sur sa terre: je demande au ministre de lui accorder du délai pour lui permettre de construire sa maison.

Il demande au gouvernement d'encourager la réparation des moulins à farine et la construction de nouveaux moulins. Depuis 15 à 20 ans, un nombre considérable de nos moulins ont disparu, affirme-t-il. Actuellement, peu nombreux sont nos cultivateurs qui conservent leur blé. Il serait opportun aussi d'encourager la permanence des moulins à carder.

Il faut aider la femme à reprendre le rouet; il faut aider la population à porter des habits du pays. Quand les femmes de nos cultivateurs auront repris le rouet et remis en vogue l'étoffe du pays, la dépense sera moins forte à la campagne et les revenus plus assurés et réguliers.

Il faut encourager nos colons et nos cultivateurs à cuire eux-mêmes leur pain.

Le ministre de la Colonisation a fait appel à la coopération de toutes les bonnes volontés dans la province. Que l'on abandonne toute manœuvre politique pour collaborer à la mise en exécution du nouveau plan de colonisation. Il peut compter sur la bonne volonté de tous les députés ruraux de cette Chambre. En adoptant cette loi, nous aurons ainsi collaboré à l'une des plus belles œuvres que n'ait jamais entreprises le gouvernement de la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, je n'ai pas la moindre hésitation à déclarer que le projet que nous étudions constitue l'effort le plus sérieux, le plus complet, que l'on ait tenté dans cette province pour l'œuvre magnifique de la colonisation.

(Applaudissements à droite)

Cette déclaration est d'autant plus sincère que je n'ai jamais ménagé mes critiques au gouvernement. Je me rappelle avoir tenu la Chambre en activité pendant deux semaines pour faire augmenter le budget de la Colonisation. J'ai même fait tenir une séance de nuit à discuter quelques questions de colonisation, pour obtenir des renseignements. L'honorable ministre de la Colonisation a parlé avec éloquence. Ce qu'il n'a pas dit, les députés de Trois-Rivières (M. Duplessis) et de Beauce (M. Fortin) l'ont dit.

Je me suis fait un devoir d'assister au congrès de colonisation tenu l'automne dernier. Le plan qui vous est soumis y a été adopté. Il s'est, dit-il, abstenu de faire des commentaires ou des suggestions. Il y avait des personnalités tellement marquantes qu'il n'avait rien de mieux à faire que de se taire. Il est retourné chez lui satisfait du congrès et du sérieux de la discussion. Je ne suis pas surpris du mouvement de colonisation qui est lancé. Ce congrès et ce programme ont beaucoup plus de sérieux que certains discours prononcés par l'honorable premier ministre à Saint-Raymond, à la veille des élections de 1931. Le premier ministre annonçait alors un grand programme de colonisation fait dans les 30 jours avant les élections: on a placé 133 familles dans le Lac-Saint-Jean!

Des sommes considérables ont été dépensées, \$800,000 ont même été votés par mandats spéciaux à la veille des élections. Mais aussitôt après, le mouvement a cessé. Bien plus, le gouvernement a diminué les crédits de la colonisation. Il n'était donc pas aussi convaincu de l'importance de la colonisation après les élections, puisqu'il a cessé le

mouvement commencé et qu'il a institué le régime des pitons que le ministre actuel s'est empressé de faire disparaître.

Il faut maintenant penser à l'avenir. Le projet Vautrin est un projet d'avenir. Il a été mûri longuement. Il est confiant, dit-il, que le projet est sérieux parce qu'on y a associé tout le clergé. On a retardé, mais enfin, on commence le mouvement sérieusement, comme on doit le commencer, en soumettant le plan aux représentants du peuple; on commence par le mettre en marche en respectant le droit des députés.

Il (M. Guertin) félicite le gouvernement de sa conversion et le ministre de la Colonisation pour certains articles de son programme qui répondent, dit-il, à des demandes de la gauche. Au nombre de ces articles, il y a celui qui permet au gouvernement de prendre les mesures pour payer les différentes primes et cet autre qui permet d'établir des célibataires des villes comme aide-fermiers. Car il y a longtemps que nous avons demandé au gouvernement de payer ses primes aux colons à temps. J'applaudis des deux mains à l'idée de l'honorable ministre de s'occuper des aide-fermiers. Il (M. Guertin) rend hommage à l'innovateur de ce programme, M. Napoléon Garceau, de Drummondville.

Ces gens ne pourront que prendre goût à la terre. Le gouvernement a eu le bon esprit de mettre dans son programme des suggestions du groupe conservateur et d'autres groupes qui ne siègent pas à la Chambre.

Le ministre de la Colonisation n'a pas été très clair sur le point de savoir qui va choisir les colons. Des journaux ont dit que le choix des colons sera fait par les députés. Il y a là un danger que la politique nuise à la colonisation. Le clergé et des hommes d'œuvres ont commencé la sélection des colons. J'espère qu'on ne le confère pas à des politiciens.

Il aurait aimé, dit-il, à ce que la dépense des dix millions fût confiée à une commission indépendante des partis et qui agirait par exemple à la manière du Conseil de l'instruction publique.

J'ai combattu dans le passé la création de commissions, mais pour l'œuvre de la colonisation, j'aurais aimé voir une commission nommée non par le gouvernement mais par le haut clergé. Je ne chicanerai pas le gouvernement pour cela, mais j'aurais préféré une commission.

Le gouvernement vend des lots aux colons \$60.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable député me permettra-t-il de lui faire observer que le prix des lots a été diminué à \$30 pour cent acres?

**M. Guertin (Hull):** Est-ce qu'il y a longtemps de cela?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il y a quelques années déjà.

**M. Guertin (Hull):** Alors je suis à moitié satisfait et cela coupe une partie de mon discours. Je remercie l'honorable ministre de la Voirie de son renseignement, et je demande pardon à la Chambre de mon erreur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Vous ne savez pas le bien que nous faisons. (Rires)

**M. Guertin (Hull):** Il est tellement rare que le gouvernement fasse du bien qu'il me fait réellement plaisir de le féliciter lorsque c'est le cas. Puisque l'honorable ministre de la Voirie m'écoute avec tant d'attention, je lui demanderai de hâter la construction de la route Mont-Laurier-Amos qui aiderait la colonisation et, au ministre de la Colonisation, d'ouvrir un bureau à Hull.

Depuis 40 ans, tous les partis politiques ont exploité la colonisation dans notre province, mais, aujourd'hui, il importe de se mettre hardiment à la tâche. Nous avons un plan. Il nous reste maintenant à prendre action.

Pour ma part, J'offre à l'honorable ministre de la Colonisation mon plus entier concours, ma modeste collaboration, pour cette œuvre dont le succès peut aider à la solution de la grande crise que nous traversons et faire disparaître le chômage.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. David (Terrebonne):** (Applaudissements à droite) M. l'Orateur, je croirais trahir les intérêts du comté qui, depuis 19 ans, m'envoie siéger dans cette Chambre si, sur une des questions qui l'intéresse le plus vivement, je ne me levais pas pour prononcer au moins quelques remarques.

L'honorable ministre de la Colonisation a fait, à mon avis, un discours si brillant et un exposé si clair de son programme qu'il serait oiseux de vouloir y ajouter. Le point de vue auquel je me placerai vous dira l'espoir de 350 jeunes gens, fils de colons du nord de Terrebonne et autant du nord du district de Labelle, qui attendent impatiemment que cette loi soit votée pour accomplir ce que leurs pères ont accompli: agrandir notre patrimoine national.

Si l'on voulait se reporter à maintes années en arrière, on pourrait trouver dans Rameau la justification

du plan actuel de colonisation au Canada français. Quant à moi, au cours de mes brèves remarques, je veux me placer au point de vue canadien-français. Il est tout naturel aujourd'hui, alors qu'on réalise l'état dans lequel se trouve la province de Québec au point de vue économique, après avoir vu l'effondrement de certaines puissances sur lesquelles nous nous appuyons, que nous comptions sur la terre de chez nous pour reprendre nos assises ébranlées. Il est tout naturel que nous tâchions à ne pas perdre au moins ce qui nous reste: la terre. Le plan déployé par l'honorable ministre de la Colonisation, un programme de large envergure, vaut qu'on s'incline.

Le point de vue national, le point de vue politique et le point de vue social se mêlent dans le programme qui nous a été soumis. Au point de vue national, - le ministre de la Colonisation l'a dit hier, - tout le monde reconnaît que la grande force qui nous permettra de vivre, qui assurera notre avenir, le maintien de nos traditions et de notre place acquise dans l'Amérique du Nord, c'est la colonisation et le retour à la terre. Nous serons très malheureux dans la province de Québec le jour où les fils du sol ne reconnaîtront plus que ce sol est la grande force qui nous a permis de vivre.

Au point de vue social, l'époque que nous traversons n'est pas de nature à favoriser la natalité. À cause des conditions économiques, de la crainte des obligations, la nuptialité est à la baisse. La mortalité infantile est considérable, elle est due aux privations des mères et au manque de soins accordés aux enfants, parce que la pauvreté a réduit des milliers de foyers à la misère. On a dit que les grandes villes sont le tombeau d'un peuple, mais, en revanche, les campagnes sont les réservoirs où les villes peuvent puiser comme à une source de Jouvence pour se rajeunir et refaire leurs rangs. Il faut donc que la campagne ne soit pas dépeuplée. Au point de vue social, il faut que ceux qui habitent la campagne y restent. Pour que les villes ne s'éteignent pas, il faut que les campagnes prospèrent, qu'elles soient en mesure d'envoyer à la ville non pas le surplus des agriculteurs, - il n'y a jamais de surplus dans ce domaine, - mais les bras dont l'agriculture n'a pas absolument besoin.

Ceux-là qui s'établiront sur la terre de chez nous, ceux-là qui l'aimant, y resteront, voudront perpétuer leur nom et, pour cela, ils auront de la famille. est saine, parce qu'elle nous assurera la stabilité, l'équilibre et le bon sens, ce bon sens de l'homme des champs qui vit toute la journée entre ciel et terre, qui domine de vastes horizons, qui écoute le beau langage de la nature. Celui-là est l'être humain le plus logique, le plus humain et le plus

compréhensible qui soit, c'est un homme de bon sens excellent et les idées subversives qui viennent jusqu'à lui ne peuvent ébranler son caractère qui a la force de résistance du rocher de Gibraltar.

Au point de vue politique, nous devons conserver notre population dans un équilibre qui ne fasse pas dévier l'aiguille de notre représentation politique à Ottawa. Cette représentation, on le sait, sert de base à la représentation des autres provinces. Lorsque nous avons soixante-cinq députés à Ottawa, les autres provinces en ont proportionnellement. Il ne faut pas que notre quotient baisse. L'accroissement de notre population suivant qu'il dépasse proportionnellement celui des autres provinces ou qu'il diminue, est aussi l'indice de notre progrès, de notre régression en influence politique numérique.

Cela, des hommes l'ont compris avant nous, des hommes appartenant à tous les partis politiques. Cet équilibre de population, nous le maintiendrons par la colonisation. On parlait déjà de colonisation en 1887, du siège où parlait hier l'honorable ministre de la Colonisation. Un homme qui me touche de près<sup>8</sup>, qui siégea dans cette Chambre, tenta de prêcher à ses compatriotes de l'époque la nécessité d'un système plus complet de colonisation, et j'espère que le fils se souviendra des exemples de son père. Il voulait que la colonisation se fit de façon logique. Aussi, toute politique d'agriculture ou de colonisation qui favorise l'accroissement de notre race est-elle d'un appoint extrêmement précieux.

Pour organiser avec chance de succès une campagne de colonisation de façon logique et fructueuse et qui en vaille la peine, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. C'est pourquoi le gouvernement actuel, malgré les difficultés, une crise économique très grave, a mis à la disposition du ministre des crédits considérables, soit dix millions. La Chambre s'empressera sûrement, j'en suis sûr, de voter les \$10,000,000 que le ministre de la Colonisation lui demande. Il est vrai que cette somme considérable obérera le budget, mais que sont \$10,000,000 comparés à l'avenir d'une race, d'un peuple et d'une province.

(Applaudissements)

Je serais même tenté, sans que pour cela on me taxe d'envie, de souhaiter le jour où on mettra à la disposition du secrétaire de la province une somme de dix millions pour instruire les jeunes colons de demain!

(Applaudissements)

Mon collègue a terminé son discours, hier, en montrant deux adversaires politiques de 30 ans se donnant la main sur la tombe du curé Labelle, l'apôtre de la colonisation. Il est vrai que la réconciliation de ces deux hommes datait de

quelques années, mais c'est cette œuvre de colonisation qui avait le plus contribué à les rapprocher. Quand je lis la correspondance échangée - correspondance que j'ai le bonheur de posséder - entre Adolphe Chapleau, Guillaume-Alphonse Nantel et le curé Labelle, je me rends compte que ce que nous pensons, ces hommes l'ont pensé avant nous. On discerne avec plus de clarté les raisons qui décidèrent le curé Labelle, malgré les critiques, à prendre des jeunes gens pour leur faire franchir les hauts sommets des Laurentides, au nord de Montréal.

On lui disait: "Mais qu'est-ce qu'ils vont faire?" "Les colons ne récolteront là-bas que des roches!" et il répondait: "Pour des hommes courageux, les roches et les souches ne sont qu'une question de temps". Ceux-là qui vont aujourd'hui de Saint-Jérôme à Mont-Laurier se rendent compte de l'esprit de vision du curé Labelle. Comme il l'écrivait à G.-A. Nantel, "mon but est de faire gravir aux cultivateurs des contés du bas les sommets des Laurentides pour les faire redescendre de l'autre côté vers la vallée de la Lièvre". Aujourd'hui, ces colons du curé Labelle forment le trait d'union avec Ottawa par Maniwaki. Nos premiers colons furent des hommes admirables. Représentons-nous leurs sacrifices et leur courage.

Que faisaient donc ces premiers colons pour obtenir des ressources nécessaires à leur subsistance? Ils faisaient de la potasse et la transportaient chez le père Jacques, à Shawbridge<sup>9</sup>. Ils venaient de partout, de Saint-Faustin, de Sainte-Agathe, de Sainte-Adèle, de Sainte-Marguerite, de Saint-Hypolite. Ils venaient avec un petit baluchon contenant 50 livres de potasse et ils retournaient chez eux avec de la farine pour cinquante centins. Mais ils avaient l'habitude du sacrifice, l'habitude d'une vie rude et saine. Ils partaient vers des régions neuves, leur hache sur le dos, ils abattaient les arbres nécessaires à la construction de leur maisonnette.

Et c'est pourquoi je demandais tout récemment au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin), quand il s'agira de classer les terres, de se rappeler qu'on disait à l'époque que c'était criminel d'installer des colons sur les terres du nord de Terrebonne, de faire de la colonisation dans les souches et les cailloux, mais ils sont parvenus, ces hommes courageux, à faire dominer la terre. Ce qu'ils ont fait, pourquoi d'autres ne le feraient-ils pas?

Les colons du nord de Terrebonne ont bien répondu eux-mêmes à ces craintes: jamais ils n'ont demandé un sou de secours directs! Ce dont ils avaient besoin, ils l'ont demandé à la terre et la terre le leur a donné, la terre qui les a nourris eux et leurs

familles. Il est vrai qu'ils ont aussi ce que d'autres colons n'ont pas; ils ont ce que l'ancien et très brillant Jean Prévost appelait de la colonisation sportive et ce que nous nommons maintenant de la colonisation touristique. Même si le lot contient des roches, même si le lot n'est pas avantageux, comme il est situé près de la forêt ou d'un lac, le colon du nord trouvera toujours moyen, s'il est débrouillard, de vivre honorablement. Car la disposition de cette région est toute spéciale. Lorsqu'ils ont un lot, même s'il y a des roches et des souches, ils font de la culture et, à côté, ils conduisent les touristes vers les lacs poissonneux. Ils sont débrouillards; ils trouvent le temps de servir de guide aux touristes, mais ils ont eu le temps de semer auparavant et, à l'automne, ils trouvent le temps d'engranger la moisson.

Ce sont là, évidemment, des conditions spéciales aux comtés de Terrebonne, de Labelle, de Joliette, de Montcalm, et c'est là que les 300 jeunes gens dont je vous parlais tantôt veulent s'établir. Ils ne veulent pas quitter le pays qui les a vus naître, leurs Laurentides, pour s'en aller à 200, 400, 500 et même 600 milles. Ils veulent du travail où ils ont été élevés, où sont leurs traditions de famille. Ils veulent, dans leur vieillesse, voir le pays qui a vu leurs jeunes années, voir au loin la pointe du clocher de l'église qui abrite leurs morts; ils veulent voir sur le soc de leur charrue le même rayon de lumière qu'ils virent étant jeunes sur le soc de la charrue dont leur père labourait le sol; ils veulent voir les reflets familiers du soleil sur les montagnes de granit.

C'est pour cela que je dis à mon collègue, au nom des trois cents jeunes colons de mon comté: Donnez-nous des terrains, aidez-nous et nous gagnerons notre vie. Ce que nous ne voulons pas, c'est de nous éloigner. Nous voulons continuer à respirer l'atmosphère familiale.

(Applaudissements)

Gardons donc à leur milieu familial, social, ceux-là qui y sont nés. C'est le seul endroit où ils feront de bons colons qui aiment la terre dont ils sont issus. Je le répète: nous n'habituerons jamais un homme né et élevé dans la montagne à vivre sur un terrain plat, dans la plaine.

Depuis quelques années que je siège en cette Chambre, j'ai toujours profité de la liberté de parole dont nous jouissons pour dire toute ma pensée. Je l'ai déclaré maintes fois depuis deux ans et je le répète. J'ai plus confiance aux résultats des sacrifices que nous ferons pour établir les fils de cultivateurs et les cultivateurs de la campagne que pour ceux des villes. J'ai plus confiance en un fils de colon ou de cultivateur qu'en 10 personnes des villes que l'on

amènera sur la terre. Je ne veux pas dire que l'on ne pourra pas tirer de la ville de bons éléments, mais il ne faut pas ramener au sol celui qui l'a quitté parce qu'il le détestait, celui qui l'a quitté parce qu'il était découragé. On pourra peut-être faire un bon colon de celui qui est parti de la campagne subitement pour des raisons graves, à la suite d'une nécessité subite, mais il faudra choisir celui qui aime le sol, afin qu'en le retransplantant, et le plus possible dans le coin de terre où ses parents ont vécu, il retrouve l'ambiance de ses jeunes années, il se sente chez lui, et se reprenne à aimer la terre. Les voilà les bons colons des villes.

Car autrement, ne l'oublions pas, M. l'Orateur, lorsque la prospérité sera revenue, le jour où les cheminées des usines recommenceront à fumer, le jour où la grande industrie et ses gros salaires auront repris leur cours normal, le jour où ils verront luire dans le ciel le scintillement des ampoules électriques, ce jour-là, s'ils ne sont pas fortement attachés à leur terre, les colons partiront. Ils reviendront vers les grands centres. Ils quitteront les bords des rivières qui redeviendront solitaires. Mais s'il n'est pas un déraciné, s'il n'est pas un transplanté, il se rattachera de nouveau à son coin de terre, parce qu'il ne l'a quitté ni par mépris ni par dégoût.

Je crois, et vous l'avez dit, que l'effort le plus constant, le plus persévérant, et le plus raisonnable que nous devons faire, c'est de faire disparaître les planches posées en travers des portes et des fenêtres, qui condamnent plusieurs de nos maisons de ferme dans les vieilles paroisses et qui donnent à ces chaumières, naguère si gaies, l'allure de tombeaux. Il faut rallumer les feux de ces maisons. Faisons en sorte que la vieille paroisse se ranime, qu'elle retrouve des fils, non pas des fils venus de 50 milles plus loin, mais venus de la vieille paroisse elle-même. La plupart de ces vieilles terres sont encore productives et le cultivateur pourrait y établir son fils, qui se trouvera mieux là qu'à des centaines de milles de sa famille.

Voilà ce que je voulais dire. J'ajoute qu'il sera bon, partout où il y aura des colonies d'hommes soucieux d'accomplir leur devoir, de créer chez eux, dès le début, le sens de la coopération, afin que ceux qui travaillent et peinent ensemble puissent se retrouver pour s'égayer honnêtement, sainement, ensemble. On ne sera pas surpris si je dis tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Si nous voulons garder le fils de cultivateur sur le sol, pour l'amour de Dieu, faisons disparaître la tristesse de nos campagnes, égayons la vie campagnarde par des moyens honnêtes et sains.

La jeunesse a le désir logique de s'égayer honnêtement. Si la vie campagnarde reste triste, le jeune homme dirigera d'abord ses pas vers l'industrie de village, puis vers la petite ville et enfin vers les grands centres. Plus tard, il sera pris dans l'engrenage et, si, par hasard, il regrette un jour son érablière, la terre de ses parents, il n'aura plus la force physique, l'énergie, la volonté de revenir au sol. Faisons à tous les points de vue les sacrifices nécessaires pour conserver à la campagne ceux qui y sont déjà et pour y renvoyer ceux qui en sont partis. Cela nous coûtera moins cher que d'y renvoyez ceux qui en sont partis.

Et puis, en même temps qu'on ouvrira de nouveaux rangs dans nos campagnes, dès qu'un groupe de colons sera établi dans un rang, construisons de nouvelles écoles de rang. Faisons de la colonisation économique, certes, mais rendons-la intellectuelle. Souffrez que je répète que si quelqu'un croit que nous aurons un jour dans Québec la prépondérance numérique, il se trompe gravement. Sans faire de chauvinisme, il faut voir les choses en réaliste. Il ne faut pas avoir peur de l'avenir. Il faut le voir tel qu'il est. Inutile de se leurrer. Sans fanatisme, regardant les choses bien en face, comme elles doivent être regardées, froidement, en réaliste, je constate, en jetant un coup d'œil sur notre histoire depuis cent ans, chaque fois que dans la province nous sommes à la veille d'augmenter notre population au-delà de la normale, - vous le verrez en consultant l'histoire - aussitôt on amène ici de l'immigration. Je ne critique personne, je constate tout simplement un fait historique. Nous n'aurons jamais la majorité dans ce pays. Puisque nous ne pouvons avoir cela, au moins affirmons une telle supériorité intellectuelle qu'elle forcera nos compatriotes anglais à nous respecter et à nous admirer s'ils ne nous aiment pas!

(Applaudissements)

La motion, étant mise aux voix, est adoptée sur division.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Attendu que la colonisation et le retour à la terre doivent être considérés comme des entreprises nationales à la réussite desquelles il importe de travailler;

Attendu que la colonisation et le retour à la terre offrent une solution efficace et d'une nature permanente aux problèmes qui sont nés du chômage;

Attendu qu'il y a, dans les campagnes, un grand nombre de fils de cultivateurs qui désirent s'établir sur la terre mais qui, pour le faire, ne peuvent compter sur l'aide paternelle ou n'y peuvent compter que dans une mesure insuffisante;

Attendu qu'il y a également un nombre non moins considérable de jeunes gens qui, sans toutefois être fils de cultivateurs, ont toutes les aptitudes voulues pour s'établir sur la terre avec succès, mais n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire;

Attendu qu'il y a des cultivateurs qui, atteints par la crise et obligés d'abandonner leurs fermes, aspirent à retourner à leur état, pourvu qu'on leur en fournisse le moyen;

Attendu qu'il y a entre le nombre de la population urbaine et celui de la population rurale un déséquilibre qu'il importe de rectifier et que la colonisation et le retour à la terre offrent un moyen pratique pour rétablir un équilibre désirable; qu'en conséquence:

1. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pourra être citée sous le titre de loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

2. Qu'une somme de dix millions de dollars sera affectée pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et spécialement aux fins prévues aux résolutions 3, 4, 5 et 7 ci-dessus.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour:

1. Accorder des octrois aux conditions et aux montants qu'il déterminera:

a. Aux sociétés diocésaines de colonisation ou à toutes organisations s'occupant activement de colonisation ou de retour à la terre;

b. Aux cultivateurs qui établiront leurs fils, gendres ou enfants adoptifs sur des terres libres, c'est-à-dire des terres ne servant pas alors, en tout ou en partie, à l'exploitation agricole ou qui peuvent servir à la création de nouveaux établissements agricoles, pourvu que l'octroi dans ce cas n'excède pas trois cents dollars et soit payé au moyen de trois versements annuels égaux;

c. Aux personnes qui sont sujets britanniques désirant s'établir sur telles terres libres, si elles ont été jugées aptes à le faire; le maximum de l'octroi dans ce cas devant être le même que pour le cas précédent et devant être versé de la même façon;

*d.* Aux colons débutants pour aider à la construction d'une maison et d'une étable, pourvu que l'octroi pour chaque cas particulier n'excédât pas cent dollars, et aux colons de première année pour la préparation des cinq premiers acres de leur lot, eu égard au nombre de dépendants, sans préjudice à la prime ordinaire de défrichement et de labour que ces colons pourront avoir gagnée;

*e.* À toute personne célibataire, du sexe masculin, qui désirera travailler comme aide chez tout cultivateur qui consentira à la recevoir ou à l'employer.

2. Effectuer un prêt, pour l'achat d'un roulant, à toute personne qui aura bénéficié d'un octroi en vertu du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de la présente résolution, et qui ne pourra compter sur l'aide de ses parents pour obtenir les animaux et les instruments aratoires nécessaires aux fins de son exploitation, pourvu que le prêt n'excède pas la somme de cinq cents dollars et ne soit pas supérieur aux deux tiers du coût du roulant; ce prêt sera remboursable à raison de versements annuels de cent dollars, le premier versement devenant dû au commencement de la quatrième année du prêt, et il ne portera pas intérêt, sauf à compter de la date d'échéance des remboursements;

3. Améliorer et développer les régions où des colons sont établis ou pourront être établis, soit par la construction de grandes voies de communication ou de chemins locaux et de ponts, soit par l'assèchement, l'égouttement ou le drainage de certains territoires, y compris les terrains possédés en commun (communes), les savanes et terrains marécageux, soit par l'acquisition, par échange ou autrement, des terres jugées nécessaires à ces fins;

4. Aider, encourager et maintenir les colons ou les établissements de colons déjà existants, et satisfaire aux soins immédiats de ces colons en suppléant, sous toute forme quelconque et sous toutes conditions déterminées, aux octrois et aux primes qui leur seront déjà versés;

5. Payer les frais légitimes de transport de colons, de leurs familles et de leur roulant et ménage, lorsqu'il sera établi que ces colons ne peuvent pas acquitter ces dépenses;

6. Créer des centres de colonisation en établissant des colons par groupe et, à cette fin, en outre des octrois ou primes qui pourront être versés à chaque colon, dépenser toutes sommes requises pour l'achat de bois nécessaire à la construction, pour l'achat de matériel, de chevaux ou autres animaux, de machinerie ou instruments pour travaux publics;

7. Construire ou améliorer des écoles, chapelles-écoles, ainsi que des maisons et logements

pour les curés ou missionnaires de colonisation et aider toute organisation scolaire ou religieuse;

8. Donner des graines de semence aux colons qui n'auront ni les ressources ni le crédit pour s'en procurer et accorder des primes de jardinage aux femmes de colons pour récompenser leur travail et leur industrie;

9. Diriger les efforts et les initiatives des colons, en leur procurant les services de tout agronome ou de tout spécialiste et, si nécessaire, d'organiser un service spécial d'agronomie adapté aux besoins des régions nouvelles et anciennes;

10. Accorder des primes pour la construction de moulins dans les anciennes et nouvelles colonies où il le jugera à propos dans l'intérêt des colons, et favoriser la petite industrie;

11. Diviser les régions de colonisation en districts pour les fins de l'administration et établir des bureaux pour faciliter les transactions entre ceux qui désireront s'établir sur des terres actuellement libres, et ceux, d'autre part, qui possèdent de telles terres et seraient disposés à les vendre à termes.

4. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la colonisation:

1. À acquérir, par échange ou autrement, toute terre ou territoire si cette acquisition est jugée nécessaire pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et à procéder à la vente de ces terres ainsi acquises ou toute partie d'icelles, aux termes et conditions qui pourront être jugés avantageux et équitables;

2. À négocier avec les personnes propriétaires de terres libres, au sens du paragraphe *b* du paragraphe 1 de la résolution 3 pour les aider à disposer de leurs terres en faveur de toutes autres personnes qui seront dans les conditions voulues par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pour obtenir des octrois ou des prêts;

3. À faire toute convention ou tout arrangement avec le gouvernement du dominion ou toute corporation municipale de cette province, ou avec les deux, aux fins de promouvoir les intérêts de la colonisation et du retour à la terre;

4. À faire exécuter tous travaux d'arpentage et de classification des terres qui sont actuellement sous son contrôle ou qui pourront à l'avenir l'être;

5. À faire exécuter tout travail jugé nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider et assurer l'expansion et le succès de la colonisation et du retour à la terre.

5. Que, sur et à même la somme prévue à la résolution 2, pourront être acquittés, en totalité ou en partie, toutes dépenses résultant généralement de

toutes lois concernant la colonisation et le retour à la terre et tous octrois ou primes autres que celles de défrichement et de labour qui pourront être accordés, ainsi que les dépenses jugées nécessaires pour donner suite à tout contrat ou transaction comme à toute initiative résultant de ces lois, et généralement pour exécuter tout ce qui pourra être nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider ou assurer l'expansion ou le succès de la colonisation et du retour à la terre.

6. Que tous les octrois, primes ou allocations annuelles ou particulières, versés en vertu des présentes résolutions seront incessibles et insaisissables.

7. Que le personnel jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourra être nommé conformément aux dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou de la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), suivant le cas.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre de la Colonisation, les montants que le gouvernement de la province est autorisé à dépenser en vertu des présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, jusqu'à concurrence du montant de dix millions mentionnés dans la résolution 2 ci-dessus, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province; et que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

9. Que le ministre de la Colonisation sera chargé de la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **The Wabasso Cotton Company**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répète ses objections quant au principe de la commutation et de l'exemption de taxes.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Montréal-Est**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Filion (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Taxes payables par la Beauharnois Light & Power et la Beauharnois Land**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île.

Adopté.

#### **En comité<sup>10</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but du projet est d'assurer, pour 10 ans, une commutation de taxes à la compagnie Beauharnois. Je me demande pourquoi on accorde des faveurs à cette compagnie.

Le député de Beauharnois (M. Saintonge) a présenté de nombreux bills pour accorder des commutations de taxes, à cette session-ci. Tout récemment, il a fait adopter un projet qui accordait une commutation de taxes de 75 % sur les biens existants de la Beauharnois et une autre sur les biens futurs.

Il en présente un autre dans le même sens et de même portée pour la même compagnie Beauharnois qui a plongé un chef fameux dans la vallée de l'humiliation.

Le premier ministre n'est pas gentil pour ses amis politiques qui furent placés dans une situation extrêmement fâcheuse grâce à cette compagnie. La Beauharnois a été l'objet de scandales fameux qui ont conduit à une enquête où des amis du gouvernement ont été pris dans une situation qui n'était pas à leur honneur.

Il n'est pas besoin de nommer les noms: il y avait parmi eux des trésoriers de fonds électoraux; il y a même eu des souscripteurs aux fonds électoraux qui ont reçu \$400,000, sommes qui ont été payées en définitive par les consommateurs d'électricité. Et entre la demande d'enquête et l'enquête elle-même, le gouvernement provincial actuel a augmenté les pouvoirs de la compagnie Beauharnois! Nous ne sommes pas ici pour accorder des faveurs extraordinaires à une compagnie qui a eu son berceau dans la boue, lorsque cette boue a rejailli au front des amis du gouvernement actuel.

Le député de Beauharnois n'a pas fait autre chose depuis le début de la session actuelle que de présenter des lois pour exemption de taxes. Est-ce que ces bills sont présentés pour obtenir des fonds d'élections? On sait ce qui s'est produit à la veille des élections fédérales, et c'est la même compagnie qui revient à la veille des élections. J'espère que personne n'ira chercher des fonds électoraux dans la vallée de l'humiliation. (Rires)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** intervient dans le débat pour appuyer le chef de l'opposition.

**M. Saintonge (Beauharnois)** répond que la municipalité l'a chargé de faire approuver une résolution, approuvée unanimement par le conseil municipal et les contribuables, et qu'elle ne l'a pas mis au courant de tous ces faits qui ne sont pas en cause dans le moment. Il indique qu'il est impossible de fournir sur-le-champ les informations que demande l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond qu'il est vraiment dommage que le député de Beauharnois n'ait pas su cela plus tôt. Il lui conseille de retourner dans son comté pour prendre des renseignements.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** offre de retourner au comité mais, dit-il, l'entière responsabilité reviendra au chef de l'opposition. Il l'accuse de gaspiller le temps de la Chambre en répétant les mêmes questions et les mêmes objections, comme il l'a fait au comité, alors que toutes les explications nécessaires ont été données en présence des parties intéressées.

Il n'est pas juste, dit-il, de garder un député sur le gril pendant des heures. Nous aurions pu faire cela pour les amis du chef de l'opposition et nous ne l'avons pas fait, car il n'est pas juste de faire subir aux députés qui présentent des bills un examen comme s'ils étaient à l'école.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond qu'il n'a pas été satisfait des réponses données au comité. Il est surpris que le premier ministre affirme qu'un député, qui est en plus avocat et membre du Barreau, ne soit pas obligé de renseigner la Chambre, surtout lorsqu'il s'agit d'accorder des faveurs à une compagnie née dans le scandale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Décidément, le député de Trois-Rivières veut être désagréable. Il n'a pas le droit de dire que le député de Beauharnois ne remplit pas son devoir, car s'il est un député assidu aux séances des comités, c'est bien le député de Beauharnois.

Mais on vient lui faire subir un examen d'école pour lui demander toutes sortes de questions sur l'étendue d'un point à l'autre, la distance d'un coin du comté, etc. Ce serait décourager les députés de présenter des bills, s'ils doivent subir des examens de ce genre-là.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** admet fort bien qu'un député présente un bill au nom de citoyens, mais, quand il s'agit d'accorder des exemptions de taxes à une compagnie comme la Beauharnois et que ce bill affecte les électeurs de son propre comté, un député n'a pas le droit de n'être pas au courant des tenants et aboutissants de son bill.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### **Substitutions A. Prévost et M.-R.-V. Bernard**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** explique qu'il vient tout juste de recevoir des documents volumineux ayant trait à la question et qu'il a besoin de plus de temps pour les examiner.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Association de bienfaisance  
et de retraite de la police de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège de Notre-Dame,  
Côte-des-Neiges**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 modifiant la chartre du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Religieux  
de Sainte-Croix**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Dépôt de documents:**

**Constructions de chemins,  
Saint-Colomban, comté Deux-Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 février 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses

membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de Saint-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 31 janvier 1935. (Document de la session no 115)

**Constructions de chemins,  
Saint-Augustin, comté Deux-Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 février 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 20 février 1935. (Document de la session no 116)

**Construction de chemins,  
Saint-Joseph du Lac, comté Deux-Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 février 1935, copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph du Lac, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 20 février 1935. (Document de la session no 118)

**Construction de chemins,  
Saint-Benoît, comté Deux-Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 février 1935, copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> août 1928 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930. (Document de la session no 118)

**Succession  
J.-A. Massue**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation et à la réception des bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Wilbrod Décarie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Massue, et cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de Wilbrod Décarie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Massue, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 133 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à vendredi matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

2. 25 ans, selon *L'Événement* du 1<sup>er</sup> mars 1935, à la page 9. Nous avons retenu le chiffre 35, puisqu'il réfère beaucoup plus au règne des libéraux au pouvoir.

3. 15 ans, selon *La Presse* et *L'Action catholique* dans leur édition du 1<sup>er</sup> mars 1935, respectivement aux pages 16 et 8.

4. \$2,000,000, selon *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> mars 1935, à la page 13.

5. 5 ans, selon *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> mars 1935, à la page 13.

6. \$20,000,000, selon *La Presse* du 1<sup>er</sup> mars 1935, à la page 16.

7. 75,000, selon *L'Événement* du 1<sup>er</sup> mars 1935, à la page 9.

8. Il s'agit du sénateur L.-O. David.

9. *La Presse* et *L'Action catholique* dans leur édition du 1<sup>er</sup> mars 1935, respectivement aux pages 16 et 8, écrivent "le père Shaw de Shawville".

10. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).

**NOTES**

1. *The Montreal Daily Star* du 1<sup>er</sup> mars 1935, à la page 16, est beaucoup moins catégorique quant à l'affirmation de M. Taschereau. Il écrit: "Il était porté à croire qu'il y avait exagération, mais il a promis d'enquêter à ce sujet."



Séance du vendredi 1<sup>er</sup> mars 1935

## Présidence de H. Authier

La séance est ouverte à 11 h 20.

## Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

- bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin;
- bill 9 pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la Ste. Anne Paper Company Limited et à ses prédécesseurs et ayants cause.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 35 concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 97 réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières et le village de Sainte-Angèle de Laval.

## Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 76 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 91 modifiant la charte de la cité de Lévis;

- bill 98 modifiant la charte de la ville LaSalle;

- bill 113 concernant le titre de la Royal Trust Company à un terrain dans la cité de Montréal;

- bill 120 ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie Geo. Christie Canada Limited.

## Explications sur des faits publiés:

Article du  
*The Montreal Daily Star*<sup>1</sup>

M. Francoeur (Montréal-Dorion): Le *Star* de Montréal écrit que j'ai l'intention de quitter le Parti libéral. Je n'ai aucune intention de quitter les rangs et il me fait plaisir d'affirmer publiquement ma confiance envers le chef du gouvernement actuel, le gouvernement et le Parti libéral de cette province.

Non seulement je suis libéral, mais je déclare que je ferai la lutte aux côtés de mon chef, l'honorable M. Taschereau. Il fait l'éloge du premier ministre.

(Applaudissements)

M. Samson (Québec-Centre): Je suis libéral depuis 55 ans et je le resterai tant qu'il y aura un Parti libéral. J'ai exprimé parfois des idées qui m'ont valu des reproches. Des chefs libéraux m'ont même traité de fou, mais je serai libéral tant que mon parti continuera à servir la province et le pays comme il l'a fait depuis 55 ans.

M. Drouin (Québec-Est): Depuis le début de la session, j'ai pris certaines attitudes indépendantes, mais je reste fidèle au Parti libéral et attaché aux principes du libéralisme.

Bureau des commissaires  
d'écoles catholiques de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Charte de Lévis**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Charte de Lasalle**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 98 modifiant la charte de la ville Lasalle.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Royal Trust Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 concernant le titre de la Royal Trust Company à un terrain dans la cité de Montréal.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Geo. Christie Canada Limited**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie Geo. Christie Canada Limited.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Loi de l'exécutif**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**, demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi de l'exécutif, relativement au transfert des services des départements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Questions et réponses:**

#### **Contributions scolaires, 1932-1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées pendant l'exercice fiscal commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et se terminant le 30 juin 1933:

- a.* Par les contribuables?
- b.* Par la province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* 82.8 %.  
*b.* 17.2 %.

#### **Taxe d'hôpital, revenus, 1934**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quels sont:

- a.* Les revenus bruts;
- b.* Les revenus nets;

pour la province, concernant la taxe sur les repas dite taxe d'hôpital, d'après la loi 16 George V, chapitre 55 et ses amendements, du 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* \$495,351.57.  
*b.* \$459,918.81.

#### **Huile et gazoline, achats de la province, 1933-1934**

**M. Béïque (Chambly):** 1. Depuis le 11 mars 1933 inclusivement jusqu'au 10 mars 1934 inclusivement, quelle quantité:

- a.* D'huile;
- b.* De gazoline a été vendue à la province par chacune des compagnies suivantes:
- c.* Excel Petroleum, Limited?
- d.* Impérial Oil Limited?
- e.* McColl-Frontenac Oil Company, Limited?
- 2. À quel prix?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.  
*c.* Excel Petroleum limitée: *a.* huile, 5,279 gallons; *b.* gazoline, 48,684 gallons.  
*d.* Impérial Oil limitée: *a.* huile, 2,555 gallons; *b.* gazoline, 204,926 gallons.  
*e.* McColl Frontenac Limitée: *a.* huile, 4,469½ gallons; *b.* gazoline, 89,366 gallons.  
2. Les prix de la gazoline varient de \$0.21 à \$0.30 le gallon, et ceux de l'huile de \$0.56 à \$1.45 le gallon, selon la qualité ou la localité.

#### **Primes annuelles aux instituteurs et institutrices, 1932-1933**

**M. Béïque (Chambly):** Relativement aux primes annuelles payées aux instituteurs et aux institutrices de la province, qui ont enseigné dans la province, pendant:

- a. 10 ans;  
 b. 15 ans;  
 c. 20 ans;  
 1. Quel était le montant de chaque prime, au cours de l'année fiscale 1932-33?  
 2. Ces primes ont-elles été diminuées?  
 Dans l'affirmative:  
 3. Quand?  
 4. De combien, dans chaque cas?  
 5. À combien s'élève la somme globale des diminutions, dans chaque cas?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** a. \$15.

- b. \$20.  
 c. \$25.  
 2. Oui.  
 3. Au cours de l'exercice financier courant.  
 a. \$5; b. \$10; c. \$14.  
 5. a. \$8,210; b. \$9,550; c. \$15,666.

#### **Loi des bons chemins, contribution des municipalités**

**M. Béïque (Chambly):** Le 1<sup>er</sup> février 1935, à combien s'élevait le total des contributions des corporations municipales de chacun des comtés de cette province, à quelque titre que ce soit, en vertu de la loi des bons chemins?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Depuis le 3 avril 1912 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1935, le total des contributions des municipalités a été comme suit: Abitibi, \$5,888.10; Argenteuil, \$169,673.30; Arthabaska, \$101,695.94; Bagot, \$122,809.39; Beauce, \$141,293.95; Beauharnois, \$248,594.41; Bellechasse, \$40,282.87; Berthier, \$141,762.21; Bonaventure, \$28,231.88; Brome, \$102,098.86; Chambly, \$400,045.42; Champlain, \$101,162.39; Charlevoix-Saguenay, \$165,354.21; Châteauguay, \$387,021.74; Chicoutimi, \$359,317.96; Compton, \$181,026.33; Deux-Montagnes, \$304,409.80; Dorchester, \$71,096.90; Drummond, \$77,758.61; Frontenac, \$160,802.45; Gaspé, \$12,808.07; Gatineau, \$209,812.76; Hochelaga, \$1,631.60; Hull, \$47,263.31; Huntingdon, \$420,421.92; Iberville, \$100,358.13; Îles-de-la-Madeleine, \$1,321.77; Joliette, \$91,240.74; Jacques-Cartier, \$219,078.56; Kamouraska, \$65,033.82; Labelle, \$94,480.61; Lac-Saint-Jean, \$120,541.83; L'Assomption, \$123,285.07; Laval, \$660,183.89; Laviolette, \$76,377.07; Lévis, \$135,381.03; L'Islet, \$58,469.49; Lotbinière, \$154,708.63; Maskinongé, \$38,414.55;

Matane, \$5,348.16; Matapédia, \$40,971.93; Mégantic, \$151,348.68; Missisquoi, \$143,581.64; Montcalm, \$88,702.97; Montmagny, \$57,827.08; Montmorency, \$141,553.36; Napierville-Laprairie, \$329,845.55; Nicolet, \$122,045.35; Papineau, \$123,280.61; Pontiac, \$105,250.82; Portneuf, \$272,458.19; Québec, \$307,505.09; Richelieu, \$52,400.21; Richmond, \$154,206.10; Rimouski, \$25,155.28; Rivière-du-Loup, \$82,553.87; Roberval, \$216,423.51; Rouville, \$220,583.17; Shefford, \$116,359.41; Sherbrooke, \$58,006.55; Soulanges, \$77,906.15; Stanstead, \$130,153.18; Saint-Hyacinthe, \$54,944.40; Saint-Jean, \$112,997.19; Saint-Maurice, \$109,542.13; Témiscamingue, \$11,739.76; Témiscouata, \$29,855.52; Terrebonne, \$346,642.51; Trois-Rivières, \$16,710.28; Vaudreuil, \$292,288.25; Verchères, \$276,145.92; Wolfe, \$117,531.43; Yamaska, \$103,120.34.

#### **Montcerf, comté Gatineau, Commission scolaire de Sainte-Philomène d'Egan, subventions**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien a été versé à la municipalité de Montcerf, comté Gatineau, chaque année depuis 1931, en octroi ou subvention de toute sorte avec les détails montrant le département, le montant et l'objet?

2. Même question pour la commission scolaire de Sainte-Philomène d'Egan?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

<i>Année</i>	<i>En faveur de la municipalité</i>	<i>En faveur du dépt. de la Voirie, assurance</i>
1931 .....	\$2,904.82	\$104.66
1932 .....	622.38	45.95
1933 .....	507.84	

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 2.

1930-1931:	Écoles publiques.....	\$ 498.31
	Éducation supérieure .....	48.00
	Fonds des écoles élémén. ....	500.00
1931-1932:	Écoles publiques.....	473.15
	Éducation supérieure .....	43.00
	Enseignement bilingue .....	50.00
	Fonds des écoles élémén. ....	500.00
1932-1933:	Écoles publiques.....	458.84
	Éducation supérieure .....	40.00

1933-1934	Écoles publiques .....	534.73
	Éducation supérieure .....	30.00
	Enseignement bilingue.....	50.00
	Assistance aux corporations scolaires rurales.....	1,200.00

### Entrepôts frigorifiques pour la pêche

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche.

Adopté.

Avant que la Chambre ne se forme en comité plénier pour étudier cette résolution, je dois dire que nous demandons \$100,000 pour la construction d'entrepôts frigorifiques pour la conservation de la boîte. La boîte, c'est tout simplement du hareng coupé en morceaux et frigorifié.

Il arrive que les prises de hareng sont très abondantes. On se sert de ce hareng pour appâter les lignes de pêche pour prendre la morue. Mais il arrive aussi que, lorsque la morue est abondante, on ne peut prendre du hareng et alors on ne peut pêcher.

C'est pourquoi, lorsque les prises de hareng sont abondantes, on entpose le surplus pour l'utiliser au temps de disette. L'an dernier, on a employé des centaines de mille livres de ce hareng entposé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant d'aller plus loin, certains journaux ont dit, au sujet du bill de la colonisation, que nous avons adopté le principe du bill. Ce n'est pas du tout cela, nous n'avons accepté que la motion pour que l'Orateur quitte le fauteuil. Ce n'est pas du tout la même chose!

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose: Attendu qu'il est proposé de construire et d'établir plusieurs entrepôts frigorifiques, aux fins de

fournir aux pêcheurs le moyen de conserver le poisson et la boîte:

1. Qu'un montant de cent mille dollars soit affecté, durant l'année budgétaire 1935-1936, à la construction, l'établissement ou l'aménagement d'un ou plusieurs entrepôts frigorifiques, aux fins de fournir aux pêcheurs, suivant leurs besoins, les moyens de conserver le poisson et la boîte et que le ministre des Travaux publics détermine l'emplacement, la capacité et le coût de construction ou d'aménagement de ce ou ces entrepôts, de même qu'il impose les termes et conditions de leur mise en service aux pêcheurs intéressés.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé de la province, sur les certificats du ministre des Travaux publics, les montants que la province de Québec pourra être appelée à verser en vertu des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou une partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes émises sur le crédit de la province et que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

3. Que dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour la construction, l'établissement ou l'aménagement de ce ou ces entrepôts frigorifiques, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles; que toute expropriation nécessitée aux fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions soit faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230), *mutatis mutandis*, et que le juge pourra, en accordant la possession préalable des terrains requis, accepter, au lieu du cautionnement exigé par le paragraphe 3 de l'article 112 de ladite loi des chemins de fer de Québec, un certificat du trésorier de la province portant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant déterminé.

4. Que le ministre des Travaux publics sera chargé de la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au sujet des pêcheries, combien pourra-t-on construire d'entrepôts avec cette somme de \$100,000?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Le gouvernement veut construire neuf nouveaux entrepôts pour aider environ 3,000 pêcheurs. Ces entrepôts serviront à l'entreposage du poisson et ainsi à régulariser le marché.

Les bâtisses de cinq des neuf entrepôts sont déjà construites, à cause des besoins urgents des pêcheurs. Il reste à y installer les congélateurs. Le gouvernement a dépensé à date \$25,000 pour ces constructions, en vertu du mandat spécial du mois de novembre dernier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a fait un mandat spécial de \$25,000 et on n'aurait pas dû le faire.

Je trouve étrange que le gouvernement attende à la veille des élections pour venir en aide aux pêcheurs.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Nous n'avons pas attendu à cette année pour le faire. Dès 1932, en pleine crise, nous sommes venus à leur aide.

Il y avait urgence, devant les représentations que l'on en a faites. La pêche du poisson qui sert d'annonce ou d'appât, ou de boëtte, le hareng, ne dure que quelques semaines, et il fallait donner aux pêcheurs le moyen de se faire une réserve.

Il y a actuellement cinq entrepôts de construits, nous en construirons quatre autres avec les \$100,000 que nous demandons à la Chambre de nous voter. Nous avons actuellement 13 congélateurs qui sont la propriété du gouvernement, sans compter d'autres que le gouvernement subventionne et qui appartiennent à des coopératives.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On m'a dit qu'il y a eu des cas de patronage politique.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Quant à l'insinuation d'ingérence politique lancée par le chef de l'opposition, je déclare catégoriquement, au chef de l'opposition et à cette Chambre, que le gouvernement ne répond à aucune préoccupation politique en présentant cette loi, mais qu'il veut, au contraire, aider les pêcheurs de la Gaspésie; il n'entre aucune préoccupation politique dans la distribution des octrois accordés aux pêcheurs. Jamais nous n'avons fait de politique avec l'aide aux pêcheurs. Il

serait bien en peine de nous citer un cas. Nous n'avons qu'un but, aider les pêcheurs et leur famille.

Quant à l'état soi-disant misérable de nos pêcheurs, les statistiques fédérales contredisent formellement tout ce que l'on dit là-dessus. D'après ces chiffres, la valeur de production des pêcheries québécoises a été de \$2,122,471 en 1933, soit \$312,925 de plus que l'année précédente, ou 17 %. Cette augmentation est due à l'aide que nous accordons aux pêcheurs pour développer nos pêcheries.

La saison de pêche est très courte, elle ne dure que cinq ou six mois dans Québec, et non douze mois comme ailleurs, et c'est un élément dont il faut tenir compte quand on fait des comparaisons entre les diverses provinces de la Confédération ou entre les pays. Et il faut que les pêcheurs donnent leur maximum de rendement durant ces quelques mois. De plus, il arrive assez souvent des journées de temps plus doux, et alors leur poisson est exposé à se gâter. Avec ces entrepôts frigorifiques, les pêcheurs pourront le protéger. Ces entrepôts aideront aussi au commerce et permettront une plus grande consommation de poisson frais.

**M. Côté (Bonaventure):** Évidemment, les chefs de l'opposition sont malchanceux quand ils vont en Gaspésie. Il y a quelques années, M. Sauvé, qui était chef de l'opposition dans le temps, a fait une tournée en Gaspésie. Il est revenu absolument découragé. Je ne vois pas pourquoi le chef actuel de l'opposition serait découragé, lui qui est venu l'été dernier, par une belle journée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve que nos pêcheries sont dans un état déplorable. En 52 ans, la valeur de nos pêcheries a diminué, les octrois à nos pêcheurs ne sont pas assez considérables. Non seulement les octrois étaient insuffisants, mais on les a distribués sur une base de partisanerie odieuse. Il est vrai que le gouvernement les a doublés à la veille des élections de 1931, mais cela n'a été que temporaire. Nos pêcheurs ne cessent de lancer les cris d'alarme, mais on ferme les yeux pour ne pas adopter les mesures suggérées par l'opposition. On accorde l'aide qu'en fonction des votes électoraux. Le gouvernement vient maintenant nous annoncer qu'il va construire des entrepôts frigorifiques. Il admet que ceux qu'ils avaient construits sont notoirement insuffisants. C'est un moyen d'aider nos pêcheries, mais ce n'est pas une politique de développement. Il faut adopter une politique plus large et généreuse.

Et il faut surtout cesser la politique de favoritisme dans la distribution de ces octrois, quand ils s'appliquent à des gens aussi méritants mais pauvres que nos pêcheurs. Les octrois doivent être accordés pour tous ceux qui y ont droit, sans les obliger à passer par le consentement spécial et particulier du ministre

C'est une mauvaise politique que celle des subventions aux particuliers, car cela prête aux abus et au patronage le plus nuisible à l'intérêt général. Nos pêcheurs ne gagnent que \$175 par année, malgré un travail très pénible, à cause du prix tout à fait insuffisant payé pour leur poisson, soit 1 cent la livre. Cela complique le problème de l'établissement de nos jeunes. Le gouvernement aurait pu leur aider, les protéger, rendre plus efficace l'organisation de leur commerce, mais on ne s'occupe des pêcheurs qu'en fonction des élections.

Il (M. Duplessis) proteste contre ce qu'il appelle le blanc-seing que réclame le gouvernement dans la résolution présentée à la Chambre. Il faudrait déterminer l'objet des \$100,000 demandés pour les pêcheries.

**M. Côté (Bonaventure):** Si les renseignements que possède le chef de l'opposition lui ont été donnés par les gens qui assistaient à son assemblée, je le comprends. On l'a trompé. Le chef de l'opposition a été fort mal renseigné sur l'état de la pêche chez nous lors de son passage en Gaspésie. C'est comme M. Bona Arsenault, mon ancien adversaire aux élections de 1931, le directeur du *Journal*, de Québec, et l'adversaire du chef de l'opposition au congrès de Sherbrooke, qui s'est chargé de le renseigner. J'ai eu le plaisir de vaincre ce candidat qui a voulu détruire le député de Trois-Rivières, comme on le sait...

(Applaudissements à droite)

Il est venu déclarer que les pêcheurs qui n'étaient pas rouges ne pouvaient obtenir de boëtte. Cette déclaration de M. Arsenault a soulevé un immense éclat de rire.

C'est faux. J'ai rencontré plusieurs pêcheurs qui m'ont donné là-dessus des précisions toutes contraires à celle qu'avaient données M. Arsenault à celui qu'il appelle maintenant son chef. J'ai connu un M. Félix Huard, conservateur en politique, et qui m'a affirmé qu'il avait reçu \$62 d'octrois, et qui était supposé être une victime du prétendu ostracisme contre les bleus. M. Huard a déclaré lui-même que tel n'était pas le cas, mais qu'il ne pouvait empêcher M. Arsenault de parler. Un autre conservateur qui a obtenu des octrois par son entremise m'a rendu le même témoignage. Seulement, qui empêchera M. Bona Arsenault de dire le contraire, si cela lui plaît?

Il est difficile de persuader la population de chez nous de consommer du poisson. Dans l'entrepôt de Paspébiac, les pêcheurs ont maintenant un demi-million de harengs congelés.

Il (M. Côté) parle des éperlans de la Gaspésie et de leur goût délicieux.

Si nous n'avions pas de vendredi, je crois que dans notre province, on ignorerait jusqu'au goût du poisson. Qu'est-ce que le gouvernement peut faire pour cela? Il ne peut toujours pas forcer les gens à manger du poisson. Et pourtant, le poisson de la Gaspésie, qu'on peut avoir frais dans toutes nos villes, si on en prend les moyens, prime sur tous les marchés étrangers. Ce sont en effet les marchés de Boston et de New York qui absorbent la production de la Gaspésie. Dans la province, on ne veut pas mordre!

Il (M. Côté) raconte comment il a convaincu un reporter du *Devoir*, l'an dernier, de la possibilité de mettre du poisson frais sur la table du Montréalais 24 heures après sa prise. Il lui envoya de la morue fraîche que le rédacteur mangea avec délices. Il tient à remercier *Le Devoir* de la publicité qu'il a faite au poisson de la Gaspésie, en de nombreuses circonstances et, notamment, l'été dernier.

Mais, poursuit-il, la situation des pêcheries de la Gaspésie est loin d'être aussi mauvaise que le dit le chef de l'opposition. Elle est même meilleure qu'en beaucoup d'endroits, et cela est dû à la bonne volonté et à la générosité du gouvernement envers les pêcheurs. Elle est, en tout cas, meilleure que celle des pêcheurs aidés par le fédéral. Si cela ne va pas mieux chez nous, c'est la faute du gouvernement fédéral, qui ne veut pas se charger de la classification des poissons, service qui est de son ressort, selon les termes mêmes de l'entente de 1922.

Si l'on veut être de bonne foi, à Ottawa, comme on l'est à Québec, le pêcheur de notre province sera heureux. Avec la coopération des deux gouvernements, on obtiendrait une amélioration de nos pêcheurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La querelle entre mon collègue et M. Arsenault pourra être réglée entre eux deux. Le député de Bonaventure dit que je suis mal renseigné. Mais il y a des faits incontestables. Les statisticiens parlent par elles-mêmes. De 1881 à 1933, la production du poisson a baissé dans la province. Cette industrie avait rapporté \$2,751,970. et en 1933, elle n'a rapporté que \$2,128,471. Voilà les progrès réalisés en 53 ans. Le député de Bonaventure trouve que ça va bien. Ce n'est pourtant pas une façon de guérir le mal que de

ne pas vouloir le constater. Pour trouver un remède, il faut d'abord constater le mal.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Au temps où il était en charge du département de la Pêche, le ministre de la Voirie et des Mines (l'honorable M. Perrault) a organisé un système de classification et d'inspection qui fonctionne très bien. Quoiqu'on en dise, il y a une classification sûre des poissons de nos rivières et de notre fleuve. Cette classification se fait régulièrement en Gaspésie, sur la Côte-Nord. Le gouvernement a à son emploi plus de 40 inspecteurs formés à la classification dans les provinces maritimes, à l'école biologique d'Halifax. Et d'une façon générale, ils sont compétents et ils ont une longue expérience.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que la classification du poisson n'a pas déjà été dénoncée?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il ne manque pas de critiques sans doute. On sait ce que valent ces dénégations. Il y a des gens qui protestent continuellement. Le ministre en reçoit tous les mois. D'autres vont aux journaux. Mais de là à prétendre que ces critiques sont fondées, il y a un pas à faire. L'amélioration est possible en ce domaine comme en tous les autres domaines administratifs. Des suggestions sont parfois faites, qui ont du bon et que le gouvernement adopte, mais encore faut-il procéder avec mesure. Cette amélioration exige du temps; il est impossible de tout faire en un an, comme certains le demandent. Et le gouvernement n'attend pas les idées de l'opposition pour aider au progrès de l'industrie de la pêche.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

#### Norman Vineberg

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 77 permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines.

L'amendement est lu une deuxième fois et adopté.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Saint-Charles-de-Caplan

**M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles-de-Caplan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à une heure<sup>3</sup>.

#### NOTES

1. Le député de Montréal-Dorion (M. Francoeur), le député de Québec-Centre (M. Samson) et le député de Québec-Est (M. Drouin) se lèvent, chacun leur tour, sur une question de privilège pour dénoncer les affirmations du *Montreal Daily Star* qui leur prêtent l'intention de quitter les rangs ministériels.

2. Selon *The Quebec Chronicle* du 1<sup>er</sup> mars 1935, à la page 1, la discussion sur ce bill a duré près de 1 h 30.

3. "... peu avant une heure", selon *The Quebec Chronicle* du 1<sup>er</sup> mars 1935, à la page 1.



Séance du mardi 5 mars 1935

**Présidence de H. Authier**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Absence de l'Orateur**

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs!  
Que les portes soient ouvertes!

**Charte de  
Saint-Lambert**

**M. Béïque (Chambly)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que les articles 497, 498, 503, 510, 511, 516, 542 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendement et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendement et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Béïque (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 134 modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Anniversaire de  
M. Louis-Alexandre Taschereau**

**M. l'Orateur** donne la parole au ministre de la Voirie et des Mines (l'honorable M. Perrault).

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
J'ai l'honneur et la joie d'être l'interprète de cette

Chambre pour offrir au premier ministre nos félicitations et nos meilleurs vœux.

Mais ces témoignages de sympathie et ces souhaits de bonheur ne peuvent être limités à cette enceinte parlementaire. C'est toute la province de Québec qui s'associe avec nous pour exprimer aujourd'hui au premier ministre des sentiments d'admiration et d'estime.

Au chef du Parti libéral qu'il dirige avec tant de brio et de succès, au chef de notre société civile, il est juste d'exprimer publiquement les sentiments de gratitude que lui valent près de quarante années vouées au service de notre province.

Je voudrais que ces fleurs que nous lui offrons lui apparaissent comme l'expression des hommages que rendent à sa probité, à sa vive intelligence, à son ardeur incomparable au travail, à son dévouement aux intérêts généraux du Québec, non pas seulement ses amis politiques, mais aussi la très grande majorité des citoyens de cette province.

Ceux qui ne partagent pas ses opinions sur l'administration de la chose publique se plaisent du moins à reconnaître les très belles qualités d'esprit et de cœur qu'il a manifestées dans les importantes fonctions qu'il a remplies depuis plusieurs années. Les dernières années ont alourdi son fardeau; ses collègues savent mieux que personne le courage et la force d'âme qu'il lui faut pour demeurer à la hauteur de ses devoirs publics.

Ce n'est que justice de reconnaître les sacrifices imposés aux politiques et de répondre à leurs efforts et à leur dévouement par autre chose que l'ingratitude, des injures et des critiques acerbes.

Le premier ministre connaît trop la vie pour s'étonner de ces ombres que l'injustice humaine projette parfois sur certaines existences publiques; et s'il les supporte allègrement, c'est parce que, d'autre part, il ne peut pas douter de la sympathie faite d'admiration et d'estime que lui gardent, non seulement ses fidèles partisans politiques, mais aussi toute notre population.

Que cette sympathie soit un encouragement à poursuivre son œuvre et à continuer de présider aux destinées de cette province.

Je ne saurais ignorer que le premier ministre trouve également un puissant réconfort à son foyer; ce foyer qui lui apporte en définitive les meilleures raisons de vivre et de lutter. À ce titre, ce m'est grand plaisir d'associer à son nom celui de sa compagne dévouée, à celle qui seconde si bien le premier ministre dans sa

lourde tâche. C'est donc à tous les deux, c'est donc à leur famille que s'adressent aujourd'hui nos félicitations et nos meilleurs souhaits<sup>1</sup>.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, depuis que j'ai l'honneur de siéger dans cette Chambre, j'ai toujours considéré comme un agréable devoir pour nous, de l'opposition, de nous associer aux députés de la droite pour souhaiter une bonne fête à l'honorable premier ministre. Je constate, cette année, que ce n'est pas le doyen du cabinet (l'honorable M. Mercier) qui s'est fait l'interprète des députés de la droite, mais l'honorable ministre de la Voirie et des Mines (l'honorable M. Perrault). Évidemment, le temps est aux changements, et c'est bien tant mieux.

On vient d'offrir au premier ministre 68 roses rouges. Les roses rouges que l'on vient d'offrir à l'honorable premier ministre me rappellent celles de Malherbe: Elles vivent ce que vivent les roses, l'espace d'un matin... C'est peut-être pour témoigner que les principes libéraux ne vivront pas longtemps encore.

Je crois que toute la population de la province est unanime à reconnaître que l'honorable premier ministre est un studieux et un laborieux, qu'il a eu une carrière pleine de travail et d'assiduité. Sa carrière, sur ce point, peut être citée en exemple. Au nom de tous les conservateurs, libéraux, comme au nom de toute la population, je lui souhaite de longues années de repos.

Je crois aussi refléter l'opinion de toute la province en disant au premier ministre que je lui offre ma place... (Rires) Je lui souhaite de nombreuses années de santé, de bonheur et de prospérité. Le juste, et l'opposition représente la justice, ne veut pas la mort du pécheur, mais sa conversion. Et il me fait plaisir d'associer à ces vœux son épouse distinguée, à qui je présente mes hommages.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Au nom des députés de langue anglaise, je présente à l'honorable premier ministre nos meilleurs vœux de bonheur et de longue vie et nos sincères félicitations. Je m'associe également aux éloges que l'on vient de faire de lui et qu'il mérite.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Applaudissements) Je vous remercie, mon cher collègue, député d'Arthabaska, de vos paroles aimables si pleines de sympathies, et cordiales que

vous avez eues pour moi. Vous avez consenti à remplacer mon voisin de droite (l'honorable M. Mercier fils). Le chef de l'opposition a remarqué que cette année, mon collègue de droite (l'honorable M. Mercier) avait cédé la place à mon collègue de gauche (l'honorable M. Perrault). Le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) a certainement dit, depuis 15 ans, tout ce qu'il pensait de bon sur moi.

Il a voulu que quelqu'un prenne sa place! Il était nécessaire d'en trouver un autre pour dire quelque chose de nouveau. Je remercie également l'honorable chef de l'opposition qui a bien voulu me dire des choses fort aimables. Cela démontre que lorsque mon honorable ami (M. Duplessis) veut être aimable, cela lui est facile. (Rires) Je remercie également le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qui a parlé au nom de ses collègues de langue anglaise.

Je remercie aussi mes collègues du témoignage qu'ils veulent bien me donner. Il y a déjà 15 ans que cette petite fête de famille se renouvelle tous les ans. La gerbe devient de plus en plus lourde. Plutôt que d'y ajouter, je voudrais pouvoir retrancher une rose tous les ans. Mais c'est la vie..., il faut nous incliner et accepter ce qui nous arrive, ne voir que les roses et pas les épines que le chef de l'opposition a vues. Heureusement, je ne vois, dans cette gerbe, aucune épine.

Trente-cinq ans dans cette Chambre! C'est long et c'est court à la fois: c'est long si l'on regarde l'avenir, mais c'est court si l'on regarde en arrière<sup>2</sup>. J'ai assisté, durant ces trente-cinq années, à bien des événements joyeux et tristes. J'ai vu l'évolution de la province de Québec pendant ce dernier tiers de siècle, il y eut des moments de bref bonheur, d'autres d'angoisse. J'ai vu autour de moi des hommes qui ont fait honneur à leur province et à leur race. La plupart sont disparus, mais d'autres occupent encore dans notre vie nationale une place d'honneur.

Parmi les disparus, je ne mentionnerai, aujourd'hui, que le nom de M. Armand Lavergne, vice-président de la Chambre des communes, député de Montmagny et ancien membre de la Législature de Québec, dont nous venons d'apprendre la mort prématurée. Je m'incline devant cette tombe. M. Lavergne fut mon collègue en cette Chambre. Nous ne partagions pas toujours les mêmes idées, mais je m'incline devant son patriotisme, son amour des traditions des Canadiens français, l'amour qu'il porta à sa race et ses qualités de tribun et d'orateur. Il a toujours défendu avec courage et éloquence les droits et l'idéal des siens.

On a mis sur mon pupitre cette gerbe de fleurs. Cette gerbe de fleurs, M. l'Orateur, permettez-moi de la présenter au chef de l'opposition... (rires) non pas celui que vous pensez, mais un autre. On dit qu'un chef de l'opposition est nécessaire pour nous garder sur la bonne voie. Le chef de l'opposition est celui qui veille sur la vie du gouvernement. Il y en a un, chez nous aussi, dans mon foyer. Permettez-moi de lui envoyer cette gerbe avec les bons souhaits de la députation<sup>3</sup>.

(Applaudissements)

#### **Département du Trésor, dépôts judiciaires**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 45 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres.

Le projet stipule qu'après 30 ans, les dépôts seront versés automatiquement au fonds du revenu public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

##### **Ministère de la Voirie, produits asphaltiques**

**M. Béique (Chambly):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 au 31 décembre 1934 inclusivement, quelle quantité en tonnes, de produits asphaltiques macurband, macasphalt et amiesite a été employée par le ministère de la Voirie?

2. Quelle en a été le coût total?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. et 2. Il a été employé 10,578 tonnes et 25 millièmes de tonnes de macurband, au coût total de \$58,169.14, et 3,591 tonnes et 743 millièmes de tonnes de macasphalt, au coût total de \$21,550.46, pour la construction d'un pavage permanent sur la route Trans-Canada, dans les paroisses de Sainte-Marthe et de Champlain.

Il a été en outre employé 240 tonnes de macurband, au coût total de \$1,319.76, pour réparations.

Aucun matériel amiésite n'a été employé.

#### **Travaux publics, sans soumission**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 15 février 1934 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935, combien la province a-t-elle dépensé, pour l'exécution de travaux publics accordés, sans qu'il ait été demandé des soumissions par la voie des journaux:

a. Par le ministère de la Voirie?

b. Par l'entremise du ministère de la Colonisation?

c. Par l'entremise du ministère des Travaux publics?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** En autant que le ministère de la Voirie est concerné:

a. \$789,784.54. Cette somme comprend des travaux exécutés en vertu de contrats accordés durant les années 1931, 1932, 1933 et 1934.

#### **Commission des liqueurs, emprunt à la Banque de Montréal**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Quand la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle emprunté de la Banque de Montréal la somme de \$1,620,366.41 mentionnée à la page 21 des *Comptes publics de la province* pour l'exercice finissant le 30 juin 1934? (A-8 cédule du bilan)

2. Quel taux d'intérêt a été payé sur le ou lesdits emprunts?

3. À combien se chiffre le total des intérêts payés à ce sujet?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Ce montant représente le solde défavorable du compte de la Commission des liqueurs de Québec, à la Banque de Montréal, au 30 juin 1934.

2. Cinq et demi pour cent par année à cette date; le taux a été réduit à cinq pour cent par année le 1<sup>er</sup> novembre 1934.

3. L'intérêt était payable sur ce montant pendant quatre jours seulement, du 29 juin au 2 juillet inclusivement, parce que le solde varie de jour en jour.

#### **Commission des liqueurs, emprunt à la Banque Canadienne Nationale**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Quand la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle emprunté de la Banque Canadienne Nationale la

somme de \$1,757,409.88 mentionnée à la page 21 des *Comptes publics de la province* pour l'exercice finissant le 30 juin 1934? (A-8 cédule du bilan)

2. Quel taux d'intérêt a été payé sur le ou lesdits emprunts?

3. À combien se chiffre le total des intérêts payés à ce sujet?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Ce montant représente le solde défavorable du compte de la Commission des liqueurs de Québec, à la Banque Canadienne Nationale, au 30 juin 1934.

2. Cinq et demi pour cent par année à cette date; le taux a été réduit à cinq pour cent par année le 1<sup>er</sup> novembre 1934.

3. L'intérêt était payable sur ce montant pendant quatre jours seulement, du 29 juin au 2 juillet inclusivement, parce que le solde varie de jour en jour.

#### **Salaires et dépenses de voyage des agronomes et sous-agronomes**

**M. Barré (Rouville):** 1. Quel est le montant total des salaires payés aux agronomes et aux sous-agronomes, dans la province?

2. Quel est le montant total des dépenses de voyage, et dépenses de bureau payé aux agronomes ou à leurs assistants?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Année fiscale 1933-1934: \$209,351.38.

2. Année fiscale 1933-1934: \$116,586.59.

#### **Loi des mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

#### **Entrepôts frigorifiques pour la pêche**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 34 concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche.

Il (M. Francoeur) proteste de nouveau que les octrois autorisés par le texte du projet ne serviront pas des fins politiques.

Les résolutions sont lues une deuxième fois et adoptées.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 34 concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Promotion de la colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Attendu que la colonisation et le retour à la terre doivent être considérés comme des entreprises nationales à la réussite desquelles il importe de travailler;

Attendu que la colonisation et le retour à la terre offrent une solution efficace et d'une nature permanente aux problèmes qui sont nés du chômage;

Attendu qu'il y a, dans les campagnes, un grand nombre de fils de cultivateurs qui désirent s'établir sur la terre mais qui, pour le faire, ne peuvent compter sur l'aide paternelle ou n'y peuvent compter que dans une mesure insuffisante;

Attendu qu'il y a également un nombre non moins considérable de jeunes gens qui, sans toutefois être fils de cultivateurs, ont toutes les aptitudes voulues pour s'établir sur la terre avec succès, mais n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire;

Attendu qu'il y a des cultivateurs qui, atteints par la crise et obligés d'abandonner leurs fermes, aspirent à retourner à leur état, pourvu qu'on leur en fournisse le moyen;

Attendu qu'il y a entre le nombre de la population urbaine et celui de la population rurale un déséquilibre qu'il importe de rectifier et que la colonisation et le retour à la terre offrent un moyen pratique pour rétablir un équilibre désirable; en conséquence:

1. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pourra être citée sous le titre de loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

2. Qu'une somme de dix millions de dollars sera affectée pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et spécialement aux fins prévues aux résolutions 3, 4, 5 et 7 ci-dessus.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour:

1. Accorder des octrois aux conditions et aux montants qu'il déterminera:

a. Aux sociétés diocésaines de colonisation ou à toutes organisations s'occupant activement de colonisation ou de retour à la terre;

b. Aux cultivateurs qui établiront leurs fils, gendres ou enfants adoptifs sur des terres libres, c'est-à-dire des terres ne servant pas alors, en tout ou en partie, à l'exploitation agricole ou qui peuvent servir à la création de nouveaux établissements agricoles, pourvu que l'octroi dans ce cas n'excède pas trois cents dollars et soit payé au moyen de trois versements annuels égaux;

c. Aux personnes qui sont sujets britanniques désirant s'établir sur telles terres libres, si elles ont été jugées aptes à le faire; le maximum de l'octroi dans ce cas devant être le même que pour le cas précédent et devant être versé de la même façon;

d. Aux colons débutants pour aider à la construction d'une maison et d'une étable, pourvu que l'octroi pour chaque cas particulier n'excèdera pas cent dollars, et aux colons de première année pour la préparation des cinq premiers acres de leur lot, eu égard au nombre de dépendants, sans préjudice à la prime ordinaire de défrichement et de labour que ces colons pourront avoir gagnée;

e. À toute personne célibataire, du sexe masculin, qui désirera travailler comme aide chez tout cultivateur qui consentira à la recevoir ou à l'employer.

2. Effectuer un prêt, pour l'achat d'un roulant, à toute personne qui aura bénéficié d'un octroi en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de la présente résolution, et qui ne pourra compter sur l'aide de ses parents pour obtenir les animaux et les

instruments aratoires nécessaires aux fins de son exploitation, pourvu que le prêt n'excède pas la somme de cinq cents dollars et ne soit pas supérieur aux deux tiers du coût du roulant; ce prêt sera remboursable à raison de versements annuels de cent dollars, le premier versement devenant dû au commencement de la quatrième année du prêt, et il ne portera pas intérêt sauf à compter de la date d'échéance des remboursements;

3. Améliorer et développer les régions où des colons sont établis ou pourront être établis, soit par la construction de grandes voies de communication ou de chemins locaux et de ponts, soit par l'assèchement, l'égouttement ou le drainage de certains territoires, y compris les terrains possédés en commun (communes), les savanes et terrains marécageux, soit par l'acquisition, par échange ou autrement, des terres jugées nécessaires à ces fins;

4. Aider, encourager et maintenir les colons ou les établissements de colons déjà existants, et satisfaire aux soins immédiats de ces colons en suppléant, sous toute forme quelconque et sous toutes conditions déterminées, aux octrois et aux primes qui leur seront déjà versés;

5. Payer les frais légitimes de transport de colons, de leurs familles et de leur roulant et ménage, lorsqu'il sera établi que ces colons ne peuvent pas acquitter ces dépenses;

6. Créer des centres de colonisation en établissant des colons par groupe et, à cette fin, en outre des octrois ou primes qui pourront être versés à chaque colon, dépenser toutes sommes requises pour l'achat de bois nécessaire à la construction, pour l'achat de matériel, de chevaux ou autres animaux, de machinerie ou instruments pour travaux publics;

7. Construire ou améliorer des écoles, chapelles-écoles, ainsi que des maisons et logements pour les curés ou missionnaires de colonisation et aider toute organisation scolaire ou religieuse;

8. Donner des graines de semence aux colons qui n'auront ni les ressources ni le crédit pour s'en procurer et accorder des primes de jardinage aux femmes de colons pour récompenser leur travail et leur industrie;

9. Diriger les efforts et les initiatives des colons, en leur procurant les services de tout agronome ou de tout spécialiste et, si nécessaire, d'organiser un service spécial d'agronomie adapté aux besoins des régions nouvelles et anciennes;

10. Accorder des primes pour la construction de moulins dans les anciennes et nouvelles colonies où il le jugera à propos dans l'intérêt des colons, et favoriser la petite industrie;

11. Diviser les régions de colonisation en districts pour les fins de l'administration et établir des bureaux pour faciliter les transactions entre ceux qui désireront s'établir sur des terres actuellement libres, et ceux, d'autre part, qui possèdent de telles terres et seraient disposés à les vendre à termes.

4. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la colonisation:

1. À acquérir, par échange ou autrement, toute terre ou territoire si cette acquisition est jugée nécessaire pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et à procéder à la vente de ces terres ainsi acquises ou toute partie d'icelles, aux termes et conditions qui pourront être jugés avantageux et équitables;

2. À négocier avec les personnes propriétaires de terres libres, au sens du paragraphe *b* du paragraphe 1 de la résolution 3 pour les aider à disposer de leurs terres en faveur de toutes autres personnes qui seront dans les conditions voulues par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pour obtenir des octrois ou des prêts;

3. À faire toute convention ou tout arrangement avec le gouvernement du dominion ou toute corporation municipale de cette province, ou avec les deux, aux fins de promouvoir les intérêts de la colonisation et du retour à la terre;

4. À faire exécuter tous travaux d'arpentage et de classification des terres qui sont actuellement sous son contrôle ou qui pourront à l'avenir l'être;

5. À faire exécuter tout travail jugé nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider et assurer l'expansion et le succès de la colonisation et du retour à la terre.

5. Que, sur et à même la somme prévue à la résolution 2, pourront être acquittés, en totalité ou en partie, toutes dépenses résultant généralement de toutes lois concernant la colonisation et le retour à la terre et tous octrois ou primes autres que celles de défrichement et de labour qui pourront être accordés, ainsi que les dépenses jugées nécessaires pour donner suite à tout contrat ou transaction comme à toute initiative résultant de ces lois, et généralement pour exécuter tout ce qui pourra être nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider ou assurer l'expansion ou le succès de la colonisation et du retour à la terre.

6. Que tous les octrois, primes ou allocations annuelles ou particulières, versés en vertu des présentes résolutions seront incessibles et insaisissables.

7. Que le personnel jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourra être nommé conformément aux dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou de la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), suivant le cas.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre de la Colonisation, les montants que le gouvernement de la province est autorisé à dépenser en vertu des présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, jusqu'à concurrence du montant de dix millions mentionnés dans la résolution 2 ci-dessus, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province; et que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

9. Que le ministre de la Colonisation sera chargé de la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Avec les dix millions que la Chambre lui votera, le gouvernement établira 25,000 colons ou fils de fermiers sur les terres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) nous parle d'un octroi de dix millions. Pourrait-il nous dire quand ces sommes vont être dépensées?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

On va commencer immédiatement après la sanction de la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur une période de combien de temps?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Sur une période de deux ou trois ans. Cela dépendra du nombre de colons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien dépenserez-vous par année?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Cela dépendra du nombre de demandes reçues et approuvées. Nous donnons \$300 à chaque fils de cultivateur. Actuellement, le nombre de ceux qui veulent s'établir sur des terres est assez élevé. Lorsque tous les octrois auront été accordés, nous pourrions fournir des chiffres précis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais savoir comment vont être dépensés les dix millions.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous disposerons de \$3,000,000 pour établir 10,000 fils de cultivateurs sur des terres libres; \$1,000,000 pour établir 2,000 qui ne sont pas fils de cultivateurs sur d'autres terres libres; \$6,000,000 pour établir 10,000 colons.

Le gouvernement n'achète pas les terres libres. Il donne simplement \$100 par année au propriétaire de la terre libre, comme versement sur l'achat de la terre. En plus, le gouvernement prête \$500 pour acheter un roulant. Mais si le fermier manque à ses obligations, le propriétaire reprendra sa terre. On s'attend à avancer ainsi, sous cette forme de prêts, la somme de \$100,000 qui, remboursée, retournerait au fonds des \$10,000,000, avancés en vertu de la présente loi.

Lorsqu'un groupe de colons sera dirigé vers une région quelconque, des équipes de classificateurs seront dans chacune des régions, dès le printemps prochain, pour indiquer aux colons les lots qu'ils doivent prendre. On assurera ainsi à ces colons les terres les plus fertiles.

Actuellement, 850 fils de cultivateurs ont reçu leur premier versement de \$100 de l'octroi de \$300. En plus, 934 autres fils de cultivateurs en bénéficieront du moment que la loi sera votée, et l'on enquête présentement sur 1,418 demandes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je suis surpris de l'incurie du gouvernement. Il y a huit ans que se pose le problème de l'établissement des fils de cultivateurs. Ce n'est pas le temps des enquêtes sur les origines du mal. Non seulement le gouvernement ne prévoit pas, mais il ne voit pas. Il enquête quand augmente sans cesse le nombre de jeunes gens condamnés à l'inaction. Ce que le gouvernement veut savoir, tout le monde le sait excepté lui.

Si les demandes se chiffrent à 6,755<sup>5</sup>, il y en a donc 55,000 au moins dans la province qui n'ont pas confiance au plan du gouvernement, et celui-ci ne connaît que un dixième de la vérité. Le ministre,

dont la nomination a été accueillie par des sons de trompette dans les journaux ministériels, devait être un rénovateur. Il n'en est rien. Il va à l'école pour apprendre ce que tout le monde sait. Il n'a pas été nommé pour cela, mais pour agir. Qu'est-ce qu'il attend?

Il y a eu 850 cultivateurs qui ont reçu leur \$100. Va-t-on prendre cette somme de \$85,000 à même de dix millions?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Non. Le chef de l'opposition pourrait au moins se souvenir des faits. Un ordre en conseil a été passé au mois de juin 1933 fixant à dix par comté le nombre de colons que nous pouvions établir; en avril 1934, ce nombre a été porté à vingt; et quinze jours après le congrès, cet automne, le lieutenant-gouverneur en conseil a fait disparaître cette limite de vingt. L'an dernier, une somme de \$85,000 a été dépensée pour cette fin, déjà. La Chambre a voté un octroi supplémentaire de \$15,000 pour la colonisation et il y eut un mandat spécial pour \$70,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Savez-vous, actuellement, où vous allez placer ces colons?

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose la même question.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous les placerons le plus proche possible de chez eux, comme je l'ai déjà expliqué. Ainsi, les colons de Témiscouata seront établis de préférence dans Témiscouata; ceux de Labelle, dans Labelle; ceux de Gaspé, dans Gaspé; ceux des Cantons-de-l'Est, dans les Cantons-de-l'Est. Ceux qui manifestent le désir d'aller faire de la terre neuve dans l'Abitibi ou le Témiscamingue auront l'occasion de la faire.

Le gouvernement sait exactement combien il y a de lots disponibles dans chaque région. Il y en a 8,874 en Abitibi; 2,754 au Témiscamingue; 618 dans Gaspé-Nord; 423 dans Gaspé-Sud; 720 dans Bonaventure; 1,246 dans Matane; 281 dans Matapédia; 913 dans Rimouski et 470 dans Saguenay.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien y a-t-il encore de lots en bois debout?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** La nomenclature sera faite dans les endroits où on établira les colons. La somme de \$10,000 sera répartie comme nous l'indiquons plus haut.

D'ici un mois, par l'intermédiaire des sociétés de colonisation, on aura une très bonne idée du nombre de colons de la région de Montréal et de Québec qui veulent s'établir et des endroits où ils veulent aller. Il est bien entendu que le gouvernement veut remplir les vides dans les vieilles paroisses. En un mot, il prendra tous les moyens possibles pour assurer le retour à la terre et le succès de son plan de colonisation. Si le député de Trois-Rivières veut critiquer, s'il veut être le seul à faire de la politique avec cette question, s'il veut faire bande à part, c'est son droit, la province le jugera!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La politique du placement des fils de cultivateurs est plutôt la politique du placement des votes électoraux.

À l'heure où l'œuvre de colonisation s'avère impérieuse, qu'il faudrait procéder largement et sans délai, l'incurie du gouvernement depuis plusieurs années a été telle qu'il ne peut pas agir, mais qu'il lui faut tenir des enquêtes, tergiverser, tourner autour de la question. On ne peut plaider surprise ni ignorance, car depuis des années le problème du placement des fils des cultivateurs est à l'état aigu. Le nombre des jeunes gens sans emploi augmente sans cesse. Et, comme remède, le gouvernement attend le résultat d'enquêtes et ne fait rien.

Il prend des renseignements sur le nombre de fils des cultivateurs chômeurs, quand tout le monde sait qu'il y a 60,000 jeunes gens à ne rien faire. Seul le gouvernement ne le sait pas apparemment.

Le député de Montréal-Saint-Jacques devait être le surhomme, le renovateur, l'homme énergique et d'action. Or, qu'a-t-il fait depuis, sinon aller à l'école pour apprendre qu'il y a des chômeurs, que 60,000 de nos jeunes gens ne peuvent trouver de l'emploi?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

En somme, le gouvernement a offert des avantages aux cultivateurs. Ceux-ci ont répondu par 6,750 demandes, et cela date à peine du mois d'octobre. Il y a, en plus, la question des négociations indispensables à faire. À tout événement, le mouvement s'annonce sous les augures les plus favorables.

Le chef de l'opposition veut laisser entendre que je ne connais rien, que je fais des enquêtes pour apprendre ce que tout le monde sait, notamment au sujet du nombre de nos fils de cultivateurs. Je lui citerai à titre de renseignement, comment on en est arrivé à ce chiffre. J'ai demandé à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal comment elle avait colligé

ses renseignements sur ce point, chiffres cités par le député de Trois-Rivières. Le secrétaire m'a répondu en fin de janvier 1935, que la Société avait envoyé des questionnaires à mille municipalités. Sur ce nombre, 482 ont répondu que parmi les jeunes gens de 16 ans et plus, il y en avait 33,000 sans emploi. D'où on a conclu que s'il y avait 33,000 jeunes gens sans emploi dans 500 municipalités, on pouvait sans crainte d'erreur fixer le nombre de ces jeunes gens sans emploi à 63,000 environ. Ce sont là, on le voit, des chiffres approximatifs seulement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces renseignements se trouvaient déjà dans les statistiques fédérales. Le ministre aurait trouvé tout cela en blanc et en noir. Mais le ministre ne savait pas ça. Ces renseignements existaient depuis 1931, mais le ministre est si bien renseigné qu'il écrit à la Saint-Jean-Baptiste pour le savoir.

La situation s'aggrave de mois en mois, le chômage augmente, notre ordre social est compromis, mais tout ce que le ministre de la Colonisation trouve de mieux à faire comme action et initiative pour remédier au mal, c'est d'écrire à la Saint-Jean-Baptiste. Nous avons besoin d'un gouvernement qui écrive moins et agisse plus, qui fasse preuve de moins d'incurie et de politiccillerie.

Lorsque le gouvernement a annoncé sa prime de \$100 pour le placement des fils de cultivateurs, il y avait des années que le problème se posait. Toutefois, il ne l'a mise en pratique qu'une année plus tard, après que l'arrêté ministériel eût été passé. Il est probable que le ministre de la Colonisation écrivait à la Saint-Jean-Baptiste au lieu d'agir.

Mais comme les élections approchaient, le gouvernement a décidé qu'il fallait faire quelque chose. Et après bien des discours, congrès, etc., sur les 66,000 jeunes gens sans emploi, il a réussi à donner \$100 à 900 jeunes gens pour s'établir. Et encore, on sait trop comment la chose a été pratiquée. Les allocations servent à faire de la petite politique. Les députés vont voir leurs cabaleurs et leur promettent \$100 pour l'établissement de leurs fils, et ce, en plein temps de crise.

Après cela, on nous demande d'avoir confiance dans le gouvernement actuel. Il ne sait pas où il va, si l'argent va être dépensé dans deux ans, trois ans ou plus. C'est de la colonisation à camouflage; on va à l'aveuglette, sans plan défini. Il est pourtant reconnu que la colonisation sans plan défini est vouée à la faillite.

En vertu du plan Vautrin, le colon va recevoir au maximum \$395. Avec le plan Gordon, il recevait

\$700. Et une bonne partie des \$395 représenteront sans doute des pitons sans compter que l'on a déjà réduit les primes de labour et défrichement de 16 à 70 %.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** En vertu du plan Gordon, combien sont partis pour s'établir sur des terres, et combien sont revenus?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** La première année, 527 familles; la deuxième, 380 familles, et cette année, 60 familles. Québec et Montréal, cette année, ont jugé à propos de ne pas envoyer de colons.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Sur ceux qui sont partis combien sont revenus?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Environ 10 %. En fait, 300 colons de Montréal, qui auraient été établis en vertu du plan Gordon, vont partir ce printemps sous l'égide du plan Vautrin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la somme maxima qu'un colon va recevoir?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous payons d'abord le transport du colon et de sa famille. Le maximum, sur cet item, devrait être de \$100. Si le colon prend sur son propre lot le bois nécessaire à la construction de sa maison, il recevra moins.

Celui qui n'aura pas de bois pourra retirer \$100 pour sa maison. Il y a ensuite la prime de défrichement, dont le maximum est de \$75. Si le colon ne peut réussir avec cela, il recevra la prime du colon nécessaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre admet que la classification va être faite par les inspecteurs, une fois le colon rendu à destination. Mais la classification des lots devrait être faite depuis longtemps. En plus des primes ordinaires prévues par les lois provinciales passées avant celle-ci, le colon va retirer environ \$275. Est-ce suffisant? Avec les primes ordinaires, le colon va retirer à peine \$395. Avec le Plan Gordon, un colon retirait \$600. Le ministre dans une déclaration récente, a dit une chose contraire aux faits, lorsqu'il a déclaré que l'insuccès du plan Gordon était dû au fait que les municipalités devaient payer \$233 en vertu du plan Gordon et que le gouvernement provincial n'avait pas le droit de payer leur part.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le ministre n'a pas dit ça.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Colonisation l'a dit.

Pourquoi donc le gouvernement a-t-il critiqué ce plan? Le ministre a répondu: C'est parce que les municipalités ne peuvent pas payer.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable chef de l'opposition sait que le gouvernement provincial ne pouvait payer à la place des municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre fait injure à son collègue en laissant croire qu'il ne peut donner lui-même les explications nécessaires. En vertu d'un statut de 1933, le gouvernement avait le droit de le faire. La loi du chômage déclare en toute lettre que le gouvernement a le droit d'absorber toute part des municipalités, pour fins de chômage.

Le gouvernement avait d'ailleurs le pouvoir de la payer auparavant. Pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas payée, la part des municipalités? Comme toujours, il a voulu faire de la petite politique. Un ministre n'a pas le droit d'ignorer une loi pour se défendre.

En fait, dit-il, ça n'est pas le plan qui est mauvais, mais l'incurie du gouvernement qui ne voulait pas payer. Non seulement il ne voulait pas payer, mais il a poussé le cynisme jusqu'à vouloir faire payer la part des municipalités en avance, afin de leur faire financer l'entreprise, sans bourse délier. Le gouvernement n'avait pas le droit de dire qu'il ne pouvait payer à la place des municipalités. Non, le gouvernement ne voulait pas du plan Gordon, parce qu'il ne pouvait pas faire de petite politique et de patronage avec ce projet, et il a fait son petit plan à lui, pour atteindre ses fins. Et l'on sait que l'argent de la colonisation a été volé en plusieurs cas par des employés du gouvernement qui sont encore en fonctions, qui ont encaissé des sommes de l'argent public, pour leur bénéfice et qu'on n'a pas encore renvoyés.

Depuis des années, on a dirigé les colons, en maintes circonstances sur des terres incultes; ou bien on s'est servi de l'argent de la colonisation pour faire de la corruption électorale. Le département de la Colonisation a été par excellence le département de la corruption électorale, sous son jour le plus abject. Je dis que l'argent du département a été volé par des employés du gouvernement et que ces gens sont encore à l'emploi du gouvernement. Allons-nous avoir confiance en eux? L'argent de la colonisation en 1931 a servi à faire de la corruption électorale.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Le chef de l'opposition dit que mon plan ne vaut rien. Le chef de l'opposition n'a pas confiance au ministre de la Colonisation. Je me console en me disant qu'il est impossible d'avoir sa confiance: c'est son rôle de critiquer. Quel que soit d'ailleurs le travail que je puisse faire, le chef de l'opposition ne sera jamais content et critiquera quand même. Mais je n'ai pas besoin de son témoignage. Je connais le service de la colonisation bien mieux que lui. S'il y a eu tellement de corruption depuis trois ou quatre ans, comme il l'affirme, pourquoi ne l'a-t-il pas dénoncé l'an dernier?

Mon honorable ami a parlé de classification. Je puis lui dire que nous avons pris toutes les précautions. La classification est faite, mais des inspecteurs partent avec les colons; ils examinent de nouveau les lots; si un lot ne convient pas à un colon, l'inspecteur lui en attribue un autre. Pourquoi le chef de l'opposition ne fait-il pas ses suggestions? Pourquoi, au lieu de condamner tout, n'a-t-il pas présenté ses idées? Pourquoi n'est-il pas venu au congrès de la colonisation l'automne dernier? Il était invité et il aurait pu faire ses suggestions. Il aurait pu suivre les séances.

Il est même venu au parlement un des deux soirs du congrès, mais il n'est pas venu nous rejoindre au café du parlement où se tenait le congrès. Pourquoi? Depuis que je suis ici, j'ai fait mon devoir, j'ai rendu service à ma province. Mon projet a été accepté par la province. Tout le monde a accepté le nouveau plan. Il n'y a que le chef de l'opposition qui s'est levé pour dire que le ministre de la Colonisation ne connaît rien, qui prétend que notre plan n'est pas bon. Il s'est promené dans la province, l'automne dernier, pour dire que je suis un incompetent.

Il a eu, au cours de ses assemblées politiques, des paroles bien amères. Si je suis incompetent, je ne dois pas rester ministre, je dois m'en aller. Ce serait du devoir du premier ministre de me remplacer.

Mais qu'il le prouve si je suis incompetent, qu'il dise ce que nous avons fait de mauvais, qu'il démontre que le gouvernement actuel n'est pas bien disposé envers les cultivateurs et les colons. Est-ce parce que le gouvernement veut faire précéder les colons des classificateurs qui jugeront de la qualité des lots? S'il a des accusations à porter, qu'il les porte de son siège de député, ce qui sera plus brave.

Le chef de l'opposition prend la défense du plan Gordon. La chose est assez simple. Le gouvernement provincial a passé une entente avec le gouvernement fédéral pour donner \$700 au colon. Le

défaut du plan Gordon, qui a fonctionné deux ans, c'est que les municipalités ne pouvaient et ne voulaient pas souscrire leur part. J'ai demandé au gouvernement fédéral s'il voulait absorber avec la province, la part des municipalités. Il n'a pas voulu. L'autre défaut du plan, c'est qu'il était limité aux chômeurs ou à ceux qui étaient près de l'être. Le gouvernement a été obligé de l'abandonner. Que l'honorable Gordon étende son plan à tous les hommes de bonne volonté indistinctement, qu'il consente à financer la colonisation de moitié avec le gouvernement provincial, et celui-ci ne demandera pas mieux que de continuer l'application. Mais il fallait plus que ce que le gouvernement fédéral consent.

Le plan Vautrin admet au contraire tout le monde.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce dernier (M. Vautrin) a noté que j'avais dénoncé des employés du gouvernement canailles. Il me demande pourquoi je ne les ai pas dénoncés avant? Remarquez que le ministre n'a pas nié et qu'il n'est pas en état de nier. Pourquoi je ne les ai pas dénoncés avant? C'est que nous n'avons pas le devoir d'administration et que ce n'est pas à nous de faire la police pour le gouvernement dans le cas d'abus dont le ministre est au courant. Est-il vrai que le gouvernement soit si malade qu'il faille que l'opposition lui indique tout?

Le ministre a parlé du plan Gordon. Le ministre veut savoir en quoi son plan est défectueux. Ça fait une heure que je l'explique. Nous sommes ici pour faire de la politique provinciale. Le premier ministre s'est déjà vanté de pouvoir tout faire sans le secours d'Ottawa. Mais aujourd'hui, il passe son temps à se cacher derrière le gouvernement fédéral.

Le ministre de la Voirie a admis que le gouvernement pouvait payer la part de la municipalité. Le ministre condamne le plan Gordon parce qu'il est fait pour les chômeurs. Mais pour qui donc est fait le plan Vautrin, si ce n'est pour venir au secours des chômeurs?

Le grand mal de la situation présente, c'est que la classification est une œuvre de longue haleine, et non une œuvre qui puisse se préparer en cinq minutes. Il lui fallait comme préparation la classification des terres et un inventaire de la situation des colons qui n'ont jamais été faits et que le gouvernement, au surplus, a toujours refusés.

Il (M. Duplessis) explique qu'il n'est pas venu au congrès pour la raison suivante: Le congrès n'a été qu'une manœuvre politique.

Voici ce que j'ai dit dans ma campagne, l'automne dernier. Lorsqu'un médecin soigne une

famille de dix enfants et qu'il en a déjà tué cinq, par incompetence, le plus pressant n'est pas de réunir un congrès de médecins, mais de changer d'abord le médecin.

Le gouvernement a demandé un congrès. Pourquoi un congrès? Pour voter l'argent? Le congrès ne pouvait voter un sou. C'était une session de la Législature qu'il fallait convoquer alors. Un congrès pour se renseigner? Mais il n'y a rien dans le plan du ministre qu'un homme renseigné ne savait pas depuis 15 ans. Pour avoir des colons? Il semble que la chose est déjà faite depuis des années, puisqu'il y a 60,000 de nos jeunes gens sans emploi. Il n'était pas besoin de congrès pour décider ça. Pour trouver un plan? Mais en quoi le plan actuel diffère-t-il de ce qui existait auparavant? Si l'opposition s'est tenue à l'écart quand tant de personnages éminents acceptaient l'invitation du gouvernement, c'est que l'opposition, groupement politique, est plus au courant qu'eux de la situation politique.

**Une voix:** C'est ça politicien!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La vérité c'est que le gouvernement actuel n'a jamais cru à l'œuvre de colonisation.

L'an dernier, nous avons demandé au gouvernement d'augmenter les subsides à la colonisation. Tous les ministériels et le ministre actuel de la Colonisation ont voté contre l'amendement suivant, proposé par M. Élie:

"Cette Chambre estime que l'établissement de la jeunesse de notre province, notamment de nos fils de cultivateurs, constitue depuis quelques années, un problème urgent, à la solution duquel il est du devoir du gouvernement de consacrer les ressources nécessaires;

"Recommande au gouvernement: d'augmenter considérablement et sans plus de retard les subsides à l'agriculture et à la colonisation; d'assurer le maintien des cultivateurs sur la terre; d'appliquer une politique agricole familiale; de mettre en vigueur un système de colonisation complètement libre, débarrassé de toute préoccupation de parti, d'après un plan d'ensemble réparti sur plusieurs années; d'ouvrir à la colonisation les terres propres à l'agriculture, en faisant disparaître les entraves actuelles provenant du ministère des Terres, de certains marchands de bois et de certains propriétaires de domaines seigneuriaux."

Le ministre de la Colonisation, lui, l'apôtre de la colonisation, a voté contre cette motion qu'il condamnait. Nous en avons, un plan, dans notre

motion. Et il veut que nous croyions maintenant à la sincérité du gouvernement?

Le plan du ministre n'apporte rien de nouveau, je le répète. Il voulait que nous allions au congrès?

Il a voté aussi contre une motion de M. Béique qui disait ce qui suit:

"Que l'œuvre de la colonisation en cette province est d'une importance vitale; qu'il est urgent d'assurer le succès de la colonisation de cette province; qu'il faut assurer à l'œuvre de la colonisation des éléments de permanence et de continuité qui lui sont indispensables; que cette Chambre recommande respectueusement au gouvernement de procéder sans plus de retard, au moyen d'un organisme offrant toutes les garanties de diligence, de compétence et d'impartialité, à séparer complètement et définitivement, du domaine forestier, le domaine propre à la colonisation en cette province."

Le ministre a voté contre ces demandes, et il croit que nous serions assez naïfs pour ajouter foi aux machinations politiques organisées pour surprendre la bonne foi des autorités en qui nous avons la plus entière confiance. Le gouvernement se sert de la colonisation comme tremplin politique, il fait servir à ce vil usage une œuvre admirable, dans le but de faire des élections sur la même base qu'en 1931. On veut tout simplement escamoter les votes des électeurs.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le député de Trois-Rivières a dit qu'il y avait encore des canailles dans mon département.

Il n'y a pas de canailles dans mon département, je n'en connais pas, et si vous en connaissez, ayez le courage de dire leurs noms.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avec plaisir je vous les donnerai.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Le député de Trois-Rivières a parlé du plan Gordon. Je le répète, les deux défauts étaient de ne s'appliquer qu'aux chômeurs et d'obliger les municipalités à y contribuer, tandis que le nôtre s'applique à tout le monde, chômeurs ou non. Le chef de l'opposition était invité au congrès et il n'a pas voulu venir. C'était son affaire; c'était son droit de ne pas venir. Mais quand il parle de tremplin électoral, je proteste. On sait ce qu'il aurait dit, s'il n'avait pas été invité à

assister à celui de cet automne. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs qu'il y a des congrès dans la province. Mgr Labelle en a organisé un avec succès. Il y en a eu en 1884, en 1898, en 1905 et en 1923, et les autorités religieuses y ont toujours pris part. Il y a eu, en 1933, un congrès à Rimouski pour le retour à la terre.

Or, il n'y a que le chef de l'opposition qui parle de politique dans cette affaire. Les autres travaillent avec nous, mais lui parle de politique. Il y a quelques années, le 4 février 1920, M. Arthur Sauvé, chef de l'opposition, reprochait au gouvernement de ne pas organiser de congrès de colonisation. Il en eut un, en 1923, convoqué par l'honorable M. Perrault. Et M. Sauvé signalait le succès remporté par le congrès qu'avait organisé l'honorable M. J.-E. Perrault, en 1923.

Le chef de l'opposition ne se souvient donc pas que son prédécesseur, l'honorable M. Arthur Sauvé, nous reprochait de ne pas organiser de congrès de colonisation, et le député des Trois-Rivières nous reproche d'en avoir tenu un! Ces messieurs pourraient accorder leurs violons!

Il (M. Vautrin) rend hommage au développement qu'a subi la colonisation sous l'impulsion de son collègue, à la suite de ce congrès.

Je suis certain que le chef de l'opposition regrette de n'avoir pas assisté au congrès. C'est lui qui en fait de la politique. N'en déplaît au chef de l'opposition, la colonisation a marché à grands pas. Qu'il dise donc ce qu'il y a de mauvais dans notre plan!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Encore?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Veut-il que je le répète pour la cinquième fois?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Que le chef de l'opposition dise donc une fois pour toutes en quoi notre plan de colonisation est mauvais, au lieu d'aller sur les tréteaux, comme il le fit l'an dernier pour dénigrer le ministre! Est-il contre les octrois? Je voudrais qu'il le dise au lieu de ridiculiser le ministre de la Colonisation, comme il essaie de le faire. Pourquoi ne dit-il pas ce qu'il trouve de mauvais, ce qu'il y a de faux? Qu'est-ce qu'il y a dans le plan qu'il n'aime pas? Qu'il parle de son siège. Qu'il parle clairement.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'a pas encore compris. Je vais répéter pour la cinquième fois.

Le projet du gouvernement est mauvais, parce qu'il est un encouragement et une invite à la politiaillerie, parce que cet octroi de \$300, tel qu'organisé et appliqué, a été condamné par les autorités agricoles, en principe, insuffisants au surplus pour l'établissement d'un colon. Personne ne prétendra sérieusement qu'avec \$100 le gouvernement va établir un fils de cultivateur de façon sérieuse. C'est un octroi qui servira uniquement à des fins électorales.

Le projet gouvernemental est mauvais, parce qu'il n'a pas fait de classification des terres, qui est absolument nécessaire, si on veut faire quelque chose de rationnel et de logique et durable. Or, le gouvernement n'a pas encore fait cette classification. Elle n'est pas commencée, même. C'est le ministre qui l'avoue, puisqu'il dit que, ce printemps, des équipes de classificateurs vont indiquer aux colons au fur et à mesure des lots à prendre. C'est-à-dire qu'on va envoyer les colons un peu l'aventure. Et s'il y a des lots arables, tant mieux, s'il n'y en a pas, le colon s'arrangera comme il pourra.

Le projet est défectueux, parce qu'il n'est pas basé sur des renseignements précis indispensables, parce que le plan n'est pas organisé sur une base d'ensemble et de permanence et de stabilité, embrassant plusieurs années et nettement compréhensif; parce qu'on n'a pas séparé le domaine forestier du domaine de colonisation; parce que le système d'échanges des lots est trop lent, de l'aveu même du ministre de la Colonisation, qu'il oblige le colon à se courber devant la grosse compagnie; parce que le gouvernement a été d'une incurie telle qu'on laisse le marchand de bois couper le bois, avant que le colon arrive, comme en témoigne le député provincial de Beauce; le plan ne comporte pas de mesures pour parer aux abus signalés dans le passé; parce qu'on a fermé le domaine forestier colonisable au colon, au préalable, avec l'hypothèque de \$483,000,000, avec les réserves forestières; parce que le projet a été précédé d'une diminution des primes de colonisation de 16 % à 70 %; enfin, parce que le projet n'a pas été précédé des mesures préliminaires indispensables.

C'est un système mauvais, parce que le gouvernement n'a pas fait disparaître les entraves à la colonisation. Je pourrais continuer. Le grand mal, c'est qu'on va employer le projet de colonisation à du patronage politique odieux, qu'on distribuera par exemple des animaux à Pierre ou Jacques qui n'ont jamais été colons de leur vie, comme en 1931. Le plan permet le renouvellement des méthodes fausses, des méthodes électorales de 1931.

Bref, le plan Vautrin, ce n'est pas un plan de colonisation, c'est un plan électoral, c'est la colonisation des voteurs.

(Applaudissements à gauche)

Si le plan Gordon est bon pour les chômeurs, pourquoi le gouvernement ne continue-t-il pas à l'appliquer aux chômeurs, tout en appliquant le sien aux autres personnes? Quand le gouvernement veut commencer à appliquer son plan?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Dès que la loi sera votée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut savoir quel montant le gouvernement doit encore aux colons.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** répond que les sommes impayées, qui ne sont pas encore approuvées par l'auditeur provincial, sont de \$10,000 à \$12,000.

**M. Fisher (Huntingdon)** indique au ministre que l'octroi de \$300 pour l'établissement des fils de cultivateurs est tout à fait insuffisant, surtout si l'on envisage de les envoyer dans les vieilles régions. Il se dit en faveur de l'ancien système, le seul pouvant assurer le succès du plan. Il ajoute qu'on ne peut y arriver sans que des octrois plus importants soient distribués.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que l'on cesse la pratique de distribuer l'argent de la colonisation dans les vieilles paroisses pour toute autre fin que la colonisation, comme la chose s'est pratiquée sur une grande échelle depuis de nombreuses années. Est-ce que le ministre peut nous garantir que les argents votés ne seront pas employés à des fins autres que la colonisation?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Que voulez-vous dire?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est déjà arrivé, dit-il, que des argents votés pour la colonisation aient été employés à des travaux de voirie.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Les \$10,000,000 ne seront dépensés que pour les colons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** affirme que tout en prenant note de la parole du ministre, il aurait beaucoup plus confiance dans un texte de loi sans ambiguïté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il paraît que le ministre a déjà ouvert des bureaux à Montréal?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous avons un bureau de la colonisation à Montréal, et il fonctionne régulièrement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que la demande du ministre est urgente?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Si elle n'était pas urgente, je ne la ferais pas tout de suite!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, plutôt que de tenir un congrès, pourquoi le ministre n'a-t-il pas convoqué une session spéciale? (Rires à droite) Pourquoi a-t-on attendu sept semaines avant de présenter le projet de loi?

**M. Barré (Rouville):** Dans les cas où un cultivateur voudra vendre sa terre, est-ce que le gouvernement se rendra garant?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il s'agit d'abord des terres libres, car nous voulons remplir les vides dans la paroisse. Si l'acheteur veut s'engager à payer une certaine somme d'argent, le gouvernement lui donnera \$100 par année, pendant trois ans, à condition que cet argent serve à payer l'intérêt ou le fonds d'amortissement. Et si l'acheteur abandonne sa terre, le gouvernement se réserve le droit d'en placer un autre à sa place. Si celui-ci ne réussit pas, l'ancien propriétaire, le vendeur, rentrera en possession de sa propriété.

**M. Lamoureux (Iberville):** Mais les terres libres, abandonnées, elles ne doivent pas valoir grand' chose? L'octroi de \$300 pourra aider, mais il sera insuffisant, si nous avons bien compris. Je propose, dit-il, qu'on emploie les colons pour les travaux publics entrepris près des établissements afin de bonifier l'octroi de \$300. Le plan Vautrin est bon, à mon avis.

**M. Béïque (Chambly)** veut savoir combien a été dépensé dans son comté pour la colonisation.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous discuterons cela lorsque le gouvernement demandera des subsides pour la colonisation.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Si le gouvernement Bennett avait rempli les promesses qu'il a faites en 1930, les cultivateurs des campagnes et les chômeurs des villes n'auraient pas besoin d'un plan de colonisation. Ce plan de colonisation est

complet. Toutefois, dans les villes, les fils de citoyens ne pourront pas en profiter. Plusieurs seraient prêts à s'en aller dans les centres de colonisation où on pourrait les grouper. C'est un problème que je soumetts au ministre.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Questions et réponses:**

##### **Contributions municipales et scolaires, Commission municipale de Québec**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 15 février 1932 au 1<sup>er</sup> mars 1935:

1. Combien a été payé à la Commission municipale de Québec, à quelque titre que ce soit, par toutes et chacune des corporations municipales et des corporations scolaires de la province?

2. Combien est dû, à quelque titre que ce soit, à la Commission municipale de Québec, par toutes et chacune des corporations municipales et des corporations scolaires de la province?

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. et 2. (Voir le tableau à la page suivante)

*Corporations municipales:*

	<i>Payé</i>	<i>Dû</i>
Amherst, canton.....	\$1,038.95	.....
Aylmer, ville.....	3,016.82	218.40
Saint-Augustin, paroisse.....	294.24	289.78
Sainte-Anne-de-Chicoutimi, village.....	226.93	598.49
Saint-Ambroise, paroisse.....	167.30	362.62
Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, village.....	311.68	827.34
Bagotville, ville.....	428.48	943.52
Black-Lake, ville.....	1,210.19	16.35
Bégin, canton.....	56.50	659.22
Bourget, canton.....	342.01	452.77
Saint-Benoit-Joseph-Labre, village.....	324.56	1,610.84
Bagot, partie nord-ouest, canton.....	.....	545.43
Bergeronnes, canton.....	427.32	10.44
Saint-Camille-de-Lellis, paroisse.....	265.06	10.44
Saint-Cœur-de-Marie, village.....	.....	613.15
Cap-Chat, village.....	570.71	370.31
Chicoutimi, cité.....	745.64	2,487.79
Chandler, village.....	1,496.43	223.80
Chicoutimi, (rurale).....	704.42	26.00
Cap-de-la-Madeleine, cité.....	2,183.85	.....
Delisle, canton.....	.....	1,150.13
Escoumains, (rurale).....	411.38	20.65
Saint-Fulgence, paroisse.....	174.70	570.37
Saint-François-de-Pabos.....	86.70	286.77
Greenfield Park, ville.....	31.23	3,213.00
Grande-Baie, (rurale).....	393.31	63.60
Saint-Henri-de-Taillon, paroisse.....	430.02	434.62
Saint-Honoré, paroisse.....	1.50	956.56
Saint-Joseph-d'Alma, ville.....	2,336.16	249.83
Saint-Joseph-d'Alma, (rurale).....	1,311.88	173.41
Saint-Jérôme, village.....	332.85	569.23
Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, village.....	224.78	953.22
Jonquière, ville.....	32.15	.....
Saint-Jérôme, paroisse.....	442.06	274.64
Saint-Joachim-de-Tourelle, paroisse.....	.....	202.91
La Sarre, canton.....	.....	19.76
Laval-des-Rapides, ville.....	1,405.74	169.15
Sainte-Lucie-de-Beauregard.....	.....	413.54
La Tuque, ville.....	609.90	1,931.28
Low, canton.....	32.70	.....
Laterrière, village.....	147.70	46.00
Macamic, village.....	472.21	74.47
Saint-Michel-de-Mistassini, (rurale).....	699.56	20.75
Notre-Dame-de-la-Doré, paroisse.....	961.24	20.20
Québec-Ouest, ville.....	624.74	1,875.71
Rivière-du-Moulin, village.....	300.45	26.00
Saint-Siméon, village.....	591.56	10.44
Taché, canton.....	656.43	88.30
Tremblay, canton.....	1,043.80	26.00
Villeroy, (rurale).....	65.25	237.48
Val-Barrette, village.....	<u>227.11</u>	<u>672.69</u>
Totaux.....	\$27,858.20	\$25,017.40

<i>Corporations scolaires:</i>	<i>Payé</i>	<i>Dû</i>
Sainte-Anne-de-Chicoutimi.....	\$ 75.63	\$ 457.58
Aylmer, ville.....	1,020.20	128.40
Saint-Augustin, paroisse.....	166.70	136.13
Bagotville, ville.....	135.83	641.79
Black-Lake, ville.....	533.85	10.44
Bourget, canton.....	154.78	698.95
Saint-Camille.....	257.80	10.43
Chicoutimi, cité.....	270.63	3,427.34
Saint-Cœur-de-Marie, village.....	.....	399.68
Escoumains.....	562.18	10.44
Garnier.....	100.60	187.04
Saint-Honoré.....	.....	781.24
Harvey.....	.....	313.54
Saint-Jérôme, village.....	263.53	489.80
Saint-Jean-l'Évangéliste.....	27.50	419.26
Saint-Joseph-d'Alma, village.....	1,303.99	58.09
Jonquière, ville.....	86.23	.....
Labrecque, canton.....	.....	388.57
Saint-Michel-de-Mistassini, paroisse.....	650.53	36.37
Pérignonka.....	430.10	105.25
Québec-Ouest, ville.....	117.80	62.46
Saint-Rémi-d'Amherst.....	550.92	202.90
Royal-Roussillon.....	506.27	.....
Rivière-Bleue.....	.....	891.78
Saint-Siméon, village.....	556.41	31.24
Suffolk.....	111.68	369.15
Taché, canton.....	69.97	417.34
Villeroys.....	276.41	31.21
Totaux.....	\$ 8,229.54	\$10,706.42

<i>Résumé</i>	<i>Payé</i>	<i>Dû</i>
Corporations municipales et scolaires.....	\$36,087.74	\$35,723.82

#### **Obligations de l'hôpital Saint-Luc**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

**M. Drouin (Québec-Est)** dit qu'il dissocie sa responsabilité de ces amendements apportés à la clause visant le salaire du président. Le bill original disait: le Bureau "peut" payer un salaire de \$2,400, tandis que l'amendement dit le Bureau "doit".

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Lévis**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de LaSalle**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 98 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Royal Trust Company**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 concernant le titre de la Royal Trust Company à un terrain dans la cité de Montréal.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Geo. Christie Canada Limited**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie Geo. Christie Canada Limited.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Succession J.-A. Massue**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Décès de M. Armand Lavergne**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il croit de son devoir de signaler un événement douloureux: la mort d'un homme dont il a connu le désintéressement, M. Armand Lavergne, député de Montmagny.

C'est avec une vive émotion que j'ai appris la mort de ce grand Canadien qui fut un avocat illustre, un orateur magnifique que l'on ne pourra pas oublier, un patriote qui se dévoua aux siens sans cesse. M. Lavergne a été un des représentants les plus distingués de la race canadienne française. Je m'incline sur sa tombe, sur la tombe de cet ami dont nous avons suivi la carrière avec une si vive admiration.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je m'associe de tout cœur à ce nouveau témoignage.

Il (M. Taschereau) rappelle ce qu'il a dit au début de la séance.

#### **Sanction**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** prie la Chambre de prendre note qu'un certain nombre de bills recevront la sanction du lieutenant-gouverneur demain après-midi, à 3 heures.

La séance est levée<sup>6</sup>.

#### **NOTES**

1. "Pendant que l'honorable M. Perrault reprend son siège, un page de la Chambre vient déposer sur le pupitre du premier ministre une magnifique gerbe de roses rouges. La Chambre applaudit longuement", selon *L'Événement* du 6 mars 1935, à la page 3.

2. *L'Événement* et *La Patrie*, les seuls journaux à le faire, écrivent le contraire: "C'est long si on regarde en "arrière", mais c'est court si l'on regarde en "avant", selon *L'Événement* du 6 mars 1935, à la page 11.

3. *L'Événement* du 6 mars 1935, à la page 11, rapporte: "Un page prend la gerbe de fleurs et va la porter à madame L.-A. Taschereau, qui a pris place, avec quelques dames, dans la galerie des conseillers législatifs."

4. La discussion aurait duré 2 heures, selon *L'Événement* du 6 mars 1935, à la page 11. Le comité se réunit sous la présidence du député de Beauharnois (M. Saintonge).

5. 5,700, selon *La Presse* et *L'Action catholique* dans leur édition du 6 mars 1935, respectivement aux pages 8 et 9; 6,500 selon *L'Événement* du 6 mars 1935, à la page 11.

6. "... après six heures" indique *The Quebec Chronicle* du 6 mars 1935, à la page 3.

## Séance du mercredi 6 mars 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte  
de La Tuque

**M. Crête (Laviolette)** propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Gaudet), que les articles 497, 498, 503, 510, 511, 516, 542 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter une pétition concernant la charte de la cité de La Tuque, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition concernant la charte de la cité de La Tuque, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Crête (Laviolette)** demande la permission de présenter le bill 135 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Le but du projet est de faire payer à la compagnie Shawinigan Power certaines taxes sur des lots non organisés, pour une somme de \$15,000.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte  
de Saint-Lambert

**M. Béique (Chambly)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), que, pour éviter des délais et des frais considérables relativement au bill 134 modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert, les articles 494, 499 et 500 du Règlement soient suspendus.

Adopté.

Loi  
de la gazoline

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande la permission de présenter le bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

Il est décidé de laisser temporairement le projet en suspens.

Loi  
de l'adoption

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**, demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 47 modifiant la loi de l'adoption.

Il s'agit de donner aux enfants qui sont adoptés dans un autre pays, mais qui fait partie de l'Empire britannique, les droits qui sont accordés aux enfants adoptés ici dans la province. À l'avenir, l'état civil de l'enfant adopté portera aussi les noms de ses parrain et marraine. Le bill a aussi pour objet de régulariser les registres de l'état civil dans certains cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

Département  
du Trésor

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1924 jusqu'au 23 février 1935:

1. Des scellés ont-ils été apposés sur des voûtes, chambres, bureaux ou pièces du département du Trésor?

Dans l'affirmative:

2. *a.* Par qui? *b.* Pour quels motifs? *c.* À quelle date? *d.* Pendant combien de temps dans chaque cas?

3. Où sont actuellement déposées les valeurs mobilières de la province ou confiées à la province?

4. À combien se chiffre le total de ces valeurs?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui, conformément à l'usage établi à l'époque où l'on vérifie les valeurs ou espèces, on a apposé les scellés à la voûte du trésor en différentes occasions.

2. *a. b. c. et d.* Par les inspecteurs en fonction au département du Trésor, du 2 au 14 juillet 1930.

Par Price, Waterhouse & Company, du 16 au 18 juin 1931. Le but naturellement était de garder les voûtes scellées de jour en jour, jusqu'à ce que l'inspection et la vérification de leurs contenus fussent complétées.

3. et 4. Au 28 février 1935, celles du Royal Trust Company, \$10,392,304.85; celles du Trust Général du Canada, \$8,382,908.06. Ces chiffres sont basés sur la valeur au pair des garanties. Leur valeur actuelle suit les variations du marché.

#### **Expropriations à Beauceville**

**M. Barré (Rouville):** Le gouvernement a-t-il fait des expropriations à Beauceville depuis 1930?

Dans l'affirmative:

*a.* En quelle année?

*b.* Quels sont les noms des expropriés?

*c.* Quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** En autant que le ministère de la Voirie est concerné:

Oui.

*a.* En 1931, 1932 et 1933.

*b.* et *c.* Voir la réponse donnée le 13 février 1935 et qui apparaît aux *Journaux* de la présente session.

#### **Travaux de voirie, parc national des Laurentides**

**M. Béique (Chambly):** Relativement au chemin public qui traverse le parc des Laurentides, entre Stoneham et Hébertville:

1. Quand a été construit ledit chemin?

2. En quoi consistent les travaux exécutés par la province et qui auraient coûté à la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1924 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935, d'après une réponse donnée par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) en date du 20 février 1935, la somme de \$974,941.96?

3. À part la dite somme de \$974,941.96, combien la province a-t-elle dépensé, à quelque titre que ce soit, au sujet dudit chemin, depuis sa construction jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1935?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Les travaux de construction furent commencés en 1924. Cette route, qui compte une longueur de 110 milles, a été ouverte à la circulation en 1931, mais il reste encore des travaux d'élargissement, de redressement et de gravelage à faire.

2. Les travaux exécutés consistent en défrichage, essouchement, ponts et ponceaux, terrassements, minage, mise en forme, concassage de pierre et de gravier, gravelage et travaux ordinaires d'entretien.

3. \$1,336.18, du 1<sup>er</sup> janvier 1935 au 1<sup>er</sup> mars 1935.

#### **Entrepôts frigorifiques pour la pêche**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si les travaux entrepris par anticipation des crédits sollicités ont été accordés par soumission.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avis a-t-il été donné dans les journaux?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il y a peu d'entrepreneurs dans la région. On est entré directement en communication avec eux et les travaux ont été accordés au plus bas soumissionnaire.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

#### **Mariage S. Malone et M. Poliquin**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

### Département du Trésor, dépôts judiciaires

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il s'agit de permettre au trésorier de déposer au fonds consolidé du revenu les montants judiciaires déposés qui n'ont pas été réclamés dans une période de 30 ans. Toutefois, ces montants pourront être réclamés plus tard, moyennant la production de pièces justificatives.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne devrait pas pouvoir mentionner comme revenus des montants qui peuvent être réclamés par la suite.

Il (M. Duplessis) veut savoir si l'on a pris toutes les mesures nécessaires pour que ceux à qui appartiennent ces montants puissent les réclamer à temps.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Aucun n'est au trésor depuis moins de 30 ans. La somme actuellement en dépôt s'élève à \$82,010.43.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

#### Sanction royale

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé;

- bill 4 modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749;

- bill 5 modifiant l'article 2161e du Code civil, relativement à certains avis à être donnés au procureur général;

- bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district;

- bill 23 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires;

- bill 75 constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier";

- bill 76 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 77 permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines;

- bill 79 constituant en corporation "Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie";

- bill 80 modifiant la loi constituant en corporation Quebec Paper Box Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Dorchester limitée";

- bill 81 modifiant la loi constituant en corporation Dominion Corset Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Amyot limitée";

- bill 83 concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud;

- bill 85 changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop;

- bill 86 concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook;

- bill 87 validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal;
- bill 88 concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier;
- bill 91 modifiant la charte de la cité de Lévis;
- bill 92 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond;
- bill 95 déclarant les droits de dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph-B. Learmont;
- bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen;
- bill 98 modifiant la charte de la ville Lasalle;
- bill 103 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;
- bill 105 concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc;
- bill 113 concernant le titre de la Royal Trust Company à un terrain dans la cité de Montréal;
- bill 115 ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited;
- bill 120 ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie Geo. Christie Canada Limited.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### **Bombe au bureau du premier ministre, 1929**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** fait référence à une de ses questions inscrites au *Feuilleton* concernant une bombe qui aurait été placée au bureau du premier ministre, en 1929, et demande si des détectives ont été embauchés et, si oui, combien on les a payés.

**M. l'Orateur** ordonne que soit biffée du *Feuilleton* la question du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), relativement à une bombe posée au bureau du premier ministre en 1929. Le gouvernement, dit-il, a déjà répondu à cette question et il n'y a pas lieu d'y répondre de nouveau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ne faut-il pas une motion, motion qui peut être discutée, pour faire rayer une question au *feuilleton*?

**M. l'Orateur** soutient qu'il a droit de décider comme il l'a fait, sans entendre les intéressés.

#### **Promotion de la colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons plusieurs projets de loi au *Feuilleton*, le gouvernement devrait les étudier maintenant.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement est maître de l'ordre du jour. Il n'y a pas au *feuilleton* de questions plus importantes que celle de la colonisation!

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Attendu que la colonisation et le retour à la terre doivent être considérés comme des entreprises nationales à la réussite desquelles il importe de travailler;

Attendu que la colonisation et le retour à la terre offrent une solution efficace et d'une nature permanente aux problèmes qui sont nés du chômage;

Attendu qu'il y a, dans les campagnes, un grand nombre de fils de cultivateurs qui désirent s'établir sur la terre mais qui, pour le faire, ne peuvent compter sur l'aide paternelle ou n'y peuvent compter que dans une mesure insuffisante;

Attendu qu'il y a également un nombre non moins considérable de jeunes gens qui, sans toutefois être fils de cultivateurs, ont toutes les aptitudes

voulues pour s'établir sur la terre avec succès, mais n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire;

Attendu qu'il y a des cultivateurs qui, atteints par la crise et obligés d'abandonner leurs fermes, aspirent à retourner à leur état pourvu qu'on leur en fournisse le moyen;

Attendu qu'il y a entre le nombre de la population urbaine et celui de la population rurale un déséquilibre qu'il importe de rectifier et que la colonisation et le retour à la terre offrent un moyen pratique pour rétablir un équilibre désirable; qu'en conséquence:

1. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pourra être citée sous le titre de loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

2. Qu'une somme de dix millions de dollars sera affectée pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et spécialement aux fins prévues aux résolutions 3, 4, 5 et 7 ci-dessus.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour:

1. Accorder des octrois aux conditions et aux montants qu'il déterminera:

a. Aux sociétés diocésaines de colonisation ou à toutes organisations s'occupant activement de colonisation ou de retour à la terre;

b. Aux cultivateurs qui établiront leurs fils, gendres ou enfants adoptifs sur des terres libres, c'est-à-dire des terres ne servant pas alors, en tout ou en partie, à l'exploitation agricole ou qui peuvent servir à la création de nouveaux établissements agricoles, pourvu que l'octroi dans ce cas n'excède pas trois cents dollars et soit payé au moyen de trois versements annuels égaux;

c. Aux personnes qui sont sujets britanniques désirant s'établir sur telles terres libres, si elles ont été jugées aptes à le faire; le maximum de l'octroi dans ce cas devant être le même que pour le cas précédent et devant être versé de la même façon;

d. Aux colons débutants pour aider à la construction d'une maison et d'une étable, pourvu que l'octroi pour chaque cas particulier n'excédera pas cent dollars, et aux colons de première année pour la préparation des cinq premiers acres de leur lot, eu égard au nombre de dépendants, sans préjudice à la prime ordinaire de défrichement et de labour que ces colons pourront avoir gagnée;

e. À toute personne célibataire, du sexe masculin, qui désirera travailler comme aide chez tout cultivateur qui consentira à la recevoir ou à l'employer.

2. Effectuer un prêt, pour l'achat d'un roulant, à toute personne qui aura bénéficié d'un octroi en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de la présente résolution, et qui ne pourra compter sur l'aide de ses parents pour obtenir les animaux et les instruments aratoires nécessaires aux fins de son exploitation, pourvu que le prêt n'excède pas la somme de cinq cents dollars et ne soit pas supérieur aux deux tiers du coût du roulant; ce prêt sera remboursable à raison de versements annuels de cent dollars, le premier versement devenant dû au commencement de la quatrième année du prêt, et il ne portera pas intérêt sauf à compter de la date d'échéance des remboursements;

3. Améliorer et développer les régions où des colons sont établis ou pourront être établis, soit par la construction de grandes voies de communication ou de chemins locaux et de ponts, soit par l'assèchement, l'égouttement ou le drainage de certains territoires, y compris les terrains possédés en commun (communes), les savanes et terrains marécageux, soit par l'acquisition, par échange ou autrement, des terres jugées nécessaires à ces fins;

4. Aider, encourager et maintenir les colons ou les établissements de colons déjà existants, et satisfaire aux soins immédiats de ces colons en suppléant, sous toute forme quelconque et sous toutes conditions déterminées, aux octrois et aux primes qui leur seront déjà versés;

5. Payer les frais légitimes de transport de colons, de leurs familles et de leur roulant et ménage, lorsqu'il sera établi que ces colons ne peuvent pas acquitter ces dépenses;

6. Créer des centres de colonisation en établissant des colons par groupe et, à cette fin, en outre des octrois ou primes qui pourront être versés à chaque colon, dépenser toutes sommes requises pour l'achat de bois nécessaire à la construction, pour l'achat de matériel, de chevaux ou autres animaux, de machinerie ou instruments pour travaux publics;

7. Construire ou améliorer des écoles, chapelles-écoles, ainsi que des maisons et logements pour les curés ou missionnaires de colonisation et aider toute organisation scolaire ou religieuse;

8. Donner des graines de semence aux colons qui n'auront ni les ressources ni le crédit pour s'en procurer et accorder des primes de jardinage aux femmes de colons pour récompenser leur travail et leur industrie;

9. Diriger les efforts et les initiatives des colons, en leur procurant les services de tout agronome ou de tout spécialiste et, si nécessaire, d'organiser un service spécial d'agronomie adapté aux besoins des régions nouvelles et anciennes;

10. Accorder des primes pour la construction de moulins dans les anciennes et nouvelles colonies où il le jugera à propos dans l'intérêt des colons, et favoriser la petite industrie;

11. Diviser les régions de colonisation en districts pour les fins de l'administration et établir des bureaux pour faciliter les transactions entre ceux qui désireront s'établir sur des terres actuellement libres, et ceux, d'autre part, qui possèdent de telles terres et seraient disposés à les vendre à termes.

4. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la colonisation:

1. À acquérir, par échange ou autrement, toute terre ou territoire si cette acquisition est jugée nécessaire pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et à procéder à la vente de ces terres ainsi acquises ou toute partie d'icelles, aux termes et conditions qui pourront être jugés avantageux et équitables;

2. À négocier avec les personnes propriétaires de terres libres, au sens du paragraphe *b* du paragraphe 1 de la résolution 3 pour les aider à disposer de leurs terres en faveur de toutes autres personnes qui seront dans les conditions voulues par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pour obtenir des octrois ou des prêts;

3. À faire toute convention ou tout arrangement avec le gouvernement du dominion ou toute corporation municipale de cette province, ou avec les deux, aux fins de promouvoir les intérêts de la colonisation et du retour à la terre;

4. À faire exécuter tous travaux d'arpentage et de classification des terres qui sont actuellement sous son contrôle ou qui pourront à l'avenir l'être;

5. À faire exécuter tout travail jugé nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider et assurer l'expansion et le succès de la colonisation et du retour à la terre.

5. Que, sur et à même la somme prévue à la résolution 2, pourront être acquittés, en totalité ou en partie, toutes dépenses résultant généralement de toutes lois concernant la colonisation et le retour à la terre et tous octrois ou primes autres que celles de défrichement et de labour qui pourront être accordés, ainsi que les dépenses jugées nécessaires pour donner suite à tout contrat ou transaction comme à toute initiative résultant de ces lois, et généralement pour exécuter tout ce qui pourra être nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider ou assurer l'expansion ou le succès de la colonisation et du retour à la terre.

6. Que tous les octrois, primes ou allocations annuelles ou particulières, versés en vertu des présentes résolutions seront incessibles et insaisissables.

7. Que le personnel jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourra être nommé conformément aux dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou de la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), suivant le cas.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre de la Colonisation, les montants que le gouvernement de la province est autorisé à dépenser en vertu des présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, jusqu'à concurrence du montant de dix millions mentionnés dans la résolution 2 ci-dessus, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province; et que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

9. Que le ministre de la Colonisation sera chargé de la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le président, la troisième résolution autorise le lieutenant-gouverneur à faire des règlements. Pourquoi ces règlements? C'est à la Chambre à faire ces règlements. Pourquoi enlever à la Chambre tous ces pouvoirs? Le texte des résolutions devrait déterminer de façon plus précise les conditions qui présideront aux choix des colons et à la distribution des octrois.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le ministère a établi onze règlements dans ce but; on sollicite de plus l'opinion des agronomes.

En 1920, lorsque le ministère de la Colonisation était dirigé par l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault), la Législature a voté \$5,000,000 et, subséquemment, une nouvelle somme de \$2,000,000 pour fins de colonisation. La loi ne donnait pas plus de détails. Cette année, nous demandons à la Chambre de voter \$10,000,000 et

d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire des règlements pour accorder des octrois aux sociétés diocésaines de colonisation, aux cultivateurs qui établiront leurs fils, gendres ou enfants adoptifs, aux personnes qui sont sujets britanniques et désirent s'établir sur telles terres libres, si elles sont jugées aptes, aux colons débutants, etc., etc. Les résolutions donnent tous les détails possibles et l'opposition devrait être satisfaite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne comprend pas pourquoi les règlements ne sont pas incorporés dans le texte des résolutions.

Il faut épargner au ministre, un bon garçon, dit-il, les instances des solliciteurs, des députés en faveur de celui-ci ou de celui-là. Il faut épargner au ministre les concessions accordées dans un but politique.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Il y a des règlements que tout le monde connaît, les cultivateurs et les députés, que les journaux ont portés à la connaissance de tous. Le député de Deux-Montagnes les trouve-t-il incomplets? A-t-il de nouveaux règlements à proposer? La Chambre pourra les étudier. Mais il n'est pas nécessaire d'encombrer le texte de loi de toutes les formalités requises pour la distribution des octrois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ma première suggestion est d'inclure des sauvegardes, des garanties dans les résolutions présentées à la Chambre. Le ministre est tout simplement autorisé à dépenser \$10,000,000, cela dans des circonstances laissées imprécises et vagues. Les abus d'autrefois donnent à l'opposition le droit de réclamer des précisions.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** répète qu'il n'a aucunement l'intention d'en faire une source d'expédients politiques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Chambre ne peut se contenter des intentions du ministre de la Colonisation. Quand nous faisons des lois, nous spécifions clairement ce qui doit se faire. Il suffirait, autrement, d'adopter une loi autorisant le ministre à dépenser \$10,000,000, et celui-ci déclarerait sans plus qu'il utilisera ces crédits de la façon qu'il jugera la plus utile. Mais si les règlements sont incorporés à la loi, il faudra bien se soumettre. Actuellement nous n'avons aucune garantie, en dépit des intentions du ministre. On tend de plus en plus à voter des crédits

qui seront utilisés on ne sait trop comment. C'est un abus qu'il faut faire disparaître.

Le ministre cherche l'autorisation d'agir comme ses prédécesseurs. L'opposition a protesté dans le passé, et les événements lui ont donné raison.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet ne change rien à la situation. Les explications du ministre n'expliquent rien. Le texte présenté à la Chambre autorise le gouverneur en conseil à faire et à défaire les règlements comme il l'entendra. C'est tout simplement un aveu de ses préoccupations électorales, toujours admirablement servies par le département de la Colonisation. Il permettra tout simplement au gouvernement de faire de la politique avec la colonisation, comme dans le passé. On l'a constaté dans toutes les élections partielles, même celles qui ne se faisaient pas dans les régions de colonisation. Les résolutions donnent un blanc-seing au gouvernement: elles lui permettront de rééditer ce qui a eu lieu au Lac-Saint-Jean. La colonisation électorale du département de la Colonisation, en 1931, a été un gaspillage éhonté.

Le ministre actuel de la Colonisation a été l'organisateur politique du parti. C'est pour cela qu'on lui donne des pouvoirs qui lui permettront d'utiliser les fonds publics pour pratiquer la corruption électorale. L'opposition formule des réserves, et nullement dans un but politique. Il faut assurer le contrôle des crédits. Le ministre ne sait même pas l'âge auquel les fils des cultivateurs auront droit aux octrois. Il pourra le demander à la Société Saint-Jean-Baptiste. S'il a tous les renseignements nécessaires, comme il le prétend, pourquoi n'a-t-il pas procédé plus tôt?

Le ministre sait-il combien de terres sont hypothéquées?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** répond qu'il ne peut fournir des précisions absolues sur-le-champ, mais que les dossiers du ministère sur 3,771 terres renferment ce renseignement ainsi que beaucoup d'autres. Le ministère, dit-il, a fait remplir des formules par les secrétaires des municipalités et demandé en outre des informations aux propriétaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste pour avoir ces renseignements immédiatement, avant de continuer la discussion.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** répond qu'il peut les envoyer chercher, mais que l'on pourra poursuivre l'étude des résolutions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** y consent<sup>2</sup> en déclarant qu'il n'oubliera pas la question qu'il vient de poser.

Au cours du débat, l'honorable ministre nous a dit que les agronomes seraient les juges suprêmes des règlements à imposer. Le contrôle réservé aux agronomes est trop grand. Les agronomes sont compétents, au moins dans une proportion de 90 %. Mais tel qu'organisé, le service d'agronomie fait des agronomes des agents politiques. Il faut garantir l'indépendance des agronomes.

Nous ne pouvons approuver le projet qui lui donne un mandat, un chèque en blanc. Nous ne pouvons approuver ce projet, si on ne nous donne pas plus de détails sur le plan de colonisation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. le président, Les objections du chef de l'opposition sont vaines. Il y a déjà plusieurs heures que la Chambre étudie ce projet de loi, et mon honorable ami le chef de l'opposition me permettra de lui dire qu'il n'a jeté aucune lumière sur le sujet, bien qu'il ait parlé plusieurs fois. Au contraire, il a retardé considérablement l'adoption d'une loi éminemment utile à toute la province!

Nous avons cru que, pour préparer un grand plan de colonisation, un grand congrès de colonisation s'imposait, donnerait à la province le moyen de faire progresser la colonisation. Ce congrès a été accueilli favorablement par toute la province.

Nous l'avons tenu à Québec, nous y avons invité l'épiscopat de notre province et tous ceux qui s'intéressent à la colonisation, les missionnaires, les sociologues, etc. Le congrès a réuni un grand nombre d'évêques, tous les apôtres de la colonisation. Le projet soumis au congrès par mon honorable ami, le ministre de la Colonisation, a été accueilli par les autorités religieuses et toutes les autres autorités provinciales avec beaucoup d'enthousiasme. Ces autorités sont venues au congrès et nous ont aidé à élaborer notre programme.

Que mon honorable ami me permette de lui dire que son devoir aurait été d'être là! Il aurait dû venir prêter son concours, puisqu'il prétend avoir tant de lumières, aux apôtres de la colonisation réunis à Québec. Au lieu de cela, il s'est abstenu. Il n'y était pas. Il n'a pas jugé à propos d'y assister, lui qui croit en connaître plus que nous en fait de colonisation. Il a fait comme le jeune Gouin qui parcourt la province en critiquant, en prétendant avoir des moyens d'aider la colonisation. Lui aussi aurait dû venir nous faire bénéficier de ses lumières, s'il en a! Mais le chef de l'opposition n'était pas là. Il a préféré rester chez lui!

Et, depuis cette époque, il a fait ce qu'il fait encore maintenant, de la critique vaine! Le congrès a été un succès. Un plan a été adopté. Il est dans le projet de loi qui est devant la Chambre, un des meilleurs qui aient été présentés à la Législature dans l'intérêt de la colonisation. L'honorable chef de l'opposition prétend maintenant que notre projet n'est pas bon. Il y a 10 fois qu'il nous répète et nous répète la même chose.

Il y a trois jours que nous étudions notre projet. Je voudrais bien savoir ce que mon honorable ami connaît de plus que nous en fait de colonisation. A-t-il des connaissances spéciales que nous n'avons pas! Est-il plus à même que nous de rendre service à la province? Il dit que nous faisons de la politique avec cette question de la colonisation, mais n'est-ce pas ce qu'il fait lui; pas de la politique, de la petite politiciaille? Il est singulier qu'un homme qui donne sa vie à la politique, comme il le fait, qui dirige son parti et qui aspire à diriger les destinées de la province, comme lui, se fasse un plaisir de rapetisser la politique chaque fois qu'il en a l'occasion?

Mes collègues et moi-même donnons à la province de Québec le meilleur de nous-mêmes. Nous avons pu nous tromper, cela arrive à tout le monde, mais je ne comprends pas qu'un homme qui veut donner sa vie à la politique, qu'un chef de parti qui aspire à devenir premier ministre, se rabaisse à rapetisser la politique chaque fois qu'il en a l'occasion. Et cependant, s'il était à notre place, il ne ferait pas mieux. Il ne pourrait présenter un meilleur projet dans l'intérêt de la colonisation.

Les autorités religieuses, les plus belles intelligences de la province, ont approuvé notre plan de colonisation et du retour à la terre. Ils ont compris, et la province a aussi compris que notre plan de colonisation est une excellente chose.

Il est sorti d'excellentes choses du congrès. Que voulons-nous? Deux choses: garder à la terre les fils de terriens et ramener au sol les déracinés. On admettra que ce double but est bon. Que pouvons-nous mettre de plus dans notre projet de loi? Que le chef de l'opposition le dise! Nous donnons aux cultivateurs, aux fils de cultivateurs, aux colons, tous les avantages possibles. Aux fils de cultivateurs, nous disons: prenez nos terres inoccupées dans la province, nous vous donnerons les moyens de vous établir, nous vous accorderons des primes de semences, de labours, de défrichement. Nous leur disons, comme nous disons aux déracinés de la ville: Venez vous établir à la campagne, nous vous aiderons, vous aurez le crédit de la province derrière vous! Que pouvions-nous faire de plus?

Mon honorable ami ne cesse de critiquer. Mais a-t-il suggéré un seul amendement? Non. A-t-il des suggestions à faire? A-t-il trouvé une chose à ajouter à notre loi? Un avantage? Alors que nous voulons rendre la terre plus attrayante, il s'est contenté de dire: le gouvernement fait de la politique. Si le chef de l'opposition était à notre place, ferait-il autrement que nous faisons? S'imagine-t-il être le foyer de toute science et de toute vertu?

Le gouvernement ne fait pas de petite politique avec cette question, il n'a pas besoin de ça pour battre le chef de l'opposition!

(Applaudissements)

C'est de la politique de la part du gouvernement? Eh bien, oui. Nous en faisons, de la politique, mais c'est de la grande politique, de la bonne politique. Le peuple de la province ne nous aurait pas accordé sa confiance depuis 38 ans si nos programmes politiques n'avaient pas été bons! J'ai plus confiance que cela dans l'intelligence, dans le bon jugement de la population de la province, dans le bon sens de nos bons campagnards. Nous ne les avons pas trompés, depuis 38 ans, et ils le savent!

Le chef de l'opposition peut être certain que ses appels à la petite politique ne trouveront pas d'échos. On nous continuera la confiance qu'on nous a témoignée. Nous avons la certitude d'avoir donné à la province une politique généreuse que nous entendons poursuivre. Je défie le chef de l'opposition de trouver une seule province au Canada qui, en temps de crise, ait fait un tel sacrifice pour la colonisation, une seule qui ait dépensé dix millions. Nous dépenserons \$10,000,000 pour développer nos campagnes et nos centres de colonisation. Nous ferons ces sacrifices parce que nous croyons que la colonisation, le retour au sol, l'agriculture, sont les clés de voûte de notre progrès économique dans Québec.

Le chef de l'opposition peut recommencer ses reproches, ses remarques et ses re-remarques, il peut consacrer encore trois autres séances s'il le veut à discourir sur le projet. Nous endurerons tous les reproches de mon honorable ami, mais j'ai la confiance intime que ce projet est le meilleur jamais présenté dans la province de Québec, et j'ai la confiance intime, que lorsque ce projet sera offert à la population de la province de Québec, elle dira au gouvernement: Vous avez bien fait et nous avons confiance en l'administration libérale pour y donner suite. Nous avons fait notre devoir.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre est intervenu dans le débat sur les

résolutions qui, d'après le gouvernement, ont pour effet de répondre à un besoin national. Son discours se résume cependant à des personnalités, à l'adresse du chef de l'opposition, personnalités auxquelles je suis habitué et qui ne m'empêcheront pas de faire mon devoir sans peur et sans reproche. Si ce projet de loi est tellement faible que le gouvernement, pour le défendre, doive faire des personnalités, c'est une raison de plus pour le critiquer, de douter.

Le premier ministre a parlé du congrès et il s'est étonné que je ne fusse pas là. Je répète les raisons que j'ai données à toute la province. Je ne suis pas allé au congrès parce que je n'avais pas confiance dans le gouvernement. Le premier ministre dit que je ne connais rien, et il se plaint que je n'ai pas assisté au congrès. C'est une nouvelle contradiction. On me dit que je ne projette pas de lumière. Pourquoi alors serais-je allé au congrès? Je puis dire cependant que la lumière de l'opposition est plus utile à la province, et elle coûte meilleur marché que celle du trust électrique protégé par le gouvernement.

Le premier ministre a comparé les ministres aux apôtres. Je ne vois guère de ressemblance qu'avec le douzième apôtre.

La politique de colonisation du gouvernement, on la connaît. Le premier ministre en a déjà lancé, des grandes politiques, des promesses, et on se souvient que tout cela a tourné en pitons. Il n'y en a pas qui ont plus sapé le crédit de la province que le gouvernement actuel, lui qui a retardé des mois et des mois le paiement de primes aux 12,000 colons au montant de \$444,000.

Depuis 1931, qu'est-ce que le gouvernement a fait? La crise était commencée à ce moment. Personne après deux ans n'avait le droit d'ignorer l'acuité de la crise. Aussi, pendant la crise, pas un pays, pas une province n'a négligé la colonisation et l'agriculture comme le gouvernement actuel. On a réduit ici les crédits de ces deux services, tandis qu'on les augmentait dans les autres pays.

Le gouvernement demande un blanc-seing. Et le gouvernement veut que nous ayons encore confiance? Tout le monde peut se tromper, oui, mais il y a des erreurs trop grandes pour qu'on les attribue à la simple faiblesse humaine. On a vu se répéter les mêmes erreurs, la même négligence. Nous avons le droit de prendre nos précautions; c'est notre devoir de le faire. Le renouvellement de mandat au régime actuel, dans des circonstances que je ne veux pas rappeler, ne prouve rien.

Je dis que le premier devoir du gouvernement est d'aider l'agriculture, d'assurer le maintien du

cultivateur sur la terre, au moyen d'un crédit agricole d'abord, puis en encourageant le drainage des terres. Il faut favoriser l'agriculture familiale et donner à l'agriculture tous les crédits nécessaires, les augmenter au besoin, et faciliter l'électrification rurale. Et lorsqu'on aura fait cela, la colonisation pourra être considérée comme un complément. Personne n'a le monopole du patriotisme, mais personne ne peut dire que le chef de l'opposition n'aime pas sa province et qu'il ne prend pas les moyens de se renseigner aux sources indépendantes.

La colonisation ne peut pas être pratiquée ici sans un plan d'ensemble logique et solide, un plan qui comportera une dépense de \$30,000,000. Dix millions ne suffisent pas pour un tel plan. Car, il vaut mieux dépenser trente millions pour la colonisation que dépenser cet argent pour faire chanter ses louanges dans *Le Soleil* et pour des primes d'assurances de compagnies dans lesquelles des amis et des parents du premier ministre sont intéressés.

Le premier ministre a dit que le fait que la population ait élu les libéraux pendant 38 ans lui confirme que le gouvernement agit de la bonne façon. Le régime actuel est en place depuis seulement 15 ans, la limite fixée par Sir Wilfrid Laurier avant qu'un gouvernement ne devienne pourri.

Le gouvernement serait mieux de pratiquer l'économie sur d'autres choses et se montrer plus généreux envers les colons. Pour faire de la colonisation, il faudrait que la classification des lots soit faite. Il faudrait aussi faire disparaître les entraves du département des terres. Jusqu'à ce que soit institué le crédit agricole réclamé par les cultivateurs, la colonisation sera toujours sous le joug du département des Terres et Forêts. Faisons disparaître les lois qui paralysent la colonisation, entre autres celle des hypothèques, des seigneuries, etc. Posons les bases d'une saine politique. Si le gouvernement fait cela, nous supporterons sa politique. Peu importe l'avenir du parti et le succès personnel, l'intérêt de la province est au-dessus de ces considérations.

(Applaudissements à gauche)

**M. Lapointe (Wolfe):** Le chef de l'opposition a parlé de la distribution des octrois de colonisation. Qu'il me permette de lui dire que les premiers argents qui ont été distribués dans mon comté le furent à des chefs organisateurs conservateurs, des amis du chef de l'opposition. Le premier qui reçut l'octroi, d'après la liste que j'ai en main, fut le chef organisateur conservateur de Stratford; le deuxième, le chef organisateur conservateur de Ham-Nord; le

quatrième, un chef organisateur de Ham. Tout ceci pour démontrer à la Chambre que le gouvernement ne fait pas de politiquerie avec cette question de colonisation. Nous, les libéraux, nous faisons de la politique blanche, honnête! Le chef de l'opposition devrait le savoir.

(Rires à gauche et applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Colonisation va-t-il répondre à mes questions?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'enquête que nous avons faite a donné les résultats suivants: Il y a actuellement, dans notre province, 3,771 terres libres. Le ministère a écrit à chaque propriétaire. Sur ce nombre, 1,356 sont à vendre, 486<sup>3</sup> propriétaires seraient disposés à les vendre selon le système des annuités, tel que nous l'offrons; 650 seraient disposés à vendre du moment qu'à part ces annuités ils recevraient un certain montant comptant. Les autres n'ont pas accepté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À quel prix ces terres sont-elles offertes?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il y en a 145 en bas de \$500; 141 demandent de \$300 à \$500; 305 qui seraient payées entre \$500 et \$1000; 316, de \$1,000 à \$2,000. D'autres n'ont pas déterminé de montants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a fait une enquête. Elle est presque complète, au mois de mars. Si cet ouvrage est utile, pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas fait avant? Cette enquête a pris six mois. Pourquoi ne l'avoir pas faite avant? Et aujourd'hui, le gouvernement nous demande un mandat en blanc. Pour ma part, je suis bien décidé à ne pas le lui donner, tant qu'il n'aura pas fait la preuve d'une conversion sincère.

S'il y a 66,000 jeunes gens sans avenir, c'est parce que leurs pères n'ont pas moyen de leur venir en aide. Sur la liste que vient de me remettre le ministre, il y a des terres de \$800 et de \$1,700. Et on va leur demander d'acheter avec \$300 des terres de \$1,200? Est-ce qu'un fils peut s'établir sur une terre comme cela avec \$100 par année.

Plusieurs des terres portées dans le relevé du ministre de la Colonisation sont hypothéquées. Comment un père peut-il établir son fils sur une terre hypothéquée de \$1,000, avec \$100 par année? Le Plan Gordon, au moins, donnait \$700 à un fils de cultivateur.

Le gouvernement prendrait les moyens nécessaires s'il voulait réellement venir en aide à l'agriculture et à la colonisation. C'est là une œuvre essentielle. L'avenir de notre race est lié au succès de l'agriculture et de la colonisation. Mais alors pourquoi ne prend-on pas les initiatives nécessaires? Pourquoi dépenser \$4,000,000 dans la construction du pont de l'Île d'Orléans, une entreprise inutile, quand ces millions auraient pu être donnés à la colonisation pour lever les hypothèques sur les vieilles terres, par exemple? Il n'y a pas pourtant de problèmes plus important que l'établissement des fils de cultivateurs et des colons.

Le ministre avoue que son ministère n'avait pas à son arrivée les renseignements fondamentaux élémentaires. Devant cette incurie, l'opposition n'a-t-elle pas raison de demander les garanties nécessaires au succès de l'œuvre entreprise? Si la colonisation n'est pas favorisée comme il doit, c'en est fait de la province. Il y a eu trop d'efforts mal préparés et mal conduits: il est temps de prendre les moyens nécessaires au but exposé à toute la population. Les suggestions de l'opposition ont été formulées par des experts. Pourquoi ne les a-t-on pas suivies? Je le demande au ministre.

Il faut un plan d'ensemble de la colonisation. Nous gaspillons l'argent à aller à l'aventure. Cette province ne tirera aucun bénéfice de la colonisation tant que le gouvernement ne mettra pas en œuvre un projet honnête, complet, logique et apolitique qui engagera des sommes importantes sur une période de temps donnée, et ce, non pour les meilleurs intérêts du gouvernement, mais pour ceux de la population.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Le chef de l'opposition laisse entendre que lorsque je suis arrivé au ministère de la Colonisation, il n'y avait rien de fait. Il est injuste pour mon prédécesseur. Il ne faut pas jeter sur l'ancien ministre de la Colonisation des reproches injustifiés. Il ne s'occupait que de colonisation. Le gouvernement n'a pas attendu à cette année pour aider les colons. Je l'ai démontré, hier.

En 1934, le premier ministre a proposé d'encourager l'établissement des fils de cultivateurs, en accordant à ceux-ci des octrois, limités d'abord à 10 puis à 20 par comté. Ce n'est qu'à l'automne, au moment du congrès de colonisation, que l'on a supprimé toutes les limites. L'aide accordée par le gouvernement ne va pas nécessairement à un cultivateur pauvre. Le ministre a reçu de très nombreuses demandes et l'on croit qu'en deux ans 10,000 fils de cultivateurs auront bénéficié de l'octroi.

Il est exact que plusieurs terres relevées dans le recensement entrepris par le ministère de la Colonisation sont hypothéquées, mais quelques cultivateurs les prendront telles quelles. Le gouvernement facilitera l'achat aux autres. Il étendra le bénéfice de l'octroi aux anciens cultivateurs de bonne volonté égarés dans les villes. Avec l'octroi de \$100 par année, un cultivateur travaillant peut réussir sur sa terre. Nous voulons aussi étendre cet octroi à des jeunes gens qui ne sont pas fils de cultivateurs et qui voudront s'établir sur des terres.

Le ministère a fait un relevé de toutes les terres libres; il est entré en communication avec les propriétaires. Le chef de l'opposition trouve que nous ne donnons pas assez. Un grand nombre de propriétaires sont disposés à céder dans ces conditions leurs terres non au comptant, mais à terme, aux cultivateurs que le gouvernement assistera de ses octrois. Le gouvernement verra à passer des contrats avec les propriétaires qui voudront se contenter de la garantie du gouvernement, car on sait que la terre sera achetée par le fils du cultivateur, ou son père, avec une garantie du gouvernement suivant les octrois consentis.

Après l'adoption de la loi, le ministère entrera immédiatement en communication avec eux. On mettra ainsi en œuvre un système de rente satisfaisant aux propriétaires et aussi aux cultivateurs désireux de s'établir sous le patronage de la nouvelle loi. S'il en est besoin, le gouvernement prêtera jusqu'au deux tiers du prix du roulant. Sur les 3,771 terres relevées dans le recensement, il y en aura probablement 2,000 qui seront transférées de cette façon. Toutes les terres libres ne sont pas cultivables; nous les choisirons.

**M. Barré (Rouville):** M. le président, je voudrais faire une remarque. Le cultivateur qui s'établit sur la terre de son père n'aura pas droit à l'octroi, à moins qu'il ait sa propre maison. Je ferai remarquer que cela empêchera bien des fils de prendre la succession de leurs pères. Il me semble que cette condition, le règlement onze, devrait disparaître.

Ce règlement empêche, par exemple, un cultivateur âgé, incapable de travailler sur sa terre, de la céder à son fils, en bénéficiant de l'octroi de \$300. Quand le bien paternel est grevé de charges onéreuses, le fils hésite à le prendre: l'octroi lui viendrait fort opportunément en aide.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Ce règlement a pour objet spécifique d'empêcher la fraude et les abus.

Voilà un cas qui n'est pas dans le règlement: le père qui veut laisser sa terre à son fils, lorsque celui-ci ne se croit pas en situation de l'accepter. Les règlements peuvent être modifiés. En fait, si l'on s'aperçoit que certains nuisent de quelque façon, ils seront éliminés. Il est impossible de prévoir chaque cas et chaque circonstance des mois et des années à l'avance.

Cependant, la loi sera suffisamment élastique pour tenir compte de certains cas exceptionnels. C'est pour cela que nous voulons obtenir le droit de régler ces cas par un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil.

Le gouverneur en conseil aura le droit de modifier les règlements, s'il est reconnu nécessaire. C'est là une preuve du danger auquel prêterait l'incorporation des règlements au texte de loi. Une fois texte de loi, les règlements ne pourraient pas être modifiés.

Mais en l'occurrence les \$10,000,000 accordés au ministère de la Colonisation doivent servir à la création d'établissements nouveaux personnels. Le règlement onze trouve là sa justification.

**M. Barré (Rouville):** Il ne faudrait pas que l'on soit obligé de plaider, de régler, chaque cas particulier: c'est un ennui considérable. Les règlements devraient être suffisamment clairs.

Le règlement devrait être rédigé de façon à spécifier que, dans les éventualités d'âge avancé ou d'incapacité de travail, les cultivateurs puissent faire bénéficier leurs enfants de l'octroi en leur transmettant leur terre.

Les règlements que veut adopter le département entraîneront des délais et pourraient faire échouer le projet.

**M. Lamoureux (Iberville):** J'approuve le député de Rouville.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** J'admets que tous n'abuseraient pas de la loi. Mais ce que nous voulons avant tout, c'est ouvrir de nouveaux centres d'agriculture, faire cultiver les vieilles terres abandonnées. Après cela, il y aura peut-être lieu de modifier les règlements, quand on aura subventionné l'établissement des fils de cultivateurs dans l'esprit du plan formulé dans les résolutions présentées actuellement à la Chambre.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

## Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** déclare qu'il constate qu'il y a énormément de travail à faire, et il demande à la Législature de siéger toute la journée de vendredi. Il est entendu que la Chambre siégera jusqu'à 11 heures dans la soirée.

Cette semaine, la Chambre ne peut travailler comme elle le voudrait, parce qu'elle doit consacrer ses soirées à l'étude, au comité des bills privés, du projet de loi de la métropole.

## Vente à réméré

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au premier ministre si le gouvernement a résolu de faire suite à la lettre communiquée à la Chambre, il y a quelques semaines, par le juge Loranger. Celui-ci, signale-t-il, a attiré l'attention du premier ministre sur les difficultés que créent, pour le crédit agricole, les baux conditionnels et les autres contrats qui obèrent la propriété agricole dans la province de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement étudie actuellement cette question, mais il n'en est pas encore venu à une conclusion. Il y a de grandes difficultés. Faut-il, par exemple, faire disparaître entièrement la vente à réméré? Il faut admettre que les ventes à réméré sont entrées dans nos mœurs.

La Chambre aura d'ailleurs l'occasion de discuter cette question en instituant un débat sur les hypothèques inopérantes. Le gouvernement est anxieux de venir en aide aux cultivateurs par tous les moyens à sa disposition. Encore faut-il veiller à la préservation de notre Code civil. Nos lois françaises ont déjà subi de durs assauts, et si nous tenons à les conserver, il faut agir avec prudence. Le gouvernement verra ce qu'il y a moyen de faire.

La séance est levée à 6 heures.

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence du député de Beauce (M. Fortin).

2. "... de mauvaise grâce..." selon *L'Action catholique* du 7 mars 1935, à la page 11.

3. 528, selon *L'Événement* du 7 mars 1935, à la page 12; 468 selon *Le Canada* du 7 mars 1935, à la page 5. Nous avons retenu le chiffre 486, car c'est le chiffre que nous retrouvons dans une majorité de journaux.



Séance du jeudi 7 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 10 concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne;
- bill 27 pour valider la publication de certains avis municipaux;
- bill 28 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

**Loi des assurances**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), la permission de présenter le bill 43 prolongeant d'une année la loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires).

On sait qu'il y a actuellement litige entre Ottawa, Québec et les autres provinces, au sujet de la juridiction du dominion et des provinces, en matière d'assurances. Le Conseil privé a décidé en faveur des provinces, mais Ottawa veut quand même s'arroger la juridiction.

Ce sont des dispositions temporaires adoptées par le gouvernement provincial et prolongées d'année en année, jusqu'à ce que l'administration fédérale et les administrations provinciales se soient entendues sur le régime des assurances dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Commission de l'électricité**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la commission composée de l'honorable Ernest

Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald et se rapportant au problème de l'électricité en cette province:

1. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1935, combien la province a-t-elle payé, à quelque titre que ce soit?

2. À part la somme de \$6,000 au président, et de \$5,000 à chacun des commissaires, combien la province paiera-t-elle au président et à chacun des commissaires à titre de salaires, gages ou émoluments, pour travail par eux accompli après le 1<sup>er</sup> janvier 1935?

3. D'après les comptes ou réclamations reçus par le gouvernement de la province ou aucun de ses officiers, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1935, à combien se chiffre le total des dépenses payées ou payables par la province?

4. Quel sera le coût total des dépenses occasionnées à la province?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. \$8,720.16.

2. Aucun montant.

3. \$20,220.16.

4. \$26,605.21.

**Travaux de voirie,  
route Saint-Urbain-Grande-Baie**

**M. Béïque (Chambly):** Relativement aux travaux subventionnés en tout ou en partie par la province et exécutés sur la route Saint-Urbain-Grande-Baie, entre le village Saint-Urbain et la rivière Malbaie, dans le comté de Charlevoix:

1. Quel salaire quotidien devait être payé aux ouvriers employés à l'exécution de ces travaux?

a. Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1931 inclusivement?

b. Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1932 inclusivement?

c. Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1933 inclusivement?

d. Du 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

(Voir le tableau à la page suivante)

	a.		b.		c.		d.	
	Chômage 1931	Voirie	Chômage 1932	Voirie	Chômage 1933	Voirie	Chômage 1934	Voirie
1 <sup>er</sup> contremaître.....	\$3.60	\$4.50	\$3.60	\$4.50	\$3.60	\$5.50	\$3.60	
Sous-contremaître.....	3.48	3.00	3.48	3.00	2.40	3.50	2.40	
Assistant-sous-contremaître.....	.....	.....	.....	.....	.....	2.25	.....	
Surveillant.....	1.80	.....	1.80	.....	.....	2.50	.....	
Pointeur en chef.....	2.00	3.00	2.00	3.50	2.80	3.50	2.80	
Assistant-pointeur.....	.....	.....	.....	2.50	2.00	2.50	2.00	
Ingénieur.....	.....	.....	.....	.....	4.00	5.00	4.00	
Assistant-ingénieur ou chaîneur.....	.....	.....	.....	.....	2.50	2.50	2.50	
Mécanicien.....	3.60	4.00	3.60	4.00	3.20	4.50	3.20	
Mécanicien du concasseur.....	.....	.....	.....	.....	.....	4.00	.....	
Mécanicien au tracteur du moulin à scie.....	1.80	.....	1.80	.....	.....	.....	.....	
Chauffeur de camions.....	.....	4.00	.....	3.50	2.80	3.50	.....	
Chauffeur de tracteurs.....	.....	4.00	.....	4.00	3.20	4.00	.....	
Dynamiteur.....	.....	3.00	.....	3.50	2.80	3.50	.....	
Mineur.....	.....	2.50	.....	.....	.....	2.25	.....	
Constructeur de ponceaux.....	.....	4.50	.....	4.00	.....	3.00	.....	
Aide-constructeur (d'après expérience).....	1.60	.....	1.60	.....	.....	.....	.....	
	1.80	.....	1.80	2.50	2.00	2.50	2.00	
	2.00	.....	2.00	.....	.....	.....	.....	
Homme en charge de la machinerie à chemin.....	.....	3.00	.....	3.00	2.40	3.00	.....	
Mécanicien du compresseur.....	.....	3.00	.....	3.00	2.40	3.00	.....	
Mécanicien de pelle mécanique.....	.....	.....	.....	.....	.....	3.00	.....	
Forgeron.....	1.80	2.50	1.80	3.00	2.40	3.50	.....	
Électricien.....	.....	.....	.....	.....	.....	3.00	.....	
Journalier.....	1.60	1.75	1.60	1.75	1.60	1.75	1.60	
1 homme et 1 cheval.....	2.40	2.75	2.40	2.75	2.40	2.87	2.40	
	.....	.....	.....	.....	.....	2.75	.....	
1 homme et deux chevaux.....	.....	3.75	.....	3.75	3.20	4.00	.....	
Aide-forgeron.....	.....	.....	.....	.....	.....	1.75	.....	
Cantonnier.....	.....	.....	.....	2.75	2.40	.....	.....	
Scieur (d'après expérience).....	1.80	.....	1.80	.....	.....	.....	.....	
	2.00	.....	2.00	.....	.....	.....	.....	

#### Affaires municipales, revenus

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis l'organisation du département des Affaires municipales de cette province jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1935, à part la somme totale de \$222,958.24 mentionnée aux *Journaux de l'Assemblée législative 1929*, page 97, aux *Journaux de l'Assemblée législative 1931*, page 68, et aux *Journaux de l'Assemblée législative 1931-32*, page 68, combien a été payé à la province par les conseils municipaux ou les corporations municipales, à l'occasion de tout acte qui doit être fait ou de tout document qui doit être émis, certifié ou approuvé par le ministre des Affaires municipales ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par une personne quelconque, en rapport avec les affaires municipales?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
\$42,002.20.

#### Entrepôts frigorifiques pour la pêche

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il y a eu des abus dans le passé, par suite du système adopté par le gouvernement, pour la construction des entrepôts, qu'il encourage le favoritisme. Il proteste contre la continuation des mêmes méthodes.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

##### **Loi des fruits**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous arrêtés en conseil, de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932 jusqu'au 11 février 1935, et se rapportant à l'application, dans la province de Québec, de la loi des fruits, particulièrement en ce qui concerne la vente des tomates.

Il existe une loi fédérale concernant la vente des fruits et des légumes. La loi a été sanctionnée le 16 avril et un ordre en conseil a effectivement étendu plus tard la loi fédérale aux marchés québécois; un ordre en conseil passé à Québec en 1933 décrète l'application de cette loi dans la province de Québec. Cette mesure donne juridiction aux inspecteurs fédéraux de surveiller chez nous la mise en vigueur des règlements régissant la loi des fruits. En plus d'imposer une classification, la loi ordonne l'emploi d'une catégorie de récipients qui y sont décrits. Au cours de l'été dernier, dans certains districts, il y eut de vives protestations faites à ce sujet au ministre de l'Agriculture et à quelques députés, notamment de la part des cultivateurs maraîchers de Montréal, surtout en ce qui concerne la vente des tomates. On déplore les sévérités de la loi.

Il est, rappelle-t-il, personnellement intervenu auprès de ministre pour demander la suspension de cette loi sur les marchés locaux. Il y a eu à Montréal, à l'hôtel de Place Viger, une assemblée des maraîchers. Un représentant du ministère de l'Agriculture, M. Lavoie, a assisté à la réunion. Personne n'a manifesté le désir de voir se prolonger l'application de la loi. Depuis, d'autres représentations ont été faites. Il y a environ trois semaines, une réunion encore plus nombreuse des maraîchers de Montréal avait lieu. Les députés de Laval, de Jacques-Cartier et moi-même y étions présents. Là encore, tous les maraîchers s'objectèrent non seulement au récipient exigé par la loi, mais encore à la classification décrétée pour les marchés locaux.

Aucun doute que le gouvernement provincial a le pouvoir de révoquer l'ordre en conseil qu'il a passé pour l'application de cette loi. On réclame la liberté du marché, la disparition des entraves imposées à la liberté des ventes, en dehors des conditions qui relèvent de l'honnêteté et de la bonne foi. Je ne veux pas revenir sur les représentations que j'ai faites au ministre personnellement. J'aimerais à savoir de lui quelle attitude ou quelle décision il entend prendre à ce sujet.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette loi portant sur la classification des légumes et des petits fruits a été imposée aux législateurs par les circonstances. Ce sont les cultivateurs qui nous l'ont demandée. Plusieurs personnes ont signalé l'invasion de nos marchés par les produits étrangers, expédiés dans la province en quantités effrayantes. Sans débouchés pour leurs produits, nos cultivateurs ne peuvent rien vendre. La classification est née du besoin de redonner à nos cultivateurs les marchés qui leur appartiennent naturellement. Ils ne possèdent pas d'autres moyens de lutter contre les produits bien classifiés, bien présentés, de l'extérieur.

Sans classification, jamais les cultivateurs de la province ne pourront reprendre la place des cultivateurs des autres provinces, sur leurs propres marchés. Je crois que ce serait de mauvaise politique de retirer cette loi. Ce serait une faiblesse coupable de mettre de côté ce règlement. Le gouvernement ne voit pas de raison de révoquer l'ordre en conseil. Ce serait trahir la classe agricole. Cependant, il y aurait quelques amendements à apporter à la loi fédérale. Des représentants, des chefs des associations de maraîchers ont sollicité l'extension à la province de Québec de la loi fédérale.

Nous avons fait à Ottawa les démarches nécessaires. Le ministère de l'Agriculture de Québec a conféré là-dessus avec le gouvernement fédéral; nos officiers ont étudié la question et ils en sont venus à la conclusion que la loi devait rester en vigueur. L'on a résolu d'accorder l'extension avec certains adoucissements, notamment en ce qui regarde les récipients. Le gouvernement provincial a eu des pourparlers avec les autorités fédérales pour obtenir que les cultivateurs puissent employer les récipients qu'ils ont actuellement, au lieu d'en acheter d'autres qui coûteraient cher.

Il y avait des responsabilités à prendre, et le gouvernement les a prises.

Le ministre espère que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) ne le pressera pas de se rendre à la demande qu'il vient de faire au nom de quelques maraîchers. Plusieurs associations nous ont aussi recommandé de la garder.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelles sont ces associations qui réclament l'application de cette loi?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il y a les officiers de la Coopérative fédérée et de l'Association des jardiniers maraîchers, qui vendent sur le marché de Montréal et même jusque sur le marché de Québec. Ces personnes réclament le maintien de l'ordre en conseil. Sans elle jamais le cultivateur ne pourra reconquérir des marchés perdus. Il est donc impossible de recommander au gouvernement d'enlever cette condition essentielle pour que nos cultivateurs réussissent.

Le vénérable père de l'honorable député des Deux-Montagnes s'est fait le champion des cultivateurs en cette Chambre. Mon honorable ami doit suivre cet exemple. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) et son père, M. Arthur Sauvé, ont invité plusieurs fois le gouvernement provincial à ouvrir des marchés aux cultivateurs. Ce serait une faiblesse coupable de céder aux instances des maraîchers de la ville de Montréal au détriment des cultivateurs de la province de Québec qui sont les fournisseurs logiques de nos marchés.

La motion est adoptée.

#### **Promotion de la colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Attendu que la colonisation et le retour à la terre doivent être considérés comme des entreprises nationales à la réussite desquelles il importe de travailler;

Attendu que la colonisation et le retour à la terre offrent une solution efficace et d'une nature permanente aux problèmes qui sont nés du chômage;

Attendu qu'il y a, dans les campagnes, un grand nombre de fils de cultivateurs qui désirent s'établir sur la terre mais qui, pour le faire, ne peuvent compter sur l'aide paternelle ou n'y peuvent compter que dans une mesure insuffisante;

Attendu qu'il y a également un nombre non moins considérable de jeunes gens qui, sans toutefois être fils de cultivateurs, ont toutes les aptitudes voulues pour s'établir sur la terre avec succès, mais n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire;

Attendu qu'il y a des cultivateurs qui, atteints par la crise et obligés d'abandonner leurs fermes, aspirent à retourner à leur état, pourvu qu'on leur en fournisse le moyen;

Attendu qu'il y a entre le nombre de la population urbaine et celui de la population rurale un déséquilibre qu'il importe de rectifier et que la colonisation et le retour à la terre offrent un moyen pratique pour rétablir un équilibre désirable; en conséquence:

1. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pourra être citée sous le titre de loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

2. Qu'une somme de dix millions de dollars sera affectée pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et spécialement aux fins prévues aux résolutions 3, 4, 5 et 7 ci-dessus.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour:

1. Accorder des octrois aux conditions et aux montants qu'il déterminera:

a. Aux sociétés diocésaines de colonisation ou à toutes organisations s'occupant activement de colonisation ou de retour à la terre;

b. Aux cultivateurs qui établiront leurs fils, gendres ou enfants adoptifs sur des terres libres, c'est-à-dire des terres ne servant pas alors, en tout ou en partie, à l'exploitation agricole ou qui peuvent servir à la création de nouveaux établissements agricoles, pourvu que l'octroi dans ce cas n'excède pas trois cents dollars et soit payé au moyen de trois versements annuels égaux;

c. Aux personnes qui sont sujets britanniques désirant s'établir sur telles terres libres, si elles ont été jugées aptes à le faire; le maximum de l'octroi dans ce cas devant être le même que pour le cas précédent et devant être versé de la même façon;

d. Aux colons débutants pour aider à la construction d'une maison et d'une étable, pourvu que l'octroi pour chaque cas particulier n'excède

pas cent dollars, et aux colons de première année pour la préparation des cinq premiers acres de leur lot, eu égard au nombre de dépendants, sans préjudice à la prime ordinaire de défrichement et de labour que ces colons pourront avoir gagnée;

e. À toute personne célibataire, du sexe masculin, qui désirera travailler comme aide chez tout cultivateur qui consentira à la recevoir ou à l'employer.

2. Effectuer un prêt, pour l'achat d'un roulant, à toute personne qui aura bénéficié d'un octroi en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de la présente résolution, et qui ne pourra compter sur l'aide de ses parents pour obtenir les animaux et les instruments aratoires nécessaires aux fins de son exploitation, pourvu que le prêt n'excède pas la somme de cinq cents dollars et ne soit pas supérieur aux deux tiers du coût du roulant; ce prêt sera remboursable à raison de versements annuels de cent dollars, le premier versement devenant dû au commencement de la quatrième année du prêt, et il ne portera pas intérêt sauf à compter de la date d'échéance des remboursements;

3. Améliorer et développer les régions où des colons sont établis ou pourront être établis, soit par la construction de grandes voies de communication ou de chemins locaux et de ponts, soit par l'assèchement, l'égouttement ou le drainage de certains territoires, y compris les terrains possédés en commun (communes), les savanes et terrains marécageux, soit par l'acquisition, par échange ou autrement, des terres jugées nécessaires à ces fins;

4. Aider, encourager et maintenir les colons ou les établissements de colons déjà existants, et satisfaire aux soins immédiats de ces colons en suppléant, sous toute forme quelconque et sous toutes conditions déterminées, aux octrois et aux primes qui leur seront déjà versés;

5. Payer les frais légitimes de transport de colons, de leurs familles et de leur roulant et ménage, lorsqu'il sera établi que ces colons ne peuvent pas acquitter ces dépenses;

6. Créer des centres de colonisation en établissant des colons par groupe et, à cette fin, en outre des octrois ou primes qui pourront être versés à chaque colon, dépenser toutes sommes requises pour l'achat de bois nécessaire à la construction, pour l'achat de matériel, de chevaux ou autres animaux, de machinerie ou instruments pour travaux publics;

7. Construire ou améliorer des écoles, chapelles-écoles, ainsi que des maisons et logements pour les curés ou missionnaires de colonisation et aider toute organisation scolaire ou religieuse;

8. Donner des graines de semence aux colons qui n'auront ni les ressources ni le crédit pour s'en procurer et d'accorder des primes de jardinage aux femmes de colons pour récompenser leur travail et leur industrie;

9. Diriger les efforts et les initiatives des colons, en leur procurant les services de tout agronome ou de tout spécialiste et, si nécessaire, d'organiser un service spécial d'agronomie adapté aux besoins des régions nouvelles et anciennes;

10. Accorder des primes pour la construction de moulins dans les anciennes et nouvelles colonies où il le jugera à propos dans l'intérêt des colons, et favoriser la petite industrie;

11. Diviser les régions de colonisation en districts pour les fins de l'administration et établir des bureaux pour faciliter les transactions entre ceux qui désireront s'établir sur des terres actuellement libres, et ceux, d'autre part, qui possèdent de telles terres et seraient disposés à les vendre à termes.

4. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la colonisation:

1. À acquérir, par échange ou autrement, toute terre ou territoire si cette acquisition est jugée nécessaire pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et à procéder à la vente de ces terres ainsi acquises ou toute partie d'icelles, aux termes et conditions qui pourront être jugés avantageux et équitables;

2. À négocier avec les personnes propriétaires de terres libres, au sens du paragraphe b du paragraphe 1 de la résolution 3 pour les aider à disposer de leurs terres en faveur de toutes autres personnes qui seront dans les conditions voulues par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pour obtenir des octrois ou des prêts;

3. À faire toute convention ou tout arrangement avec le gouvernement du dominion ou toute corporation municipale de cette province, ou avec les deux, aux fins de promouvoir les intérêts de la colonisation et du retour à la terre;

4. À faire exécuter tous travaux d'arpentage et de classification des terres qui sont actuellement sous son contrôle ou qui pourront à l'avenir l'être;

5. À faire exécuter tout travail jugé nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider et assurer l'expansion et le succès de la colonisation et du retour à la terre.

5. Que, sur et à même la somme prévue à la résolution 2, pourront être acquittés, en totalité ou en partie, toutes dépenses résultant généralement de toutes lois concernant la colonisation et le retour à la

terre et tous octrois ou primes autres que celles de défrichement et de labour qui pourront être accordés, ainsi que les dépenses jugées nécessaires pour donner suite à tout contrat ou transaction comme à toute initiative résultant de ces lois, et généralement pour exécuter tout ce qui pourra être nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider ou assurer l'expansion ou le succès de la colonisation et du retour à la terre.

6. Que tous les octrois, primes ou allocations annuelles ou particulières, versés en vertu des présentes résolutions seront incessibles et insaisissables.

7. Que le personnel jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourra être nommé conformément aux dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou de la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), suivant le cas.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre de la Colonisation, les montants que le gouvernement de la province est autorisé à dépenser en vertu des présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, jusqu'à concurrence du montant de dix millions mentionnés dans la résolution 2 ci-dessus, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province; et que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

9. Que le ministre de la Colonisation sera chargé de la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** exprime la crainte que la loi ait pour effet de réduire le nombre des consommateurs, population importante et nécessaire, tout en augmentant le nombre déjà excédentaire des producteurs. Tel qu'élaboré, ce plan ne résoudra certainement pas le problème du chômage.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** La colonisation ne présente pas le danger d'accroître

le désarroi causé par la surproduction. C'est un danger, un épouvantail, signalé par un premier ministre de l'Ouest de passage à Montréal. En fait, le colon ne vendra rien la 1<sup>ère</sup> année de son établissement, ni la 2<sup>e</sup>, ni la 3<sup>e</sup>. Il sera obligé, au contraire, de compter sur l'assistance du gouvernement. Il ne vendra les produits de son exploitation qu'après plusieurs années. Tout d'abord, il devra chercher à assurer sa subsistance, à se suffire seul. Il ne peut être question par conséquent de surproduction aggravée. Il y a lieu d'espérer que la crise se dénouera entre temps et que lorsque le colon sera en état non seulement de vivre sur sa terre, mais d'écouler ses produits sur les marchés de la province, cette nouvelle production ne troublera pas les marchés revenus à des conditions normales.

**M. Barré (Rouville):** M. le président, le plan Vautrin est probablement l'effort le plus sérieux qui ait encore été tenté dans notre province pour la colonisation dans les trente dernières années. Mais il ne faut pas se faire d'illusion. Je ne crois pas que le retour à la terre, ainsi que le dit le projet, soit une solution efficace et d'une nature permanente aux problèmes qui sont nés du chômage. Aucune loi d'octrois ne peut remédier à la situation actuelle. Le chômage n'est que l'extériorisation du déséquilibre social, le résultat d'une rupture de l'équilibre. On ne peut donc espérer que ce projet remédiera à la situation. Il y avait, en 1933, un total de 135,617 fermes en exploitation dans la province. C'est une diminution sur les statistiques fédérales précédentes: le nombre de fermes dans la province de Québec a diminué d'environ 10,000 de 1921 à 1931. Or, actuellement, la moitié des cultivateurs sont dans une situation déplorable.

Il y a là à la situation actuelle une cause générale qui se retrouve partout: après avoir produit, le cultivateur est dans l'impossibilité de vendre.

Le ministre a dit qu'il veut établir 10,000 jeunes gens, fils de cultivateurs, sur les terres et 10,000 colons sur de nouvelles terres. Que se passera-t-il alors? Les jeunes cultivateurs seront établis, les colons seront placés sur les nouvelles terres; mais il faut qu'ils vivent. À quel moment les octrois cesseront-ils? À quel moment les secours prendront-ils fin? De toute évidence, ceci prendra fin un jour. De quoi ces personnes vivront-elles alors?

Actuellement, des milliers de cultivateurs dans la province sont dans une mauvaise situation financière d'où ils ne peuvent se sortir. Différentes raisons expliquent ceci, comme, par exemple, le prix trop élevé des terres et des taux hypothécaires, ainsi

que l'extravagance de certains. On reproche aux cultivateurs d'avoir fait des extravagances. Quand on compare ces extravagances à la modération des gens des villes, on trouve que les cultivateurs ont été bien modérés.

Cependant, si l'on met de côté ces motifs qui affectent les différentes classes, il existe une cause générale aux problèmes que vivent les cultivateurs, qui consiste en la difficulté pour eux de vendre leurs produits. Que se passera-t-il si l'on établit 10,000 ou 20,000 cultivateurs de plus sur les terres? Que se passera-t-il si l'on donne à chacun \$300, \$500 ou \$700? Cela améliorera-t-il la situation agricole de la province? Il y a 136,000 cultivateurs dans cette province et des milliers sont incapables de vendre leurs produits ou de rencontrer leurs obligations. La raison fondamentale des problèmes est que les produits ne sont pas absorbés par le marché. L'adoption de mesures pour augmenter le nombre de cultivateurs ne changera rien aux conditions du marché. La situation sera-t-elle plus rose avec 20,000 cultivateurs supplémentaires? Le fait de subventionner des milliers de concurrents améliorera-t-il leurs conditions? Je crois qu'il est logique d'en douter. Les remarques du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) sont bien fondées.

Le projet qui nous est soumis, un effort dont j'aimerais contribuer au succès, n'est qu'accessoire. Nous avons besoin de quelque chose de beaucoup plus important, d'une magnitude plus considérable. Si nous sommes incapables de vendre nos produits, c'est que ceux qui devraient les acheter n'ont pas de pouvoir d'achat. Il y a à Montréal 40,000 chefs de famille qui sont chômeurs. Ils reçoivent trois repas pour eux et les membres de leur famille. Tant que nous aurons 250,000 personnes à Montréal et un grand nombre d'autres dans le reste de la province qui recevront 3 ou 4 sous pour leurs repas, les cultivateurs ne vendront pas leurs produits, et il sera inutile de faire de la colonisation. L'agriculture et la colonisation ne pourront prospérer.

Comment des gens vivant de très maigres allocations pour la nourriture peuvent-ils acheter les aliments que produisent les cultivateurs? Il ne veut pas en cela blâmer le gouvernement pour ces allocations, car aucun gouvernement ne peut pourvoir tout l'argent nécessaire pour une subsistance décente. Il est évident que la solution au problème n'est pas d'augmenter les montants des secours directs. Une meilleure distribution de la richesse est requise. Il tient à répéter qu'il est contre toute attaque au droit de propriété acquise légitimement, mais au-dessus du droit d'acquisition,

il y a le droit à la vie. Et dans le concept du droit à la vie, nous devrions retrouver celui du droit au travail.

Le projet actuel ne peut être qu'une aide pour remédier à la situation présente. Il faut rétablir l'équilibre social. Il faut pour cela donner aux consommateurs le pouvoir d'achat. Pour remédier aux maux dont nous souffrons, il faut de la législation sociale. C'est ce que nous avons prêché. C'est ce que nous prêcherons encore, au risque de passer pour des fous et de voir, deux ou trois ans après, copier les idées de ces fous. Ce qu'on oublie trop, c'est le droit de vivre de tout homme. On rétablira le pouvoir d'achat par une meilleure répartition du travail et du capital. Le premier devoir d'un gouvernement est d'assurer l'accès au travail et, conséquemment, un pouvoir d'achat convenable. Ainsi, les gouvernements devraient légiférer en vue du respect de la propriété légitime, et ceci implique de mettre un frein aux excès de la spéculation et des capitalistes.

Les gouvernements devraient réglementer le travail et les conditions de travail, de telle façon que chacun puisse trouver un emploi qui convienne à ses aptitudes, son sexe et ses capacités. On dira que le député de Rouville verse dans le socialisme, mais il faut que celui qui travaille ou peut travailler puisse vivre. Je dis donc que ce projet est un effort sérieux, mais que la solution efficace de tous nos problèmes c'est d'assurer du travail à ceux qui peuvent travailler. On fait du pur socialisme en donnant, depuis quatre ou cinq ans, des secours à ceux des chômeurs qui pourraient travailler. Il faut un crédit pour le cultivateur.

En 1931, un groupe d'hommes a préconisé un prêt à 2 %. Les heureux gagnants de cette loterie, qui est une élection, les traitaient de fous, même leurs partisans. Aujourd'hui je ne sais si la folie s'attrape, mais les ministériels nous annoncent un prêt pour 4 ans sans intérêt. C'est ce que dit le projet du ministre de la Colonisation. Si, dans ce temps-là, les sages avaient écouté les fous de 1931, on aurait évité bien des désastres auxquels nous devons faire face aujourd'hui. On aurait empêché le mal de s'enraciner. Même la création d'un crédit agricole à bas taux d'intérêt n'aurait pu nous éviter la crise économique actuelle, mais cela aurait été d'un grand secours pour plusieurs gens. J'approuverai le projet que nous étudions, mais j'espère qu'on ne dira pas que le député de Rouville a pris des vessies pour des lanternes.

Cependant, la législation du ministre de la Colonisation que je crois bonne et pour laquelle je vais voter, aurait été plus efficace plus tôt.

Il attend avec impatience la législation du gouvernement à ce sujet. Il est anxieux de savoir si la confiance qu'il a placée dans le gouvernement fut une erreur. Le crédit agricole est nécessaire, qu'il vienne d'Ottawa ou de Québec. Il dit qu'en ce qui concerne le plan Vautrin, il l'aurait voulu plus précis, laissant moins de choses entre les mains du lieutenant-gouverneur en conseil.

Il analyse chacune des résolutions relatives au bill. Il dit qu'elles ouvrent la porte à toutes les mesures, permettant au gouvernement de faire tout le bien qu'il voudra mais sans spécification et sans grand frein.

Il réclame la séparation du domaine colonisable du domaine forestier et la confection d'un plan topographique des régions à coloniser.

J'espère que l'on acceptera ma suggestion. Le projet qui est devant nous n'est pas parfait, mais il a du bon. Il faut en tirer le meilleur parti. On peut lui appliquer le vieux dicton: "Vaut mieux tard que jamais". Au cours de l'étude de ce projet, nous montrerons notre bonne volonté, l'appuierons dans de justes limites.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Le député vient d'approuver notre bill, et je l'en remercie. Nous avons pensé qu'avec un système d'aide et d'établissement nous pouvions contribuer à régler le problème du chômage. Ceci est pour justifier le gouvernement de demander à cette Chambre un octroi de dix millions. Le mal peut être guéri jusqu'à un certain point. Il est vrai qu'il y a eu une diminution de fermes, entre 1921 et 1931, mais si on jette un coup d'œil sur les statistiques, on s'aperçoit que les fermes ont également diminué dans toutes les provinces, même celles de l'Ouest. Entre 1921 et 1931, si l'on considère seulement l'est du Canada, il rappelle que l'Île-du-Prince-Édouard a perdu 1,000 fermes, la Nouvelle-Écosse 7,000, le Nouveau-Brunswick 2,768 et l'Ontario 6,436.

C'est justement encore pour enrayer ce mouvement que le gouvernement propose le retour à la terre et la colonisation. En faisant une enquête pour trouver les terres inoccupées, nous faisons un effort sérieux pour établir des cultivateurs sur celles qui sont cultivables. Il est évident que, dans la loi, nous ne pouvons pas définir tous les endroits où va s'exercer notre action.

Avec le système d'aide aux cultivateurs qui veulent établir leurs fils, le gouvernement veut faire occuper ces terres au nombre d'environ 2,000. Le député dit vrai, et je le remercie de son expression, lorsqu'il loue l'effort que fait actuellement le

gouvernement. Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation s'entendront pour le succès du plan.

Il y a des territoires qui ont besoin d'un certain travail avant d'être cultivées. À la porte de Québec il y a un vaste territoire de savane; si on pouvait le drainer et le sectionner il y aurait moyen d'y établir de nombreux colons. Il en est de même dans la région de Montréal: à Laprairie et ailleurs. La difficulté, c'est que souvent ces terres appartiennent à plusieurs propriétaires. C'est pour cela que nous demandons le pouvoir de nous entendre avec ces propriétaires. C'est pour cette raison que nous avons inclus une clause nous permettant de faire des arrangements avec les propriétaires. Le gouvernement essaiera aussi de changer le système de canton actuel, s'il y a lieu.

Il (M. Vautrin) dit qu'il va offrir le paiement des intérêts et du fonds d'amortissement tous les ans.

Le gouvernement a entrepris cette politique de colonisation comme moyen de rétablir l'équilibre entre les populations des villes et des campagnes, de faire occuper les terres libres, et aussi, comme solution au problème épineux du chômage.

L'honorable député de Rouville nous suggère, dans la formation des nouveaux centres, de tenir compte de la configuration du terrain et de créer des paroisses ressemblant à nos vieilles paroisses. C'est justement là notre intention.

Mon collègue a aussi parlé du plan Gordon, a signalé que quelques colons ont quitté les lots qui leur avaient été accordés. Le député de Rouville a parlé d'un article de journal publié par M. Marcotte. Ce monsieur disait que 15 % des colons établis en vertu du plan Gordon sont revenus dans les villes. Je lui ferai remarquer que, s'il y a 10 % des colons établis en vertu de ce plan qui sont revenus en ville, il y en a 15 % qui sont revenus en Ontario.

À ce propos, on a peut-être erré en envoyant des colons dans les régions de colonisation, au début de l'hiver. Après avoir travaillé ferme pendant quelques mois, ils n'ont pas été satisfaits au printemps des lots qui leur avaient été remis. Des économistes ont condamné l'envoi de colons à l'ouverture de l'hiver, dans des régions mal connues. L'expérience a été, en l'occurrence, bonne conseillère.

On a parlé de deux colons en particulier, MM. Tremblay et Magnan, colons à Laferté. Ces messieurs ont donné une entrevue après être revenus en ville. Or, dans leur cas, le ministère a fait tout ce qu'il a pu. Il a offert à M. Tremblay de lui donner un autre lot, de changer sa maison de place, etc., mais il a refusé. Ce fut la même chose dans le cas de M. Magnan.

Ces messieurs avaient choisi leur lot l'hiver. Voilà pourquoi, dans mes visites j'ai donné instruction aux officiers du département d'échanger les lots lorsqu'il y aurait lieu. D'ailleurs, j'ai refusé de laisser partir des colons après le premier novembre, parce que je ne voulais pas les laisser s'aventurer ainsi dans la forêt en plein hiver. Au lieu de faire de la mauvaise publicité à la colonisation, on doit faire pour elle tout ce que l'on peut.

Je crois qu'il y a lieu de procéder avec beaucoup de précaution et de discernement dans le choix des colons. En tout cas, on peut être assuré que le gouvernement n'a en vue que l'avancement de la colonisation dans la province, dans le but de diminuer le chômage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Maintenant que les compliments sont finis de part et d'autre, revenons au projet. Si l'opposition avait coopéré avec le gouvernement, il y a deux ans, cela aurait été de la coopération, mais cette année, ce serait de la complicité.

L'honorable ministre de la Colonisation pourrait-il nous dire combien a coûté le congrès de l'automne dernier?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je pourrai vous donner ces chiffres dès qu'ils seront prêts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais savoir combien on a payé pour frais de voyage, de pension, de logement, etc. J'aimerais aussi savoir, sur les 3,771 terres libres propices à la colonisation, quel est le montant des hypothèques qui grèvent ces terres?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je pourrai fournir ces renseignements au chef de l'opposition. Il y a 2,500 terres propices à la colonisation, sur lesquelles nous connaissons les conditions de vente. Pour le montant de l'hypothèque, je vais faire compiler les chiffres, d'après les renseignements que nous avons obtenus, soit du curé de la paroisse, soit des secrétaires des municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il me semble que le ministre aurait pu obtenir ces renseignements au bureau d'enregistrement, beaucoup mieux qu'auprès des secrétaires-trésoriers de municipalités.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Quand nous avons décidé de faire cette enquête sur

les terres libres, nous nous sommes adressés aux curés et aux secrétaires de toutes les paroisses. Peut-être que nous aurions pu nous adresser aux bureaux d'enregistrement pour savoir le nombre d'hypothèques, mais nous avons cru que nous pouvions obtenir des renseignements plus utiles auprès des curés et des secrétaires.

**M. Béïque (Chambly):** Lorsqu'un cultivateur viendra pour acheter une terre libre, s'il s'aperçoit que l'hypothèque est trop lourde, qu'est-ce qu'il va faire?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand on parle de \$10,000,000, ce n'est pas exact. Comme toujours, le gouvernement, dont le soi-disant plan de colonisation ne répond qu'à des objectifs politiques, va retarder ses paiements, de sorte qu'il puisse commencer à dépenser des sommes d'argent considérables juste avant les élections, et il y aura des intérêts à payer. Et puis, cette somme est distribuée sur une période de deux ou trois ans, après que \$400,000 en prêts et probablement entre \$200,000 et \$250,000 en intérêts aient été déduits. Sur les dix millions, ce sont surtout les zéros qui vont servir à la colonisation. Je voudrais savoir du ministre quel est le personnel nouveau que le gouvernement va embaucher pour exécuter le programme électoral qu'il appelle le retour à la terre?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous avons dans le département des officiers très compétents. Nous avons divisé les services. Nous avons l'intention de nous servir des officiers que nous avons actuellement, et dans les districts où nous n'en avons pas, nous en prendrons de nouveaux. Nous aurons besoin d'enquêteurs dans les villes, pour entreprendre des enquêtes sur l'état des nouveaux colons, poursuivre l'œuvre commencée avec le recensement des terres, intervenir de bien des manières pour assurer aux colons des conditions d'établissement satisfaisantes. Au département, nous aurons besoin d'employés additionnels pour s'occuper des fils de cultivateurs, des terres abandonnées et leur utilisation. Mais nous ne pouvons savoir quel sera au juste le nombre des employés additionnels. Nous ajoutons trois services nouveaux.

La loi adoptée, il faudra nécessairement accroître le personnel du ministère. Mais il est impossible de donner un chiffre exact. Il est probable, aussi, que nous aurons besoin d'employés temporaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre aura besoin d'employés temporaires, comme le ministère des Travaux publics et celui de la Voirie. Pour le temps des élections, je suppose. La colonisation, une œuvre importante, ne devrait pas servir des fins électorales.

Mais je voudrais savoir le nombre d'employés nouveaux dont le département aura besoin.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Quant au personnel du ministère, je dois dire que nous avons au département un sous-ministre, M. L.-A. Richard, et des chefs de service très compétents. Nous comptons sur eux pour l'exécution du plan. Il nous faudra des fonctionnaires additionnels pour le choix des colons, qui se fera en coopération avec les sociétés, pour le transport et pour l'établissement des colons.

Il nous faudra aussi des employés additionnels pour la comptabilité, l'établissement des fils de cultivateurs, etc. Nous avons commencé à nous occuper des terres abandonnées. Un service spécial a été créé sous la direction de l'abbé Dechêne et de M. Grenon. C'est un travail très délicat. Quant au nombre des employés additionnels, je ne saurais le donner.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne peut donner le nombre approximatif?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne puis dire combien il nous en faudra au juste. Je viens de répondre au chef de l'opposition comment nous allons procéder. Nous aurons des bureaux un peu partout, même à Trois-Rivières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne crois pas que le gouvernement ait beaucoup de chance à Trois-Rivières. Aux dernières élections, en 1931, mon adversaire allait trouver des électeurs de mon comté et leur disait: Laissez donc vos loyers, nous allons vous établir sur des terres. Eh! bien, ils attendent encore leurs terres!

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il est entendu que l'exécution de notre plan nécessitera un travail considérable. L'établissement des salaires, la création de bureau, s'il y a lieu, et le temps que peut exiger le placement des colons empêchent le gouvernement de donner les précisions demandées par le député de Trois-Rivières. Nous ne pouvons savoir d'avance combien d'employés ce travail exigera.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre peut-il dire ce que coûteront les dépenses de voyage de tous ces employés additionnels?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne peux vraiment pas dire cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'est pas capable de nous donner les renseignements essentiels. Je suis bien disposé à attendre à demain, mais je tiens à avoir ces renseignements.

**M. Béique (Chambly):** Qui a payé le voyage du ministre au Témiscamingue?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne suis pas surpris que l'on ait soulevé cette question en Chambre.

Il (M. Vautrin) explique qu'il s'est rendu au Témiscamingue dans un wagon mis à sa disposition et à celle des fonctionnaires de la Colonisation par le Canadien Pacifique. Il est revenu d'Abitibi à Québec par le train ordinaire, en utilisant la passe accordée aux ministres et en payant son lit. Les fonctionnaires qui l'accompagnaient ont payé leurs dépenses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais savoir aussi si le ministre a fait des travaux de voirie dans les centres de colonisation, depuis le congrès. Combien de milles de routes seront construits, combien coûteront-ils et où seront-ils construits?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous ne pouvions faire de chemins de colonisation à même le \$10,000,000, il n'était pas voté. Nous avons demandé au fédéral de nous accorder un octroi, mais ça n'a pas marché. Nous avons fait quand même des chemins en Abitibi, dans les cantons Laferté, à même le budget ordinaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne possède que des renseignements rudimentaires. Au congrès, il a promis qu'il ferait faire des chemins; il admet aujourd'hui qu'il n'y a eu presque rien de fait.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Les chemins de colonisation sont nécessaires. Les colons ont toujours besoin de chemins. Lorsque le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) a pris la colonisation en 1921, il a fait faire beaucoup de chemins dans les régions neuves. Ceci a été fait il y a plusieurs années et, à tous les ans, des sommes considérables y ont été consacrées. Il faut que la

voirie suive la colonisation. Le scénario est que, lorsque les colons seront établis, nous construirons les routes avec l'aide des colons, ce qui leur donnera les moyens de subvenir à leurs besoins. Lorsque je suis allé visiter les colons, cet été, je me suis rendu compte qu'ils avaient gardé un bon souvenir de l'honorable député d'Arthabaska. Une fois que le colon est établi, c'est de la voirie qu'il a le plus besoin. J'ai déjà dit, et je le répète, que le chemin de colonisation doit précéder le colon et non le suivre.

**M. Béïque (Chambly):** Pourquoi ne pas dépenser les \$10,000,000 tout de suite plutôt que d'attendre trois ans?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous dépenserons l'argent au fur et à mesure que nous en aurons besoin pour la colonisation. Il faut établir les colons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que pense le ministre de la Colonisation du service des arpentages des Terres et Forêts?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je n'en pense que du bien et mes relations avec le ministre des Terres sont des plus cordiales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a eu des rumeurs qui voulaient que le service des arpentages passe à la Colonisation.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il n'est pas question de cela. Quand nous avons des arpentages à faire, nous en confions la tâche au ministère des Terres et Forêts. Les arpentages seront faits dans l'avenir par le ministère des Terres et Forêts, s'il y a lieu, dans les régions nouvelles de colonisation. Par exemple, pour diviser les savanes nouvellement drainées, etc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le service de l'arpentage va rester au ministère des Terres?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Oui, l'arpentage est un service du ministère des Terres. Nous aurons à la Colonisation le service de classification des terres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a dit que le ministre de la Colonisation avait donné des ordres aux arpenteurs du département des Terres et que cela avait produit des froissements.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne sais pas où le chef de l'opposition a pris ces renseignements, qui sont absolument faux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien va coûter l'arpentage?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Peu de chose. De 3 à 4,000 dollars par région; environ \$25,000 en tout.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien de chômeurs de Montréal le ministre s'attend-il de placer sur des terres?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne le sais pas. Nous ferons notre possible pour établir tous ceux qui voudront devenir colons et qui auront des aptitudes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre devrait avoir au moins un aperçu. Il manque de renseignements essentiels. Le ministre ne connaît rien, et l'on ne peut pas avoir confiance dans le plan présenté cette année à la Chambre. Est-ce que le ministre va me les fournir bientôt?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** J'ai pris note des questions de mon honorable ami; je répondrai le plus tôt possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'adopterai pas les résolutions à l'étude avant que le ministre m'ait donné les renseignements que je lui ai demandés tantôt.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande la production du contrat intervenu entre le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) et l'honorable Gordon à Ottawa. Il est convaincu que la province a le droit d'absorber la part des municipalités.

**M. Béïque (Chambly):** Le ministre croit-il qu'il aura assez de \$10,000,000 pour le succès de son plan?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** répond par l'affirmative.

**M. Béïque (Chambly):** Même pour la période de trois années que le ministre a en tête?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Oui.

**M. Béique (Chambly):** Le ministre affirme que ces \$10,000,000 produiront des résultats satisfaisants?

La séance est levée à 6 heures<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**  
Oui. Nous croyons pouvoir établir 25,000 personnes avec cette somme, pendant une période de trois ans. Si le plan réussit, alors le gouvernement jugera à propos, peut-être, de contribuer davantage.

## NOTES

**M. Béique (Chambly):** Pourquoi alors demander la contribution d'Ottawa?

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**  
Nous avons demandé à Ottawa de considérer notre plan comme un plan national. Je me suis rendu à Ottawa voir M. Gordon et M. Duranleau à ce sujet. On sait qu'Ottawa a refusé.

2. Après la séance, compte tenu de l'obstruction systématique de l'opposition au projet de loi du ministre de la Colonisation, *L'Action catholique* du 8 mars 1935, à la page 10, rapporte : "... l'honorable M. Taschereau a qualifié vertement l'attitude du groupe de M. Duplessis." De son côté, le chef de l'opposition a déclaré: "On n'aime pas que nous fassions de la corruption électorale."

**M. Béique (Chambly):** Est-ce que le ministre pense obtenir des résultats avant ou après les élections?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**  
Nous nous attendons à des résultats quasi immédiats.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après la loi de l'aide aux chômeurs de 1933, le gouvernement a le pouvoir de payer la part des municipalités dans toutes les dépenses qui ont trait au chômage. Si le provincial n'aime pas le plan Gordon, c'est parce qu'il donne plus d'argent au colon que le plan Vautrin. Le gouvernement veut faire de la politique.

Il reproche au ministre de les avoir invités à participer au plan Gordon encore au mois d'août dernier et d'avoir exigé un paiement initial, avant même que les colons fussent partis.

Je ne suis pas prêt pour ma part, à accepter le plan de colonisation qui nous est soumis.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**  
Le chef de l'opposition dit que le plan Gordon coûtait au gouvernement plus cher que le plan provincial. Je ne suis pas prêt à admettre cela, car ici, le gouvernement paiera tout, les municipalités ne paieront rien.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

## Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous allons ajourner à demain après-midi, trois heures. Il y aura une séance demain soir.

Séance du vendredi 8 mars 1935

**Présidence de H. Authier**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Absence de l'Orateur**

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs!  
Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie Amélie Élisabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry;
- bill 109 autorisant l'association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval;
- bill 102 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 106 modifiant la charte de la ville de Louiseville;
- bill 124 confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes.

**Commissaires d'écoles  
de Pointe-aux-Trembles**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Charte  
de Lachine**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Charte  
de Louiseville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Limites  
de Varennes**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes.

Les amendements sont lus une première fois.

**Charte  
de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que les amendes payées pour le bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal soient remises, vu que ce bill a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

**Dépôt de documents:**

**Rapport de la Commission  
des services publics**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-cinquième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1934. (Document de la session no 119)

**Questions et réponses:****Loi des terres et forêts,  
droits de coupe, rentes foncières,  
réductions exceptionnelles**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 15 avril 1934 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1935, au sujet de la loi relative aux arrêtés en conseil mettant à l'effet la loi des terres et forêts (24 George V, chapitre 19):

1. À combien se chiffre le total des réductions exceptionnelles accordées par la province, relativement aux droits de coupe et aux rentes foncières?

2. Quelles sont les personnes, compagnies ou corporations qui ont bénéficié de ces réductions exceptionnelles?

3. Pour quelle somme et à quelle date dans chaque cas?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. 2. 3. Aucune réduction n'a été accordée relativement aux rentes foncières exigées pour l'exercice 1934-35.

Il a été accordé une réduction totale, sur les droits de coupe, de \$1,130.00 à la Gulf Pulp & Paper Company pour les bois coupés durant l'exercice 1933-34 en vertu de l'arrêté du conseil no 1531 du 22 juin 1934.

Pour les bois qui sont coupés durant l'exercice 1934-35, nous n'avons pas encore le retour final des opérations et, par conséquent, nous ne pouvons qu'en donner une estimation. (Voir la liste ci-dessous)

**a. Les concessionnaires suivants ont obtenu des réductions de droits de coupe:**

I. - Ontario Paper Company, par arrêté du conseil no 1761 du 19 juillet 1934, pour environ 50,000,000 p.m.p., soit.....	\$27,500.00
II. - Gulf Pulp & Paper Company, par arrêté du conseil no 2580 du 24 octobre 1934, pour environ 17,500,000 p.m.p., soit .....	9,625.00
III. - Nouvelle Lumber Company, par arrêté du conseil no 2581 du 24 octobre 1934, pour environ 2,000,000 p.m.p., soit .....	500.00
IV. - Canadian International Paper Company, par arrêté du conseil no 3054 du 13 décembre 1934, pour environ 10,000,000 p.m.p., soit.....	5,500.00

**b. Les personnes ou corporations suivantes ont obtenu le droit de couper à tarif réduit, sur les concessions ou les terrains suivants:**

I. - J. Moffatt, sur concessions Consolidated Paper Corporation sur arrêté du conseil no 2586 du 24 octobre 1934, pour 5,000 cordes, soit .....	5,875.00
II. - Diverses personnes, sur concessions Bathurst par les arrêtés du conseil no 2594 du 24 octobre 1934; no 2973 du 5 novembre 1934; no 3554 du 12 décembre 1934 pour la coupe de 20,000 arbres de cèdre, soit environ .....	1,500.00
III. - La ville de Chandler, sur les concessions de la Maritime Operating Corporation par arrêté du conseil no 2658 du 31 octobre 1934 pour environ 1,800 cordes de bois de chauffage, soit .....	950.00
IV. - J. H. Adams, sur terrains vacants de la Vallée Matapédia par arrêté du conseil no 3021 du 12 décembre 1934, pour environ 1,000,000 p.m.p., soit.....	1,000.00
V. - F. Huard, sur les concessions de la Bathurst Pulp & Paper Company par arrêté du conseil no 3022 du 12 décembre 1934, pour environ 400,000 p.m.p., soit.....	470.00

**c. Un grand nombre de colons ont obtenu par les arrêtés du conseil no 187 du 23 janvier 1935; no 257 du 8 février 1935; no 468 du 15 février 1935 des permis pour couper gratuitement 372,000 p.m.p.; 1,850 cordes de bois de chauffage et 1,600 piquets, soit.....** 1,945.45

**Jean Grenon,  
ingénieur civil**

Grenon, ingénieur civil, a-t-il été à l'emploi de la province:

Dans l'affirmative:

**a.** Pendant combien de temps?

**b.** Où?

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931 jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1935, M. Jean

- c. Quelles ont été ses fonctions?
- d. Quel a été son salaire durant cette période?
- e. Quels sont ses fonctions et son salaire actuels?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Pour ce qui concerne le département des Travaux publics:

- 1. Oui.
- a. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933.
- b. À Chicoutimi, au pont Chicoutimi-Sainte-Anne.
- c. A fait le levé topographique et a agi comme ingénieur surveillant.
- d. \$2,929.00 pour l'achat des terrains et pour le levé topographique dont les premiers travaux ont été faits avant le 1<sup>er</sup> janvier 1931 et pour la surveillance des approches; \$260.00 par mois du 1<sup>er</sup> février 1932 au 1<sup>er</sup> janvier 1933 comme ingénieur surveillant des travaux du pont proprement dit.

Pour ce qui concerne le département de la Colonisation:

- 1. Oui.
- a. Depuis le 1<sup>er</sup> février 1933 à date.
- b. Chicoutimi et Québec.
- c. Pendant son séjour à Chicoutimi, du 1<sup>er</sup> février 1933, au 15 janvier, 1935, chef des services de colonisation pour les régions de Chicoutimi et Lac-Saint-Jean.
- d. \$2,500.00.
- e. Depuis le 15 janvier 1935, attaché au service des terres libres, à Québec, au même salaire.

**Loi  
de l'adoption**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi de l'adoption soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Promotion de  
la colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

propose: Attendu que la colonisation et le retour à la terre doivent être considérés comme des entreprises nationales à la réussite desquelles il importe de travailler;

Attendu que la colonisation et le retour à la terre offrent une solution efficace et d'une nature permanente aux problèmes qui sont nés du chômage;

Attendu qu'il y a, dans les campagnes, un grand nombre de fils de cultivateurs qui désirent s'établir sur la terre mais qui, pour le faire, ne peuvent compter sur l'aide paternelle ou n'y peuvent compter que dans une mesure insuffisante;

Attendu qu'il y a également un nombre non moins considérable de jeunes gens qui, sans toutefois être fils de cultivateurs, ont toutes les aptitudes voulues pour s'établir sur la terre avec succès, mais n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire;

Attendu qu'il y a des cultivateurs qui, atteints par la crise et obligés d'abandonner leurs fermes, aspirent à retourner à leur état, pourvu qu'on leur en fournisse le moyen;

Attendu qu'il y a entre le nombre de la population urbaine et celui de la population rurale un déséquilibre qu'il importe de rectifier et que la colonisation et le retour à la terre offrent un moyen pratique pour rétablir un équilibre désirable; en conséquence:

1. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pourra être citée sous le titre de loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

2. Qu'une somme de dix millions de dollars sera affectée pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et spécialement aux fins prévues aux résolutions 3, 4, 5 et 7 ci-dessus.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour:

1. Accorder des octrois aux conditions et aux montants qu'il déterminera:

a. Aux sociétés diocésaines de colonisation ou à toutes organisations s'occupant activement de colonisation ou de retour à la terre;

b. Aux cultivateurs qui établiront leurs fils, gendres ou enfants adoptifs sur des terres libres,

c'est-à-dire des terres ne servant pas alors, en tout ou en partie, à l'exploitation agricole ou qui peuvent servir à la création de nouveaux établissements agricoles, pourvu que l'octroi dans ce cas n'excède pas trois cents dollars et soit payé au moyen de trois versements annuels égaux;

c. Aux personnes qui sont sujets britanniques désirant s'établir sur telles terres libres, si elles ont été jugées aptes à le faire; le maximum de l'octroi dans ce cas devant être le même que pour le cas précédent et devant être versé de la même façon;

d. Aux colons débutants pour aider à la construction d'une maison et d'une étable, pourvu que l'octroi pour chaque cas particulier n'excèdera pas cent dollars, et aux colons de première année pour la préparation des cinq premiers acres de leur lot, eu égard au nombre de dépendants, sans préjudice à la prime ordinaire de défrichement et de labour que ces colons pourront avoir gagnée;

e. À toute personne célibataire, du sexe masculin, qui désirera travailler comme aide chez tout cultivateur qui consentira à la recevoir ou à l'employer.

2. Effectuer un prêt, pour l'achat d'un roulant, à toute personne qui aura bénéficié d'un octroi en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de la présente résolution, et qui ne pourra compter sur l'aide de ses parents pour obtenir les animaux et les instruments aratoires nécessaires aux fins de son exploitation, pourvu que le prêt n'excède pas la somme de cinq cents dollars et ne soit pas supérieur aux deux tiers du coût du roulant; ce prêt sera remboursable à raison de versements annuels de cent dollars, le premier versement devenant dû au commencement de la quatrième année du prêt, et il ne portera pas intérêt, sauf à compter de la date d'échéance des remboursements;

3. Améliorer et développer les régions où des colons sont établis ou pourront être établis, soit par la construction de grandes voies de communication ou de chemins locaux et de ponts, soit par l'assèchement, l'égouttement ou le drainage de certains territoires, y compris les terrains possédés en commun (communes), les savanes et terrains marécageux, soit par l'acquisition, par échange ou autrement, des terres jugées nécessaires à ces fins;

4. Aider, encourager et maintenir les colons ou les établissements de colons déjà existants, et satisfaire aux soins immédiats de ces colons en suppléant, sous toute forme quelconque et sous toutes conditions déterminées, aux octrois et aux primes qui leur seront déjà versés;

5. Payer les frais légitimes de transport de colons, de leurs familles et de leur roulant et ménage,

lorsqu'il sera établi que ces colons ne peuvent pas acquitter ces dépenses;

6. Créer des centres de colonisation en établissant des colons par groupe et, à cette fin, en outre des octrois ou primes qui pourront être versés à chaque colon, dépenser toutes sommes requises pour l'achat de bois nécessaire à la construction, pour l'achat de matériel, de chevaux ou autres animaux, de machinerie ou instruments pour travaux publics;

7. Construire ou améliorer des écoles, chapelles-écoles, ainsi que des maisons et logements pour les curés ou missionnaires de colonisation et aider toute organisation scolaire ou religieuse;

8. Donner des graines de semence aux colons qui n'auront ni les ressources ni le crédit pour s'en procurer et accorder des primes de jardinage aux femmes de colons pour récompenser leur travail et leur industrie;

9. Diriger les efforts et les initiatives des colons, en leur procurant les services de tout agronome ou de tout spécialiste et, si nécessaire, d'organiser un service spécial d'agronomie adapté aux besoins des régions nouvelles et anciennes;

10. Accorder des primes pour la construction de moulins dans les anciennes et nouvelles colonies où il le jugera à propos dans l'intérêt des colons, et favoriser la petite industrie;

11. Diviser les régions de colonisation en districts pour les fins de l'administration et établir des bureaux pour faciliter les transactions entre ceux qui désireront s'établir sur des terres actuellement libres, et ceux, d'autre part, qui possèdent de telles terres et seraient disposés à les vendre à termes.

4. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la colonisation:

1. À acquérir, par échange ou autrement, toute terre ou territoire si cette acquisition est jugée nécessaire pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et à procéder à la vente de ces terres ainsi acquises ou toute partie d'icelles, aux termes et conditions qui pourront être jugés avantageux et équitables;

2. À négocier avec les personnes propriétaires de terres libres, au sens du paragraphe b du paragraphe 1 de la résolution 3 pour les aider à disposer de leurs terres en faveur de toutes autres personnes qui seront dans les conditions voulues par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pour obtenir des octrois ou des prêts;

3. À faire toute convention ou tout arrangement avec le gouvernement du dominion ou toute corporation municipale de cette province, ou

avec les deux, aux fins de promouvoir les intérêts de la colonisation et du retour à la terre;

4. À faire exécuter tous travaux d'arpentage et de classification des terres qui sont actuellement sous son contrôle ou qui pourront à l'avenir l'être;

5. À faire exécuter tout travail jugé nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider et assurer l'expansion et le succès de la colonisation et du retour à la terre.

5. Que, sur et à même la somme prévue à la résolution 2, pourront être acquittés, en totalité ou en partie, toutes dépenses résultant généralement de toutes lois concernant la colonisation et le retour à la terre et tous octrois ou primes autres que celles de défrichement et de labour qui pourront être accordés, ainsi que les dépenses jugées nécessaires pour donner suite à tout contrat ou transaction comme à toute initiative résultant de ces lois, et généralement pour exécuter tout ce qui pourra être nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider ou assurer l'expansion ou le succès de la colonisation et du retour à la terre.

6. Que tous les octrois, primes ou allocations annuelles ou particulières, versés en vertu des présentes résolutions seront incessibles et insaisissables.

7. Que le personnel jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourra être nommé conformément aux dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou de la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), suivant le cas.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre de la Colonisation, les montants que le gouvernement de la province est autorisé à dépenser en vertu des présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, jusqu'à concurrence du montant de dix millions mentionnés dans la résolution 2 ci-dessus, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province; et que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

9. Que le ministre de la Colonisation sera chargé de la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai posé quelques questions au ministre de la Colonisation, hier. Est-ce qu'il désire répondre immédiatement?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le chef de l'opposition m'a demandé combien a coûté le congrès de colonisation de l'automne dernier. Ce congrès a coûté \$4,465.39<sup>2</sup>. Je dépose sur la table de la Chambre tous les détails de cette dépense. L'autre question du chef de l'opposition est au sujet des terres libres. D'après notre enquête, il y a 3,771 terres libres dans la province. Sur ce nombre, 1,203<sup>3</sup> propriétaires nous ont répondu que leurs terres n'étaient pas à vendre; 1,202 propriétaires n'ont pas répondu. Sur le nombre de réponses que nous avons reçues, 950 propriétaires disent que leurs terres ne sont pas hypothéquées.

L'enquête poursuivie a révélé qu'il y avait environ 1,150 terres hypothéquées et 206 sans hypothèque<sup>4</sup>. Les autres ne nous le disent pas. Le chef de l'opposition m'a aussi demandé combien il nous faudra d'employés additionnels. Je lui ai déjà répondu que nous serons obligés de créer trois nouveaux services, mais je ne puis prévoir le nombre d'employés qu'il nous faudra.

Quant aux salaires et aux dépenses de voyage des employés qui travailleront à la mise en application du plan, ils s'élèveront à environ \$150,000<sup>5</sup> par année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant d'aller plus loin, je désire faire une petite mise au point.

Depuis que j'ai l'honneur de siéger en cette Chambre, les députés savent que je n'ai jamais fait de remarques au sujet des journaux. J'ai toujours cru que les journalistes sont comme les avocats qui plaident la cause de leur client, et j'ai toujours su faire la différence entre les journaux et les journalistes. Seulement, il arrive un temps où les faits doivent être rétablis et où la patience devient une lâcheté.

Un journal de Québec, *L'Événement*, depuis que j'ai l'honneur de siéger en cette Chambre, sciemment et volontairement, dénature les déclarations de mes collègues de l'opposition et moi-même. Cela, depuis plusieurs années. Je n'ai pas l'habitude de dire quoi que ce soit de désagréable, surtout pour quelqu'un qui n'est pas sur le parquet de la Chambre. Mes remarques seront donc courtes et aussi amères que possible dans les circonstances. Je ne me plains pas souvent de certains journaux, mais je veux corriger le compte rendu paru ce matin dans *L'Événement*.

On m'a fait dire hier dans le rapport de *L'Événement*, journal qui se proclame indépendant - mais qui est indépendant de la vérité et de la justice, et non de la crèche - on m'a fait dire que si l'opposition avait coopéré avec le gouvernement, il y a deux ans, c'eût été de la coopération, mais qu'aujourd'hui cette coopération serait de la complicité.

Nous n'avons jamais dit cela. Conformément à son habitude, ce journal dénature les faits. Nous avons dit au contraire que nous avions donné notre coopération pendant deux ans, mais aujourd'hui cette coopération serait de la complicité.

Des journalistes ont aussi dit de bonne foi, en certains cas, et moins de bonne foi en d'autres, que je faisais de l'obstruction à la mesure du ministre de la Colonisation pour le simple plaisir d'en faire. Rien n'est plus faux ni plus injuste. La coopération dont on parle a été conditionnelle, quand elle a été réelle. Je puis dire que je connais les raisons et les mobiles qui inspirent cette façon étrange de procéder.

Il a offert au contraire, dit-il de coopérer une fois de plus avec le gouvernement, pourvu que ce dernier veuille accepter ses recommandations, recommandations qu'il considère essentielles à l'œuvre de colonisation.

Il y a 15 ans que l'administration actuelle est au pouvoir. Le gouvernement n'a rien fait pour la colonisation, malgré son programme et ses promesses. En 1931, le premier ministre a présenté un programme de colonisation qu'il n'a jamais exécuté. S'il lui a fallu quatre ans pour en préparer un autre, l'opposition a raison d'agir avec prudence. En octobre, on a tenu un congrès. C'était la première activité apparente vers la réalisation des promesses formelles faites quatre ans auparavant.

L'opposition n'a-t-elle pas le droit de prendre quelques jours de discussion, s'il a fallu quatre ans au gouvernement pour se préparer? Le gouvernement a cru faire régler en deux jours ce qu'il n'a pu faire régler en 15 ans.

Après le congrès, il lui a fallu trois mois avant de convoquer la session et, deux autres mois, avant de présenter sa motion. L'opposition, maintenant, devrait au moins avoir quelques jours pour discuter ce plan.

On reproche ensuite à l'opposition de prendre quelques jours pour se renseigner et renseigner la population. Lorsque le ministre a parlé, j'aurais pu protester, demander l'ajournement, puisque je n'avais pas été averti que la résolution allait être présentée. Mais j'ai voulu hâter le travail. Le ministre a parlé longuement et je lui ai répondu immédiatement dans un discours bref.

À la deuxième séance, ce n'est qu'au milieu ou les trois-quarts de la séance qu'on a apporté cette question, et il y eut des discours faits par les députés ministériels. Hier, le député de Rouville a parlé - je ne le lui reproche pas - pendant au moins une heure et l'honorable ministre lui a répondu. Il a pris une demi-heure.

Dans un projet aussi important, nous n'avons donc pris que trois heures en tout et partout. Est-ce qu'on nous le reprochera, sur une question aussi importante, alors que le gouvernement a pris 15 ans pour se décider à s'occuper de la colonisation et, trois mois après le congrès, pour présenter son plan à la Chambre.

Je tiens à dire et à répéter ce que personne de bonne foi ne peut nier, que l'opposition a toujours proclamé la nécessité de l'aide à la colonisation comme complément à l'agriculture. Seulement, nous voulons que cette aide ne tourne pas en corruption électorale, c'est tout. Je défie qui que ce soit de trouver une question de l'opposition qui n'était pas sérieuse et qui n'était pas de nature à jeter de la lumière sur cette question.

Je vois dans les chiffres fournis par le ministre que le dîner donné au cours du congrès a coûté \$850. Le ministre peut-il nous donner des explications?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

C'est lorsque nous avons reçu les délégués à l'hôtel le midi; nous avons payé leur dîner, \$855.42.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Parce que le gouvernement a cru qu'il était de son devoir d'occuper de manière informelle ceux qui étaient intéressés par le mouvement du retour à la terre: représentants de la classe agricole, prêtres de paroisses et pasteurs de foi protestante.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve qu'il n'y pas beaucoup de terres libres d'hypothèques. Je me demande comment vont faire les fils de cultivateurs qui s'établiront sur ces terres, avec un octroi de \$100 par année. Le projet du ministre n'est pas mûri ni appuyé sur des méthodes élémentaires. Le salaire et les dépenses des employés seront de \$150,000 par année. Pendant trois ans, cela fait \$450,000 d'enlevé sur les \$10,000,000. Si l'on ajoute à cela les sommes prêtées qui devront être remises, on arrive au total de \$850,000. Et il y aura d'autres travaux à faire exécuter. Je demande au

gouvernement d'amender les résolutions préliminaires au bill, de façon à assurer d'abord la classification des lots, la séparation du domaine forestier du domaine colonisable, la distribution des octrois aux colons seulement, à limiter les pouvoirs du ministre, du lieutenant-gouverneur en conseil, de manière à garantir que l'argent ira à la colonisation. Que le gouvernement institue un crédit agricole en plus des \$300 déjà accordés. L'octroi de \$300 ne sera pas suffisant.

Il (M. Duplessis) demande des mesures pour assurer le maintien des cultivateurs et de l'agriculture familiale.

Cette résolution est une invitation au favoritisme et à la corruption électorale; cette résolution est une entrave à la colonisation. Je suis prêt à coopérer avec le gouvernement, malgré ses torts et ses abus, pourvu que le ministre nous propose un projet de colonisation, au lieu d'un plan électoral. Un projet, non pas de \$10,000,000 en trois ans émiettés par des salaires; mais qu'il consacre à la colonisation et à l'agriculture \$25,000,000, plus que cela, \$30,000,000. Le gouvernement devrait même emprunter, si c'est nécessaire. La colonisation et l'agriculture font la base de notre vie nationale.

Je fais une offre sincère et loyale: nous allons passer les résolutions tout de suite, en cinq minutes et sans discussion, si le gouvernement veut présenter une loi basée sur des recommandations d'experts.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Je vais donner quelques explications qui devraient satisfaire l'honorable chef de l'opposition. Le colon gagnera \$1.60 par jour pour son travail. Nous garderons 25 cents pour la pension et sa nourriture; nous lui donnerons de l'argent pour ses dépenses, puis nous réserverons \$1.00 par jour que nous lui remettrons, lorsque sa maison sera bâtie, pour payer le transport de sa famille et lui aider dans les débuts. En plus, le colon recevra sa prime d'établissement; quelques mois ensuite, il recevra sa prime de défrichement pour lui aider encore un bout de temps.

On présentera bientôt une loi en Chambre pour faciliter aux colons la vente de leur bois. Après cela, si le colon n'arrive pas, nous lui paierons la prime du colon nécessaire, à laquelle contribuent les deux gouvernements. Mais s'il ne veut pas travailler, il devra s'en aller. Ce système n'est peut-être pas parfait, mais je crois que c'est le meilleur que nous puissions trouver.

Au sujet de la classification des lots, nous avons l'intention d'amender la loi, pour transporter le service de la classification, du département des

Terres à celui de la Colonisation. De même, dès que les lots seront considérés comme propres à la culture, ils passeront du contrôle du département des Terres à celui de la Colonisation, s'il en fait la demande.

Les dépenses de dix millions sont des dépenses d'établissement des colons et des fils de cultivateurs. Le chef de l'opposition trouve que ce n'est pas suffisant. S'il faut aider les cultivateurs qui sont sur des terres, le ministre de l'Agriculture pourra faire passer des lois à cet effet. Je fais donc la déclaration suivante: les dix millions doivent être totalement dépensés pour l'établissement des colons, à la création de nouveaux centres agricoles. On n'arrivera à mettre en vigueur le système d'établissement sur les terres libres qu'avec le contrat de bail-vente.

Il va employer tout son temps, déclare-t-il, à la réussite de ce système dit de l'occupation des terres libres.

Le chef de l'opposition dit qu'il faudrait \$30,000,000. Nous voulons procéder avec méthode. Dès que la loi sera votée, nos services vont entrer en action, nous allons aider les colons aussitôt. Je puis dire au chef de l'opposition que je vais employer tout mon temps, toutes mes forces au succès de cette entreprise. Lorsque ces dix millions seront dépensés, rien n'empêche le gouvernement de voter de nouveaux millions pour la colonisation si notre entreprise réussit.

Aujourd'hui, on doit avoir la probité d'esprit de reconnaître que la province de Québec est loin d'être en retard sur les autres provinces et les autres pays, quant à la colonisation. Qu'on me trouve une autre province qui en fait autant. Le chef de l'opposition dit que nous sommes en retard. Mais, aux États-Unis, où il y a 21,000,000 de personnes sur les secours directs, c'est seulement maintenant que le gouvernement a décidé de consacrer un milliard de dollars pour installer les gens sur la terre, près des villes.

C'est la même chose en Angleterre, où se trouvent des millions de chômeurs. La même chose sera tentée incessamment selon un système connu sous l'appellation de groupes communautaires, où 50 ou 200 chômeurs seront établis près d'une ville et auront l'occasion de tirer de la terre une partie de leur subsistance. Voilà deux grands pays, et ce n'est que dernièrement qu'ils ont entrepris ce travail.

Pourquoi le chef de l'opposition refuse-t-il à coopérer? J'espère que le chef de l'opposition va nous seconder et nous aider. Tout à l'heure, il a parlé avec plus de calme et de modération que les jours précédents. Je vais faire tout mon possible, avec mes

officiers, et si je ne réussis pas, je serai le seul responsable, le seul à blâmer. Ce n'est pas le gouvernement, qui m'a donné sans restriction pleine autorité et 10 millions, qu'on ira blâmer. Je n'ai jamais prétendu qu'il s'agissait là d'un projet qui sauverait la province.

L'honorable chef de l'opposition trouve que les résolutions ne sont pas complètes. En 1920<sup>6</sup>, le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), en lançant son projet de colonisation, a présenté trois résolutions qui ne contenaient aucun détail, et cependant, elles furent adoptées à l'unanimité. L'opposition autrefois ne craignait pas, lorsque le gouvernement s'occupait de cet important problème du retour à la terre, de coopérer avec nous. Le chef de l'opposition du temps, l'honorable M. Arthur Sauvé, à présent ministre des Postes, félicita le ministre et lui offrit sa coopération.

Voici ce qu'il disait: "Autrefois, les apôtres de la colonisation faisaient reculer la forêt et surgir les paroisses; de beaux villages sont nés au sein des grands bois. On organisait des congrès de colonisation pour entendre les grandes voix de la patrie, enseigner au monde nos richesses inexploitées, conseiller le défricheur. Prêtres et laïques, colons et professionnels s'unissaient pour solutionner ce problème de suprême importance. Aujourd'hui, plus rien."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre pourrait-il nous dire où il prend sa citation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce dans *L'Événement*?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** C'est un discours du 4 février 1920, reproduit dans *L'Action catholique* du lendemain.

(Applaudissements à droite)

Je n'ai lu dans aucun journal une critique au sujet du congrès de l'automne dernier. Pendant le congrès même, personne n'a discuté les choses du passé.

M. l'Orateur, je crois avoir répondu au chef de l'opposition et l'avoir renseigné. Maintenant, il me semble qu'il devrait coopérer avec nous.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre n'a pas répondu du tout. Je lui ai suggéré des mesures préalables à la colonisation: vigoureuse politique d'agriculture, classification des terres, disparition des hypothèques, augmentation des primes. Le ministre a cité une parole de l'honorable M. Sauvé. Si le ministre n'a pris qu'un extrait, c'est

qu'il avait intérêt à cacher le reste. Prenant pour acquis que l'honorable M. Sauvé félicitait le gouvernement en 1920, cela prouve que l'opposition était prête à coopérer. Ça fait 15 ans de cela, et il n'y a rien de fait encore. Je ne suis pas capable de donner un mandat en blanc au gouvernement. Je ne fais pas cela par partisanerie politique: je ne suis pas capable en conscience.

Nous voulons savoir du ministre le nombre de chômeurs dans les grands centres, le nombre de lots boisés, combien le gouvernement va dépenser pour les chemins de colonisation, la construction des chemins, etc. Le ministre ne sait pas, et il voudrait que nous ayons confiance.

Il (M. Duplessis) demande qu'on libère le domaine colonisable, afin que le gouvernement ne soit pas obligé de se mettre aux genoux des marchands de bois pour faire l'échange de lots. Il admet les bonnes intentions du ministre, mais l'enfer est pavé de bonnes intentions.

Le ministre ne peut pas nier que les réformes préconisées par le chef de l'opposition sont toutes nécessaires à l'œuvre de colonisation.

**M. Fisher (Huntingdon):** M. le président, nous n'avons pas de garantie que le plan de colonisation va être un succès et s'il ne réussit pas, ce sera une calamité pour la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien, très bien.

**M. Fisher (Huntingdon):** Toute l'exécution du plan sera dirigée du bureau du ministre. Nous n'avons aucune garantie que son plan permettra l'établissement sur les terres des chômeurs des grandes villes. Il faut songer aux chômeurs ruraux aussi bien qu'aux chômeurs des villes. On a jusqu'ici surtout aidé les chômeurs urbains, avec le résultat qu'un bon nombre ont quitté leurs terres pour regagner les villes. Beaucoup d'entre eux étaient d'anciens terriens qui avaient failli en temps de prospérité et qui offraient peu de garanties.

Il y a aussi le problème de ceux qui essaient la colonisation, abandonnent pour cela les avantages de l'assistance directe, ne peuvent réussir sur les terres et reviennent en ville dénués de tout et n'ont plus d'assistance directe.

On devrait accorder aux fils de cultivateurs ou cultivateurs établis sur les terres appelées libres, les mêmes avantages qu'aux colons, en fait d'assistance directe. Il est plus important de maintenir les cultivateurs sur la terre que d'y envoyer des colons.

Comment le ministre peut-il s'attendre à ce que ceux qu'il va renvoyer sur la terre feront de bons cultivateurs? Je lui conseille d'y aller tranquillement et avec beaucoup de prudence. Si les nouveaux colons ne réussissent pas, ils deviendront un fardeau pour la province. C'est un bien grand problème. Il faut assurer à la Chambre que les erreurs et les abus du passé seront corrigés, autant que possible.

Il (M. Fisher) dit qu'il a écouté le député de Rouville avec attention. L'agriculture a été bien négligée dans le passé, comme il l'a dit. Le gouvernement prétendait n'avoir pas d'argent. Où le gouvernement prendra ces dix millions? Le gouvernement n'a pas équilibré son budget. Ce serait un crime que de confier au ministre un chèque en blanc pour dépenser \$10,000,000 sur la colonisation, sans exiger certains détails essentiels. Si l'on compte le \$3,000,000 accordé au budget ordinaire du département, cela signifie que le ministre sera autorisé pendant les trois prochaines années à dépenser quelque chose comme \$40,000,000, sans que là-dessus la Législature ait un droit de regard.

Il (M. Fisher) ne veut pas de nouveaux emprunts que la province entière devra payer.

L'opposition a donc raison de prendre les précautions voulues pour que l'argent serve réellement à la colonisation et non purement à faire des élections. J'espère que celui qu'il demande à la Législature de voter, il va le dépenser avec soin.

D'autant plus que le plan n'est pas mûri, est fait à l'aventure et à la hâte et, sous l'égide du gouvernement actuel, n'offre que des chances médiocres de succès. Or, un échec, dans les conditions présentes, serait un désastre pour l'avenir de la colonisation. C'est pourquoi l'opposition réclame des résolutions précises, définies.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

L'honorable député de Huntingdon peut être certain que nous ferons enquête dans chacun des cas des gens de la ville qui voudront retourner à la terre. Le gouvernement a déjà pris d'innombrables précautions pour éviter des choix désastreux. On aura recours aux bons offices des sociétés diocésaines de colonisation et des comités paroissiaux.

Dans les campagnes, le choix devra recevoir l'approbation des comités paroissiaux et des sociétés diocésaines. Les sociétés diocésaines nous fourniront les noms. Pour les colons pris dans les villes, ces approbations demeureront nécessaires, mais le gouvernement se réserve le droit de faire une enquête complète à domicile dans chacun des cas, de s'assurer que la femme du colon est prête à le suivre

et que les enfants sont en état de le faire, afin que ceux que nous aiderons soient des gens qui auront des chances de réussir. Il y aura un examen médical. Cet examen sera exigé même des colons des campagnes, en cas de doute. Nous entourerons le choix des colons de beaucoup de soins. Je crois que ces explications lui donneront satisfaction.

Il s'inquiète de ceux qui reviendront des villes après une tentative malheureuse, le gouvernement interviendra s'il est nécessaire pour les faire bénéficier de l'assistance municipale accordée aux chômeurs. Nous les aiderons comme ceux qui sont revenus déjà. L'opposition peut être certaine que nous ferons en sorte que ceux qui retourneront à la terre offrent des garanties de succès.

Il (M. Vautrin) nie d'autre part que l'on traite mieux les colons pris dans les villes que les fils de cultivateurs. Leurs conditions d'établissement ne sont pas les mêmes. Il y aura des erreurs, concède-t-il, c'est possible, mais on ne peut rester dans l'inaction sous ce prétexte.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre de la Colonisation a dit hier qu'en vertu du plan Gordon il faut que les municipalités paient un tiers de l'octroi aux colons qui retournent à la terre. Nous avons dit que le gouvernement pouvait payer la part des municipalités, \$200 par colon sur un maximum de \$600, et que la plupart étaient incapables de payer leur part. L'honorable ministre nous a dit que l'accord du plan Gordon ne permettait pas cela.

Or, l'accord dit qu'il pourra y avoir entente entre les provinces et les municipalités. Le ministre a donné une citation du premier paragraphe. La Chambre a cru que la citation était complète, mais le paragraphe ne s'arrêterait pas là où le ministre l'a terminé. Personne n'a le droit de faire une citation tronquée.

Le gouvernement de la province pouvait, quand il le voulait, prendre à ses frais la contribution demandée aux municipalités, mais le ministre a oublié de lire la fin du paragraphe qui porte que les frais de l'établissement des colons seront portés, à part de la contribution fédérale, par la province et la municipalité "as may be decided between the province and the municipality".

Cette indélicatesse a été commise non une fois, mais plusieurs fois à Montréal, en présence de journalistes, et en d'autres occasions, avant d'être commise de nouveau hier. Ce n'est pas une erreur, c'est une tentative de tronquer les textes. Et le ministre sollicite notre confiance!

L'honorable ministre de la Colonisation a usé du même procédé aujourd'hui en citant les paroles du chef de l'opposition de 1920, l'honorable M. Arthur Sauvé, à l'adresse du ministre de la Colonisation du temps. Il nous a dit que le chef de l'opposition avait félicité le ministre, l'honorable M. Perrault. M. Arthur Sauvé n'a pas félicité le ministre de la Colonisation d'alors, mais a fait tout le contraire. J'ai lu le discours du chef de l'opposition du temps, dont l'honorable ministre n'a lu qu'un extrait.

Il y a des qualifications sévères pour ce procédé que les règlements de la Chambre ne me permettent pas d'employer. Si on réfère au rapport du discours de l'honorable Arthur Sauvé, en février 1920, dont le ministre s'est servi, on voit qu'il félicite le ministre de la Colonisation de son discours, non à cause des idées neuves qu'il n'a pas trouvées, mais seulement pour son habileté, sa vigueur et les énergies nouvelles qu'il semble manifester. M. Arthur Sauvé regrette que le gouvernement n'a rien fait, qu'il a oublié les vœux des congressistes.

L'honorable M. Sauvé y dit qu'on a promis des chemins de fer pour aider les colons, et que l'on n'en a pas donnés, et que lorsque les colons demandent un chemin, on ne leur donne que quelques sous. Il a dit: "Ce qu'il nous faut, c'est une politique d'affaires, une politique pratique et non une politique romantique".

L'honorable chef de l'opposition de 1920 a dit ce que l'honorable chef de l'opposition d'aujourd'hui répète. Si c'est un compliment que recevait à l'époque le ministre de la Colonisation, de la part du chef de l'opposition du temps, tout ce que je peux dire c'est que l'actuel ministre de la Colonisation a reçu des compliments du chef de l'opposition toute la semaine. L'honorable ministre de la Colonisation devrait être plus exact dans ses citations.

Ces sortes de félicitations, nous sommes prêts à en donner au ministre de la colonisation tant qu'il lui plaira. Car chose curieuse, les remarques de M. Arthur Sauvé, en 1920, semblent s'appliquer au régime actuel.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

L'honorable chef de l'opposition de 1920 a voté pour le projet de l'honorable ministre de la Colonisation, les résolutions ou le bill, accordant au gouvernement des crédits de plusieurs millions, conformément aux demandes du congrès de colonisation. et il en a félicité le ministre de la Colonisation. C'est ce que j'ai dit et c'est la vérité.

L'honorable chef de l'opposition de 1920 a dit que la manière de procéder était de tenir un congrès

de colonisation, ce que l'honorable chef de l'opposition d'aujourd'hui nie, et cela le met en contradiction avec son prédécesseur. C'est ce que j'ai dit et c'est la vérité...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le paragraphe dont se prévaut le ministre ne contient pas la recommandation d'un nouveau congrès. M. Arthur Sauvé a déploré simplement que l'on n'ait pas suivi les recommandations des congrès précédents.

L'honorable ministre a dit que le chef de l'opposition de 1920 s'était contenté de féliciter le gouvernement. Je dis qu'il a fait les mêmes critiques que celles que nous faisons. Les grandes personnalités qui assistaient au congrès ont approuvé le plan. Mais les résolutions ont été préparées par le ministre lui-même.

Le congrès d'octobre dernier, convoqué pour servir les fins politiques du gouvernement, n'a été qu'un paravent. Les résolutions sont la politique, car aucun des congressistes n'a voulu que les crédits à la colonisation puissent servir la politiciaille.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le commencement de ce débat, qui a duré quelques heures, l'honorable ministre de la Colonisation a terminé ses remarques par: "Je ne sais pas, c'est mon intention, ou je promets". On ne s'étonnera pas qu'avant de prendre la parole d'un gouvernement ou la parole d'un ministre qui oublie l'honnêteté élémentaire, qui exige que l'on ne fausse pas la vérité, que l'on ne déforme pas les paroles, l'opposition veuille prendre ses précautions. Ou le ministre ne sait pas lire, et alors il est inexcusable, ou il sait lire, et alors il a voulu tromper la province.

Si nous en sommes rendus à voir un ministre de la couronne tronquer ou à dénaturer un texte pour expliquer sa politique, nous avons de nouvelles raisons à exiger plus de garantie, de ne pas lui accorder un blanc-seing. Car personne, et encore plus un ministre de la couronne, n'a le droit de tronquer un document public, comme le contrat intervenu entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier):** M. le président, il me semble que le chef de l'opposition n'est pas dans l'ordre. Je ne crois pas que l'honorable chef de l'opposition ait droit de dire qu'un ministre a tronqué des documents publics. Je vous avouerai que ce langage, contraire aux règles parlementaires, me scandalise.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Moi aussi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit qu'un ministre de la couronne doit savoir lire et qu'il n'a pas le droit de tronquer aucun texte quand il cite un document public, et surtout dans le cas présent.

Car il commet alors un abus de confiance qui n'est pas compatible avec la charge de ministre. En pareil cas, nous avons raison de prendre nos précautions et de ne pas lui donner un chèque en blanc.

**M. le président (M. Plante)** demande à M. Rhéaume s'il maintient son point d'ordre.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier):** Le chef de l'opposition a adouci son ton. L'honorable chef de l'opposition a amendé sa déclaration et je n'insisterai pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux savoir dans quelle condition on bâtit des maisons pour les colons, comment on avait l'intention d'assurer un abri aux femmes et aux enfants des colons.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il y aura deux départs de colons, l'un vers le 15 avril, et l'autre vers le 1<sup>er</sup> mai. En certains cas, les départs sont retardés à cause de l'état du sol de quelques régions.

Nous bâtirons d'abord un grand camp pour loger les colons. Puis nous aiderons les colons à se bâtir des maisonnettes et des chemins. Lorsque les maisonnettes et chemins seront faits, les colons feront venir leurs familles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère qu'on ne laissera pas les colons à la belle étoile. Comment les colons pourront-ils se bâtir des maisons en plein hiver. Je suis informé que cette partie du plan n'est pas pratiquée.

**M. Lapointe (Wolfe):** Je fais de la colonisation depuis l'âge de 13 ans. On ne demande jamais à un colon de se bâtir en hiver. L'hiver, le colon est en forêt à faire du bois. Il se bâtit au printemps. L'honorable chef de l'opposition a été mal renseigné ou il ne connaît pas ça.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La construction des maisons doit avoir lieu l'hiver.

**M. Lapointe (Wolfe):** Les colons qui sont dans la forêt l'hiver ne se construisent qu'une cambuse utilisée par eux et par leurs aides pendant qu'ils font chantier. Ils construisent leurs maisons plus tard, au commencement de la belle saison.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député de Wolfe me semble plus renseigné que l'honorable ministre.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'honorable chef de l'opposition veut laisser croire que les colons et leurs familles seront à la belle étoile, et il fait des remarques désobligeantes pour le ministre. Les colons auront le temps de construire leurs maisons et de travailler aux chemins, avant l'arrivée de leur famille. Je puis l'assurer que les colons ne feront venir leurs familles que lorsque les maisons seront construites. À la fin du congrès, M. l'abbé Moreau, le curé de Guay, un missionnaire et un expert en questions de colonisation, ont proposé que les colons ne soient envoyés sur les lots que pendant l'été. Le congrès a adopté une résolution dans ce sens.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Que deviendront les familles de colons, quand ceux-ci seront sur leurs lots? Qui va aider les familles pendant que les colons seront à se bâtir?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Les familles continueront d'être aidées par les municipalités, avec la contribution des gouvernements, s'il y a lieu.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** dit qu'il préférerait que les colons remettent à leur famille les \$1.60 qu'ils recevront en construisant des routes, et que le gouvernement leur assure d'autres subventions.

Le préambule et la résolution 1 sont adoptés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste que, s'il ne demande pas des explications tout de suite, il ne pourra pas le faire à la présentation du projet de loi rédigé d'après les résolutions. Les règlements l'interdisent. Il représente que le texte des résolutions accorde des pouvoirs extraordinaires au gouvernement.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il est impossible de faire autrement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les résolutions permettront au gouvernement d'accorder \$300 en octrois à l'un et \$100 à l'autre; d'acheter des terres à des prix exorbitants pour se faire des amis, en temps d'élections. Il y aurait là un détournement de fonds.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Les craintes du député de Trois-Rivières sont vaines.

Le gouvernement n'achètera pas les terres libres; il s'entremettra entre les propriétaires et les fils de cultivateurs ou les colons, pour faciliter la vente.

Le gouvernement sera obligé d'acheter des terres dans des régions incultes, mais ce sera pour les diviser et les distribuer de façon à faire cultiver des régions actuellement laissées en friche. Encore ici, il s'interposera pour faciliter les ventes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** interroge le ministre à propos des octrois que le gouvernement songe à accorder, pour encourager la construction des moulins à scie.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Ces octrois sont nécessaires. Ils pourront s'élever à \$500 ou à \$100 selon les cas et les besoins. Mais il est incapable, dit-il, de déterminer les crédits accordés sous ce chef.

Au cours de cette discussion, l'honorable chef de l'opposition a fait des remarques désobligeantes qui ne sont pas dignes de la position qu'il occupe et qui sont injustes pour le travail que j'ai accompli. Quand j'ai été nommé ministre, j'ai tout étudié attentivement, afin de trouver le meilleur moyen de remplir ma tâche. J'ai souligné le fait qu'en 1920 les informations que le chef de l'opposition du temps a reçues ne sont en rien comparables à celles que nous fournissons aujourd'hui à ceux qui sont devant nous, et il ne s'en est pourtant pas plaint auprès du gouvernement.

Je n'ai pas d'objection à être interrogé sur ce projet. Mais j'ai objection aux remarques désobligeantes de l'honorable chef de l'opposition. Ces remarques sont contraires aux règlements. Je le répète, elles ne sont pas dignes de mon honorable ami et elles sont injustes pour moi. Si l'honorable chef de l'opposition savait le travail que j'ai fait au département, il n'aurait pas parlé comme il a parlé.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai rien à retirer. Et j'irai même plus loin. Nous avons le droit de savoir comment l'honorable ministre va procéder. Le ministre ne cesse de répéter depuis le début qu'il "ne sait pas que" ou qu'il "croit que", et ainsi de suite. Il nous a répondu: "Je vais m'informer", "j'ai l'intention". Si nous avions exigé des détails, je pourrais comprendre, mais tout ce que nous lui avons demandé, c'est des informations approximatives. Tout ce qu'on a à nous offrir, ce n'est que contradictions. Le ministre doit s'en prendre à lui-

même, s'il lui arrive des choses désagréables. Ce n'est pas de notre faute. Si le ministre a besoin de temps pour obtenir l'information, très bien.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est donc évident que le ministre cherche sur cette question à induire la Chambre et la population en erreur et qu'il tente de faire croire aux gens que le plan Gordon ne peut pas marcher, parce que la municipalité est incapable de payer le \$200, alors qu'en réalité rien n'empêche le gouvernement provincial de payer la part de la municipalité.

En plus, le plan Gordon est entré en vigueur en 1932, et, en juillet 1932, L.-A. Richard, sous-ministre de la Colonisation, a fait une allocution à la convention annuelle de l'Union des municipalités de Québec au sujet du plan Gordon.

Il (M. Sauvé) cite *The Montreal Gazette* du 29 juillet 1932 pour montrer ce que M. Richard a dit à propos d'un cas où un individu désirait s'engager dans la colonisation et où la municipalité était incapable de fournir le \$200 en argent, qu'il était permis à la municipalité de fournir sa part de \$200 en espèce, soit par un don d'une vache ou d'une couple de porcs, des chevaux ou d'appareils. Il est également possible qu'un individu ou un groupe d'individus fournissent la part que la municipalité ne pourrait payer.

Donc, à tout événement, dit-il, le département de la Colonisation avait reconnu, dès l'été de 1932, qu'il n'était pas nécessaire que la municipalité paie \$200 en argent pour chaque colon. Pourquoi tromper ainsi la Chambre et le public, sciemment? Pourquoi donner à la population et à la Chambre des informations qui ne correspondent pas aux faits?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il y a eu échange de correspondance entre M. Richard et Ottawa, l'an dernier. Québec demandait si une municipalité pouvait payer sa part du plan Gordon en biens. Ottawa a décrété que, lorsqu'une municipalité n'avait pas l'argent, elle ne pouvait pas fournir sa part en nature.

Si une troisième partie ou un groupe rassemblait la somme, cela devenait alors une contribution à la municipalité. Toute tierce personne ou groupe qui désire payer le tiers du coût d'établissement d'un colon, selon le même système, doit payer un tiers du coût total à la municipalité et celle-ci doit alors traiter avec Ottawa.

Il (M. Vautrin) insiste pour dire que, lorsqu'il est allé en personne à Ottawa à propos de cette question, on l'a informé que les contributions en nature n'étaient pas acceptables.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il n'essaie pas de démontrer si oui ou non le plan Gordon est bon, mais il veut simplement que les faits soient exposés. Il n'y a aucun article dans l'entente qui oblige la municipalité à payer en espèce ou qui dit que le gouvernement provincial ne peut se substituer à la municipalité et payer sa part. Il soutient qu'il a pu démontrer cela à partir du document que lui a fourni l'honorable ministre de la Colonisation et à partir du fait que le département a reconnu, dès 1932, qu'une municipalité n'a pas besoin de fournir le \$200 en argent.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

La province a fait la suggestion à Ottawa que les gouvernements fédéral et provincial se partagent le coût de la colonisation, 50-50, et que l'on permette à d'autres que ceux qui reçoivent l'assistance directe, ou qui sont sur le point de la recevoir, de devenir des colons. Mais les autorités du dominion ont refusé d'apporter quelque modification que ce soit, afin de permettre à Québec d'élaborer et présenter son propre plan.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Puisque le gouvernement est si dévoué pour la colonisation, il est étrange qu'il n'ait pas soulagé les municipalités d'au moins d'une quelconque part de la contribution municipale pour envoyer des colons.

La résolution 3 est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Questions et réponses:**

**Brise-glace,  
comté Beauce**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. En vertu de quelle autorité ou de quelle loi la Commission des eaux courantes de Québec a-t-elle construit des brise-glaces, dans le comté de Beauce, en 1932, au coût de \$52,314.80, suivant la réponse du ministre des Terres et Forêts en date du 31 janvier 1935?

2. Pourquoi lesdits travaux n'ont-ils pas été ordonnés et exécutés par l'entremise du département des Travaux publics de Québec?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. La loi 1 George V, chapitre 5, arrêté ministériel no 344, en date du 12 février 1932.

2. La Commission des eaux courantes, à différentes époques, a fait des études sur les conditions du régime des eaux dans la vallée de la Chaudière, et particulièrement sur les dommages causés par les glaces. Dans le but de protéger certains villages, et sur la recommandation de l'ingénieur-en-chef de la Commission des eaux courantes, la construction de piliers brise-glaces a été décidée. La dite Commission ayant le personnel technique requis, possédant une connaissance parfaite des conditions existantes sur la rivière Chaudière, a été chargée de procéder elle-même à la construction de ces piliers.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

**NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Mercier (M. Plante).

2. \$4,461, selon *L'Événement*, 9 mars 1935, à la page 23.

3. 1,200, selon *L'Événement*, 9 mars 1935, à la page 23.

4. *L'Événement* du 9 mars 1935, à la page 23, écrit le contraire: "... et 206 qu'elles le sont."

5. \$160,000, selon *Le Canada* et *The Montreal Daily Star* dans leur édition du 9 mars 1935, respectivement aux pages 10 et 4.

6. *L'Événement* du 9 mars 1935, à la page 23, écrit 1930. C'est une erreur, puisque que c'est en 1920 que M. Perrault fit ses propositions en matière de colonisation.

7. "comme il sera convenu entre la province et la municipalité."



Séance du mardi 12 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité désire recommander que ce bill soit imprimé de nouveau pour les membres de votre honorable Chambre.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 183 modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement;

- bill 133 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 114 concernant l'université de Regiopolis.

**Questions et réponses:**

**Ponts Batiscan et Taschereau,  
revenus et dépenses**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Depuis la construction du pont de péage de Batiscan, à Saint-François de Batiscan, jusqu'au 5 mars 1935:

*a.* À combien se chiffre le total des dépenses occasionnées à la province pour les réparations au et pour la construction et l'entretien dudit pont?

*b.* À combien se chiffre le total des revenus bruts retirés par la province et provenant des taux de péage sur ledit pont?

2. Depuis la construction du pont Taschereau, reliant l'île Perrot à Dorion, jusqu'au 5 mars 1935:

*a.* À combien se chiffre le total des dépenses occasionnées à la province pour les réparations au et pour la construction et l'entretien dudit pont?

*b.* À combien se chiffre le total des revenus bruts retirés par la province et provenant des taux de péage sur ledit pont?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. *a.* \$528,728.35; *b.* \$594,813.83.

2. *a.* \$393,302.57; *b.* \$734,390.91.

**Ponts de péages,  
revenus et dépenses**

**M. Dugas (Joliette):** 1. Depuis quelle année le gouvernement perçoit-il des péages sur les ponts suivants: Batiscan, Taschereau, Galipeault, Québec, Yamaska, Saint-François, Sorel, Chicoutimi et Gaspé?

2. Quel a été pour la province le coût de construction de chacun de ces ponts?

3. Quel est le revenu brut de chacun de ces ponts au 1<sup>er</sup> mars 1935?

4. Quelles sont les dépenses totales occasionnées pour chacun de ces ponts depuis leur construction au 1<sup>er</sup> mars 1935?

5. Dans lesdites dépenses, l'intérêt sur le capital dépensé est-il inclus?

6. Un fonds d'amortissement est-il aussi inclus?

7. Le gouvernement contribue-t-il au déficit d'exploitation de certains autres ponts à péage?

8. Dans l'affirmative, quels sont ces ponts, depuis quand et quel est le montant versé à date?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Batiscan, 10 mars 1922; Taschereau, 21 avril 1924; Galipeault, 1<sup>er</sup> juin 1925; Québec, 22 septembre 1929; Yamaska, 13 juin 1932; Saint-François, 1<sup>er</sup> août 1932; Sorel, 16 novembre 1932; Chicoutimi, 19 mars 1934; Gaspé, 1<sup>er</sup> juin 1934.

2. Batiscan .....	\$ 446,522.03
Taschereau.....	290,047.47
Galipeault .....	591,974.23
Québec.....	400,000.00
Yamaska.....	352,463.52
Saint-François.....	418,409.76
Sorel .....	747,608.19
Chicoutimi.....	1,224,874.70
Gaspé.....	<u>760,782.10</u>

\$5,232,682.00

3. Batiscan .....	\$594,813.83
Taschereau.....	734,390.91
Galipeault .....	819,855.45
Québec.....	364,487.00
Yamaska.....	26,777.70
Saint-François.....	21,420.12
Sorel .....	34,829.50
Chicoutimi.....	11,190.95
Gaspé.....	<u>9,523.15</u>

\$2,617,288.61

4. Batiscan .....	\$ 82,206.32
Taschereau.....	102,255.10
Galipeault .....	119,089.63
Québec.....	296,121.79
Yamaska.....	19,865.00
Saint-François.....	18,363.40
Sorel .....	24,778.83
Chicoutimi.....	8,387.13
Gaspé.....	<u>6,930.74</u>

\$667,997.94

Non, à l'exception du pont de Québec.

6. Non, à l'exception du pont de Québec.

7. Oui.

8. Pont Jacques-Cartier:

*Déficit des opérations:*

Du 30-05-14 au 30-12-31	\$ 95,342.47
Du 31-01-01 au 31-12-31	150,000.00
Du 32-01-01 au 32-12-31	150,000.00
Du 33-01-01 au 33-12-31	150,000.00
Du 34-01-01 au 34-12-31	<u>150,000.00</u>

\$695,342.47

Pont sur la riv. St-Maurice,  
à Grand'Mère

*Déficit des opérations:*

Du 29-05-01 au 30-06-30	\$ 1,995.15
Du 30-07-01 au 30-04-30	1,187.54
Du 31-05-01 au 33-01-31	5,116.21
Du 33-02-01 au 34-01-31	7,691.96
Du 34-02-01 au 35-01-31	<u>7,827.37</u>

\$23,818.23

Total ..... \$719,160.70

### Directorats des ministres

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait remarquer qu'il y a sur le *Feuilleton* une motion sur l'interdiction aux ministres de faire partie des conseils d'administration de compagnies. Il demande si le premier ministre va l'appeler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond que cela ne tardera pas.

### Magasins-chaînes

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il a de son côté, depuis le 16 janvier, une motion sur la réduction des taxes aux magasins-chaînes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) déclare qu'il a hâte de la discuter. Il ajoute qu'il croyait avoir convaincu le chef de l'opposition au cours du débat sur l'adresse.

### Promotion de la colonisation

L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.  
Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité<sup>1</sup>:

L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose: Attendu que la colonisation et le retour à la

terre doivent être considérés comme des entreprises nationales à la réussite desquelles il importe de travailler;

Attendu que la colonisation et le retour à la terre offrent une solution efficace et d'une nature permanente aux problèmes qui sont nés du chômage;

Attendu qu'il y a, dans les campagnes, un grand nombre de fils de cultivateurs qui désirent s'établir sur la terre mais qui, pour le faire, ne peuvent compter sur l'aide paternelle ou n'y peuvent compter que dans une mesure insuffisante;

Attendu qu'il y a également un nombre non moins considérable de jeunes gens qui, sans toutefois être fils de cultivateurs, ont toutes les aptitudes voulues pour s'établir sur la terre avec succès, mais n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire;

Attendu qu'il y a des cultivateurs qui, atteints par la crise et obligés d'abandonner leurs fermes, aspirent à retourner à leur état, pourvu qu'on leur en fournisse le moyen;

Attendu qu'il y a entre le nombre de la population urbaine et celui de la population rurale un déséquilibre qu'il importe de rectifier et que la colonisation et le retour à la terre offrent un moyen pratique pour rétablir un équilibre désirable; en conséquence:

1. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pourra être citée sous le titre de loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

2. Qu'une somme de dix millions de dollars sera affectée pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et spécialement aux fins prévues aux résolutions 3, 4, 5 et 7 ci-dessus.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour:

1. Accorder des octrois aux conditions et aux montants qu'il déterminera:

a. Aux sociétés diocésaines de colonisation ou à toutes organisations s'occupant activement de colonisation ou de retour à la terre;

b. Aux cultivateurs qui établiront leurs fils, gendres ou enfants adoptifs sur des terres libres, c'est-à-dire des terres ne servant pas alors, en tout ou en partie, à l'exploitation agricole ou qui peuvent servir à la création de nouveaux établissements agricoles, pourvu que l'octroi dans ce cas n'excède pas trois cents dollars et soit payé au moyen de trois versements annuels égaux;

c. Aux personnes qui sont sujets britanniques désirant s'établir sur telles terres libres, si elles ont

été jugées aptes à le faire; le maximum de l'octroi dans ce cas devant être le même que pour le cas précédent et devant être versé de la même façon;

d. Aux colons débutants pour aider à la construction d'une maison et d'une étable, pourvu que l'octroi pour chaque cas particulier n'excède pas cent dollars, et aux colons de première année pour la préparation des cinq premiers acres de leur lot, eu égard au nombre de dépendants, sans préjudice à la prime ordinaire de défrichement et de labour que ces colons pourront avoir gagnée;

e. À toute personne célibataire, du sexe masculin, qui désirera travailler comme aide chez tout cultivateur qui consentira à la recevoir ou à l'employer.

2. Effectuer un prêt, pour l'achat d'un roulant, à toute personne qui aura bénéficié d'un octroi en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de la présente résolution, et qui ne pourra compter sur l'aide de ses parents pour obtenir les animaux et les instruments aratoires nécessaires aux fins de son exploitation, pourvu que le prêt n'excède pas la somme de cinq cents dollars et ne soit pas supérieur aux deux tiers du coût du roulant; ce prêt sera remboursable à raison de versements annuels de cent dollars, le premier versement devenant dû au commencement de la quatrième année du prêt, et il ne portera pas intérêt sauf à compter de la date d'échéance des remboursements;

3. Améliorer et développer les régions où des colons sont établis ou pourront être établis, soit par la construction de grandes voies de communication ou de chemins locaux et de ponts, soit par l'assèchement, l'égouttement ou le drainage de certains territoires, y compris les terrains possédés en commun (communes), les savanes et terrains marécageux, soit par l'acquisition, par échange ou autrement, des terres jugées nécessaires à ces fins;

4. Aider, encourager et maintenir les colons ou les établissements de colons déjà existants, et satisfaire aux soins immédiats de ces colons en suppléant, sous toute forme quelconque et sous toutes conditions déterminées, aux octrois et aux primes qui leur seront déjà versés;

5. Payer les frais légitimes de transport de colons, de leurs familles et de leur roulant et ménage, lorsqu'il sera établi que ces colons ne peuvent pas acquitter ces dépenses;

6. Créer des centres de colonisation en établissant des colons par groupe et, à cette fin, en outre des octrois ou primes qui pourront être versés à chaque colon, dépenser toutes sommes requises pour l'achat de bois nécessaire à la construction, pour

l'achat de matériel, de chevaux ou autres animaux, de machinerie ou instruments pour travaux publics;

7. Construire ou améliorer des écoles, chapelles-écoles, ainsi que des maisons et logements pour les curés ou missionnaires de colonisation et aider toute organisation scolaire ou religieuse;

8. Donner des graines de semence aux colons qui n'auront ni les ressources ni le crédit pour s'en procurer et accorder des primes de jardinage aux femmes de colons pour récompenser leur travail et leur industrie;

9. Diriger les efforts et les initiatives des colons, en leur procurant les services de tout agronome ou de tout spécialiste et, si nécessaire, d'organiser un service spécial d'agronomie adapté aux besoins des régions nouvelles et anciennes;

10. Accorder des primes pour la construction de moulins dans les anciennes et nouvelles colonies où il le jugera à propos dans l'intérêt des colons, et favoriser la petite industrie;

11. Diviser les régions de colonisation en districts pour les fins de l'administration et établir des bureaux pour faciliter les transactions entre ceux qui désireront s'établir sur des terres actuellement libres, et ceux, d'autre part, qui possèdent de telles terres et seraient disposés à les vendre à termes.

4. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la colonisation:

1. À acquérir, par échange ou autrement, toute terre ou territoire si cette acquisition est jugée nécessaire pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et à procéder à la vente de ces terres ainsi acquises ou toute partie d'icelles, aux termes et conditions qui pourront être jugés avantageux et équitables;

2. À négocier avec les personnes propriétaires de terres libres, au sens du paragraphe *b* du paragraphe 1 de la résolution 3 pour les aider à disposer de leurs terres en faveur de toutes autres personnes qui seront dans les conditions voulues par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pour obtenir des octrois ou des prêts;

3. À faire toute convention ou tout arrangement avec le gouvernement du dominion ou toute corporation municipale de cette province, ou avec les deux, aux fins de promouvoir les intérêts de la colonisation et du retour à la terre;

4. À faire exécuter tous travaux d'arpentage et de classification des terres qui sont actuellement sous son contrôle ou qui pourront à l'avenir l'être;

5. À faire exécuter tout travail jugé nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider et assurer l'expansion et le succès de la colonisation et du retour à la terre.

5. Que, sur et à même la somme prévue à la résolution 2, pourront être acquittés, en totalité ou en partie, toutes dépenses résultant généralement de toutes lois concernant la colonisation et le retour à la terre et tous octrois ou primes autres que celles de défrichement et de labour qui pourront être accordés, ainsi que les dépenses jugées nécessaires pour donner suite à tout contrat ou transaction comme à toute initiative résultant de ces lois, et généralement pour exécuter tout ce qui pourra être nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider ou assurer l'expansion ou le succès de la colonisation et du retour à la terre.

6. Que tous les octrois, primes ou allocations annuelles ou particulières, versés en vertu des présentes résolutions, seront incessibles et insaisissables.

7. Que le personnel jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourra être nommé conformément aux dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou de la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), suivant le cas.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre de la Colonisation, les montants que le gouvernement de la province est autorisé à dépenser en vertu des présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, jusqu'à concurrence du montant de dix millions mentionnés dans la résolution 2 ci-dessus, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province; et que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

9. Que le ministre de la Colonisation sera chargé de la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La semaine dernière, nous avons posé des questions au ministre de la Colonisation. Les réponses qu'il nous a données ne sont pas satisfaisantes parce qu'elles se résument à dire: je ne sais pas. Je lui demande quelle somme totale maximum un colon pourra recevoir en une année?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** J'ai déjà répondu. Le gouvernement paiera le transport du colon qui travaillera ensuite à \$1.60 par jour; il aura ensuite sa prime de construction, soit \$100, ensuite les primes de défrichement, de labour, etc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que cela fait plus que \$385 au maximum?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Cela équivaldrait à environ \$385, plus certaines sommes d'argent. Il y aura d'autres octrois, et s'il n'en a pas assez, il pourra recevoir la prime au colon nécessaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le plan est tellement merveilleux qu'après un an de travail, le colon va devenir nécessaires. Le gouvernement devrait dépenser moins en banquets et plus pour les colons.

Le congrès de colonisation a coûté plus de \$4,000 et le seul banquet \$855, au Château, soit \$1.50 par convive, alors que le plan Vautrin prévoit un sou par repas pour les colons.

L'honorable ministre peut-il me dire quelle somme il va prendre sur les dix millions pour faire des chemins de colonisation?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous ferons des chemins là où il en faudra. Je ne puis en donner le montant exact.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a établi des colons sans chemins dans Laferté.

Il cite un article de M. Émile Benoist, du *Devoir*.

D'après même un article du *Globe* de Toronto, ils ont été traités comme des animaux, dit-il. C'est à cause des mauvais traitements qu'ils ont reçus que des colons ont été obligés de revenir. C'est ce régime qui se vante d'avoir orienté le mouvement de colonisation, qui a laissé piller et voler les colons. Jamais l'opposition ne coopérera avec ceux-là qui ont laissé ainsi voler nos compatriotes.

Le gouvernement a toujours pris les moyens d'assurer l'échec de la colonisation: il a fermé les forêts colonisables aux colons par des réserves forestières de 25 et 50 ans et par les hypothèques de \$483,000,000 sur les domaines forestiers de la couronne, qui empêchent la couronne de retirer les lots dont elle a besoin et la condamne à des échanges très longs.

De plus, le gouvernement a réduit les crédits budgétaires; réduit les primes; donné des pitons au lieu d'argent sonnante - le gouvernement a toujours eu le droit et le pouvoir de payer les colons par chèques. S'il a institué le régime des pitons, c'est parce qu'il l'a voulu; il a retardé de dix mois au moins le paiement d'une somme de \$444,000 de primes. Puis, soudainement, il annonce une dépense de dix millions pour la colonisation, convoque un congrès qui, de la part du gouvernement, est une pure manœuvre électorale.

Le bill de la colonisation n'est présenté à la Chambre que deux mois après l'ouverture de la session, et il autorise le gouvernement à commettre tous les abus inimaginables. Le ministre de la Colonisation refuse d'y inclure toute clause destinée à garantir les colons contre la partisanerie et les abus. Bien plus, le ministre admet qu'il n'y a aucun plan d'ensemble préparé, aucune classification pratique des lots. Le ministre et ses employés ignorent où sont les bons lots.

Le gouvernement aurait pu faire de la colonisation avec le plan Gordon, qui offrait le précieux avantage qu'Ottawa en payait le tiers, mais le gouvernement provincial a multiplié les entraves et la bureaucratie à l'application du plan Gordon; il n'a cessé de le dénoncer tout en l'appliquant; curieuse logique.

Et puis, si le plan Gordon est si mauvais, pourquoi l'a-t-on appliqué pendant trois ans? Il n'est pas exact de dire que le plan Gordon ne s'applique qu'aux nécessaires. L'entente dit clairement que le plan s'applique aussi, contrairement à ce que soutient le ministre, aux nécessaires et aux chômeurs possibles.

Le plan Gordon est bon. Pourquoi le gouvernement ne s'en prévaut-il pas? C'est parce qu'il sera suivi et qu'il n'aime pas le colon. Le plan Vautrin a été créé parce qu'il donne moins d'argent au colon que le plan Gordon, et surtout, parce qu'avec le plan Gordon, il était pratiquement impossible de multiplier la partisanerie et les abus, et qu'il se prêtait mal aux élections et à ses manœuvres sordides. Ça ne fait pas l'affaire du gouvernement. Car on veut un plan qui fera germer la corruption électorale.

Je voudrais savoir du ministre, si le ministre a des renseignements du centre de colonisation appelé Laferté. N'est-il pas vrai qu'il s'est commis des abus dans cette région par les fonctionnaires du gouvernement? Que certains officiers du ministère, à Laferté, ont tronqué des documents et se sont emparés de certains argents au détriment des colons?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Dans notre plan, nous avons décidé de n'envoyer des colons que le printemps, d'organiser leur placement de façon à leur fournir des chemins, des terres arables et cultivables. Quant aux restrictions que l'on réclame dans le bill, elles auraient pour effet de paralyser le mouvement de colonisation, alors qu'il faut laisser au ministère toute la latitude nécessaire pour agir.

S'il y a eu erreur dans la fondation de Laferté, c'est qu'on a envoyé des colons là l'hiver, comme le veut actuellement le chef de l'opposition. L'automne dernier, nous avons envoyé des colons à Laferté, afin de faire une expérience. Nous avons décidé d'agir autrement précisément pour éviter la répétition de cette erreur. Le ministère est intervenu pour corriger le mal. J'ai donné l'instruction, lorsque je suis passé par Laferté, de donner d'autres lots aux colons qui ne seraient pas contents des leurs, aux frais du gouvernement. Et le département a même fait baisser le niveau du lac Loïs à la demande des colons.

Il y en a qui ont refusé les nouveaux lots et qui ont préféré revenir à Montréal. Ce sont eux qui se plaignent aujourd'hui. Il faut connaître les conditions particulières de l'Abitibi. Le sol y est excellent, mais il faut le drainer profondément. Qu'on n'oublie pas que ces colons ont été placés en vertu du plan Gordon. Le plan Gordon s'appliquait à tout le Canada. Mais c'est le provincial qui l'administre. Maintenant, si on veut discuter ce qui a été fait en vertu du plan Gordon, il faudrait que le gouvernement fédéral prenne ses responsabilités, qu'il n'a pas suffisamment prises.

D'ailleurs, la province de Québec n'est pas la seule à avoir des difficultés avec le plan Gordon. J'ai ici le rapport de la province d'Ontario, publié en juin 1934, dans lequel on se plaint du temps choisi pour faire partir les chômeurs, soit en hiver; on se plaint que les colons choisis ne sont pas les meilleurs; on se plaint encore des endroits choisis, du choix des terres. Ce dont nous nous plaignons pour Laferté, Ontario s'en plaint également. Or, dans notre plan, nous avons tenu compte des ces expériences, afin d'éviter ces erreurs.

Le chef de l'opposition dit qu'il y a eu abus dans la distribution des bons pour le paiement d'après le plan Gordon. Lorsque je suis revenu à Québec après mes visites, j'ai demandé et j'ai obtenu des administrateurs du plan Gordon de payer les colons par chèque, tous les mois, plutôt que par des bons. Cela peut donner lieu à des abus, mais depuis le 1<sup>er</sup> décembre, nous n'avons pas reçu une seule plainte. Tous les abus dont le chef de l'opposition se plaint sont disparus.

Le plan Gordon, que l'on oppose au plan Vautrin, avait deux défauts. Il obligeait les municipalités à payer le tiers, et il ne s'appliquait qu'aux chômeurs ou aux gens sur le point de le devenir. Il fallait un projet plus large et compréhensif, et c'est de là qu'est né le plan Vautrin.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je proteste contre cette loi. Je ne la trouve pas assez généreuse. Les compagnies qui sont venues ici ont obtenu tout ce qu'elles ont voulu, mais le colon, lui, on ne veut pas lui donner ce qu'il lui faut. Le gouvernement devrait être plus généreux pour le colon. Actuellement, en vertu du plan Vautrin, on compte les cents pour les colons, pour être plus certain qu'ils crèveront de faim.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai porté des accusations au sujet de Laferté: le ministre ne nous a pas répondu! Il dit qu'il tentait une expérience. Voici un parti qui, après 38 ans, tente encore des expériences; Mais c'est le colon qui paye pour. Le ministre prétend toujours que le plan Gordon s'adressait aux chômeurs seulement. C'est une erreur, et je crois qu'elle est volontaire. J'affirme, de plus, que c'est le gouvernement de Québec qui a choisi les lots qui ont été jugés depuis impropres à la colonisation.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Nous nous sommes servis du plan Gordon durant trois saisons. Cette année, les municipalités n'en ont pas voulu et le chef de l'opposition le sait. Qu'on prenne le texte, la clause V, et l'on verra que seuls les chômeurs, les personnes et les familles bénéficiant de l'assistance des secours directs, peuvent bénéficier de ce plan.

Je l'ai dit moi-même à M. Gordon lorsque je lui ai conseillé d'enlever le fardeau des municipalités, de payer par exemple la moitié de la part des municipalités et d'étendre son plan aux familles autres que celles qui sont sous le secours direct. Il m'a répondu, nous allons voir à cela. Il a été impossible de s'entendre. D'ailleurs, le but du plan Gordon n'était pas tant de faire de la colonisation que de secourir les chômeurs autrement qu'avec des secours directs.

C'est là le point. Nous voulons, nous, faire un mouvement de retour à la terre. Nous serions prêts à nous servir de ce plan pour établir les chômeurs des grandes villes, mais pour cela, il faudrait que le gouvernement dispense les municipalités de payer leur tiers. Si le fédéral veut payer la moitié, nous paierons la nôtre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre s'obstine à présenter les faits sous un faux jour, quant au plan Gordon. Le gouvernement provincial a toujours eu le droit de payer la part des municipalités, notamment par la loi de 1933 qui est un véritable blanc-seing donné au gouvernement, quant aux dépenses de chômage.

Il (M. Sauvé) rappelle l'incident de vendredi dernier, alors que le ministre de la Colonisation, en citant le texte de l'entente Gordon sur la part que doivent payer les intéressés, avait négligé de citer le reste de la phrase qui déclare que la part des municipalités pourra être payée de la façon dont le gouvernement provincial et la municipalité le décideront.

Il y a des choses que l'on ne peut nier, affirme-t-il. Le contrat intervenu entre Ottawa et Québec déclare que l'administration provinciale peut prendre à sa charge les deux tiers du financement du plan. Jamais le gouvernement n'a offert ni tenté de le faire.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le député des Deux-Montagnes est bien pressé de conclure. Qu'il se tranquillise. Il n'a qu'à relire la clause. On n'a pas l'intention d'attaquer le gouvernement fédéral, ni son honorable père, le ministre des Postes. Le gouvernement provincial a utilisé le plan Gordon. C'est même l'administration qui s'en est le plus prévalu. Les autres provinces ne s'en servent pas. Pourquoi? Parce que les municipalités ne veulent pas financer une part du mouvement. Il est inutile de discuter la-dessus. L'honorable M. Gordon lui-même, a déclaré à MM. Sauvé, Duranleau et Dupré qu'il s'efforcerait de faire droit aux demandes du ministère de la Colonisation de la province de Québec. Il a promis qu'il ferait son possible pour amender cette clause.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre ne comprend pas ou fait une déclaration malhonnête, quand il prétend que le gouvernement de Québec ne peut pas payer la part des municipalités.

**Des voix ministérielles:** Retirez-ça.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je soulève un point d'ordre. M. le président, je demande à l'honorable député des Deux-Montagnes de retirer cette expression, qui n'est pas parlementaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je laisse au ministre le choix: ou il ne comprend pas, ou il est

malhonnête. Il n'y a rien d'antiparlementaire dans cela. Or, son collègue le ministre des Terres proteste qu'on ne doit pas insulter le ministre de la Colonisation. Il conclut qu'il n'est pas honnête. C'est lui qui insulte le ministre de la Colonisation en soulevant un point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur le point d'ordre. La déclaration du ministre n'est pas conforme au texte de la clause. Le député de Deux-Montagnes a le droit de dire qu'il ne comprend pas ou qu'il fait une déclaration qui n'est pas honnête. Le député de Deux-Montagnes a simplement posé une question. C'est le ministre des Terres qui a conclu que son collègue est malhonnête, puisqu'il soulève un point d'ordre. Le gouvernement n'a rien à gagner avec cette attitude un peu trop autocratique.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** fait remarquer que le député de Trois-Rivières s'éloigne du point d'ordre soulevé par le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils).

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre depuis deux semaines prétend et affirme que les municipalités étaient obligées de payer leur part, quand le document et la loi du chômage démontrent le contraire jusqu'à la dernière évidence. C'est clair comme de l'eau de roche. Nous ne sommes pas nombreux dans l'opposition; nous n'avons pas l'argent dont dispose le gouvernement, mais nous avons des droits, nous avons l'énergie, nous avons l'ardeur au travail. Personne ne peut affirmer qu'il travaille plus que nous. Nous avons la liberté de parole.

C'est un droit et un devoir. Nous n'affirmons rien: nous donnons au ministre le choix entre deux alternatives. Un homme qui dénature un texte fait une déclaration malhonnête ou il ne sait pas lire. Et c'est pour dire cela qu'avec sa majorité le gouvernement veut nous imposer le bâillon. Nous n'endurerons pas que le gouvernement tente de nous bâillonner en Chambre, quand nous indiquons les dangers de ses lois et quand nous dénonçons les abus.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Est-ce que le député de Deux-Montagnes a quelque chose à dire? Non?

Les paroles enflammées du chef de l'opposition ne l'étonnent pas, dit-il. Les députés de l'opposition ont constamment tenu cette attitude de protestations et de dénonciations violentes depuis le commencement du débat sur la colonisation.

Le chef de l'opposition, parlant du point d'ordre que j'ai eu l'honneur de soulever, fait un grand discours. Il laisse de côté le point d'ordre que j'ai soulevé pour poser au martyr, sans raison. Il a pu parler tant qu'il a voulu, même plus que les règlements ne lui en accordaient, et le gouvernement l'a laissé faire.

Ce n'est pas la première fois. Chaque fois il nous répète qu'il est seul, qu'il veut profiter de ses prérogatives. À tout moment, il nous raconte qu'il n'est pas pour céder devant la majorité. Nous savons tous cela. Il a parlé de bâillon. Rien ne le justifie. Il a pu parler tant qu'il a voulu, même plus que les règlements ne lui en accordaient, et le gouvernement l'a laissé faire. Le bâillon, le Parti libéral ne connaît pas cela: nous ne sommes pas pour ces mesures.

Tout ce que nous demandons, c'est que nos honorables amis respectent les règlements de la Chambre, discutent comme on doit discuter, qu'ils n'emploient pas d'expressions que ne permettent pas les débats parlementaires. Ils n'ont pas le droit de dire que quelqu'un est malhonnête, parce qu'il ne partage pas son opinion. Il arrive tous les jours, dans les parlements, que deux députés ne s'entendent pas sur l'interprétation d'un texte. L'un d'eux n'a pas le droit, pour cela, de prétendre que l'autre est malhonnête.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais dit que le ministre de la Colonisation n'était pas honnête. J'ai dit: ou il ne comprend pas, ou il fait une déclaration malhonnête.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
C'est toujours le point d'ordre?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui.

Il ajoute qu'après sa démonstration le ministre n'a pu parler comme il l'a fait qu'en faussant délibérément le texte de l'accord entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Il laisse au ministre des Terres le soin de tirer ses conclusions.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
Nos honorables amis essaient de justifier leur expression antiparlementaire. Il n'est question de bâillonner personne. Si nous avons la majorité, ce n'est pas de notre faute, c'est la faute de la population qui nous a élus en aussi grand nombre et nous a donné ainsi un éclatant témoignage de confiance. Et nous reviendrons encore plus forts que nous sommes. Mais le député de Deux-Montagnes est allé trop loin.

Les règlements établissent clairement qu'un député n'a pas le droit de dire au conditionnel ce qu'il ne peut dire directement.

À l'article 245, paragraphe 13, note 2, il est écrit: "Il n'est plus permis d'imputer des motifs ou des propos sous la forme hypothétique ou conditionnelle qu'il n'est permis de la faire directement."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a l'habitude de rendre jugement, même lorsqu'il n'y a pas de cause, même lorsque ceux qui jugent n'ont pas le droit de le faire. La phrase du député de Deux-Montagnes ne prête pas à la censure.

Deux ministres ont parlé sur le point d'ordre. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) se lève chaque fois que le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) parle. Sans doute parce que tous deux veulent remplacer le premier ministre, et qu'ils ne veulent pas se laisser devancer l'un par l'autre. Les deux ministères de la Voirie et des Terres sont sous la coupe de l'industrie américaine. C'est parce que nous mettons devant la population les méthodes électorales du gouvernement, parce que nous exposons comment il favorise les Américains au lieu des nôtres, que le gouvernement, M. l'Orateur, multiplie les points d'ordre, au point de retarder l'étude des résolutions. Il a peur des questions de l'opposition. Nous voulons donner aux colons des garanties: nous voulons les prémunir contre les intrigues électorales.

Maintenant, M. le président, je tiens à dire que lorsque nous étudierons les crédits...

**Des voix:** Le point d'ordre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est curieux comme les députés ministériels qui ne parlent jamais aiment à faire des interruptions! Certains députés ministériels habituellement muets, retrouvent la voix pour bâillonner l'opposition par des oh! et des ah! C'est tout ce qu'ils ont pour les colons. Mais les journalistes qui ont prétendu que l'on imposera le bâillon à l'opposition se trompent. Il n'y a aucune force qui nous empêchera de crier la vérité.

Il (M. Duplessis) dit que le premier ministre a, il y a quelques semaines, lancé des insinuations en Chambre à propos d'une intervention du député de Saint-Sauveur et qu'il a bénéficié de l'indulgence du président de la Chambre, quand il reprochait au député de Saint-Sauveur de se faire l'écho de dénonciations stupides. Il demande que l'opposition bénéficie de la même indulgence.

Nous ne sommes pas allés si loin.

Ceux qui ont insulté le ministre de la Colonisation, ce sont le ministre de la Voirie et le ministre des Terres. Ils aspirent tous deux à remplacer le premier ministre et ils y aspirent avant les autres ministres, y compris les ministres de la Colonisation, qui y aspire lui aussi. Ils ne veulent pas que le nom du ministre de la Colonisation reste attaché à un plan. C'est à qui remplacerait le premier ministre, quand on sait ce qui se passe dans la droite. Et comme dans les circonstances soulever un point d'ordre était injurieux pour le ministre de la Colonisation, et Dieu sait qu'il n'a pas besoin d'être déprécié, ils se sont dit: soulevons un point d'ordre.

Je proteste (rires) contre pareille injustice contre le ministre de la Colonisation. Il ne mérite pas cela de la part de ses collègues. Je veux le défendre contre le ministre des Terres et le ministre de la Voirie. Il y a un complot entre le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) pour empêcher le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) de parler.

**M. le président:** D'après l'article 245 de cette Chambre, je suis d'avis que le député de Deux-Montagnes a employé une expression qui n'est pas parlementaire, et je lui demande de la retirer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me soumetts à la décision rendue par le président et je retire mon expression. Je parle maintenant sur la question. Je disais donc que le ministre de la Colonisation en faisant une affirmation erronée, a fait preuve d'une très grande honnêteté. Il prétend exactement le contraire de ce que dit le texte. Son exemple devrait être imité de tous ses collègues.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** La Chambre me permettra peut-être d'apporter une interprétation dans ce débat au sujet du plan Gordon, car ce fut moi comme ministre des Travaux publics, qui fus appelé à conclure l'entente avec le gouvernement fédéral. D'après le texte que j'ai sous les yeux, c'est une entente tripartite qui est conclue en vertu du plan Gordon. Il faut que le dominion, que la province et la municipalité contribue chacun \$200. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a discuté certains attendus qui semblent contradictoires de prime abord.

J'ai eu l'occasion déjà, lors d'une conférence à Ottawa entre M. Gordon, moi-même et mes officiers, à laquelle assistaient l'honorable Arthur Sauvé, père

du député de Deux-Montagnes, M. Alfred Duranleau et M. Maurice Dupré, de demander au gouvernement fédéral si nous étions obligés d'exiger la part des municipalités. Ottawa nous a toujours répondu que oui. J'admetts qu'à première vue le texte peut sembler dire le contraire, mais c'est Ottawa qui lui donne son interprétation. M. Gordon a fort bien défini, alors, que la contribution est payable par le dominion, la province et la municipalité. Cela a toujours été ainsi compris.

Il y a un an, M. Gordon a fait un discours dans lequel il a fort bien répété que son plan exigeait la contribution des deux gouvernements, fédéral et provincial, et des municipalités. M. Hereford, le directeur du chômage a dit, dans de la correspondance, que c'est ainsi qu'il faut interpréter la loi. En l'étudiant à fond, le texte devient plus clair, et on s'aperçoit qu'il faut exiger la part des municipalités.

La province aurait peut-être pu payer la part des municipalités, mais dans un tel cas, Ottawa aurait pu refuser de payer la part due en vertu de l'entente tripartite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À Trois-Rivières, la municipalité ne paie rien.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Ottawa a toujours insisté pour que le provincial exige la contribution des municipalités.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non!

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** C'est M. Gordon qui le dit!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a quelques mois, j'ai communiqué avec M. Hereford, directeur du chômage à Ottawa, et il m'a dit dans une lettre que Québec aurait pu payer la part des municipalités.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Si une telle lettre existe, il est très important qu'elle soit produite. Voulez-vous déposer la lettre?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je la ferai venir et je la produirai en temps et lieu. Je demanderais au ministre de produire la correspondance qu'il a échangée avec Ottawa.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Faites une motion et je la produirai.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition ne peut avoir confiance dans le ministre de la Colonisation, le ministre ayant lu le contrat et s'étant arrêté à la partie essentielle. Pourquoi le gouvernement s'applique à créer une impression qui ne correspond pas aux faits?

Depuis 1931, en vertu de la loi 23 George V, chapitre 2, le gouvernement a le droit de payer toute part payable par les municipalités en vertu de l'aide aux chômeurs. J'espère que nous avons assez discuté cette question.

Mais je regrette que les ministres aient soulevé des points d'ordre dans une question où les colons sont intéressés. Ce n'est pas avec cela, pas plus qu'avec des banquets au Château Frontenac, qu'on nourrit les colons.

Je demande au gouvernement d'appliquer le plan Gordon dans Québec pour profiter de la contribution fédérale.

Le ministre pourrait-il nous dire maintenant, quels sont les principaux obstacles à la colonisation dans notre province?

**Une voix:** L'opposition est le plus grand.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** S'il y a un grand nombre qui veulent s'établir, nous allons les établir, mais la difficulté est de faire un choix judicieux, afin de ne pas envoyer dans la forêt des colons qui ne serait pas aptes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne voit qu'un obstacle: le choix du colon. Cela démontre bien les préoccupations électorales du gouvernement.

Il y a neuf grands obstacles à la colonisation et dont le gouvernement est responsable. Le premier obstacle est dans le fait que la classification des lots n'est pas encore faite. Deuxième obstacle: pas de séparations entre les régions de colonisation et forestières. Troisième obstacle: diminution des primes quand rien dans la loi Vautrin n'indique qu'on remédiera à la situation. Quatrième obstacle: notre loi des terres et forêts qui favorise les marchands de bois au détriment de la colonisation. Cinquième obstacle:

Le gouvernement n'a pas de plan d'ensemble. Sixième obstacle: il y a des hypothèques de \$483,000,000 sur les terres de la couronne. Septième obstacle: le gouvernement ne donne aucune garantie raisonnable qu'il ne fera pas de politique avec la colonisation, contre l'ingérence indue de la partisanerie dans la distribution des octrois. Huitième

obstacle: empiètement du ministère de la Colonisation sur celui de l'Agriculture; les départements de l'Agriculture et de la Colonisation devraient être fondus ensemble, car il n'y a pas de colonisation sans agriculture. Le ministère de l'Agriculture lui-même se désintéresse d'une question aussi importante. Neuvième obstacle: réserves forestières qui ferment l'accès de la forêt colonisable au colon.

On a tort de croire que le retour à la terre ainsi pratiqué remédiera au chômage.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** J'ai déjà répondu sur tous ces points. Pour un plan de 10 ou 15 ans, il faudrait plus que \$10,000,000. Nous votons cette année, \$10,000,000: si l'entreprise réussit, rien n'empêche de voter de nouveaux montants dans deux ou trois ans. En 1920, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) a fait voter \$5,000,000 pour la colonisation et, en 1922, il a fait voter encore \$2,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut adopter certaines clauses mais en laisser d'autres de côté.

**M. Barré (Rouville)** demande qu'on étudie les résolutions dans l'ordre.

**M. le président (M. Authier)** lit la résolution 6.

La résolution 6 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 4.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La politique actuelle d'échange des terres est mauvaise.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il y a dans certains de nos comtés, certains terrains qui pourraient être donnés aux fils des cultivateurs, après les avoir échangés avec les propriétaires. C'est tout ce que nous voulons.

Nous voulons pouvoir nous entendre avec les propriétaires, pour exécuter notre programme de colonisation de proche en proche. Le gouvernement pourra prendre possession des terres, quand il n'y aura pas d'entente.

La résolution 4 est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 h 40****Commissaires d'écoles  
de Pointe-aux-Trembles**

La Chambre appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte  
de Lachine**

La Chambre appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte  
de Louiseville**

La Chambre appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Limites de Varennes**

La Chambre appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Passage entre Trois-Rivières  
et Sainte-Angèle de Laval**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 97 réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières et le village de Sainte-Angèle de Laval.

**M. Gaudet (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Fortier), que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

**M. Gaudet (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Fortier), que le bill soit retiré.

Adopté.

**Charte  
de Saint-Lambert**

**M. Béïque (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 modifiant et refondant la charte de la cité de Saint-Lambert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de La Tuque**

**M. Crête (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la charte de la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Promotion de  
la colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>2</sup>:**

Le comité discute de nouveau la résolution 3 adoptée lors d'une séance précédente.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le gouvernement achètera-t-il les terres libres en masse pour les distribuer ensuite aux cultivateurs, ou s'il se contentera de les acheter au fur et à mesure qu'il se présentera des candidats au plan Vautrin?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le gouvernement n'a pas l'intention d'acheter des

terres mais uniquement d'intervenir entre les propriétaires et les cultivateurs pour que ceux-ci puissent acquérir les terres non-cultivées.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Qui est-ce qui va passer le contrat?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** C'est le propriétaire et le fermier. Mais le contrat comportera certaines conditions. Il y aura bail-vente, c'est-à-dire que le cultivateur deviendra propriétaire de la terre mise à sa disposition quand il aura rempli certaines conditions. S'il ne les remplit pas, si le fermier quitte sa terre, le gouvernement se réserve le droit d'en établir un autre, de sorte que ce qui aura été donné ne sera pas perdu.

Le contrat lui permettra de cultiver la terre, mais en respectant les propriétés qu'il y trouvera. C'est en somme l'équivalent du billet de location donné au colon, qui reçoit ses lettres patentes quand il a rempli certaines conditions.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** pose une question.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Ce n'est pas un colon mais un cultivateur qui va s'établir sur une terre non cultivée.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Mais, si le gouvernement n'achète pas les terres, comment le cultivateur va-t-il s'en rendre propriétaire? Ce ne sont pas de bonnes terres, puisqu'elles ne sont pas cultivées. Il me semble que le gouvernement devrait acheter ces terres et les remettre aux colons, y faire les améliorations nécessaires, puis les remettre ensuite aux cultivateurs. Souvent ces terres ont été abandonnées, parce que le cultivateur ne pouvait pas vivre dessus. Un nouveau cultivateur ne pourra pas faire mieux.

Les \$300 d'octroi ne suffiront jamais à l'achat. Ce n'est pas avec \$100 par année qu'il va faire des merveilles. La colonisation est difficile. Il y a quantité de personnes qui iront se sacrifier dans les bois. Le gouvernement devrait payer au moins la moitié de ces terres. Le peuple est bon garçon, mais quand il se fâche, il devient mauvais. Il y a bien des gens qui souffrent. On ne peut pas se désintéresser de leur sort.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Notre service est actuellement organisé et un grand nombre de fermiers ont demandé d'aller s'établir sur

des terres libres. Nous ne les laisserons pas aller sur des terres où ils ne pourront pas vivre. Les cultivateurs auront en plus de l'octroi de \$300 un prêt jusqu'à concurrence des deux tiers de leur roulant.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Ce n'est pas un système solide. Ces terres, le gouvernement devrait les acheter, ou alors, on ne s'occupe que des élections. Il n'y a pas de garanties suffisantes. Le gouvernement a déjà retardé le paiement des primes dues à des cultivateurs dans le comté de Lotbinière.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** À qui?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** ne donne pas de nom.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** À qui? Donnez-moi les noms et je m'en occuperai.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Dans les comptes du congrès de l'automne dernier, je vois un item pour le maire de Verdun, M. H. Ferland, crédité de \$65. Pourquoi?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le maire de Verdun est venu au congrès avec quelques échevins; il a présenté son compte comme les autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien y avait-il de personnes au congrès de colonisation, et combien d'employés civils?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** 354 invitations; 281 présences. Les seuls employés civils invités ont été les officiers des départements de la Colonisation et des terres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien étaient-ils?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je pourrai vous le dire: je reverrai la liste des invités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au ministre de me dire et de me répondre lui-même: ce sont ses renseignements que je veux...<sup>3</sup>

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est que je vois mieux d'ici.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement aidera-t-il à revenir au sol ceux qui auront été dépossédés, chassés de leur terres? Pourront-ils bénéficier des avantages du plan?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Si quelqu'un qui a été dépossédé de sa terre nous est recommandé comme un bon fermier, il sera loisible au gouvernement de l'établir en vertu du plan. Mais on ne leur donnera pas nécessairement leurs terres. Si elles ont été occupées par d'autres, ceux-ci ne pourront pas en être dépossédés. On mettra à leur disposition des terres libres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors n'importe qui dans la province, pourra bénéficier du plan?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Oui, si c'est un bon sujet.

On sera peut-être obligé parfois d'élargir le sens du texte qui autorise le gouvernement à avancer aux cultivateurs de l'argent jusqu'à concurrence des tiers du prix de leur roulant. Par exemple, s'ils ont déjà leur roulant et qu'ils aient besoin d'assistance par ailleurs.

**Des voix:** Carry! Carry!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a 1,356 terres dans Québec, dont les propriétaires sont prêts à vendre au gouvernement, nous dit le ministre, mais je dis que toutes les terres dans Québec sont hypothéquées. Je demande donc au ministre de la Colonisation de me dire, lui-même, sans demander les lumières du premier ministre, ce qu'il entend par terres libres.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Ce sont des terres qui ne sont pas occupées, qui ne sont pas cultivées, qui sont abandonnées; ou bien dans le cas des cultivateurs qui ont deux terres et qui voudraient en abandonner une pour une raison ou pour une autre. Un grand nombre de ces terres sont aujourd'hui propriété de ceux qui avaient l'hypothèque. Le gouvernement pourra les acquérir en vertu de son plan pour les confier à un cultivateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre considère comme libres des terres qui sont hypothéquées? Quels sont ceux qui vont s'occuper de négocier l'achat des terres libres?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous avons un service spécial dirigé par M. Grenon et l'abbé Deschênes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est leur salaire?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** M. Grenon, \$2,500 par année, et M. l'abbé Deschênes, environ \$2,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est là qu'un des préparatifs d'élections. Le bail conditionnel qui interviendra pour l'achat des terres libres est un contrat aléatoire. Le cultivateur s'engage simplement à payer un loyer, au terme duquel il se trouvera propriétaire. S'il ne remplit pas les conditions exigées, il sera chassé.

Le gouvernement dans ce cas, paiera-t-il deux fois l'octroi de \$100 par année?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** explique qu'il n'y aura pas lieu de le faire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans tous les cas, ces \$300 sont tout à fait insuffisants. D'une manière générale, pas un cultivateur, dans la province de Québec, n'a de terre non hypothéquée. Il est ridicule qu'avec \$100, on pourra acheter des terres de \$1,000 à \$1,500. Le gouvernement n'aboutira à rien.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le gouvernement interviendra comme intermédiaire et l'on sollicitera le consentement du créancier hypothécaire, s'il y a lieu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela est insuffisant. Le cultivateur a une famille à faire vivre. Il devra souvent retenir les services d'un ouvrier agricole, payer ses taxes municipales. Cent piastres, c'est une goutte d'eau dans l'océan, c'est un soporifique, c'est un anathésique (sic) pour endormir les électeurs.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Si le gouvernement achetait lui-même les terres, le fermier pourrait les prendre libres d'hypothèques. Il serait libre du créancier hypothécaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le congrès a été une farce monumentale qui a surpris la bonne foi d'une autorité respectable, devant qui nous nous inclinons. Alors, comme aujourd'hui, le ministre ne savait rien, je tiens à protester contre la façon dont le gouvernement s'est pris la bonne foi d'autorités assez charitables pour croire à la conversion du pécheur.

Aujourd'hui, si on faisait un congrès et si on demandait aux mêmes autorités d'approuver ces résolutions qui n'offrent aucune garantie, il n'y a pas un homme au congrès qui accepterait cette tactique du gouvernement. C'est un titre de gloire de ne pas avoir assisté à ce congrès qui est une invitation à la corruption électorale.

Le ministre ne sait rien des dépenses qui vont être faites, non seulement les dépenses secondaires, mais les dépenses cardinales. Je regrette que le ministre de la Colonisation, que j'ai connu à l'université, alors qu'il avait de l'idéal, se soit corrompu au contact de ses collègues, ait perdu son enthousiasme, qu'il se fasse le parrain d'une loi aussi odieuse, qu'il y attache son nom, et qu'il aide à ce vaste programme de corruption électorale.

(Applaudissements à gauche)

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Cet après-midi, le chef de l'opposition nous a reproché de ne pas parler. Eh! bien, il est temps que quelqu'un se lève pour mettre fin à cette comédie que joue l'opposition en cette Chambre. Comme le maire de Montréal, l'opposition ne connaît pas ça, les questions de race et les questions nationales.

J'ai entendu cet après-midi le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) dire que les villes ne sont pas obligées de payer le \$200, en vertu du plan Gordon. Il sait le contraire.

Le chef de l'opposition passe son temps à dire que le ministre de la Colonisation ne comprend rien. Est-ce parce que le ministre de la Colonisation se tient avec autant de dignité qu'on l'injurie? Parce qu'il se distingue devant sa province, on lui dit des choses désagréables.

Les cultivateurs veulent la loi de la colonisation. Mes électeurs m'ont demandé quand est-ce que cette discussion allait prendre fin. Je leur ai répondu: nous laissons vider l'opposition. Quand elle sera vidée, nous appliquerons la loi.

(Rires et applaudissements)

Mais il y a eu une opposition avant aujourd'hui! C'est vrai qu'il n'y avait pas le député de Saint-Sauveur qui ne peut parler des ouvriers sans larmoyer. On a fait l'éloge du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), grand homme qui a sauvé sa province. Pauvre homme qui retire \$4,000 par année de la Commission du havre, a une auto et un chauffeur.

S'il fallait élever un monument au député de Saint-Sauveur, ce serait un monument à l'exemple du Mannekenpis en Belgique, un petit cupidon qui sert à donner de l'eau qui coule tout le temps, un petit

bonhomme intarissable comme ses pleurs sur le sort des ouvriers. On devra baptiser ce monument le "Manheken Pit". Le cupidon Bertrand coulerait sur ses électeurs. Les cultivateurs en ont assez des lamentations du député de Saint-Sauveur; les ouvriers aussi. Qu'il partage donc avec les ouvriers

Le chef de l'opposition dit qu'il n'a pas voulu se déshonorer en assistant au congrès. Est-ce que les évêques se sont déshonorés, eux, en y venant? Allons donc, il n'est pas question de politique dans la colonisation. C'est l'opposition qui fait de la politique avec cette question.

La crise est presque finie; il faut recommencer maintenant. C'est pour cela que le gouvernement veut faire de la colonisation. Le gouvernement donne l'exemple à tout le Canada.

On devrait laisser les enfants commencer leur apprentissage commercial plus jeune, vers l'âge de 14 ou 15 ans, plutôt que de les garder dans les collèges jusqu'à 21 ans. Le commerce dans la province de Québec est passé aux mains des Juifs, des Syriens et des Grecs.

Le chef de l'opposition a parlé du cabinet. C'est le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) qui est premier ministre, et il n'y a pas de malaise dans le cabinet. Il n'y a pas de trahison dans le gouvernement Taschereau. Tout le monde est loyal envers le chef reconnu. Le premier ministre a la confiance de toute la province et la confiance de chacun de ses ministres. Après les prochaines élections, il sera encore premier ministre.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas l'habitude de répondre aux déclarations de ces gens qui se font les porte-parole de ceux qui n'ont pas le courage de dire ce qu'ils pensent, qui se cachent. Mais je le ferai ce soir, parce qu'on attaque un brave ouvrier de Saint-Sauveur, mon collègue le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qui a discuté librement, comme c'est son droit. On fait attaquer par le député du comté que mon père représenta, le député de Saint-Sauveur qui a consacré sa vie aux ouvriers.

Il (M. Duplessis) rappelle que son père lui a enseigné, avec les traditions de loyauté et d'honneur, qu'il fallait être autre chose que l'écho de ceux qui n'ont pas le courage de leurs opinions.

Quant à ce qui me concerne, les injures de ceux qui font la sale besogne des ministres et de ceux qui n'ont pas le courage de parler eux-mêmes, de se battre face à face, de dire ce qu'ils pensent, quant à ces injures je les méprise, je m'en fiche. Il en a ressenti un écœurement profond, dit-il.

Il cite une parole de Paul de Cassagnac: Il y a traîtres qui sont d'autant plus traîtres qu'ils essaient de faire oublier les trahisons du passé en préparant les trahisons de l'avenir.

Ma vie politique est propre. Elle m'a coûté de nombreux sacrifices de santé, d'argent; elle m'a coûté mon bureau d'avocat, mais il y a par contre la satisfaction du devoir accompli. On ne s'enrichit pas en faisant son devoir, mais on est heureux, en le faisant, de rendre service à la race. Je suis pauvre, mais je n'ai pas besoin de directorats de compagnies pour faire vivre les miens. Il faut que le régime soit bien pourri, soit rendu bien bas, pour qu'on voie des choses comme on vient d'en voir, quand on voit le député de Bellechasse (M. Taschereau) suggérer à son père des arguments pour le député de Saint-Maurice (M. Frigon), afin d'insulter des conseillers législatifs, parce qu'ils avaient cru devoir se lever devant leur province pour dénoncer les abus.

Il (M. Duplessis) dit que ce n'est pas sa politique d'attaquer les absents et de faire comme certain membre de la Chambre qui a jeté contre ces conseillers législatifs son venin et son fiel. Le modèle dont il s'inspire s'est sacrifié pour sa province, mais n'a jamais demandé à sa province de se sacrifier pour sa famille. C'est manifester de la petitesse et de la mesquinerie que de rabaisser le débat à des personnalités comme on l'a fait. C'est rabaisser la politique que de faire ce que vient de faire le député de Saint-Maurice, la pauvre victime de ceux qui le font parler.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mes premières paroles seront pour féliciter le chef de l'opposition pour la très haute idée de lui-même. À l'entendre, il est un puits de science, un vase d'érudition, une encyclopédie de toutes les vertus! Il a le monopole de la vertu, des connaissances et du dévouement. Je l'en félicite. Monsieur, le projet de loi que nous discutons actuellement intéresse l'avenir de la province de Québec, l'avenir de toute la race. Nous y attachons ce que nous avons de plus cher et ce que nous pouvons désirer de mieux pour les nôtres.

L'été dernier, il s'agissait de choisir un ministre de la Colonisation. J'ai frappé à la porte d'un homme de Montréal-Est et je lui ai demandé de se mettre à la tête de notre mouvement de retour à la terre. Il ne connaissait pas plus la colonisation que le chef de l'opposition ou le député de Saint-Sauveur, mais je rendrai, ce soir, à mon collègue ce témoignage mérité: il a apporté à cette œuvre

éminemment nationale tout son travail, toute son intelligence, tout son cœur et toute son énergie, avec la meilleure volonté du monde.

Il a étudié le problème à fond; il a étudié tous les systèmes que l'on connaissait pour donner un élan nouveau de retour à la terre chez-nous. Il s'est rendu dans tous les endroits de colonisation. Il est allé lui-même voir les colons, s'enquérir de leurs besoins, les encourager. Il s'est rendu compte de la vie vécue par les colons. Il leur a serré la main, il a vécu parmi eux. Cela lui a inspiré le meilleur plan de colonisation jamais soumis à cette Chambre, qui n'a jamais été élaboré par aucun gouvernement. Aujourd'hui, il est venu le soumettre à ses collègues qui l'ont accepté avec enthousiasme. Mais, depuis une semaine, le chef de l'opposition fait de l'hystérie au sujet de ce bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. J'attire l'attention de cette Chambre sur ce mot que le premier ministre vient d'employer. En parlant d'un de ses collègues, aussi respectable que lui pour le moins, le premier ministre n'a pas le droit de dire qu'il fait de l'hystérie. Je ne demande pas qu'il retire ses paroles, car c'est une seconde nature chez lui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

C'est moi qui devrais me plaindre, quand le chef de l'opposition dit que je suis aussi respectable que lui. J'ai le droit de dire que le chef de l'opposition fait de l'hystérie. Le chef de l'opposition a inondé jusqu'à présent le ministre de la Colonisation et le gouvernement de venin. Était-il plus dans l'ordre? Mais nous avons voulu le laisser parler, afin de montrer à la population les sentiments qui l'animent et le venin qui l'imprègne. Je suis dans l'ordre en le rappelant aux convenances. J'ai dit et je répète que, depuis le commencement du débat, depuis une semaine, le chef de l'opposition fait de l'hystérie en répétant sans cesse<sup>4</sup> la même chose.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, je soulève de nouveau un point d'ordre. Je vous demande de rappeler le premier ministre à l'ordre. une fois ça passe, deux fois non. Le mot hystérie n'est pas parlementaire. Il n'a pas le droit de dire que je fais de l'hystérie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Parlant sur le point d'ordre, j'ai le droit de dire que le chef de l'opposition fait de l'hystérie. L'hystérie est une excitation induite, et j'ai le droit de dire que c'est cela que le chef de l'opposition fait...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au président de donner sa décision! Je dis que le mot hystérie n'est pas parlementaire et je vous demande d'ordonner au premier ministre de retirer cette parole envers un collègue.

**M. le président:** D'un côté comme de l'autre de la Chambre, on a employé des expressions trop fortes ce soir. On est allé un peu loin. Je me demande s'il y a bien lieu de protester contre ce terme après l'explication que vient de donner le premier ministre. Je crois que le chef de l'opposition a suffisamment dépassé la mesure pour autoriser une qualification qu'il trouve un peu violente à son égard. Je ne crois pas qu'il doive insister.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oh! Le chef de l'opposition aime bien à nous injurier. Le chef de l'opposition s' imagine qu'il peut tout dire, mais il a l'épiderme très sensible, lorsque nous lui répondons! Il se redresse quand on le pique.

Je dis que jamais l'opposition n'est tombée aussi bas que sous la direction de mon honorable ami. Depuis 35 ans que je siège en cette Chambre, j'ai vu les Leblanc, les Flynn, les Tellier, les Cousineau, les Sauvé, mais jamais ils n'ont conduit leur parti dans les bas-fonds où l'a entraîné mon honorable ami et où il se débat aujourd'hui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si je suis dans les bas-fonds, alors je suis au niveau du premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Et cela, ce ne sont pas les libéraux seulement qui le disent. Vos amis de l'opposition viennent eux-mêmes nous le dire. Mon honorable ami de Trois-Rivières parle de division dans le cabinet? Que le chef de l'opposition regarde donc autour de lui! Il verra trois députés qui l'ont suivi jusqu'au jour où ils ont été dégoûtés de lui!

Mon honorable ami a désespérément divisé son parti! Il a parlé de victoire électorale? Les élections viendront tôt ou tard et je dis que lorsqu'elles viendront, le Parti libéral n'aura rien perdu de sa force, aura au contraire gagné sur toute la ligne mais lui, mon honorable ami, ne sera même plus dans cette Chambre pour voir cela.

(Applaudissements)

Revenons maintenant au projet de loi du ministre de la Colonisation. Jamais gouvernement n'a présenté à la Législature un projet de loi aussi complet, aussi large, aussi généreux que celui-ci pour

nos colons. Mon honorable ami le critique sans arrêt, mais qu'est-ce que le chef de l'opposition a suggéré pour l'améliorer? Quel projet plus généreux et plus vaste a-t-il à nous présenter? Rien.

La province en a fait de la colonisation avant aujourd'hui. Il a déjà été question de colonisation en Chambre, lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, mais alors les Canadiens étaient obligés de s'enfoncer dans les bois avec leur seule hache pour tout bien. Il n'y avait, autrefois, ni primes, ni octrois, rien de ce que nous offrons aujourd'hui, et nos colons ont vécu et progressaient. Il n'était pas question de trois cents dollars pour leur établissement, il n'était pas question de transport, de primes de défrichement, de premiers labours, il n'était pas question de construire aux frais du gouvernement des écoles, des routes, ainsi que nous le faisons.

C'est alors que le ministre de la Colonisation propose une loi généreuse, plus large, que le chef de l'opposition et ses partisans l'attaquent, qu'ils tentent de le ridiculiser. C'est ainsi que nos amis de la gauche veulent servir les fins de la colonisation? Ils disent, le chef de l'opposition dit: Votre congrès de colonisation? Machine électorale! Camouflage! Je dis ceci à mon honorable ami: le congrès de colonisation a été suivi à l'automne par des hauts dignitaires qui pouvaient comprendre le camouflage et l'électoratisme aussi bien et peut-être mieux que mon honorable ami.

Ces personnes nous ont approuvés de tout cœur. C'est nier toute intelligence à ces honorables personnages et insulter à leur caractère que de les accuser indirectement d'avoir favorisé une entreprise électorale. Elles ont mis au service de leur province le meilleur d'elles-mêmes. Elles nous ont aidés, elles ont collaboré avec nous et elles continuent de nous aider.

Le chef de l'opposition, lui, s'est abstenu de venir, alors que son devoir aurait été d'être là! Pourquoi n'est-il pas venu se joindre aux meilleurs éléments, au lieu de s'abstenir et de venir dire ensuite que c'est du camouflage et de la machine électorale? Son attitude est trop facile, maintenant de dire que le congrès n'était que pur électoratisme. Pourquoi n'est-il pas venu nous dire ses injures pendant le congrès?

S'il avait de telles connaissances de la question de colonisation, il aurait dû venir éclairer les congressistes. Mais non, il est resté chez lui. Et maintenant, il dit camouflage, machine électorale, au sujet d'une loi que les autorités religieuses ont approuvée et qu'elles approuvent encore, que tous les chefs d'organisations nationales ont jugée bonne et qu'ils estiment encore la meilleure pour les colons!

Il sait que nous sommes sincères. Nous viendrons auprès de nos colons et nous leur dirons ce que nous avons fait pour eux et ce que nous voulons faire à l'avenir. Ils savent que notre désir est de les établir sur des terres riches. Avec la colonisation nous tomberons ou nous vivrons avec les colons!

(Applaudissements)

Mais nous avons l'assurance que notre loi sera accueillie avec faveur par la population. Nous disons aux pères: établissez vos jeunes fils sur les terres, nous les aiderons de toutes nos forces, nous disons à ceux qui veulent recommencer leur vie: allez dans les centres de colonisation et nous vous supporterons.

Le gouvernement dépensera dix millions de dollars pour vous aider et, si cette somme n'est pas suffisante, il en dépensera d'autres! Le crédit de la province est assez bon pour que nous votions d'autres sommes. Tout le crédit de la province vous assure l'avenir! Nous espérons sincèrement que le projet de colonisation serait accueilli favorablement par la députation, et nous avons eu cette opposition de la gauche. Qu'on mette ce projet à l'essai, un essai loyal, au lieu d'injurier le ministre pendant des semaines et de fabriquer de toutes pièces des intrigues qui n'existent que dans son imagination.

Le chef de l'opposition devrait réfléchir et travailler avec nous pour le salut des colons. Si le ministre ne réussit pas, on le verra. Nous serons ici pour répondre aux questions. La province de Québec invite les jeunes cultivateurs à venir s'établir sur la terre. Elle invite les pères à établir leurs fils, elle invite les colons à quitter la ville où ils chôment pour retourner vers la terre nourricière. Pour faire réussir ce projet, nous sommes prêts à tous les sacrifices. Au lieu d'accepter cela, la gauche crée des ennuis au ministre, quand les colons et les cultivateurs attendent cette mesure rémédiatrice pour se mettre à l'œuvre.

Le chef de l'opposition prétend que mon fils et moi-même avons voulu faire dire par un député ce que nous n'avons pas voulu dire. Il a dit que j'avais dit au député de Saint-Maurice d'attaquer le député de Saint-Sauveur. Le chef de l'opposition nous fait dire des choses qui ne sont pas exactes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai vu, de mes yeux vu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami, le chef de l'opposition ne dit pas la vérité!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai vu, vu ce qui s'appelle vu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je dis que ce n'est pas la vérité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je l'ai entendu.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Vous ne l'avez pas entendu. Le premier ministre ne m'a rien demandé!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai dit au député de Saint-Maurice de prendre la parole. Je puis lui dire une chose. Le député de Saint-Maurice a parlé comme il l'entendait, nous n'avions pas besoin de dire au député de Saint-Maurice de parler. Il est capable de dire ce qu'il veut dire... Ça ne le gêne pas de parler et de dire à mon honorable ami ce qu'il pense de lui.

On veut faire de l'obstruction à notre projet. Nous discutons cette mesure depuis des jours. Nous resterons ici tant qu'il faudra. Le chef de l'opposition peut faire de l'obstruction tant qu'il voudra, mais la loi passera. Nous la soumettrons aux colons, aux cultivateurs, aux fils de fermiers, à nos jeunes gens des villes et des campagnes qui sont sans travail, à tous nos chômeurs, et nous demanderons à ceux-là de la juger.

Ils ne seront pas des juges comme ceux que nous avons devant nous. Ils seront des juges honnêtes, sincères, justes, impartiaux. Nous n'avons pas peur de ces juges. Nous connaissons la classe paysanne de notre province. Nous lui dirons: si notre projet est mauvais, dites-le; s'il est bon, permettez-nous de le mettre en pratique! Je suis certain de la réponse. Nous avons la confiance des cultivateurs et ils nous la garderont! Nous n'aurons pas peur de nous présenter devant la population: nous savons qu'elle nous fera confiance.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre, conformément à son habilité, s'est transporté dans les bas-fonds où il a cru me trouver. Le premier ministre est plus chez lui là, que moi. Je considère les injures du premier ministre comme elles doivent l'être. Mais je puis dire que je n'ai jamais été et je ne serai jamais dans la situation du premier ministre qui, à la fois directeur de compagnies et premier ministre, est obligé comme premier ministre de combattre le directeur de compagnie, et vice-versa. J'ai refusé des directorats de compagnies, j'ai refusé aussi maints et maints avantages. La lutte que nous faisons nous a demandé des sacrifices, mais nous les donnons généreusement. Ce ne sont pas des sacrifices, car je considère qu'il faut à tout prix débarrasser la province du régime le plus néfaste qu'elle ait connu.

Il a parlé des grands chefs conservateurs. Mais il a oublié d'ajouter que ces grands chefs qu'il vénère aujourd'hui, il les a injuriés et insultés, dans des articles signés du nom de plume de Turpin. Mais il a oublié aussi de mentionner parmi ces chefs, le nom de M. L.-P. Pelletier, qui lui a fait perdre son dépôt dans Dorchester.

Le premier ministre a dit qu'après la prochaine élection je ne serai plus ici. Et c'est vrai, car je serai à sa place et lui ne sera même pas en cette Chambre. Même le pont de l'Île d'Orléans ne sera pas capable de combler l'abîme qui sépare le premier ministre de l'opinion publique.

Le premier ministre a dit que j'étais un homme des bas-fonds, puis il ajoute que j'aurais dû être au congrès avec les meilleurs éléments de la société. C'est une de ses inconséquences.

Je comprends que le premier ministre aurait aimé à me voir au congrès. Il aurait dit alors à toute la province que le chef de l'opposition avait accepté la politique du gouvernement en blanc, comme certaines personnes l'ont fait de bonne foi, pour le regretter ensuite publiquement.

Le premier ministre nous accuse de ne pas avoir fait de suggestions, mais nous les avons multipliées: augmenter les primes des colons; ne pas payer avec les pitons; débarrasser le ministère de la Colonisation de l'emprise des marchands de bois qui tiennent le gouvernement à leur merci; débarrasser le domaine de la couronne des \$483,000,000 d'hypothèques dont \$162,000,000 en faveur du Royal Trust dont le premier ministre est directeur; de ne pas centraliser à l'édifice de Sun Life, dont le premier ministre est directeur, les bureaux des entreprises de papier; un plan d'ensemble; simplifier la loi des échanges de lots; empêcher de laisser dilapider les lots pour ne laisser aux colons que des lots ruinés; avoir une politique agricole pour la colonisation.

Jamais le Parti conservateur n'a connu un gouvernement aussi réticent à donner de l'information ou à accepter les suggestions constructives.

Nous ne serons pas complices des loups; nous n'avons pas peur ni du premier ministre, ni de ses députés, ni de sa majorité.

Il existe des abus flagrants dans plusieurs départements du gouvernement, et il sera possible de mieux les mettre en lumière, lorsque les crédits budgétaires seront examinés par la Chambre. Et lorsque les crédits du procureur général seront discutés, le premier ministre baissera le ton, lorsque nous discuterons les affaires de son département où, malgré le fait que ce soit le sien, les abus les plus odieux ont été commis. Nous verrons alors qui est dans les bas-fonds.

L'élection de 1931 a été suivie par le régime des pitons, par les promesses. Nous consentirons tous les sacrifices pour débarrasser la province du régime le plus pourri.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le député de Saint-Maurice a voulu me ridiculiser. Il a parlé de monument.

Le monument qu'il faudra élever à son collègue, dit-il, sera sous forme d'un gros chat. Au reste, il n'a peur de personne, affirme-t-il. Il a conservé à la Chambre l'attitude et la dignité qui conviennent.

Jamais je n'ai insulté personne, moi. J'ai toujours été poli, ici.

S'il a défendu les ouvriers, poursuit-il, c'est que député d'un comté ouvrier, il s'est cru obligé de prendre la défense de ses électeurs, des ouvriers.

Je suis ici pour quelque chose et il faut que je soutienne la cause des pauvres gens.

Le député de Saint-Maurice me reproche d'être à la Commission du havre. Est-ce qu'il aurait refusé, lui? Faut-il s'en scandaliser?

Il (M. Bertrand) rappelle qu'il a remplacé celui qui s'y trouvait avant.

Je ne suis qu'un quêteux. Que le député de Saint-Maurice s'informe à Saint-Sauveur, et on lui dira que je suis pauvre. Avec l'argent que j'ai eu, j'ai aidé aux miens.

Ce qu'il a gagné, il ne l'a pas gardé dans sa poche, affirme-t-il. Il ne faut pas s'étonner, dès lors, qu'il soit vu chez lui. Il pardonne au député de Saint-Maurice, parce qu'il demeure loin et qu'il ignore ce qui se passe à Québec. On lui a reproché d'avoir une automobile. Mais l'auto et le chauffeur étaient à la Commission avant son entrée. Il a pris ce que laissait son prédécesseur, un rouge. Je lui dis, au député de Saint-Maurice, que l'ouvrage qu'il a fait ce soir, c'est de la sale besogne.

Il y a plusieurs députés de circonscriptions ouvrières insouciantes des intérêts de leurs électeurs, remarque-t-il. S'il se lève plus souvent qu'à son tour, c'est que d'autres sont assis, sont toujours assis et ne se lèvent jamais pour revendiquer les droits des ouvriers.

**Des voix:** Carry! Carry!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! non. Ah, non. Prenez patience! On me dit que le député du Lac-Saint-Jean (M. Fillion) va être nommé au ministère de la Colonisation. C'est vrai?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je n'en ai jamais entendu parler.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** interroge le ministre de la Colonisation quant à la participation des municipalités à son plan.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous ne demanderons rien aux municipalités pour notre plan. Là où nous espérons l'aide des municipalités, c'est lorsque la famille du colon restera derrière lui. Nous espérons qu'elles pourront lui donner des secours, jusqu'à ce que le colon puisse faire venir cette famille.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il vrai qu'il y a eu froissement entre les ministères de la Colonisation et des Terres à propos de l'arpentage?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** déclare qu'il n'est pas au courant de cet incident.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les arpentages resteront-ils au ministère des Terres?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui. Du reste, le ministère des Terres continuera à aider son collègue de la Colonisation. Je suis convaincu que l'honorable M. Vautrin a un bon plan et je l'aiderai dans la mesure de mes capacités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La mise à exécution du plan devra être confiée au ministère de l'Agriculture: il y a trop de services identiques remis à plusieurs ministères.

C'est là un plan mal conçu, mal digéré. C'est de la corruption électorale.

Il (M. Duplessis) invite de nouveau le ministre de la Colonisation à accepter ses suggestions

Les résolutions 2, 5, 7, 8, 9 sont adoptées<sup>5</sup>.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions.

Les résolutions sont lues une première fois.

La séance est levée à minuit et cinq minutes.

#### **NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence du député de Shefford (M. Bachand).

2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

3. M. Taschereau a pris place auprès de M. Vautrin, ce qui explique la remarque de M. Duplessis.

4. *Le Soleil* du 13 mars 1935, à la page 15, écrit "cent fois".

5. *L'Événement* et *The Quebec Chronicle* dans leur édition du 13 mars 1935, respectivement aux pages 8 et 10, spécifient que les résolutions ont été adoptées sur division en comité.



Séance du mercredi 13 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Hôpital Saint-Joseph  
des convalescentes**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Fortier), que les articles 497, 498, 500, 510, 511 et 516 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 136 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Les Oblates franciscaines  
de Saint-Joseph**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Fortier), que les articles 497, 498, 500, 510, 511 et 516 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des dames Marie-Anne Lavallée, Hélène Lanthier, Maria Guy et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph", et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de

présenter le bill 137 constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph".

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition des dames Marie-Anne Lavallée, Hélène Lanthier, Maria Guy et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph" est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 137 constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de présenter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 82 refondant la charte de la cité de Joliette.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 121 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

**Code de procédure civile,  
cautionnement**

**M. Dugas (Joliette)** demande, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 188 modifiant le Code de procédure civile relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Les Moniales carmélites**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Westmount (M.

Smart), la permission de présenter le bill 190 modifiant la loi 19 George V, chapitre 124.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Validation d'actes notariés

**M. Saintonge (Beauharnois)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), la permission de présenter le bill 189 validant certains actes notariés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses:

##### Société coopérative de Saint-Raymond, comté Portneuf

**M. Élie (Yamaska):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1935, à combien se chiffre le total des octrois, subventions ou garanties accordés, directement ou indirectement, par la province, à la société coopérative de Saint-Raymond, comté de Portneuf?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** \$8,812.12.

##### Promotion de la colonisation

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé): Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre s'oppose à la deuxième lecture des résolutions relatives au bill no 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la Colonisation et le retour à la terre":

*a.* Parce que la somme de \$10,000,000 mentionnée aux dites résolutions et qui, d'après les déclarations du ministre de la Colonisation, sera dépensée dans deux ou trois ans, est considérablement insuffisante pour assurer l'établissement des fils de cultivateurs, pour garantir le succès de la colonisation et du retour à la terre et pour assurer aux colons des moyens raisonnables de subsistance;

*b.* Parce que lesdites résolutions négligent de pourvoir à la classification immédiate des terres propres à la colonisation et à la séparation complète et définitive du domaine de la colonisation et du domaine forestier dans la province;

*c.* Parce que lesdites résolutions négligent de pourvoir à une politique efficace et nécessaire du maintien des cultivateurs sur la terre;

*d.* Parce que lesdites résolutions omettent d'assurer la stabilité et la continuité d'une politique agressive et efficace de colonisation;

*e.* Parce que lesdites résolutions omettent de faire disparaître les entraves suscitées à la colonisation par le département des Terres et Forêts, par les seigneuries et par la législation de la province;

*f.* Parce que lesdites résolutions négligent de garantir l'impartialité indispensable dans l'attribution et la distribution des argents publics et parce que ces résolutions ouvrent la porte au patronage et au favoritisme politiques qui ne devraient aucunement exister en semblables matières;

*g.* Parce que lesdites résolutions omettent de fournir aucun détail nécessaire et que la Chambre a le droit et le devoir de connaître quant à la dépense des argents publics".

**M. l'Orateur:** Cet amendement sera-t-il adopté?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres pour le vote.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, Smart, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bastien, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Crête, Desmarais, Dillon, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gault, Gauthier, Godbout, Grant, Guertin, Lapointe, Lortie, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed,

Rochette, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 53.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur division comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déclarer que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a donné son assentiment à ces résolutions et qu'il en recommande l'adoption<sup>1</sup>.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur division.

Les résolutions sont adoptées.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

demande la permission de présenter le bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, j'espère que dans l'étude du projet de loi, l'honorable ministre de la Colonisation suivra les recommandations que nous lui avons faites.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la version réimprimée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce serait une bonne chose d'adopter ce projet pour que nous l'envoyions au Conseil législatif. Il s'agit d'une loi très importante pour la métropole. Il est nécessaire que le bill se rende au Conseil législatif la semaine prochaine, ce qui donnera le temps nécessaire pour la réimpression.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme qu'il n'a pas l'intention de proposer d'amendement. Je n'ai pas l'intention de recommencer la discussion du bill. La question a été assez étudiée, pendant trois semaines, par le comité des bills privés, qui groupe tous les députés.

Montréal, la deuxième ville française du monde, est dans une situation difficile. Toute la province s'intéresse à son sort. Tout le monde veut la prospérité de Montréal, mais ce projet est important, car c'est la première fois qu'une municipalité sollicite du Parlement le droit de prélever en une seule fois au-delà de \$8,000,000 d'impôts nouveaux, soit une augmentation de 20 % de son budget. Ce n'est pas le lieu d'examiner les causes de la situation où se trouve Montréal. Le pays tout entier souffre et c'est là une cause visible de tous, d'une mauvaise répartition des taxes entre les administrations fédérale, provinciales et municipales. Les consommateurs sont trop taxés. Il faudrait procéder à une révision, donner aux administrations provinciales certains impôts prélevés par le gouvernement fédéral et aux administrations municipales d'autres prélevés par les gouvernements des provinces. Cela peut se faire en moins de deux ans.

Il faut admettre d'autre part que Montréal est dans une situation particulière. Deux villes, Westmount et Outremont se trouvent au cœur de la métropole, source de conflits et d'inconvénients. Il doit avoir moyen d'adopter un système qui donne justice à tout le monde. De grandes villes, dans d'autres pays ont résolu des difficultés semblables. Il faudrait étudier les réformes nécessaires. Il n'est pas sage, présentement, de créer des impôts nouveaux qui auront pour effet de provoquer l'acrimonie.

Au lieu d'augmenter les impôts de \$8,000,000, la métropole devrait demander à l'emprunt l'argent dont elle a besoin, avec la garantie du gouvernement provincial. Cela lui permettrait d'obtenir des fonds à un taux d'intérêt peu élevé, dont elle pourrait assurer le service, ainsi que celui de l'amortissement.

Quant à la taxe de vente, c'est la première fois qu'on la met à l'essai dans une ville canadienne. C'est une tentative dangereuse. La taxe de vente relève naturellement du gouvernement fédéral. Appliquée par une municipalité, elle la placera dans un état d'infériorité vis-à-vis d'autres municipalités. Toronto au surplus concurrence Montréal, qui est en train de perdre son titre de métropole. Tous les esprits bien pensants doivent s'entendre pour empêcher cela. La taxe pèse injustement sur les consommateurs. Tout le monde s'y oppose. Ni acheteurs ni vendeurs ne la

veulent. Elle aura pour effet de faire naître les violations et d'habituer les gens à mépriser les lois. C'est un principe de législation qu'il ne faut pas imposer des taxes qui sont de nature à déplaire à tout le monde.

On taxe les comptes d'électricité et de gaz des institutions religieuses, de bienfaisance et de charité, églises, hôpitaux et écoles. C'est une taxe qui représente un montant assez considérable parce que ces maisons se servent beaucoup de l'électricité et du gaz. En principe, jamais dans la province de Québec, on n'a taxé ces maisons: c'est taxer le désintéressement, l'abnégation, le dévouement, le patriotisme. On ne doit pas faire peser l'impôt sur la vertu. Mais Montréal le demande, dira-t-on. On me répondra que la ville a le pouvoir de taxer, mais qu'elle n'est pas obligée de le faire. C'est de l'autonomie mal comprise. On ne peut donner à aucune municipalité le droit de commettre des abus. C'en est un de taxer les maisons. On admet un principe pervers que la Chambre ne devrait pas sanctionner.

L'entente intervenue entre la Montreal Light, Heat & Power et la Bell Telephone ne lie pas les compagnies, d'une part, et de l'autre expose la population à une hausse de tarifs, ou du moins à une diminution retardée. Il n'y a pas de raison, non plus, d'exempter le trust de la gazoline, surtout quand on ne veut pas exempter les communautés religieuses.

Je considère que ce bill, tel qu'adopté par le comité, comporte des injustices et je demande à la Chambre de corriger ces lacunes, tandis qu'il en est encore temps. La taxe de vente entrera en vigueur le premier mars. Je trouve que c'est trop tôt. Cela se fait, à Ottawa, mais ne devrait pas avoir lieu pour les municipalités. C'est là un caractère d'un bill public, d'entrer en vigueur le jour de sa sanction. On devrait donner un délai raisonnable au marchand.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** M. le président, on me permettra d'abord de féliciter le maire Houde, qui vient d'être décoré chevalier de la Légion d'Honneur par la France.

M. Houde et le conseil municipal ont été élus l'année dernière, au mois d'avril, avec un programme bien défini, clairement exposé. Il a sans cesse répété, au cours de sa campagne: "Québec, mêlez-vous de vos affaires! Ils ont été élus par toutes les classes de la population, ouvrière, commerciale, professionnelle, par des représentants de toutes les langues, de tous les peuples, par les Anglo-Canadiens comme par les Canadiens français. Ils ont été élus sans équivoque par les représentants du

Board of Trade, de la Chambre de commerce et de la Ligue des propriétaires. Le maire a promis de se rendre à Québec pour obtenir le pouvoir de régler le problème financier de Montréal.

Dès après l'élection, le premier ministre a déclaré qu'il convoquerait le Parlement immédiatement, si le conseil municipal de la métropole désirait obtenir des pouvoirs particuliers. Le premier ministre a même offert une session spéciale. Mais Montréal s'est fait attendre. Même quand le bill a été présenté au comité, il y a deux semaines, il n'y avait pas accord entre les membres du conseil, semblait-il. Pendant plusieurs semaines, le comité a étudié le bill et présenté les corrections opportunes. Le bill qui est actuellement devant nous représente la volonté de Montréal. À titre de député de Montréal et de représentant d'un comté ouvrier, je déclare que nous devons respecter la volonté de Montréal, représentée par son maire et ses échevins. Mais je me réserve le droit, après les prochaines élections, en novembre 1936, de revenir sur ma décision si un nouveau conseil, représentant lui aussi la majorité, nous demande autre chose.

Il a donné son approbation à la taxe de vente, à l'impôt sur le revenu, aux taxes nombreuses sollicitées par la métropole. Il a voulu respecter les désirs du conseil, affirme-t-il. Il respectait par là les désirs d'un conseil élu par la majorité de la population montréalaise.

On a discuté longuement sur l'extension à Westmount et à Outremont des impôts dont on grevait Montréal. On nous dit actuellement d'aller chercher l'argent chez les riches, de taxer les riches. Il est facile de faire de la démagogie, des envolées de ce genre. Celui qui crie "Ne taxez pas les ouvriers, allez chercher l'argent chez ceux qui en ont", est assuré du succès. Les succès démagogiques sont faciles, quand ils sont lancés contre les banques et les institutions financières.

Mais l'administrateur, lui, doit voir plus haut. Ces institutions sont nécessaires. Ce ne sont pas les ouvriers qui font fumer les cheminées des usines; c'est l'épargne recueillie par les banques et les capitalistes et distribuée par eux, pour assurer la marche de nos grandes entreprises, où les ouvriers trouvent du travail.

Loin de moi la pensée de soulever l'opinion publique, l'esprit de mes collègues, contre Westmount et Outremont. Mais ces deux villes sont implantées dans Montréal, ce sont deux petits états dans un grand état. Il ne faut pas oublier que leur population gagne son argent à Montréal, que leurs résidences sont payées par la population de Montréal. Tous les

matins, ils descendent de leur château pour se rendre dans la métropole, qui leur assure de nouveaux gains. Et quand la population de Montréal leur demande assistance, ils ferment leurs fenêtres pour ne pas entendre ces cris. Il ne veut pas faire de démagogie, mais il est certain que cette situation est anormale, proteste-t-il. Ils ne s'opposent pas à faire partie de Montréal économiquement parlant, mais ce contre quoi ils s'objectent, et c'est très compréhensible, c'est au fait qu'on puisse venir affecter les belles résidences qu'ils ont bâties. Ceux qui ont créé les deux belles municipalités en question ont eu la sagesse de se donner de bons règlements de construction. Ils veulent que leur investissement soit respecté.

Il est donc temps que le gouvernement intervienne et fasse quelque chose pour Westmount et Outremont dans ce sens. Il est temps que cette question d'annexion soit étudiée. Que le gouvernement nomme une commission. Qu'il y ait un représentant du Board of Trade, de la Chambre de commerce, de la Ligue des propriétaires, du gouvernement lui-même, afin d'étudier cette question de l'annexion à Westmount, Outremont et d'autres municipalités, et que nous ayons un "Grand Montréal". Le chef de l'opposition craint que Toronto ne devance Montréal. Très bien, alors nommons la commission et réglons le problème. Et s'il doit y avoir un statut spécial pour les protéger en regard de la réglementation sur la construction, que ce soit adopté.

Les comptes d'électricité sont taxés à 2 %. Montréal veut taxer les comptes d'électricité de plus de \$2.50. On a dit dans certains milieux qu'il ne faut pas taxer les communautés religieuses, les églises, les hôpitaux, les écoles. Le chef de l'opposition a fait un appel vibrant à la Chambre. Il a voulu faire exempter les institutions religieuses. Mais il a surtout été préoccupé de l'effet qu'il obtiendra quand il déclarera, pendant la campagne électorale: "Votre maire, votre conseil de ville, et le premier ministre en tête, ont voté pour taxer les communautés religieuses, les hôpitaux, les églises et les écoles".

Ceux qui ont voté pour cette taxe ont pris leurs responsabilités et ils connaissent la question. Le maire, le conseil de ville et le premier ministre en tête ont voté pour taxer les communautés religieuses, les hôpitaux, les églises et les écoles. Heureusement, le premier ministre a expliqué que les libéraux n'ont jamais taxé les maisons religieuses. La ville demande simplement le pouvoir d'imposer à 2 % les comptes d'électricité et de téléphone; elle ne demande que \$2 par \$100. Le premier ministre a déclaré que les institutions religieuses seront heureuses de donner le

bon exemple à la population, de payer cette taxe en un temps où la ville se trouve dans une situation si difficile, quand Montréal se grève de \$8,000,000. M. Houde a été élu par 54,000 voix de majorité. Il a affirmé que la ville ne taxera peut-être pas ces institutions, mais qu'il veut enrayer les protestations qui s'élèveront contre les exemptions accordées à celui-ci, à celui-là.

J'irai allègrement expliquer mon attitude devant la population de Montréal, même à propos de la taxe supposée scandaleuse sollicitée par le conseil de ville. Je veux aussi calmer le chef de l'opposition sur un autre point: ce n'est pas le 1<sup>er</sup> mars, mais le 1<sup>er</sup> mai qu'entrera en vigueur la taxe de vente. Le texte du bill le spécifie.

(Applaudissements à droite)

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Il vient d'être question d'un "Grand Montréal". Des gens, qui ont intérêt à le faire, affirment quelquefois que nous, membres du Parlement de Québec, envisageons mal la situation de Montréal. Le chef de l'opposition reproche souvent aux députés ministériels de ne pas regarder l'avenir. Mais, cette fois, il ne peut nous faire ce reproche. Je crois que ce reproche n'est pas fondé.

Depuis que je siège dans cette Chambre et même avant, dans les différentes organisations sociales dont je faisais partie, j'ai proposé constamment l'annexion des municipalités de l'île de Montréal à la municipalité de Montréal, ce que l'on appellerait la fédération des municipalités de l'île. Il y a plusieurs systèmes qui se présentent à nous quand on veut régler ce problème. Le meilleur serait celui qui réglerait toutes les difficultés pendantes entre les municipalités de l'île de Montréal, y compris la question des expropriations. Je ne veux pas blâmer les administrations, mais la question des expropriations n'est pas encore réglée et reste l'une des questions des plus importantes de l'administration municipale de Montréal. Westmount, Outremont avaient un plan d'ensemble et elles se sont développées avec méthode suivant ce plan, au détriment même de Montréal, d'un certain point de vue. Le maire de Montréal, qui a une expérience indéniable des choses politiques, semble être de mon avis sur ce point, de notre avis devrais-je dire.

Je sais que le plan d'un "Grand Montréal" hante tous les esprits des députés provinciaux. On devrait s'entendre pour faire un plan d'ensemble. J'espère que l'opposition sera avec nous sur ce point. Montréal a perdu de cinquante à cent millions par année, faute de ce plan.

Je veux être bref dans mon aperçu sur la question des nouvelles taxes que Montréal nous demande la permission d'imposer. Il faut bien établir et aussi bien partager les responsabilités. Il y a assez longtemps que des luttes se font à Montréal sur le dos du gouvernement provincial. Il est temps de délimiter cette question qui tourne invariablement à l'électoratisme. J'ai pris mes responsabilités au comité et je ne craindrai pas de défendre, où que ce soit, les positions que j'ai prises. Il me fait plaisir de voir que l'opposition partage nos idées sur ce point. Je suis pour la nomination d'une commission choisie par le premier ministre qui étudierait les moyens de doter Montréal d'un système d'arrondissement ou d'un autre, les moyens de réaliser le "Grand Montréal", afin que notre ville continue brillamment sa marche ascendante vers la prospérité la plus complète.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il y a 35 ans que je siège dans cette Chambre et chaque année nous avons eu le bill de Montréal, le bill 100. J'avoue que celui qu'on nous a soumis cette année-ci est le plus important de tous. Montréal est dans une situation difficile. Ce n'est pas nuire à son crédit que de le dire. Le maire de Montréal, M. Houde, admet que la situation financière est critique, et le chef de l'opposition dit qu'il faut trouver des moyens de corriger la situation actuelle, si nous ne voulons pas que la grande ville de la province de Québec perde son titre de métropole, de principal centre industriel, financier, commercial et économique du Canada.

L'an dernier, il y a eu des élections à Montréal. Un conseil nouveau fut élu qui se proposait de redresser la situation financière de la métropole. Le maire Houde avait promis à ses électeurs de demander à la Législature de Québec, sitôt son élection assurée, de donner à Montréal les pouvoirs nécessaires à l'amélioration de la situation. Le gouvernement de Québec a tout de suite répondu à M. Houde qu'il ferait tout en son possible pour l'aider.

Il a offert au maire de Montréal de convoquer une session spéciale des Chambres pour étudier les affaires de la métropole. La date de cette session spéciale fut même fixée, puis contremandée. Des semaines et des mois se passèrent. On crut, à Montréal, qu'une session spéciale ne serait pas nécessaire, puis, finalement, au mois de février, Montréal vint nous soumettre le fameux bill que nous avons discuté pendant plusieurs semaines au comité des bills privés.

Ce bill 119 a une portée considérable. Il ne faut pas se faire d'illusions là-dessus. Pour moi, je n'ai aucune hésitation à dire qu'il y a dans le bill des choses dont j'ai peur. J'ai peur de la taxe de vente, j'ai peur de l'imposition du revenu personnel. Ces taxes devraient être réservées à la province. Mais, d'un autre côté, si on n'imposait pas la taxe de vente et l'impôt sur le revenu personnel, qui paierait? D'ailleurs, la province de Québec a-t-elle besoin d'une taxe générale de vente? Je n'ai aucune hésitation à dire non. A-t-elle besoin d'un impôt général sur le revenu?

Encore une fois, je n'hésite pas à répondre non. Nous pouvons sortir de l'impasse sans cela, nous n'avons pas besoin de ces taxes pour boucler notre budget. L'administration de Montréal a passé des semaines et des mois à étudier la question. Le maire et les conseillers ont eu des entrevues avec toutes les grandes organisations de la métropole. Le problème de la situation financière leur a été soumis et, finalement, le remède que l'on a demandé à la Législature, c'est de permettre à Montréal d'imposer une taxe sur les ventes et une taxe sur le revenu personnel, sans compter d'autres petites taxes de moindre importance. Elle se lance dans une voie nouvelle.

Pour ma part, si j'ai un peu peur des deux nouvelles taxes pour Montréal, les deux principales et les plus nouvelles, je ne suis pas prêt à dire au conseil de ville de Montréal, élu par les électeurs de la métropole: Vous avez eu tort d'imposer ces taxes, et nous vous refusons la permission de le faire. Que ferions-nous à la place? Quelles autres taxes imposerions-nous? Montréal, nous a-t-on dit, a un déficit de sept ou huit millions. Allons-nous ajouter encore au pourcentage de la taxe foncière, alors que les petits propriétaires de Montréal sont écrasés par le fardeau, comme ils le sont ailleurs. Ne nous a-t-on pas dit ce matin qu'il y a aux Trois-Rivières 1,450 propriétaires qui sont incapables de rencontrer leurs taxes? Allons-nous dire non au conseil de ville que Montréal a élu?

Je crois que M. Houde et ses collègues auraient eu raison de nous dire au comité, si nous avions agi de la sorte: Mes collègues et moi avons donné à l'étude de cette question le meilleur de nous-mêmes, nous avons dépensé toutes nos énergies pour trouver une solution au problème financier de la métropole. Si vous ne voulez pas accepter cette solution, tant pis. Ils auraient eu raison de jeter leur bill sur la table du comité et de nous dire: Arrangez-vous! Ces messieurs se sont engagés à relever Montréal, et nous leur disons: Prenez vos

responsabilités. Je le répète, comme je l'ai déjà dit au comité des bills privés: Que Montréal prenne toutes ses responsabilités. Nous ne voulons rien leur refuser de ce qu'ils nous demandent, et je crois que le chef de l'opposition partage notre opinion à cet égard.

Mon honorable ami de l'opposition dit: Pourquoi ne pas abandonner certaines taxes provinciales à Montréal. Lesquelles? Pas la taxe sur les automobiles, pas la taxe sur l'essence, pas la taxe sur les successions? Si nous les abandonnions, il nous faudrait voir ailleurs pour combler le vide fait dans nos coffres. Et alors? Ce serait toute la province qui paierait pour Montréal. Ce serait juste? On sait que la province de Québec a besoin de toutes ses ressources à l'heure actuelle. Si nous abandonnions à Montréal un, deux, trois, quatre millions de nos revenus, nous serions obligés d'aller frapper à la porte de nos concitoyens pour nous refaire, et ce ne serait pas juste pour les autres contribuables de la province qui n'habitent pas Montréal.

Mon honorable ami le chef de l'opposition nous a dit: Que le gouvernement laisse Montréal emprunter aux banques avec la province comme garantie! Ce serait une mauvaise politique. Croit-il que ce serait là appliquer de sains principes d'économie politique? Si nous garantissons les dettes de Montréal, Québec, Trois-Rivières, toutes les autres villes viendraient nous demander de faire la même chose. Comment pourrions-nous faire des exceptions? Je n'ai aucune hésitation à dire que si le gouvernement garantissait toutes les dettes de toutes les municipalités, ce serait la ruine du crédit de la province de Québec, ce serait la ruine de la province même! Je crois que le chef de l'opposition admettra que nous avons raison, et je pense qu'il partage nos idées à ce sujet.

Il y a quelques années, nous avons créé la Commission métropolitaine pour gérer les affaires des petites villes entourant Montréal. C'était le premier pas vers la création d'un "Grand Montréal". Au comité, nous avons fait un autre pas. Outremont, Westmount, Verdun paieront l'impôt sur le revenu et la taxe de vente comme les Montréalais. Il n'aurait pas été juste que des gens qui demeurent de l'autre côté de la rue, sous prétexte qu'ils habitent Verdun, Outremont ou Westmount, fussent exemptés de taxes. Nous avons mis les citoyens de Westmount et d'Outremont sur le même pied que ceux de Montréal. En tous cas, je dois déclarer à cette Chambre que, d'ici la fin de la présente session, nous présenterons un projet de loi pour créer une commission composée des hommes les plus capables, qui étudiera le problème.

Lors de la prochaine session, cette commission nous fera rapport et nous soumettra, je l'espère, un plan qui nous permettra de grouper ensemble en un système de banlieues ou d'arrondissements toutes les municipalités entourant Montréal et peut-être toute l'île de Montréal, soit avec un système de gouvernement central ou autrement. Il ne serait pas juste évidemment que, dans Montréal, on taxe ici et qu'on ne taxe pas là. Il est important pour la province que Montréal soit unifiée en un "Grand Montréal". Je crois que ce serait là la solution du problème qui confronte Montréal actuellement, et nous laisserons la solution de ce problème aux hommes les plus capables de la résoudre; je suis en faveur d'un changement de régime d'administration. Nous demanderons donc à la Législature de créer cette commission, afin de faire Montréal plus grand et de le mettre mieux en mesure de conserver sa suprématie à la tête des villes du Canada.

Il est quelque chose que nous devrions ajouter au bill et c'est ceci: que les taxes actuelles ne s'appliquent que pour deux ans. On avait dit un an, je ne sais pas si la chose pourrait se faire, mais il est possible qu'à la prochaine session, lorsque la commission nous aura soumis son rapport, nous pourrions donner un nouveau régime à Montréal et rappeler la loi.

Pour ma part, je suis fier du rôle joué par la métropole dans la Confédération, et je crois que mon opinion est partagée par tous les habitants de la province de Québec, même ceux des coins les plus reculés. J'ai confiance en Montréal. C'est une belle et grande ville. Dès que sa situation financière sera réglée, elle pourra marcher de nouveau vers le progrès et le succès. Tout le monde veut la prospérité de Montréal et veut travailler à son bien-être. Ce que nous avons fait au comité pour Montréal était ce que nous pouvions faire de mieux dans les circonstances afin de lui conserver sa place et son titre de métropole du Canada!

(Applaudissements)

**M. Smart (Westmount)** proteste contre le bill dans son entier. Ce n'est pas que Westmount, Outremont et les autres municipalités de son comté ne désirent pas se faire généreux et aider, mais, puisqu'on parle tant d'autonomie, pourquoi ne pas songer à l'autonomie de ces villes.

Il regrette que les contrats aient été désavoués, comme ils l'ont été. Le problème avec les dirigeants de Montréal, c'est que, plus ils ont d'argent, plus ils veulent en dépenser. Westmount et les autres municipalités ne sont pas contre le fait de s'engager

dans un système bien organisé, mais il ne doute pas qu'ils s'objectent quant au traitement qui leur est accordé dans le bill actuel. C'est une loi disparate. Dans l'état actuel des choses, la situation pourrait s'empirer.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose deux amendements, soit un pour limiter la période de taxation à deux ans, l'autre pour réduire la taxe sur le revenu de 20 % à 15 %.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tout amendement devrait être soumis au conseil de ville de Montréal.

Il soumet que de tels amendements iront sans doute devant le Conseil législatif, quand le maire et les conseillers se présenteront et présenteront leurs points de vue.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand il s'agit d'un bill privé, il faut donner avis des amendements aux intéressés.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** retire son amendement.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Service d'inspection du ministère du Travail à Hull**

**M. Guertin (Hull)** propose: Que,

Attendu que dans la région de Hull, le service d'inspection du ministère du Travail est insuffisant et dans certains cas inexistant;

Attendu qu'une surveillance plus étroite devrait être exercée pour amener le respect des lois et donner aux ouvriers une efficace protection contre les exactions et les abus de certains patrons;

Attendu que, la Commission des assurances sociales a recommandé la nomination d'un inspecteur résident pour la région de Hull dans son rapport de 1932;

Cette Chambre invite respectueusement le gouvernement à nommer un inspecteur du travail pour le district de Hull, avec bureau à Hull, chargé

spécialement de voir au respect et à la mise en vigueur des lois ouvrières et, particulièrement, des lois concernant les établissements industriels et commerciaux, le salaire minimum des femmes, la limitation des heures de travail, l'extension juridique des contrats de travail.

Il explique le but de sa motion et demande que la nomination d'un inspecteur du travail dans la région de Hull se fasse au plus tôt.

C'est de la présence d'un tel inspecteur chez nous que dépend l'observance stricte des lois ouvrières du gouvernement, affirme-t-il.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** répond que ses services sont justement à étudier les avantages qu'il y aurait à placer un inspecteur du travail à Hull, en faisant de cette ville le centre du district ouest de l'inspection du travail dans la province. Je crois qu'avant la fin de la session nous pourrions combler le vœu du député de Hull.

La motion est adoptée.

#### **Commission des assurances sociales**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le mardi 5 février dernier, sur la motion proposée le même jour:

Attendu que la loi 20 George V, chapitre 14, avait pour objet la constitution d'une commission chargée de faire l'étude de diverses questions sociales et de faire les recommandations qu'elle croirait utiles;

Attendu que les personnes suivantes ont été nommées membres de ladite commission par arrêté en conseil du 20 octobre 1930: M. Édouard Montpetit, président, Monseigneur Georges Courchesne, Ven. Archdeacon F. G. Scott, J. T. Foster, Gérard Tremblay, Alphonse Lessard et Georges Savoy;

Attendu que ladite Commission, après des études très sérieuses dans la province et dans les principaux pays d'Europe, a fait plusieurs rapports à l'honorable ministre du Travail en 1932;

Invite le gouvernement à proposer sans retard la législation nécessaire pour donner effet aux recommandations les plus pressantes de la Commission. Particulièrement concernant la protection de l'enfance, l'hygiène industrielle, la sécurité du travail et les amendements à apporter aux lois de l'assistance publique et des établissements industriels et commerciaux.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):**

Monsieur l'Orateur, je profite de l'occasion qui m'est offerte présentement pour tracer, devant cette Chambre, une vue d'ensemble des activités du ministère que j'ai l'honneur de présider.

On a souvent reproché au ministre du Travail, du côté de l'opposition, d'avoir complètement ignoré les recommandations de la Commission des assurances sociales.

Si le gouvernement de cette province, en raison de l'acuité et de la persistance de la crise économique, n'a pas jugé à propos de mettre en vigueur certaines recommandations qui, nécessairement, appellent des mises de fonds abondantes, je dois dire qu'il est injuste de prétendre que notre législation sociale n'a pas subi, dans le sens du mieux et du progrès, des modifications importantes, depuis la réception de ce rapport.

Le quatrième rapport de la Commission, sous le chapitre: "Sécurité du travail", recommandait, à l'article 4, de rendre impossible, même avec l'octroi de permis spéciaux, une durée de travail atteignant 72 heures par semaine. La Commission recommandait que cette durée, au maximum, ne devait pas excéder 60 heures.

L'an passé cette Chambre, sous mon initiative, a révisé la loi des établissements industriels et l'article 17 du chapitre 182 ne permet pas que le travail excède, même avec des permis, 65 heures par semaine.

La durée du travail, dans les établissements industriels, est restée fixée à 55 heures.

Nous avons considéré la possibilité d'établir la semaine de 48 heures dans tous les établissements industriels, mais il eût fallu, pour cela, une action commune de toutes les provinces, si l'on ne voulait pas, par une législation trop rigide, rendre possible une migration désastreuse des industries qui nous sont si précieuses, vers d'autres parties du pays.

Au surplus, le gouvernement a montré son désir de protéger la santé des employées du commerce en limitant la durée du travail à 60 heures par semaine dans ces établissements.

Il ne faut pas ignorer que la province d'Ontario, notre voisine, possède une législation à peu près similaire. Nous avons même reçu l'heureuse nouvelle que la durée légale du travail des femmes et des enfants, qui est de 60 heures par semaine dans les établissements industriels ontariens, serait abaissée à 55 heures comme dans la province de Québec.

On dira qu'une semaine de travail de 55 heures est démodée. C'est bien notre avis, et c'est pour cela que le ministère du Travail a présenté, il y

a deux ans, la loi de la limitation des heures de travail, qui devait lui permettre de réduire la durée du travail dans les industries non assujetties à la concurrence étrangère.

Les arrêtés ministériels adoptés en exécution de cette loi limitent déjà dans toute l'industrie du bâtiment de la province de Québec, la durée du travail à 40 heures par semaine, rendant même obligatoire l'emploi de la double équipe, là où le financement de l'entreprise est fait, dans une proportion d'au moins 50 %, par une administration publique.

La loi relative à l'extension des conventions collectives de travail permet aussi de réduire la durée du travail dans les établissements industriels.

C'est ainsi que la semaine de 48 heures est légale dans l'industrie de l'imprimerie pour le district de Québec. Elle le sera bientôt dans le district de Montréal.

C'est grâce à cette loi que la semaine de 44 heures est rendue légale dans l'industrie de la confection, à Montréal, avec, pour le reste de la province, une durée maximum de 48 heures.

De même aussi, par la loi de l'extension des conventions collectives, la semaine de travail, dans l'industrie de la fourrure, a été légalisée à 44 heures.

Le gouvernement de cette province a cru, avec raison, qu'il était plus sage d'opérer la réduction des heures de travail en étudiant les besoins et les possibilités de chaque industrie, plutôt que par des mesures radicales qui ne savent pas tenir compte de la nature et de la situation de telle industrie particulière et de ses conditions par rapport au commerce international.

J'ai parcouru le bill 22 présenté à la Chambre fédérale par l'honorable R. B. Bennett. Il établit une semaine de base de 48 heures, mais de nombreux articles autorisent des dérogations si multiples que je ne prévois pas, de ce côté, un avancement bien considérable.

La Commission des assurances sociales demandait aussi, à l'article 6 des recommandations du quatrième rapport, la préparation d'un questionnaire plus complet à être adressé aux employeurs.

Nous avons tenu compte de ces recommandations en remodelant les questionnaires que nos inspecteurs font tenir aux employeurs de cette province.

L'article 7 des mêmes recommandations demandait de dissocier de la loi des établissements industriels ce qui touchait aux bouilloires.

Le ministère du Travail a fait plus. Il a fait voter, il y a deux ans, une loi modèle des bouilloires et appareils sous pression, qui ne le cède (sic) en rien à celle des États américains ou de toutes les autres provinces.

La Commission recommandait également la formation d'associations de prévention des accidents, en exécution de l'article 106 de la loi des accidents du travail.

Le ministère du Travail a aidé à l'organisation de près de 600 comités de sécurité dans les industries de cette province et à la formation et au financement de la Société patronale de prévention des accidents du travail.

Cette association collabore avec notre service d'inspection du travail à travers la province et ces deux organismes ont largement contribué à faire l'éducation des employeurs et des ouvriers et, par là, à réduire le nombre et la gravité des accidents du travail.

Le ministère, faisant suite aux recommandations de la Commission, a augmenté le nombre de ses inspecteurs du travail. Deux nouveaux inspecteurs ont été nommés à Montréal, un à Québec, un à Sherbrooke, un aux Trois-Rivières, et c'est notre intention d'en nommer dans d'autres villes industrielles importantes de cette province.

Bien plus, nous avons assuré la coordination du travail de nos inspecteurs de façon que les inspecteurs de la Commission du salaire minimum des femmes et ceux des établissements industriels se prêtent un mutuel appui.

La Commission a recommandé l'établissement d'une division d'hygiène industrielle. Cette division n'a pas été établie juridiquement, mais elle existe en fait. Chaque fois que nos inspecteurs ont besoin du concours de médecins hygiénistes ou des chimistes du service provincial d'hygiène, ils l'ont obtenu généreusement au secrétariat provincial, et je profite de l'occasion qui m'est donnée pour remercier mon collègue, l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David), d'avoir bien voulu mettre à notre disposition la compétence et l'expérience d'un homme comme le docteur Lessard, directeur du service provincial d'hygiène et de ses distingués subalternes.

Je suis heureux de souligner ici le travail très effectif de nos inspecteurs des établissements industriels et commerciaux.

Il y a trois ans, nos inspecteurs avaient à leur crédit 2,195 inspections. Il y a deux ans, ces inspections ont atteint le chiffre de 3,718. L'an passé, 4,058.

C'est par une rationalisation du travail des inspecteurs, par une recrudescence de leurs activités, que nous avons pu obtenir ce magnifique résultat.

Est-ce à dire qu'il n'y aurait pas de place pour une augmentation du personnel d'inspection? Non. Un service de police n'est jamais trop complet. Par ailleurs, il faut tenir compte de l'état financier de la province, et il faut tenir compte aussi d'un facteur qui semble ignoré. A-t-on déjà fait la somme des visites que reçoivent nos industriels? Inspecteurs des établissements industriels; inspecteurs de la Commission du salaire minimum des femmes; inspecteurs de sécurité des associations de prévention; inspecteurs des bouilloires et des installations électriques.

Ajoutez à cela les inspecteurs municipaux pour l'hygiène, pour la prévention des incendies; inspecteurs du fisc fédéral, et vous aurez là une procession continue d'inspecteurs, ce dont se plaignent avec un peu de raison les chefs de nos industries qui, on l'admettra, ont assez d'autres occupations que celles de recevoir les représentants des administrations publiques.

En toute chose il faut de la mesure, et cette Chambre peut être assurée que les ouvriers de ma province ne souffriront pas d'une carence dans l'inspection du travail.

Au reste, la classe ouvrière et les organisations ouvrières en particulier font de la bonne police et, grâce à leur collaboration, notre ministère du Travail agit avec intelligence et discernement.

Me permettra-t-on d'ajouter ceci? Mon ministère, au cours des deux dernières années, a outrepassé même les recommandations de la Commission des assurances sociales.

Nos services techniques, à ma demande, ont préparé une réglementation complète en exécution de la loi des établissements industriels sur la sécurité dans les chantiers maritimes, ayant en vue surtout de prévenir des explosions désastreuses, lors de la réparation des navires-citernes ou des réservoirs à pétrole.

Nous avons établi, par arrêté ministériel, comme la loi nous le permet, une réglementation sur l'usage et la manutention des explosifs dans les établissements industriels, et particulièrement dans l'industrie forestière. Cette réglementation a été soumise à des techniciens, et elle a été même approuvée par le service fédéral des explosifs.

À l'avenir, depuis l'adoption de cet arrêté du 15 août 1934, tous les préposés à l'usage et à la manutention des explosifs sont mis sous licence, sans

aucun frais pour l'ouvrier. Seuls les manuteneurs d'explosifs, recommandés et reconnus comme compétents par les propriétaires de chantiers et d'établissements industriels, sont autorisés à manipuler la dynamite et autres substances explosives.

Nous avons bon espoir, grâce à la collaboration des intéressés, d'éviter des accidents toujours mortels, lorsque par malheur ceux-ci surviennent.

Bien plus, après avoir étudié les réglementations des États américains et des provinces-sœurs, le ministère, encore en exécution de la loi des établissements industriels a fait adopter, par le lieutenant-gouverneur en conseil, une réglementation très complète sur les travaux dans l'air comprimé, dans les caissons et dans les tunnels ouverts. Là encore, des ingénieurs civils de grande expérience dans ces genres de travaux, ont déclaré, sous leur signature, que ces règlements protégeaient non seulement les employeurs, mais aussi les ouvriers, de façon adéquate.

Nous ne disons pas ces choses dans un but de vantardise; la question de sécurité des travailleurs est trop importante pour en faire une question de politique partisane. Nous voulons simplement profiter de l'occasion qui nous est offerte pour dire à cette Chambre et, particulièrement à certains messieurs de l'opposition, que rien de ce qui touche au bien-être et à la protection des ouvriers nous est indifférent et que, bien au contraire, par l'étude et par l'observation, le ministère du Travail tâche de faire de notre législation protectrice des travailleurs, un tout complet, harmonieux, qui soit utile non seulement dans la province, mais qui serve de modèle aux autres pays.

Puisque j'en suis à décrire les activités essentielles du ministère du Travail, qu'on me permette de dire un mot des splendides activités de la Commission du salaire minimum des femmes, activités qui ont été reconnues par la Commission d'enquête fédérale.

Au début, lors de mon entrée en fonction, trois inspecteurs seulement se partageaient la besogne de vérifier les salaires des femmes et des filles travaillant dans l'industrie. Aujourd'hui, en raison de la multiplication des ordonnances, une quinzaine d'inspecteurs sont continuellement occupés à faire le travail de surveillance et de vérification auprès de 50,000 ouvrières travaillant dans l'industrie et le commerce de cette province.

Je rends hommage ici à la Commission du salaire minimum des femmes qui m'a apporté, depuis

que je suis ministre du Travail, la collaboration la plus dévouée et la plus complète que je puisse désirer.

On se rend compte de sa tâche difficile, quand il s'agit de dépister les méthodes perverses de certains employeurs qui veulent violer ces ordonnances et tenter de vaincre leurs concurrents, en retranchant sur la maigre pitance de l'ouvrière ou de l'employée.

La Commission a poursuivi avec vigueur les violateurs de la loi, et ce n'est un secret pour personne que plus d'une centaine d'employeurs ont été traduits devant la Cour pour violation des dispositions des ordonnances.

La Commission s'est rendu compte que la fixation du salaire individuel d'une ouvrière, avec augmentation semestrielle, avait pour effet de provoquer des congédiements malheureux. En vue de mettre un frein à cette façon détournée de violer les ordonnances, elle a commencé d'établir dans toutes les industries comme dans le commerce, un *prorata* obligatoire entre le personnel expérimenté, semi-expérimenté et débutant.

Ce *prorata* est généralement pour les villes, d'environ 70 % pour le personnel expérimenté, de 15 % pour les semi-expérimentées et aussi d'environ 15 % pour les débutantes.

Grâce à cette initiative de la Commission, on a mis un frein au congédiement du personnel compétent, tout en assurant une rémunération raisonnable du personnel.

Qu'on me permette ici de souligner les difficultés d'application de cette législation de la Commission du salaire minimum des femmes.

Comment réussir à établir les proportions équitables entre le taux de la rémunération dans les villes et celui dans les campagnes?

La loi prévoit la convocation des employeurs et des représentants ouvriers intéressés et, enfin, des représentants du public. Ce n'est qu'après avoir entendu l'exposé d'opinions souvent très divergentes que la Commission est en mesure de préparer un barème vraiment équitable.

Ce barème peut toutefois mécontenter des intérêts particuliers, mais que cette Chambre sache bien que, quand il s'agit du salaire minimum d'une ouvrière ou d'une employée, il est du devoir du gouvernement de résister à toutes les pressions, à toutes les menaces, à toutes les réactions possibles des mécontents.

On me rendra ce témoignage que mes décisions ont toujours été marquées, au coin de la justice, de l'équité et de l'honnêteté.

La concurrence aiguë entre un industriel des grandes villes, celui des villes moyennes et des campagnes, peut parfois oblitérer la vision des gens qui nous jugent, mais en cette matière, je dois rendre compte d'abord de mes actes à ma conscience et, comme ministre de la couronne, à toute la province.

La Commission du salaire minimum des femmes et moi-même avons convenu de ne pas tolérer, même pour les débutantes, de salaires inférieurs à \$6.00 par semaine. Les autres tarifs de paie s'échelonnent, suivant le degré d'expérience d'une employée, entre 7, 8, 9 et dix piastres pour les campagnes, onze dollars pour les villes moyennes, et \$12.50 pour les grandes villes.

Nous ne trouvons pas que ce salaire soit trop élevé. Il faut protéger la moralité de la jeune fille. Il faut lui permettre de vivre du fruit de son travail et d'apporter, si elle vit chez ses parents, un appoint précieux au budget familial si durement frappé par le chômage du chef de la famille.

Qu'on sache bien une chose, si le gouvernement de cette province n'était pas intervenu dans la fixation d'un salaire minimum pour les femmes, on aurait constaté, à notre grande honte, sous l'aiguillon de la concurrence, un abaissement des taux de salaire féminin jusqu'à une, deux et trois piastres par semaine.

Si l'on tient compte que 50,000 femmes et filles sont couvertes par nos ordonnances, la plus-value de salaire assurée par l'initiative du gouvernement de cette province aux ouvrières atteint une moyenne de quatre à cinq piastres par semaine pour chaque ouvrière, soit \$200,000 par semaine, soit encore plus de \$10,000,000 par année.

Dix millions de dollars par année! N'est-ce pas là un accroissement infiniment précieux de pouvoir d'achat du peuple, de pouvoir d'achat qui à son tour alimente notre commerce et notre industrie?

Il est bon de voir à la sécurité et à l'hygiène des travailleurs. Il est nécessaire également de leur assurer une rémunération équitable, mais il importait également, surtout en cette période de crise où l'embauchage des chômeurs et des chômeuses se fait de plus en plus difficile, de voir à perfectionner notre organisme de placement public et gratuit.

Là encore, nous sommes en mesure d'enregistrer des progrès remarquables.

Au cours de l'année fiscale 1931-1932, les placements opérés atteignaient 17,414. En 1932-1933, la réorganisation du service de placement s'est fait sentir par une amélioration dans le nombre des placements opérés. C'est ainsi que ces placements ont atteint 21,006. Au cours de la dernière année

fiscale, nos placements se totalisent 30,490, soit une amélioration de plus de 30 % sur l'an passé.

Les statistiques que nous avons présentement indiquent que l'année fiscale 1934-1935 nous permettra de constater une nouvelle amélioration d'au moins 30 %.

Le ministère du Travail a donc réussi, malgré la crise, en rationalisant son service de placement, en organisant une sollicitation discrète auprès des employeurs en les invitant à utiliser notre service, en établissant des nouvelles agences; particulièrement à Montréal pour les services domestiques, le ministère du Travail, dis-je, a réussi, contre vents et marées, à tripler l'efficacité du service de placement, tout en n'augmentant les dépenses que de \$60,712.47 à \$72,801.78.

Ajoutons à cela le magnifique travail de placement fait par les associations ouvrières actuellement sous permis du ministère du Travail, qui ont réussi, d'après les rapports qui nous sont fournis, à placer, au cours de la dernière année, 54,000 chômeurs ou chômeuses.

Nous nous félicitons d'avoir présenté, au cours de la session 1931-1932, des amendements à la loi des bureaux de placement, à l'effet de fermer les bureaux de placement privés payants qui, on le sait, se sont rendus coupables, dans le passé, de nombreux abus et d'exploitations de tous genres.

Nous ne connaissons pas l'avenir de nos bureaux de placement. La mise en vigueur d'une loi d'assurance-chômage peut opérer des modifications radicales dans l'organisation actuelle et même enlever à la juridiction provinciale la conduite et la responsabilité des services de placement.

Il se pose là une question qui dépasse le débat actuel et j'espère qu'il y aura possibilité de continuer, entre le fédéral et le provincial, une collaboration qui a donné, jusqu'à date, des résultats excellents.

Je dois maintenant à cette Chambre, qui, l'an passé, m'a fait l'honneur de voter unanimement la loi relative à l'extension juridique des conventions collectives de travail, un exposé aussi clair et aussi bref que possible de sa mise en application et de la collaboration que nous avons reçue de la part des patrons et des ouvriers qui, évidemment, étaient les plus intéressés en l'occurrence.

Dès à présent, je remercie du plus profond de mon cœur, en mon nom personnel et au nom du gouvernement de cette province, associations patronales et associations ouvrières de leur vive compréhension de l'esprit de cette loi et de la façon généreuse dont, toutes ensembles, elles se sont prévaluées de ses dispositions.

On se rappelle du principe de cette législation; l'article 2 en précise la nature et la portée:

"2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter qu'une convention collective de travail, intervenue entre, d'une part, une ou plusieurs associations de salariés et, d'autre part, des employeurs ou une ou plusieurs associations d'employeurs, lie également tous les salariés et employeurs d'un même métier ou d'une même industrie, pourvu que ceux-ci exercent leurs activités dans la juridiction territoriale déterminée dans ladite convention.

"Lorsqu'un décret est rendu en vertu de l'alinéa précédent, les seules dispositions de la convention collective de travail qui deviennent ainsi obligatoires, pour les catégories de salariés et d'employeurs concernés, sont celles relatives au taux du salaire et à la durée du travail.

"Le décret reste en vigueur durant la même période de temps que la convention collective."

Je ne vous cache pas que, tout en ayant confiance dans la collaboration patronale et ouvrière, l'an passé, je restais un peu perplexe sur les possibilités de la présente législation.

J'avais toujours à l'idée cet autre principe qu'une législation, si bonne soit-elle, doit compter sur la préparation de l'opinion publique à l'accepter intégralement. Je suis heureux de vous dire, aujourd'hui, que mes espérances comme celles de tout le monde, ont été remplies et même dépassées.

Sanctionnée en avril 1934, le ministère du Travail a reçu la première requête d'extension de convention en mai, soit le mois suivant. Le 20 juin, l'arrêté ministériel no 1588 acceptait cette première convention collective de travail pour le métier de plombier-électricien, dans la région de Québec.

Depuis, le ministère du Travail a reçu 27 requêtes d'extension de conventions collectives de travail, dont 25, à date, ont été rendues obligatoires.

L'industrie du bâtiment nous a fourni seize requêtes d'extension de conventions collectives. Dans les délais légaux, celles-ci, à date, ont été rendues obligatoires par arrêtés ministériels. Elles couvrent pratiquement tous les métiers du bâtiment dans les régions de Montréal, de Sherbrooke, des Trois-Rivières, de Hull, de Québec, de Joliette et bientôt de Saint-Hyacinthe.

D'après des estimations modérées, dans cette industrie de la construction seulement, près de 75,000 ouvriers bénéficient d'un salaire raisonnable, librement convenu entre employeurs et employés, et sanctionné par l'autorité provinciale.

Dans l'industrie des matériaux de construction, le ministère du Travail a reçu des conventions collectives pour la préparation et le taillage du granit et pour la préparation et le taillage de la pierre à chaux. Un millier d'ouvriers, au moins, bénéficient de la loi dans ce compartiment.

Dans l'industrie de l'habillement, quatre conventions importantes ont été rendues obligatoires: celle relative à la confection pour hommes, celle relative à l'industrie de la chaussure, celle relative à l'industrie de la ganterie, toutes trois s'étendant à toute la province de Québec; et la quatrième, celle relative à l'industrie de la fourrure, s'étendant au district de Montréal.

D'après les statistiques les plus sûres, environ 20,000 ouvriers sont occupés dans ces quatre sections de l'industrie de l'habillement, dont 10,000 dans la confection pour hommes, 7,000 dans la chaussure, 1,500 dans la ganterie et 1,500 dans la fourrure.

Dans l'industrie de l'alimentation, le gouvernement de cette province a rendu obligatoire trois conventions affectant la boulangerie. La première dans le district de Québec, la seconde dans le district des Trois-Rivières et la troisième dans le district de Sherbrooke.

Dans le transport, nous avons rendu obligatoire une convention collective entre les arrimeurs et les débardeurs du port de Montréal.

Dans l'industrie de l'imprimerie une convention collective a été rendue obligatoire pour le district de Québec.

Nous évaluons, à date, à 100,000 le nombre des ouvriers qui bénéficient des dispositions de la loi de l'extension des conventions collectives de travail.

Quelles ont été les conséquences de cette législation?

La première et la plus heureuse a été d'apporter la paix sociale à la province de Québec. Le résultat était prévu.

On a prêché longtemps que les employeurs et les ouvriers d'une industrie ont des intérêts communs, qu'ils doivent s'entendre, qu'ils doivent collaborer. Il ne fallait qu'une chose: créer un organisme, une procédure sous l'autorité de la loi, qui permettrait de réaliser cette collaboration des classes.

Que de consolations nous avons eues depuis la mise en vigueur de cette loi! Comme il est agréable au ministre du Travail, vieux routier des luttes ouvrières du passé, de réunir autour de la table, dans des salles parfois très spacieuses, les représentants patronaux et ouvriers d'une même famille industrielle, de les voir discuter leurs problèmes communs, dans une atmosphère de coopération et de sérénité.

C'est un titre de gloire pour moi que d'avoir réussi, avec la collaboration de mes collègues, celle des employeurs et des ouvriers, à mener à bonne fin toutes les conventions qui nous ont été présentées. Il y aurait eu souvent matière pour un petit roman social dans certaines négociations laborieuses que nous avons eues. Nous nous attendions à ces difficultés, et il était désirable qu'elles eussent lieu.

Évidemment, il nous a fallu demander, ça et là, des sacrifices, tant aux patrons qu'aux ouvriers, et vous vous imaginez bien que la concurrence effrénée mettait souvent des remparts infranchissables aux délibérations les plus pacifiques que nous dirigions.

Deuxième conséquence de la loi: l'établissement d'un salaire raisonnable.

La concurrence et le laisser faire devaient faire des tailles affreuses dans le taux des salaires, surtout par le fait de la persistance de la crise.

Patrons et ouvriers en souffraient et demandaient la cessation de cet état de choses.

Il fallait une force extérieure puissante pour stabiliser les taux raisonnables de la rémunération du travail. Cette force, ça été l'autorité de la loi, Messieurs, que vous avez votée l'an dernier.

Quelques exemples: à Montréal, avant la mise en vigueur de la loi, les métiers de la construction avaient des salaires pour les opérations qualifiées de 30 et 40 sous de l'heure et parfois moins; en 1929, au temps de la prospérité, ces salaires oscillaient aux environs de 75 et 80 sous de l'heure. Les conventions collectives de travail rendues obligatoires ont stabilisé les salaires aux environs de 60 sous de l'heure.

Dans l'industrie de la boulangerie, dans la ville de Québec, des pères de famille devaient se contenter d'une pitance de huit ou \$9.00 par semaine, pitance voisine, par conséquent, des prestations, des secours aux chômeurs. Ces salaires ont été doublés, par leur relèvement, à \$18.00 et \$22.00 par semaine.

Augmentation de 25 % et 30 % dans un grand nombre de cas et ainsi de suite pour les autres métiers.

De façon générale, les employeurs n'ont pas d'objection à payer un salaire raisonnable à leurs ouvriers. Il y sont souvent très favorables. Tout ce qu'ils désirent, c'est que leurs concurrents en fassent autant.

Je ne crains pas de dire qu'à date, avec les relèvements que nous avons assurés à la rémunération du travail, le pouvoir d'achat, dans la province de Québec, d'une partie de la classe ouvrière, à ce titre, a été relevé de \$3,000,000 en moyenne par année, et ce n'est qu'un commencement.

Permettez-moi ici, monsieur l'Orateur, une brève parenthèse.

Je rends hommage, comme ministre du Travail, à mon collègue, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), d'avoir largement contribué, par le vote et la mise en application de la loi des opérations forestières, à accroître largement ce relèvement du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et de la classe agricole. Quand on sait que 40,000 hommes travaillent dans la forêt, on peut facilement estimer la répercussion heureuse d'une intervention gouvernementale en faveur d'un rajustement des salaires vers la hausse.

Je sais que les honorables députés de cette Chambre, qui représentent des comtés où se recrutent des bûcherons, ont été heureux d'être les témoins d'une amélioration très sensible des conditions de travail des ouvriers de la forêt.

Revenant à mon sujet, je dois dire qu'une dizaine d'autres conventions collectives sont actuellement en voie de préparation. Le ministère du Travail n'a pas besoin de faire de la publicité, maintenant, sur cette législation; la marchandise se vend d'elle-même, et nous sommes pratiquement débordés par les demandes de renseignements de toutes sortes, des sollicitations d'arbitrage, d'ajustements de différends entre négociateurs, etc.

Troisième conséquence: l'application de cette loi a relevé l'importance des associations patronales et des associations ouvrières des métiers et des industries.

C'est un principe de saine sociologie que la fixation des salaires, de la durée du travail et autres conditions de travail, soient faites dans les corps professionnels intéressés.

Il n'appartient pas au gouvernement de fixer d'autorité directement salaires, heures de travail et conditions de travail.

Dans une démocratie bien organisée, là n'est pas son rôle.

Une action étatiste directe obligerait l'administration, tôt ou tard, à mettre la main sur les moyens de production, à verser, pour ainsi dire sans le savoir, dans le socialisme ou, si vous le voulez, dans le communisme.

Les organisations professionnelles avaient donc besoin d'être ranimées en vue de donner la pleine mesure de leur force.

Quelle sera la conséquence du développement et du perfectionnement de leurs moyens d'action?

Des techniciens sociaux dans chaque industrie se révéleront et apporteront à l'État une collaboration de plus en plus précieuse.

Une organisation professionnelle puissante, du côté des employeurs comme du côté des employés, supprimera les grèves, fera de nos industries des familles professionnelles, et nous n'aurons plus, dans notre chère patrie, d'un côté, des travailleurs haineux et maltraités et, de l'autre, un groupe d'employeurs détestés et souvent exploités malgré eux.

Bien au contraire, nous aurons des familles industrielles soucieuses du bien commun de leurs dépendants et assurant à toute notre patrie la paix, la tranquillité et la prospérité dans l'ordre.

Puisque je suis au chapitre des organisations professionnelles, Monsieur l'Orateur, qu'on me permette, puisque l'occasion m'en est donnée, de souligner devant cette Chambre, deux deuils récents de nos grandes organisations ouvrières.

À la fin de janvier mourut subitement René Bénard, président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

Feu M. Bénard était un collaborateur et un apôtre de la mise en application de la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail.

Disparu à la fleur de l'âge, il a laissé un exemple de dévouement à la classe ouvrière, à l'œuvre de la paix sociale et de la collaboration des classes.

Les unions internationales ont eu à regretter aussi la mort de l'un de leurs plus vieux et plus fidèles serviteurs: Frank McKenna, vieil employé de chemin de fer.

C'était un homme dont la culture égalait le dévouement, et mes collègues doivent se rappeler de la limpidité et de la sagesse de ses exposés, à l'occasion des visites annuelles du Congrès des métiers et du travail, section de Québec, au cabinet provincial.

Feu M. McKenna était un spécialiste et un technicien des questions ouvrières et sociales.

Le mouvement ouvrier international perd en lui un de ses artisans les plus éclairés et les plus dévoués.

À la grande famille ouvrière, je réitère de nouveau mes sympathies les plus profondes, et je souhaite qu'elle produise des hommes nouveaux capables de continuer la tâche que ces deux personnes ont dû laisser inachevée.

Je continuerai mon exposé:

Quatrième conséquence de la mise en application de la loi de l'extension des conventions collectives de travail: le bien est diffusible par lui-même.

Notre législation a grandement intéressé notre voisine, la province d'Ontario.

L'honorable M. Roebuck, et moi-même, ainsi que les officiers de nos deux ministères du Travail, avons eu des conférences.

Dès la présente session, la province d'Ontario présentera une législation qui s'apparente à la nôtre.

Nous en sommes heureux, car beaucoup d'employeurs favorables à la loi québécoise ont émis la crainte que nos industries aillent s'établir en d'autres provinces.

L'honorable M. Bracken, premier ministre du Manitoba - les journaux nous l'ont récemment révélé - s'est intéressé également à notre législation comme à celle d'Ontario.

N'est-il pas consolant de constater que le petit peuple canadien-français tient encore, au milieu des vicissitudes de la crise, le flambeau qui illumine la route à suivre, route semée d'écueils où des grands-prêtres, nouveaux convertis, tentent d'attirer, comme de perfides sirènes, un peuple malheureux et désabusé.

Cinquième conséquence: stabilisation de la concurrence entre les manufacturiers des grandes villes, des villes moyennes et même des campagnes.

Il y a là un problème épineux. Il est nécessaire de lui trouver une solution, quelles que soient les difficultés à vaincre.

Nos grandes villes existent. Elles sont un fait brutal. On peut prétendre qu'elles peuvent avoir été trop développées. Il y a là des raisons de géographie humaine et de géographie économique, souvent hors de contrôle.

Si les grandes villes existent, elles ont besoin conséquemment de leurs industries, si elles veulent assurer la subsistance à la population. C'est un gaspillage économique que de déménager les industries d'une ville à l'autre, sans raison grave.

Par ailleurs, il est bon de créer, en dehors des grandes villes, des centres de production industriels qui décentralisent et diversifient la production et assurent un marché local aux cultivateurs des régions avoisinantes.

Il ne faut pas oublier, toutefois, que le produit fabriqué à Montréal, à Québec, à Hull, à Saint-Hyacinthe, à Sherbrooke ou dans nos campagnes, arrive sur le même marché libre.

Nous avons intérêt à produire à bon compte, mais une production qui affame les ouvriers ou qui détruit l'organisation économique existante est une production dont les répercussions peuvent être dangereuses pour l'ensemble de la province.

C'est le devoir des producteurs de stabiliser le prix de revient, surtout en ce qui touche les salaires. La concurrence, on le sait, entre les divers groupes

industriels, s'est faite, dans le passé, sur le taux des salaires indéfiniment compressibles, par suite de la nécessité où se trouvent les ouvriers de travailler pour assurer leur vie et celle de leur famille.

La loi des conventions collectives a eu ce bon effet qu'elle a établi des gradations aussi sages que possible dans le taux de la rémunération des ouvriers des villes, grandes, moyennes et petites.

Elle donne ainsi aux producteurs chance égale, et la concurrence devra se faire non plus sur la faim de l'ouvrier, mais sur la qualité du produit et sur l'organisation de l'entreprise, de même que sur la réduction des frais d'administration ou des dividendes.

Je ne veux pas prolonger ces remarques plus longtemps.

Encore une fois, je remercie cette Chambre de m'avoir apporté une collaboration loyale. Je remercie particulièrement mes collègues et monsieur le premier ministre tout spécialement, qui m'ont apporté le concours de leur autorité, de leurs connaissances et de leur expérience.

À l'âge que j'ai atteint, - ne suis-je pas déjà un vieillard! - la plus grande récompense que je puisse désirer est la confiance de mes collègues, soit, mais aussi la confiance des patrons et des ouvriers pour l'utilité desquels on a créé, dans cette province, le premier ministère du Travail.

Cette confiance on me l'a donnée et combien largement. J'en ai été vivement touché et grandement ému en plusieurs circonstances.

Je tâcherai de m'en rendre digne et, avec le secours de la Providence, j'essaierai de continuer de collaborer, avec tout mon cœur, toute mon intelligence et toutes mes forces. Merci!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Mandats spéciaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1935, pour: États dûment certifiés relativement à la somme de \$757,947.06 mentionnée à l'état des mandats spéciaux, apparaissant aux *Journaux de l'Assemblée législative du 10 janvier 1935*, et indiquant: 1. *a.* Les noms,

prénoms et adresses de chacune des personnes auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée; *b.* Les noms et adresses de toutes les corporations privées ou publiques et de toutes les compagnies auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée; *c.* Quand chacun des items composant ladite somme a-t-il été payé; *d.* Au sujet de quoi chacun des items composant ladite somme a-t-il été payé? (Document de la session no 120)

#### **Constructions de chemins Saint-Augustin, comté Deux-Montagnes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre, en date du 26 février 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 20 février 1935 (Document de la session no 121)

#### **Règlements, trésorerie de la province**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 février 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la trésorerie de cette province, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935. (Document de la session no 122)

#### **Ordres en conseil, rente foncière payable à la province**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 février 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935 inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction de la rente foncière payable à la province. (Document de la session no 123)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 9 h 00****Mariage S. Malone et M. Poliquin**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin.

Adopté.

**En comité<sup>3</sup>:**

Le préambule est adopté.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le contrat de mariage entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin, passé par ces derniers devant J.-A. Lemire, notaire, le 20 avril 1927, sous le no 11,900 de ses minutes, reproduit comme cédule de la présente loi, est validé, ratifié et légalisé à toutes fins passées et futures que de droit, depuis le 20 avril 1927, et les dits mariage et contrat produiront les effets civils qu'ils comportent."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Le contrat de mariage entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin, passé par ces derniers devant J.-A. Lemire, notaire, le 20 avril 1927, sous le no 11,900 de ses minutes, reproduit comme cédule de la présente loi, est validé, ratifié et légalisé à toutes fins passées et futures que de droit, depuis le 20 avril 1927, et leur mariage et ledit contrat de mariage produiront leurs effets civils."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Power (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession J.-A. Massue**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Liste des administrateurs, actionnaires, créanciers et rédacteurs de journaux**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mercredi 30 janvier dernier, sur la motion proposée le même jour:

Que cette Chambre invite le gouvernement à faire préparer par ses officiers légaux et à déposer un projet de loi imposant aux compagnies éditrices de journaux, l'obligation de publier, annuellement, la liste assermentée de leurs administrateurs, actionnaires, créanciers hypothécaires et rédacteurs réguliers.

**M. Dugas (Joliette):** Avant de discuter la motion du député de Rouville, un journal de Montréal que je ne nommerai pas, mais dont la est devise "un ordre imparfait vaut mieux qu'un ordre parfait<sup>4</sup>", a publié au lendemain de la première discussion autour de la motion du député de Rouville (M. Barré) que j'avais proposé un enterrement de première classe pour sa demande, sans le rite habituel, et qu'on en entendrait plus parler. Ce n'est pas exact, et je tiens à protester contre cette affirmation d'ailleurs rédigée en termes d'une remarquable correction.

La motion du député de Rouville, même si sa motion n'avait pas son mérite intrinsèque, ne méritait peut-être pas un enterrement de première classe, mais la personnalité de mon honorable ami mérite qu'on réponde au moins à ses arguments. Je veux dire à ce bon journal, que j'estime beaucoup, que la Chambre est trop soucieuse de ses dignités pour enterrer une motion sans y mettre des formes, sans lui donner les honneurs de la première classe.

Pour ce qui est du fond du même du débat, il me paraît que l'honorable député de Rouville n'a pas eu le loisir de feuilleter en détail les Statuts refondus,

sans quoi, il n'aurait pas proposé la motion que l'on sait. Le député de Rouville voudrait que l'on puisse connaître les noms des actionnaires, créanciers hypothécaires et des rédacteurs réguliers de nos journaux. Mais les journaux ne sont-ils pas régis par la loi des compagnies?

Et si le député de Rouville avait étudié attentivement cette loi, il aurait vu qu'au chapitre 87<sup>5</sup>, 20 George V, il existe une loi concernant les renseignements relatifs aux compagnies, qui dit expressément que le secrétaire provincial doit être informé chaque année de tous les renseignements qui intéressent mon honorable ami de Rouville et bien plus encore. Une loi dans le sens que veut le député de Rouville ferait donc double emploi avec cette loi des compagnies. On peut toujours se renseigner au Secrétariat.

**M. Barré (Rouville):** Quelles sont les obligations des journaux?

**M. Dugas (Joliette):** Mon honorable ami n'a qu'à consulter le statut pour se rendre compte!

Il y a plus. Un autre chapitre, chapitre 172, des Statuts refondus impose à ceux qui éditent des journaux de donner exactement la plus grande partie des renseignements qui intéressent le député de Rouville. N'est-ce pas beaucoup plus que ce que mon honorable ami demandait. Le député de Rouville demande donc une chose qui existe déjà.

Mais les renseignements dont il veut rendre la publication obligatoire, sont-ils utiles? Il est évident que les actions peuvent changer de main très vite.

**M. Barré (Rouville):** Mais ce serait bon aussi d'avoir la liste des créanciers hypothécaires.

**M. Dugas (Joliette):** Qu'il songe bien que les actionnaires d'une compagnie - et les journaux sont publiés par des compagnies - peuvent changer tous les jours, et que celui qui ne voudrait pas déclarer à l'officier spécial dont le député de Rouville parle n'aurait qu'à mettre pour quelques jours ses actions au nom d'un ami pour tourner la vérification.

Puis, est-ce que la publication de tous ces noms donnera plus de crédibilité aux articles de journaux? Il est sans importance de les connaître, puisqu'ils ne peuvent être tenus responsables de ce qui se dit dans le journal dont ils sont les créanciers hypothécaires.

Mais vous ne voulez tout de même pas tenir le créancier hypothécaire responsable de ce qui s'écrit dans un journal. Par exemple, je suis certain

que ceux qui prêtent de l'argent à *L'Action catholique* n'aimeraient pas à être responsables de ce que ce journal publie, comme lorsqu'il annonce que la députation libérale est opposée au crédit rural, alors que la vérité est le contraire: l'opposition demandait l'établissement d'un crédit rural provincial pendant que les ministériels, sans nier l'utilité d'un crédit rural, soutenaient qu'il valait mieux améliorer le crédit fédéral.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un argument bien petit, bien petit.

**M. Dugas (Joliette):** Les créanciers hypothécaires font simplement une transaction commerciale, ils ne prennent pas la responsabilité des écrits.

Le député de Rouville demande de plus la publication du nom des rédacteurs. Nos bons journaux, les meilleurs de nos journaux, nous ont habitués depuis quelques temps à faire signer les principaux et les plus intéressants de leurs rédacteurs.

Les bons articles sont maintenant signés, soit du nom du rédacteur en entier, soit de ses initiales. Pour toutes ces raisons, je demande que le député de Rouville retire sa motion<sup>6</sup>.

**M. Guertin (Hull)** dit qu'il ne trouve pas dans la loi des compagnies tout ce qu'y a vu le député de Joliette.

Je comprends que les compagnies donnent ces renseignements, mais le public ne sait pas toujours où se les procurer.

**M. Dugas (Joliette):** Ce n'est pas difficile de s'adresser au secrétaire de la province.

**M. Guertin (Hull):** Tout le monde ne peut pas aller se procurer au secrétariat l'information requise par la loi. D'ailleurs, si le texte de loi est utile, pourquoi ne pas le vulgariser.

Je crois que la motion du député de Rouville a du bon.

**M. Barré (Rouville)** dit qu'il n'y a mis aucune animosité contre qui que ce soit.

Il n'y a rien de mieux que l'avis d'un spécialiste, affirme-t-il. Je remercie le député de Joliette des bons renseignements qu'il vient de me donner. J'ai pu me tromper. Tout le monde peut commettre une erreur, même un journaliste, même un orateur...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Même le député de Rouville.

**M. Barré (Rouville):** Même le chef de l'opposition. Quand on est député de Rouville et qu'on se trompe, ça n'a pas beaucoup d'importance. Mais quand on est chef de parti, c'est plus important. Et quand on est premier ministre, c'est très grave.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais c'est beaucoup plus rare! (Rires)

**M. Barré (Rouville):** La Chambre ne doit pas s'opposer à donner plus d'étendue à la loi, à mettre ces enseignements à la portée de tous, il est utile de connaître les noms des administrateurs, actionnaires, créanciers et rédacteurs de journaux, de façon à pouvoir juger si les erreurs commises ne l'ont pas été de propos délibéré, sous l'influence de quelqu'un.

Il y a des erreurs inévitables. Tout le monde peut se tromper. Mais, il y a des erreurs commandées. C'est à celles-là que j'en veux, et c'est pour les raréfier que je voudrais que l'on connût le nom de ceux qui peuvent avoir une action directe sur tel ou tel journal. Le public a droit de savoir qui propage la vérité ou l'erreur. L'erreur est plus grave, si elle vient de quelqu'un qui joue un rôle important dans la société. Les journaux, qui distribuent un produit intellectuel, ne devraient laisser personne ignorer ce qu'ils sont et ceux qui les financent.

Quoiqu'il en soit, et après avoir entendu les explications du député de Joliette (M. Dugas), je déclare que je ne tiens plus outre mesure à ma motion. et j'accepte qu'on la retire. Si on croit que nous pouvons garder le *statu quo*, c'est très bien: j'ai voulu attirer l'attention sur ce point.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Motion retirée.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le crédit de la province est fait du crédit des municipalités. Or, on dit qu'une chaîne n'est pas plus forte que sa maille la plus faible. Les municipalités avaient le 1<sup>er</sup> janvier 1934, d'après *L'Annuaire statistique*, un passif de \$539,946,235, soit plus d'un demi-milliard. Il est

temps de s'inquiéter des finances des municipalités. La raison déterminante de ce fardeau accablant de dettes, c'est que la législation de la province, sous le régime actuel, impose des charges trop onéreuses sur les épaules des contribuables municipaux, c'est que le gouvernement accapare les revenus qui reviennent aux municipalités.

La loi de l'assistance publique est de celles-là, loi inconstitutionnelle qui impose aux contribuables des municipalités l'obligation de solder les dépenses que devrait prendre l'administration centrale. Ce n'est pas tout: la Commission municipale à qui les corporations municipales et scolaires ont donné \$71,811.56 pour se faire interdire; la loi des bons chemins, qui fait peser sur les municipalités une dette de \$10,462,545.51; nous avons actuellement à Montréal un problème important: le gouvernement impose une dépense d'un demi-million par année pour maintenir la Commission métropolitaine, pour cacher les turpitudes du régime, les abus flagrants et les méfaits les plus révoltants de ses amis.

Il y a plus: la Commission des liqueurs prive les municipalités de revenus: la Commission des liqueurs, synthèse et genèse des plus grands scandales, source de fonds électoraux, qui accapare tous les revenus de la vente des liqueurs, tout en bénéficiant des rues, de la protection de la police, du service des incendies des villes.

Le fait d'avoir favorisé les industries de liqueurs françaises et écossaises a nui aux affaires de Québec et du Canada et, dernière chose mais non la moindre, elle n'a payé aucune taxe. Autrefois, les marchands de boisson payaient une licence à la ville. Les municipalités ne retirent rien sur les automobiles, et, cependant, elles doivent entretenir leurs rues.

En Colombie-Anglaise et en Ontario, le gouvernement provincial cède une part de ses bénéfices aux municipalités; dans la province de Québec, le gouvernement accapare tout. Il est temps de rajuster notre système de taxation, de donner aux corporations municipales les revenus qui leur appartiennent. La répartition mal ajustée des taxes entre le provincial et le municipal contribue aux déficits de nos municipalités. J'espère que le gouvernement ouvrira bientôt les yeux.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart):

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que d'après les statistiques municipales publiées sous l'autorité du gouvernement de cette province et couvrant seulement la période se terminant le 1<sup>er</sup> janvier 1934, le passif des municipalités de cette province se chiffre à la somme très considérable de \$539,946,235;

Attendu que le crédit des municipalités est à la base du crédit provincial;

Attendu que les corporations municipales sont créées et organisées par l'autorité provinciale et sont régies par les lois de la province, qui possède une juridiction exclusive en ces matières;

Attendu que la province possède des pouvoirs et des moyens de taxation que les municipalités ne possèdent pas ou qui ne peuvent être exercés d'une façon profitable et pratique par les municipalités;

Attendu que les lois actuelles de la province imposent aux municipalités des charges trop onéreuses et qui sont d'une nature provinciale;

Attendu que de nombreux revenus qui devraient plutôt appartenir aux municipalités sont appropriés par la province;

Attendu qu'il est urgent, depuis plusieurs années, d'établir un système de rajustement du pouvoir de taxer, relativement à la province et aux municipalités de la province, de façon à ce que les taxes provinciales et les taxes municipales soient imposées et perçues d'une manière appropriée et juste;

Attendu que les taxes municipales, par suite des trop nombreuses exemptions et commutations de taxes municipales en faveur des industries, pèsent trop lourdement sur le petit propriétaire, qu'il convient de soulager et d'aider, vu qu'il est un des principaux facteurs de progrès durable et de paix sociale;

Cette Chambre recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de délai, les mesures requises:

a. Pour donner aux municipalités de la province le bénéfice complet des revenus dont elles ont besoin et qui leur appartiennent en justice;

b. Pour libérer les municipalités de cette province de nombreuses obligations qui leur sont imposées et qui, en justice, devraient être assumées par la province.

**M. l'Orateur:** L'amendement sera-t-il adopté?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que l'on vote.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Smart, 6.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Caron, Charbonneau, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Grant, Lapointe, McDonald, Mercier, Messier, Moreau (Roberval), Perrault, Plante, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 30.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### **En comité<sup>7</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aime autant le dire tout de suite que plus tard, il n'y aura pas un seul item de voté. Pas par entêtement de notre part, mais parce que le gouvernement s'entête à ne pas répondre. Nous ne voterons pas un seul sou, même si nous devons siéger jusqu'à six heures demain matin, s'il ne répond pas aux questions de l'Opposition.

Il y a deux ans que nous demandons la liste des personnes à qui le gouvernement a payé 1½ % sur le taux d'intérêt payé en vertu du prêt agricole fédéral. Certains cultivateurs ont pu bénéficier de ½ de 1 % ou de ½ %, quand d'autres amis du gouvernement bénéficiaient de subventions plus fortes.

Le gouvernement n'a pas voulu communiquer à la Chambre, ni il y a deux ans, ni cette année, les subventions accordées à chacun des bénéficiaires de la loi. L'opposition fera obstruction tant qu'elle n'aura pas obtenu satisfaction. Je suis prêt à veiller jusqu'à 10 heures demain matin, jusqu'à 5 heures demain après-midi, tant que nous aurons un souffle de vie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La question a été posée l'an dernier. Nous avons dit que cette liste, au sujet du crédit agricole dont il parle, est à Ottawa. Il n'y a pas mauvais vouloir, ni entêtement. Les subventions sont payées d'après les factures présentées par le gouvernement fédéral. Les

renseignements demandés doivent être pris à Ottawa. Je m'en informerai demain et si nous l'avons, s'il y a possibilité de le faire, nous donnerons cette liste. Nous n'avons rien à cacher

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela n'est pas satisfaisant.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous allons d'abord prendre l'item de la pépinière de Berthier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel item voulez-vous prendre?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La pépinière de Berthier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier: entretien. (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon collègue de Yamaska a quelque chose d'intéressant à nous dire sur ce sujet. Il a des volumes intéressants qu'il va vous lire.

**M. Élie (Yamaska)** commence la lecture d'un livre sur le reboisement. Il parle d'une voix faible.

**Des voix:** Plus fort!

**M. Élie (Yamaska)** continue sa lecture.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Si vous voulez nous tenir toute la nuit ici, parlez au moins assez fort pour qu'on vous comprenne. Nous n'avons pas peur de vos menaces.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** intervient.

**M. Grant (Champlain)** intervient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'agent de l'International devrait laisser les députés de la gauche faire leur devoir.

**M. Élie (Yamaska)** reprend sa lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** souffle quelque chose au député d'Yamaska.

**M. Gauthier (Portneuf):** Quel le chef de l'opposition laisse parler son représentant agricole. Le député de Yamaska ne veut pas être le perroquet du chef de l'opposition.

**M. Fortin (Beauce)** intervient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il connaît des compagnies de publicité, dont le député de Beauce est le principal actionnaire, qui ont obtenu \$2,800 pour des contrats qu'elles n'ont jamais remplis, mais que l'argent n'a jamais été remis à la province, et cela, quand les colons pataugent dans la boue.

**M. Gauthier (Portneuf):** Est-ce que le député de Yamaska pourrait résumer ce qu'il vient de lire?

**M. Élie (Yamaska):** Je vous remettrai le volume.

Il reprend sa lecture.

**M. Gauthier (Portneuf):** Est-ce qu'on pourrait savoir le titre du livre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député de Portneuf écoute la lecture.

**M. Gauthier (Portneuf):** Si le chef de l'opposition continue, le reste des députés conservateurs va le laisser, comme trois l'ont déjà fait. Il me semble qu'il pourrait faire autre chose que de l'obstruction.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Portneuf attaque mon collègue parce que c'est un cultivateur.

**M. Gauthier (Portneuf):** Le chef de l'opposition pourrait faire autre chose que de soulever des points d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** Le député de Yamaska est un lauréat du Mérite agricole. Le député de Portneuf est un représentant d'un comté agricole, et qu'est-ce qu'il connaît en agriculture? D'ailleurs, il n'a pas toujours été aussi agressif: je me souviens du temps où il se présentait contre le candidat du gouvernement. Le député de Yamaska a pris la peine de chercher des livres dans la bibliothèque pour renseigner le ministre des Terres. Je proteste contre les agissements du député de Portneuf, parce qu'il veut laisser croire que le ministre des Terres n'est pas

capable de se défendre. Ça me fait de la peine de voir qu'il n'y a pas plus de solidarité que cela du côté de la droite: le député de Portneuf veut remplacer le ministre des Terres et répondre à sa place.

**M. Gauthier (Portneuf):** Le chef de l'opposition a fait allusion à mon élection. Je le défie de trouver, dans ma campagne de 1928, dans mes discours, une critique du gouvernement libéral ou une seule allusion défavorable. Le chef de l'opposition sait que le ministre des Terres est capable de se défendre: il l'a appris l'an dernier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répète son affirmation au sujet du député de Beauce.

**M. Fortin (Beauce):** La compagnie L'Éclaireur ne doit rien au gouvernement de la province. Ce que dit le chef de l'opposition est faux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est vrai et il y aura très prochainement des questions au feuilleton à ce sujet.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous devrions nous en tenir aux crédits des terres. S'il veut discuter cette question plus tard, nous le ferons avec plaisir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** menace de parler sur le point d'ordre et de lire les Statuts refondus, Bourinot, May, et toute la kyrielle des opinions parlementaires.

**M. le président:** La discussion a toujours été libre dans les séances, trop libre même, et à l'avenir, il faudra s'en tenir davantage aux règlements.

**M. Élie (Yamaska)** recommence sa lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** interrompt la lecture du député d'Yamaska.

Nous avons parmi nous un collègue très distingué dans la personne de l'honorable député de Chambly (M. Béïque). Il vient d'être élu préfet de son comté et il mérite les félicitations de cette Chambre.

(Applaudissements des deux côtés)

**M. Gauthier (Portneuf), et M. Duplessis (Trois-Rivières)** échantent des mots aigres-doux.

**M. Béïque (Chambly)** intervient.

**M. Gauthier (Portneuf)** prédit au chef de l'opposition que ses partisans vont le laisser et qu'ils en ont assez de jouer au perroquet.

Le député de Yamaska a toute notre sympathie pour le rôle qu'il joue.

Le chef de l'opposition souffre de névrose.

Il (M. Gauthier) lui reproche ensuite de faire faire de curieuses besognes par ses partisans.

**Des députés** de part et d'autres interviennent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle du député de Champlain (M. Grant) comme du député-régistrateur de Champlain<sup>8</sup>.

**M. le président:** Je demande aux députés de s'en tenir aux règlements, autrement je devrai prendre les moyens pour faire maintenir l'ordre.

**M. Élie (Yamaska)** reprend sa lecture.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)<sup>9</sup>:** Si le chef de l'opposition veut faire une concession, nous allons lui donner satisfaction. Demain, je ferai venir M. Angers<sup>10</sup>, de la Commission du prêt agricole, et je lui demanderai si nous pouvons obtenir les renseignements demandés par mon honorable ami.

Je comprends que vous voulez toujours avoir la liste des personnes à qui le gouvernement a payé 1½ % de l'intérêt dû, en vertu du prêt fédéral.

Si M. Angers peut nous fournir ces renseignements, je les transmettrai à mon honorable ami dès demain après-midi. S'il ne les a pas, on les demandera à Ottawa. Si cela est satisfaisant, nous pourrions voter le crédit de la pépinière et sauver un temps précieux à la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dois rendre à l'honorable ministre des Terres et Forêts ce témoignage qu'il nous a toujours fourni avec bonne grâce les renseignements que nous avons demandés. Seulement, tous ses collègues ne font pas comme lui. Il y a d'autres ministères qui ne sont pas aussi faciles: le premier ministre, par exemple, s'ingénie à ne pas nous donner les renseignements que nous demandons.

Je veux rendre justice à l'honorable ministre. Souvent, je lui ai demandé des renseignements par téléphone, et il me les a donnés. Mais nous voulons faire reconnaître le principe que l'opposition a le droit d'être renseigné. Si le ministre veut me garantir que d'ici trois jours j'aurai les renseignements...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est le département des moulins à scie!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne faut pas scier les droits du peuple. En tout cas, si le ministre me donne sa parole que, dans trois jours, j'aurai ces renseignements que je demande, nous allons étudier son budget tout de suite. S'il ne peut le promettre, alors nous continuerons la bataille.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je me demande si le ministre pourrait promettre cela, car le 1½ % payé sur l'intérêt chargé aux cultivateurs par Ottawa est long à calculer.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je n'ai pas l'habitude de faire des promesses que je ne serai pas capable de tenir. Je demande au chef de l'opposition de me permettre de me renseigner demain matin, et je lui dirai demain après-midi si je puis avoir le renseignement. Mon honorable ami devrait accepter cette proposition. Il y a d'autres items, et le député de Yamaska pourra continuer sa lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis sûr que le gouvernement a les renseignements et qu'il ne veut pas les donner. C'est le seul moyen que nous avons de les avoir. Encore une fois, si le ministre veut nous promettre que, dans trois jours, nous aurons les renseignements, nous allons discuter les crédits; sinon, non! Et ça ne fait que commencer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si mon honorable ami veut, nous allons faire venir, demain matin, le surintendant du prêt agricole, et il lui demandera tous les renseignements qu'il voudra et moi-même je demanderai au surintendant de lui donner tous les détails possibles. Le crédit agricole est une institution fédérale, et nous n'avons pas le contrôle dessus. Nous n'avons rien à cacher.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Accepté. Nous allons voter les crédits pour la pépinière, mais si nous n'avons pas les renseignements, nous recommencerons à la prochaine séance.

**M. Élie (Yamaska):** Je vais marquer la page! (Rires) au cas où la gauche n'obtiendrait pas les renseignements demandés. C'est la condition *sine qua non*.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois.

La séance est levée à 11 h 25.

#### NOTES

1. Normalement, cette formule procédurale est dite au moment de la motion d'envoi en comité plénier pour procéder à l'étude de résolutions.
2. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).
3. Voir note 2.
4. *L'Événement* du 14 mars 1935, à la page 11, emploie le mot divorce; *Le Soleil* du 14 mars 1935, à la page 18, utilise le mot désordre.
5. Chapitre 228, selon *Le Devoir*, *L'Action catholique* et *La Presse*, dans leur édition du 14 mars 1935, respectivement aux pages 4, 9 et 23.
6. *Le Canada* du 14 mars 1935, à la page 9, rapporte que M. Dugas aurait plutôt dit: "... je vote donc contre la motion du député de Rouville.
7. Voir note 2.
8. Cette remarque de M. Duplessis aurait fait rager M. Grant, selon *L'Action catholique* du 14 mars 1935, à la page 9. M. Grant est l'oncle de M. Duplessis.
9. M. Mercier intervient vers 11 heures, selon *Le Soleil* du 14 mars 1935, à la page 18.
10. M. Royer, selon *Le Soleil* du 14 mars 1935, à la page 18.



Séance du jeudi 14 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 24 modifiant la loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires, nonobstant le non-paiement des taxes;

- bill 110 ratifiant le règlement no 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

**Droit de vote aux élections  
municipales ou scolaires**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 24 modifiant la loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Salaberry-de-Valleyfield,  
règlement 353**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 ratifiant le règlement no 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Les amendements sont lus une première fois.

**Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier, entretien (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée

du comité des subsides et lue deux fois, mercredi le 13 mars courant, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

La résolution est adoptée.

**Validation d'enregistrements  
à Saint-Hyacinthe**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 7 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que les frais de transcription des copies dans le registre spécial et ceux de transmission dudit registre, visé par les articles 2 et 3 de la loi qui accompagne la présente résolution, soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

### **Manutention de la gazoline**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mardi 26 février dernier, sur la motion du député de Brome (l'honorable M. Stockwell) proposée le même jour proposant: "Que le bill 26 modifiant la loi de la manutention de la gazoline, soit maintenant lu une deuxième fois".

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** explique que la loi oblige tous ceux qui achètent de la gazoline en des quantités dépassant trente gallons de rapporter la transaction auprès du gouvernement, de la manière habituelle, afin que celui-ci, s'il s'avérait nécessaire de le faire, puisse enquêter tout cas et vérifier si l'achat a bel et bien été fait pour raison commerciale et, donc, taxable.

Le seul changement par rapport à la loi actuelle, explique l'honorable M. Stockwell, c'est que la quantité déterminée sera à l'avenir de trente gallons plutôt que de cent, comme c'est le cas présentement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a deux ou trois ans, on a adopté une loi imposant à toute personne qui vend ou achète 100 gallons de gazoline dans un mois l'obligation de le déclarer au gouvernement. Aujourd'hui, on abaisse la quantité à trente gallons. Jusqu'ici, les gens faisaient rapport pour chaque cent gallons; maintenant ils devront en faire un pour 30 gallons. On multiplie les tracasseries. Beaucoup de particuliers achètent plus de 30 gallons d'essence dans un mois; nombreux sont les réservoirs de 30, 50 et 80 gallons. Cela augmentera leurs dépenses. Les taxes sur l'essence et les autos sont déjà assez élevées, le permis de conduire est 400 % plus fort ici qu'en Ontario; on ne devrait pas ajouter aux embarras déjà considérables. Il me semble que l'on pourrait laisser cela à cent gallons.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le gouvernement doit recourir à cette mesure pour

atteindre plus sûrement les auteurs de délits. On peut actuellement acheter l'essence par bidon de 45 gallons et déjouer ainsi le fisc. La loi ne s'applique pas aux particuliers, mais à ceux qui font le commerce de l'essence seulement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La première offense, la loi dit que ceux qui ne se conforment pas à cette loi seront passibles d'une amende de \$2 à \$1,000 et même à un mois de prison. La deuxième est de trois mois de prison. C'est trop. Ce n'est pas juste; c'est exagéré. Il y a disproportion évidente. On n'a pas été si sévère pour les patrons qui ne paient pas les salaires requis par la loi: eux ne sont passibles que d'une amende de \$5, à \$10. Si on veut garder cette pénalité, qu'on laisse le minimum à 100 gallons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** abonde dans ce sens.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il y a assez de latitude pour que les tribunaux n'imposent pas de punitions extravagantes.

**M. Barré (Rouville):** La loi exposera les cultivateurs à des sanctions très fortes pour des délits qu'on ne doit pas leur faire porter. Nombreux sont les cultivateurs qui achètent plus de 30 gallons de gazoline par mois. Certaines machines en prennent 50 par semaine. S'ils oublient les déclarations exigées par la loi, ils seront passibles de \$2 à \$1,000 d'amende ou même de trois mois de prison, à la deuxième offense. C'est exagéré.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Cette sévérité est nécessaire pour enrayer les violations. Si l'on n'accepte pas ce texte, il sera difficile d'obtenir les recouvrements. Certaines personnes diront qu'elles achètent de l'essence pour leur usage personnel.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les sanctions sont trop sévères et manifestement disproportionnées à l'offense.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au surplus, la loi n'atteint pas seulement les commerçants, comme le laisse entendre le trésorier, mais tous ceux qui achètent de la gazoline, même à des fins personnelles. Et donc, toutes ces personnes seront obligées de déclarer leurs achats au gouvernement et de subir la visite des inspecteurs. Pourquoi toutes ces

tracasseries quand le gouvernement a ignoré longtemps les \$50,000 et plus volés au trésor provincial précisément en impôts sur la gazoline par un homme bien en vue. Et encore quand le gouvernement a émis un mandat, l'homme était parti au moment de l'arrivée de la fameuse police provinciale, il était parti quelques heures avant l'arrivée de la police. Voilà un cas où le gouvernement aurait dû sévir.

**M. Barré (Rouville)** sollicite le retrait ou l'amendement de la loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous pourrions ajourner cette discussion à la prochaine séance.

Le gouvernement prend note des objections que l'on vient de soulever et s'efforcera de trouver les solutions utiles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La loi stipule que lorsqu'il s'agit d'un syndicat - et le député de Rouville a déclaré que plusieurs cultivateurs s'entendent pour acheter une machine et l'essence qu'elle exige - tous les membres du groupe sont passibles de l'emprisonnement à la deuxième offense. Ce n'est pas juste pour les cultivateurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le gouvernement prend ces objections en considération.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Promotion de  
la colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste pour que la troisième lecture du bill se fasse à la prochaine séance.

**Examen des débiteurs  
après jugement**

**M. Chouinard (Gaspé-Sud)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 183 modifiant le Code de procédure civile, concernant l'examen des débiteurs après jugement.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Chouinard (Gaspé-Sud)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Choix d'un médecin  
par l'accidenté**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mardi 26 février dernier, sur la motion proposée par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) le même jour, à l'effet que le bill 164 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin, soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Saintonge (Beauharnois):** En principe celui qui souffre a le droit de choisir celui qui le soignera. Mais l'exercice d'un droit entraîne toujours des obligations.

Le projet de loi de l'honorable chef de l'opposition est beau en soi, mais il y a de nombreux inconvénients, dans la forêt en particulier. Il est dans l'intérêt de l'ouvrier par exemple que le médecin soit spécialisé dans les accidents du travail. Le médecin de famille n'est pas toujours un spécialiste et les cas d'accidents réclament presque toujours les soins d'un chirurgien. Dans la plupart des cas d'accidents, il s'agit de fractures qu'il faut soumettre au traitement d'un spécialiste et qui sont hors de la pratique du médecin de famille.

La loi de l'Ontario, sur laquelle la nôtre est calquée, ne comporte pas le libre choix du médecin. La province d'Ontario a trouvé plus sage de laisser le choix du médecin à la Commission des accidents du travail. En France, c'est l'État qui choisit le médecin. C'est que le médecin de famille ne peut pas toujours être sur les lieux, tandis que les grandes compagnies ont un médecin à leur service. Surtout dans le cas des opérations forestières, il serait absolument illusoire de laisser le choix du médecin à l'accidenté. Dans les autres industries, on sait que les ouvriers choisissent le médecin commun par une sorte de referendum.

D'ailleurs, la loi est assez large. L'employeur doit consulter l'accidenté sur le choix de son

médecin. Lorsqu'il s'agit d'un accident entraînant une incapacité d'au moins trois semaines, l'accidenté est dirigé chez lui, où il peut faire venir le médecin de son choix, ou encore vers l'hôpital. On ne saurait mieux protéger les ouvriers qu'en leur assurant le choix d'un médecin expert.

Partout en général, dans notre province, l'ouvrier est satisfait de la loi et de la manière dont elle est appliquée. Il votera contre la motion du député de Trois-Rivières, conclut-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le choix du médecin a fait l'objet de bien des discussions. Les ouvriers nous ont demandé une loi semblable à celle d'Ontario qui n'a pourtant jamais comporté le libre choix du médecin. Nous l'avons fait.

À une session subséquente, les ouvriers ont demandé au gouvernement de leur donner le choix du médecin. Nous le fîmes à titre d'expérience. Lorsque ce choix était permis, les frais étaient très considérables: les frais d'hôpital et de médecin s'élevaient presque à l'égalité des taux des indemnités. Nous sommes ensuite revenus au premier système. Le changement que nous avons fait, quant au choix du médecin, nous a permis de faire des économies. Les économies que la Commission des accidents du travail a réalisées, du fait que la loi a été amendée, permettent cette année d'augmenter les indemnités et de porter de 16 à 18 ans l'âge des enfants qui ont droit à des secours. C'est grâce à cela, disent les commissaires, qu'aujourd'hui nous pouvons nous montrer plus généreux avec les indemnités.

En plus des économies réalisées, il y a la question de l'efficacité des secours. Il faut souvent les soins d'un spécialiste en matière d'accidents du travail. C'est entendu qu'un médecin de famille ne peut donner les mêmes soins qu'un spécialiste. Si l'ouvrier a le droit de choisir son médecin, d'aller chez lui dès qu'il est blessé, l'employeur n'a plus d'intérêt à maintenir un service médical complet. Comme l'a dit le député de Beauharnois, l'ouvrier est consulté. De façon générale, on est satisfait.

De plus, le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) a sur le *Feuilleton* le bill 17 qui apportera plusieurs amendements à la loi des accidents.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Le bill soit renvoyé au comité des bills publics pour être étudié avec le bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931".

**M. Guertin (Hull):** Je serais en faveur de cette procédure, si j'étais sûr que nous pourrions discuter cette question en étudiant le bill de l'honorable ministre du Travail.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les commissaires seront au comité pour donner tous les renseignements.

**M. Guertin (Hull)** parle des faiblesses de l'administration de la loi des accidents du travail, loi qui en elle-même est excellente, dit-il, mais mal interprétée et appliquée. Les grandes compagnies choisissent elles-mêmes le médecin. Pourtant, comme l'a dit le chef de l'opposition, le choix du médecin est un droit naturel. L'ouvrier a droit à cette consolation de choisir lui-même son médecin. On sait que la confiance que peut avoir le malade envers le médecin qui le traite est un facteur important pour la guérison d'un malade.

Le secrétaire de la Commission d'Ontario a déjà déclaré que jamais la Commission n'intervenait dans le choix du médecin. D'après notre loi, cette intervention sera de rigueur. Le meilleur moyen de rendre justice au patient et à l'employeur serait d'avoir un comité d'arbitrage composé de médecins pour décider le degré d'incapacité dont souffre un accidenté. La Commission administre la loi de façon trop arbitraire. Elle édicte des règlements au désavantage des ouvriers. Il (M. Guertin) cite des cas où des ouvriers ont été traités inconvenablement par l'International Paper. Certains cas où l'on a vu des ouvriers qui ont été retournés au travail presque immédiatement par des médecins sans scrupules, travaillant sous la juridiction de la Commission, alors que des médecins désintéressés reconnaissaient qu'ils avaient besoin de plus de repos.

Il termine en réclamant la nomination d'un ouvrier dans la Commission des accidents du travail.

Pour toutes ces raisons, je me prononce donc en faveur de la motion de l'honorable chef de l'opposition.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Je serais heureux que le député de Hull déposât sa correspondance et nous ferons enquête sur ce qu'il vient de nous dire au sujet de certains cas isolés.

**M. Guertin (Hull)** accepte de déposer les lettres, mais seulement si on lui permet de cacher les signatures qui sont confidentielles, puisque, de toute façon, fait-il remarquer, toute l'information nécessaire se trouve dans le corps des lettres.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Au début, l'ouvrier accidenté avait le choix de son médecin. Ça n'a pas duré longtemps, et un an après, on lui enlevait ce droit. Je me demande pourquoi le gouvernement ne favorise pas l'ouvrier à la Commission des accidents du travail. C'est pourtant un point très important. Le ministre du Travail devrait faire l'impossible pour faire comprendre à ses collègues qu'il faut amender la loi en laissant le choix du médecin à l'accidenté.

Il (M. Bertrand) veut que tous les députés prennent leurs responsabilités et disent si oui ou non ils sont pour le choix du médecin.

Je suis contre le renvoi du bill au comité des bills publics, parce que je suis sûr qu'on lui fera des funérailles de première classe.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** J'avais des observations et des suggestions à faire, mais comme le bill sera soumis au comité des bills publics, où les commissaires des accidents du travail viendront nous donner des explications, j'attendrai et je voterai pour l'amendement.

**M. Smart (Westmount):** La Commission des accidents du travail est inhumaine. Elle a réglé nombre de cas au détriment des ouvriers. On devrait au moins donner à l'ouvrier le droit humain au choix de son médecin.

Le gouvernement semble être plus préoccupé par l'argent que dépense la Commission que de voir aux intérêts des ouvriers. Les ouvriers ont été privés de privilèges légitimes, parce que personne n'était là pour défendre leurs droits.

Il termine en demandant au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour aider et protéger la classe ouvrière de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'attitude du gouvernement me surprend, déclare-t-il. On a accordé à l'ouvrier le choix du médecin avant les élections, et on lui a retiré aussitôt après.

La décision du gouvernement équivaut à obliger les épargnants à déposer leur argent dans une banque plutôt que dans une autre. Pourquoi refuser à l'ouvrier un droit naturel? Le député de Beauharnois a dit que la compagnie payait les frais et que, conséquemment, elle avait droit à choisir le médecin. L'ouvrier n'a pas le droit de choisir son médecin parce qu'il ne paie pas. Drôle de conception. Mais qui subit l'épreuve dans un accident sinon l'ouvrier? N'est-ce pas l'ouvrier accidenté qui souffre? C'est assez de payé de sa part. On dit qu'il en coûterait trop

cher de laisser le choix à l'ouvrier. Il ne faut pas considérer l'intérêt des ouvriers au point de vue piastres et cents. Nos médecins et nos ouvriers sont des gens honnêtes. S'il en a coûté plus cher avec l'ancienne loi, c'est que les ouvriers avaient plus justice que maintenant. C'est d'ailleurs pour cela qu'on leur a enlevé le droit qu'ils avaient.

On invoque le cas de l'Ontario. On a dit qu'Ontario ne donne pas le choix du médecin. Mais si cette province fait mal, ce qui n'a pas été prouvé, Québec est-il obligé de suivre? Si c'est vrai, suivons les bons exemples d'Ontario et non les mauvais. On est moins pressé de citer la province voisine, lorsqu'il s'agit des pensions de vieillesse.

On a dit: Les ouvriers qui sont dans les chantiers ne peuvent choisir leur médecin, car ils sont trop loin. C'est une raison de plus de leur donner le choix du médecin. Dans les chantiers, il n'y a pas ce qu'il faut pour les soigner.

Il ne voit pas bien pourquoi le député de Montréal-Laurier (M. Poulin) est prêt à renvoyer cette discussion au comité.

Il y a trois ans qu'on la discute. Tous les députés devraient être renseignés. La proposition se résume à ceci: on veut envoyer le projet au cimetière habituel, le comité des bills publics. C'est moins coûteux là de tuer un projet. C'est moins public qu'en Chambre. Rien n'empêche pourtant la Chambre d'adopter le principe du bill, en l'adoptant en deuxième lecture, et de l'envoyer au comité ensuite. On prend un moyen détourné pour tuer le projet. Que chacun prenne donc ses responsabilités. On a parlé du bill du ministre du Travail. Ce bill dort au comité des bills publics. Ce comité est d'ailleurs le cimetière des projets de loi de l'opposition et le dortoir des bills du gouvernement. Trois députés de la droite ont parlé contre le projet du chef de l'opposition. Il n'y a pas de chance qu'ils l'approuvent en comité. Je demande à la Chambre de se prononcer pour ou contre le bill.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bélanger, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Crête, Dillon, Dufour, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Grant, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Poulin, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 37.

**Contre:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 12.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Le bill est, en conséquence, renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 31 modifiant la loi de la pêche, relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche;

- bill 33 modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages;

- bill 152 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile;

- bill 153 modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement;

- bill 173 modifiant la loi relative aux constitués et au régime de tenure dans la cité de Hull;

- bill 177 érigeant en municipalité le canton De Sales;

- bill 178 modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés.

#### **Demandes de documents:**

##### **Établissement des fils de cultivateurs, comté Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à l'établissement des fils de cultivateurs du comté des Deux-Montagnes, ou concernant les octrois payés ou payables par la province à des fils de cultivateurs du comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 jusqu'au 5 mars 1935.

Adopté.

##### **Charte de Joliette**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 82 refondant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dugas (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 78 modifiant la charte du village de Senneville;

- bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 111 modifiant le règlement no 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse;

- bill 126 concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois.

##### **Mariage G. Shooner et J. DeBlois**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

##### **Charte de Senneville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 78 modifiant la charte du village de Senneville.

Les amendements sont lus une première fois.

#### **Charte de Verdun**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Les amendements sont lus une première fois.

#### **Saint-Louis-de-Gonzague, règlement 18**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 modifiant le règlement no 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse.

Les amendements sont lus une première fois.

#### **Hôpital Saint-Joseph des convalescentes**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Fonds de l'assistance publique, arrêtés en conseil**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une

humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 5 février 1935 inclusivement, et se rapportant aux engagements sur les fonds de l'assistance publique et sur d'autres fonds, payables à diverses institutions en versements annuels et répartis en une période de vingt à trente ans, et mentionnés à la cédule du bilan A-9 des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

##### **Droits de coupe, ordres en conseil**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935 inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction des droits de coupe payables à la province.

Adopté.

##### **23 George V, chapitre 26, arrêtés en conseil**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 13 avril 1933 jusqu'au 26 février 1935 inclusivement, et se rapportant à 23 George V, chapitre 26.

Adopté.

##### **Commission des accidents de travail, décisions et règlements**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de

toutes les décisions et de tous les règlements adoptés par la Commission des accidents du travail de Québec, depuis le 4 avril 1931 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1935, et se rapportant à la classification, aux changements ou aux modifications quant aux cédules une, deux, trois de la loi des accidents du travail, 21 George V, chapitre 100.

Adopté.

**Gouvernement du Québec,  
arrêtés en conseil**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1934 jusqu'au 23 janvier 1935, inclusivement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
C'est énorme cela. Le gouvernement adopte environ 3,000 arrêtés par année. Il est impossible de communiquer toutes ces copies. Il y aurait du travail jusqu'à l'an prochain<sup>2</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant)  
L'année prochaine, ce sera nous qui nous en occuperons, nous serons au pouvoir<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
L'honorable chef de l'opposition n'est pas capable de dire cela sans rire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout ce que je vais demander, c'est le nombre des arrêtés en conseil.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Ah ça, c'est mieux. Alors, très bien.

La motion se lit donc ainsi:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre des arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1934 jusqu'au 23 janvier 1935 inclusivement.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

**NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

2. *L'Événement* du 15 mars 1935, à la page 15, rapporte différemment les propos de M. Taschereau: "Cela prendrait trois mois pour transcrire tous ces arrêtés en conseil. Nous en adoptons 3,000 par an."

3. *L'Événement* du 15 mars 1935, à la page 15, rapporte différemment les propos de M. Duplessis: "Dans trois mois, nous serons au pouvoir."

Séance du vendredi 15 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île;
- bill 132 légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles-de-Caplan;
- bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières;
- bill 130 constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix;
- bill 47 modifiant la loi de l'adoption.

**Dépôt de documents:**

**Établissement des fils de cultivateurs,  
comté Deux-Montagnes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 mars 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à l'établissement des fils de cultivateurs du comté des Deux-Montagnes, ou concernant les octrois payés ou payables par la province à des fils de cultivateurs du comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 jusqu'au 5 mars 1935. (Document de la session no 124)

**Commission des accidents du travail,  
décisions et règlements**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un

ordre, en date du 14 mars 1935, pour copies authentiques de toutes les décisions et de tous les règlements adoptés par la Commission des accidents du travail de Québec, depuis le 4 avril 1931 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1935, et se rapportant à la classification, aux changements ou aux modifications, quant aux cédules une, deux, trois de la loi des accidents du travail, 21 George V, chapitre 100. (Document de la session no 125)

**Questions et réponses:**

**Octrois, subventions,  
comté de Gatineau**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien a été versé à la municipalité de Montcerf, comté de Gatineau, chaque année depuis 1931, en octroi ou subvention de toute sorte avec des détails montrant le département, le montant et l'objet?

2. Même question pour la commission scolaire de Sainte-Philomène-d'Egan?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** (Pour compléter les réponses données par les honorables MM. Perrault et David, le 1<sup>er</sup> mars 1935). (Voir le tableau à la page suivante)

## 1. Par le département des Travaux publics:

En 1931: pour des travaux remédiateurs au chômage.....	\$ 900.00
En 1932: pour des travaux remédiateurs au chômage.....	1,799.99
En 1933: pour secours directs .....	168.12
En 1934: pour secours directs .....	277.94

## Par le département de la Colonisation;

10 nov. 1931: Pour ouverture et amélioration de chemins dans le canton Egan.....	250.75
24 déc. 1931: Pour ouverture et amélioration de chemins dans le canton Egan.....	200.05
5 août 1932: Pour ouverture et amélioration de chemins dans le canton Egan.....	190.50
24 août 1932: Pour ouverture et amélioration de chemins dans le canton Egan.....	100.00

## Par le département de l'Agriculture:

Aucun montant n'a été payé.

2. Aucun montant n'a été payé par ces départements.

c. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?

d. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes?

**Traversier entre  
l'Île d'Orléans et Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 36 concernant le service de traversier entre l'Île d'Orléans et la cité de Québec.

Il s'agit de modifier un contrat au sujet du service de traversiers de l'été. Le bill a pour objet de permettre la modification des ententes actuelles si, après l'ouverture du pont, il est prouvé que la compagnie de traversiers n'a pas à maintenir le service complet qu'elle fournit actuellement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

a. 33 jours.

b. \$13,253,275.90.

c. \$17,088,875.69.

d. 4 % par année.

**Comptes de banque,  
Commission des liqueurs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De combien les comptes de banque de la Commission des liqueurs de Québec ont-ils été soutirés, à tous les jours, depuis le 12 juin 1934 inclusivement jusqu'au 30 juin 1934 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

Juin 12, 1934.....	\$ 898,334.59
Juin 13, 1934.....	843,096.73
Juin 14, 1934.....	865,019.35
Juin 15, 1934.....	955,407.55
Juin 16, 1934.....	Pas de changement
Juin 17, 1934.....	Pas de changement
Juin 18, 1934.....	975,997.86
Juin 19, 1934.....	926,143.40
Juin 20, 1934.....	866,438.39
Juin 21, 1934.....	870,433.17
Juin 22, 1934.....	867,092.01
Juin 23, 1934.....	Pas de changement
Juin 24, 1934.....	Pas de changement
Juin 25, 1934.....	Pas de changement
Juin 26, 1934.....	926,625.51
Juin 27, 1934.....	874,522.16
Juin 28, 1934.....	875,962.57
Juin 29, 1934.....	3,371,232.71
Juin 30, 1934.....	Pas de changement

**Questions et réponses:****Comptes de banques,  
province de Québec**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 8 janvier 1935 jusqu'au 5 mars 1935 inclusivement, à part les vingt-quatre (24) jours pendant lesquels les comptes de banque de la province ont été soutirés pour une moyenne de \$12,318,609.29:

1. Lesdits comptes de banque ont-ils été soutirés?

Dans l'affirmative:

a. Pendant combien de temps?

b. Quelle est la moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période?

**Les Moniales  
carmélites**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la loi 19 George V, chapitre 124 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Salaberry-de-Valleyfield,  
règlement 353**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 ratifiant le règlement no 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Conseil s'est fortement amélioré, dans l'intelligence de ses devoirs, en ces derniers temps, en abaissant les réductions de taxes municipales, en supprimant la réduction de taxes scolaires accordées à des compagnies et en exigeant une garantie de travail en faveur des ouvriers. Mais je regrette qu'il n'ait pas persisté dans le bien; c'est qu'il n'en a pas l'habitude. Il aurait pu rejeter entièrement les exemptions accordées à la Beauharnois.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte  
de Verdun**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Saint-Louis-de-Gonzague,  
règlement 18**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 modifiant le règlement no 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle brièvement pour faire une critique modérée du principe sous-tendant ce bill.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Substitutions A. Prévost  
et M.-R.-V. Bernard**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bachand (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Saint-Charles-de-Caplan**

**M. Côté (Bonaventure)** propose, du consentement unanime de la Chambre, que celle-ci se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles-de-Caplan.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Côté (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission des écoles catholiques  
de Trois-Rivières**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, du consentement unanime de la Chambre, que celle-ci se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Religieux  
de Sainte-Croix**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, du consentement unanime de la Chambre, que celle-ci se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi  
de l'adoption**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, du consentement unanime de la Chambre, que celle-ci se forme en comité plénier pour étudier le bill 47 modifiant la loi de l'adoption.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code de procédure civile,  
cautionnement**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 modifiant le Code de procédure civile, relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt quatre mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Relativement à un montant de \$200 à l'hôpital de Beauceville) Est-ce le député fédéral qui a fait cette recommandation?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non. Je crois qu'il était contre.

**M. Béïque (Chambly)** demande que le gouvernement accorde un octroi à l'hospice des Sœurs Grises de Chambly, en situation difficile.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les revenus nouveaux demandés cette année à de nouvelles lois permettront peut-être au gouvernement d'accorder un octroi à cette institution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** invite le gouvernement à accorder un octroi plus fort à l'hospice Sainte-Ursule de Maskinongé.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 1, (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans la plupart des cas, ce seraient les conseillers qui devraient payer une indemnité. Je suis prêt à voter la majorité des frais de déplacements de la majorité des conseillers pourvu qu'ils ne reviennent pas.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 43, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 2, allocation de logement de \$1,000 incluse, (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres, (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que ces \$3,000 comprennent les \$2,800 payés à la compagnie L'Éclaireur?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est un autre item.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument national Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal: (sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel no 187, du 29 mai 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée provincial et archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si parmi les archives de la province se trouve le programme libéral de 1897, qui préconisait la diminution des taxes et l'abolition du Conseil législatif.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On n'y trouvera pas de programme conservateur, car il n'y en a jamais eu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de programme conservateur qui conviendrait au régime actuel.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lassalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour high schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspecteur des écoles supérieures protestantes, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité protestant du Conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Secours au chômage, partage des coûts

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Gauthier): Que,

Attendu que les municipalités ne peuvent plus supporter le poids des secours au chômage sans danger urgent pour leur situation financière et leur crédit;

Attendu qu'il est urgent également de sauver la propriété qui menace de sombrer;

Attendu que le gouvernement provincial a offert à plusieurs reprises de payer la moitié des secours à condition que le fédéral supporte l'autre moitié;

Attendu que ce dernier n'a pas acquiescé à cette offre et qu'il est possible qu'un accord sur cette question retarde indéfiniment;

Attendu que la solution de ce problème ne saurait être retardée plus longtemps;

Cette Chambre est d'opinion que, pour sauver les municipalités et la propriété, le gouvernement provincial devrait immédiatement donner suite à son intention exprimée à ce sujet en s'engageant

immédiatement à payer la moitié dudit coût de chômage dans les municipalités, sans attendre plus longtemps la réponse du gouvernement central, tout en insistant auprès de celui-ci pour qu'il fasse la même chose dans le plus bref délai possible.

Il faut à tout prix sauver la propriété et le crédit des municipalités. La propriété est actuellement menacée par le retard des gouvernements à payer les frais des secours au chômage. Le propriétaire ne peut plus louer ses maisons, ou le plus souvent, ne peut plus se faire payer leurs loyers. En plus de cela, il contribue pour de fortes sommes au paiement du coût du chômage.

Lors de la Conférence interprovinciale, en juillet dernier, le premier ministre a offert au fédéral de payer la moitié des secours, pourvu qu'Ottawa veuille en faire autant. Le chômage ne doit plus retomber sur le dos des municipalités. C'est un fardeau qui incombe d'abord au gouvernement central et ensuite aux gouvernements provinciaux. Les municipalités ne peuvent plus supporter le coût du chômage. La proposition que l'honorable premier ministre a faite est absolument rationnelle.

Cette offre a été réitérée au mois de décembre et au mois de janvier. M. Gordon, le 31 janvier, a refusé de payer la moitié de ce que doivent payer les municipalités. C'est un refus catégorique. Elle aurait dû être acceptée. Mais elle ne l'a pas été. Mais allons-nous rester pour cela dans la situation qui prévaut toujours parce que le fédéral a refusé?

Le gouvernement de la province devrait dire qu'il va payer la moitié du coût des secours, sans attendre la réponse d'Ottawa. Il sauverait par là le crédit des municipalités et redonnerait confiance aux propriétaires. Je suis convaincu que l'effet moral serait tellement considérable que le gouvernement fédéral serait obligé de revenir sur sa décision et de faire sa part lui aussi.

La ville de Québec a payé à elle seule \$200,000<sup>1</sup> en secours, l'an dernier. Le premier ministre a promis de se charger du coût des secours dans toute la province, pourvu qu'Ottawa remette à Québec tout le fruit de l'impôt du revenu qu'elle y recueille. Si le premier ministre juge que la motion en discussion peut nuire à sa dernière proposition, le député de Québec-Est est prêt à la retirer.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Il dit qu'en raison de la quantité de travail accompli jusqu'à maintenant, il croit que la Chambre peut ajourner jusqu'à mardi prochain, plutôt que de siéger en soirée, comme il était prévu.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 4 h 30.

---

### NOTE

1. \$600,000, selon *L'Action catholique* du 16 mars 1935, à la page 3, le seul journal à avancer cette somme.



Séance du mardi 19 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 35.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 135 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

**Loi des cités et villes,  
article 469**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 52 modifiant l'article 469 de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 54 modifiant le Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Creusage de la rivière Du Chêne,  
comté des Deux-Montagnes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1935, pour copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932 jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage de la rivière Du Chêne, ou

de son prolongement à la rivière du Prince, dans le comté des Deux-Montagnes. (Document de la session no 126)

**Loi concernant la vérification  
des comptes publics, article 9**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 février 1935, demandant la production de copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 9 de la loi concernant la vérification des comptes publics, chapitre 21, Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935. (Document de la session no 127)

**Gouvernement du Québec,  
arrêtés en conseil**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 mars 1935, demandant la production d'un état indiquant le nombre des arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1934 jusqu'au 23 janvier 1935 inclusivement. (Document de la session no 128)

**Droits de coupe,  
ordres en conseil**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 mars 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934 inclusivement, jusqu'au 23 février 1935 inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction des droits de coupe payables à la province. (Document de la session no 129)

**Questions et réponses:**

**Mandats spéciaux,  
1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> mars 1935**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1935 jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1935 inclusivement,

relativement à l'état des mandats spéciaux mentionnés aux *Journaux de l'Assemblée législative* du 10 janvier 1935, à même la balance de \$312,821.46 mentionnée dans la réponse du trésorier provincial en date du 28 février 1935, en outre de la somme mentionnée à ladite réponse du trésorier provincial:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé en vertu desdits mandats spéciaux?

2. Quand?

3. Pourquoi?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1., 2. et 3. (Voir la liste ci-dessous)

### Colonisation, Chasse et Pêcheries:

#### *Mouvement du retour à la terre - Administration du plan Gordon:*

25 janvier 1935 .....	\$ 439.24	
28 janvier 1935 .....	313.77	
31 janvier 1935 .....	331.48	
4 février 1935 .....	46.83	
5 février 1935 .....	860.37	
12 février 1935 .....	2,345.72	Salaires, dépenses de voyage,
13 février 1935 .....	1,752.54	impression, papeterie, quincaillerie,
14 février 1935 .....	97.75	etc., pour l'administration.
16 février 1935 .....	1,760.86	
21 février 1935 .....	2,680.75	
27 février 1935 .....	836.45	
28 février 1935 .....	907.32	

#### *Établissement des fils de cultivateurs sur la terre:*

16 janvier 1935 .....	\$100.00	Octroi
29 janvier 1935 .....	\$100.00	Octroi
5 février 1935 .....	\$100.00	Octroi

### Travaux publics:

#### *Construction d'un nouvel édifice pour divers services de l'administration, rue Saint-Augustin, Québec:*

26 janvier 1935 .....	\$6,594.31	Honoraires professionnels
26 janvier 1935 .....	6,594.31	Honoraires professionnels
28 janvier 1935 .....	100.00	Loyer
28 janvier 1935 .....	185.00	Loyer

### Colonisation:

#### *Chemins de colonisation et aide à la colonisation:*

29 janvier 1935 .....	\$1,870.06	Réparation de ponts dans divers
5 février 1935 .....	2,622.67	comtés de la province
22 février 1935 .....	348.89	

### Travaux publics, Chasse et Pêcheries:

#### *Pêcheries maritimes:*

29 janvier et 25 février 1935 .....	\$4,823.26	Construction, salaires, honoraires re: entrepôts frigorifiques
-------------------------------------	------------	---

**Colonisation:***Primes de défrichement, de labour et de résidence:*

29 janvier 1935.....	\$ 485.00	
31 janvier 1935.....	3,703.95	Montants payés aux colons dans les
5 février 1935.....	867.50	divers comtés de la province pour
11 février 1935.....	210.00	primes de défrichement, de labour
13 février 1935.....	402.00	et de résidence
16 février 1935.....	75.00	

**Promotion de  
la colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté sur division.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non! Non! Vote! Il est bon que la province sache quels sont les députés qui ont voté contre cette loi nécessaire au retour de la prospérité dans Québec

**M. Guertin (Hull):** Si vous me le permettez, M. l'Orateur, j'aurais quelques remarques à faire.

Il s'excuse de n'avoir pas pu poser au ministre la semaine dernière la question qui le préoccupe, parce qu'il était souffrant et absent de la Chambre. Il y a, dit-il, dans la région de la Gatineau, plusieurs lots que l'on devrait ouvrir à la colonisation, des endroits très favorables à la colonisation, et il vaudrait mieux y envoyer les colons de l'endroit, d'abord. Il me semble que l'on devrait décentraliser un peu les services de la colonisation. Il me semble aussi que le ministre devrait installer un bureau à Hull, ce qui serait très utile.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** La demande est excellente. Il y a, dans la région de Hull, comme dans les autres, nécessité de faire de la colonisation de proche en proche, autant que possible, c'est-à-dire établir les colons dans la région d'où ils viennent. Nous avons justement l'intention d'établir des bureaux dans les principaux centres de la province où les jeunes gens pourront se renseigner sur les lots disponibles dans leur région. On fera la même chose dans les districts de Hull, de Labelle, etc. Ces colons bénéficieront de tous les avantages possibles, et on tentera de les établir définitivement sur ces lots. Il y en aura donc un à Hull même, selon le désir de l'honorable député.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill dont le ministre propose la troisième lecture, a été précédé de résolutions. Comme le bill était en tout semblable aux résolutions, la discussion en comité plénier ne pouvait avoir lieu que sur les résolutions, en vertu des règlements de la Chambre. Nous avons posé nos questions, nous avons fait une bataille que j'aurais voulue plus violente.

L'opposition a déclaré que le projet soumis était purement et simplement une manœuvre d'élections, sans garanties sérieuses. Les députés de l'opposition ont fait de nombreuses suggestions, et elle les a même incorporées dans un amendement qui garantissait le succès de ce mouvement de retour à la terre, et le gouvernement a refusé obstinément. Le gouvernement a refusé d'inclure dans le bill aucune des garanties qui auraient assuré des résultats utiles. Comme le gouvernement persiste dans son erreur, l'opposition s'oppose à l'adoption du bill, sans les garanties absolument nécessaires qu'elle a suggérées. C'est un projet de loi néfaste.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres s'il vous plaît.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bercovitch, Casgrain, Chouinard, Cohen, Crête, Desmarais, Drouin, Dufour, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Lapointe, McDonald, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Rochette, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 41.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, Smart, 8.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Validation d'enregistrements à Saint-Hyacinthe**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Emprunts municipaux, aide aux chômeurs**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 35 concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce projet de loi est une illustration de la politique du gouvernement. Le gouvernement provincial est largement responsable de la situation difficile des municipalités. La dette s'est accrue à \$539,000,000 et le crédit de la province en souffre. Le gouvernement y a contribué par son régime des pitons. Il a placé de nombreuses municipalités dans des situations difficiles en ne payant pas ses comptes, en retardant les remboursements dus pour le chômage, pendant un an et plus. Le gouvernement a même évité d'envoyer les comptes du chômage au gouvernement fédéral, afin de retarder autant que possible les remboursements dus aux municipalités. Pendant ce temps, les municipalités devaient payer de lourds intérêts aux banques, au lieu et place du gouvernement provincial.

Aujourd'hui, le gouvernement passe une loi non pour aider les municipalités, non pour leur payer ce qu'il leur doit, mais pour dire que les municipalités auront droit d'emprunter aux banques

pour payer la part du gouvernement provincial: Empruntez aux banques, en attendant que le gouvernement vous paye. On sait que la ville de Montréal a dû payer \$1,000 par jour, rien qu'en intérêts sur les sommes qui lui étaient dues mais qu'elle avait dû emprunter. Et ce régime a duré longtemps, au point que Montréal a perdu de ce fait des sommes énormes.

La négligence du gouvernement provincial à payer ses comptes a été telle, qu'un marchand de Québec ayant demandé à la ville de lui payer les \$300 de marchandises qu'il avait avancés, la ville lui a répondu: Nous ne pouvons vous payer, parce que le gouvernement provincial ne nous paie pas.

Le gouvernement a aussi entravé dans une très large mesure la circulation de l'argent, surtout par le mauvais exemple qu'il donnait. Car, lorsque le gouvernement ne paie pas ses dettes, et ce, volontairement, pourquoi les particuliers paieraient-ils? Et cependant le premier ministre, dans ses très nombreuses entrevues où il dit blanc et noir à deux semaines de distance, ne disait-il pas que la circulation de l'argent était un des grands moyens d'alléger la crise?

Au lendemain des élections de 1931, où le gouvernement a fait des orgies de dépenses, - le ministre de Voirie y a dépensé une quinzaine de millions - le gouvernement a instauré tout de suite son régime de pitons. Des milliers de colons, cultivateurs, épiciers, et de municipalités ont dû attendre des mois et des mois avant de se faire payer par le gouvernement. Ce dernier a bloqué la circulation de millions de dollars, et il doit de dix à douze millions de dollars pour des pitons, comptes de chômage, octrois en souffrance, comptes, etc., dus à des particuliers.

Grâce à cette politique néfaste, le gouvernement a multiplié les difficultés, il a forcé ses créanciers à emprunter à gros intérêt, il a ruiné les municipalités, acculé des marchands à la banqueroute.

Le règlement de la crise en a été retardé. Le peuple souffre, parce que le gouvernement ne paye pas ses dettes. La conduite du gouvernement dans le paiement de ses comptes du chômage est inqualifiable, intolérable.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le discours du chef de l'opposition nous amène loin de la clause première du bill en discussion. Il se trouve que les villes de Montréal et de Québec ont passé, au cours de l'an dernier, des résolutions pour emprunter aux banques, de mois en mois, pour payer

les dépenses de chômage, en attendant les remboursements des gouvernements. Elles n'avaient pas l'autorisation pour ce faire et elles ont demandé au gouvernement provincial une garantie écrite que ces emprunts seraient légalisés et autorisés à la prochaine session. Et c'est ce que fait le gouvernement par le présent bill. Voilà la nature de notre loi; c'est la clause première du bill.

Comme toujours, le chef de l'opposition en profite pour nous attaquer. Le chef de l'opposition nous a lancé, au sujet des comptes de chômage, les épithètes ordinaires dont il est coutumier depuis le début de la session; cela ne règle rien. Et il a même parlé notamment d'un sujet qu'il devrait bien éviter parce qu'il ne lui réussit guère: le crédit de la province de Québec.

Or, je ne crains pas d'affirmer que le crédit de la province de Québec est supérieur, non seulement au crédit des autres provinces, mais au crédit du gouvernement du dominion lui-même. Je citerai à ce sujet une lettre qui m'est venue d'un citoyen des États-Unis, un citoyen important, et où il dit qu'il a peur de l'avenir aux États-Unis, et qu'il veut placer son argent dans la province de Québec, parce que c'est l'endroit du Canada et des États-Unis qui offre le plus de sûreté pour les placements stables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voulez-vous produire cette lettre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne l'ai pas en main, mais je vous la montrerai tantôt et vous pourrez la lire à la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je la lirai.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non seulement le crédit de province est supérieur au crédit des autres provinces, mais le crédit des municipalités québécoises en général est supérieur au crédit des municipalités du reste du pays. Ce sont les municipalités de Québec qui ont le meilleur actif, ce sont elles qui sont le moins taxées.

Le chef de l'opposition proteste contre les retards apportés au paiement des comptes du chômage. Il y a eu des retards et ici, je ne veux pas jeter le blâme sur Ottawa, pour des délais qui étaient inévitables. Mais il faut se rappeler que les contrats étaient tripartites. Et Ottawa a mis comme condition, au paiement de sa propre part, que l'auditeur de la province devait certifier tous les comptes qui étaient transmis à Ottawa. Je rends cet hommage à l'auditeur de la province, qui a dit avec raison qu'il ne pouvait

certifier les comptes soumis qu'en autant qu'il aurait la preuve qu'ils étaient corrects. C'est pourquoi nous avons quarante inspecteurs qui, à Montréal seulement, vérifient les comptes de chômage. Et l'auditeur de la province a eu parfaitement raison, car Ottawa nous avait dit que si elle les examinait et constatait quoi que ce soit, nous devrions rembourser. En fait, nous avons dû rembourser de ce fait, des centaines de milliers de dollars. On ne sait pas ce que c'est l'administration d'une loi comme celle-là.

On voudrait maintenant que nous fassions notre chèque, sans même avoir vérifié les comptes. Le chef de l'opposition nous parle de retard dans les chèques, mais sait-il cependant que, l'été dernier, nous avons payé à Montréal \$3,000,000. Mais Ottawa a refusé d'en faire autant. Et puis, on parle tout le temps de ce que le gouvernement provincial doit à Montréal, mais on ne parle jamais de ce que Montréal doit au gouvernement provincial. Montréal nous doit \$800,000 pour contribution à l'assistance publique. Il y a les contributions pour le sou du pauvre, pour l'entretien des aliénés, pour les pénalités perçues, etc. Tout ceci, ça fait des sommes considérables et de temps en temps, nous compensons les dettes dues et nous échangeons nos chèques.

Montréal y met toute la bonne volonté possible, j'en suis sûr, mais dans l'administration d'un régime comme celui-là, il y a nécessairement des retards. Mon honorable ami nous critique, c'est son droit et c'est peut-être son devoir de nous faire des reproches, mais nous apportons à la vérification des comptes et à leur paiement le plus expéditif, toute la bonne volonté possible.

Il admettra que ces secours aux chômeurs, généralisés dans tout le pays, sont d'administration compliquée. C'était un système nouveau qu'il s'agissait d'établir. C'est même dans le but de simplifier les choses que nous avons suggéré au gouvernement fédéral de contribuer 50 % au coût du chômage, à condition qu'Ottawa fit la même chose, et pourvu que les municipalités fussent déchargées du fardeau des secours. Le gouvernement fédéral a refusé.

Au lieu de cela, il nous a offert une contribution globale de \$500,000 par mois. C'est tout à fait insuffisant, car la contribution à Montréal, par mois pour les secours directs, exige plus que cette somme. On nous dit maintenant qu'Ottawa a l'intention d'inaugurer un nouveau système de secours dans quelques semaines et que la question va se régler.

Espérons-le. Car c'est Ottawa qui a créé les secours directs et les dépenses de chômage, qui a promis de régler le chômage et qui, dans sa grande générosité, a tout simplement mis les provinces et les municipalités sur le même pied qu'elle, au sujet des contributions.

Après quatre ans de ce régime, Ottawa n'a pas droit maintenant de se soustraire aux obligations qu'il a créées pour venir dire que le chômage est l'affaire des municipalités et des gouvernements provinciaux.

Le chômage est une épreuve nationale. Encore une fois, la contribution fédérale mensuelle de \$500,000 est tout à fait insuffisante. Les municipalités et le gouvernement provincial ne peuvent subvenir seuls au besoin des chômeurs et j'espère surtout qu'il agira de façon à mettre fin au chômage suivant les engagements qu'il a pris.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre a réédité son discours coutumier. Comme toujours, chaque fois que l'opposition signale une lacune, le premier ministre répond en jetant le blâme sur Ottawa.

En prenant pour acquis, ce qui n'est pas prouvé, que le gouvernement fédéral aurait sa part de responsabilités dans le paiement de sa part contributoire au chômage, l'argument ne vaut plus depuis au moins le début de l'automne dernier.

Au lieu de payer le tiers des secours directs, le gouvernement fédéral donne maintenant, depuis le début de l'automne, une somme globale de \$500,000, et le gouvernement de Québec s'entend pour les distribuer à sa guise. Le gouvernement provincial n'est plus responsable envers le fédéral des argentés qu'il distribue. Ottawa n'a donc plus à vérifier les comptes et le gouvernement de Québec n'a plus à attendre Ottawa pour payer ses dépenses et sa part. C'est à lui à prendre les moyens pour que ce travail se fasse vite.

Cependant, nous avons des représentations du conseil municipal de Montréal qui se plaint des retards dans les paiements. Le premier ministre ne prétendra pas que ça dépend maintenant du fédéral. *L'Événement* de ce matin publie même une lettre de M. W. Gordon, ministre fédéral du Travail, qui déclare qu'il reçoit des plaintes venant de Québec sur le fait que les comptes de chômage ne sont pas payés, et M. Gordon veut savoir ce que le gouvernement provincial a fait de l'argent que lui a remis le gouvernement fédéral. Donc, depuis l'automne, le gouvernement provincial est uniquement responsable des retards.

**L'honorable M. Francoeur (Lothbinière):** (Applaudissements) Je veux corriger cette affirmation que vient de faire mon ami des Deux-Montagnes. Il est vrai, qu'en effet, depuis l'automne dernier, depuis qu'Ottawa contribue pour \$500,000 aux frais du chômage dans Québec, comme quoi, soit dit en passant, est tout à fait insignifiant, le gouvernement provincial n'est plus obligé d'envoyer comme auparavant des factures élaborées pour vérification et approbation au gouvernement fédéral. Mais toutefois, le gouvernement fédéral s'est réservé le droit de vérifier si les \$500,000 qu'il fournit sont réellement dépensés pour des fins de chômage, de voir toutes les factures, et il a des inspecteurs qui viennent analyser nos livres pour se rendre compte si les argentés fournis par la capitale sont dépensés à bon escient, pour subvenir aux besoins des chômeurs nécessiteux.

Il en résulte que l'auditeur de la province doit, en cas de réclamation par Ottawa, à tout le moins, continuer à vérifier les réclamations, avant d'autoriser les paiements, avant d'émettre le bon à payer au trésorier de la province. Avant d'envoyer un chèque à une municipalité, il faut vérifier le compte. Or, cette vérification exige un travail considérable. Le département des Travaux publics fait d'abord l'épuration avec soin des comptes, puis les transmet à l'auditeur.

Le ministre des Travaux publics et le gouvernement sont-ils responsables de tous les retards comme nos amis de la gauche le disent? Il ne faut pas oublier que les municipalités des Trois-Rivières, Montréal et Québec, malgré qu'elles fassent tout leur possible, sont en retard parfois de trois mois pour fournir à l'auditeur de la province les pièces justificatives nécessaires.

Et si on veut étudier chaque cas en particulier, j'établirai à la satisfaction de la Chambre que, s'il y a eu des retards, il y en a eu de la part des municipalités qui, d'ailleurs, ne pouvaient faire autrement. C'est ainsi que nous avons reçu tout d'un coup, les comptes de secours directs de la ville de Québec, pour dix mois. Ce n'est pas la faute du gouvernement si Québec n'a pu fournir ces pièces plus tôt, et maintenant, il faudra tout vérifier ces factures qui couvrent dix mois de calendrier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre dit que c'est de la faute d'Ottawa; le ministre des Travaux publics dit que c'est de la faute des municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a déclaré que le crédit de la province était meilleur que celui du dominion lui-même. Alors

pourquoi la province ne paie-t-elle pas ses dettes? Il ne faut pas confondre, comme le fait le premier ministre, le crédit de la province, qui est bon, avec celui du gouvernement. La politique du gouvernement de ne pas payer ses dettes a eu un si mauvais effet qu'au Lac-Saint-Jean, il a constaté un cas où une personne qui détenait des débentures de la province a offert de les vendre à rabais parce qu'elle croyait que le gouvernement ne pouvait plus rencontrer ses obligations. Si, comme le dit le premier ministre, le crédit municipal est si bon, pourquoi alors a-t-il déclaré à maintes reprises que nos municipalités étaient sur le bord de la ruine et qu'il faut à tout prix leur venir en aide. Pourquoi les trouve-t-il si à plaindre?

J'affirme que, dans l'automne de 1933, le gouvernement provincial, par un de ses ministres, a reçu du gouvernement d'Ottawa, notamment du premier ministre Bennett, une lettre le suppliant d'envoyer les comptes de chômage de la province pour examen, parce que la province de Québec était la seule à n'avoir pas envoyé ses comptes.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Déposez la lettre. Nous avons envoyé nos comptes au fur et à mesure que nous les avons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est au gouvernement à le faire, et tout au moins à le savoir, puisque c'est le gouvernement qui a reçu ladite lettre. Le ministre l'a dans ses mains.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je ne l'ai pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre l'a dans ses dossiers.

Il défie le ministre d'affirmer qu'il n'a pas la lettre dans ses dossiers, de dire qu'il ne l'a pas reçue.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Que mon honorable ami dépose cette lettre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne l'ai pas en main.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Si vous avez cette lettre, pourquoi ne la déposez-vous pas?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne savais pas que cette question serait discutée aujourd'hui. Dans la province de Québec, le gouvernement est

trop discourtois pour avertir l'opposition des débats à venir pour la journée, parce qu'il veut prendre l'opposition par surprise.

Ce n'est pas la seule. À maintes reprises, Ottawa a demandé à Québec d'envoyer ses comptes de chômage. C'est une vraie comédie. Mais le premier ministre répondait qu'il allait soumettre la lettre au ministre des Travaux publics, qui se trouvait dans le moment absent. Puis le ministre écrivait de nouveau qu'il avait référé la lettre aux officiers en loi, puis au premier ministre, puis au directeur du chômage, puis il faut attendre la réunion du conseil des ministres, et ainsi de suite, de Pierre à Jacques puis à Jean et vice versa.

C'est la pratique suivie par le gouvernement provincial depuis les élections, tout cela pour ne pas payer les intérêts que les créanciers ont dû payer à la place du gouvernement.

J'affirme que l'auditeur de la province a accepté des comptes et légalisé le vol de deniers publics, et le ministre le sait. Il y a eu des défalcons de la part de certains officiers municipaux. Il y a des municipalités qui ont envoyé des comptes falsifiés, basés sur de faux serments. Et l'auditeur de la province les a acceptés. Et ces municipalités ont envoyé ces comptes ainsi falsifiés, parce que c'était la pratique courante suivie pour les travaux de voirie et de colonisation. Et c'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement provincial a dû rembourser des centaines de milliers de dollars au gouvernement.

Le gouvernement, au lieu de payer ce qu'il doit, dit qu'Ottawa devrait payer 50 %. On lui reproche de ne pas payer ses dettes, et le gouvernement provincial fait comme Ponce-Pilate. Il se lave les mains sur le dos d'Ottawa, ce qui avance singulièrement les affaires des créanciers impayés. Si les autres ne paient pas leurs dettes, ce n'est pas une raison pour que le gouvernement provincial ne paie pas les siennes. Car en refusant de payer ce qu'il doit, le gouvernement provincial a conduit plusieurs marchands à la faillite, et compromis gravement les affaires d'autres marchands.

Est-ce que ça fait partie de l'autonomie dont parle le premier ministre, de toujours remettre la faute sur le fédéral? Le gouvernement offre à Ottawa de payer 50 %? Mais il n'est même pas capable de payer 30 %. Que le gouvernement commence par payer ses dettes.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Le chef de l'opposition fait des affirmations, porte des accusations, mais sans jamais les étayer sur des

preuves. Il parle d'une lettre écrite par M. Bennett en 1933. S'il l'a, pourquoi ne la produit-il pas? Je lui demande de la produire. Je serais fort surpris que mon honorable ami puisse produire une lettre dans laquelle M. Bennett nous dirait: Envoyez vos comptes. Il n'y a que Québec qui ne les ait pas envoyés. Il sait que des échanges de lettres doivent se faire entre deux grandes administrations, lorsqu'il s'agit de choses comme celles qui se rattachent au chômage.

Il dit que les élections de 1931 ont été organisées avec l'argent du chômage? Mais, encore ici, il n'y a pas de preuves. C'est vrai que dans certaines municipalités, des comptes ont été falsifiés, qu'il y a eu défalcation de la part de certains officiers municipaux. C'est vrai, la chose est publique. Est-ce notre faute? Chaque fois qu'il y en a eu, nous avons fait enquête, les sommes détournées de leur fin ont été remboursées à Ottawa et au gouvernement provincial par les maires et trésoriers municipaux défalcaires. Nous avons poursuivi les coupables qui ont été condamnés. Que pouvions-nous faire de plus? S'il y a eu des noms fictifs, ce n'est pas le gouvernement qui en est responsable.

Le chef de l'opposition nous a dit que des marchands de Trois-Rivières ont été acculés à la ruine et que c'est la faute du gouvernement. Ce n'est pas tout de le dire, qu'il le prouve! Hier encore, le maire des Trois-Rivières, M. Robichon, m'a supplié d'intervenir, de payer au plus tôt. Je lui ai demandé: Avez-vous fait faire l'audition des factures? Il m'a répondu: Non! Je lui ai dit que c'était important, et il m'a avoué qu'il était impossible de faire faire ce travail.

Je lui ai demandé de nous donner au moins la signature du chômeur qui a reçu les secours, et là encore il m'a dit que c'était impossible. Il ne pouvait même pas nous fournir tous les documents, parce que c'est un travail trop considérable. Nous avons écrit au greffier de la ville, celui-ci nous a répondu: Ce n'est pas notre affaire, c'est l'affaire des deux gouvernements. Je dis que dans les neuf dixièmes des cas, les retards sont dus aux municipalités. Je ne dis pas que c'est de leur faute, mais à leur système de vérification des comptes. Si nous payons les comptes réclamés sans preuve, le chef de l'opposition serait le premier à nous critiquer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La vérification ne prend pas un an.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Oui! Québec vient de nous donner des factures vieilles de 10 mois.

Depuis que j'administre les argents du chômage, j'ai tout fait pour éviter des frictions entre Ottawa, Québec et les municipalités. J'ai d'abord eu affaire au sénateur Robertson. Feu M. Robertson ne faisait pas de politique avec cette question du chômage, il s'occupait du chômage. Je ne puis en dire autant de l'honorable M. Gordon qui lui, en fait de la politique, mais nous réglerons cette question une autre fois. J'ai toujours essayé de collaborer avec Ottawa.

Si le chef de l'opposition connaît des cas, qu'il les cite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne sais pas ce que le ministre entend par des preuves. Dans Trois-Rivières, des marchands ont été conduits aux portes de la faillite, parce que le gouvernement ne payait pas ses comptes. Si le ministre veut des affidavits, j'en aurai, et de ses anciens partisans, mais qui ne le sont plus maintenant. D'ailleurs, nous aurons l'occasion, plus tard, de discuter ces faits. En temps et lieu, je produirai des noms et des dates, mais cela n'apprendra rien au gouvernement; il le sait. Que le gouvernement commence par payer ses dettes, et si d'autres ne paient pas, nous y verrons.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Si ces marchands ont fait faillite à cause des sommes dues par le gouvernement, ils auraient dû fermer leurs portes depuis longtemps.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est là un curieux raisonnement. En fait, un grand nombre d'épiciers ont dû cesser de faire crédit, parce que le gouvernement leur devait de trop gros montants et qu'ils ne pouvaient plus financer. Et le commerce est alors allé aux Dominion Stores qui ont accepté les pitons. C'est sans doute pour cela que le gouvernement leur a accordé des réductions de taxes. Ce n'est pas à la police de faire la police du gouvernement, mais à lui de surveiller sa propre administration.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je le répète, si l'auditeur de la province a reçu, a payé des comptes falsifiés, c'est parce qu'il ignorait mais, dès que la fraude a été découverte, nous avons poursuivi les maires et les secrétaires-trésoriers. Les municipalités ont remboursé, et nous avons remis à Ottawa la part qui lui revenait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le gouvernement fédéral qui a découvert les abus et les

a signalés au ministre. C'est parce que la chose se pratiquait couramment dans les ministères de la Voirie et de la Colonisation que l'on a fait ces comptes faux.

Lorsque les crédits seront discutés, nous entrerons dans les détails. Pour aujourd'hui, nous demandons au gouvernement de payer ses comptes. Quel est le montant dû par le gouvernement à l'heure actuelle?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Notre loi s'applique à Montréal et à Québec. Les banques ont avancé de l'argent à ces municipalités, sur une lettre de notre part, déclarant qu'à la prochaine session le gouvernement ratifierait ces emprunts. C'est impossible de dire à mon honorable ami ce que nous devons: ça change tous les jours. Il le sait.

Il (M. Taschereau) lit la lettre dont il avait parlé au début.

Le débat est suspendu.

**Dépôt de documents:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre une lettre de M. Wm Domville, datée à Rosemere, province de Québec, le 17 mars 1935. (Document de la session no 130)

**Emprunts municipaux,  
aide aux chômeurs**

Le débat se poursuit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les Américains trouvent que les placements américains sont les mieux placés dans Québec, c'est parce que le gouvernement en prend particulièrement soin, puisqu'il a hypothéqué nos forêts de \$483,000,000 en leur faveur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si mon honorable ami veut mettre cette lettre dans son bureau, je vais la faire encadrer. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il paraît que le gouvernement ne doit pas en recevoir souvent, pour citer cette lettre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Plus souvent en tout cas que le chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre peut la garder, pour ce qu'elle vaut!

Je vais traduire la lettre en français.

Il traduit en lisant. La lettre se termine par ces mots: "J'espère, M. le Premier Ministre, que vous resterez longtemps à la tête de la province."

(Applaudissements à droite)

C'est entendu que les Américains aiment voir le premier ministre au pouvoir: ça fait leur affaire!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

(Souriant) Mais ils me font des compliments!

(Rires et applaudissements)

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill, est en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi  
des assurances**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 prolongeant d'une année la loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** explique que cette mesure prolonge d'un an les dispositions du bill de 1935. Entre-temps, il s'attend à ce qu'une entente soit conclue avec Ottawa concernant les juridictions respectives des deux gouvernements en cette matière.

**M. Guertin (Hull)** pose une question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond qu'il a assisté déjà à deux conférences à Ottawa, au sujet de la loi des assurances. Les provinces d'Ontario et de Québec n'ont pas voulu accepter le projet qui leur était soumis par Ottawa.

Nous ne sommes pas prêts à céder nos droits comme cela, dit-il. Il est cependant désirable que nous en venions à une entente pour définir les attributions et des provinces et du fédéral. Ce n'est peut-être pas grand-chose qui nous sépare, mais c'est quelque chose d'essentiel.

**M. Guertin (Hull):** Il faudrait s'entendre. En diverses circonstances la province d'Ontario a copié Québec, spécialement au sujet de la loi des contrats collectifs. Mais il me semble que le gouvernement du Québec devrait mettre un peu plus de bonne volonté pour obtenir une loi uniforme des assurances au fédéral comme au provincial, et cette uniformité devrait aussi exister dans la législation sociale, comme la journée de huit heures, les salaires minima, etc.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La province de Québec n'entretient aucun ressentiment contre quiconque, au sujet de cette question d'assurance. Il s'agit maintenant de savoir si les lois françaises, fondées sur les traditions françaises, seront émiettées au point de disparaître. Notre Code civil a sûrement été battu en brèche. Je me demande si nous l'aurons bien longtemps encore, si cela continue. Ottawa a pris des procédures qui lui donneront le contrôle des assurances, passant outre aux deux jugements du Conseil privé d'Angleterre, que la province a tous les droits de légiférer en matière civile, comme les contrats par exemple. La même chose se présente au sujet des compagnies. Ottawa veut enlever sa juridiction à Québec et garder pour elle le contrôle des compagnies. Bien plus, on nous demande d'abolir les rémunérés et les baux conditionnels. Nous avons besoin d'être sur nos gardes. Nous devons protéger notre droit civil français.

On soulève maintenant la question sociale. On parle des heures de travail, des salaires minima, et des statuts ouvriers. Ce sont autant de questions qui relèvent du droit civil, parce qu'elles ont trait à des contrats entre les employeurs et les employés, et ces questions devraient être du ressort de la province. Ottawa a invoqué le Traité de Versailles pour passer outre, et elle passe maintenant des législations stipulant le nombre d'heures qu'une personne pourra travailler et quel devra être son minimum de salaire. Pourtant, nous avons déjà une loi du salaire minimum dans cette province et nous avons une Commission du salaire minimum des femmes. Qu'advient-il plus tard si Ottawa et Québec ont chacune une législation concurrente? Si Ottawa dit huit heures et que nous disons sept heures? Laquelle des deux lois faudra-t-il suivre? Ottawa s'était

engagé à convoquer une conférence interprovinciale pour discuter ces questions d'heures de travail, de salaire minima, et autres. Cette conférence fut pourtant contremandée. Québec abandonnera-t-elle ses droits constitutionnels de légiférer sur les questions d'heures de travail et de salaire? Le gouvernement central a non seulement contremandé la conférence, il est allé de l'avant et il présente maintenant aux Communes une législation qui aurait dû être discutée lors de cette conférence.

Je ne sais pas quel sera le résultat de tout ceci. Si on continue d'agir de la sorte, la brèche faite dans notre Code civil sera encore élargie et, morceau par morceau, nous perdons tous nos droits. Encore une fois, nous ne manifestons aucune mauvaise volonté et, dans ce projet de loi que nous soumettons présentement à la Chambre, nous ne voulons que prolonger pendant une autre année les pouvoirs qui nous ont été consentis par la Législature l'année dernière. Nous voulons bien nous entendre, mais il ne faut pas que ce soit au détriment de nos lois civiles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer que le premier ministre s'éloigne du sujet en discussion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons besoin d'être sous nos gardes. Les lois françaises sont notre héritage le plus précieux, et il ne faut pas que nous perdions cet héritage morceau par morceau. Il nous faut les conserver.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux avoir une conférence avec Ottawa au sujet de la législation et de l'opportunité de la rendre uniforme?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Généralement, c'est le gouvernement fédéral qui prend l'initiative de convoquer les conférences, mais je suis bien prêt à demander au gouvernement fédéral de convoquer une nouvelle conférence interprovinciale sur cette question des assurances. Mais j'ai peur que nous soyons obligés d'attendre qu'il y ait un nouveau gouvernement à Ottawa.

**M. Guertin (Hull):** Entre-temps, quel est exactement notre situation au sujet d'assurances?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons un certain contrôle, et le gouvernement central exerce un contrôle considérable, surtout sur

l'inspection relative aux assurances. Donc, il y a seulement deux systèmes de contrôle des compagnies et deux permis à payer. Il ajoute que la loi québécoise est en application.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 6 de la loi 23 George V, chapitre 86, tel que modifié par la loi 24 George V, chapitre 66, section I, est de nouveau modifié en remplaçant le nombre: "1935", dans la troisième ligne, par le nombre: "1936"."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** croit qu'il devrait y avoir certaines limites.

Ne pourrait-on pas retarder la mise en vigueur de la loi? Disons 15 jours après la session.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous allons dire plutôt 30 jours après la session.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 6 de la loi 23 George V, chapitre 86, tel que modifié par la loi 24 George V, chapitre 66, section I, est de nouveau modifié en remplaçant le nombre: "1935", dans la troisième ligne, par le nombre: "1936"."

Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la présente loi devra être ratifié par la législature dans les premiers trente jours de la session qui suivra.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnies de chemins de fer**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 7 février dernier, sur la motion proposée le même jour: Que cette Chambre apprenne avec regret que des Compagnies

de chemin de fer congédient des Canadiens de Québec qu'elles employaient depuis plusieurs années sur leurs trains circulant en cette province, et les remplaçant par des gens venant d'ailleurs, quand elles devraient garder autant que possible dans chacun de leurs réseaux respectifs les employés qui y avaient leur emploi avant la crise économique, et ne pas les mettre ainsi à la charge de leurs municipalités, et qu'elle proteste contre ce favoritisme exercé au détriment des nôtres.

**M. Fortin (Beauce):** Je suis heureux de déclarer que je n'ai aucun blâme à faire à la compagnie du Québec Central qui traite généralement bien nos compatriotes. Mais je veux protester contre le service des trains. Je comprends que les compagnies sont affectées par la crise. Mais, même au temps de la prospérité, le Québec Central ne donnait pas un service satisfaisant dans la région de la Beauce. Cette compagnie est la plus vieille au pays. Elle a fait de grands profits. C'eût été pourtant le meilleur moyen de s'attirer la sympathie du public.

Le trafic a augmenté depuis deux ans dans la Beauce et la compagnie aurait pu employer des chômeurs pour améliorer sa voie et éviter ainsi de nombreux accidents. Il est survenu dernièrement des déraillements dans la province qui sont dus au petit nombre d'employés préposés à l'entretien des voies.

Il (M. Fortin) proteste contre le fait que des compagnies ferroviaires emploient des gens de l'Ontario sur leurs réseaux dans notre province.

On se plaint de la concurrence de l'auto et des camions. Mais tout le monde est d'avis que, si le Québec Central donnait de bonnes voitures aux voyageurs et des horaires plus accordants, ses affaires seraient plus prospères et les citoyens seraient mieux disposés envers elle. Il importe que la compagnie coopère avec la population de la Beauce. Cependant, dit-il, ses compatriotes ont été traités avec justice par la compagnie Québec Central.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Si je prends part à cette discussion, c'est pour dire à la Chambre quelques-unes de mes expériences au milieu des employés de chemins de fer. J'ai été 35 ans au service des chemins de fer. Dans l'entente entre compagnies et employés, on a déterminé le salaire, les heures de travail et le territoire qui est accordé suivant la séniorité; si des employés de l'Ontario ont été mis en service dans notre province, c'est dû à ces déplacements. S'il y a eu des déplacements d'employés, cela est dû au fait de la réduction du nombre des employés.

Je m'accorde avec l'honorable député de Dorion pour dire qu'il est nécessaire que les employés qui sont en service dans notre province puissent s'exprimer dans notre langue. La compagnie pour laquelle j'ai travaillé pendant 35 ans s'est toujours fait un devoir de s'assurer des employés pouvant parler aux voyageurs dans les deux langues. Cette compagnie, c'est le Canadien Pacifique.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je remercie mon collègue de Beauce, ainsi que l'honorable ministre du Travail. Cette question est importante. Les employés de chemins de fer ont des unions et des fraternités. La motion qui est actuellement devant la Chambre regarde surtout la Fraternité de Montréal, no 104. Les membres de cette union seront certainement reconnaissants envers les deux orateurs qui ont pris la parole avant moi.

Cette motion avait pour but de protéger les employés de chemins de fer de la métropole. Je ne suis pas en faveur de la fusion du Pacifique Canadien et des Chemins de fer Nationaux, parce que cette fusion serait sûrement préjudiciable à notre province, et le nombre des employés congédiés augmenterait surtout chez-nous.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande au député de Montréal-Dorion s'il est bien nécessaire de prendre le vote, vu que la motion est très générale. Il dit qu'il serait peut-être préférable de retirer sa motion, maintenant qu'elle a été discutée.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande que la Chambre se prononce.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pouvons-nous prendre sur nous ce qui est affirmé dans cette motion?

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** insiste en disant que la Chambre devrait se prononcer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Allons-nous blâmer ainsi toutes les compagnies?

Il (M. Taschereau) suggère l'ajournement du débat.

**M. Côté (Bonaventure)** propose, appuyé par le député de Portneuf (M. Gauthier), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Charte de Senneville**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 modifiant la charte du village de Senneville.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Taxes payables par la Beauharnois Light & Power et la Beauharnois Land**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île.

Adopté.

### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce projet a été renvoyé au comité parce que le député de Beauharnois ne pouvait fournir les explications voulues. La discussion au comité a amené de nouvelles explications. La Beauharnois a construit une ligne de transmission. Elle a inondé un chemin. La municipalité réclame \$20,000 de dommages. Comme la compagnie refusait, la municipalité a offert de régler pour \$10,000. Le député de Beauharnois est demeuré indifférent. Il s'est contenté de réclamer \$7,500 par année.

Le Conseil législatif, dans un mouvement de rénovation spontanée, a modifié des bills du député de Beauharnois. Il insiste pour que la Beauharnois paie au moins des taxes sur les biens futurs et emploie toujours au moins le nombre d'ouvriers qu'elle a actuellement.

Il (M. Duplessis) dit que le député de Beauharnois a présenté son bill à la demande de la municipalité, et non à la demande d'une compagnie.

**M. Saintonge (Beauharnois)** réplique qu'il n'a jamais été sollicité par la compagnie.

Jusqu'à maintenant, j'avais pris l'habitude d'être poli avec l'honorable chef de l'opposition, au cours des discussions que j'ai eues avec lui sur les diverses mesures que j'ai présentées à cette Chambre, au nom de mes commettants.

Mais depuis le début de la session, le chef de la gauche semble m'avoir pris tout particulièrement à partie. Pourquoi? Chacun se le demande.

M. le président, peut-on pousser la démagogie plus loin que vient de le faire mon honorable ami et faire preuve d'une insincérité plus injuste à mon égard?

Le député de Beauharnois pourtant ne fait que remplir le plus fidèlement possible, et au meilleur de ses connaissances, son mandat vis-à-vis ceux qu'il représente en cette Chambre.

M. le président, un député peut-il refuser à ses électeurs ou aux conseillers municipaux de son comté d'accepter d'être le parrain de bills qu'ils choisissent de présenter à la Législature?

Permettez-moi de soumettre qu'un député n'a pas le droit de refuser à ses électeurs de se faire leur porte-parole devant cette Chambre; il a été élu expressément pour cela. Surtout lorsque les mesures présentées, à la connaissance du député, ont été acceptées unanimement par les conseillers municipaux et par la majorité de la population intéressée, laquelle a librement exprimé sa volonté par son vote.

Est-il raisonnable, est-il logique, est-il sérieux de reprocher à un député de se faire le parrain de tel bill dans les circonstances?

Ces principes étant établis, pourquoi le chef de l'opposition persiste-t-il à diriger ses attaques sur le député de Beauharnois au point même de l'attaquer personnellement dans ce qu'il a de plus cher, sa profession, surtout lorsqu'elle n'est pas en cause et surtout lorsque le député de Beauharnois la sacrifie à regret, pour s'occuper de la chose publique.

Avant d'entrer dans la vie publique, j'avais entendu parler du député de Trois-Rivières comme d'un grand politicien; lorsque je suis venu siéger en cette Chambre, j'avais cru devoir me trouver en présence d'un grand chef de parti, d'un homme sérieux. De loin, je le croyais sincèrement un homme à vues larges et éclairées; de près, je me sens en présence d'un petit politicien à vues étroites.

Combien de fois, depuis le début de la session, a-t-il voulu escamoter l'attention de cette Chambre et lui faire croire que seuls des motifs de haute considération, un très grand désintéressement des sentiments de la plus pure et de la plus haute politique le font agir et sont à la base de tous ses discours et de toutes ses attitudes.

Malheureusement cependant, il donne des preuves que tout ceci n'est que du camouflage et que le but qu'il recherche n'est que de faire de la politique, et toujours de la très petite politique.

A-t-il cru jusqu'à maintenant jeter de la poudre aux yeux de la population de cette province et l'induire en erreur sur les sentiments qui l'animent?

Cependant, le chef de l'opposition n'a pas réussi à tromper les gens de mon comté. Mon honorable ami...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Je proteste. L'honorable député n'a pas le droit de m'appeler son ami. (Rires)

**Des voix de l'opposition:** Six heures!

**M. Saintonge (Beauharnois):** Je ne tiens pas à être votre ami. Je vous appellerai mon contradicteur.

M. le président, mon contradicteur des Trois-Rivières s'illusionne, et qu'il me permette de lui dire que les destinées de son parti pourraient être en de meilleures mains. Il n'a pas su garder l'unité dans les rangs de son parti; beaucoup de ceux qui l'appuyaient, on ne sait comment, lors de la convention de Sherbrooke, l'ont lâché depuis.

Il souffre du mal de vouloir s'imposer à temps et à contretemps, à tous et chacun en particulier, même à ses propres amis, même en leur imposant le bâillon parfois. La chose ne s'est-elle pas produite à la fameuse convention de Sherbrooke? Il a obtenu un bien piètre succès jusqu'à maintenant, veuillez m'en croire. L'honorable député de Rouville (M. Barré) ne fut-il pas appelé à l'ordre trois fois en cinq minutes, à cette convention, alors qu'il voulait exposer librement ses idées?

En autant que je suis concerné, M. le président, vu que mon contradicteur des Trois-Rivières, par son attitude, veut en faire une question personnelle vis-à-vis de moi, ce qui n'est pas l'attitude d'un chef, laissez-moi vous dire qu'il peut cesser de croire que je crains ses attaques.

Jusqu'à maintenant, elles m'ont été favorables dans mon comté; il se détruit lui-même chaque jour. Qu'il apprenne, sans aucune présomption de ma part, que j'ai plus de patience qu'il a montré qu'il en avait lui-même; je puis encaisser tous les coups qu'il voudra me porter, bien mieux qu'il peut encaisser ceux que je pourrai lui porter; que je ne tiens pas, à son exemple, à avoir le dernier mot dans toute discussion que je pourrais avoir avec qui que ce soit, ce qui est enfantin; qu'il lui appartient alors de vouloir passer pour un enfant devant la population de cette province par l'attitude qu'il tient, depuis le début de cette session en cette Chambre.

N'a-t-il pas traité les membres du conseil de la paroisse de la Grande Île d'imbéciles et de vendus, à l'occasion de la discussion de ce bill?

Je sais quelle opinion ont de lui les gens de mon comté; je sais quelle réception ils lui feront.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** se lève.

**Des voix ministérielles:** Six heures!

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare que si un avocat a eu la permission de dépasser la limite de six heures, il ne voit pas pourquoi on ferait taire un ouvrier.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le député de Beauharnois n'a fait que présenter des bills pour demander des exemptions de taxes pour les compagnies de son comté depuis le début de la session. Le député de Beauharnois ne défend que les compagnies. Pourtant les cultivateurs et les ouvriers de son comté devraient être aussi défendus.

**M. Saintonge (Beauharnois)** réplique que les compagnies ne lui ont rien demandé.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Que serait-ce donc si elles lui avaient demandé quelque chose!

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée.

  

---

Séance du mercredi 20 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Mesdames! (Rires et applaudissements) Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;

Votre comité désire recommander que ce bill soit imprimé de nouveau pour les membres de Votre Honorable Chambre.

- bill 90 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

**Coupe de bois,  
comté de Wolfe**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je désire savoir du gouvernement s'il a été informé que des lots propres à la colonisation sont actuellement dilapidés dans le comté de Wolfe par un entrepreneur du nom d'Hubert Vallières. Est-ce que le gouvernement va laisser se continuer cette dilapidation?

**M. Lapointe (Wolfe):** L'entrepreneur Vallières a été autorisé à couper 10,000 pieds de bois pour la construction de sa grange. Il est possible que des gens se soient taillé du bois de chauffage, mais il n'y a pas eu de dilapidation.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) En présence d'un auditoire aussi extraordinaire, mon honorable ami n'aurait-il pas dû s'attaquer à un sujet moins matériel. (Rires)

Article 50<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** Le député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) a la parole.

**Droit de vote  
des femmes**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 181 modifiant la loi électorale de Québec, relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** M. l'Orateur, mon intention n'est pas de proposer la deuxième lecture de mon projet, mais de demander qu'il soit référé au comité des bills publics avec instruction d'entendre les intéressés.

M. l'Orateur, la femme de notre province, plus déterminée que jamais à entrer dans la maison peu accueillante de la politique, a décidé de frapper de nouveau à la porte, avec discrétion sans doute, mais aussi avec l'énergie et la ténacité qui la caractérisent.

Plusieurs batailles ont déjà été livrées, dans cette Chambre, avec ardeur de part et d'autre, autour du vote des femmes, mais chaque fois la proposition a été refusée.

Ces échecs répétés n'ont pas découragé les apôtres du mouvement. Les femmes ne se tiennent pas pour battues; elles présentent de nouveau leur requête, confiantes en la justice de leur cause et convaincues que les temps actuels ne font qu'accentuer la valeur de leurs arguments.

Elles ne demandent, après tout, que des prérogatives de liberté, d'égalité, et elles sont persuadées que ces mots évocateurs traduisent, ici plus qu'ailleurs, des idées politiques essentiellement françaises et nécessairement libérales.

Presque toutes les grandes nations ont, à date, accordé aux femmes leurs droits politiques. Dans ce dominion, la province de Québec seule refuse encore ces mêmes droits. Ne semble-t-il pas tout de suite que la simple justice exige que la Québécoise soit mise sur un pied d'égalité avec ses sœurs canadiennes?

Avant de considérer les principes fondamentaux de ce projet de loi, M. l'Orateur, je demanderai avec insistance qu'il soit, cette fois, référé, pour considération et étude, au comité des bills publics<sup>2</sup>.

C'est devant ce comité seulement que les parties intéressées peuvent être entendues.

Cette Chambre a jusqu'à présent tué le bill du suffrage féminin dès la deuxième lecture, sans même

permettre à la femme de se faire entendre. Nous avons ainsi, par un simple jeu de procédure, refusé d'écouter les réclamations d'une moitié de notre population. N'importe qui peut soumettre n'importe quoi à l'attention et à l'étude de la députation; pourquoi priverait-on les femmes d'un privilège aussi élémentaire? Le simple "fair play" britannique demande impérieusement que nous entendions au moins leur cause. Aurions-nous par hasard peur de leurs arguments?

Quoi qu'on en dise en certains milieux, c'est une question de la plus haute importance. Suivant Montesquieu, il est aussi capital, dans une démocratie, de déterminer comment et par qui seront donnés les suffrages, qu'il est essentiel, dans une monarchie, de déterminer l'ordre de succession au trône. C'est dire que les lois électorales sont les plus importantes qui puissent être discutées devant un parlement; cela touche à la source même de la souveraineté.

Il (M. Rochette) dit que tout a été dit sur ce sujet et bien mieux qu'il ne saurait le faire. Il nomme MM. André Tardieu et Pierre-Étienne Flandin qui ont parlé en faveur du vote féminin.

Je réclame l'adoption du principe de cette loi pour les raisons suivantes:

1. Parce que la femme a des intérêts personnels et spéciaux à défendre, et qu'en toute justice nous ne pouvons lui refuser ce qui est accordé aux autres citoyens de cette province;

2. Parce qu'elle rendra alors plus de services à la société, et que nous n'avons plus le droit de repousser cette collaboration;

3. Parce que l'exercice des droits politiques sera utile non seulement pour la femme elle-même, mais aussi pour nous tous;

4. Enfin, et c'est là, il me semble, un argument péremptoire, parce que la justice, la logique et les principes fondamentaux du régime démocratique qui est le nôtre, l'exigent.

Personne ne peut nier que la femme ait des intérêts personnels et spéciaux à défendre, outre ceux qu'elle possède en commun avec nous les citoyens. D'abord, elle a des biens et des droits à sauvegarder; elle a donc des intérêts économiques.

Tant que la femme a été de fait reléguée au foyer, confinée entièrement aux choses de la vie familiale, il pouvait y avoir un certain motif pour lui refuser toute participation à la vie politique. Mais aujourd'hui, tout a évolué, tout est transformé, et quoi que nous fassions, nous ne pouvons plus modifier cette situation nouvelle.

L'évolution économique a arraché la femme du foyer, pour la jeter dans la lutte pour le pain quotidien. C'est un fait, et il nous faut l'admettre. La guerre et la crise ont tour à tour contribué à lancer davantage la femme dans la grande mêlée sociale. C'est une transformation profonde, impérieuse, inévitable de la société contemporaine, et nous n'y pouvons rien.

Certaines statistiques, que je crois exactes, nous démontrent qu'il y a dans le monde civilisé environ douze millions d'ouvriers et sept millions d'ouvrières. Même dans Québec, 29 % de nos ouvriers employés sont des femmes.

Vous serez peut-être bien surpris, mais, toute proportion gardée, la province de Québec est, de toutes les provinces du Canada, celle où le travail féminin est le plus important.

Devant ces chiffres, en face de ces faits, pouvons-nous trancher péremptoirement le problème en disant: Renvoyons toutes ces femmes aux joies du foyer, aux travaux du ménage, et nous, les hommes, nous continuerons de légiférer seuls, pour leur sauvegarde.

Impossible, messieurs, et trop tard.

Le droit de vote est le moyen de l'être humain pour s'exprimer dans une démocratie. On ne peut non plus prétendre que la loi édictée par l'homme seul a toujours été juste pour la femme. Les conditions du travail auraient dû éloigner la femme du foyer, mais au contraire, même si elle travaille, la femme moderne reste bonne épouse, bonne mère, bonne gardienne du foyer. Si nombre de femmes travaillent, elles ne sont éloignées du foyer que temporairement non pour le détruire, mais pour le consolider, parce qu'un père ou un frère ne peut plus supporter la famille, sans l'aide de l'épouse.

Croit-on que la femme, en votant tous les quatre ans, perdra toutes ses belles qualités? Ce n'est pas parce qu'elle voterait tous les quatre ans qu'elles deviendraient des suffragettes. D'ailleurs la vie publique est une vie digne, si elle est dignement vécue.

Dans son foyer ou hors de son foyer, qu'elle s'applique aux travaux du ménage ou à l'éducation des enfants, qu'elle soit au bureau, à l'usine, aux champs, dans les œuvres de charité publique ou privée, ou dans diverses questions administratives, la femme fait généralement preuve d'ordre, de bon sens, de courage, de dévouement, de prévoyance. Les adversaires du suffrage féminin admettent ces qualités. Pourquoi ces mêmes qualités ne vaudraient-elles plus rien dans la solution de nos problèmes nationaux, sociaux et politiques? Hygiène, éducation, assistance

publique, enfance, vieillesse, législation sociale, déjà inscrits aux programmes politiques, imposent à la femme l'obligation stricte de lever les yeux vers les sphères de la vie publique, et, à nous, le devoir impérieux de solliciter maintenant et d'exiger sa collaboration, de façon à nous assurer sa pleine et entière coopération.

Est-ce que ce n'est pas un fait reconnu que la femme a d'ordinaire un sentiment très vif du devoir et de la justice? Voilà des vertus qui nous seront d'un précieux réconfort.

Aujourd'hui surtout, après cette terrible crise que nous achevons de traverser, lorsque tant des nôtres ont souffert, quand nous recherchons tous les meilleurs moyens d'aider notre peuple aux points de vue moral, physique et social, il me semble que nous avons le devoir de demander l'aide et le concours de la femme; dans les domaines qui lui ressortent davantage, elle nous assistera certainement, et, loin de compromettre sa mission providentielle, elle n'en pourra que mieux remplir tous ses devoirs d'état. L'exercice du droit politique de la femme sera utile à la femme et à la nation.

Amelia Earhart, la célèbre aviatrice américaine, est citée comme l'exemple de la femme moderne.

Si la femme, chez nous, s'est désintéressée jusqu'ici de la politique, c'est une raison de plus de lui donner le droit de vote. La Canadienne française saura, avec le droit de vote, être à la hauteur de la situation et de ses propres responsabilités. Et ce concours, le meilleur moyen de l'obtenir, c'est encore de lui accorder le droit de suffrage.

Suivant notre droit actuel, la femme, chez nous, au point de vue politique, demeure au-dessous de presque toutes les femmes du monde; la plus instruite, la plus distinguée par ses talents, son savoir ou son caractère est toujours décrété incapable de ces mêmes droits politiques qui sont si généreusement accordés au dernier des ignorants et même aux repris de justice.

Prétendra-t-on que notre femme est moins apte que d'autres à exercer la franchise électorale? Le caractère de la Canadienne, tel que l'ont formé la religion, la société et l'histoire du pays, est et restera la grande sauvegarde de notre race. Non, messieurs, nous ne pouvons pas expliquer notre retard légal par le manque de développement ou le défaut d'évolution morale de la femme.

Même chez nous, le prestige de la femme s'est accru dans des proportions que nous ne pouvons pas nier. La personnalité féminine et la place de plus en plus grande qui est donnée à l'Eve moderne dans la grande vie de la nation est une des transformations éclatantes et évidentes des temps actuels. Fini le

temps où la femme devait accepter le rôle extrêmement effacé de nos arrières-grands-mères.

Finies également les mœurs qui considéraient la femme comme un jouet délicieux, un bibelot exquis, qu'il suffisait de combler d'hyperboliques galanteries.

La femme moderne, par son travail, son activité, son développement, par son instruction sérieuse, virile et raisonnée, a relevé son niveau moral, social et intellectuel. Son caractère énergique et fortement trempé est attesté souvent par sa pénible existence quotidienne, dans nos campagnes canadiennes où elle travaille aux champs à côté et parfois à la place du mari. C'est un être eucogique, qui a du caractère, qui est capable, tout comme l'homme, de diriger les destinées d'un pays. On ne peut plus tabler sur la prétendue ignorance de la femme.

La femme elle-même retirera de grands avantages de la politique. Sachons rendre à la femme la conscience pratique de ses devoirs politiques et elle saura l'inculquer à ses enfants. La femme qui façonne l'enfant sera encore mieux en mesure de le préparer à sa vie de futur citoyen d'une nation libre.

Il n'est pas vrai que le travail de la femme ait engendré la crise. Ce n'est pas l'ingérence de la femme dans le champ du travail masculin qui est cause du chômage et de la crise du travail. C'est au contraire l'homme qui a pris la place de la femme. En Italie, sur 4,000,000 de travailleurs, on a constaté que 1,052,444 hommes étaient occupés à des travaux autrefois réservés aux femmes, tandis que seulement 338,000 femmes occupaient des positions réservées autrefois aux hommes.

Il ne faut donc pas que les préjugés nous empêchent de voir le problème sous son aspect véritable. Il ne s'agit pas de dresser la femme contre l'homme, mais d'obtenir la coopération des deux.

La situation actuelle de la femme est contraire à l'intérêt de la famille, de la communauté et du peuple.

On a trop souvent traité du problème de l'affranchissement électoral des femmes, en considérant uniquement l'utilité pratique ou l'opportunité politique. Ce n'est pas loyal, parce que c'est plus sérieux que cela; c'est d'abord une question de logique et de justice.

Notre régime politique repose sur le principe de l'égalité, et la théorie démocratique veut que tout être humain et raisonnable possède une parcelle du pouvoir politique qui est détenu par les élus de la nation; cette parcelle de pouvoir est accordée à chacun pour lui permettre d'affirmer et de protéger sa personnalité.

C'est devant l'urne que chaque individu, du peuple que l'on dit souverain, exerce son pouvoir; c'est avec son bulletin de vote, et avec lui seulement, qu'il peut avoir son mot à dire.

Monsieur le Président, nous n'avons pas le droit de prétendre que la femme, quelle que soit son intelligence, sa culture, sa condition, sa richesse et son influence, ne peut pas être considérée comme un être humain et raisonnable, dans nos démocraties modernes. C'est un outrage à la justice la plus élémentaire, un attentat contre la raison même que de lui refuser le droit de suffrage.

Il y a chez nous nombre de femmes qui possèdent et gèrent des biens considérables, souvent des fortunes; d'autres sont commerçantes, industrielles, manufacturières. Toutes ces femmes, et même celles qui n'ont pas grands biens à administrer, ont tout de même les mêmes intérêts que les hommes dans la bonne gestion des affaires publiques.

On permet à un journalier de voter; je vous demande en vertu de quel prétexte acceptable nous pouvons refuser le même privilège à une femme à la tête d'une vaste entreprise.

A-t-on jamais songé à exempter les femmes de payer les taxes? Pour rester logiques, nous devons leur donner le vote.

C'est une vérité historique que c'est le droit de consentir l'impôt qui a été la cause de l'introduction du régime représentatif dans les sociétés modernes. C'est à la base fondamentale de nos institutions politiques représentatives que l'impôt ne peut être exigé des citoyens que parce qu'ils y ont théoriquement et actuellement consenti eux-mêmes, par leur vote, et par leurs députés qui décrètent la taxe.

Qu'on le veuille ou non, la question du suffrage universel est posée devant l'opinion, et non plus seulement dans la pensée théorique, mais par des faits, par des états de choses, et dans tous les pays. Ce n'est plus le temps de marchander, si nous croyons au système du suffrage universel, le temps est venu de pratiquer notre foi avec courage et conviction, dans sa pleine et entière signification. Suffrage universel veut dire suffrage intégral et de l'homme et de la femme. Demain sera peut-être trop tard. On redouterait un saut dans l'inconnu? Mais messieurs, nous l'avons déjà vu, aucun des pays qui ont accordé le suffrage aux femmes ne s'en est repenti.

D'autres se retournent vers la France et nous la citent en exemple: "Voyez les Français, ils ne croient pas que la femme doive voter". Je n'en dirai qu'un mot. Bien que la Chambre des députés de Paris

se soit déclarée en faveur du suffrage féminin, à plusieurs reprises, depuis 1919, le Sénat français a systématiquement refusé de considérer la mesure. Savez-vous pourquoi le Sénat de France s'obstine avec autant d'opiniâtreté contre le vote des femmes? On considère là-bas un argument qui leur paraît péremptoire, mais qui n'existe même pas ici! En effet, le sénateur français est d'opinion que le vote des femmes signifierait la résurrection de l'Église catholique. On ne s'en cache pas et on l'a dit en plein Sénat, le 14 novembre 1933. M. le sénateur Alexandre Bachelet disait: "Voyons, mes chers collègues, vous n'avez donc plus confiance dans votre école laïque? Voilà 50 ans que vos filles sont instruites par des institutions laïques, sorties de nos écoles normales, et vous craignez encore l'influence du prêtre". Non, même l'exemple de la France ne peut plus nous influencer.

M. l'Orateur, nous ne pouvons plus refuser ce que la logique, la raison, la justice et les principes démocratiques exigent. L'heure est venue de grouper officiellement les femmes autour des autorités publiques et de leur concéder tous les droits politiques, afin de les faire toutes coopérer aux destinées glorieuses de notre province.

Les revendications de nos femmes pour l'exercice de tous les privilèges politiques reposent sur un idéal de justice, d'égalité, de libéralisme, qu'une nation démocratique comme la nôtre ne peut plus longtemps méconnaître, sans nier les grands principes qui sont à la base de ses institutions. Le suffrage féminin est la solution inévitable à laquelle tous les peuples doivent venir à mesure qu'ils s'instruisent. Il n'est plus temps de marchander. Si nous croyons au suffrage universel nous n'avons pas à refuser à la femme le droit de vote intégral.

N'oublions pas, Messieurs, que le chef-d'œuvre que nous nous plaçons tous à admirer, le foyer canadien, fut, avec l'aide de l'homme, une création de notre femme; soyez assurés que le grand chef-d'œuvre que nous cherchons tous à édifier, l'État bon et juste, sera pleinement réalisé par l'homme, quand il prendra définitivement et complètement la femme comme collaboratrice pour animer et compléter son œuvre.

(Applaudissements à gauche)

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux): Que l'ordre de la Chambre en date du 19 février 1935 pour la deuxième lecture du bill 181 modifiant la loi électorale de Québec, relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité soit

rescindé et que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général avec instructions d'entendre les intéressés.

M. l'Orateur: Cette motion sera-t-elle adoptée?

**Des voix:** Oui! Oui! Non! Non!

**M. Gauthier (Portneuf):** M. l'Orateur, lorsque pour la première fois, j'assistai à un débat sur le suffrage féminin, je ne sais trop si ce fut ma qualité de médecin ou de représentant du peuple qui m'entraîna immédiatement vers les suffragettes et leurs adeptes. Dans ce temps-là, je ne fis aucun retour sur moi-même, ni n'analysai une à une les différentes impressions que je ressentis.

Plus combatives et plus persistantes que jamais, des dames, pour des motifs très respectables et très désintéressés en général, se présentent chaque année depuis ce temps; font tenir au parrain conscient de ses responsabilités morales et politiques, cet enfant sans cesse nouveau-né qu'elles apportent perdu dans les fleurs, dégageant un parfum aussi exquis que discret; en un mot, entouré de mille charmes propres à éblouir, à fasciner et à convaincre les mieux cuirassés et les plus avertis.

Un homme ordinaire, peut-être, mais un représentant du peuple, c'est plus difficile à entraîner, et le sens de ses responsabilités l'arrête bientôt sur la pente de l'enivrement et du rêve doré.

Le médecin, M. l'Orateur, aime trop profondément pour faire taire la voix de son devoir. Toutes les minutes qu'il vit dans l'exercice de sa profession lui rappellent ses devoirs, ses responsabilités. Il voit dans celui ou celle qui souffre un être à guérir, une douleur à faire disparaître, un père ou une mère à conserver à leurs petits. Il voit dans ceux-ci un intérêt particulier à sauvegarder pour le bien d'une communauté qui, dans l'occurrence, est la famille.

Notre société humaine, c'est la réunion des familles; la coordination des efforts des membres qui la composent, les succès acquis par leurs talents d'esprit ou de cœur, la bonne ou la mauvaise compréhension des différents problèmes à résoudre en font des participants à la bonne ou à la mauvaise administration des lois nécessaires et inévitables au fonctionnement de la chose publique.

Dans cette famille, dans cette société et dans les différentes organisations se partagent les droits et les devoirs. Il y a un chef, il faut un chef, si nous ne voulons pas voir tous ces efforts, tous ces talents se perdre et devenir improductifs.

La famille a le père, la vie paroissiale a son curé, ou son ministre, son maire ou son marguillier; le parlement a son premier ministre, l'empire, son empereur et le royaume, son roi. C'est l'ordre naturel des choses, l'ordre que personne ne peut détruire sans produire le chaos; l'ordre sur lequel est basée notre société chrétienne. Il est impossible à quiconque de la méconnaître, sans risquer une perturbation désastreuse pour sa foi, sa race ou son pays.

Le projet de loi qui nous occupe en ce moment demande que la femme, dans la province de Québec, ait le droit de donner son vote, de venir s'asseoir à côté de nous, de prendre une part active à nos délibérations, de coopérer directement dans la confection de nos lois.

Dans notre belle et bonne province de Québec, les femmes ne votent pas aux élections provinciales, et je suis convaincu que nous n'avons rien à envier aux autres, au contraire. Le droit de vote des femmes n'est aucunement nécessaire: le Canada a été découvert alors que les femmes n'avaient pas ce droit et personne n'a eu à s'en plaindre. D'ailleurs, les pays où les femmes ont le droit de vote ne se portent pas mieux que la province de Québec.

L'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) disait l'an dernier: "La Grande Guerre a jeté plus que jamais la femme dans la mêlée sociale et depuis, l'évolution s'est surtout amplifiée dans des proportions imprévues. Je crois foncièrement que nous devons prendre notre parti d'une transformation inévitable et que nous aurions, dans cette province, mauvaise grâce de refuser le bulletin électoral à nos femmes."

Nous constatons, en effet, cette vérité que la guerre, si elle a beaucoup demandé aux hommes, n'a pas moins beaucoup exigé des femmes. Si la guerre a créé une situation déplorable, malheureuse, ne vaudrait-il pas mieux, au lieu de souffrir l'amplification d'un mauvais état de choses sans rien dire, ne vaudrait-il pas mieux essayer de réagir, chercher des moyens efficaces pour retourner à leur place les mères et les filles dont les foyers ont besoin; tout au moins, garder celles qui n'en sont pas encore sorties? Vous me direz peut-être que le foyer se rend jusque dans la rue, où nos enfants jouent et où les suit notre sollicitude; à l'école, au bureau, où ils sont obligés parfois de travailler; à l'hôpital, où ils souffrent quelquefois; sur les champs de bataille même.

Mais lorsqu'ils reviennent au foyer, qui leur tendra les bras, qui épiera les moindres signes d'un petit échec à changer en victoire, qui pourra raffermir une volonté quelquefois chancelante; qui, si la mère est absente? Qui?

Et c'est en vertu de ce principe que l'enfant a besoin de sa mère que nous voudrions empêcher la femme d'obtenir le droit de suffrage. Notre devoir est de réagir en s'adressant au cœur et à l'intelligence de la femme.

Malgré la position que je prends aujourd'hui, j'ai une grande admiration, j'ai une grande confiance dans la force de discernement de la femme, dans son habileté à saisir les points saillants des questions les plus sérieuses, en un mot dans la parfaite organisation de son cerveau, mais je ne puis oublier et personne ne le peut et ne le doit, que la femme, enfin, c'est la femme.

C'est le bon Dieu qui l'a créée ainsi; on ne peut toujours pas la détruire ou la transformer. On ne peut, chez elle, empêcher que le cœur parle avant l'esprit. Et pas une question, quelque importante qu'elle soit, pas un débat, pas une situation ordinaire ou particulière, ne peut changer la psychologie intéressante, si profonde et si charmante de cet être qui tient une si grande place dans notre vie.

L'Église de Rome ne défend pas à la femme de s'occuper de faire de la politique. C'est vrai, mais si on ne le lui défend pas, on ne l'encourage pas. Le niveau social de la femme est-il inférieur à celui de l'homme dans notre province.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** L'honorable député de Portneuf connaît-il la déclaration du pape Innocent IV.

(Applaudissements dans les galeries)

**M. Gauthier (Portneuf):** Je sais qu'il y a des papes - je ne sais pas si c'est un, deux, trois ou quatre - qui ont été pour le vote des femmes.

(Applaudissements à droite)

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** Mon honorable ami ne répond pas à ma question. A-t-il lu les déclarations du pape Innocent IV en faveur du suffrage féminin?

**M. Gauthier (Portneuf):** En quelle année?

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** En 1264. (Rires)

**M. Gauthier (Portneuf):** J'ai dit que je n'avais jamais lu ou entendu une déclaration de papes à ce sujet. Je continue.

Est-ce que ce gouvernement, à part le suffrage, n'a pas donné à peu près tout ce que réclament le bien-être, la protection et l'avancement de la femme? Est-ce que sa famille, je veux dire, ses

enfants sont délaissés? Ne les entoure-t-on pas dès leur naissance de tous les soins propres à leur conserver la vie, à leur procurer un corps sain? Ils ne sont pas encore nés que déjà ils sont l'objet de la plus délicate attention.

Y aurait-il quelque chose de plus cher à nos mères que leurs enfants? J'entends un argument déjà vieux: Donnez au moins le vote à celles qui sont célibataires ou mariées et sans enfants. Je ne connais pas les raisons qui motivent l'état de ces deux catégories. Permettez-moi de les plaindre d'avoir été privées d'une si grande récompense et d'un réel bonheur.

Si elles n'ont pas l'expérience de la famille et lorsqu'il s'agit d'une loi sociale, c'est très important de savoir ce que c'est qu'une famille et, à moins d'être quand même chargées de famille, ce qui devrait les tenir en dehors de la politique, elles ne peuvent prétendre avoir plus de compétence que les hommes.

Encore une fois, je ne blâme pas, je constate. Est-ce que la femme, reprend le député de Charlevoix, ne peut et ne doit faire que des enfants, ou encore faire l'ornement d'un piédestal? Non, quoique le piédestal ainsi orné attirerait bien des regards et créerait beaucoup d'admiration, ce n'est pas ma prétention. Mais si la femme sort de chez elle - je ne parle pas des sorties nécessaires imposées par les obligations sociales qu'elles peuvent avoir, même en demeurant en dehors de la vie politique - si la femme ajoute à ses devoirs de mère de famille et d'épouse les obligations sans nombre du politicien, elle ne peut faire les deux sans en négliger un.

Je veux citer à la Chambre quelques mots du livre du député de Terrebonne (l'honorable M. David) paru récemment, "En marge de la politique", (Applaudissements)

... comme sujet de méditation et comme tonique à ceux et à celles qui sentiraient leur courage défaillir et ne regardent plus comme un honneur et un privilège d'être à la tête d'une famille ou hésiteraient à fonder un foyer.

Voici la phrase du député de Terrebonne (l'honorable M. David): "Depuis 150 ans, sans plainte comme sans murmure, complètement et religieusement au service de la race, accomplissant les desseins de la Providence, elle donne sans relâche à la patrie canadienne les enfants qui augmentent son espoir, les cœurs fortement trempés qui ne cesseront de battre pour elle, les bras qui n'hésiteront jamais à la défendre."

M. l'Orateur, je serais peiné que l'on prît mes remarques pour des reproches ou encore mon discours pour un cri de supériorité en faveur de l'homme, roi et maître de la création et de la créature.

Ce que j'ai voulu, qu'on me pardonne si j'ai failli à la tâche, c'est faire appel aux femmes de ma province, femmes que nous respectons encore et qui se distinguent, femmes dont nous avons besoin et qui ne peuvent nous refuser leur appui sincère là où nous en avons besoin.

Je serais désolé de savoir que la femme veut absolument ressembler à l'homme; cet être méfiant, intrigant, suffisant, incapable de reconnaissance. Qu'elle ne cherche pas à l'imiter, sinon, le serpent, pour la seconde fois, lui aura joué un bien mauvais tour.

Qu'elle le réforme plutôt, qu'elle le crée dès le début, qu'elle présente ensuite à la société, beau jeune, capable de tout entreprendre pour le bien de sa race, de sa religion et de son pays; jaloux de ses bonnes vieilles traditions et je n'en excepte aucune, pas même celle que ce projet de loi cherche à faire disparaître!

C'est lorsqu'il est enfant, lorsqu'elle peut faire passer dans tout son être ce qu'elle possède de meilleur, qu'elle doit le façonner, et alors plus de crainte; celui qui grandira, qui deviendra un homme, s'il est un jour législateur, n'oubliera jamais sa mère.

Pour ces raisons, M. l'Orateur, je propose, appuyé par représentant de Shefford (M. Bachand), en amendement que les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Le bill 181 ne soit pas lu en deuxième lecture maintenant ni référé à aucun comité, mais qu'il ne soit lu que dans six mois".

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'amendement est hors d'ordre, car j'ai proposé la référence du projet à un comité et non en deuxième lecture.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'amendement dit "que tous les mots après que soient retranchés et remplacés" et je crois qu'il est dans l'ordre. Cette motion du député de Portneuf amende votre motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voulais soulever moi-même un point d'ordre. L'amendement du député de Portneuf n'est pas dans l'ordre, parce que l'article 192 déclare que l'on ne peut pas amender une motion principale. On n'a pas le droit d'amender une motion pour référer un projet à un comité.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Fortier), l'ajournement du débat. (Rires)

**M. l'Orateur:** Je crois que l'amendement de l'honorable député de Portneuf est dans l'ordre parce que la motion de l'honorable député de Charlevoix-Saguenay n'est pas un amendement. La motion du député de Charlevoix-Saguenay est une motion principale qui peut être amendée dans le cours ordinaire.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je demande l'ajournement du débat et j'ai le droit de discuter ma motion!

**M. l'Orateur:** Oui, vous avez la parole.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** J'ai proposé l'ajournement du débat et je prie la chambre d'adopter ma motion. Le parrain du projet, qui est un avocat distingué, a prononcé un beau discours. Il s'est permis de m'attaquer parce que j'ai proposé la réglementation du travail féminin. Comme je ne suis pas préparé à lui répondre, je demande que le débat soit ajourné. Je veux répondre à cela. Je veux me préparer à le faire.

La motion d'ajournement du débat étant mise aux voix, elle est rejetée. Le débat se poursuit.

**M. Bachand (Shefford):** Qu'on me permette tout d'abord de féliciter le parrain de ce bill sur la façon dont il s'est acquitté de la tâche ingrate qu'il avait assumée, ingrate parce que je la crois vouée à un nouvel échec. Il a traité son sujet de main de maître et l'on peut dire que l'association du vote à la femme, je ne sais si c'est là sa désignation officielle, a eu la main heureuse en le choisissant pour plaider sa cause.

Je ne sais plus quel saint du calendrier on a appelé l'avocat des causes désespérées. C'est un fort beau titre, car il n'y a guère honneur ni mérite à plaider des causes faciles.

L'honorable député de Charlevoix, qui jouit déjà d'une belle réputation au Barreau, a prononcé une bien éloquente plaidoirie, qui lui a valu des applaudissements et peut-être même quelques adhésions.

Sir Wilfrid Laurier, quand il adressait la parole à Toronto, ne manquait jamais d'être ovationné. Malheureusement, cet enthousiasme, cette admiration ne duraient guère, et au jour du scrutin, il n'en restait plus trace.

Sans prétendre comparer cette Chambre à la vertueuse cité de Toronto, je crains fort que l'aventure de Laurier ne se répète pour notre

collègue. Tout le monde a applaudi l'orateur disert et éloquent; beaucoup moins approuveront, je crois, la mesure qu'il propose à notre considération. Sans être superstitieux, on ne peut s'empêcher de réfléchir sur la coïncidence qui se présente entre le bill du suffrage féminin et les idées de mars.

Quelques-uns croient que cette thèse du droit des femmes au vote est juste et logique; d'autres, plus nombreux, me semble-t-il, estiment au contraire qu'il n'y a rien de moins opportun. Mettons, pour composer ces divergences, que tout le monde est d'accord à considérer l'affaire comme une cause sacrée, quitte à différer plus tard sur l'acception à attribuer au mot sacré.

Le moindre des compliments qu'on puisse adresser aux suffragistes, c'est qu'elles ne manquent pas de tenacité, de persistance. Et les misogynes qui prétendent que les femmes sont volages! Ils devraient toujours reconnaître que, chez quelques-unes du moins, la convoitise du vote est autrement permanente que l'ondulation de leur chevelure. Pour ma part et bien que j'en sois à mon premier parlement, c'est la quatrième fois, sauf erreur, que je suis appelé à me prononcer sur cette mesure.

Si averti et éloquent que se soit montré le parrain de ce bill, je dois dire qu'il ne m'a pas convaincu ni, surtout, persuadé. Sans doute la tentation est forte de se rendre aux pressantes instances d'aussi gracieuses requérantes, mais la galanterie perd ses droits devant l'austère devoir, et il faut savoir, ainsi que l'enseigne le *Guide du jeune homme* "résister aux blandices des dames, à leurs souris." Afin de ne pas provoquer la panique dans les galeries, je me hâte d'ajouter que j'entends le mot souris dans son acception poétique.

Pour ma part, je suis toujours du même avis: le suffrage féminin, chez nous, ne se justifie en aucune façon. L'argumentation de l'honorable député de Charlevoix, pour plausible qu'elle puisse sembler, ne tient pas suffisamment compte de ce qu'on appelle les impondérables. C'est une théorie qui, quoiqu'on dise, repose sur un sophisme: l'égalité de l'homme et de la femme. Entre nous, ça n'est pas flatteur pour celui-ci. Si les femmes ne valaient pas mieux que les hommes, ce serait vraiment à désespérer de l'humanité.

Il y a à l'encontre de la thèse suffragiste, des raisons d'ordre économique, social et même physiologique qui ont été exposées assez souvent pour que je me dispense de plus amples développements. Je sais fort bien que, comme thèse, cela a bonne apparence, prête à la rhétorique et à des tirades d'un effet oratoire.

Dans le domaine pratique, dans le terre à terre de la réalité politique, ça n'est pas sérieux. Magnifique sujet de concours littéraire propre à développer l'imagination plutôt que le jugement; rien de plus.

Qu'on ne se méprenne pas sur mon attitude. Je ne suis pas de ceux - au fait je ne crois pas qu'il s'en trouve dans cette enceinte - qui veulent confiner la femme dans la cuisine ou dans l'alcôve. Bien au contraire, si je ne suis pas un suffragiste, je suis un féministe convaincu. J'estime que la femme a un grand rôle à jouer non seulement comme épouse ou comme mère de famille, mais qu'elle a également un rôle social qui lui incombe et pour lequel elle est éminemment bien douée.

Je n'ai pas besoin d'énumérer les belles œuvres de charité, de bienfaisance sociale qui sollicitent son inlassable dévouement. Il ne manque pas, par le temps qui court, d'occasions de faire œuvre sociale et éducatrice, c'est-à-dire de jouer un rôle hautement méritoire et qui cadre si bien avec les aptitudes particulières de la femme. Parlez-moi, par exemple, de l'Aide à la femme, de la Goutte de lait et de tant d'autres qui ne suffisent pas, pourtant, à soulager toutes les souffrances, à enlever toutes les défaillances, à secourir toutes les misères.

Voilà qui est du domaine propre à la femme parce que, mieux que l'homme, elle a l'intuition du bien à accomplir et que son cœur s'apitoie plus naturellement au malheur. Il y a trop de bien à accomplir chez nos gens pour s'amuser à des babioles et perdre son temps à vouloir décrocher la lune.

La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste a groupé en faisceau un grand nombre de ces œuvres de bienfaisance qui s'emploient avec succès à assurer le bien-être moral et même matériel des personnes du sexe. Elle trouve tellement de choses à faire et elle y réussit si bien qu'elle ne songe nullement, la Fédération, à s'intéresser au vote féminin, qui n'ajouterait rien à son utilité ni à son auréole.

Voilà des débouchés propices où déverser le trop plein de son activité et de son exubérance, lorsque le foyer ou la famille vous laissent des loisirs. Je ne vois pas d'œuvre morale ou sociale pour la femme en politique. On a prétendu que l'exercice du droit du vote fournirait à la femme l'occasion d'assainir la cloaque politique, de policer nos mœurs électorales, de réhabiliter l'électorat, d'anoblir la démocratie. Illusion et grandiloquence! La femme ne pourrait que s'y ravalier. Elle aurait le sort de la tourterelle qui, bonne fille, s'était donnée mission d'aller adoucir les mœurs chez les éperviers.

Non, il y a déjà assez de croix dans la vie d'une femme sans y ajouter celle du bulletin de vote!

Adoucir nos mœurs politiques! Mais songe-t-on que la députation, en Russie, se compose, pour un dixième de femmes. Et tout le monde sait que le régime soviétique est le plus barbare et le plus sanguinaire au monde.

Au reste, nous l'avons, la femme-électrice, puisqu'une loi fédérale conçue dans l'iniquité et enfantée dans le fanatisme nous l'a infligée. Et quel en a été le résultat? Dans le domaine moral, cette loi néfaste, loin de relever le niveau de la femme, a abaissé sa dignité en l'exposant aux sordides cabales et aux mesquines intrigues des meneurs d'élections.

En pratique, la loi n'a fait que doubler le nom des électeurs aussi bien que le coût d'une élection et rien de plus. Ah! Ceux qui s'occupent le moins d'élections savent à quel excédent d'ennuis les candidats sont, de ce chef, exposés. Car ce n'est qu'à force d'instances, de pressions, d'odieuses manœuvres qu'on finit par les amener dans ces officines promiscues, souvent nauséabondes de senteurs et de relents d'alcool qu'on appelle à proprement parler des bureaux de scrutin.

Et si vous y escortez, en limousine, la veuve du cousin de l'ex-maire, pensez-vous que la fille majeure du frère de l'ancien marguillier consentira à s'y rendre en Chevrolet.

La cigarette et le coquetel sont déjà venus égaliser la femme à l'homme; la politique finirait par l'encanailler tout à fait. Et la femme, elle, est pourtant tout ce qui reste de poésie dans la vie! Il y a trop de renards dans la politique pour y introduire des poules.

Francis Bacon, l'un des plus grands génies dont s'honore l'humanité, partage les erreurs humaines en quatre classes ou catégories différentes, selon la tare mentale d'où elles procèdent. Il les désigne du nom d'*idola tribus*, *idola specus*, *idola fori* ou *idola theatri*, suivant que ces illusions ressortissent à notre déficience mentale proprement dite, à nos relations avec nos semblables, à nos rapports avec le monde extérieur, à la vanité ou à l'amour d'un chacun. Pascal fait une distinction à peu près identique.

Il laisse à chacun de déterminer, dit-il.

Des croix tracées par des mains de femme sur du papier, j'en suis certes, seulement je préfère à celles qu'elles font sur un chiffon mal plié celles qu'elles alignent au bas d'une douce missive.

J'assistais, il y a une couple d'années, à une conférence donnée précisément sur le droit de la femme au vote. La conférencière s'acquitta fort bien

de sa tâche, mais sans électriser son auditoire féminin. Je trouvai typique ce commentaire que j'entendis de la bouche d'une assistante: "L'idée de venir nous adresser la parole avec son même chapeau que l'année passée"! Je compte bien qu'on ne me reprochera pas de manquer de sérieux. J'en mets autant qu'en comporte la question dont il s'agit. En toute justice, je ne me reconnais pas le droit d'imposer aux femmes de notre province déjà obérées de tant de devoirs de toutes sortes, une nouvelle obligation, un prétendu privilège qu'elles ne sollicitent nullement.

En d'autres termes, cette mesure qui flatte la marotte d'un petit groupe qui prend pour vocation politique une manie de pérorer ne dit rien qui vaille à l'immense majorité des femmes. Il est évident que la femme canadienne française se soucie du vote comme un poisson d'une pomme. Les femmes du Québec n'ont que faire du vote et pas une, en dehors du groupe suffragiste ne l'a demandé aux députés.

La charte de Montréal, Concordia, ne manque jamais son voyage annuel à Québec; d'autres de ses concitoyennes ont tendance à emboîter le pas. Je me demande si c'est là une initiative à encourager. Parce que nous sommes à l'ouverture des modes et que la mi-carême approche, ça n'est pas une raison pour s'affubler en Lydia Pankhurst. Je n'ai pas encore eu l'occasion d'aller me rincer l'œil dans les salons chics ou évoluent les modèles vivants, mais je ne crois pas que le style dit suffragette soit beaucoup porté cette année. Ça ne coiffe pas bien Josette, la Canadienne française.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je désire soulever un nouveau point d'ordre à la motion du député de Portneuf, secondé par le député de Shefford. L'amendement de l'honorable député de Portneuf étant sous la forme négative, contrairement aux règlements, il est hors d'ordre.

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Je concours dans l'opinion exprimée par l'honorable député de Deux-Montagnes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne peut y avoir un amendement plus négatif que celui de l'honorable député de Portneuf. Cette régie a été sanctionnée par tous les présidents depuis que je siège en cette Chambre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le président a rendu sa décision tout à l'heure sur l'amendement de l'honorable député de Portneuf. Il

l'a déclaré dans l'ordre. Je ne pense pas qu'il soit régulier de soulever un nouveau point d'ordre, même en invoquant d'autres articles de nos règlements, car la question est toute décidée. Si nous procédons de cette façon, nous n'en finirons jamais.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ajouterai ceci. On a dit tantôt que c'est une motion secondaire. Il n'y a rien qui défende à un député de proposer qu'un projet ne soit pas référé à un comité, mais dans six mois.

**M. l'Orateur:** J'ai déjà rendu ma décision, comme on vient de le faire observer, et je crois que l'amendement est dans l'ordre. Ce n'est pas un amendement négatif, car il demande seulement que le bill ne soit pas lu maintenant, mais dans six mois. Pour ramener la question, on aurait dû en appeler de ma décision.

**Des voix: Vote!**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, l'honorable député de Charlevoix-Saguenay, a proposé que son projet de loi soit référé au comité des bills publics avec instruction d'entendre les intéressés. Nous n'avons jamais adopté ou rejeté un projet de loi sans entendre les intéressés. Les femmes devraient être entendues. Je ne veux pas me prononcer au sujet du principe, mais je dis que la femme de la province a le droit d'être entendue. J'approuve donc la motion de l'honorable député de Charlevoix-Saguenay et je regrette de ne pouvoir donner mon vote à l'amendement du député de Portneuf.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bachand, Barré, Bélanger, Bouthillier, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Desmarais, Duffy, Dufour, Dugas, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Guertin, Lapointe, McDonald, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Poulin, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 43.

**Contre:** MM. Bastien, Béique, Bercovitch, Bertrand, Bissonnet, Cohen, Dillon, Drouin,

Duplessis, Élie, Fauteux, Fisher, Gault, Lafleur, Plante, Rochette, Sauvé, Smart, Vautrin, 19.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

**Charte  
de La Tuque**

**M. Crête (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Taxes payables par la  
Beauharnois Light & Power  
et la Beauharnois Land**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île.

Adopté.

**En comité<sup>3</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répète qu'il a posé des questions au député de Beauharnois (M. Saintonge) mais qu'il a été dans l'impossibilité de lui répondre.

Le bill a été renvoyé au comité et le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de Grande Île ont fourni des renseignements qui venaient en contradiction avec ceux du député de Beauharnois.

Ce bill est en faveur de la Beauharnois, compagnie née dans la boue, qui a fourni des fonds électoraux aux partis libéraux provincial et fédéral à même les ressources naturelles de notre pays, et acquise par la Montreal Light, Heat and Power Consolidated. Cependant, le gouvernement, sachant tout cela, est prêt à lui faire cette faveur.

En vertu de ce bill la municipalité de Grande Île perd \$17,500 par année que les contribuables devront payer. S'il a fallu du temps pour cette discussion, c'est dû au manque de connaissances du député de Beauharnois. Il a cru répondre aux déclarations du chef de l'opposition par des personnalités et des insultes qui n'ont même pas le mérite d'avoir été entourées de sel gaulois.

Il a lu, dit-il, le compte rendu des remarques du député de Beauharnois, remarques que le député lisait.

On ne sait si c'était sa note à la compagnie ou les notes de la compagnie. Ces remarques étaient mûries et pensées, sinon réfléchies. Elles se résumaient néanmoins en des injures. On croirait que le député de Beauharnois a répété les échos de la vallée de l'humiliation.

L'honorable député de Beauharnois a dit hier que le chef de l'opposition avait traité les électeurs de la Grande Île d'imbéciles. J'ai trop de respect pour les électeurs de Beauharnois pour confondre les représentants et les représentés...

**M. le président:** L'honorable député n'a pas le droit de dire cela. Il n'est pas dans l'ordre. Il faut discuter le projet article par article.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai le droit de discuter le bill en général, puisque nous en sommes au préambule. Je répondais à l'attaque de l'honorable député de Beauharnois.

Il ajoute qu'il a reçu de nombreux témoignages des électeurs du député de Beauharnois qui se disent surpris de l'attitude de leur député.

Dans une de ces lettres, on disait même que le frère du député de Beauharnois était médecin de la "Montreal Cotton" pour laquelle le député a présenté un bill d'exemption de taxes.

**M. le président** fait un rappel à l'ordre au chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soutient qu'il a le droit de répondre en comité.

**M. le président** dit que le chef de l'opposition se constitue juge, mais que malheureusement c'est lui qui l'est.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Malheureusement, mais ça ne change rien.

Il pose de nouvelles questions. Il demande quels sont les successeurs de la Beauharnois.

**M. Saintonge (Beauharnois):** La question n'est pas sérieuse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Beauharnois ignore ce que tout le monde connaît: la Montreal Light Heat à la Beauharnois. En réalité c'est la Montreal Light Heat qui se cache derrière ce

bill. Cette dernière devrait pourtant faire concurrence à la première.

Il demande si la compagnie emploie beaucoup de monde.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** dit que la demande de la Beauharnois est raisonnable.

Il mentionne des chiffres montrant que ce nouvel arrangement rapportera beaucoup plus qu'avant à la municipalité.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Taxes payables par la Beauharnois Light & Power et la Beauharnois Land

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île.

Adopté.

#### En comité<sup>4</sup>:

**M. Saintonge (Beauharnois)** dit qu'il a fait son devoir et qu'il a donné des explications.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond que, puisque le député ne veut pas renseigner la Chambre, celle-ci doit prendre ses précautions, en voyant à ce que la compagnie Beauharnois n'emploie que des gens du comté de Beauharnois et leur paie un salaire raisonnable. Il promet d'ailleurs de réviser toutes ces législations d'exemptions de taxes, quand il sera au pouvoir.

L'opposition n'a pas peur des compagnies sans âme, déclare-t-il. Elle veut aider le capital sain, mais faire disparaître le capital malhonnête qui est un danger social. Le gouvernement est très pressé de faire passer les bills relatifs aux exemptions de taxes. L'opposition a pourtant bien d'autres lois qui pressent davantage.

**M. le président** rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rétorque qu'on ne le bâillonnera pas.

Il propose un amendement pour que l'on suspende la discussion de tous les bills d'intérêt privé et que ceux d'intérêt public, comme ceux parrainés par l'opposition, soient discutés immédiatement.

L'amendement est rejeté

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 34 concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche.

#### Salaires des officiers de justice

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice et la loi concernant les palais de justice et les prisons soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de retirer la loi qui donne 2½ % au gouvernement sur la vente des propriétés et 1 % sur la vente des meubles par le shérif. Pour les ventes forcées de propriétés, la taxe provinciale de 3½ % sur la vente est fixée en fonction de l'évaluation municipale. L'objectif du bill est de restaurer le vieux système établissant la taxe selon la valeur de vente pour faire en sorte de soulager financièrement les cultivateurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le système actuel est reconnu comme le meilleur de tous les points de vues. L'ancienne méthode

permettait souvent aux créanciers de faire des ententes secrètes entre eux pour que des propriétés puissent être achetées à des prix ridiculement bas, entraînant des pertes pour tout le monde. Pourquoi enlever cela au gouvernement?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce que c'est le cultivateur qui paye cette taxe. Il n'est pas juste que l'on prenne 3½ % sur l'évaluation. C'est une taxe sur la misère qui a été augmentée d'ailleurs, au lendemain des élections. Il y a déjà trop de taxes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le discours du proposeur de cette motion n'est vraiment pas convaincant! Le chef de l'opposition sait très bien que ce n'est pas le cultivateur qui paye cette taxe. Mais non: il est en déconfiture, lorsque ses propriétés et ses meubles sont vendus par le shérif. C'est un créancier quelconque qui paye. On sait que l'entretien des shérifs coûte cher. C'est une institution nécessaire.

D'ailleurs, il me semble que ce n'est pas le temps de diminuer les revenus du gouvernement, quand il doit s'occuper de tant de chômeurs, des indigents, etc. C'est pourquoi je demande à cette Chambre de maintenir cette loi qui est une bonne loi. Il n'y a aucune raison de revenir sur la loi qui a été adoptée en 1932.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** reproche au premier ministre d'avoir voulu ridiculiser le député de Yamaska. Il appuie le projet Élie.

**M. Barré (Rouville)** fait de même en disant que, bien souvent, les propriétés des cultivateurs, par exemple, se vendent en bas de l'évaluation, et bien plus, que celle-ci est aussi souvent trop élevée. Il demande que les députés ruraux appuient cette mesure.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Lafleur, Sauvé, Smart, 9.

**Contre:** MM. Arcand, Bélanger, Bouthillier, Casgrain, Chouinard, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Fillion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lapointe, McDonald, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Phaneuf, Poulin, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 33.

Ainsi, la motion est rejetée.

### Validation d'actes notariés

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 validant certains actes notariés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Indemnités aux orphelins

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins soit maintenant lu une deuxième fois.

Il veut que l'on hâte l'adoption de son bill.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** La Chambre sait que j'ai un projet de loi à cet effet au *Feuilleton* de la Chambre. Cette loi sera étudiée demain.

C'est pourquoi je demande à la Chambre, en amendement, que le bill de mon honorable ami soit de nouveau référé au comité des bills publics pour étude.

Il rappelle que les plans du gouvernement à cet égard faisaient partie du discours du trône et qu'on devrait lui permettre de les mettre en œuvre par législation.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin): Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "Le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre vient de dire que le chef de l'opposition a montré de la sympathie pour l'ouvrier. L'an dernier, nous avons proposé une loi semblable. À cause de la législation que le ministre veut présenter, nous allons adopter sa motion sur division.

**M. Dugas (Joliette)** participe au débat.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Demandes de documents:

#### Industrie laitière

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1934 inclusivement jusqu'au 14 février 1935, et se rapportant au traitement fait par les laiteries de Montréal, aux cultivateurs producteurs de lait de la province de Québec.

La Législature a adopté l'an dernier une loi établissant la Commission de l'industrie laitière. Cette législation n'est pas parfaite, mais la Chambre a droit de se féliciter, car la Commission a eu un bon effet. Elle a surtout rendu service aux cultivateurs en fixant le prix du lait.

Il se fait actuellement des tentatives de la part de certaines laiteries, dans Montréal, pour opérer en marge des édits de la Commission. Une foule de cultivateurs du district de Montréal et du comté des Deux-Montagnes en particulier ont reçu des avis de leurs laiteries à l'effet que leur lait ne serait plus reçu à partir du 1<sup>er</sup> avril. Ces laiteries ont donné pour prétexte qu'il y avait surplus de lait.

Cependant, on s'aperçoit que ce n'était qu'un prétexte parce que certaines laiteries qui avaient donné l'avis précité ont fait parvenir à leurs fournisseurs une formule de contrat dans laquelle elles disent qu'elles consentiront à recevoir jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1940, 2 bidons de 8 gallons chacun, chaque jour, pour chaque action de \$100 que le cultivateur consentira à souscrire dans la laiterie. Si l'on calcule sur le prix actuel de \$1.70 du cent livres fixé par la commission, on s'aperçoit que c'est là une tentative de la part de ces laiteries pour s'assurer de payer pour cinq ans à venir le lait environ 4 centins moins cher que le prix fixé par la Commission.

Il (M. Sauvé) demande s'il n'y a pas moyen de changer la législation de l'an dernier, de façon à empêcher que les laiteries évitent de payer le prix fixé par la commission et les sanctions de la commission.

Sur 4,500 producteurs environ qui expédient leur lait à Montréal, il y en a 1,500 qui sont des producteurs de l'Ontario, signale-t-il. Il se demande s'il n'y aurait pas moyen qu'il y ait une entente avec le service d'hygiène de Montréal, ou autrement, pour

restreindre la venue du lait de l'Ontario sur le marché de Montréal et, conséquemment, d'assurer un débouché plus considérable aux producteurs de lait de la province.

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)** félicite le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) d'avoir soulevé cette question. Dans les circonstances, il endosse ses avancés et ses demandes. Il lui fait plaisir de seconder la motion du député des Deux-Montagnes.

Il félicite le ministre d'avoir nommé la Commission de l'industrie laitière et dit que cette Commission accomplit un excellent travail.

Toutefois, affirme-t-il, certaines laiteries sont parvenues à contourner les règlements au détriment des cultivateurs. Cette situation ne doit pas être tolérée plus longtemps. Il y a aussi un autre handicap, pour les cultivateurs, c'est celui qui lui vient du fait que les cultivateurs de l'Ontario viennent prendre leur lait dans la province de Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette question de la vente des produits laitiers en est une vitale pour les cultivateurs. C'est aussi une question très compliquée. Il faut nécessairement que la Législature procède lentement, mais sûrement. Il y a deux ans, la Législature, à ma demande, dit-il, a nommé une commission de l'industrie laitière pour faire enquête de la situation. L'an dernier, cette commission, qui fit une enquête très poussée, fut consolidée, organisée, et elle reçut de la Législature des pouvoirs considérables. Toutefois, malgré que les mailles de la législation fussent très serrées, quelques laiteries ont encore commis des abus. La Commission a fait plusieurs ordonnances au cours de l'année. Elle a réglementé les prix du lait dans toutes les régions de la province et ses arrêts ont été fort bien reçus.

Il (M. Godbout) félicite le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) de l'intérêt qu'il manifeste à la classe agricole.

On vient de dire que certaines laiteries ont forcé les cultivateurs à acheter leurs actions, s'ils voulaient leur vendre du lait. Il ne faut pas perdre de vue que l'on ne peut pas empêcher certains groupes de cultivateurs de courir après les mésaventures. La législation adoptée l'an dernier allait aussi loin qu'il y avait moyen. Le gouvernement a mis tous les moyens possibles entre les mains de la Commission. Il s'agit que les gouvernements les mettent en garde contre quelque chose ou quelqu'un pour qu'ils fassent justement le contraire. On leur a à peine dit que telle chose est dangereuse, qu'ils s'y lancent tête baissée.

Le gouvernement a mis les cultivateurs en garde contre les exploiters de l'industrie laitière. Le gouvernement a forcé les laiteries à faire un dépôt entre les mains de la Commission, pour garantir que les cultivateurs qui leur livrent du lait seront payés. Or, on voit que les cultivateurs qui sont pris dans des faillites de laiteries sont toujours les mêmes ou presque. Il y a certains cultivateurs que ni le gouvernement ni la Législature ne pourront jamais protéger.

Avec l'arrêté ministériel que nous voterons aujourd'hui, nous resserrons davantage les mailles de la trame que nous avons fabriquée l'an dernier, en donnant des pouvoirs discrétionnaires au lieutenant-gouverneur en conseil et des pouvoirs très étendus à la Commission laitière pour réglementer les prix du lait. Les laiteries seront obligées de payer comptant et en argent le produit du cultivateur. Elles ne pourront employer aucun subterfuge. Toutefois, le gouvernement ne pourra empêcher les cultivateurs qui ne veulent pas écouter, de placer leur argent dans des entreprises osées.

Quant à la question de la vente du lait des cultivateurs ontariens dans la province, le gouvernement ne peut légiférer. Le gouvernement ne peut élever de barrières tarifaires. Cela n'est pas de son ressort. Même s'il le pouvait, il n'en élèverait pas. Le commerce est libre au pays et il faut sauvegarder la bonne entente entre les provinces. Si les cultivateurs de l'Ontario vendent du lait dans Québec, et ils n'en vendent pas autant qu'on pense, les cultivateurs de Québec vendent du lait à Ottawa, par exemple, et vendent aussi bien d'autres choses.

Il (M. Godbout) fait remarquer qu'il n'est pas raisonnable de vendre en grande quantité en Ontario, tout en demandant que cette dernière ne vende rien en cette province.

L'an dernier, lorsque le gouvernement a créé la Commission, il avait pour but d'empêcher l'exploitation du producteur par les laiteries, et la Commission s'est fort bien acquittée de sa tâche.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les cultivateurs de l'Ontario vendent leur lait dans Québec meilleur marché que nos cultivateurs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne suis pas au courant de cela et je demanderais au chef de l'opposition de me donner des exemples, s'il en a.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle de certains faits qui se seraient passés dans un coin de la province, mais il reste dans les généralités. Il promet toutefois au ministre de lui donner des précisions.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il ne demande pas mieux et qu'il fera enquête tout de suite.

D'ailleurs, continue-t-il, les importations de lait ontarien à Montréal ont fortement diminué. Si les cultivateurs sont maintenant obligés de vendre leur lait à la ville, c'est peut-être qu'ils n'ont pas suivi les conseils que leur donnait autrefois l'honorable M. Caron, mon prédécesseur. M. Caron demandait aux cultivateurs de ne pas désorganiser leurs fabriques locales.

Le jour où vos fabriques locales seront désorganisées, disait-il, ce jour-là, vous serez à la merci des distributeurs de lait dans les villes. Les cultivateurs n'ont pas entendu cette voix, et ce que M. Caron prédisait est arrivé. Pour que la situation fût normale, il faudrait que les cultivateurs réorganisent leurs fabriques locales, vendent à la ville le lait et la crème nécessaires à la consommation locale et gardent pour eux le surplus de lait pour être converti en beurre et en fromage.

La Commission de l'industrie laitière a mis fin au marchandage au sujet de ce que l'on appelait le surplus de lait. Il est arrivé que des cultivateurs ont vendu en un mois, par exemple, 20,000 livres de lait à une laiterie. À la fin du mois, la laiterie disait: Nous n'avons pu vendre en nature que 5,000 livres de votre lait et le reste doit être considéré comme du surplus. On paya les premiers 5,000 livres au prix de \$1.50 le cent, mais le reste ne recevait que 70 cents le cent. Ceci est maintenant chose du passé. Il n'y a plus de lait de surplus. Il y a du lait, tout simplement, et il doit être payé comme tel.

La Commission a donc fait de la bonne besogne et elle continuera à surveiller l'industrie laitière de très près. Sa tâche était compliquée et lourde, et elle s'en est fort bien acquittée.

**M. Barré (Rouville)** déplore la marge qui existe entre le prix payé au producteur et celui que paie le consommateur à Montréal. Les cultivateurs sont souvent en mauvaise posture auprès des laiteries, dit-il.

Le prix part de \$1.70 du cent livres à \$4.00. On devrait diminuer les frais de l'intermédiaire. Les inspecteurs de la commission devraient pouvoir examiner les livres des laiteries, pour voir si les profits sont raisonnables.

L'on a abusé du mot science et, de ce fait, le producteur de lait ne peut plus vendre son produit, et le consommateur à Montréal ne peut plus acheter. Le prix de 10 sous la pinte est trop élevé. Des mesures devraient être prises afin de réduire les prix pour les

consommateurs, tout en assurant un profit aux cultivateurs et aux distributeurs.

La motion est adoptée.

La séance est levée.

## NOTES

1. M. Taschereau indique quel article du *Feuilleton* il appelle. Il s'agit en l'occurrence du projet de loi concernant le droit de vote des femmes.

2. *Le Canada* du 21 mars 1935, à la page 3, écrit "privés". Nous avons remplacé ce mot par "publics" pour des fins de concordance avec la motion de M. Rochette. Nous présumons qu'il y a eu erreur de transcription.

3. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

4. Voir note 3.



Séance du jeudi 21 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 5 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de sa prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 136 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes;

- bill 137 constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph".

Votre comité recommande de prolonger au 5 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de sa prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Fonds de pension  
des instituteurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), la permission de présenter le bill 16 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxes scolaires**

**M. Bachand (Shefford)** demande, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), la permission de présenter le bill 187 modifiant la loi de l'instruction publique concernant le paiement des taxes scolaires par certains occupants.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
de pharmacie**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), la permission de présenter le bill 191 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des bureaux  
d'enregistrement, article 23**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 38 modifiant l'article 23 de la loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Observance  
du dimanche**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), la permission de présenter le bill 194 modifiant la loi de l'observance du dimanche, afin de faciliter l'observance du dimanche dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Banque Royale du Canada,  
réclamation**

**M. Smart (Westmount):** Relativement à l'item de \$32,000.00 dont fait mention le vérificateur de la province, dans le rapport du trésorier de la province, d'après l'état des *Comptes publics* pour l'année administrative se terminant le 30 juin 1934,

page XIV, et figurant dans les livres du département du Trésor de la province comme un dépôt à la Banque Royale du Canada, Québec, que la dite banque conteste, parce qu'elle prétend qu'elle a une contre réclamation à la charge du gouvernement qui contrebalance le montant en question:

*a.* Quand le dit montant a-t-il été déposé à la Banque Royale du Canada, Québec, et par qui?

*b.* D'où provient ce montant?

Quelle est la nature de la réclamation que prétend avoir la dite banque contre le gouvernement, et

*a.* Quel est le montant exact de la dite réclamation?

*b.* De quelle manière le département du Trésor de la province s'est-il préoccupé de régler cette affaire?

*c.* Est-ce que ce montant apparaît encore dans les livres du département?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* Le 21 janvier 1890, par l'honorable trésorier de la province, à la Union Bank of Canada de Québec, (maintenant la Banque Royale du Canada).

*b.* Des fonds généraux de la province, pour couvrir une partie de la subvention accordée par 49-50 Victoria, chapitre 77, section 5, et 51-52 Victoria, chapitre 91, section 6, paragraphe *a.*, à The Grand Oriental Railway Company (Great Eastern Railway Company).

La nature de la réclamation de la banque représente des avances faites à The Grand Oriental Railway Company (Great Eastern Railway Company), à cause de la subvention qui lui avait été accordée.

La banque devait rendre compte des \$32,000 déposées par l'honorable trésorier de la province conformément au certificat de dépôt, pour garantir les avances devant être faites à The Grand Oriental Railway Company, (Great Eastern Railway Company).

*a.* \$32,000.

*b.* À plusieurs reprises, le gouvernement s'est occupé de la question qui est encore en suspens.

*c.* Oui.

#### **Fonds de pension des instituteurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), que la Chambre,

à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices.

Adopté.

#### **Code civil, article 2182**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 2 modifiant l'article 2182 du Code civil.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce projet de loi a pour but d'empêcher les registrateurs d'emporter leurs registres, quand ils sont appelés comme témoins devant les tribunaux. C'est un inconvénient considérable. On pourra demander devant le tribunal un extrait des registres, sans forcer le fonctionnaire à emporter tous ses livres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a certains cas où le registrateur doit apporter ses registres.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas d'objection à ajouter: "sauf dans les cas d'inscriptions à faux".

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2182 du Code Civil, tel que remplacé par la loi 12 George V, chapitre 91, section 3, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le registrateur ne peut se départir des registres, livres, documents ou pièces dont il est le dépositaire, ni les déplacer pour en donner communication au dehors du bureau d'enregistrement, pour chaque fin que ce soit, ni être requis de les produire, non plus qu'aucun document émané de son bureau, ou d'en produire copie dans aucune cour de justice."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 2182 du Code Civil, tel que remplacé par la loi 12 George V, chapitre 91, section 3, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le régistrateur ne peut se départir des registres, livres, documents ou pièces dont il est le dépositaire, ni les déplacer pour en donner communication au dehors du bureau d'enregistrement, pour chaque fin que ce soit, ni être requis de les produire, non plus qu'aucun document émané de son bureau, ou d'en produire copie dans aucune cour de justice sauf dans le cas d'inscription en faux ou de contestation de l'authenticité de ces documents."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

##### **Conseil d'hygiène, province de Québec**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre un état dûment certifié, relativement au Conseil d'hygiène de la province de Québec, institué en vertu de l'article 14, chapitre 186, Statuts refondus du Québec, 1925, depuis la date de son institution, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1935; et indiquant:

1. La date de chacune des réunions tenues par les membres dudit conseil?

2. La somme globale payée par la province à chacun des membres qui composent ledit conseil?

3. À combien s'élève le total des déboursés faits par la province à ce sujet?

Adopté.

##### **Rapports de l'auditeur**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de

tous les rapports, faits par l'auditeur de la province, en vertu de l'article 8, de la loi concernant la vérification des comptes publics, chapitre 24, Statuts refondus de Québec, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935.

Adopté.

##### **Ordres en conseil, 21 George V, chapitre 26**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement au 8 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, Statuts refondus de Québec, 21 George V, loi modifiant la loi du département du trésor.

Adopté.

##### **Charte de La Tuque**

**M. Crête (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 135 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Crête (Laviolette):** Il s'agit de taxer certains lots qui n'étaient pas en territoire organisé. La ville veut maintenant les incorporer dans son territoire et les évaluer à \$15,000. Ce n'est pas une exemption de taxe, mais au contraire l'imposition d'une taxe à la compagnie Saint-Maurice Paper Corporation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait quelques remarques.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Crête (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Longueuil**

**M. Béique (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 90 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

**M. Béique (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **George V, jubilé d'argent**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin): Que cette Chambre considère opportun d'en appeler à la coopération de tous les détaillants et de toutes les ménagères de l'Empire britannique pour ensemble se concerter particulièrement dans le but de vendre tout ce qu'ils peuvent et d'acheter tout ce qu'elles peuvent de produits provenant de notre pays et de ceux d'au-delà des mers durant une "Semaine de Commerce Impérial" se terminant le 25 mai 1935, à titre de manifestation pratique de leur loyauté, et de leurs meilleurs vœux à la Sa Majesté le Roi, à l'occasion de son jubilé d'argent, et d'inviter spécialement la presse de l'Empire à seconder cette initiative.

Il affirme qu'il serait approprié que Québec se joigne aux autres provinces dans la célébration du 25<sup>e</sup> anniversaire du couronnement du roi.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** parlant au nom des citoyens de langue anglaise de la province, se joint à M. Gault dans l'expression de sa loyauté et de sa fidélité envers la famille royale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La province de Québec tient à joindre l'hommage des citoyens de Québec à tous ceux que Sa Majesté le roi et la reine Marie recevront à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de leur couronnement. Tout l'Empire va célébrer cet heureux événement et nous n'avons pas attendu à aujourd'hui pour y songer puisque, dans le discours du trône, il était dit en toutes lettres que Québec, la plus vieille et la plus loyale des provinces canadiennes, se réjouira avec

les autres provinces et le gouvernement fédéral du jubilé de mai prochain.

Tout l'Empire britannique, à l'occasion de cet anniversaire, sera heureux de manifester son attachement et sa sympathie à la couronne. Les hommages des citoyens de Québec à leur Roi seront parmi les plus loyaux et les plus sincères. Il n'y a pas d'endroit de l'Empire où l'on pratique la loyauté envers le trône avec autant de fidélité que dans Québec, et c'est avec plaisir que le gouvernement s'associe en cette occasion à la motion du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault).

Il lit un message de l'honorable Cahan demandant à Québec de s'unir au dominion dans la célébration du jubilé.

Nous serons très heureux de répondre à M. Cahan, ajoute-t-il, que le gouvernement de la province de Québec se joindra aux autres, afin de célébrer dignement le 25<sup>e</sup> anniversaire du couronnement de Leurs Majestés.

(Applaudissements)

En terminant le premier ministre invite le chef de l'opposition à l'appuyer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion du député de Saint-Georges est très claire: elle demande d'encourager l'échange des produits de l'Empire.

Lors du débat sur l'adresse, l'opposition a manifesté ses sentiments à l'égard de Leurs Majestés. La province avait exprimé antérieurement son attachement en signant des accords qui lui ont été profitables comme aux autres.

Les Canadiens sont heureux de déclarer leur sympathie à la couronne britannique. Nous conservons ici le culte du passé, nous conservons le souvenir du présent et nous regardons l'avenir avec confiance.

C'est avec plaisir que l'opposition s'unit à la droite, en cette circonstance, pour rendre hommage aux souverains d'Angleterre. C'est une excellente occasion pour manifester les sentiments unanimes d'attachement de notre province à la couronne britannique".

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

### **Taxes d'affaires spéciales, Ottawa**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault): Que cette chambre:

Attendu que la cité d'Ottawa, par autorité de la Législature de la province d'Ontario, impose des taxes d'affaires spéciales aux non-résidents de ladite province;

Attendu que ces taxes sont discriminatoires et exorbitantes et causent un préjudice grave aux marchands et manufacturiers de notre province;

Attendu que cette pratique constitue une violation de la lettre et de l'esprit de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, lequel garantit le libre-échange commercial et industriel entre toutes les provinces;

Attendu que cette pratique, si elle devait se répandre dans tout le Canada, amènerait inévitablement la rupture du pacte confédératif;

Prie respectueusement le premier ministre d'engager immédiatement des pourparlers avec le gouvernement de la province d'Ontario dans le but d'assurer, par une voie législative si la chose est nécessaire, le plein rétablissement du libre-échange commercial et industriel entre les villes de la province d'Ontario et celles de la province de Québec.

Il veut montrer que la ville d'Ottawa a adopté des règlements empêchant les résidents de Hull de travailler dans la capitale.

Il cite les taxes imposées par Ottawa sur les non-résidents pour montrer que les taxes à Hull sont les mêmes qu'on soit résident ou pas, alors qu'à Ottawa, on charge le double et même le triple lorsqu'il s'agit d'un ouvrier de l'extérieur. Il ajoute que les citoyens de Hull sont maltraités par Ottawa précisément par ces taxes d'affaires. Elles ont fait très mal aux cultivateurs, marchands de bois et plombiers de la ville et du district de Hull.

Il dit que M. P. J. Nolan, maire de la ville d'Ottawa, a refusé de tenir une conférence avec le conseil de ville de Hull, expliquant que son conseil municipal refusait de modifier les règlements.

Il estime que les taxes d'affaires spéciales violent l'esprit de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Il demande donc que le premier ministre engage immédiatement des pourparlers avec le gouvernement de la province d'Ontario pour rétablir le libre-échange commercial.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je félicite le député de Hull d'avoir soumis cette question à la Chambre. Il y a un malentendu, à ce sujet, entre Québec et Ontario qu'il importe de corriger. D'après l'article 191 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, le commerce interprovincial

doit se faire en franchise. Les provinces ne peuvent pas imposer de droits douaniers contre une autre province.

Maintenant, si une autre municipalité d'une autre province impose des licences tellement élevées aux marchands qui viennent vendre chez elle, elle n'enfreint peut-être pas la lettre de la loi du pacte confédératif, mais on en enfreint certainement l'esprit. C'est tellement le cas que le *Journal d'Ottawa*, parlant récemment de la taxe de \$500, que la ville d'Ottawa veut imposer aux marchands de bois de Hull qui viennent vendre chez elle, disait que cette pratique ne devrait pas être admise dans la Confédération.

Les permis exigés par Ottawa n'ont pas leur raison d'être. Ottawa est la capitale du Canada; elle est autant la capitale de la province de Québec que de la province d'Ontario. Et le *Journal* se demandait si Québec est parti du Canada, puisqu'on entend le traiter de cette façon.

Il devient donc absolument nécessaire qu'il y ait une conférence entre le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ontario, pour étudier cette question et faire cesser le mécontentement qui existe en certain milieu.

Je me souviens d'être allé à Hull, il y a quelques années. Des représentants de l'Ontario sont venus me voir et m'ont dit que leur province avait besoin d'électricité. Ils m'ont demandé si Québec avait l'intention de traiter la province d'Ontario comme elle traitait les États-Unis, autrement dit si Québec avait l'intention de prohiber l'exportation de l'électricité en Ontario. J'ai déclaré à l'époque, et mes déclarations ont été chaleureusement accueillies par les journaux ontariens, que la province d'Ontario était la province-sœur de Québec et que nous étions prêts à lui vendre de l'électricité aux mêmes prix et aux mêmes conditions que chez nous. Ni la province de Québec ni la province d'Ontario, ni les autres provinces de la Confédération ne peuvent vivre enfermées comme Robinson Crusoe dans son île.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul cas de litige interprovincial que nous ayons à résoudre. Récemment, une succession s'est ouverte à Montréal. Le défunt avait vécu à Montréal. Il avait fait son testament à Montréal, il avait donné ses biens à ses héritiers vivant à Montréal et la plus grande partie de sa succession était constituée en actions de la compagnie minière Noranda, qui a ses usines à Rouyn, dans la province de Québec. L'Ontario ne veut pas maintenant faire le transport de ses actions dans Québec, sans prélever \$40,000 de droits de succession sur ces actions, sous prétexte que la

compagnie Noranda a une charte de l'Ontario. Québec a le droit de prélever le même montant en droits de succession, mais il est impossible que les provinces prélèvent chacune \$40,000.

Ce ne serait pas juste et ce serait prendre presque la totalité de la succession. C'est donc dire qu'il y a beaucoup de choses à régler entre Ontario et Québec, et que le gouvernement de Québec doit demander au gouvernement d'Ontario de tenir une conférence pour régler une fois pour toutes ces questions ennuyeuses, pour le plus grand bien des deux gouvernements et des deux populations.

La question des licences imposées à une municipalité d'une autre province en est une qui ne devrait pas exister. Il est naturel qu'une municipalité impose un droit de permis plus élevé à un marchand qui ne réside pas dans ses limites, mais il ne faut pas que ce permis soit prohibitif et empêche le commerce d'une province à une autre, comme c'est le cas pour les marchands de Hull qui veulent vendre à Ottawa.

Il faudra donc que cette conférence entre les deux gouvernements ait lieu pour en venir à un accord et pour assurer l'amitié et la bonne entente entre les deux provinces.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province de Québec se trouve dans une situation particulière. La ville de Hull, en particulier, est un cas spécial. Hull a le désavantage jusqu'à un certain point d'être à proximité de la province d'Ontario.

Il rappelle en passant qu'il a tenu une assemblée nombreuse en cette ville.

Tout près de Hull, il y a des pouvoirs d'eau très riches. On se plaint dans cette ville des taux d'électricité trop élevés. Le gouvernement a permis l'exportation d'une grande quantité de chevaux-vapeur dans l'Ontario, mais il a oublié d'imposer des conditions qui auraient protégé la population de Hull.

Il critique les déclarations de M. Roebuck au sujet des contrats intervenus. Ces déclarations, dit-il, ne sont pas celles qui devraient se trouver dans la bouche d'un procureur général. Le ministre ontarien ne mesure pas toujours la portée de ses paroles.

Il ne faut pas confondre la liberté du commerce avec la licence. La liberté de commerce entre les provinces est à la base de la Constitution, et la province ne pourra jamais faire preuve de trop d'énergie dans la revendication de ses droits. La province de Québec doit faire comprendre qu'elle ne tolérera pas les empiétements de la province voisine. La Chambre devrait peut-être ajouter à la motion du député de Hull une phrase indiquant que la province de Québec entend sauvegarder ses droits.

**M. Guertin (Hull)** dit que si Hull n'obtient pas justice, il ne lui restera plus qu'à demander de se séparer de Québec.

La motion est adoptée.

### **Mexique, liberté de culte et d'enseignement**

**M. Crête (Laviolette)** propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Gaudet): Que cette Chambre, sans vouloir s'immiscer ou intervenir dans les affaires des pays étrangers:

*a.* Constate avec regret les malheureuses divisions qui existent entre le gouvernement et les populations du Mexique, au sujet de la liberté des cultes et la liberté d'enseignement;

*b.* Exprime le vœu que les grandes puissances chrétiennes exercent une pression diplomatique sur les autorités du Mexique, afin de les ramener au sens de la justice envers leurs administrés;

*c.* Adresse sa douloureuse sympathie ainsi que l'hommage de son admiration aux Mexicains qui, depuis trop longtemps déjà, souffrent pour leur foi et leurs croyances.

La motion que j'ai l'honneur de présenter devant cette Chambre n'a pas besoin d'un long préambule, et je ne crois pas nécessaire de l'appuyer d'une argumentation en règle. Les douloureux échos soulevés chez tous les hommes droits et bien pensants par les malheurs des catholiques mexicains ont produit chez nous en particulier un pénible sentiment de tristesse et d'indignation. Il est à peine croyable qu'en plein vingtième siècle de pareilles choses puissent se produire, sans que les peuples civilisés réagissent et protestent en bloc.

Les faits contre lesquels nous avons le devoir d'élever la voix sont de notoriété publique. Ils sont nombreux, répétés et la presse nous apporte chaque jour des détails nouveaux qui précisent le parti pris et la haine des autorités mexicaines contre le catholicisme. On se sert de mesures vexatoires, de violences législatives et militaires contre des hommes qui n'ont commis d'autre crime que de pratiquer une religion de paix et d'ordre. Les plus graves de ces événements sont encore dans toutes les mémoires, et il est inutile de les rappeler ici.

Nous devons nous souvenir que les hommes qui souffrent ainsi persécution sont nos frères en religion et en humanité. Il semble que nous n'ayons pas le droit de demeurer indifférents à leurs malheurs.

La Législature de cette province, en très grande majorité catholique, se doit d'apporter aux victimes mexicaines l'appui moral et sa sympathie et, dans la mesure où les droits de chaque peuple à s'administrer le permettent, elle a le devoir d'exercer une pression diplomatique pour que les droits et libertés des catholiques mexicains soient enfin reconnus et respectés. Et il serait à souhaiter que les autres puissances usent de leur influence, pour que cesse au plus tôt une situation intolérable.

Le traitement très large accordé chez nous à tous les groupes religieux ou nationaux nous met en excellente posture pour réclamer ailleurs au moins la tolérance élémentaire qu'exigent les droits les plus sacrés de la liberté humaine. Cette tolérance honore les gouvernements qui la pratiquent et elle est une garantie de bonheur et de force pour un peuple. La parfaite harmonie qui règne dans notre heureuse province en est une preuve entre bien d'autres.

(Applaudissements)

**M. Saintonge (Beauharnois):** Mes premières paroles sont pour féliciter mon honorable ami de Laviolette de l'initiative qu'il a prise d'inscrire au *Feuilleton* de la Chambre la motion en discussion; qu'il me permette de le complimenter pour la manière admirable avec laquelle il vient de la proposer. C'est avec plaisir que je me suis rendu à sa demande de la seconder. Je l'ai fait pour plus d'une raison.

Fils de Cartier, découvreur français et catholique de ce coin de terre d'Amérique que nous habitons, n'appartenait-il pas à un membre de cette Législature canadienne, la seule française et catholique du dominion, de se lever pour exprimer la vive sympathie de cette Chambre et l'hommage de son admiration aux Mexicains, dont on enfreint la liberté de croyance, de pensée et d'enseignement. Les Canadiens français sympathisent avec les Mexicains persécutés.

Le temps des croisades est passé; la chevalerie restera toujours l'emblème de toute âme née française et catholique.

Le député de Laviolette a voulu, par sa motion, que la Chambre ne laisse pas passer inaperçus les faits qui se déroulent au Mexique et que nous rapportent les journaux.

Nous voulons, comme autrefois, d'une autre manière, cependant, à l'exemple de Saint Louis quittant la France avec ses croisés pour aller délivrer le tombeau du Christ à Jérusalem, que l'écho de nos voix qui se font entendre ici dans la Chambre aille, par-delà les distances qui nous séparent, répéter aux

intéressés combien nous sympathisons avec eux et combien, s'il nous était possible de le faire, nous serions heureux d'aller délivrer chez eux le tombeau dans lequel on semble vouloir ensevelir la liberté de croire, de penser et d'enseigner, et leur rendre cette richesse inappréciable dont nous jouissons en cette province, et que nous prions la divine Providence de nous conserver toujours.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'espère que l'appel de la Législature de la province de Québec, le message de sympathie de la catholique et chrétienne province de Québec soient entendus là-bas. Car il n'y a rien de plus sacré que la liberté de conscience, de culte et d'enseignement.

La motion est adoptée.

#### **Province de Québec, pêcheries**

**M. Chouinard (Gaspé-Sud)** propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Crête), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée depuis 1933 entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, au sujet des pêcheries de la province de Québec.

Il dit d'abord combien la question des pêcheries du Québec lui tient à cœur. Il a parlé plusieurs fois sur ce sujet, depuis qu'il siège à l'Assemblée législative. Il croit nécessaire d'apporter quelques précisions sur le régime administratif et législatif de la pêche au Canada.

Lorsque le pacte confédératif fut signé, toutes les parties contractantes étaient d'avis que la réglementation et l'administration des pêcheries ressortissaient aux autorités fédérales. Ce pouvoir fut vite contesté, cependant. Il y eut un jugement de la Cour de l'Échiquier en 1881, et la province de Québec comme celle du Nouveau-Brunswick<sup>3</sup> s'approprièrent le droit d'affermage des pêcheries dans les eaux non-navigables arrosant les terres publiques. Il y eut des protestations et des difficultés de la part des autres provinces et cette cause ne fut réglée qu'après trois jugements du Conseil privé, en 1898, 1912, et 1920.

Depuis, des accords ont été conclus entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. Actuellement toutes les pêcheries de marée sont administrées par le pouvoir central, à l'exception de celles des régions continentales de Québec qui relèvent du gouvernement provincial.

Les pêcheries sans marée relèvent du gouvernement central dans la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard. En Ontario, dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, les pêcheries sans marée relèvent entièrement des gouvernements provinciaux.

Entre Québec et Ottawa, une entente est intervenue en 1920. Le provincial avait l'administration des pêcheries. Avant 1922, le fédéral n'avait à peu près rien fait pour nos pêcheries. En 1920, une somme de \$53,000 était dépensée et les frais d'administration en prenaient plus que la moitié. En 1921, la somme atteignait \$88,000.

Mais, depuis que Québec contrôle ses pêcheries, le gouvernement provincial a fait énormément pour les pêcheurs. Il a donné des octrois considérables pour la construction de barques de pêche. De 1930 à 1935, des octrois ont été accordés pour la construction de 3,758 barques de pêche, dont 1,499 dans le comté de Gaspé-Sud. Les provinces maritimes, lors de l'enquête de la commission extraparlamentaire sur les bénéfices commerciaux, ont demandé au gouvernement "d'élaborer quelque projet par lequel l'État pourrait consentir des prêts aux pêcheurs à des conditions faciles", afin de sauver leurs pêcheries. Dans Québec, nous avons fait bien mieux que cela. Au lieu de consentir des prêts, on a accordé des octrois substantiels.

Le ministère des pêcheries provinciales a fait encore plus. Depuis 1932, il a construit onze entrepôts frigorifiques d'une capacité totale de 1,735,000 livres qui sont sous sa direction absolue. Les pêcheurs qui étaient obligés de chômer pendant l'été, parce qu'ils n'avaient pas de boîte, ont maintenant les appâts nécessaires à la capture du poisson. Il y a eu de plus des ententes avec les propriétaires, d'autres congélateurs. Le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Francoeur) vient de se faire autoriser à dépenser \$100,000, en plus de ses crédits réguliers, pour la construction d'autres congélateurs.

Les députés des provinces maritimes se rendent compte de l'effet heureux produit par la politique du gouvernement, et plusieurs viennent de demander au gouvernement central d'adopter une politique semblable à celle de Québec pour la construction des congélateurs à boîte.

Il cite le témoignage de l'honorable William Duff au sujet des pêcheries.

Les congélateurs offrent les plus grands avantages. Le gouvernement a contribué 75 %<sup>4</sup> du coût de construction de 8 entrepôts frigorifiques, pour fins commerciales, pour une capacité de 810,000

livres. Il a encore construit 3 autres entrepôts frigorifiques commerciaux d'une capacité totale de 240,000 livres, dont il a le contrôle absolu. En plus, le gouvernement a acheté ou construit 14 neigères pour les centres moins importants sur la côte nord du Saint-Laurent et trois autres sur le littoral nord de la Gaspésie. Au cours de l'été, il s'est entendu avec la Labrador Fisheries pour la mise en service d'un bateau réfrigérateur qui peut congeler 10,000 livres de poisson par jour. Le bateau a une capacité de 100,000 livres.

Toutes ces améliorations permettent de fournir les plus grands marchés de notre province de poisson de première qualité. Il faut maintenant que les habitants des villes encouragent leurs compatriotes en achetant leurs produits. Il ne faut pas que les marchands vendent du poisson de Terre-Neuve ou d'ailleurs en prétendant que c'est du saumon de Gaspé. À Montréal, des commerçants trompaient leurs clients avec le saumon, mais il y a eu amélioration.

Depuis quatre ans, l'industrie de la pêche a eu à faire face à des difficultés inouïes. Elle a eu à souffrir des tarifs, de la crise, mais l'aide que le gouvernement a généreusement consentie aux pêcheurs leur a été d'un grand secours. On se rend compte, d'après les statistiques fédérales, que la province de Québec est en très bonne posture et que le pourcentage de gain a atteint les 41 %.

M. l'Orateur, je reste cependant convaincu que quelque sérieux et généreux que puisse être l'effort du gouvernement de notre province, nous devons faire toutes les démarches possibles pour forcer le gouvernement central à nous donner sa collaboration, parce que nous avons besoin de l'apport scientifique du fédéral pour nos pêcheries maritimes.

En d'autres termes, pour améliorer d'une façon permanente l'industrie des pêcheries dans toutes ses branches, il nous faut l'application de la science à la pêche. Nous avons le droit d'exiger cette coopération. La province de Québec fournit à peu près un quart des revenus que le gouvernement central retire de toutes les provinces. Les provinces maritimes émergent annuellement au budget fédéral. Nous ne recevons pas notre part.

Il y a dans le pays quatre stations de biologie ou de technique et d'expérimentation, et Québec n'en possède aucune. Nos pêcheurs sont dans l'impossibilité presque complète de se rendre aux stations des Maritimes. Il nous faut des stations biologiques indépendantes de celles des autres provinces.

La station biologique des Trois-Pistoles rend de grands services, mais il s'écoulera du temps avant que ses services s'étendent aux pêcheries maritimes. M. Duranleau nous avait promis une station biologique à Gaspé, mais rien n'a été fait. Nous n'avons pas renoncé à cette collaboration scientifique du fédéral en 1922, lorsque l'accord entre le Canada et Québec fut conclu.

Le fédéral devrait faire pour les pêcheries ce qu'il fait pour l'agriculture et les mines, par exemple. Il a tort de refuser. Depuis 1930, le gouvernement ne donne même plus l'aide qu'il donnait autrefois pour l'organisation de ports protecteurs où les pêcheurs peuvent aller chercher refuge en cas de tempête. Le gouvernement fédéral s'est désintéressé de cela, comme il s'est désintéressé de l'inspection du poisson et de la remise à flot des barques de pêche. À cause des exigences du marché et de la nécessité de la classification pour conserver le poisson, le gouvernement provincial a dû se charger du travail qui incombait à Ottawa. Il a dû construire 21 hangars dans la Gaspésie et deux sur la Côte-Nord.

Actuellement, nous subissons une double taxe pour les pêcheries. Il faudrait donc continuer les négociations avec le gouvernement central pour éviter ce double impôt.

Sans nuire aucunement à l'autonomie provinciale, tout en évitant les ingérences du gouvernement fédéral qui ont déjà été combattues, on ne désire pas le retour des pêcheries au fédéral, je crois que les deux gouvernements peuvent s'entendre pour nous assurer la coopération que nous désirons, travaillant ainsi à augmenter les forces en les mettant en commun. Nos pêcheries sont en puissance parmi les plus abondantes du monde. Elles constituent l'une des principales ressources naturelles de notre province. Les efforts conjoints des deux gouvernements sont nécessaires pour en assurer le plein développement. Si le gouvernement actuel à Ottawa traite cette question de première importance au seul point de vue d'une étroite partisanerie politique, ne devons-nous pas compter que nos efforts persévérants seront récompensés lorsque d'autres hommes seront appelés, et prochainement, à diriger les affaires de ce dominion?

Je le crois. Le fédéral devrait alors accepter les obligations qui lui incombent par l'entente de 1922, quant à l'inspection du poisson, et en plus assurer à notre province une station d'océanographie complète. Il nous faut convaincre le fédéral qu'il doit consacrer à nos pêcheries la part du budget qui nous revient. Il nous faut faire des efforts pour développer les coopératives de pêcheurs. C'est ce qu'il fera,

déclare-t-il lors de la discussion du budget des pêcheries.

(Applaudissements à droite)

**M. Côté (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Loi 23 George V, chapitre 77**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant la loi 23 George V, chapitre 77 soit maintenant lu une deuxième fois.

L'article qui a été apporté en 1933 à la loi de l'assistance publique décrète que les frais de perception des taxes, dont les revenus servent à l'assistance publique, seront assumés par le fonds de l'assistance publique, et non par le compte des dépenses générales. Cette loi fait perdre chaque année \$45,000 au fonds de l'assistance publique que le premier ministre admet être déjà insuffisant. Le gouvernement retarde déjà trop à payer les institutions de charité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous payons à l'assistance publique au-delà de \$5,000,000 par an, et les institutions qui bénéficient de notre loi ne nous ont adressé aucun reproche à son sujet, bien au contraire. Il peut y avoir des communautés qui se plaignent du retard, mais je reçois des lettres de communautés dont les religieuses disent prier pour que le gouvernement actuel reste au pouvoir.

Je dois dire aussi que nous sommes fiers de nos institutions. Le gouvernement est fier de sa loi de l'assistance publique. Les hésitations du début ont disparu. Aujourd'hui tous les diocèses l'ont acceptée. Les hôpitaux que nous avons dans Québec ont tellement frappé les étrangers par leur bonne organisation, que les médecins français de passage chez nous l'été dernier, nous disaient que nos hôpitaux étaient encore mieux organisés que chez eux. C'est un compliment qui s'adresse d'abord aux religieuses dévouées qui les dirigent, mais dont nous devons aussi prendre notre petite part.

Le produit des taxes de l'assistance publique a diminué. Avec le développement de l'assistance publique, il nous a fallu combler le fonds avec un million. Ce million était encore insuffisant et il a fallu amender la loi dans le sens qu'elle est aujourd'hui.

Aujourd'hui, avec la crise, le gouvernement est incapable de faire face à tous les frais de l'assistance publique, et nous puisons sur les fonds généraux de la province pour y subvenir. Nous croyons cependant que la loi de l'an dernier est excellente et nous demandons qu'on la maintienne.

Malgré les reproches violents de mon excellent ami de l'opposition, je crois que nous faisons notre devoir. Je me console d'ailleurs de ses reproches en pensant à toutes les prières que nous vaut le soin que nous prenons à défendre les institutions charitables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a exploité le dévouement de nos institutions de charité en retardant ses paiements pendant des mois et des années, les plaçant ainsi dans une situation critique.

Il veut redonner à l'assistance publique les \$45,000 qui lui ont été enlevés.

Mon projet de loi est de venir en aide aux institutions charitables. Le premier ministre oublie de parler de la taxe sur les repas; toutes les sources de taxation possible ont été exploitées. Si nous avons de bons hôpitaux, le mérite n'en revient pas au premier ministre ni au gouvernement, mais au personnel compétent et dévoué de ces hôpitaux. Les municipalités sont ruinées par les charges d'assistance publique que leur impose le gouvernement.

Le premier ministre a fait de l'ironie à l'endroit de nos institutions de charité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai jamais ri des institutions religieuses, et mon honorable ami le sait très bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si, en fait, le premier ministre n'a pas ironisé sur ce sujet, sa figure montrait bien qu'il voulait le faire.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Sauvé, Smart, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bélanger, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Desmarais, Drouin, Dufour, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Lamoureux, Lapointe, McDonald, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Plante, Poulin,

Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 40.

Ainsi, la motion est rejetée.

La séance est levée.

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

2. Voir note 1.

3. *Le Soleil* du 22 mars 1935, à la page 3, écrit la Nouvelle-Écosse. Nous avons retenu le Nouveau-Brunswick, puisque la majorité des journaux en fait mention.

4. 70 %, selon *Le Soleil* du 22 mars 1935, à la page 10.

Séance du vendredi 22 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 188 modifiant le Code de procédure civile, relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel;
- bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931;
- bill 182 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal limitant certains droits d'action contre les corporations municipales.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 184 modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.

**Salaberry-de-Valleyfield,  
règlement 350**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le conseil a réduit de cinq ans la période pendant laquelle la compagnie jouira du privilège qui lui a été accordé. Ainsi le conseil a rendu partiellement justice à la population et il a fait partiellement droit aux revendications de l'opposition.

Mais il est singulier qu'il ait obligé la Canadian Bronze, une petite compagnie, à garantir du travail à un certain nombre d'ouvriers, quand il n'a pas exigé la même chose de la Beauharnois, ni de la Montreal Cotton, qui sont beaucoup plus puissantes.

Il dit qu'il signale ce fait pour démontrer l'utilité de la Chambre haute, lorsqu'il faut compter sur elle.

**M. Saintonge (Beauharnois)** explique que ce bill ne fait que ratifier des contrats acceptés par la population de Valleyfield.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company".

**La Compagnie mutuelle  
d'assurance LaSalle**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company".

Les amendements sont lus une première fois.

### Recouvrement de réclamations

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 48 modifiant le Code civil relativement au recouvrement de réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit.

Ce projet de loi m'a été suggéré par les membres du Barreau de Montréal. Il s'agit de rendre nuls les contrats préparés par certains avocats avec les accidentés et par lesquels ceux-ci s'engagent à partager avec eux le montant de l'indemnité que leur accordent les tribunaux. On m'a fait remarquer que certains avocats ou médecins s'entendaient avec les ambulanciers pour être prévenus les premiers dans le cas d'un accident. Nous voulons mettre un terme à de telles pratiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Sociétés de colonisation

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 55 modifiant la loi des sociétés de colonisation.

Jusqu'ici, pour former une société de colonisation, il fallait 30 membres. Nous réduisons le nombre à 9, parce que maintenant, ce sont toutes des sociétés diocésaines, lesquelles se composent des officiers des comités paroissiaux.

La distribution des sociétés de colonisation en comités paroissiaux et en sociétés diocésaines, qui facilitera la réalisation du plan de colonisation, exige un plus grand nombre de sociétés de colonisation, qui toutes ne pourront pas réunir trente membres.

Il s'agit aussi de permettre aux dites sociétés de s'organiser ailleurs que dans les villes; de permettre la rémunération des secrétaires de sociétés de colonisation; de permettre la fédération des sociétés et d'autoriser la constitution légale de ces dernières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Travaux aux bureaux du ministre de la Colonisation

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1934, des altérations, réparations ou changements ont-ils été faits et des travaux ont-ils été exécutés, quant aux bureaux ou appartements réservés au ministre de la Colonisation de la province, dans l'hôtel du gouvernement, et quant aux meubles et mobilier concernant lesdits bureaux ou appartements?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. À combien se chiffre le total des dépenses occasionnées à la province à ces sujets?

c. En quoi consistent tous et chacun des dits changements, altérations, réparations ou travaux?

#### L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Oui.

a. Octobre et novembre 1934.

b. \$1,275.75 pour les Travaux publics et \$316.45 pour la Colonisation.

c. Le bureau-antichambre du ministre a été tapissé, les boiseries peinturées et les radiateurs recouverts d'appareils pour humidification; des articles de bureau ont été fournis, pour le bureau du ministre et son antichambre qui, en outre, ont été meublés.

#### Autobus, Montréal, taxes payées ou payables

**M. Bêique (Chambly):** Quant aux taxes décrétées par le chapitre 13, 24 George V, à combien se chiffre le total des taxes payées ou payables à la province, relativement aux autobus circulant dans la cité de Montréal, depuis le 20 avril 1934 jusqu'au 5 mars 1935?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Aucune taxe décrétée par le chapitre 13, de 24 George V, n'a été payée durant la période s'écoulant du 20 avril 1934 au 5 mars 1935, relativement aux autobus circulant dans la cité de Montréal, mais il y en aura qui seront payables par la Montreal Tramway Company, le premier jour juridique de juillet prochain, 1935, tel que voulu par l'article 6 du chapitre 26 des Statuts refondus de 1925, à raison de certaines lignes de tramways qui ont été remplacées par des autobus, vers la fin de décembre 1934. Le

montant de ces taxes ne pourra être établi que le ou vers le 1<sup>er</sup> mai prochain, 1935, lorsque cette compagnie nous fera rapport à la date voulue par l'article 8 de la même loi.

#### **Aide aux chômeurs, subventions du gouvernement fédéral**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À combien s'élève le total des subventions mensuelles payées à la province, par le gouvernement fédéral, pour l'aide aux chômeurs, depuis le 1<sup>er</sup> août 1934 inclusivement jusqu'au 19 mars 1935?

2. De quelle façon la contribution du gouvernement fédéral a-t-elle été distribuée?

3. Combien le gouvernement a-t-il attribué et payé à la cité de Montréal, à chaque mois, depuis le 1<sup>er</sup> août 1934 inclusivement jusqu'au 19 mars 1935, à même les contributions mensuelles payées à la province par le gouvernement fédéral?

4. Quel est le total des sommes dépensées et payées par le gouvernement de la province, à même le trésor de la province, pour l'aide aux chômeurs, depuis le 1<sup>er</sup> août 1934 inclusivement jusqu'au 19 mars 1935?

5. Quel est le total des sommes payées à chaque mois, depuis le 1<sup>er</sup> août 1934 inclusivement jusqu'au 19 mars 1935, à la cité de Montréal, pour l'aide aux chômeurs, par le gouvernement de la province, à même le trésor de la province?

6. Durant la période de temps comprise entre le 1<sup>er</sup> août 1934 inclusivement et le 19 mars 1935, le gouvernement de la province a-t-il exigé que la cité de Montréal contribue aux dépenses du chômage?

Dans l'affirmative:

7. Dans quelle proportion?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. \$3,533,333.33.

2. Aucune distribution mensuelle n'est faite aux municipalités à même les subventions mentionnées à la question no 1.

3. Voir réponse no 2.

4. \$6,713,366.45.

Cette somme ne comprend pas les réclamations non encore reçues, pour les mois de novembre et décembre 1934, et janvier et février 1935, des grandes villes, notamment de Montréal.

En tenant compte qu'actuellement, pour Montréal seulement, il faut prévoir une somme approximative de \$700,000 par mois, la somme totale éventuelle à être payée par la province s'accumulera jusqu'à représenter plus que le double de la subvention du gouvernement fédéral.

5. Décembre, 1934 .....	\$1,316,693.12
Janvier, 1935 .....	1,280,898.55
Mars, 1-19, 1935 .....	<u>1,500,519.88</u>

\$4,098,111.55

Pour la période du 1<sup>er</sup> août au 30 novembre 1934, aucun paiement n'est indiqué pour la cité de Montréal, dû au fait que la nouvelle entente avec le gouvernement du Canada n'a été signée que le 24 octobre 1934 et qu'en conséquence aucune réclamation, sous cette entente, n'a été reçue de la cité de Montréal.

De plus, la province a avancé à la cité de Montréal, durant le mois de juin et juillet, 1934, 3,000,000, devant être appliquées au montant des réclamations en suspens et qui n'avaient pas été acceptées par la province.

6. Oui.

7. 33⅓ %.

#### **Travaux au bureau du chef de l'opposition**

**M. Gauthier (Portneuf):** Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1932, des altérations, réparations ou changements ont-ils été faits et des travaux ont-ils été exécutés, quant au bureau réservé au chef de l'opposition de la province, dans l'hôtel du gouvernement et quant aux meubles et mobilier concernant ledit bureau.

Dans l'affirmative:

a. À combien se chiffre le total de dépenses occasionnées à la province à ces sujets?

b. En quoi consistent tous et chacun des dits changements, altérations, réparations ou travaux?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** a. \$1,264.00

b. Les boiseries du bureau ont été peinturées, les radiateurs remplacés, les murs tapissés et le bureau a été meublé.

#### **Passage entre Trois-Rivières et Sainte-Angèle de Laval**

**M. Gaudet (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Crête), que les honoraires ordinaires et additionnels payés pour le bill 97 réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières et le village de Sainte-Angèle de Laval soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

### **Obligations de l'hôpital Saint-Luc**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que les honoraires ordinaires payés pour le bill 105 concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

### **Université de Regiopolis**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que les honoraires payés pour le bill 114 concernant l'Université de Regiopolis soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

### **Charte de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

### **En comité<sup>1</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque les deux bills, 119 et 100, sont venus devant le comité des bills, nous avons fait des remarques, des suggestions et des réserves sur lesquelles nous ne reviendrons pas, mais j'aurais encore quelques considérations à faire sur la question de l'autonomie. Montréal demandait, entre autres choses, une carte d'identité qui devrait être exigée pour voter aux élections municipales. Je me demande pourquoi, dans le second bill de Montréal, on a retranché l'article qui rendait la carte d'identité obligatoire pour les élections municipales et, partant, provinciales, puisque les listes, dans le second cas, sont basées sur les premières. Pourquoi met-on de côté dans ce cas l'autonomie de Montréal, quand il s'agit d'une réforme que tout le conseil de ville, à l'unanimité, et les autorités policières réclament et qui est de la première importance?

Cette carte est réclamée par tous les gens bien pensants. C'est là une réforme essentielle et qui permettrait aux autorités municipales de contrôler la distribution des secours directs et les allées et venues des étrangers dans la ville. Elle a pour objet de faire disparaître les suppositions de personnes, la plaie du régime électoral. Si la carte d'identité existait à Montréal, il y aurait moins de télégraphes, moins de corruption, et les représentants du peuple seraient moins les représentants des bandits. Pourquoi la majorité ministérielle s'est-elle prononcée contre cette mesure?

Il me semble que nous avons tous intérêt à ce que les élus du peuple représentent des hommes et non des morts et des bandits qui votent à la place de gens honnêtes. Il se passe actuellement à Montréal, à la faveur de certaines lois qui ne le permettent pas heureusement, mais qui n'en devraient pas moins être amendées, la machination la plus odieuse encore tentée. On a confectionné des listes électorales de façon bandites que, si l'expression peut s'employer. Ce qui se passe actuellement à Montréal, au sujet des listes électorales, est scandaleux.

Sur 25,000 noms, il y a au moins 15,000 noms de télégraphes, cela parce que la province a employé des gens pour confectionner des listes qui sont l'illustration du banditisme électoral. Je tiens à dire de mon siège, et je prends toute la responsabilité de mes paroles que, quels que soient les moyens employés, nous n'endurerons pas en temps et lieu les bandits et les canailles qui se présenteront pour remplacer des personnes honnêtes au polls ou à la porte du poll. Nous prendrons tous les moyens que des hommes de cœur, en pareille circonstance, doivent prendre pour se faire justice et empêcher que l'expression des gens honnêtes soit noyée, quitte à nous faire justice nous-mêmes.

Je ne fais pas ici une déclaration vide de sens. Ma déclaration est celle d'un homme qui donne un avertissement qu'il croit nécessaire pour des faits qui se produisent au besoin le jour du vote. Je le répète, quels que soient les moyens que l'on prenne, la vague populaire qui grossit tous les jours sera assez puissante pour mettre à la raison ceux qui, directement ou indirectement, font ajouter des noms qu'ils savent être faux ou qui encouragent cette manière d'agir. Tous ceux qui se livrent à ces manœuvres recevront, en temps et lieu, le châtiment dû à celui qui veut escamoter l'opinion populaire, qu'ils soient connus ou non, pauvres ou riches.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Mon honorable ami, le chef de l'opposition, a fait un

discours très impressionnant. Mais en ce qui concerne la carte d'identité, la Chambre n'a rien dans le bill à ce sujet devant elle. La carte a été refusée par le comité, et il n'y a pas lieu de reconsidérer la question. Je crois que ce serait attenter à l'autonomie de Montréal que de décider de quelque façon à ce sujet présentement.

Le chef de l'opposition a parlé avec indignation de la révision des listes électorales. Il est toujours facile de voir le crime partout. Le chef de l'opposition ne semble avoir confiance dans l'honnêteté de qui que ce soit. Les listes électorales ont été préparées par des officiers consciencieux en qui le gouvernement et la population ont confiance. Il se fait présentement une révision des listes, qui ont été publiées dans les journaux de la métropole.

Aujourd'hui même, on commence la révision devant des gens honnêtes qui seront fidèles à leur serment et respectueux de leurs noms, contre qui le chef de l'opposition n'a rien à dire, respectés, entre autres le recorder de Montréal. S'il y a sur les listes des noms qui ne devraient pas y être, n'importe qui a le droit de demander qu'ils disparaissent.

Tout le monde peut voir les listes. S'il y a des amis de mon honorable ami qui y voient des noms qui ne devraient pas y être, qu'ils portent plainte et leur plainte sera entendue. Il y a moyen de réparer. Les réviseurs ne voudront pas accepter les noms de quelqu'un qui n'y a pas droit. Le chef de l'opposition devrait attendre que la révision soit faite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre dit que l'opposition croit avoir le monopole de l'honnêteté. Je le crois bien: c'est le seul monopole que le gouvernement n'ait pas encouragé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Depuis le début de la session, nous avons laissé beaucoup de latitude à mon honorable ami, mais il doit y avoir des limites. Il ne peut pas dire que le gouvernement n'encourage pas l'honnêteté. Je lui demande de rester dans les bornes de la discussion parlementaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On étudie le bill et l'opposition a le droit de faire des suggestions. Elle les fait en vue de protéger les électeurs honnêtes. Il n'a rien à retirer, ajoute-t-il, de ce qu'il a dit au sujet de la carte d'identité. Nous suggérons au premier ministre, qui contrôle la majorité en cette Chambre, de réintroduire dans le bill la clause relative à la carte d'identité.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Je me suis moi-même prononcé, au comité, contre la carte d'identité parce que j'ai cru que le système que la ville nous demandait d'adopter n'était pas pratique. et j'ai déclaré que, si on voulait rendre pratique, je voterais pour. J'ai l'impression que ce système, d'obliger les électeurs à se faire photographier, empêcherait un grand nombre d'électeurs de voter. Un médecin nous a dit qu'avec cela au moins 2,000 électeurs sur 6,000 qu'il y a dans son quartier ne voteraient pas. On nous a fait remarquer que la majorité des citoyens, pas plus de 20 % de la population, ne prendra la peine d'aller se faire photographier. On défranchisera donc par cette carte d'identité obligatoire les quatre-cinquièmes de la population.

Les photos devraient toutes être prises à la bibliothèque municipale: pourquoi n'avoir pas un photographe dans chaque quartier? Si les administrateurs veulent ce système de carte, qu'ils aillent à chaque domicile photographier les citoyens et leur remettre leurs cartes. Le système qu'on nous a soumis ne réussirait pas, et c'est pour cela que j'ai voté contre la clause. Je ne voulais pas qu'un grand nombre d'électeurs soient défranchisés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le ministre était pour le principe et contre les modalités seulement, pourquoi n'a-t-il pas présenté un amendement sur la forme? Le gouvernement aurait pu faire un amendement pour changer le mode d'identification mais qui eût conservé le principe.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

J'ai demandé aux autorités de Montréal de prendre les moyens pour remettre gratuitement aux électeurs leur carte, sans les obliger à perdre du temps pour aller se faire photographier. M. Savignac a répondu que ça coûterait trop cher. Le maire lui-même, M. Houde, d'ailleurs, n'insista pas sur cette clause. Si on veut rendre le système pratique, j'en suis. Je suis en faveur de la carte d'identité que si on la porte aux citoyens de Montréal chez eux. Que le chef de l'opposition présente un amendement pour faire disparaître les inconvénients que j'ai signalés, je voterai pour, et je demanderai à mes collègues de voter pour.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande s'il doit comprendre que le gouvernement va accepter un amendement. Il proposera alors que Montréal ait le droit d'établir un système de carte qui empêchera les substitutions de personnes.

Je suis prêt à proposer l'amendement, dit-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est à l'administration à y voir. Le conseil de ville de Montréal n'a rien proposé d'autre que ce qu'il avait dans son bill. Il n'y a rien devant la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si je présente un amendement, est-ce que le premier ministre va voter pour?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Personnellement, non! Mes collègues ont droit d'avoir leur opinion sur cette question, mais pour ma part, je crois que ce projet de réforme n'est pas encore assez mûri pour qu'on l'approuve comme cela, tout de suite. Il y a un grand nombre de gens qui ont droit de vote à Montréal et qui habitent à l'extérieur, même assez loin, et il ne serait pas juste de les forcer à faire de longs voyages, peut-être perdre beaucoup de temps, pour venir se faire photographier.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des accidents du travail**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Droits d'action contre les corporations municipales**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal limitant

certaines droits d'action contre les corporations municipales.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Code de procédure civile, cautionnement**

**M. Dugas (Joliette)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 modifiant le Code de procédure civile, relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dugas (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Hôpital Saint-Joseph des convalescentes**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des cités et villes,  
article 469**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant l'article 469 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code  
municipal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi des bureaux  
d'enregistrement, article 23**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant l'article 23 de la loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Dépôt de documents:****Fonds de l'assistance publique,  
arrêtés en conseil**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 mars 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement, jusqu'au 5 février 1935 inclusivement, et se rapportant aux engagements sur les fonds de l'assistance publique et sur d'autres fonds, payables à diverses institutions en versements annuels, et répartis en une période de vingt à trente ans, et mentionnés à la cédule du bilan A-9 des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1934. (Document de la session no 131)

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

---

**NOTE**

1. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).



Séance du mardi 26 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 116 modifiant la loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 89 modifiant la charte de J.-E. Livernois limitée ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Le rapport est adopté.

**Questions de privilège:**

**Construction d'un  
bureau de poste Waterloo,  
rapport du juge Alfred Forest**

**M. Bachand (Shefford):** Je demande la parole sur une question de privilège.

Je voudrais répondre aux accusations mal fondées et injustes que porte contre moi le juge Alfred Forest, de Montréal, dans un rapport transmis récemment au gouvernement fédéral, concernant la construction d'un bureau de poste, en 1929, à Waterloo.

Je déclare tout de suite que les questions dont il s'agit dans ce mémoire ne concernent ni cette Législature, ni ses députés, ni le gouvernement de cette province, ni aucun de ses ministres. Il s'agit uniquement de matières relevant du Parlement fédéral et au sujet desquelles les députés de cette Chambre ne sont nullement intéressés.

Je déclare de plus qu'il s'agit de faits qui se sont passés avant que je devienne député du comté de Shefford, et alors que j'exerçais uniquement ma profession de notaire en la ville de Waterloo.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Dans ce cas, le député n'a pas le privilège en cette Chambre pour faire ses déclarations.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. l'Orateur:** L'honorable député a le droit quand même de faire ses déclarations.

**M. Bachand (Shefford):** Si je crois cependant devoir donner des explications relativement à ce rapport, c'est uniquement par respect pour mes collègues et aussi par respect et comme preuve de dévouement pour les citoyens du comté de Shefford que j'ai l'honneur de représenter en cette Chambre. En portant contre moi des accusations, le juge Forest aurait dû, à défaut de courtoisie...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un député n'a pas le droit d'attaquer un juge!

**M. l'Orateur:** Sur une question de privilège, l'honorable député a le droit de dire ce qu'il veut.

**M. Bachand (Shefford):** Il aurait dû, à défaut de courtoisie, avoir au moins l'élémentaire justice de me faire tenir une copie de son rapport ou d'en remettre une copie à mes procureurs. Il n'en a rien fait. C'est par la radio et les journaux que j'ai appris les dénonciations de ce monsieur.

Et il se trouve que ce commissaire du gouvernement fédéral laissa publier dans les journaux des extraits de son rapport, avant qu'il ne soit déposé à la Chambre des communes. Pourquoi a-t-il agi ainsi? Afin, sans doute, de satisfaire sa vanité et son constant souci de publicité...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de parler ainsi d'un juge!

Référant à des articles du Règlement de la Chambre, à Bourinot et autres auteurs, il affirme que ce serait la première fois que la Législature permet à un député accusé de parjure et de trafic d'influence de se défendre en salissant le juge qui a mené l'enquête.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** réplique que les accusations faites à l'endroit de M. Bachand sont très sérieuses et qu'on doit lui donner l'occasion, en Chambre, de se défendre et de réfuter

ces allégations. Le chef de l'opposition devrait retirer son appui aux accusations du juge Forest ou écouter ce qu'a à déclarer le député de Shefford.

C'est d'élémentaire justice de permettre au député de faire ses déclarations, vu qu'il a été personnellement attaqué dans le jugement du juge Forest.

**M. Bachand (Shefford):** Afin, sans doute, de satisfaire son constant besoin de publicité et empêcher les chefs du Parti libéral qu'il dénonçait de répondre immédiatement à ses attaques de partisan...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète qu'un député n'a pas le droit d'attaquer ainsi un juge de la Cour supérieure, d'employer à l'égard du juge Forest des expressions blessantes et injurieuses.

**M. l'Orateur:** Je renvoie le point d'ordre. Un député a le droit de se défendre contre un jugement.

Il dit que c'était un cas très spécial et que le député devait avoir droit à la plus grande latitude possible pour se défendre. Il n'y est pour rien, si M. Bachand ne partage pas les opinions contenues dans le rapport du juge.

D'ailleurs, il est responsable de ses paroles.

**M. Bachand (Shefford):** Je disais donc que pour un monsieur qui se perche si haut, pour crier à la malhonnêteté des autres, c'est une étrange façon d'agir. Mais ce procédé déloyal faisait suite aux nombreuses injustices dont mes amis et moi, nous avons été victimes au cours de cette enquête publique. Et avant de donner certaines explications quant aux faits principaux qui me concernent, je demande la permission de souligner certains aspects de cette enquête, qui montreront qu'elle fut dirigée et conclue de la façon la plus partisane, la plus partielle et la plus injuste qui se puisse imaginer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député devrait se limiter aux faits. S'il fait des commentaires, je lui répondrai.

**M. l'Orateur:** Si l'honorable chef de l'opposition veut parler après l'honorable député de Shefford, nous déciderons en temps et lieu.

**M. Bachand (Shefford):** L'arrêté ministériel nommant le juge Forest ne désignait personne. Il était chargé d'enquêter sur la construction du bureau de poste à Waterloo. Si le juge Forest voulait porter des accusations contre moi, il devait se conformer à

la procédure prévue par la loi fédérale. Le juge n'en a rien fait et son rapport prouve son incompétence, doublée de sa méchanceté.

Le juge Forest fut nommé commissaire en vertu de la partie deuxième du chapitre 99 des Statuts révisés du Canada, 1927 "Loi des enquêtes". Il devrait se conformer, notamment aux articles 12 et 13 du chapitre 99 des Statuts révisés du Canada, 1927, qui se lisent comme suit:

"12. Les commissaires peuvent permettre à toutes personnes dont la conduite fait le sujet d'une enquête sous l'autorité de la présente loi, et doivent permettre à toute personne contre laquelle il est porté quelque accusation au cours de pareille enquête d'être représentée par un avocat.

"13. Nul rapport ne peut être fait contre qui que ce soit, à moins qu'un avis raisonnable ne lui ait été donné de l'accusation de mauvaise conduite portée contre lui, et que l'occasion ne lui ait été donnée de se faire entendre en personne ou par le ministère d'un avocat".

Ces deux articles 12 et 13 font une distinction entre ceux dont la conduite fait le sujet d'une enquête sans qu'il n'y ait d'accusation formelle portée contre eux, et les personnes contre lesquelles une accusation précise est portée, et contre lesquelles le commissaire veut faire un rapport.

Dans le premier cas le commissaire a un pouvoir discrétionnaire pour leur permettre d'être assistés d'un avocat. Mais dans le second cas, il n'a plus ce pouvoir discrétionnaire, c'est un droit absolu appartenant à l'accusé, et nul rapport ne peut être fait contre cette personne à moins d'un avis spécial et qu'un délai raisonnable ne soit accordé à cet accusé pour qu'il puisse présenter sa défense.

C'est le bon sens même.

Or, qu'est-il arrivé?

Aucune accusation n'a jamais été portée contre moi.

Je n'ai été assigné à cette enquête, par le juge Forest lui-même, que comme témoin.

Je prétends que, si au cours de l'enquête les avocats du gouvernement fédéral voulaient porter une accusation contre moi, ils devraient le faire explicitement. Et si le juge Forest voulait faire un rapport contre moi, il devait me donner un nouvel avis, le temps raisonnable de préparer ma défense, rouvrir son enquête et me traiter non comme témoin, mais comme accusé.

Dès le premier jour de cette enquête, le juge Forest m'a traité comme un témoin et comme une personne contre laquelle nulle accusation n'était portée.

Mais dans son rapport, il me traite comme un accusé, bien qu'il n'y ait jamais eu d'accusation précise portée contre moi, ni par le gouvernement fédéral, ni par toute autre personne et sans qu'il ne m'ait donné cet avis spécial dont j'avais droit en vertu de l'article 13 de la loi des enquêtes.

Est-ce ainsi que ce juge de la Cour supérieure conçoit la justice et les devoirs que lui impose la magistrature?

L'on dira que j'étais représenté par des avocats. C'est vrai, mais uniquement en vertu du pouvoir discrétionnaire que la première partie de l'article 12 accorde au commissaire.

J'ai été assisté d'avocats comme une personne peut l'être, lorsque sa conduite est mêlée à une enquête publique, mais je n'ai jamais été représenté à cette enquête par avocats comme accusé ni comme une personne doit l'être, lorsque le commissaire veut faire contre elle un rapport.

Il est tellement vrai que les avocats qui m'ont représenté n'agissaient qu'en vertu de la première partie de l'article 12 qu'à chaque instant, durant cette enquête, le juge Forest répétait à mes avocats qu'ils n'étaient là que par tolérance et qu'il pouvait d'un mot les forcer à quitter la salle d'audience.

C'était le meilleur aveu de la part du juge que je n'étais pas là comme accusé et que, par conséquent, il n'avait pas le droit de me traiter comme tel.

Après avoir commencé l'enquête de cette façon, après m'avoir lui-même assigné comme témoin, pourquoi dans son rapport m'a-t-il traité comme accusé? Pourquoi lui, juge si chatouilleux sur les devoirs de conscience, quand il s'agit des autres, a-t-il méprisé à ce point la loi fédérale en vertu de laquelle il agissait?

La raison? Parce qu'il n'a présidé cette enquête et qu'il n'a rédigé son mémoire que pour servir les intérêts de mes adversaires politiques dans le comté de Shefford.

Non seulement le juge Forest ne s'est pas conformé à cette loi des enquêtes, mais il s'est évertué à retirer à mes avocats le droit qu'il leur avait accordé de comparaître pour moi.

Après m'avoir assigné comme témoin, mais avec la volonté bien arrêtée de me traiter comme accusé, il refusa à mes avocats le droit de contre-interroger vingt et un (21) témoins sur les vingt-sept (27) qui comparurent devant lui.

Le juge Forest permit à mes avocats d'interroger les témoins pour lesquels ils avaient comparu, mais refusa de leur permettre d'interroger les vingt et un (21) autres témoins entendus à charge par les employés du gouvernement fédéral.

Quel est le résultat?

Le juge Forest s'autorise de certaines réponses de ces vingt et un (21) témoins pour porter maintenant des accusations contre moi alors que, si ces témoins avaient été contre-interrogés comme nous avons le droit de le faire, des explications auraient été fournies et le rapport aurait dû être autre qu'il n'est.

Comment un juge de la Cour supérieure peut-il publier un rapport comme celui qui vient d'être transmis à Ottawa, porter des accusations comme il en porte quand, délibérément, il n'a pas voulu suivre la procédure qui lui était imposée par l'article 13 du chapitre 99 et quand, délibérément, il refusa de laisser contre-interroger tous les témoins et repoussa ainsi les moyens qu'il avait de se renseigner complètement.

Bien plus. Mes avocats lui demandèrent, par requête écrite, d'interroger des témoins sur l'un des points principaux de l'enquête, la valeur du terrain vendu au gouvernement fédéral, pour le prix de \$3,650.00.

Le juge Forest rejeta cette requête et refusa de laisser interroger ces témoins.

Mes avocats désiraient interroger plusieurs citoyens de la ville de Waterloo sur la valeur de ce terrain, citoyens se déclarant prêts à affirmer que pour construire un magasin sur ce site ils auraient payé une somme de \$3,650.00.

Le juge Forest, poursuivant toujours sa même idée, refusa de les entendre.

Quel est le résultat?

Il se trouve que, sur ce point, le juge Forest s'appuie exclusivement sur certaines affirmations de mes adversaires politiques, entre autres sur celles de l'organisateur conservateur dans le comté de Shefford.

Avec pareils procédés, le juge Forest était à l'aise pour rédiger ce mémoire dans le sens réclamé par nos adversaires, provocateurs de cette enquête.

Est-ce de cette façon qu'un commissaire public doit agir?

Que dirait le juge Forest si l'on procédait de la même manière à son égard, si, par exemple, une commission royale était ordonnée pour vérifier, par enquête unilatérale, la façon avec laquelle il réussit à se faire nommer juge et à scruter certaines accusations portées contre lui, dans des mémoires transmis aux ministres fédéraux par quelques-uns de ses prétendus amis conservateurs?

Pour compléter le tableau, le juge Forest trouva que, durant cette enquête, seuls les conservateurs entendus comme témoins avaient dit la vérité mais, que tous les chefs libéraux s'étaient parjurés.

Il est, en effet, remarquable que pas un de mes amis politiques ne trouva grâce devant lui, ni Hormidas Forand, ni Oscar Séguin, ni Hervé Boyer, ni Alonzo Lemieux, ni Édouard Pinsonneault, marchand depuis 40 ans à Waterloo, ni même Ernest Boivin, ancien député fédéral, industriel influent, faisant depuis 25 ans des affaires avec tous les commerçants et les industriels du Canada.

Donc, au dire du juge Forest, les chefs conservateurs du comté de Shefford sont des témoins tout à fait intéressés; c'est écrit dans son mémoire; mais par contre, les chefs du Parti libéral de mon comté sont tous des canailles et des réprouvés.

Le juge Forest a tellement forcé la note qu'il a dépassé la mesure, montré le bout de l'oreille qui fait voir publiquement la raison pour laquelle il fut choisi pour présider à cette enquête, après que deux autres juges de la Cour supérieure, désignés par arrêté ministériel, aient refusé d'y présider.

Quels sont les faits qui me sont reprochés?

Je réponds tout de suite au passage du rapport du juge Forest, qui contient à mon endroit le plus de venin, celui par lequel il a essayé de détruire ma vie publique. Il prétend que je me suis parjuré le 29 décembre 1934.

J'en appelle, sur ce point, au bon sens des députés de cette Chambre.

Voici les faits.

J'avais rendu mon témoignage à deux ou trois reprises, entre autres le 21 décembre dernier, toute la journée. J'avais été interrogé de nouveau l'après-midi du 28 décembre 1934. Je croyais que j'en avais fini de cette enquête.

À l'ouverture de l'audience, le 29 décembre, à dix heures du matin, je reçus un téléphone disant que l'on voulait de nouveau m'interroger. Je me rendis immédiatement à la cour où l'on me posa entre autres ces questions:

J'étais alors sous l'impression que je n'avais causé avec personne de cette déposition de Elzéar Beauregard rendue la veille, le 28 décembre 1934. D'autres questions m'ayant été posées sur ce point, je me suis rappelé que quelqu'un m'avait téléphoné du palais de justice dans l'après-midi du 28 décembre 1934<sup>1</sup>, au sujet de cette déposition de Elzéar Beauregard.

Et alors, tout de suite, de moi-même, j'ai déclaré que je venais de commettre une erreur, que je n'avais pas causé de ce témoignage avec personne, mais quelqu'un m'avait téléphoné pour me rendre compte de cette déposition d'Elzéar Beauregard. À la même séance, le juge Forest me félicita d'avoir de moi-même corrigé ma déposition.

Pourquoi aujourd'hui trouve-t-il dans ces faits preuve de parjure? Depuis quand y a-t-il parjure quand un témoin, soit au cours de sa déposition, soit même quelques jours plus tard, avant que l'enquête ne soit terminée, de lui-même, avertit le tribunal qu'il a commis une erreur et corrige une réponse qu'il a donnée? Cette pratique n'est-elle pas journalière devant les tribunaux? Pourrait-on accuser de parjure tous ceux qui, rendant témoignage, commettent des erreurs mais les corrigent au cours de leur déposition?

J'en appelle ici aux maîtres du Barreau, j'en appelle à la magistrature de cette province et leur demande s'il est juste, pour un incident comme celui-là, de prétendre, ainsi que le fait malicieusement le juge Forest, que je me suis parjuré, lors de cette enquête publique?

Dans cette enquête qui, entre parenthèses, coûtera cinq ou six mille dollars aux finances fédérales, il s'agit au total, d'après les propres chiffres du juge Forest, d'une somme de \$4,500.

Cette somme se décompose comme suit: \$3,050 payée en trop pour la vente d'un terrain au gouvernement fédéral, \$750 payés en trop à Séguin, surveillant des travaux du bureau de poste, et \$700.00 versés par Hervé Boyer à la caisse électorale du comté de Shefford.

a) Vente d'un terrain: \$3,650.

Il s'agit d'une vente faite par Hormidas Forand au gouvernement fédéral, pour \$3,650, le 19 septembre 1925, de lots situés dans la ville de Waterloo, pour le bureau de poste.

Forand et sa femme avaient acquis ces terrains deux ans auparavant de Édouard Pinsonneault. Pinsonneault les avait lui-même acquis le 27 février 1923 du docteur Corcoran.

L'on prétend que le prix exigé du gouvernement fédéral, \$3,650, n'était pas la valeur de ces lots.

L'entrepreneur général, Alphonse Daris, jura que, vu la situation de ces lots, ce prix lui paraissait raisonnable. L'officier du gouvernement fédéral, Gustave Gingras, dans un écrit, adressé au gouvernement fédéral, en 1925, recommanda d'acheter ces terrains, Gingras déclarant que ces lots, occupant un site unique dans la ville de Waterloo, valaient \$3,650.

Il s'agit donc d'une appréciation de valeur de terrain.

C'est précisément au sujet de cette valeur de terrains que nous avons offert au juge Forest d'interroger plusieurs citoyens de la ville de Waterloo prêts à déclarer, sous serment, qu'ils auraient donné ce prix de \$3,650 pour ces lots.

Le juge Forest, désireux d'avoir une preuve *ex parte*, rejeta notre requête; il refusa d'entendre les témoins qui auraient pu faire contrepoids à la preuve faite par les avocats du gouvernement fédéral.

Forand affirma que ce prix d'achat servit à acquitter des dettes qu'il devait. En quoi cela était-il répréhensible? Des billets ont été produits, signés par Forand, attestant que Forand devait des dettes et qu'il acquitta à même ce prix d'achat. Est-ce une raison de conclure que la transaction fut faite par moi et que j'en suis responsable?

Je pratiquais alors comme notaire de Pinsonneault et celui de Forand; tous ces actes ont été faits par devers moi en ma qualité de notaire. C'est la raison pour laquelle je fus mêlé à cette transaction. Est-ce motif de conclure que c'est moi qui ai fait faire la vente au gouvernement fédéral et que c'est moi qui ai profité de cette vente?

b) Salaire payé à Oscar Séguin.

La deuxième accusation portée contre moi par le juge Forest est relative au salaire payé à Oscar Séguin.

Oscar Séguin, après un examen spécial passé devant le représentant du département des Travaux publics, fut nommé surveillant des travaux.

Il est admis par tous qu'il agit comme surveillant des travaux. Le juge Forest prétend que ses services se sont terminés en juin 1929 et que son salaire continua d'être payé à raison de \$125 par mois jusqu'en décembre 1929. Oscar Séguin prétend qu'il travailla durant toute cette période et qu'il a gagné son salaire de \$125 par mois jusqu'en 1929.

Il s'agit d'une question de faits.

Bien que la construction principale fut terminée au printemps 1929, Gustave Gingras affirme, cependant, que le dernier estimé en faveur de Alphonse Daris est en date du 9 septembre 1929. La prétention de Oscar Séguin, c'est que d'autres travaux furent exécutés durant l'été de 1929 et l'automne 1929. Il a produit, notamment, une lettre en date du 10 juillet 1929 par laquelle Gustave Gingras lui indiquait toute une liste de travaux à faire.

Ses fonctions de surveillant exigeraient entre guillemets une correspondance volumineuse durant l'été et l'automne 1929 concernant, notamment, les sous-entrepreneurs de Daris, relativement aux balances qui leur étaient dues pour la construction de ce bureau de poste.

Gingras affirme, de plus, que la Commission du service civil et le département des Travaux publics maintinrent Séguin en fonction, parce que l'on prévoyait d'autres travaux. Comme question de

fait, les contrats relatifs à l'ameublement et à la démolition de certaines bâtisses et terrassements ne furent accordés qu'à l'automne de 1929 et terminées qu'au printemps de 1930.

Aucun salaire ne fut payé à Séguin après le 4 décembre 1929. Séguin affirme cependant qu'après cette date, notamment au printemps de 1930, il surveilla la fin de la démolition d'un édifice et les terrassements du travail, et cela, sans recevoir aucune rémunération. Il y a donc lieu de tenir compte de ce fait, en appréciant les services rendus par Séguin et la somme de \$1,500 que lui paya le département des Travaux publics de décembre 1928 à décembre 1929.

Mais en supposant que la version du juge Forest serait exacte, pourquoi me tenir responsable de cette somme de \$750 représentant le salaire que Séguin aurait touché de juin à décembre 1929?

Il fut prouvé qu'à même ce salaire Oscar Séguin paya une dette à la succession de Georges Boivin. Le juge Forest savait, ou du moins devait savoir, que la partie de ce salaire dont il demande le remboursement fut retirée par la succession Georges Boivin. J'ai agi, sans profit aucun, comme intermédiaire de la succession Georges Boivin.

Pourquoi le juge Forest insinue-t-il méchamment que j'ai retiré ce salaire? L'enquête qu'il a faite démontre le contraire.

Il a été établi et admis par tous que Oscar Séguin devait une dette à Georges Boivin, ancien député du comté de Shefford. Après la mort de celui-ci, pressé de payer cette dette à la succession Boivin, j'ai payé cette dette à la succession Georges Boivin qui me subrogea à ses droits contre Séguin. La partie du salaire de Séguin qui servit à payer cette dette, n'était donc pas en définition payée à moi-même, mais à la succession Georges Boivin.

Pourquoi le juge Forest m'en rend-il seul responsable?

c) Souscription au fonds électoral: \$700.

Un autre reproche du juge Forest est relatif à une somme de \$700 versée par Hervé Boyer à la caisse électoral du comté de Shefford.

Sur l'une des parties du terrain où le bureau de poste devait se construire se trouvait un édifice. Le gouvernement fédéral demanda des soumissions pour démolition de cet édifice. Hervé Boyer fut le plus bas soumissionnaire et obtint le contrat au prix de \$2,200.

Il vendit des matériaux provenant de la démolition pour une somme de \$685.16.

Aucune preuve n'a été faite quant à l'octroi de ce contrat à Boyer, ni relativement à la manière avec laquelle il exécuta ce contrat.

L'enquête ne révèle donc aucun reproche relativement à ces faits.

La preuve révèle que Boyer fit une souscription au fonds électoral du Parti libéral au montant de \$700. Dans l'automne de 1929 il signa un billet au montant de \$700 à l'ordre de J.-U. Poirier, comptable. Poirier remit plus tard ce billet à Oscar Séguin qui me l'a remis lors du dernier paiement fait à Boyer le ou vers le 28 août 1930.

Le juge Forest déclare dans son mémoire qu'avant d'avoir obtenu son contrat, Boyer souscrivit ce billet de \$700.

C'est faux.

Hervé Boyer a juré le contraire.

Il affirma qu'il avait songé à faire cette souscription après avoir obtenu son contrat et après en avoir commencé l'exécution, après avoir commencé la démolition de l'édifice et avoir commencé à en vendre les matériaux.

Pourquoi, sur ce point, le juge Forest a-t-il rapporté faussement les faits?

Quel reproche peut-on me faire au sujet de ces faits?

Boyer déclara qu'il fit cette souscription de son propre chef. Il déclara que ces travaux de démolition étaient commencés, quand il signa le billet en faveur de Poirier. La raison qu'il donne de cette souscription, c'est que, vendant les matériaux, en plus du prix de son contrat, il trouva que son profit lui permettait d'être généreux à l'égard du Parti libéral et de lui faire une souscription.

Aucune contrainte ne fut exercée sur lui à ce sujet. Il est corroboré sur ce point par MM. J.-U. Poirier, Oscar Séguin et moi-même.

J'affirme que je ne connus cette souscription que lorsque Séguin me remit le 30 août 1930 le billet signé par Boyer en faveur de Poirier. J'affirme que je reçus ce billet le ou la veille du jour où le chèque du gouvernement au montant de \$2,308.40<sup>2</sup> fut reçu, le ou vers le 30 août 1930.

L'ensemble de la preuve établit donc que cette souscription représentée par un billet signé en automne 1929, fut faite volontairement par Boyer et ne fut connue par moi qu'à la fin d'août 1930.

J'ai déclaré lors de l'enquête, et je le répète, cette souscription de \$700 fut employée à payer des comptes d'élection.

Je n'ignore pas que ces souscriptions à la caisse électoral et l'emploi de ces fonds pour payer des dettes d'élection sont parfois dénoncés par des puristes. Mais ce sont là des mœurs politiques acceptées au Canada depuis de nombreuses années, quels que soient les contrats accordés ou les

nominations à faire et quels que soient les régimes politiques qui administrent les affaires publiques.

Aussi longtemps que l'ordre public et les intérêts généraux de notre pays ne sont pas affectés par cette façon d'agir, des citoyens de ce pays paraissent avoir approuvé pareille façon d'agir.

M. Hervé Boyer déclarant qu'il souscrivit à la caisse électoral de son plein gré, sans y être forcé, deux ou trois mois après que le contrat lui fut octroyé, il y a là un don fait à un parti politique par l'un de mes amis, et du genre de milliers d'autres dons faits depuis cent ans dans la province de Québec.

Au lieu de se scandaliser de cette souscription de quelques centaines de piastres à la caisse électoral de Shefford, le juge Forest ferait mieux, pour calmer sa conscience subitement éveillée, de demander une enquête royale sur la souscription de \$700,000 environ que le premier ministre du Canada, M. R.-B. Bennett, déclarait récemment avoir faite au Parti conservateur, lors des élections de 1930.

Mais que dirait ce même juge Forest, si une enquête royale était instituée relativement à la caisse électoral du défunt régime Meighen, alors que ce même juge Forest était battu à plate couture dans le comté de Montcalm-l'Assomption? Si pareille enquête royale était ordonnée sur ses agissements dans ce comté, serait-il aussi prompt à se voiler la face et à rougir de méthodes électorales que lui et ses amis ont si longtemps pratiquées?

En résumé, il s'agit d'une lutte entre adversaires politiques.

La construction de ce bureau de poste était, depuis plusieurs années, au programme des candidats dans le comté de Shefford, Georges Boivin, ancien député libéral de ce comté et ancien ministre, réalisa enfin ce projet. La population, non seulement de Waterloo, mais de tout le comté de Shefford, lui sut gré de ce succès ainsi qu'aux autres chefs du Parti libéral dans le comté.

Nos adversaires politiques ne nous l'ont pas encore pardonné.

Ce bureau de poste de Waterloo fut l'objet de toutes les discussions au cours des élections fédérales de 1930 et au cours des élections provinciales de 1931.

M. Tétrault, le député conservateur fédéral, élu aux élections de 1930, continua la lutte, aidé par son ami politique que j'avais battu aux élections provinciales de 1931.

En 1932 et 1933 le député Tétrault fit des interpellations à la Chambre des Communes et posa au gouvernement fédéral toute une série de questions qui couvraient exactement les points sur lesquels porta cette enquête publique.

Je regrette d'avoir à déclarer que cette lutte politique au sujet de ce bureau de poste, commencée à Waterloo depuis près de dix ans, s'est continuée durant l'enquête présidée par le juge Alfred Forest. Et j'ai le regret d'être forcé de dire publiquement que l'adversaire politique le plus partial et le plus injuste a été le juge Alfred Forest.

Non content de diriger l'enquête uniquement dans le sens exigé par les chefs conservateurs du comté de Shefford, non content de refuser de suivre les dispositions de la loi fédérale en vertu de laquelle il fut nommé, non content de refuser injustement et sans droit de laisser nos avocats contre-interroger tous les témoins entendus durant cette enquête, non content de refuser d'entendre les témoins qu'on lui suggérerait, relativement à la valeur du terrain acheté par le gouvernement fédéral, le juge Forest, après avoir conduit d'une façon aussi partielle et aussi injuste cette enquête publique, s'autorise maintenant de cette enquête, écourtée et restreinte volontairement par lui, dans un but politique, afin de servir les intérêts du Parti conservateur et payer ainsi sa dette de reconnaissance pour jeter de la boue, non pas seulement sur le député provincial de Shefford, non pas seulement sur une demi-douzaine des chefs du Parti libéral dans le comté de Shefford, mais sur toute la population de la ville de Waterloo.

Et je voudrais terminer par un protêt public contre les attaques injustes et malveillantes du juge Forest à l'adresse de toute la population de la ville de Waterloo et de la ville de Granby.

Le juge Forest écrit dans les conclusions de son rapport "que les mœurs électorales à Waterloo et à Granby, dans le comté de Shefford, sont absolument dépravées".

De quel droit le juge Forest, candidat battu deux fois, dernier monté sur le banc qui a servi de tampon au gouvernement de M. Bennett pour salir ma réputation et ruiner ma vie publique, insulte-t-il de cette façon toute la population de la ville de Granby et de la ville de Waterloo, deux des centres les plus importants de la province de Québec?

En supposant, ce qui n'est pas vrai, que certains faits auraient été établis contre quatre ou cinq individus du comté de Shefford, le juge Forest était-il justifiable, par rancune et partisanerie politique, d'insulter toute la population de la ville de Granby et de la ville de Waterloo?

Et si je me suis levé aujourd'hui en Chambre, c'est moins pour défendre ma personnalité que pour relever, avec mépris, les injures du juge Forest à l'adresse de ces deux localités du comté de Shefford et proclamer bien haut que la population de Granby

et de Waterloo ne méritait pas ce paquet de boue que ce juge de la Cour supérieure vient essayer de lui lancer.

J'ai la certitude qu'aux prochaines élections, les citoyens de Granby, de Waterloo et de tout le comté de Shefford jugeront comme elle le mérite cette attitude injuste et malveillante du juge Forest, inspirée par certains adversaires politiques du comté de Shefford.

J'ai confiance que l'opinion publique, non seulement dans le comté de Shefford, mais dans toute la province de Québec, éclairée de la façon inique avec laquelle cette enquête fut conduite et terminée, rendra justice à toutes les parties en cause et rappellera à ce commissaire, à ce partisan politique, hissé par intrigue jusqu'à la magistrature, que la première qualité d'un juge, c'est l'impartialité et qu'à ce compte, il mérite l'autorité et le respect.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais répondre succinctement...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Shefford a fait sa déclaration: nous devons en rester là.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais il a dépassé la question de privilège.

**M. l'Orateur:** Comme il n'y a pas de motion, je déclare qu'il ne peut y avoir de débat.

Il dit que, puisque le député a pris la parole sur une question de privilège, le débat est terminé et ne peut être repris.

### Taxe d'hôpital

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 limitant la taxe sur les repas, appelée "taxe d'hôpital", dans les villages et les paroisses soit maintenant lu une deuxième fois.

Je crois que cette taxe est de nature à nuire au tourisme. Il faudrait enlever la taxe dans les hôtelleries de campagne. La principale attraction du tourisme américain réside surtout dans les campagnes, parce que c'est là surtout que les étrangers peuvent trouver un caractère nouveau, des mœurs et des usages différents. Mais, pour que les touristes puissent être attirés dans nos campagnes de façon pratique, il faut supprimer les inconvénients et les tracasseries qui les irritent inutilement. Une de

ces tracasseries, c'est la taxe sur les repas, d'autant moins excusable que le gouvernement n'y trouve guère de revenus. Si le ministre de la Voirie aime vraiment les touristes, qu'il il retire cette restriction au tourisme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'approuve le projet de loi de mon collègue, car peu d'efforts ont été menés dernièrement pour donner à la province un aspect plus français. L'enlèvement de la taxe aura pour effet d'encourager le tourisme. La taxe sur les repas est une taxe vexatoire. Il est assez qu'elle existe dans les villes de plus de 4,000 âmes, sans l'imposer dans les campagnes. La nourriture est déjà taxée: pourquoi taxer encore les repas? Le gouvernement, avec sa taxe sur les repas d'un prix aussi bas que 35 sous, se trouve en fait à taxer les premières nécessités de la vie: le pain, le beurre, etc. En plus, cette taxe est irritante et tracassière, notamment pour les touristes que l'on veut attirer d'une part et qu'en fait on s'efforce d'éloigner par de pareilles lois. Nous avons reçu des protestations des hôteliers de campagne, eux qui font leur possible pour attirer le tourisme.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'attitude du chef de l'opposition m'étonne un peu. Il voudrait que nous fassions disparaître cette taxe qui ne rapporte rien au gouvernement, mais qui va directement aux crèches, aux hôpitaux, aux hospices et autres institutions de bienfaisance. Croit-il vraiment que cette taxe peut nuire au tourisme? Pense-t-il que le touriste qui passe dans un village soit découragé parce qu'on lui demande 5 ou 10 cents sur son repas? Cette taxe destinée à nos hôpitaux, à nos hospices, représente un très minime sacrifice de la part de celui qui le paye.

Au fond, le chef de l'opposition ne doit guère favoriser le bill du député d'Yamaska. Le chef de l'opposition a fait un bel effort pour seconder l'honorable député d'Yamaska, mais je suis certain qu'il serait le premier à déplorer le geste que ferait le gouvernement en acceptant la motion de son collègue. Il serait le premier à regretter que cette taxe disparaisse.

(Applaudissements à droite)

**M. Barré (Rouville):** Je suis d'avis que le fait d'enlever la taxe dans les petites villes ne nuirait pas au gouvernement. Dans les villages, les restaurants et hôtelleries sont rares et vivent péniblement. Sans doute, l'exemption que l'on propose représente peu, mais la somme qu'elle représente compte tout de même pour des gens qui

doivent économiser de façon stricte. Je crois qu'en diminuant la taxe, ce serait un encouragement à donner aux hôteliers de campagne. En plus, le gouvernement y perdrait très peu. Il me semble que l'assistance publique n'en souffrirait pas tant que cela.

Il ne voit pas pourquoi on refuserait d'adopter le projet.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Bélique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bercovitch, Caron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), David, Dugas, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Lapointe, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Reed, Rochette, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 38.

Ainsi, la motion est rejetée.

### Rentes seigneuriales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 19 février dernier, sur la motion proposée le même jour:

Que cette Chambre:

Attendu que, dans la province de Québec, le régime seigneurial est censé être aboli;

Attendu qu'il en reste certains vestiges qui sont une anomalie;

Attendu qu'il est injuste que les héritiers directs des premiers colons soient chargés à perpétuité du paiement des rentes seigneuriales;

Attendu que les articles 439 et 445, inclusivement, du Code municipal prévoient le rachat de ces rentes par les municipalités;

Attendu que le moyen prévu par lesdits articles du Code municipal comporte des procédures trop longues et trop compliquées pour être pratiques;

Invite le gouvernement à présenter dès cette session une législation basée sur les principes suivants:

a. Émission d'un emprunt au montant nécessaire pour fournir aux municipalités intéressées tout le capital nécessaire au rachat des rentes payables dans la province de Québec;

b. Avis à toutes les municipalités intéressées que, dans un délai à déterminer, mais qui ne devra pas dépasser 24 mois, chaque municipalité intéressée aura à préparer ou faire préparer un rôle de perception tel que prévu au paragraphe 5 de l'article 437 du Code municipal;

c. Avis à toutes les municipalités intéressées que, dans le délai plus haut mentionné, elles auront à racheter les rentes dans l'étendue de leur territoire et que les fonds nécessaires sont à leur disposition à un taux d'intérêt ne dépassant pas 4 % annuellement;

d. Avis public à tous les propriétaires, obligataires, créanciers ou autrement intéressés au paiement ou à la perception des rentes seigneuriales que, dans le délai ci-haut mentionné, toutes les rentes seront rachetées par les municipalités avec les fonds fournis par le gouvernement.

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)** trouve la motion du député de Rouville utile, très raisonnable et à l'avantage de tous les citoyens.

Les propriétaires des campagnes, dit-il, verraient certainement d'un bon œil le rachat des rentes seigneuriales par le gouvernement. Le gouvernement pourrait permettre aux conseils de comté d'emprunter à bon compte pour le faire. Je ne veux pas insister davantage parce que je sais que le gouvernement étudie actuellement un projet pour le rachat des rentes seigneuriales. Il y a actuellement 191 municipalités dont les habitants sont astreints à payer des royautés annuelles aux seigneurs.

La Commission municipale pourrait faire ce travail au moyen d'un fonds d'amortissement, et, dans 15 ou 16 ans, toutes les rentes seigneuriales se trouveraient abolies. Je prie donc instamment le gouvernement de cette province de se rendre à la demande du député de Rouville. Toutes les organisations sont en faveur de l'abolition de ces rentes, et je seconde la motion du député de Rouville.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je remercie et félicite le député de Rouville d'avoir saisi la Chambre et la province de cette importante question; je remercie entre guillemets le député qui vient de le seconder. Cette question est à l'étude depuis longtemps par le gouvernement qui n'est pas réfractaire à aucune bonne mesure. Il faudrait environ \$3,500,000<sup>3</sup> pour racheter les rentes dans Québec. Le gouvernement est justement à préparer une loi qui sera présentée au cours de la présente session pour satisfaire les vues du député de Rouville et de son successeur. D'ici la fin de la session, nous aurons une loi qui permettra aux censitaires et au

conseil de comté de racheter ces rentes. Le conseil de comté pourra emprunter et le gouvernement garantira l'emprunt.

Il n'y a aucun doute que ce régime des rentes seigneuriales a fait beaucoup de bien. Les rentes seigneuriales avaient du bon dans le temps. Elles permettaient à un cultivateur de s'établir à bon compte. Mais aujourd'hui, on compte qu'il est temps de mettre fin à ce vieux régime. L'heure est arrivée de la faire disparaître prochainement. J'ai donc le plaisir d'annoncer à la Chambre que nous présenterons d'ici quelques jours<sup>4</sup> une loi dans le sens de la motion du député de Rouville. Nous aurons une loi qui permettra au conseil d'emprunter à bon compte, peut-être à 2 % ou 2¼ %, avec la bonne garantie du gouvernement pour mettre le dernier clou au cercueil de cette pratique passée de mode. Les temps ayant changé, son utilité a cessé. Le régime seigneurial est disparu; il ne reste que les rentes qui sont appelées à disparaître elles aussi.

**M. Barré (Rouville):** Je remercie le premier ministre de ses bonnes paroles. Si la loi est ce que nous pensons qu'elle sera, je dirai comme le premier ministre disait tantôt: Le gouvernement libéral n'est pas réfractaire aux bonnes mesures!

La tenure seigneuriale a été abolie, autrefois sur la proposition d'un député de Rouville. Ce député fut battu aux élections suivantes. J'espère que je ne subirai pas le même sort. Je remercie le gouvernement de s'intéresser à cette question, et je souhaite que la mesure qu'il présentera sera excellente.

La motion est adoptée.

#### **Sociétés de colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 modifiant la loi des sociétés de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai expliqué l'autre jour cette loi. Il s'agit d'une loi de concordance avec le nouveau plan du gouvernement. Il y a certains articles de concordance qu'il faut inscrire dans le bill. Ces sociétés seront maintenant diocésaines: il s'agit donc de changer la loi en conséquence. L'article 7 du bill donne droit à ces sociétés de se former en confédération, si elles les désirent. Les autres amendements sont pour changer le texte de la loi, de façon à rencontrer ces

exigences: permission d'avoir plus de trente membres par société et d'augmenter le nombre des officiers de huit à neuf; autorisation d'avoir un secrétaire rémunéré à temps plein, si une société le désire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande plus de temps, afin de consulter les Statuts concernant ce bill.

Nous pourrions adopter la loi en deuxième lecture et remettre l'étude en comité à la prochaine séance.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

#### **Taxes scolaires**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 modifiant la loi de l'instruction publique concernant le paiement des taxes scolaires par certains occupants soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que l'objectif est de permettre aux propriétaires de choisir à quelle commission scolaire ils veulent payer leurs taxes.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Commerce de l'essence**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** appelle la motion suivante, inscrite à l'article 59 du *Feuilleton* de la Chambre:

Que cette Chambre,

Attendu que la Législature de la Nouvelle-Écosse, à sa dernière session, a voté une loi autorisant la nomination d'une commission avec le pouvoir de réglementer le commerce de l'essence et d'émettre des permis pour la vente, en gros et en détail, de cette marchandise;

Attendu que les pouvoirs conférés à cette commission avaient pour objet et ont eu pour résultat de faire baisser les frais de distribution et par là-même le prix de l'essence dans la Nouvelle-Écosse;

Exprime le vœu que le gouvernement étudie cette loi et les règlements adoptés pour lui donner effet, afin de s'assurer s'il n'y aurait pas avantage à voter une loi en vue d'obtenir les mêmes résultats en notre province.

Étant donné que le gouvernement doit présenter une loi en ce sens, prochainement, je retire ma motion.

La motion est retirée du *Feuilleton*.

#### **Chômage, programme de construction**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** appelle la motion suivante, inscrite à l'article 72 du *Feuilleton* de la Chambre:

Que cette Chambre:

Considérant que le chômage continue d'exister presque sans espoir d'un règlement prochain et que les ouvriers de toutes catégories souffrent depuis trois ans des mauvais effets d'une loi fédérale dite de secours direct;

Invite le gouvernement actuel du Canada à remplir ses promesses de 1930 en mettant à exécution immédiatement un programme de construction, tel qu'il s'est alors engagé de le faire envers la population de notre province et du pays tout entier, et ayant pour objet d'employer tous ceux qui sont aptes au travail, manuel ou autre, et qui ont besoin de gagner leur subsistance et celle de leur famille.

Lorsque j'ai proposé ma motion, il n'y avait aucun projet en vue à Ottawa au sujet du chômage. Maintenant, Ottawa a déposé une législation et je crois qu'il n'y a plus lieu de demander à la Chambre de l'adopter. Dans ce cas, il convient d'attendre. Je retire ma motion.

La motion est retirée du *Feuilleton*.

#### **Manutention de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 26 modifiant la loi de la manutention de la gazoline.

Adopté.

#### **En comité<sup>5</sup>:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** et **M. Barré (Rouville)** demandent à ce que les consommateurs ordinaires, et particulièrement les cultivateurs, ne soient pas affectés par cette mesure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Fisher (Huntingdon) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** prennent part au débat.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** explique que les changements mineurs apportés au bill affecteront surtout les importateurs et les grossistes et soustrairont aux obligations les consommateurs au détail qui achètent de la gasoline pour leur usage personnel et non à des fins commerciales.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 3 de la loi de la manutention de la gasoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36A, tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 31) est modifié en remplaçant le mot: "cent", dans la troisième ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, par le mot: "trente".

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il s'agit d'amender la loi pour exempter les cultivateurs du rapport que tous ceux qui ont en leur possession plus de 100 gallons de gasoline sont obligés de faire aux termes de la loi telle que rédigée tout d'abord.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 3 de la loi de la manutention de la gasoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36A, tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 31) est modifié:

"a. En retranchant les mots: "ou a acheté", dans la première ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2;

"b. En retranchant les mots: "ou a acheté", dans la troisième ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2;

"c. En remplaçant le mot: "cent", dans la troisième ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, par le mot: "trente".

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Ste. Anne Paper Company**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 9 pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la Ste. Anne Paper Company Limited et à ses prédécesseurs et ayants cause.

Adopté.

### **En comité<sup>6</sup>:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** fait remarquer que le moulin, qui a donné de l'emploi à plusieurs centaines de personnes de la région et payé plusieurs milliers de dollars en ouvrages et en salaires, a reçu en retour quelques congés de taxes, à condition qu'il ouvre une usine et emploie un certain nombre d'ouvriers.

Comme l'usine est fermée depuis plus de deux ans, il est proposé d'annuler les avantages accordés, pour que la municipalité puisse évaluer les propriétés de la compagnie qui vaudraient plus de \$4,000,000, en vue de percevoir les taxes. Il s'agit de permettre à la municipalité le plein paiement des taxes sur les propriétés de la compagnie, puisqu'elle n'emploie plus personne dans la ville et que ses moulins sont fermés. La construction de la fabrique a coûté six millions de dollars. L'usine paiera ainsi une bonne partie des taxes de la municipalité.

Il ajoute qu'en agissant ainsi on espère amener la direction de la compagnie à rouvrir le moulin prochainement.

Le préambule et l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. À compter de la mise en vigueur de la présente loi, les résolutions ou les actes ou mémoires de conventions que les deux lois mentionnées à l'article précédent ont confirmés et ratifiés, sont déclarés nuls et de nul effet."

Le comité propose des amendements.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. À compter du premier janvier 1935, les résolutions ou les actes ou mémoires de conventions que les deux lois mentionnées à l'article précédent ont confirmés et ratifiés, sont déclarés nuls et de nul effet, et le conseil municipal doit faire procéder sans délai à l'évaluation réelle des biens de la compagnie et porter cette valeur au rôle d'évaluation et de cotisation."

L'amendement est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Dans le cas où l'exploitation de l'usine à papier située dans la municipalité de Beupré, comté de Montmorency no 1, serait reprise, il est loisible à la corporation municipale de Beupré et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Beupré, d'accorder au propriétaire de ladite usine, pour une période n'excédant pas cinq années, les mêmes commutations de taxes que préoyaient les résolutions et les actes ou mémoires de conventions mentionnés aux lois 16 George V, chapitre 114, et 19 George V, chapitre 131.

"L'octroi de ces privilèges a lieu sans autres formalités préliminaires ou subséquentes que l'approbation d'une résolution par la majorité des membres présents du conseil municipal de Beupré et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Beupré, formant quorum, et par la Commission municipale de Québec."

Le comité propose un amendement au premier alinéa<sup>7</sup>.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. Dans le cas où l'exploitation de l'usine à papier située dans la municipalité de Beupré, comté de Montmorency no 1, serait reprise, il est loisible à la corporation municipale de Beupré et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Beupré, d'accorder au propriétaire de ladite usine, pour une période n'excédant pas cinq années, les mêmes commutations de taxes que préoyaient les résolutions et les actes ou mémoires de conventions mentionnés aux lois 16 George V, chapitre 114, et 19 George V, chapitre 131, pourvu que l'usine fonctionne normalement.

"L'octroi de ces privilèges a lieu sans autres formalités préliminaires ou subséquentes que l'approbation d'une résolution par la majorité des membres présents du conseil municipal de Beupré

et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Beupré, formant quorum, et par la Commission municipale de Québec."

L'amendement est adopté.

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Saint-Denis-de-Brompton**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Gaudet), que les droits payés pour le bill 92 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill est d'intérêt public, vu qu'il a pour but l'érection en municipalité d'une paroisse de colonisation, et que la présentation d'un bill à cette fin a été rendue nécessaire par suite de circonstances sur lesquelles les pétitionnaires n'avaient aucun contrôle.

Adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Établissement des fils de cultivateurs, comté de Yamaska**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à l'établissement des fils de cultivateurs du comté de Yamaska, ou concernant les octrois payés ou payables par la province à des fils de cultivateurs du comté de Yamaska, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 jusqu'au 21 mars 1935.

Adopté.

**Questions et réponses:****Accidents de travail**

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** 1. Combien d'accidentés durant la dernière année: *a.* graves entraînant une perte de temps; *b.* légers retournant à l'ouvrage immédiatement?

2. Quel a été le coût total des soins médicaux donnés aux accidentés qui tombaient sous la loi des accidents du travail?

3. Combien a-t-il été payé sur ce montant en honoraires médicaux:

*a.* aux médecins des hôpitaux; *b.* aux autres médecins; *c.* aux médecins pour frais d'expertise; *d.* aux médecins du personnel de la commission?

4. Combien a-t-il été payé aux hôpitaux: *a.* pour frais d'hospitalisation; *b.* pour frais d'examen radiologiques, frais d'examen de laboratoire, etc.; *c.* pour médicaments, objets de pansements, appareils orthopédiques?

5. Combien de malades ont été traités aux hôpitaux: *a.* dans les salles; *b.* dans les cliniques?

6. Combien d'accidentés traités dans les hôpitaux étaient célibataires? Combien étaient mariés?

7. Quel a été le coût total des dépenses tant de voyages que d'hôtels du Dr Jos Bélanger de la Commission des accidents pour les années 1933 et 1934?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** 1. Réclamations approuvées pour compensation (cédule 1): 14,242; Aide médicale seulement, (cédule 1): 15,181.

2. Du 1<sup>er</sup> janvier 1934 au 30 novembre, \$436,662.74 ont été payés pour assistance médicale dans cédule 1.

3. *a.* Médecins des hôpitaux, \$83,355.05; *b.* Aux autres médecins; \$241,219.43; *c.* Notre comptabilité ne nous permet pas de répondre à cette question; *d.* Les salaires des médecins du personnel de la Commission ne sont pas inclus dans le montant de \$436,662.74, mais ils sont chargés aux dépenses d'administration.

4. *a.* Pour frais d'hospitalisation: \$87,998.94; *b.* et *c.* Notre comptabilité ne permet pas la séparation de ces comptes. Nous avons payé, en tout et partout pour médicaments, objets de pansements, ambulances, etc., \$24,089.32.

5. Nous n'avons pas cette information.

6. Nos statistiques ne nous permettent pas de répondre à cette question.

7. Dépenses de voyages du Dr J.-E. Bélanger; y inclus les dépenses d'hôtels, etc.: 1933, \$1,220.43; 1934: \$826.15.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 h 30****Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province de Québec est riche en ressources naturelles et elle aurait dû traverser la crise mieux que toute autre. Dans une seule année, après les élections de 1931, le gouvernement actuel a imposé pour \$4,500,000 de taxes nouvelles. Le peuple est surtaxé. Le gouvernement aurait dû pratiquer l'économie. Les taxes sont nécessaires, mais elles deviennent injustes dès qu'elles servent à couvrir le gaspillage. Avec cela, la province n'a pas pu supporter ses chômeurs et elle en a fait porter une partie du fardeau aux municipalités, dont le crédit est presque ruiné.

En plus, le gouvernement a diminué les crédits de l'agriculture de près de deux millions de dollars, et ceux de la colonisation, de \$1,000,000, soit en tout de \$3,200,000, précisément dans le temps où il fallait pousser au retour à la terre, où il fallait aider les colons et maintenir les cultivateurs sur leurs terres.

Or, le gouvernement non seulement a réduit les crédits de l'agriculture et de la colonisation de \$3,200,000, non seulement il a imposé de nouvelles taxes pour \$4,500,000, mais il a gaspillé les argent publics. Car il a construit au prix de \$4,000,000 le pont de l'Île d'Orléans pour aider le premier ministre à se faire réélire dans son comté, suivant la propre déclaration qu'il a faite en Chambre. Il a construit ce pont contre le gré des gens de l'Île, quand personne ne le réclamait. La population de l'Île est de 3,945 habitants en comptant les femmes, les enfants et les nouveaux-nés. Ce qui fait une dépense de plus de mille dollars pour chacun des habitants, y compris les nourrissons de deux jours.

Tout cela pour donner quelques votes au premier ministre, quand il refusait de l'argent pour maintenir les cultivateurs sur leur terre. Puis on refuse aux vieillards la pension à laquelle ils ont droit.

Les \$4,500,000 de taxes nouvelles qu'il a imposées en une seule année, il les a presque toutes englouties dans le pont de l'Île. Le premier ministre admet que, sans le pont, il n'aurait pas pris un seul vote sur l'île, aux prochaines élections. C'est un peu cher, quatre millions, pour une seule élection.

Il est utile et nécessaire d'imposer des taxes quand, après une sage et économique administration, on ne peut faire autrement pour rencontrer les dépenses obligatoires. Mais imposer des taxes pour permettre de pareils gaspillages, c'est de l'administration malsaine. Je crois donc que la conduite du gouvernement devrait être censurée.

**M. Béïque (Chambly):** Avec les \$4,000,000 dépensés pour le pont de l'Île, on aurait pu prêter \$2,000 chacun à 2,000 cultivateurs, \$1,000 à quatre mille cultivateurs. Ou bien, on aurait pu établir des milliers de colons.

Mais le gouvernement préfère construire un pont qui ne sert à personne, au lieu d'aider les cultivateurs. En plus de la mauvaise distribution des deniers publics, nous protestons contre le mauvais sort fait aux cultivateurs. Et c'est parce que le gouvernement a pratiqué ainsi le gaspillage sur toute la ligne qu'il est encore aujourd'hui forcé d'imposer des taxes nouvelles.

Je propose donc, appuyé par représentant d'Yamaska (M. Élie), l'amendement suivant à la motion en discussion:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que depuis les élections générales provinciales, en 1931, le budget de l'agriculture, industrie fondamentale en cette province, a été diminué de plus de \$2,000,000;

Attendu que depuis lesdites élections générales provinciales de 1931, le budget de la colonisation, complément nécessaire à l'agriculture, a été diminué de plus de \$1,200,000;

Attendu qu'avant lesdites diminutions, les budgets de l'agriculture et de la colonisation étaient insuffisants et ne répondaient pas aux besoins de la province;

Attendu que les dépenses de l'administration provinciale pour aider au progrès et au bien-être de l'agriculture et de la colonisation sont des dépenses productives, assimilables à un excellent placement;

Attendu que la construction du pont de l'Île d'Orléans et les travaux accessoires qui s'y rapportent, autorisés, commencés et continués en pleine crise économique, occasionnent à la province des dépenses pour un montant d'au-delà de \$4,000,000;

Attendu que d'après les statistiques municipales pour l'année 1933, la population totale de l'Île d'Orléans, y compris les femmes et les enfants, se chiffrait à 3,935 personnes;

Attendu que les dépenses occasionnées à la province par la construction du pont de l'Île d'Orléans constituent des extravagances répréhensibles et ruineuses en temps de crise;

Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires, déclare que la construction du pont de l'Île d'Orléans et les dépenses occasionnées à la province par ces travaux constituent un gaspillage et des extravagances administratives intolérables, nuisibles à l'agriculture, à la colonisation et au crédit de la province.

**Des voix de l'opposition:** Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Je ne pense pas.

**M. l'Orateur:** Dans mon opinion les non l'emportent.

**Des voix de l'opposition:** Vote!

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Lafleur, Sauvé, Smart, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Caron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Drouin, Duffy, Fauteux, Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Lapointe, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Poulin, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

**En comité<sup>8</sup>:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentage (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La St. Lawrence et d'autres compagnies ont maintenu les prix du papier à un niveau plus bas que d'autres compagnies. Là-dessus, le gouvernement a annoncé un projet de loi dans les journaux - car la politique du gouvernement est surtout dans les journaux, ce qui explique que *Le Soleil* coûte à lui seul \$300,000 à la province - pour obliger les compagnies à ne pas vendre leur papier en bas d'un certain prix.

Est-ce que l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier) pourrait nous fournir des renseignements à ce sujet?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** fait remarquer qu'il ne s'agissait que de l'étude d'un crédit qui est le même que l'an dernier.

Cette question des arpentages, dit-il, n'a rien à voir en rapport avec les prix du papier. Ce sont les compagnies qui payent pour leurs propres arpentages.

Quant à la question des prix du papier, le gouvernement a tenté d'amener les compagnies de papier à s'entendre pour cesser la lutte des prix. Nous avons tenté, de concert avec le gouvernement d'Ontario, d'en arriver à une entente, mais nos tentatives n'ont eu aucun succès. Les compagnies ont organisé différents bureaux sous différents noms pour régler les guerres de prix, mais sans succès.

Il me semble que ce qui a surtout manqué, en plus des moyens nécessaires au gouvernement pour exercer des pressions qui jusqu'ici ont été sans résultats, parce que non compulsoires, c'a été une loi qui donne aux gouvernements des différentes provinces le pouvoir d'imposer leurs volontés, pour empêcher les compagnies forestières de se faire entre elles une concurrence ruineuse, pour arrêter une lutte qui menace de ruiner, pour de longues années, l'exploitation rationnelle de notre domaine national.

On a dit que pareille tentative viendrait en conflit avec la loi Sherman, des É.-U. Nous avons cru nous-mêmes, longtemps, que la réglementation des prix serait une mesure trop radicale. Mais force est de nous rendre à l'évidence.

D'ailleurs, ce n'est pas une nouveauté. On fait la même chose en Angleterre et aux États-Unis: le gouvernement n'a pas hésité à prendre tous les moyens qu'il fallait pour protéger l'industrie forestière contre elle-même. Ainsi, aux États-Unis, à la suite des interventions prises par des États, n'a-t-on pas été jusqu'à réglementer l'industrie du coton et de l'huile, quant à la quantité et quant aux prix de vente, et n'a-t-on pas dit aux producteurs: Vous ne vendrez pas votre production à un taux plus élevé

que tel taux. Et ces mesures ont donné des résultats excellents. Elles ont non seulement fait cesser une lutte ruineuse entre les producteurs, mais ont sauvegardé une ressource naturelle précieuse.

Ici, il nous faut bien dire que les manufacturiers de papier n'ont pas apporté toute la bonne foi, toute la bonne volonté possible dans le règlement de cette question de prix. Il y a eu un bureau formé sous le nom de Newsprint Institute, composé de banquiers et de producteurs. Ces derniers ont conclu ce qu'on appelle un "gentlemen's agreement"<sup>9</sup>. Mais bon nombre d'entre eux ont ensuite manqué à la parole donnée.

Le gouvernement a hésité pendant longtemps à prendre les mesures coercitives pour empêcher les compagnies de vendre leur papier à des prix trop bas. La mesure nous répugnait énormément. Nous avons essayé de trouver d'autres moyens. Mais nos efforts furent inutiles. Nous avons rencontré les représentants des gouvernements des autres provinces et, après étude de la question, nous n'avons pu arriver à une autre solution que le contrôle des prix. Nous avons annulé certains privilèges dans la coupe du bois, mais sans succès.

Dans mon opinion, il n'y a qu'une chose à faire. Il faut une loi pour donner au gouvernement, ou à un corps quelconque autorisé, le pouvoir de réglementer la fabrication du papier, la production des usines, le droit d'imposer sa volonté avec des pénalités assez fortes aux compagnies qui ne suivront pas ces directions, pour se faire respecter.

Au cours de la session, nous aurons une loi qui sera présentée pour donner au gouvernement les pouvoirs nécessaires pour réglementer la fabrication du papier, la production des usines et surtout pour empêcher les luttes de prix désastreuses.

Cette loi n'est pas encore prête. Toutefois, il n'y a pas que dans Québec où il y a des compagnies de papier. Il sera nécessaire que nous puissions discuter avec nos collègues des autres provinces les modes d'action combinés et généraux pour qu'il n'y ait pas conflit entre les lois provinciales, pour éviter de nous mettre en état d'infériorité. Ensuite, le gouvernement soumettra sa loi à la Chambre. J'espère que la Chambre nous approuvera.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En ce qui regarde les promesses du gouvernement - comme ce qui sépare le progrès de la régression - il y a loin de la coupe aux lèvres. Le gouvernement a l'intention de préparer une loi sur le contrôle des prix. Le ministre ne sait pas ce qu'il y aura dedans, mais d'avance il est assuré que cette loi sera acceptée par la Chambre.

Ce qui est d'une curieuse logique. Le gouvernement croit qu'en raison de la forte majorité libérale la Chambre acceptera tout aveuglément. Il semble ignorer un principe élémentaire.

Le ministre devrait savoir que pareille entente sera pratiquement impossible, quand il sait que dans deux ou trois provinces, à nos portes, il se trouve des moulins que les gouvernements sont anxieux de voir opérer. En Ontario, il y a des moulins situés dans des régions éloignées que le gouvernement voulait absolument garder en opération. La seule façon d'obtenir ceci était de les laisser fonctionner sans trop de contrôles gouvernementaux, ce qui entraîna la surproduction.

La même situation se retrouvait au Nouveau-Brunswick. Et en Nouvelle-Écosse, on a construit un gros moulin pour diminuer le chômage, et le gouvernement ne veut pas qu'il ralentisse ses opérations. Même si une entente pouvait être conclue dans tout le Canada, il reste encore Terre-Neuve. Et sur l'Île d'Anticosti, une propriété foncière libre, des moulins peuvent être établis, échappant à tout contrôle gouvernemental.

Le gouvernement sait aussi qu'aux États-Unis, dans les États du sud, on est en train de fabriquer le papier avec un arbre dont l'usage à ce point de vue était resté inutilisé jusqu'ici, ce qui peut changer largement les calculs.

Et c'est là un des résultats de la politique de bravades et de défis à tout le monde du gouvernement actuel. En défiant tout le monde, le gouvernement court le risque que nos voisins du sud se réveillent, et lorsqu'ils seront réveillés, ils n'hésiteront pas à dépenser des millions pour atteindre leur objectif. Il n'est pas prudent de se précipiter, en défiant ceux qui nous fournissent des marchés.

Le gouvernement sait qu'il va braver la juridiction fédérale sur le contrôle du commerce, et il s'engage sur une voie vouée d'avance à un échec. Il pourrait se prévaloir de la loi du marketing board, mais il ne veut l'utiliser pour fins politiques.

La province de Québec ne pourra jamais conclure d'entente avec les autres provinces, à ce sujet, parce que quelques-unes d'entre elles ont intérêt à la surproduction. De plus, on voudra fabriquer aux États-Unis. Le gouvernement n'aurait pas dû lancer de défis aux États-Unis, où l'on retrouve nos meilleurs et plus précieux clients. Même à la suite d'un accord unanime, les provinces ne sauraient mettre d'entraves à un commerce, non seulement national, mais international. La chose est impossible.

La politique du gouvernement, en matière forestière, n'est pas mûrie, n'est pas réfléchie. La situation est simple: nous avons eu trop de moulins de bâtis; nous avons la surcapitalisation; la coupe du bois coûte trop cher. C'est ce que devrait comprendre le gouvernement, plutôt que de préparer des lois d'intimidation inconstitutionnelles.

Il est une chose surprenante à constater. Il y a quelques années, le gouvernement déclarait qu'à moins de \$55, la fabrication du papier était chose ruineuse. Or, il veut fixer aujourd'hui le prix à \$45.

On sait ce qui était arrivé avec sa tentative de fixer les prix du papier à \$55 et de la guerre du gouvernement actuel contre l'International: la Canadian International avait obtenu du premier ministre actuel et du ministre des Terres la promesse de pouvoir effectuer des coupes en bas de la limite de 7 et 10 pouces. La promesse comportait que le gouvernement adopterait un arrêté ministériel pour légaliser la chose.

Donc la compagnie, sous la promesse de l'arrêté ministériel futur, a coupé le bois. Puis la guerre des prix étant arrivée, le premier ministre, de concert avec le premier ministre d'Ontario, a voulu fixer le prix à \$55. La Canadian International a refusé de se plier aux demandes du premier ministre. Le gouvernement a riposté en refusant de remplir sa promesse.

La compagnie s'est demandé si elle avait affaire aux rouges de Russie ou aux rouges de Québec. La pénalité pour les arbres coupés en bas du diamètre légal était de \$3 par arbre, ce qui faisait une pénalité de cent mille dollars et plus.

La compagnie inquiète s'est adressée à un avocat éminent, à maître Aimé Geoffrion, un grand ami du gouvernement. Ce dernier leur a dit de ne pas s'inquiéter. Il leur a dit: "Vous avez des sous-contrats avec des sous-entrepreneurs. Or, vous n'avez qu'à les appeler en garantie, car ces sous-entrepreneurs sont des cabaleurs d'élections. Il vont faire pression sur les députés qui feront à leur tour pression sur le gouvernement." Et c'est ce qui est arrivé et la compagnie n'a rien payé. Le problème avec l'industrie du papier est la surproduction, la surcapitalisation et le fait que les forêts soient toujours plus éloignées des moulins, ce qui entraîne des coûts plus importants.

Nous, de l'opposition, voulons faire tout ce qui est possible pour protéger nos ressources naturelles, mais lorsqu'une législation n'est que chantage et intimidation, nous ne pouvons l'endosser. Le gouvernement devrait faire en sorte que les compagnies réduisent leur capital le plus possible et que les forêts soient protégées.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** déclare que la loi du gouvernement sera étudiée un peu plus tard et qu'il répondra alors aux objections du chef de l'opposition.

Le comité revient à l'étude du crédit proposé et qui concerne les travaux d'arpentage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** discute des contrats d'arpentage accordés par le ministère des Terres et Forêts. Il demande si des contracteurs qui ont été favorisés autrefois ont encore des contrats.

J'espère que je n'ai pas besoin de les nommer.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Au point de vue des arpenteurs qui ont eu des contrats, il y en a, je crois, 25. Nous cherchons à nous assurer le service des arpenteurs les mieux qualifiés, les plus expérimentés qui nous ont donné satisfaction dans le passé. Au département des Terres, nous ne demandons pas de soumissions pour l'arpentage. Nous avons déterminé depuis longtemps une échelle de tarifs fixés à l'avance à laquelle les arpenteurs qui travaillent pour nous doivent se plier. C'est le système suivi en Ontario où les arpentages sont aussi considérables qu'ici.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle des contrats d'arpentage donnés à M. Bélanger, et qui certaines années se sont chiffrés à quelques centaines de milliers de dollars, affirme-t-il.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Quand un arpenteur a un travail pour lequel il sera payé \$100,000, on comprend bien que cela ne veut pas dire qu'il fera \$100,000 de profits, qu'il a mis cette somme dans sa poche: il fait un profit légitime, mais il a de grandes dépenses à rencontrer. Les profits sur ces travaux se limitent en général à 15 % ou 20 %<sup>10</sup> du coût général. L'arpenteur encourt pour cela des risques considérables qu'il prend à sa charge.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** N'y a-t-il pas un certain M. Joncas qui est privilégié à ce sujet?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous avons quatre ou cinq arpenteurs au ministère et, comme il y en a quatre ou cinq qui sont depuis plus longtemps que les autres à notre emploi, nous cherchons à utiliser le mieux possible et le plus souvent possible leur expérience et leur science. Au ministère des Terres et Forêts nous ne demandons pas de soumissions pour les travaux d'arpentage.

**M. Béïque (Chambly)** demande si M. Fafard, député fédéral de L'Islet, exécute encore des travaux pour le compte du ministère des Terres et Forêts.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui. Le travail de M. Fafard est si efficace que le gouvernement ne lui demande que (de) continuer.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Cet item de \$240,000 est le même que l'an dernier. Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas le réduire à \$200,000?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Cet item était de \$240,000 pour 1934-1935; nous demandons de le renouveler pour 1935-1936. Justement pour 1933-1934, il était de \$211,000 et nous avons jugé bon de l'augmenter.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** participe au débat.

**Des députés** discutent ensuite sur le temps où M. Sullivan faisant de l'arpentage, et où les libéraux présentaient des motions pour dénoncer le fait que M. Sullivan chargeait \$17 du mille alors que le prix est actuellement de \$40.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois, une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

La séance est levée.

#### NOTES

1. *Le Devoir* du 27 mars 1935, à la page 8, écrit le 26 décembre 1934.

2. \$1,308.40, selon *Le Devoir* du 27 mars 1935, à la page 8.

3. \$3,000,000, selon *L'Événement* du 27 mars 1935, à la page 12.

4. *La Presse* écrit "la semaine prochaine". *La Presse*, 27 mars 1935, page 17.

5. Le comité se réunit sous la présidence du représentant de Beauce (M. Fortin).

6. Le comité se réunit sous la présidence du représentant de Beauharnois (M. Saintonge).

7. Selon *La Presse*, *L'Action catholique*, *Le Devoir* et *Le Canada* dans leur édition du 27 mars 1935, respectivement aux pages 17, 8, 8, 3 et 1, c'est à la demande de M. Duplessis que cet amendement a été apporté au projet de loi.

8. M. George Côté, surintendant des arpentages, accompagne le ministre, selon *Le Soleil* du 27 mars 1935, à la page 11. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi)

9. Une entente sur l'honneur.

10. 20 % à 25 %, selon *Le Soleil* du 27 mars 1935, à la page 11.

Séance du mercredi 27 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 40.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 189 validant certains actes notariés.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 123, concernant la charte de la cité de Montréal, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

**Procès par jury**

**M. Dugas (Joliette)** demande, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 193 modifiant le Code de procédure civile concernant les procès par jury.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Emprunt des corporations municipales ou scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 51 modifiant la loi 22 George V, chapitre 93, aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Charles A. Harrison**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Depuis quelle date M. Charles A. Harrison est-il à l'emploi de la province?

2. Quelles ont été ses fonctions?

3. À combien s'élève le montant des argents payés annuellement par la province à M. Charles A. Harrison, à quelque titre et pour quelque raison que ce soit?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 1<sup>er</sup> juillet 1925.

2. Agent commercial du ministère de l'Agriculture de Québec à Londres.

3. 1925-1926 .....	\$ 2,238.54
1926-1927 .....	1,486.51
1927-1928 .....	10,000.00
1928-1929 .....	10,000.00
1929-1930 .....	10,606.04
1930-1931 .....	11,989.47
1931-1932 .....	14,882.25
1932-1933 .....	12,603.83
1933-1934 .....	15,062.34
1934-1935 .....	9,997.07

**Coopérative fédérée de Québec, subventions**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935, le gouvernement de la province a-t-il accordé à la Coopérative fédérée de Québec, des subventions sur le chiffre de ses ventes?

Dans l'affirmative:

2. Quel fut le pourcentage de ces subventions?

3. À combien s'élève le total desdites subventions, payées par la province, durant ladite période?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Oui.

2. 1 %.

3. \$30,452.60.

### Sociétés de colonisation<sup>1</sup>

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 55 modifiant la loi des sociétés de colonisation.

Adopté.

### En comité<sup>2</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste parce que le ministre ne modifie pas l'article 2 de l'ancienne loi, qui confie au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, l'application de la loi des sociétés de colonisation.

Il dit avoir été informé que les sociétés, dans certains cas, sont réorganisées de façon à devenir des comités électoraux.

Est-ce que le ministre pourrait dire à la Chambre quels sont ceux qui vont faire partie des sociétés de colonisation? Sont-ce des organisateurs libéraux? En 1869, le choix des colons était laissé aux sociétés de colonisation. C'était alors du temps des conservateurs.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Ce sont des sociétés diocésaines, qui agissent sous la direction immédiate de l'évêque. Les membres sont choisis parmi les citoyens les plus éminents, sans distinction de partis politiques. Chacune de ces sociétés forme des comités paroissiaux, présidés par le curé, qui s'adjoint quelques citoyens. Dans le seul diocèse de Québec, il y a actuellement 205 de ces comités paroissiaux, et 36<sup>3</sup> dans le diocèse de Montréal.

Dans Montréal, la société de colonisation a déjà choisi 500 colons qui seront prêts à partir dès que la nouvelle loi sera appliquée. Les membres de ces comités sont-ils des bleus ou des rouges? Nous ne le savons évidemment pas. Tout ce que nous savons, c'est qu'ils ont été nommés par leur curé ou par la société diocésaine de colonisation. Est-ce que cela suffit pour satisfaire le chef de l'opposition?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment, c'est là une bonne garantie, mais il est dit dans la loi que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les règlements qu'il voudra. Cela, c'est plus dangereux. Le ministre prend la peine de modifier la loi sur ce point. C'est la meilleure preuve que sa loi actuelle n'est pas bonne. On devrait laisser aux

sociétés de colonisation le pouvoir de faire des règlements. On devrait leur donner leur pleine et entière autonomie.

Il faudrait des amendements pour empêcher le favoritisme sur toute la ligne. Aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne doit faire de la politique avec la colonisation. Aucun pouvoir ne devrait lui être donné qui lui permet de faire de la politique avec cette question importante. Si le ministre ne fait pas disparaître les invitations au favoritisme politique, il laisse une entrave à la colonisation.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Cette clause qui a trait aux règlements est dans la loi de colonisation passée par les conservateurs en 1869. Les sociétés de colonisation font leurs règlements, mais il faut que ces règlements soient sanctionnés par le gouverneur en conseil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si c'est mal pour les rouges, c'était mal pour les bleus. Mal bleu ou mal rouge, c'est toujours mal!

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Chaque société a le droit de se faire une constitution et des règlements, puis elle obtient son existence légale par un certificat du lieutenant-gouverneur. Ces dispositions existaient dans l'ancienne loi, et personne ne s'en est jamais plaint. Tous les amendements que nous proposons aujourd'hui, ont été approuvés par l'autorité religieuse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est fort pour se réclamer d'approbations qu'il n'a jamais eues. Il n'a jamais reçu l'appui complet des autorités religieuses. Nous demandons au gouvernement de faire disparaître de sa loi les invitations à la partisanerie politique. C'est notre devoir de le demander. Mais nous ne nous transporterons pas sur le terrain où le ministre veut nous entraîner. Le ministre l'admet lui-même: les constitutions des sociétés diocésaines devront être approuvées par le gouvernement. C'est un droit de veto. Pourquoi cela? Nous indiquons le danger. Nous avons conscience d'avoir fait notre devoir.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Lors du congrès, nous avons demandé la coopération des autorités religieuses. Le chef de l'opposition nous fait dire que ces autorités approuvaient le plan. Je n'ai jamais dit cela. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement sollicite la coopération des autorités

religieuses: cela s'est fait à tous les congrès de colonisation. Il l'a fait en 1884, en 1905, en 1918, en 1923 et en 1934. Jamais nous nous sommes dissimulés derrière les autorités religieuses. Nous prenons nos responsabilités. Je n'ai jamais dit que le clergé approuvait ce plan, et nous n'avons pas cherché non plus à le faire descendre sur le terrain politique, dans l'arène politique.

Il s'agit d'un mouvement national et nous avons demandé la coopération des autorités religieuses et de toutes les bonnes volontés y compris celle du chef de l'opposition. Ce sont les évêques qui ont formé les sociétés. Personne n'a été forcé de coopérer avec nous, mais si les sociétés veulent nous aider, nous pourrions faire plus de bien avec les argents que nous mettons à la disposition des colons. Où est le mal de demander la coopération des autorités religieuses? Nous sommes les successeurs de ceux qui nous ont précédés. Le chef de l'opposition est-il contre cela? Si on nous la refuse, nous travaillerons sans elle. Le gouvernement ne se prévaudra jamais du nom de l'autorité religieuse. Si une société juge qu'elle ne doit pas accorder sa collaboration, elle sera libre de le faire savoir. Mais j'ai dit que nous avons demandé simplement sa collaboration et qu'elle nous l'a accordée entièrement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai déjà dit que le montant de \$10,000,000 n'est pas suffisant; j'ai dit que le plan était mal conçu. Le ministre parle comme si le gouvernement c'était la nation. Pourtant, ce n'est pas le gouvernement ni le ministre qui donne l'argent. Le dix millions, ce n'est pas l'argent du gouvernement, c'est l'argent du peuple. Le jour où le gouvernement le réalisera, il y aura une grande amélioration dans l'administration de la province.

La coopération, c'est la collaboration pour le bien, nous ne pouvons coopérer car nous considérons que la loi n'est pas bonne. Jamais l'opposition n'a été complice et elle ne le sera jamais. Il est injurieux de laisser croire que les sociétés de colonisation ne peuvent faire des règlements.

Il n'y a rien dans la loi pour garantir qu'il n'y aura pas de partisanerie politique. Le ministre affirme que les sociétés seront sous la direction des évêques. Mais alors, pourquoi faire approuver les règlements de ces sociétés par le gouvernement. Le gouvernement dit par là que ces sociétés ne sont pas compétentes, puisqu'il faut les contrôler. C'est une injure aux autorités religieuses!

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Cette clause 8, à laquelle le chef de l'opposition fait

allusion, ce n'est pas nous qui l'avons placée là. Le chef de l'opposition est le seul à dire que le plan est mal conçu. Tous les journaux de son parti comme du nôtre l'ont approuvé. Nous voulons réussir et nous réussirons.

Nous voulons servir les intérêts de la province et nous espérons une réponse favorable des colons et de la classe agraire. Nous voulons que les sociétés de colonisation aient tous les pouvoirs d'une corporation, d'une société à charte. Pour cela, il faut l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. D'ailleurs, cette clause 8 a été placée dans la loi du temps des conservateurs. Est-ce que le chef de l'opposition prétend que ses devanciers ont voulu faire injure aux autorités religieuses?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Y-at-il un commencement de fédération des sociétés?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Non, mais notre loi y pourvoit pour le jour où les sociétés voudront se fédérer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit ce que je pensais du projet du ministre, et je n'ai rien à retirer. L'ancienne loi permettait aux sociétés de colonisation de se former, avec l'approbation du gouvernement. On devrait faire disparaître maintenant les restrictions qui peuvent paraître injurieuses. Et comme nous aurons l'occasion de revenir encore sur ce sujet au cours de la session, je n'irai pas plus loin aujourd'hui. Je répète que les articles de la loi qui oblige les sociétés à faire approuver leurs règlements par le gouvernement, je dis que ces articles devraient disparaître.

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. Les sociétés de colonisation formées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont considérées avoir été légalement organisées et jouissent de tous les droits et pouvoirs prévus par la loi des sociétés de colonisation (Statuts refondus, 1925, chapitre 75), pourvu qu'elles aient été reconnues et approuvées conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de ladite loi des sociétés de colonisation."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"12. Les sociétés de colonisation formées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, depuis juin 1934, sont considérées avoir été légalement organisées et jouissent de tous les droits et pouvoirs prévus par la loi des sociétés de colonisation (Statuts refondus, 1925, chapitre 75), pourvu qu'elles aient été reconnues et approuvées conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de ladite loi des sociétés de colonisation."

L'amendement est adopté.

L'article 12 ainsi amendé est adopté.

L'article 13 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

### **Loi des concordats**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré):

Que,

Attendu: 1. Que la Chambre des communes et le Sénat du Canada ont passé à la dernière session, une loi intitulée: Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers;

2. Qu'aux termes de cette loi, seuls les cultivateurs peuvent en bénéficier;

3. Que nombre de propriétaires, non cultivateurs, sont affectés par la crise qui sévit;

4. Qu'ils sont menacés d'être dépossédés de leur propriété et réduits au rang de locataires;

5. Qu'ils constituent le meilleur rempart contre les idées subversives qui menacent la société;

6. Que la dépossession de ces propriétaires pourrait avoir des conséquences sociales désastreuses;

Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des communes et le Sénat du Canada, à apporter à la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers les modifications nécessaires pour en étendre l'application aux propriétaires d'immeubles.

Il s'agit de la loi fédérale qu'on appelle communément loi des concordats. Je crois que les membres de cette Chambre sont suffisamment renseignés sur la portée de cette loi et son fonctionnement, pour que je ne sois pas obligé d'entrer dans les détails. Cette loi, on le sait, a été adoptée à l'unanimité, tant par la Chambre des

communes que par le Sénat. Les critiques sont venues depuis sa mise en application. Mais les résultats obtenus justifient la demande qu'il soumet à la Chambre.

J'espère que le Parti libéral de cette province s'entendra avec le Parti libéral fédéral. Les partis politiques vont s'entendre, j'espère, pour accepter cette loi qui serait très utile aux propriétaires d'immeubles.

Toutefois, il ne serait pas surpris de voir des députés libéraux se lever pour critiquer la loi des concordats. Il se demande comment les députés provinciaux pourront applaudir les députés fédéraux qui ont approuvé la loi. Ses paroles, dit-il, s'appliquent aux deux partis.

Les remarques que je fais au sujet du Parti libéral peuvent aussi s'appliquer au Parti conservateur.

Le but de la loi des concordats est de maintenir les cultivateurs sur leurs terres, en les aidant à régler leurs dettes. C'est là une loi de justice, d'équité, de conciliation, et, du moment qu'elle est bien appliquée, ses résultats ne peuvent qu'être bons. Et! bien, si cette loi est bonne pour les cultivateurs, pourquoi ne pas nous en servir pour les petits propriétaires des villes? Les propriétaires sont aujourd'hui dans une situation difficile, à cause des taxes qui pèsent sur eux.

Les usuriers, les compagnies d'assurances sont là qui guettent les propriétaires. Les petits propriétaires risquent l'éviction après avoir donné la meilleure partie de leur vie à bâtir un foyer pour leurs vieux jours. Le danger de révolution sociale est plus grand dans les villes qu'en campagne. Dans les villes, les obligations se sont grandement accrues dernièrement.

Il a reçu un grand nombre de lettres approuvant sa motion, affirme-t-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** fait remarquer qu'il a reçu des lettres de la part de créanciers comme de débiteurs.

La loi des concordats n'accorde pas seulement une prolongation de délai, elle permet de diminuer la dette.

**M. Guertin (Hull):** En pratique, on n'accorde pas de délai.

Cette loi n'est peut-être pas la meilleure formule. Il peut y en avoir de meilleures.

Il cite les propositions de la Ligue des propriétaires de Montréal, celle des ouvriers internationaux, qui veulent que l'on légifère pour que

les taux hypothécaires soient réduits à 5 % et que les paiements soient suspendus pour cinq ans. Il s'agit d'une situation très difficile, dit-il. Toutefois, la loi des concordats lui paraît la plus acceptable.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce serait peut-être plus simple d'abolir les créanciers?

**M. Guertin (Hull):** Ce n'est pas ce qu'en pense l'honorable M. Lapointe, puisque la loi a été votée à l'unanimité de la Chambre des communes. Il devrait y avoir au moins unité de doctrine, comme je le disais tout à l'heure. Le premier ministre prêche une doctrine différente de celle de M. Lapointe.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Ce n'est pas une doctrine, c'est une question d'opinion.

**M. Guertin (Hull):** Il faut protéger les petits propriétaires, parce qu'ils sont le meilleur rempart contre le communisme, l'ennemi naturel des idées subversives qui ont cours de nos jours. Le petit propriétaire est prêt à consentir tous les sacrifices pour défendre sa petite propriété. Je ne suis pas en faveur que l'on dépossède les créanciers, mais je dis que la loi des concordats ne les dépossède pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Est-ce que le petit rentier n'est pas dans le même cas?

**M. Guertin (Hull):** Je serais opposé à toute loi qui aurait pour effet de ruiner le petit créancier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a une différence entre la passation d'une loi et son application; il y a une différence entre une loi telle qu'elle est dans les Statuts et telle qu'elle opère.

**M. Guertin (Hull):** En réunissant toutes ses objections, le premier eût pu faire un beau discours. L'encyclique *Quadragesimo anno* recommande l'accès à la propriété. Il s'agit de garantir au petit propriétaire la propriété qu'il détient présentement. Si on voulait proposer une formule différente, je l'accepterais volontiers, du moment qu'elle protégerait le petit propriétaire. C'est sur cette protection du petit propriétaire que j'ai voulu attirer l'attention de cette Chambre.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je ne crois pas que la Chambre doive adopter cette motion qui lui est présentée. Plus que cela, nous devrions

dire que ce fut une erreur de la part du gouvernement fédéral de placer cette loi dans nos Statuts. D'abord, après plusieurs mois d'application, on se rend compte que c'est une invasion du fédéral dans un domaine réservé au provincial.

Depuis quelques années, nous assistons à une invasion des droits qui nous ont été consentis par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Tous les traités, toutes les constitutions nous ont garanti, à nous de la province de Québec, les lois civiles françaises. La loi de faillite était un premier accroc, mais elle n'existe en principe que pour les commerçants. Cette loi ne s'applique pas aux cultivateurs.

Dernièrement, M. le notaire Joseph Sirois a fait une étude sur la constitutionnalité de cette loi et il conclut que cette loi des concordats est en conformité avec la lettre de la Constitution. Mais n'est-elle pas contre l'esprit de cette même Constitution? Je prétends que oui. Je dis que cette loi, comme tant d'autres passées à Ottawa, empiète sur nos droits. C'est un abus d'autorité de la part d'Ottawa. Le fédéral semble vouloir déchirer une à une les pages du Code civil de la province.

Le but de cette loi est de garder les cultivateurs sur leurs terres. Mais il y a plusieurs catégories de cultivateurs. Ceux qui sont tentés de se prévaloir de la loi sont les cultivateurs incapables de se tirer d'affaires, de mener à bien une entreprise, qui seront toujours incapables de rencontrer leurs obligations.

À ceux-là, la loi ne peut venir en aide, elle peut leur donner du délai, mais finalement ce sera la faillite. Il y a ensuite ceux qui, il y a une quinzaine d'années, ont été tentés de se prévaloir de la loi de faillite. Nombre de cultivateurs qui jusqu'ici avaient payé leurs dettes - malgré eux, peut-être - voudront profiter de cette loi, pour se soustraire à leurs obligations. Enfin, il y a le cultivateur sérieux, honnête, raisonnable: celui-là n'a pas besoin de la loi des arrangements. La loi fédérale n'était pas nécessaire.

Cette loi est franchement mauvaise et elle a un effet contraire à celui qu'on attendait d'elle. Elle ruine le crédit agricole, car depuis que les prêteurs savent que les créanciers pourront obtenir une remise facile d'une partie de leurs dettes, ils refusent, avec raison, de prêter. Le marchand ne vend plus à crédit, les banques de même. Les crédits sont gelés et l'argent ne circule plus. La loi ne profite d'ailleurs qu'à ceux qui n'ont jamais pu vraiment réussir dans leurs cultures et à ceux qui faisaient des dettes avec l'intention bien arrêtée de ne pas les acquitter.

Comme le disait le premier ministre de la province, il est toujours dangereux de faire en temps de crise une législation à courte vue qui aura un caractère permanent. Il est toujours dangereux de faire une législation qui s'applique à des cas particuliers.

Il est aussi dangereux de faire une législation de classe. Et ce n'est pas en l'étendant à d'autres classes de la société que l'on rendra cette loi meilleure. On devrait amender la loi fédérale pour qu'elle ne soit pas trop nuisible à la classe agricole elle-même. Que voit-on dans nos campagnes? L'argent ne circule plus. Les petits rentiers sont aux abois: ils ne sont plus capables de payer leurs taxes. Les marchands ne veulent plus faire crédit. Les banques ont reçu le mot d'ordre de ne plus leur avancer. Il fut un temps où prêter de l'argent aux cultivateurs était considéré comme le meilleur investissement. Mais, aujourd'hui, le même geste est regardé comme un placement dangereux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De qui ont-elles reçu le mot d'ordre?

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai vu cela dans un journal; je ne sais plus lequel.

**M. Lamoureux (Iberville):** Les banques prêtent encore.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** De l'aveu de M. Albert Rioux lui-même, la Commission de révision n'a pas encore rendu d'ordonnances. La loi est en force dans Québec depuis octobre, la Commission de révision ne siège pas depuis décembre, et elle n'a pas encore rendu de jugement depuis ce temps-là. De plus, la loi coûte très cher.

Admettons-le donc: le résultat le plus pratique de cette loi a été de promettre au gouvernement fédéral de faire quelques nominations politiques, de nommer plusieurs séquestres. Je ne sais pas quelle est la situation ailleurs, mais, dans Rimouski, je puis dire que l'employé nommé est parfaitement incompetent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas compris son nom?

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Évidemment, je ne l'ai pas nommé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avez-vous objection à le faire?

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Aucune. C'est un M. Georges Ducase, un ancien voyageur dans les machines agricoles, un gueulard d'élections.

Au point de vue moral, la loi ne doit pas être faite pour aider les gens à ne pas payer leurs dettes. La loi des concordats dispense les gens de remplir leurs obligations.

Il y a des gens qui sont dans l'embarras présentement, mais il est toujours dangereux de faire des lois pour des cas particuliers. Ces cas particuliers, nous avons une loi provinciale pour leur venir en aide: le moratoire provincial a ceci de très bon qu'il ne s'applique qu'au passé et non aux dettes futures, comme la loi du concordat fédéral. En un mot, je suis convaincu que si on se rendait compte des mauvais effets de cette loi, on se hâterait de l'amender. Cette loi fait plus de tort que de bien, et la Chambre devrait rejeter la motion du député de Hull. La loi a pu être votée à l'unanimité de la Chambre fédérale, mais sans réflexion suffisante.

**M. Lamoureux (Iberville):** M. l'Orateur, je trouve pas mal étranges les paroles de mon honorable ami des Îles-de-la-Madeleine. Celui-ci ne semble pas être au courant de la situation dans laquelle se trouvent la plupart des cultivateurs. J'ai eu l'occasion de le dire, la loi des concordats est une bonne loi, destinée à aider les cultivateurs. Le seul fait que la loi ait été passée a décidé des créanciers à faire des arrangements avec les cultivateurs, à accepter des accords raisonnables. Il s'est fait un grand nombre d'arrangements de ce genre. Contrairement à ce qu'a affirmé le député des Îles-de-la-Madeleine, je connais nombre de cas où il y a eu entente.

J'ai rencontré des membres de la Commission de révision. Ils m'ont dit qu'ils rendraient des jugements de gros bon sens. Dans un cas où une terre a été achetée dans le temps de la prospérité, les cultivateurs, incapables de le payer, ne seront pas obligés d'abandonner leurs terres, comme autrefois. Ils pourront s'entendre avec leurs créanciers qui se montrent moins intransigeants. Les commissaires ont le pouvoir de faire baisser les créances, quand le créancier est propriétaire et qu'il est intraitable.

On dit que la loi n'est pas constitutionnelle. Si elle ne l'est pas on devrait la rendre constitutionnelle. Il y a assez de députés dans la Chambre pour la contester.

(Applaudissements)

Je considère qu'un quart des cultivateurs qui sont mal pris vont pouvoir se tirer d'affaire et éviter le secours direct.

Il admet qu'il n'est pas instruit, mais il comprend les choses de bon sens. D'ailleurs si on

laisse tomber les cultivateurs, la province ne s'en portera pas mieux au contraire.

La loi fédérale est bonne. Voilà ce que j'avais à dire à la Chambre.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), que le débat soit ajourné.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 7 h 30**

#### **The Quebec Association of Seventh-Day Adventists**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company".

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Demandes de documents:**

#### **Gouvernement du Québec, achats de Gazoline**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault),

qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: Combien de gallons de gazoline le gouvernement a-t-il achetés depuis 1930? Quels sont les noms des personnes de qui le gouvernement a acheté de la gazoline depuis 1930? Quel est le total de gallons achetés dans chaque cas? Quel prix a été payé par gallon pour chaque marque de gazoline ainsi achetée.

Adopté.

#### **Gouvernement du Québec, achats d'huile**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: Combien de gallons d'huile le gouvernement a-t-il achetés depuis 1930? Quels sont les noms des personnes de qui le gouvernement a acheté de l'huile depuis 1930? Quel est le total de gallons achetés dans chaque cas? Quel prix a été payé par gallon pour chaque marque d'huile ainsi achetée.

Adopté.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe;
- bill 43 prolongeant d'une année la loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires);
- bill 133 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue;
- bill 188 modifiant le Code de procédure civile, relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel;
- bill 190 modifiant la loi 19 George V, chapitre 124.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 35 concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 47 modifiant la loi de l'adoption.

#### **Emprunts municipaux, aide aux chômeurs**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 35 concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs.

L'amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division et adopté sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Loi de l'adoption**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 47 modifiant la loi de l'adoption.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Crédit agricole**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 relatif au crédit agricole.

En vertu de ce nouveau bill, le gouvernement est autorisé à payer la différence n'excédant pas 3 %, entre l'intérêt annuel de 3 % et celui chargé par la Commission aux cultivateurs de la province sur le capital des prêts à eux faits ou qui leur seront faits, en vertu des dispositions de la loi du prêt agricole canadien.

Le trésorier de la province doit payer à qui de droit, à même le fonds consolidé du revenu, sur demande du conseil provincial, la part contributive du gouvernement sur ces versements.

Autrement dit, le gouvernement s'il le désire, peut abaisser l'intérêt payable par les cultivateurs qui empruntent de la Commission du prêt agricole, à pratiquement 3 %.

Adopté.

#### **Avances aux écoles de réforme et d'industrie, et aux asiles d'aliénés**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 61 autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances, en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés.

Adopté.

#### **Augmentation de terrain en faveur du colon**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 63 pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation.

Adopté.

#### **Loi de pharmacie**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 modifiant la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** Le bill a pour but de décréter que seuls les membres du Collège des pharmaciens pourront inciter des poursuites pour le recouvrement des amendes pour infractions à la loi des pharmaciens.

Il cite un article de *L'Illustration*, de Montréal, de lundi dernier, dans lequel on rappelle que M. le juge Forest a rejeté des poursuites intentées contre La Pharmacie Montréal par treize pharmaciens de Montréal.

Le juge Forest, dit-il, déclare dans son jugement que, depuis 25 ans, les grandes pharmacies ont fait de l'annonce, largement, au point que le pharmacien a perdu son caractère professionnel, et que malgré de nombreuses tentatives faites par

l'association, la Législature de Québec a toujours refusé d'accorder le pouvoir d'établir une discipline sévère, comme dans les autres ordres professionnels.

Je cite le mot propre sorti de l'illustre bouche du juge Forest.

Or, si je consulte les Statuts refondus, 1925, chapitre 215, je trouve 60 articles que la Législature a bien voulu voter et passer pour protéger les pharmaciens de la province de Québec.

À titre de dentiste qui n'est pas avocat, je trouve fort étrange qu'un éminent juge de la Cour supérieure, le juge Forest, dise du haut du tribunal que la Législature, n'a jamais permis aux pharmaciens d'amender son statut corporatif, a toujours refusé d'amender la loi et de donner aux pharmaciens un bureau de discipline qui ferait de leur profession une profession libérale comme les autres.

Je ne sais pas si je suis dans l'ordre, mais je veux attirer l'attention de la Chambre sur la déclaration du juge Forest. Je trouve fort étrange que de telles paroles soient sorties de la bouche d'un juge. Je comprends, comme dentiste qui n'est pas avocat, que la première chose qu'un juge devrait faire avant de rendre jugement serait de consulter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député devrait s'en tenir au bill, au lieu d'essayer de faire des digressions malheureuses et tout à fait déplacées. On discute de la pharmacie et on n'a pas le droit de parler d'autres choses.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** Parlant sur le point d'ordre, je dis qu'un représentant du peuple a le droit d'exprimer son opinion et, comme parrain de ce bill, j'ai le droit de parler de choses qui intéressent les pharmaciens. Et comme le jugement de l'illustre juge Forest traite de pharmacie...

**M. l'Orateur:** Je regrette, mais le député de Sainte-Marie n'est pas dans l'ordre. Il a droit de soulever pareil débat, pour critiquer un jugement, sur une question de privilège, mais non sur la discussion de ce bill.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** Je reviens donc au bill qui demande à la Législature pour son conseil disciplinaire le droit de poursuivre, et lui seul, ceux qui violent la loi de la pharmacie. Mon bill a pour but de laisser prendre les procédures par le conseil de discipline du Collège des pharmaciens. Le nouveau bill décrète que personne

autre qu'un pharmacien ne pourra poursuivre un pharmacien. Car, malgré que l'illustre juge Forest ait déclaré dans un jugement que l'association des pharmaciens n'avait pas un organisme de discipline et que la Législature l'aurait toujours refusé, le Collège des pharmaciens a un conseil de discipline. Il veut maintenant régler ses cas lui-même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la suite des explications et des digressions du député de Sainte-Marie, je crois de mon devoir, comme chef d'un grand parti de protester vivement contre l'attitude prise par la majorité des députés ministériels et des ministres, contre la magistrature. Je regrette que, dans cette Chambre, on donne le spectacle d'une Législature qui sape le prestige d'une des plus hautes et des plus importantes institutions du pays. Ce n'est pas aux députés, il me semble, à saper l'autorité des juges; les magistrats ont droit au respect des députés comme à celui des justiciables ordinaires. Au sujet du bill, je dis qu'il s'agit d'une proposition d'une maison de Québec et que nous verrons à ce que les droits des pharmaciens soient respectés. S'il s'agit d'une tentative pour camoufler les pratiques de cette maison, le chef de l'opposition s'opposera au bill.

Ce bill qu'on présente est surtout un moyen adopté pour greffer un amendement en faveur de la maison Livernois qui a retiré son bill, mais je suis certain qu'on profitera du présent projet de loi pour glisser un amendement. Je tiens à en avertir la Chambre dès maintenant.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** Je n'ai pas voulu attaquer la magistrature de cette province. Comme dentiste qui n'est pas avocat, je trouve étrange, dit-il, qu'un juge, avant de rendre son jugement, dise que la Législature n'a jamais voulu rien faire pour les pharmaciens. Il est supposé ouvrir son Code et examiner quelle est la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Contrairement à ce que dit l'honorable député, il a l'expérience des tribunaux.

Je soulève un point d'ordre. Le député de Sainte-Marie n'a pas le droit de répéter son discours. Il a simplement le droit de répliquer.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** Je prierais les journalistes de bien rapporter que j'ai le respect de la magistrature, mais je me dois de défendre ces pauvres pharmaciens. Le chef de l'opposition n'a pas raison de me reprocher mes considérations sur la question.

Car il a toujours dit que le parrain d'un bill doit savoir ce qu'il présente, en connaître les tenants et aboutissants. Je prends la part des humbles législateurs accusés par le juge Forest.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant d'aller plus loin, je veux protester encore une fois. Je regrette profondément l'attitude du gouvernement, notamment des ministres et surtout du procureur général, qui approuvent les attaques dirigées contre la magistrature dans cette Chambre par leurs rires approbateurs, alors qu'on tente de ridiculiser la magistrature.

S'il est un temps où l'autorité doit être respectée, c'est bien celui que nous traversons. Et le premier ministre qui est procureur général chargé de faire respecter la loi ne devrait pas concourir à ridiculiser la magistrature par des sourires intempestifs, lorsque la magistrature est attaquée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur.

La motion est adoptée.

### En comité<sup>4</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplanes (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve que l'octroi a diminué considérablement.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai dit toute l'importance que j'attache à notre service de cartographie aérienne. Toutefois, à cause de la dureté des temps, nous avons dû réduire les sommes

consacrées chaque année à ce service. Nous avons décidé d'affecter à d'autres services l'argent dépensé jusqu'ici pour le service d'hydroplanes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tandis que le ministre est debout, il pourrait peut-être nous parler de sa future loi de l'électricité?

Il veut savoir si ces travaux ont permis, d'une part, au gouvernement de découvrir et de cartographier les ressources naturelles de la province et, d'autre part, au ministre de découvrir ce que contiendra sa loi de l'électricité. Quand le gouvernement entend-il présenter sa loi au sujet de l'électricité?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
La semaine prochaine ou la semaine suivante.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi sera-t-elle assise assez solidement pour en imposer aux compagnies?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Assurément!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Protégera-t-elle le consommateur?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement est-il d'avis qu'il peut passer une loi pour en imposer aux compagnies?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Je le crois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi sera-t-elle basée sur le rapport de la commission Lapointe?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Cette loi sera basée sur le rapport de la commission Lapointe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reprend la discussion sur le crédit proposé. Il parle d'un contrat passé entre le département et la Compagnie aérienne franco-canadienne, par l'entremise de M. Bédard, qui a déjà retiré \$98,000 du gouvernement en quatre années. Ce contrat pour photos de 4,000 milles de terrain était donné à \$45 du mille, avec une avance de \$20,000 par le département, et 90 % du prix payé en avance, par versements.

Il demande s'il est vrai que le gouvernement a accordé, sans soumission, un contrat à cette compagnie d'aviation étrangère, pour prendre des photographies aériennes.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

En donnant le contrat à cette compagnie, nous avons voulu nous assurer les services d'un cartographe français et bénéficier de l'expérience des employés de cette compagnie. Les résultats ont été excellents. À la suite de la difficulté des temps, nous avons décidé de réduire le travail de ce service, afin d'entreprendre des travaux plus urgents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre pourrait-il nous faire une liste de tout ce qu'a coûté, depuis 1929, le service d'hydroplanes, et la liste des compagnies qui ont reçu des argents.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Avec plaisir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Demain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans ce cas, nous allons voter l'item tout de suite, en attendant cette liste.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:**

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans Dorchester, un entrepreneur, ami du gouvernement, a exploité des droits de coupe, sans rien payer, et sans payer les salaires raisonnables. Dans le comté de Matapédia, on rase des lots de colons, et l'entrepreneur est si près de certain député que les gens confondent couramment l'un pour l'autre.

Dans le comté de Wolfe, un lot 18 du rang no 3, du canton de Ham, est pillé par M. Hubert Vallières, si près du député du comté qu'on ne sait pas distinguer quel est lequel des deux. Le député a expliqué l'autre jour que Vallières avait obtenu la permission de couper 10,000 pieds de bois pour bâtir la grange d'un colon et que c'était une loi de la

couronne. Or, il se trouve que, dans les livres du département, ce lot appartient à une concession forestière de la Brompton Pulp.

Comment les déclarations du député s'arrangent maintenant? Et puis, on n'a pas coupé 10,000 pieds, mais bien 60,000 pieds au moins et même plus.

Décidément, on paraît se ranger à l'avis du secrétaire provincial qui préconisait pour empêcher les feux de forêts, de couper tous les arbres.

Le gouvernement a fermé les régions colonisables aux colons, par le moyen des réserves forestières étendues sur plusieurs années. On a surtout pratiqué la méthode suivante: Une compagnie rase tous ses lots, puis elle va les offrir au gouvernement pour la colonisation ou en réserves cantonales, en échange de nouveaux lots de la couronne très bien boisés.

**M. Lapointe (Wolfe):** M. Longval a obtenu de la Brompton Pulp la permission de couper quelques milliers de pieds de bois, pour aider un colon à reconstruire sa grange brûlée. M. Vallières coupe le bois pour M. Longval. La Brompton Pulp a consenti le permis de coupe, sur la demande du département des Terres, à la suite de requêtes du député de Wolfe.

Le député n'a rien eu d'autre chose à faire dans cette histoire, sinon aider un colon dont la grande avait brûlé. Le chef de l'opposition ne devrait pas critiquer comme il le fait, parce qu'une compagnie a fait preuve d'humanité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le député a parlé de permission du département des Terres pour couper du bois sur un lot de la couronne, quand il s'agit d'un lot sous concessions de la Brompton Pulp. Tout cela n'est pas très clair.

D'ailleurs, on est en train de tout dilapider le lot, et ce n'est plus simplement de bois pour une grange qu'il s'agit.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** déclare qu'il va enquêter sur l'affaire et donner tous les renseignements. Il dit qu'en tout cas il n'y avait aucun droit de transfert à payer. Quant aux 60,000 pieds coupés, ce n'est qu'une petite quantité, car un lot comprend facilement 250,000 pieds.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la situation de la province de Québec sur le marché de bois, au point de vue mondial, surtout dans ses relations avec l'Angleterre?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

L'augmentation n'est peut-être pas aussi considérable que nous le voudrions, mais il y a amélioration du côté de l'Angleterre. Le cas de l'Angleterre devrait se régler. Toutefois, l'arrêt n'a été que momentané dans les importations anglaises de bois russe, et cette année, l'Angleterre a acheté 100,000,000 pieds de bois russe de plus que l'an dernier.

Le gouvernement canadien a fait des représentations et nous espérons que la situation va s'améliorer. Du moins nous l'espérons. L'Angleterre, en fermant son marché à la Russie, favoriserait le bois canadien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que l'amélioration est venue à la suite des accords impériaux d'Ottawa, en 1932?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Il n'y a pas eu amélioration sensible de ce côté pour que cela vaille la peine d'en parler.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais les exportations ont doublé, de 1932 à 1934.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Il faut tenir compte des prix. Les prix ne sont pas ce qu'ils devraient être.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement dépense chaque année de \$700,000 à \$800,000 par année pour faire chanter ses louanges dans les journaux. Si les ministres veulent se vanter, dit-il, c'est leur affaire, mais qu'ils payent. La province en a assez de les endurer au milieu des rires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle des photos et biographies de ministres parues dans *L'Événement*. Seul le ministre des Terres a refusé.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

annonce qu'il y aura un budget supplémentaire assez considérable.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues une première fois.

La séance est levée à 11 heures.

---

**NOTES**

1. Selon *The Quebec Chronicle* du 28 mars 1935, à la page 10, la discussion sur ce bill a duré un peu plus d'une heure et demie.

2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

3. 43, selon *L'Action catholique* et *Le Devoir*, dans leur édition du 28 mars 1935, respectivement aux pages 8 et 8.

4. Le comité se réunit sous la présidence du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

Séance du jeudi 28 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Donation  
de T.-A. Grothé**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que les articles 497, 498, 500, 503, 510, 511, 516 et 494 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'honorable Raoul-O. Grothé *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé, et, que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de l'honorable Raoul-O. Grothé *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 138 concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Jean-Conrad Moreau**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que les articles 497, 498, 500, 503, 510, 511, 516 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Jean-Conrad Moreau, demandant l'adoption d'une loi intitulée: "Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à l'étude et à la pratique du notariat, après examen", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit

permis de présenter le bill 139 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de Jean-Conrad Moreau, demandant l'adoption d'une loi intitulée: "Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à l'étude et à la pratique du notariat, après examen", est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 139 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De quoi s'agit-il?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** D'admettre un notaire à la pratique du droit, après examen. Il n'y en aura jamais trop!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 modifiant l'article 23 de la loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux;
- bill 45 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres;
- bill 191 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 48 modifiant le Code civil relativement au recouvrement de réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit;

- bill 129 modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie.

### **Ostéopathes**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), la permission de présenter le bill 195 concernant les ostéopathes.

Il explique que la pratique de l'ostéopathie est tolérée dans la province et qu'il est maintenant temps de donner un statut légal à la profession d'ostéopathe. Le bill insère un nouveau chapitre dans les Statuts révisés, créant une corporation dotée des pouvoirs habituels et spécifiant que cette corporation peut fonder, dans la ville de Montréal ou ailleurs en province, un collège destiné à l'enseignement de l'ostéopathie.

Il y aura un conseil dont le rôle sera d'adopter des règlements et de contrôler la profession. Les étudiants devront détenir un baccalauréat en arts ou en sciences ou passer un examen d'entrée. Pour ceux-ci, le cours sera d'une durée de quatre ans.

Nous devons nous attendre à ce que le Collège des médecins et chirurgiens s'oppose officiellement à cette mesure, comme ce fut le cas il y a environ 20 ans, lorsqu'un bill de la sorte fut présenté. Le bill fut retiré à la suite d'un accord selon lequel le Collège ne poursuivrait pas les ostéopathes pour pratique illégale. En vertu de cette entente sur l'honneur, les ostéopathes purent pratiquer sans embûche jusqu'à tout récemment, alors que des actions furent intentées par le Collège. Le bill devant nous actuellement en est le résultat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Fabrication du pain**

**M. Bélanger (Lévis)** demande, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Taschereau), la permission de présenter le bill 196 modifiant la loi de la fabrication du pain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Lévis n'est pas en Chambre. Il s'agit de fixer le poids du pain.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour services d'hydroplans (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, mercredi le 27 mars courant, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

Ladite résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois et adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, mercredi le 27 mars courant, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Chaque année, les crédits que nous votons au département des Terres et Forêts ne suffisent pas, et il faut des mandats spéciaux. Nous constatons dans les comptes publics de l'année terminée au 30 juin 1934, que le gouvernement avait fait voter un subside de \$380,000. En plus, il avait fait voter \$300,000 au budget supplémentaire et \$25,000 comme mandat spécial. On explique cet écart extraordinaire par le fait que le gouvernement a remboursé à la Consolidated Paper une somme de \$258,000, pour faire suite à une réclamation qui date de deux ou trois ans auparavant. Est-ce que le ministre ne pourrait pas calculer de façon plus juste ses dépenses, préparer ses estimées budgétaires de façon à ce qu'il ne soit pas obligé de présenter de budget supplémentaire aussi considérable?

De même, en 1931, le gouvernement a accordé à la Price Brothers un remboursement de \$161,000. Était-ce en remboursement d'une souscription électorale?

En 1927, la St. Maurice Lumber avait des limites sur une superficie de 5,200 milles carrés. Or, la compagnie s'étant inféodée à la Canadian International Paper, celle-ci, au lieu de payer les primes de transfert de \$20 du mille, a fait changer son nom par une loi. Le gouvernement n'a exigé aucune prime et a perdu de ce fait \$115,000.

Mais en face de ce traitement de faveur à la Canada Paper, la Price Brothers s'est rebiffée. Elle a dit au gouvernement: vous avez remis \$115,000 à la Canadian International pour avoir ajouté simplement le mot limited à la St. Maurice Lumber, en faveur du capital américain. Vous devriez accorder au moins un traitement égal à une compagnie canadienne à 100 %.

Et on a vu alors le gouvernement au lendemain des élections de 1931 rembourser \$160,000 à la Price Brothers.

Or, cette année, à la veille des élections, le gouvernement accorde un remboursement de \$258,000 à la Consolidated Paper. Veut-on bâtir des fonds électoraux à même les fonds publics? Pourrait-il nous renseigner aussi sur les remises qui ont été faites à la Consolidated Paper?

S'il est une compagnie qui ne mérite pas de faveur du gouvernement, c'est bien la Consolidated Paper, fille illégitime de la Canada Paper, ce schème financier gigantesque.

Avec \$258,000, le gouvernement pourrait faire beaucoup de choses, aider la colonisation, l'agriculture, former une base pour un crédit rural, etc.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Le chef de l'opposition vient de parler de remboursement à la Consolidated Paper. Il n'y a rien d'extraordinaire dans le remboursement que nous avons fait à la Consolidated Paper. Le gouvernement avait annoncé la vente d'une concession forestière aux enchères. Nous avions publié des avis que nous vendrions aux enchères un territoire assez considérable. Or, la vente terminée, la compagnie a constaté que la limite avait une superficie beaucoup plus grande que ne le comportaient les désignations du plan de la concession, et elle a payé les primes et droits voulus sur les milles supplémentaires. La compagnie a payé pour plus qu'elle n'a eu.

L'arpentage a révélé que la compagnie avait payé pour une immense portion de terrain qu'elle n'avait pas acheté et que le gouvernement ne pouvait lui vendre parce qu'il n'était pas compris dans les enchères. Le département a vérifié ses plans et constaté que les milles de surplus ne pouvaient rester dans la concession vendue, et qu'il fallait les en retirer. La compagnie a alors réclamé le remboursement des sommes supplémentaires qu'elle avait dû déboursier, ce qui était tout à fait légitime. La superficie a été réduite, et il n'était que logique et juste de rembourser la compagnie de ces sommes qu'elle avait payées en plus, sans raison, pour cette portion de terrain.

Quant à la prévision des dépenses du ministère, il est absolument impossible de faire un calcul immuable. Dans le service forestier, par exemple, nous ne pouvons prévoir ce que coûtera la protection des forêts: nous ne pouvons tout de même pas prévoir s'il y aura des feux de forêts en très grand nombre. Il peut se faire qu'il y ait des incendies de forêt nécessitant beaucoup de monde pour les combattre et cela coûte cher au ministère. Ce sont des cas de force majeure, des aléas qu'on ne peut raisonnablement prévoir. Les crédits soumis à la Législature ont été faits avec le plus de précision possible, mais lorsque le montant obtenu s'est avéré insuffisant, un montant additionnel a été débloqué par ordre en conseil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les calculs du département étaient donc erronés, et il a fallu trois ou quatre ans pour y remédier! Il est curieux de noter que, quand il y a des erreurs, c'est toujours les compagnies qui en profitent et le peuple qui paye.

Ladite résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois et adoptée.

**Île d'Orléans**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant l'Île d'Orléans.

Adopté.

**Sociétés  
de colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 modifiant la loi des sociétés de colonisation soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose par voie d'amendement, appuyé par le député d'Yamaska (M. Élie): Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de le modifier de façon que les sociétés de colonisation formées avec l'assentiment de l'autorité ecclésiastique compétente soient complètement libres d'aider aux colons et de

travailler au succès et au progrès de la colonisation par tous les moyens qu'elles jugeront à propos d'adopter, sans avoir à faire approuver leur constitution, leurs règlements et leurs directives, soit par le ministre de la colonisation, soit par le gouvernement de la province, soit par aucune influence politique.

Il affirme que trop de choses sont laissées à la discrétion des politiciens, dans le fonctionnement de ces organisations.

**M. l'Orateur:** Cette motion est-elle adoptée?

**Des voix ministérielles:** Non! Non!

**Des voix de l'opposition:** Oui!

**M. l'Orateur:** Dans mon opinion les oui l'emportent.

**Des voix de l'opposition:** Vote!

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, Lapointe, Sauvé, Smart, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bercovitch, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, David, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Guertin, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 48.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi des mines

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: Que, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi des mines (Statuts refondus, 1925, chapitre 90) tel que modifié par la loi qui sera basée sur la présente résolution, à compter du premier janvier 1935, toute mine dans la province de Québec sera frappée des droits suivants, et tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de mines sera tenu au paiement de ces droits:

- a. Sur les profits annuels au-dessus de \$10,000 jusqu'à concurrence de \$1,000,000, 4 %.
- b. Au-dessus de \$1,000,000 jusqu'à concurrence de \$2,000,000, 5 %.
- c. Au-dessus de \$2,000,000 jusqu'à concurrence de \$3,000,000, 6 %.
- d. Au-dessus de \$3,000,000, 7 %.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On devrait d'abord étudier le bill sous sa forme originale, avant les amendements.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous présentons les résolutions finales qui contiennent les amendements. C'est bien la meilleure manière de procéder.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre, car ces résolutions furent modifiées sans préavis.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Perrault (Arthabaska)** tentent de rassurer le chef de l'opposition que tout a été fait selon Hoyle.

**M. le président (M. Authier)** rejette le point d'ordre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nous devons d'abord commencer à exiger une taxe à partir de \$5,000 de profits annuels. Mais on nous a fait des

représentations à ce sujet. La taxe de 3 % que nous imposons sur les profits de \$5,000 et plus aurait durement frappé certaines compagnies.

Il est certainement préférable de donner une chance aux compagnies qui commencent. En somme, nous revenons aux données de la loi actuelle pour ce qui est de l'exemption des premiers \$10,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est l'augmentation de revenus que vous prévoyez au moyen de ces changements?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Environ \$84,000 selon la clause *a.* de la résolution, cette clause dans son état primitif - celui d'il y a une semaine - devant rapporter \$135,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi cette perte?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je vais le répéter à mon honorable ami. L'industrie minière québécoise est en plein développement et il ne faut pas l'entraver. Nous croyons qu'il ne faut pas trop taxer les industries minières, afin de ne pas détourner le capital de la province de Québec. Il faut encourager, par tous les moyens, notre développement minier. Si l'on craint une taxe trop élevée, on placera ailleurs que dans nos mines ses capitaux et ce sera une perte pour nous.

J'ai eu l'occasion de rencontrer ces derniers temps, des exploitants de notre région minière du nord-ouest. Ils auraient évidemment mieux aimé qu'il n'eût pas d'augmentation de taxe sur les profits miniers, mais ils ont accepté celle que nous présentons aujourd'hui de bon cœur.

Cette addition ne nuira nullement au développement minier de la province. Nous avons un développement considérable en vue, surtout dans la région de Chibougamau. La taxe québécoise sera plus élevée que la taxe ontarienne sur les compagnies minières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que les compagnies payent la taxe sur les corporations, à part cela?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Certainement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La taxe de l'Ontario est-elle la même qu'ici?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La taxe de l'Ontario est exactement celle que nous avons dans nos Statuts. Nous avons actuellement sur les profits miniers le même système de taxes que l'Ontario.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre pourrait-il nous dire si l'industrie minière est en progression actuellement?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui. Les choses progressent normalement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si les promoteurs miniers ont promis au ministre de souscrire à la caisse électorale pour les prochaines élections?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond négativement. Cette question n'a pas été discutée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement se préoccupe plus du bien-être de ceux qui ont les moyens de payer les taxes que des classes les plus pauvres qui sont surtaxées. Cela s'explique, dit-il, par l'approche d'élections générales provinciales.

Les échelles semblent mal distribuées et la perception des taxes sera difficile. Certains privilégiés semblent s'en tirer à bon compte. Il croit qu'on devrait aussi favoriser les compagnies qui s'approvisionnent en cette province. Pour encourager les mines qui achètent dans l'Ontario, le ministre devrait demander la taxe sur les compagnies qui achètent leur marchandise dans Québec au lieu d'ailleurs.

Les mines nous profiteraient mieux comme cela. On encouragerait l'industrie québécoise.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'Ontario, elle, a une industrie minière bien établie, tandis que nous sommes à établir la nôtre. Le gros des achats des compagnies minières, en fait de machines et autres fournitures, se fait actuellement dans Québec, lorsque c'est possible. L'an dernier, d'après un rapport récent, une grosse compagnie, la Noranda, a acheté pour \$3,000,000 dont \$2,000,000 dans Québec. Elle a payé \$2,000,000 en salaires dans Québec.

Pour toutes ces raisons, il me semble qu'il ne faut pas imposer aux exploitants de nos mines un trop lourd fardeau de taxes, et je demande donc à la chambre d'adopter les résolutions de taxation que je lui présente.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska) et M. Duplessis (Trois-Rivières)** échangent des mots narquois.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

#### Taux de transport du bois par chemins de fer

**M. Gagnon (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Chouinard): Que cette Chambre:

Attendu qu'il est de l'intérêt des fermiers et des colons de cette province que leur commerce de bois soit encouragé et augmenté;

Attendu que l'obstacle le plus considérable qui entrave semblable encouragement se trouve être le taux de fret chargé pour l'expédition du bois de pulpe de différents points de la province de Québec, soit pour l'exploitation dans d'autres provinces ou les États-Unis, soit pour l'envoi à d'autres endroits dans la province;

Attendu que ces taux élevés chargés pour le fret n'ont pas pour seule conséquence une diminution dans la production du bois de pulpe, mais aussi la perte pour les chemins de fer d'un revenu qu'ils obtiendraient autrement;

Est d'avis que le gouvernement devrait faire des représentations aux compagnies de chemin de fer et à la Commission des chemins de fer du Canada aux fins d'obtenir une réduction des taux de fret sur le bois de pulpe, soit pour expédition au dehors de la province, soit pour le transport entre différents points situés dans la province.

Les cultivateurs sont durement frappés par la crise. Les prix des produits ont diminué souvent de 50 % depuis le commencement de la crise. Les compagnies de chemins de fer, loin d'abaisser leurs tarifs, les ont souvent augmentés, de sorte qu'aujourd'hui il en coûte une ou deux fois plus que la valeur intrinsèque d'un produit pour le faire transporter.

Actuellement, il en coûte trop cher au cultivateur et au colon pour expédier son bois par chemin de fer. C'est la même chose d'ailleurs, en ce qui concerne les produits de la ferme. Un

commerçant du bas de Québec a payé pour expédier des produits à Montréal, 25 cents pour le fret et 8 cents pour d'autres frais, et il a retiré neuf centins de profit. Le cultivateur et le colon ne sont pas les seuls responsables de la crise, et ils ne devraient pas être les seuls à porter le poids de la crise.

Par le temps que nous traversons, le cultivateur moyen ne peut pas vivre sur sa terre, sur sa ferme, s'il n'a pas un revenu additionnel et ce revenu, les cultivateurs le trouveront dans la vente du bois de pulpe et du bois de sciage. Le bois de sciage et de pulpe est encore la meilleure source de revenus. Or, le prix du bois a baissé de moitié, et les taux de fret n'ont pas baissé. La Commission des chemins de fer devrait baisser les tarifs en rapport avec le coût de production et de vente des produits transportés.

Ce sont les chemins de fer qui tiennent nos cultivateurs en état de malaise. Les taux de fret coûtent le double du prix du bois. Si les chemins de fer voulaient baisser un peu leurs taux, les cultivateurs en profiteraient grandement. Les cultivateurs ne demandent pas aux compagnies de réduire leurs tarifs dans des proportions fantastiques, considérables, ils seraient heureux s'ils étaient réduits, par exemple, de 2 ou 3 centins<sup>1</sup> du cent livres, cela signifierait de 90 à 95 cents la corde<sup>2</sup>. Les chemins de fer ont consenti des faveurs aux provinces Maritimes, pourquoi ne feraient-ils pas de même pour les cultivateurs et les colons du Québec?

Le gouvernement fédéral devrait consentir un traitement de faveur à nos cultivateurs, et le gouvernement provincial devrait s'entremettre pour obtenir cela. Le chemin de fer y gagnerait d'ailleurs, car le cultivateur, à cause des taux élevés, est forcé de faire transporter son bois en camions et en bateau. C'est autant de perdu pour le chemin de fer. La réduction des taux de transport empêcherait la concurrence que font actuellement les camions. Elle permettrait de plus aux cultivateurs de vendre leurs produits moins cher.

M. Bennett aurait un bon moyen de remplir quelques-unes de ses promesses, en demandant aux chemins de fer de considérer une réduction de taux.

Si les chemins de fer sont en mauvaises affaires, ils devraient profiter de la loi des concordats pour éviter la faillite. Cela les mettrait peut-être en mesure de baisser leurs taux. Quelle que soit la réduction apportée, elle sera utile. Cette loi doit être bonne pour les gros comme elle l'est pour les petits.

Il (M. Gagnon) félicite le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) de s'être entremis pour faire baisser les taux et pour aider les cultivateurs à vendre leur bois.

**M. Authier (Abitibi):** Il me fait plaisir de seconder la motion de mon collègue de Kamouraska. Cette question des tarifs de transport ferroviaire du bois a toujours été un cauchemar depuis nombre d'années pour la population de l'Abitibi. Depuis 15 ans, le prix du bois a diminué de 50 %, alors que les tarifs de chemin de fer ont augmenté de 30 %. Actuellement les chemins de fer reçoivent pour le transport du bois deux fois plus que le producteur ne reçoit lui-même pour la vente de ses produits. Une absurdité à corriger.

Les chefs des compagnies ferroviaires affirment qu'ils ont besoin de revenus. Mais ce n'est pas là un moyen de s'en procurer. Avec des prix exorbitants, personne ne s'en servira, et ce sera pire. En ne diminuant pas leurs taux, les chemins de fer prennent le meilleur moyen de ne pas obtenir les revenus dont ils ont besoin. Il importe que les services donnés soient à la portée des consommateurs. Les taux sont tels que le colon, dans la plupart des cas, est dans l'impossibilité de vendre son bois. La compagnie ferroviaire devrait réaliser qu'elle ne peut vendre un produit plus cher que les cultivateurs peuvent le payer. Il en coûte \$8 par exemple pour transporter une corde de bois qui en vaut \$9 à l'usine.

C'est une situation déplorable. Cette politique des chemins de fer nuit considérablement à la colonisation des terres boisées. Si les taux de fret étaient moins élevés, bien des colons ne seraient pas obligés de demander des secours directs. Il me semble que les compagnies devraient comprendre cela.

Dans l'Abitibi, notamment, la vente du bois se trouve paralysée. Les taux devraient être modifiés. Il ne faut pas que les tarifs des chemins de fer soient aussi rigides, aussi immuables. Parce que les compagnies veulent avoir tant par corde par mille de transport, ce n'est pas une raison. De plus, il est remarquer que le transport doit être payé au cent livres, quand le bois est vendu à la corde. Les compagnies devraient changer leur mode de calculer.

Il serait facile d'établir que dans plusieurs parties de la province, là où les chemins de fer ne subissent pas la concurrence des compagnies maritimes, les taux de transport sont de 30 et même 35 %<sup>3</sup> plus élevés que dans le reste du pays. On accorde des taux de faveur à l'Ouest pour le transport du grain et aux Maritimes pour le transport du charbon. Dans ces conditions, les citoyens de l'Abitibi, qui sont à 500 milles de Montréal, devraient jouir de tarifs de faveur comme ceux des Maritimes. Si le bois de l'Abitibi pouvait se vendre, nos colons seraient prospères.

Je me fais donc un devoir de seconder la motion du député de Kamouraska (M. Gagnon).

**M. Béïque (Chambly):** Il arrive souvent que certaines gens réclament publiquement certains privilèges pour venir en aide à quelques classes souffrantes de la société. C'est très bien. Mais il arrive souvent aussi que ces mêmes gens, en réclamant des privilèges sous prétexte que ce sont des privilèges pour les autres, espèrent en retirer certains bénéfices personnels.

Le député de Kamouraska (M. Gagnon), qui réclame dans sa motion une réduction des taux des chemins de fer, sous prétexte de favoriser les cultivateurs et les colons, est lui-même favorisé, étant donné qu'il est un "jobber" opérant à Pelletier Station, coupe du bois sur les lots de la couronne et vend son bois quelques millions de pieds à la compagnie Campbell et McLaren de Québec.

Évidemment, cette même compagnie obtient des réductions de taux. Cela permettra au même "jobber" de vendre son bois à un prix moins élevé et sans trop considérer la souffrance des autres. Enfin, le député de Kamouraska bénéficiera de la motion. Je considère donc que pour créer une impression plus grande, la motion en discussion aurait dû être présentée par un député moins intéressé dans le commerce du bois, déclare-t-il.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

On voit souvent certaines gens rabaisser le débat comme vient de le faire le député de Chambly. La question du transport du bois est très importante pour une classe très importante de la province de Québec, les cultivateurs et les colons. Toute la population de notre province, tous les citoyens de cette Chambre devraient s'unir pour réclamer la réforme demandée par les députés de Kamouraska et de l'Abitibi. Avec les taux élevés qui prévalent présentement, il est impossible de faire le commerce du bois avec profit.

La situation est difficile dans la province de Québec. Il est incontestable que les taux de fret sont trop élevés. Il y a dans la province certaines régions qui souffrent plus que d'autres des hauts tarifs du transport des bois par chemins de fer. Dans certains coins, on ne peut expédier que par chemins de fer, parce que l'on est loin des routes ou des rivières.

À différentes reprises, depuis plusieurs années, le ministère des Terres et la Commission des produits forestiers ont fait des démarches. Nous avons attiré l'attention des autorités compétentes sur notre situation difficile, particulièrement celle de nos colons et de nos cultivateurs de l'Abitibi et d'autres

régions, pour obtenir une réduction des taux. Nous avons attiré sur ce point l'attention de plusieurs associations qui s'intéressent à l'industrie forestière. Elles ont fait une demande dans le même sens. Leurs représentations n'ont pas toujours été couronnées de succès.

Près des centres, la concurrence entre le camion et le chemin de fer maintient les prix à des taux assez bas et satisfaisants. Par contre, lorsqu'il s'agit de régions très éloignées, comme l'Abitibi, la Gaspésie, le transport par chemin de fer est obligatoire et exorbitant. En certains endroits, les compagnies de chemins de fer subissent la concurrence des camions, même des goélettes, et elles ont réduit leurs tarifs pour y faire face, mais en d'autres endroits, où il n'y a ni routes carrossables ni routes navigables, les compagnies imposent des tarifs prohibitifs qui atteignent et souvent dépassent la valeur du produit transporté. De plus, certains bois très lourds comme le sont les bois francs ne peuvent pas être flottés, et il faut nécessairement utiliser le chemin de fer. Les taux actuels sont loin d'aider le commerce du bois.

Les autres provinces sont mieux favorisées que la nôtre sur ce point. Ce qui est injuste, ce sont ces tarifs privilégiés qui nuisent à nos bois à nous.

Nous avons attiré l'attention sur la situation difficile faite aux provinces de Québec et de l'Est, lorsque la commission des chemins de fer a étudié la question de la réduction des taux de fret, pour le transport des bois de l'Ouest. L'an dernier, un incident particulièrement malheureux s'est produit. La Commission des chemins de fer a décidé de réduire considérablement les tarifs existants pour le transport des bois venant de la côte du Pacifique et entrant dans les provinces de Québec et d'Ontario.

Le ministère a protesté, avec l'Association forestière canadienne, contre cette décision intempestive, car elle démoralisait nos commerçants de bois et rendait inutiles les sacrifices consentis pour relever le commerce du bois, qui est dans le marasme depuis une douzaine d'années. La réduction sur le bois qui vient de la Colombie par les deux chemins de fer nous est nuisible et constitue un handicap sur notre commerce. Ce qui est injuste, c'est de permettre le transport du bois de l'Ouest du pays à des tarifs spéciaux, tandis que les provinces de l'Est ne peuvent expédier vers l'Ouest aux mêmes taux.

Le ministère des Terres n'a pas d'objection à ce que l'on accorde toutes les faveurs que l'on voudra aux commerçants de bois de la Colombie, lorsqu'il s'agit de vendre leur bois à la Chine, au Japon, et sur d'autres marchés d'Extrême-Orient. Mais la situation

est complètement différente, lorsqu'il s'agit de commerce intérieur. Nous ne pouvons admettre, dit-il, que le gouvernement fédéral, par son organisme de la Commission des chemins de fer, cause une telle perturbation dans le commerce local du bois. Il demande que, sur les marchés européens, les marchands de bois de l'Est du Canada puissent soutenir la concurrence des marchands de l'Ouest.

Le commerce du bois a besoin d'être aidé par des réductions de taux. Les chemins de fer devraient mieux comprendre leur intérêt, car leur obstination force à l'usage plus grand du camion ou à s'abstenir de manufacturer des bois de service, ce qui est dommageable pour le commerce québécois.

Il me fait plaisir de féliciter les honorables députés de Kamouraska et d'Abitibi, et je souhaite que la motion soit adoptée.

**M. Samson (Québec-Centre):** Je profite de la motion pour protester contre les tarifs des compagnies, non seulement sur les bois, mais sur les autres marchandises ou produits. Nous devons prier la Chambre de s'entremettre auprès d'Ottawa pour demander l'imposition aux chemins de fer d'une politique tarifaire plus juste.

La motion est adoptée.

#### **Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Montréal a certainement l'un des meilleurs corps de police du Canada, quoique celui de Trois-Rivières puisse lui être comparé. Aujourd'hui, le fonds de pension est à sec. Or, la province a intérêt à ce que ces hommes puissent faire tout leur devoir. Ils ont droit à un encouragement de la part de la province. La province devrait aider à combler le déficit. Il ne faut pas oublier que la police de Montréal protège les services de la province. On devrait remettre par exemple à la ville de Montréal les revenus de la Cour du recorder. Il s'agit d'un montant annuel de \$60,000.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous avons donné trois séances à l'étude de ce bill, devant les intéressés. La décision qui a été prise au comité semble avoir satisfait toutes les parties. Le fonds de pension des policiers de Montréal était sur le bord de la faillite. Il n'y avait que deux choses à faire.

Diminuer les bénéfices d'après les actuaire. Vaut mieux une diminution qu'une faillite complète. Tout le monde a mis de la bonne volonté à l'étude de cette clause.

On a alors convenu de diminuer le montant des indemnités et d'augmenter le taux de la contribution des policiers en service. Le bureau de direction de l'Association décidera, quant à la proportion.

Mon honorable ami trouve que la province devrait contribuer. C'est généreux de sa part, mais comment contribuer au fonds de pensions de la police de Montréal, lorsque nous ne contribuons pas aux autres?

On ne peut contribuer, avec l'argent du peuple de toute la province, au fonds de pension des policiers de la métropole, qui est riche. On me dit que les pompiers sont dans le même cas: nous ne pouvons tout de même pas commencer à contribuer à ces fonds de pensions.

D'ailleurs, il me semble que Montréal, la métropole du Canada, devrait prendre des moyens pour aider ses policiers à la retraite. Je suis assuré, aussi, que le nouveau système va donner satisfaction.

Montréal reçoit tous les revenus des amendes perçues en vertu de règlements municipaux. De plus, on lui remet la moitié des revenus de la Cour du recorder.

C'est la seule ville pour laquelle la province agit de cette façon. Le corps policier de Montréal est un organisme superbe qui fait honneur à la province, et il est certain que le bill actuel rendra service aux officiers.

Il dit qu'il a avisé le surintendant des assurances d'être très large cette année encore, à l'égard des directeurs de l'Association de bienfaisance des policiers de Montréal.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Procès****par jury**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 modifiant le Code de procédure civile concernant les procès par jury soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Questions et réponses:****Travaux sans  
soumissions publiques**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 15 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935, combien la province a-t-elle dépensé pour l'exécution de travaux publics accordés sans qu'il ait été demandé des soumissions par la voie des journaux:

a. Par l'entremise du ministère de la Voirie?

b. Par l'entremise du ministère de la Colonisation?

c. Par l'entremise du ministère des Travaux publics?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** a. Réponse donnée par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) le 5 mars 1935.

b. \$470,143.39 pour travaux de chemins et ponts faits à la journée; \$20,806.64 pour travaux de chemins et ponts faits à forfait et pour lesquels des demandes de soumissions ont été affichées aux portes des églises des différentes paroisses où les travaux devaient être faits; \$31,016.55 pour travaux de chemins et ponts faits à forfait, là où il y avait urgence, d'après les estimations et sous la surveillance immédiate des ingénieurs du département.

c. Ministère des Travaux publics: \$82,408.57 pour travaux pour lesquels des soumissions ont été demandées, mais non par la voie des journaux; Service des pêcheries maritimes: \$60,490.00 pour travaux exécutés sans qu'il y ait de soumissions de demandées par la voie des journaux, bien que des soumissions locales aient été sollicitées verbalement ou par lettre.

**Île d'Orléans**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 49 concernant l'Île d'Orléans.

Par cette mesure le ministre des Travaux publics est autorisé à dépenser la somme de \$150,000 pour faire élargir et redresser la route du tour de l'île, et il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics à construire des salles de restaurants et des postes de gazoline. Le Conseil du tourisme pourra faire apposer le long de la voie publique des plaques commémoratives rappelant les faits historiques qui se sont passés sur l'île.

Enfin, le Conseil du tourisme pourra faire exécuter sur le parcours des routes de l'île, les travaux d'embellissement qu'il jugera à propos et, pour cela, il aura le pouvoir d'acheter, de faire exproprier tout immeuble dont il aura besoin. On ne peut y poser des affiches, sans faire approuver par le Conseil du tourisme. Il faudra des permis spéciaux pour construire des hôtelleries, des restaurants, exploiter un parc ou un terrain d'amusement. Pour la mise à exécution de la loi, le Conseil du tourisme peut s'adjoindre les maires et les curés des paroisses de l'île.

Toute contravention est punie par une amende quotidienne de \$10 ou 15 jours de prison. Le conseil du tourisme peut faire démolir toute maison, en payant les dommages.

Toutes les dépenses sont payables par le fonds consolidé du revenu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi était d'abord au nom du premier ministre; pourquoi a-t-on changé cela?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est parce que mon collègue est capable de la défendre beaucoup mieux que moi!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 40**

#### **Demandes de documents:**

##### **Dominion Stores Ltd**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute

correspondance, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres ou officiers et toutes personnes, compagnies ou corporations, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1932 jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1934, quant aux réductions de taxes accordées par le gouvernement de Québec aux compagnies ou corporations privées: Dominion Stores Ltd. et Stop and Shop Ltd., quant aux salaires et émoluments payés par lesdits Dominion Stores Ltd, quant à la comptabilité et à la tenue des livres du gouvernement de cette province au sujet de ces réductions, et quant aux sommes dues par la province aux marchands et épiciers.

Au mois de novembre dernier, soit il y a quatre mois, j'assistais à une conférence donnée par un jeune homme des plus distingués, un de nos jeunes les plus patriotes, les plus ardents et les plus actifs, M. Arsène Ménard. Et pour répondre à une demande qui m'était faite, j'ai adressé la parole et porté contre le gouvernement des accusations claires et précises, savoir: qu'il avait été complice, avant, pendant et après le fait des Dominion stores et des abus qu'ils avaient commis. J'ai dit que le gouvernement, en accordant des réductions de taxes aux Dominion Stores, avait accordé des privilèges à une compagnie américaine dont 71 % des actions appartiennent à des Américains et une grande partie de la balance à la Canada Packers, de Toronto, compagnie coupable d'abus que M. Stevens a dénoncés avec la vigueur et l'éloquence qu'on lui connaît.

J'ai dit que le gouvernement avait favorisé les Dominion Stores, une compagnie organisée en 1929 avec \$20,000 de capital et qui a réalisé \$4,135,000 de profits, dont 3 millions sont allés aux actionnaires des États-Unis et une grande partie du million qui restait à la Canada Packers, de Toronto.

J'ai dit que les Dominion Stores exploitaient les ouvriers de la province de Québec; qu'ils avaient volé les consommateurs et les producteurs. Et j'ai dit que le gouvernement provincial avait encouragé cette compagnie en lui accordant des réductions de taxes et en ne prenant pas les mesures nécessaires pour faire payer les salaires raisonnables dus aux ouvriers et protéger les consommateurs et le public en général. J'ai dit que le gouvernement avait ainsi encouragé les Dominion Stores au détriment de nos petits épiciers canadiens.

On a dit que nos jeunes gens étaient inaptes aux affaires, ce qui n'est pas vrai. Mais ce qui est vrai, c'est qu'ils ont rencontré plusieurs difficultés de la part de ceux mêmes qui auraient dû les aider. Nous avons un commerce important, celui de l'épicerie,

commerce d'autant plus important pour nous qu'il était à base de crédit populaire et qu'il rendait des services immenses à notre population, surtout à nos ouvriers dans les périodes de travail ralenti.

Ce commerce était devenu pour nous d'une importance quasi nationale, à cause des ramifications sans nombre où il faisait sentir son influence. Or, j'affirme que le gouvernement a été complice en accordant des réductions de taxes aux Dominion Stores, alors qu'il ne payait pas ses dettes aux épiciers, alors qu'il les payait avec des pitons et qu'en ce faisant, il ruinait leur crédit, embarrassait leurs affaires, les acculait à des situations financières difficiles.

Et c'était un commerce de nos compatriotes que le gouvernement ruinait ainsi, au profit des Dominion Stores qui faisaient, eux, travailler leurs employés, 60 à 66 heures par semaine à \$4.50 par semaine. On sait ce qu'a révélé l'enquête Stevens, au sujet de cette compagnie. Les trois quarts des bénéfices de cette compagnie sont réalisés à l'avantage des Américains, en exploitant les nôtres.

Nous, de l'opposition, nous sommes prêts à accorder au capital sain et légitime toute la protection nécessaire, mais nous affirmons cependant qu'un gouvernement qui favorise par des réductions de taxes une industrie qui ruine nos commerçants, exploite nos ouvriers et notre population par des méthodes commerciales condamnables, est un gouvernement traître à sa race et à sa province.

Lorsque j'ai lancé ces accusations, le premier ministre, interrogé par les journalistes, a répondu par un badinage indigne de la position qu'il occupe. Car, lorsque nous dénonçons des abus qui sont au détriment des nôtres, qui ont été la ruine de nos épiciers, un tel badinage indique un manque du sens des responsabilités qu'on ne saurait qualifier.

Lors d'une assemblée à Granby, j'ai moi-même donné des précisions, avec dates et chiffres, car, dans l'intervalle, *Le Soleil*, dont les rayons dorés ne donnent pas de lumière mais drainent les revenus de la province, *Le Soleil* qui n'est pas un soleil levant mais un soleil couchant, retire du gouvernement plus de \$300,000 par année. À Granby, dans l'intérêt des lecteurs de bonne foi du *Soleil* comme dans celui des électeurs en général, j'ai mis les points sur les "i". J'ai prouvé ce que j'ai avancé.

J'ai cité les décisions prises par le gouvernement, les arrêtés ministériels qu'il avait adoptés, notamment un arrêté ministériel du 19 octobre 1932, no 2519, par lequel le gouvernement accordait aux Dominion Stores une réduction de leur taxe de un dixième de 1 % sur leur capital investi, à \$1,775,

ce en vertu de l'article 5 du chapitre 26, Statuts refondus, 1925. J'ai cité l'arrêté ministériel du 27 juin 1933, no 1381, par lequel le gouvernement abaissait la réduction à \$1,775, accordée en 1932, à \$1,270. J'ai cité l'arrêté ministériel no 2082, du 28 septembre 1933, par lequel on réduisait la taxe des Stop and Shop à \$360.

Ainsi donc, quand *Le Soleil* affirmait à ses lecteurs qu'il n'y avait rien de vrai dans les assermentations faites par le chef de l'opposition, il trompait sciemment la population.

J'ai ajouté, lors de l'assemblée de Granby, que le gouvernement avait été complice avant, pendant et après le fait, des iniquités de ces magasins, telles que dévoilées à l'enquête Stevens.

Le premier ministre a alors rompu le silence pour déclarer qu'il attendait le chef de l'opposition, en Chambre, à la prochaine session, pour lui répondre. En effet, en Chambre, sur 90 députés, il a une majorité de 68. Mais nous n'avons pas eu peur de sa majorité, et dès le début de la session, j'ai placé cette présente motion sur le feuillet de la Chambre. Et le premier ministre a attendu trois mois, malgré mes demandes réitérées de l'appeler plus tôt. Aujourd'hui nous sommes face à face. Nous sommes dans cette Chambre où le gouvernement a une majorité numérique de 68 députés, mais où nous avons la majorité de la justice et de la vérité en cette province pour nous. Ce ne sont pas des choses en l'air que j'affirme: je cite les arrêtés ministériels.

Je dis et je répète qu'il est scandaleux pour le gouvernement d'avoir accordé à une compagnie canaille comme les Dominion Stores de pareilles réductions de taxes, taxes réduites à deux reprises consécutives. C'est un abus véritable. Car, on n'ira pas jusqu'à nier l'authenticité des arrêtés ministériels, ce qui serait un curieux compliment à faire au gouvernement.

Et qu'on note bien qu'en 1932 la taxe des Dominion Stores a été réduite à \$1,775, et qu'en 1933, on l'abaissait à \$1,270. Le gouvernement a aidé cette compagnie canaille, vipère, rapace, véreuse à exploiter notre population. Qu'est-ce qui avait motivé cette réduction subite d'un tiers? Qui a demandé les réductions successives? Qui en a profité?

Le gouvernement répond qu'il a accordé semblables réductions de taxes à plusieurs autres compagnies. Le gouvernement peut bien dire qu'il a fait de même pour 1,700 autres compagnies, mais ce n'est pas une excuse. En disant cela, il nous avoue plutôt qu'il a agi dans tous les cas, sans faire les vérifications d'usage.

Mille maux ne font pas un bien. Et si le gouvernement a accordé d'autres réductions de taxes, il avait moins de raisons pour le faire en faveur des Dominion Stores qui exploitent nos compatriotes, nos épiciers, nos commerçants, nos consommateurs pour le bénéfice d'une compagnie véreuse comme la Canada Packers et pour les Américains.

Le régime actuel n'a pas d'argent pour le crédit rural, il n'a pas d'argent pour les pensions de vieillesse, les mères nécessiteuses, pour l'agriculture et la colonisation, mais il est assez riche pour faire des réductions de taxes aux compagnies qui nous exploitent.

Si le gouvernement avait été soucieux de ses responsabilités, il n'aurait pas toléré ces abus, toléré que les nôtres soient exploités par un commerce malhonnête. Il n'aurait pas enduré que nos gens soient esclaves de ces compagnies, qu'ils soient exploités par des financiers véreux et étrangers.

Car le gouvernement avait tous les droits; il avait tous les pouvoirs nécessaires pour agir, pour intervenir. Mais il n'a pas eu le courage d'empêcher l'exploitation des nôtres.

La situation est déjà pénible, mais ce n'est pas tout. Il est déjà pénible, triste de se trouver en présence d'un manque de conscience aussi patent. Or, on a ajouté l'iniquité à l'iniquité. Le gouvernement de Québec est administrateur des biens publics; il est obligé de rendre compte de l'état des affaires et de donner un compte rendu des opérations financières de la province.

Or, nous avons demandé au gouvernement à combien se chiffraient les réductions qu'il avait consenties aux Dominion Stores et autres. Le trésorier provincial a répondu qu'il n'avait fait aucune remise de taxes, mais des ajustements. Il a ajouté qu'il était impossible de dire à quelle somme ces réductions se chiffraient.

Ainsi donc, les livres de la province ne mentionnent pas les montants des réductions de taxes consenties par le gouvernement! Voit-on un administrateur honnête qui réduirait le coût des marchandises de son patron, sans même savoir à combien se chiffrent ces réductions?

Le gouvernement est complice après le fait, en ne mentionnant pas ses forfaits. Avez-vous déjà vu administration honnête tenir ses chiffres de cette façon? C'est un forfait...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je soulève un point d'ordre. Je demande que le chef de l'opposition soit rappelé à l'ordre. Le chef de l'opposition se laisse emporter par l'enthousiasme

mais il n'a pas le droit d'employer un langage non parlementaire, et je lui demande de retirer le mot forfait.

**M. l'Orateur:** Je crois en effet que le mot est un peu fort et je demande au député de le retirer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis que c'est un bienfait.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je demande que le chef de l'opposition retire le mot forfait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le retire mais en disant que je n'en pense pas moins.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pensez ce que vous voudrez.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition peut penser ce qu'il voudra, mais il n'a pas le droit de dire qu'il le pense<sup>4</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remplace le mot forfait par bienfait.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas ainsi qu'on retire une expression qui n'est pas parlementaire. Les règlements de la Chambre ordonnent que, lorsqu'un député retire une parole, il le fasse sans d'autres insinuations. Vous n'avez pas le droit de retirer le mot de façon ironique. Il faut le retirer complètement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je retire le mot forfait et le mot bienfait.

Je dis que le gouvernement n'a pas fait son devoir. Je dis qu'un agent mandataire du public, qui refuse de rendre ses comptes, est passible d'emprisonnement. Or, c'est une obligation encore plus sérieuse pour un gouvernement. Et j'ajouterai: Pourquoi a-t-on accordé ces réductions? Qui a demandé au gouvernement de cacher les montants réduits, de ne pas mentionner les montants de la réduction? Quels sont les avocats qui ont demandé cette faveur au gouvernement? Qui a profité de la différence?

C'est une faveur basée sur l'injustice, une faveur scandaleuse, au détriment des ouvriers exploités par une compagnie canaille.

Et pendant que le gouvernement accordait ces privilèges exorbitants, favorisait les Dominion

Stores, on ruinait nos épiciers canadiens avec un régime de pitons, et de retards des paiements. Où est l'intérêt du public dans tout cela?

Car la loi laissait au gouvernement entière discrétion pour accorder ou refuser ces exemptions. Pareille conduite du gouvernement est la plus grande manifestation de sa décadence.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il y a certains aspects de la discussion de l'honorable chef de l'opposition qui ne se rapportent pas du tout à la question. L'honorable chef de l'opposition prend pour acquis des faits qui ne sont pas prouvés, qui n'ont jamais existé et il fonde ses accusations sur le rapport Stevens qui, on le sait, n'est pas encore publié. Voici une question qu'il faut traiter avec justice, comme toutes les autres questions parlementaires.

M. Bennett a reproché à M. Stevens de porter un jugement avant que la commission n'eût rendu elle-même son verdict définitif. Il est probable qu'il chicanerait le chef de l'opposition pour la même raison s'il était ici, ce soir, le chef de l'opposition qui parle des exactions des compagnies avant de connaître le rapport de la commission Stevens. M. Bennett ne peut faire en sorte que l'honorable chef de l'opposition perde son emploi, mais cette tâche peut très bien être laissée à l'électorat.

Le chef de l'opposition a parlé de dérogations commises par certains magasins à la loi des poids et mesures. Il sait pourtant que l'application de cette loi est du domaine fédéral. À propos de l'enquête Stevens, je trouve étrange que M. Stevens, qui était ministre depuis quatre ans, n'ait pas su, avant l'enquête, que la loi des poids et mesures était violée. Et l'enquête n'est pas encore rendue publique! Sur quoi nous baser pour accepter les affirmations du chef de l'opposition?

Quant aux arrêtés ministériels dont parle le chef de l'opposition, le problème n'est pas difficile à résoudre. Les Dominion Stores sont des compagnies incorporées, elles doivent payer un dixième de 1 % sur leur capital payé, mais, d'après la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier l'application de la loi, peut accorder des réductions de la taxe sur le capital des compagnies ayant leur bureau chef en dehors de la province.

La loi donne ce pouvoir au lieutenant-gouverneur, dans le cas où une compagnie a un bureau-chef dans d'autres provinces et des succursales dans Québec. On ne taxe ainsi, dans chaque province, que le capital réellement investi dans cette province, ce qui n'est que juste.

On empêche ainsi un dédoublement de taxes en évitant qu'une compagnie paie, dans une province, taxe sur un capital qu'elle a investi ailleurs. Le trésor provincial connaît les profits exacts d'une compagnie dans les limites de la province et la part du capital investi. Elle peut donc taxer en toute connaissance de cause. Dans le cas des Dominion Stores, leur capital payé est de quatre millions environ, et pour 87 magasins, ils paient \$30, pour 65 autres \$15, ce qui fait à peu près \$3,585 par an. Il n'y a eu aucune réduction de taxe d'accordée quant à ces taxes. Sur le capital, les Dominion Stores paient un dixième de 1 %.

Nos officiers ont constaté que cette taxe devait être calculée sur un peu plus de \$1,000,000 de capital investi dans Québec. En 1933, cette compagnie a investi \$4,197,152 au Canada dont \$1,270,000, soit environ 30 %, en cette province. La taxe de un dixième de 1 % fut imposée sur la somme de \$1,270,000. La compagnie est taxée en Ontario pour le capital qu'elle a d'investi là. Si nous imposons une taxe aux Dominion Stores sur leurs quatre millions de capital, ils devraient payer la même taxe dans toutes les autres provinces, et cela ne serait pas juste ni équitable. Cette loi est raisonnable, car elle évite qu'une même compagnie soit taxée neuf fois pour la même chose, tout en permettant à chaque gouvernement provincial de taxer le capital investi sur son territoire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ne puis que regretter, dans des discussions du genre de celle-ci, dans une Législature comme la nôtre, la manière de procéder comme l'a fait tantôt le chef de l'opposition. Ce ne sont pas des injures et des vitupérations qui régleront la question. La province de Québec a trop besoin pour grandir et se développer du capital étranger, de l'aide de ceux qui nous entourent et du concours de toutes les bonnes volontés.

Ce n'est pas en injuriant ceux qui viennent que nous arriverons à nos buts qui sont l'agrandissement et le bien-être de la province. Et ce n'est pas en le traitant ainsi le capital étranger que l'on pourra en profiter bien longtemps.

Le chef de l'opposition a dit que sa motion est inscrite au feuilleton depuis trois mois. Le chef de l'opposition trouve que nous avons retardé à discuter cette motion. C'est vrai! Hier, avant hier ou aujourd'hui, qu'est-ce que cela fait? Mais je lui rappellerai que, lors du débat sur l'adresse, j'ai donné pratiquement toutes les informations que le trésorier provincial vient de fournir.

Je ne vois pas qu'il y ait eu urgence de revenir sur le sujet. Que le chef de l'opposition soit certain qu'au commencement, comme au milieu, comme à la fin de cette session, nous sommes prêts à discuter dès maintenant, avec lui, de cette question et des autres.

Le chef de l'opposition a procédé par insinuation. C'est sa manière favorite de discuter. Il a demandé à plusieurs reprises: À qui ces réductions de taxes ont-elles profité? Qui a demandé ces réductions? Je ne le sais pas, mais il peut être certain qu'elles n'ont profité à personne ici. Je ne sais pas qui a demandé cet ajustement de taxe. Ça doit être la compagnie. Nous n'avons voulu que rendre justice à cette compagnie, comme nous l'avons fait pour bien d'autres que je nommerai tantôt.

À qui cela a-t-il profité? Comme cela est beau à jeter en pâture à la galerie. Comme c'est grand de lancer l'insinuation à la face de ses adversaires et de laisser croire qu'ils profitent. M. le chef de l'opposition, malgré vos insinuations, nous pouvons marcher le front haut, aussi haut que vous.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de m'interpeller directement. Il doit s'adresser à l'Orateur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je dis que nous pouvons marcher le front haut, plus haut que mon honorable ami. Je l'appelle honorable parce que les règlements veulent que je l'appelle ainsi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rit tout haut.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Voyons maintenant ce qui se rapporte à la compagnie Dominion Stores. Mon honorable ami dit que cette compagnie a exploité le public, qu'elle ne paie pas de salaires raisonnables à ses ouvriers, qu'elle fait tort aux petits épiciers, qu'elle ne donne pas bon poids et bonne mesure. Peut-être les accusations sont vraies. Je n'en sais rien et lui non plus!

L'an dernier, nous n'en savions rien; en 1933<sup>5</sup>, nous n'en savions rien. C'est l'enquête Stephens qui a révélé cet état de choses, et nous attendons encore le rapport officiel de cette enquête. Le rapport n'est pas encore publié. Nous ne savons pas ce qu'il dira.

Toutefois, la Chambre et la population peuvent être certaines d'une chose. Ni mes collègues du gouvernement, ni moi-même, ni personne dans

cette Chambre n'a protégé les compagnies et n'entend les protéger.

Le gouvernement n'entend protéger aucune compagnie, mais, pour ma part, je suis d'opinion que les magasins en série nuisent au commerce dans la province, que leur système de vente signifie la mort de l'épicerie du coin. Ils prennent la crème de la clientèle parce qu'ils ne vendent qu'au comptant, tandis que l'épicier du coin vend à l'ouvrier, à crédit, souvent pour des sommes considérables, mais doit attendre que l'ouvrier travaille pour être payé. Nous croyons que les magasins en série, comme les Dominion Stores, qui peuvent acheter en grandes quantités et ainsi réduire les prix, font une concurrence ruineuse au petit commerce. Leur disparition serait probablement une bonne chose.

Je l'ai déjà dit en 1933, lors de l'étude du bill de Montréal. La ville de Montréal a demandé alors à la Législature la permission de taxer lourdement les magasins en série. Ce sont deux députés libéraux, les députés de Mercier (M. Plante) et de Sainte-Marie (M. Fauteux), qui ont demandé à la Chambre, réunie au comité des bills privés, la permission pour la métropole de taxer ces magasins en série. Nous avons accepté leurs vues à l'unanimité et nous avons imposé la taxe. Le Conseil législatif, pour des raisons que j'ignore, que je n'ai pas à chercher et que je n'ai pas à apprécier, a fait disparaître, a mis cette taxe de côté.

Dans le bill de Montréal présenté de nouveau cette année, et accepté à l'unanimité de la Chambre, la ville, avec la permission de la Législature, impose de nouveau et très lourdement les magasins en série. Chaque magasin paiera \$100 de taxe; s'il y en a plus que cinq de la même firme, ils paieront chacun \$200; s'il y en a plus que dix, ils paieront \$300 chacun. C'est cela que l'on appelle protéger les magasins en série? Peut-être vaudrait-il mieux que les magasins en série disparaissent pour le bien de la population de Montréal et de la province. Lorsque le Conseil législatif a rejeté la clause de la Chambre, le chef de l'opposition a-t-il protesté? A-t-il refusé d'accepter les amendements du Conseil législatif au bill de Montréal? Non. C'était alors le temps d'agir. Pourquoi, si les magasins en série sont un fléau, pourquoi le chef de l'opposition ne les a-t-il pas dénoncés l'an dernier?

Ces réductions, ou plutôt ces rajustements de taxes dont il parle, existent depuis trois ans. Pourquoi n'a-t-il pas protesté depuis? Parce que le chef de l'opposition ne savait pas ce qu'il sait et ce que nous savons maintenant, parce que l'enquête Stevens n'avait pas eu lieu.

La loi permettant le rajustement de la taxe imposée aux compagnies remonte à 42 ans, donc passée au temps des conservateurs. Elle permet de prendre sur le capital de ces compagnies la somme de un dixième de 1 %. En 1922, cette loi a été amendée et elle donne au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de réduire la taxe en basant son estimation de la taxe imposable sur la partie du capital de la compagnie investi dans la province, si cette compagnie a son bureau chef dans une autre province ou dans un autre pays.

C'est ce que nous faisons, et c'est ce qui se fait ailleurs, et c'est tout ce qu'il y a de plus juste. On ne peut pas taxer le capital d'une compagnie, dans son entier, dans chacune des provinces ou chacun des états de la république voisine, où elle a des succursales. Nous taxons donc sur la partie du capital en commandite dans la province de Québec.

Les Dominion Stores, dont le chef de l'opposition a parlé, ont 16,000 actions dans la province de Québec, tandis qu'ils en ont 266,000 dans les autres provinces et aux États-Unis. Le capital de cette compagnie est de \$4,000,000.

Si nous taxions ce capital global de 1/10 de 1 %, c'est \$4,000 que nous serions obligés d'imposer et si toutes les provinces et tous les États faisaient la même chose, le capital de la compagnie y passerait en un an. Elle serait taxée neuf fois. Cela serait-il juste et équitable? Le chef de l'opposition sait que cela n'a pas de bon sens. Toutes les provinces font comme nous: elles taxent le capital investi chez elles et pas plus.

Les Dominion Stores ne sont d'ailleurs pas la seule compagnie qui a bénéficié, de ce chef, d'un rajustement de taxes. Il y a aussi les Stop and Shop, les Great Atlantic and Pacific Tea, Laura Secord et les Thrift Stores. Toutefois, en donnant cette liste, je dois dire que les Great Atlantic and Pacific Tea et les Thrift Stores, étant des compagnies incorporées exclusivement dans la province de Québec et ayant leurs bureaux chefs incorporés ici, ne bénéficient d'aucune réduction et paient le plein montant de la taxe.

Il y a 900 compagnies dans Québec, faisant des opérations chez nous, mais ayant leurs bureaux-chefs ailleurs, et seulement une partie de leur capital investi ici, qui bénéficient de ces justes réductions de taxes. Si nous imposions sur tout le capital des compagnies étrangères qui font affaires chez nous, les compagnies d'acier, de coton, de soie, de charbon, nous ne pourrions prétendre leur rendre justice, et ces compagnies ne viendraient pas s'établir ici. Nous faisons ce qui est équitable et ce que font les autres provinces et les autres États.

Mon honorable ami peut crier au scandale et lancer l'injure. Nous avons la conscience tranquille, parfaitement à l'aise, et ce ne sont pas ses reproches qui nous empêcheront de faire notre devoir. Le gouvernement a le devoir d'attirer dans la province les compagnies qui veulent investir leur capital dans nos entreprises. Le chef de l'opposition dit que les magasins en série payent de petits salaires à leurs employés. Nous n'avons pas de contrôle là-dessus et il le sait. Nous avons fixé un barème de salaires pour les femmes, mais nous n'en avons pas fixé pour les hommes. Ottawa veut le faire.

Avec quels résultats? Nous ne le savons pas encore. Québec va attendre pour voir comment on va réussir. Le chef de l'opposition et d'autres personnes d'une certaine école, l'Action libérale nationale, nous reprochent dans toute la province notre politique, au sujet des magasins en série et, à ses côtés, la Nouvelle-Écosse a fait les mêmes reproches.

Nous n'avons fait qu'appliquer à tous les règles de la plus élémentaire justice. Nous n'avons fait que ce qui se pratique ailleurs dans notre légitime désir d'attirer chez nous le capital étranger, pour contribuer au développement de notre province.

Si les Dominion Stores et les magasins en série ont exploité le public, nous le déplorons. Nous n'avons pas mission de les défendre, mais je demande qu'on nous rende justice. Mon honorable ami ne voudrait pas que nous soyons injustes à leur égard et que nous leur appliquions un traitement inéquitable. Je suis convaincu que cette Chambre et la population honnête de cette province, la population bien pensante, qui ne se laisse pas prendre aux appels démagogiques, nous dira que nous avons bien fait, reconnaîtra que dans cette affaire nous avons simplement rendu justice à tout le monde. Et c'est notre devoir.

(Applaudissements à droite)

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** cite des chiffres montrant que Dominion Stores n'a pas fait des profits exorbitants dans Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est rien de plus beau, drôle, d'entendre le premier ministre parler d'injures, protester contre les injures quand on l'a vu, avec sa malignité habituelle, dire qu'il m'appelait honorable, parce que les règles de la Chambre l'obligeaient à le dire. Je n'ai pas connu d'homme qui ait plus insulté les hommes publics que celui qui signait ses articles du nom de Turpin et qui ressemblait au premier ministre comme deux frères. À remarquer que les trois premières lettres du pseudonyme Turpin sont aussi les trois premières

lettres du mot turpitude qui qualifie bien les procédés des Dominion Stores.

Du discours du premier ministre il résulte ceci: on ne nie pas les arrêtés ministériels; que l'on ait accordé des réductions; que l'on ignore la somme de ces réductions. On ne nie pas non plus que le gouvernement avait la discrétion la plus entière d'accorder ou refuser les réductions aux Dominion Stores. Le premier ministre dit qu'il a imposé des taxes aux compagnies. S'il y a un homme qui a réclamé ces taxes, c'est celui qui parle en ce moment: s'il y en a un qui a accordé des réductions, c'est le premier ministre.

Le premier ministre a dit qu'il ne savait pas ce qui se passait dans les Dominion Stores. Il me demande pourquoi je n'ai pas porté mes accusations avant? Mais je ne suis pas procureur général, moi! C'est lui qui est procureur général, c'est lui qui a un ministre du Travail, sa fameuse police provinciale, ses limiers, des employés, des départements, les pouvoirs, etc. Que ne s'en servait-il? Est-ce nous qui allons faire la police?

Il dit que si l'on taxait les Dominion Stores à leur valeur on leur imposerait \$41,000. Si le premier ministre savait compter, il verrait que ça fait \$4,100 et non \$41,000. Le premier ministre admet que les Dominion Stores ont commis des abus, mais le naturel revenant au galop, il prit la défense des Dominion Stores en prenant celle du gouvernement.

Le premier ministre nous reproche d'avoir ignoré ce qui se passait dans les Dominion Stores. Je n'ai pas été mis au courant plus vite parce que le gouvernement a refusé et retardé de produire les arrêtés ministériels. J'ai porté mes accusations dès que j'ai pu voir les arrêtés ministériels. Ils n'ont été produits qu'à la dernière session. Dès que j'ai pu les parcourir, j'ai dénoncé le mal et porté des accusations. Le premier ministre n'a pas répondu du tout.

Avec quelle mansuétude le premier ministre a défendu les Dominion Stores. Mais il n'a pas eu un mot de sympathie, de pitié pour les nôtres, pour les consommateurs exploités, pour les épiciers acculés à la ruine et à la faillite, pour ceux qu'il a conduits à la ruine avec son régime de pitons et ses refus de paiement. Il a parlé de justice: est-ce que la plus élémentaire justice n'était pas de protéger les nôtres?

Je réitère mes accusations et j'aime mieux être dans le cas de celui qui dénonce les abus que de ceux qui défendent la turpitude.

Je reviens encore une fois sur la question: le gouvernement avait droit d'accorder et de refuser les réductions de taxes. Il l'a fait en connaissance de

cause, parce qu'il le voulait. Rien ne le forçait de le faire!

La motion est adoptée.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et ses départements (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurances des édifices publics en général (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au gouvernement de confier à M. Cortland Fages et M. Louis Gélinas, de la firme Tessier et Fages de Montréal, gendres du premier ministre, la grosse part des assurances de la province. Il trouve étrange que l'on ait pris les assurances pour un an, pendant deux ans, et que cette année on les prenne pour trois ans.

Pourquoi le gouvernement donne-t-il toutes ses assurances aux mêmes?

**M. Béïque (Chambly):** Est-ce en prévision d'un changement de gouvernement?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Cela est une fausse rumeur. En ce qui concerne mon département, dit-il, il a toujours cherché à confier les assurances du gouvernement à plusieurs agents. J'ai ici une liste, qui couvre trois grandes pages, d'agents ou de compagnies avec qui nous faisons des affaires. Je tâche d'encourager le plus grand nombre d'agents possible, dans la plus grande impartialité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce qu'il y a une sur-commission de payée?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
Pas du tout: les agents traitent directement avec moi.

l'Orateur: "Vous n'avez même pas le droit de penser cela!"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais ce n'est pas vous qui vous occupez des assurances des autres départements?

5. *L'Événement* du 29 mars 1935, à la page 8, écrit "En 1932, en 1933, ..."

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
C'est évident!

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** pose une série de questions de détail à propos des crédits du département, surtout en ce qui concerne les assurances.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille cent dix sept dollars et trente-sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.  
Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues une première fois.

La séance est levée.

---

### NOTES

1. "... un ou deux cents...", selon *Le Soleil* du 29 mars 1935, à la page 6.

2. *Le Soleil* du 29 mars 1935, à la page 6, écrit: "... ce qui portait le coût de transport à environ 5 cents la corde."

3. "20 % ou 30 %", selon *Le Soleil* du 29 mars 1935, à la page 6.

4. *Le Soleil* du 29 mars 1935, à la page 4, rapporte des paroles quelque peu différentes de la part de



Séance du vendredi 29 mars 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 52 modifiant l'article 469 de la loi des cités et villes.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 54 modifiant le Code municipal.

**Institutions  
de charité**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 71 concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines institutions de charité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnies  
de télégraphe**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 72 modifiant la loi des compagnies de télégraphe pour donner aux compagnies le pouvoir d'étendre leurs lignes par constructions, achat ou loyer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Établissements industriels  
et commerciaux**

**M. Desmarais (Richmond)** demande, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), la permission de présenter le bill 200 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
de pharmacie**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 191 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Questions et réponses:**

**Primes de défrichement**

**M. Barré (Rouville):** 1. Relativement aux primes de défrichement payées par le gouvernement, en 1935, quels sont les comtés où ces primes ont été payées et quel montant dans chaque comté?

2. Même question quant aux primes de premier labour pour la même année?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

1. et 2. Du 1<sup>er</sup> janvier au 26 mars 1935: (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Comté</i>	<i>Labour</i>	<i>Abatis</i>	<i>Total</i>
Abitibi .....	773.00	1,361.50	2,134.50
Argenteuil .....	.....	20.00	20.00
Beauce .....	20.00	130.00	150.00
Berthier .....	.....	80.00	80.00
Bonaventure .....	.....	237.50	237.50
Chicoutimi .....	272.50	778.00	1,050.50
Dorchester .....	15.00	70.00	85.00
Drummond .....	100.00	160.00	260.00
Frontenac .....	.....	370.00	370.00
Gaspé-Nord .....	10.00	127.50	137.50
Gaspé-Sud .....	32.50	102.50	135.00
Gatineau .....	.....	15.00	15.00
Labelle .....	130.00	207.50	337.50
Lac-Saint-Jean .....	470.00	1,052.50	1,522.50
Laviolette .....	270.00	350.00	620.00
Lotbinière .....	460.00	1,133.30	1,593.30
Matane .....	130.00	895.00	1,025.00
Matapédia .....	1,810.00	6,137.50	7,947.50
Mégantic .....	125.00	305.00	430.00
Montcalm .....	270.00	572.50	842.50
Montmagny .....	15.00	592.50	607.50
Nicolet .....	.....	150.00	150.00
Papineau .....	132.50	582.50	715.00
Pontiac .....	22.50	230.00	252.50
Richmond .....	317.50	293.00	610.50
Rimouski .....	177.50	1,822.50	2,000.00
Rivière-du-Loup .....	47.50	297.50	345.00
Roberval .....	8,177.50	27,086.45	35,263.95
Saint-Maurice .....	.....	70.00	70.00
Sherbrooke .....	25.00	140.00	165.00
Saguenay .....	70.00	250.00	320.00
Témiscamingue .....	907.50	3,195.50	4,103.00
Témiscouata .....	1,297.50	3,122.50	4,420.00
Terrebonne .....	55.00	772.50	827.50
Wolfe .....	<u>20.00</u>	<u>140.00</u>	<u>160.00</u>
	16,153.00	52,850.25	69,003.25

### **Ostéopathes**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 concernant les ostéopathes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Fabrication du pain**

**M. Bélanger (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 modifiant la loi de la

fabrication du pain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi pour promouvoir le retour à la terre**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolution relative au bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre"

Adopté.

#### **Classification des terres publiques**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture, relativement à la classification des terres publiques.

Adopté.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et ses départements (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides et lue une première fois, le jeudi 28 mars courant, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurances des édifices publics en général (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides et lue une première fois, le jeudi 28 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

La résolution est lue une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille cent dix-sept dollars et trente-sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau, pour

l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides et lue une première fois, le jeudi 28 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

#### **Loi des mines**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 46 modifiant la loi des mines de Québec.

Les résolutions sont lues une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 46 modifiant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des bureaux d'enregistrement, article 23**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 38 modifiant l'article 23 de la loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Droits d'action contre les corporations municipales**

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 182 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal limitant certains droits d'action contre les corporations municipales.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier de la Chambre.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier.

#### En comité<sup>2</sup>:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 622 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, Québec, 1925, chapitre 102), tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 34, section 3, est de nouveau modifié:

"a. En y ajoutant, après le mot: "contraire", dans la onzième ligne du paragraphe 1, les mots: "mais dans le cas où l'accident est dû à l'état de la voie publique, par suite de la glace ou de la neige, l'avis prévu au présent paragraphe doit être donné dans les sept jours qui suivent l'accident".

"b. En y ajoutant, après le mot: "tribunal", dans la cinquième ligne du paragraphe 4, les mots: "mais aucune raison ne peut être déclarée telle si ladite personne a pu communiquer avec des parents ou amis, au cours des quinze jours ou des sept jours ci-dessus mentionnés selon le cas."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 622 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, Québec, 1925, chapitre 102), tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 34, section 3, est de nouveau modifié:

"a. En y ajoutant, après le mot: "contraire", dans la onzième ligne du paragraphe 1, les mots: "mais dans le cas où l'accident est dû à l'état de la voie publique, par suite de la glace ou de la neige, l'avis prévu au présent paragraphe doit être donné dans les sept jours qui suivent l'accident".

"b. En y ajoutant, après le mot: "tribunal", dans la cinquième ligne du paragraphe 4, les mots: "mais dans le cas où l'accident est dû à l'état de la voie publique, par suite de la glace ou de la neige, aucune raison ne peut être déclarée telle si, au cours des sept jours ci-dessus mentionnés, ladite personne a pu communiquer avec des parents ou amis et faire donner ledit avis par eux."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2, 3 et 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Augmentation de l'étendue du terrain en faveur du colon

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 63 pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Que, l'étendue de terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation soit augmentée de huit à vingt acres, conformément à l'article 48 de la loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 44), tel que modifié par la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Jusqu'ici, le concessionnaire forestier était obligé de laisser huit acres en bois debout, en lisière d'une route sur laquelle le concessionnaire forestier ne peut couper du bois, lorsque les lots ont été donnés à la colonisation. Avec la nouvelle loi, le concessionnaire devra en laisser vingt acres en réserve.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il aurait été préférable de changer toute la loi et au plus tôt. Il est assez curieux que la classification des terres colonisables ne soit pas faite. Après la concession d'un lot, le colon devra attendre seize mois, afin de

permettre au concessionnaire de couper le bois en dehors de la réserve établie. Le concessionnaire a 16 mois pour couper le bois sur un lot, à partir du jour où ce lot est déclaré apte à la colonisation. Est-ce que le ministère ne trouve pas cela trop long?

Une grande partie des lots propres à la colonisation sont déjà dilapidés ou sur le point de l'être. Il faudrait faire disparaître ce délai de seize mois en faveur du concessionnaire forestier. C'est un autre obstacle à la colonisation. Le colon, en vertu de cette disposition, devra attendre seize mois avant de prendre possession de son lot.

**M. Lapointe (Wolfe)** déclare qu'il a demandé, lors du congrès de la colonisation, que l'on enlève l'embargo qui pèse sur le bois du colon.

Le colon, dit-il, qui vend du bois pris sur un lot non patenté est obligé de le vendre meilleur marché, à cause de l'embargo d'exportation, de \$1 à \$1.50 inférieur à celui qu'obtient le cultivateur ou le propriétaire d'un lot patenté. C'est regrettable, car souvent, le colon doit vendre son bois à un prix tellement bas que ça ne lui rapporte rien, alors qu'il le vendrait trois ou quatre fois plus cher dans la province voisine.

Et, le gouvernement pourrait remédier à cela. On devrait lever l'embargo d'exportation sur le tremble, si on ne peut pas le lever sur le pin et l'épinette, pour donner une chance au colon. C'est le seul moyen d'accorder un prix raisonnable au cultivateur pour son bois.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il n'y a pas ce délai de 16 mois dont parle le chef de l'opposition. L'amendement que nous proposons, aujourd'hui, étend la réserve forestière de huit acres à vingt acres, tout simplement. Le colon peut prendre possession dès qu'il a son billet de location. Jusqu'ici, il avait droit à une réserve de huit acres sur laquelle le concessionnaire forestier ne pouvait couper du bois. Le concessionnaire pouvait, pendant 16 mois, couper du bois sur la balance. Le concessionnaire forestier n'a plus le droit de venir sur la réserve que pour couper ce qui reste de plus que les vingt acres qu'il doit respecter. D'ailleurs, le colon n'a pas à attendre seize mois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La réserve de huit acres en superficie est très minime et absolument insuffisante. L'amendement constitue une amélioration. Vingt acres, c'est mieux que huit, mais la superficie n'est pas tout ce qu'il faut considérer. Il faudrait assurer au colon 20 acres de

terrain non déboisé. Les deux éléments dont le colon a le plus besoin sont l'eau et le bois, et l'un ne peut exister longtemps sans l'autre. Le gouvernement devrait pousser jusqu'au bout la belle initiative qu'il prend à la veille des élections. Il est du devoir de la Législature d'aider le colon le plus possible.

Il est inconcevable qu'il n'y ait pas de classification des lots de colonisation. On porte la réserve à 20 acres, il est vrai, mais sans prendre la moindre précaution pour la quantité de bois se trouvant dans la réserve. Le ministre ne prend aucune précaution pour assurer le reboisement des lots de colonisation. Il ne faut pas oublier que, s'il n'y a pas de bois sur un lot, la colonisation est vouée à l'insuccès complet. Rien dans la loi ne protège le colon actuellement de ce côté. Tout le bois sur le lot devrait être donné au colon. De plus, maintenir le délai de 16 mois, c'est assurer une prime au déboisement en faveur du marchand de bois et au détriment du colon. Il faudrait faire disparaître le délai de 16 mois, afin de laisser au colon tout le bois qu'il y a sur son lot.

Est-il vrai que les marchands de bois sont si puissants qu'après avoir retardé la colonisation pendant tant d'années, ils puissent encore dilapider les lots après la concession au colon? Les marchands de bois n'endureraient pas, eux, un délai de seize mois en faveur du colon. Les lots bien boisés sont un gage de succès.

Depuis trois ans, le gouvernement a permis l'exportation aux États-Unis de 160,000 cordes de bois prises sur les terres de la couronne.

C'étaient les compagnies qui faisaient ces exportations, tandis que le colon était dans l'impossibilité de vendre son bois.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** explique qu'il a un projet pour faire transférer au ministère de la Colonisation, le service de la classification des terres.

Plusieurs, dit-il, m'ont demandé d'augmenter la réserve du colon; c'est à cette fin que je présente le présent bill. Mais personne ne s'est plaint du privilège accordé au concessionnaire. Nous voulons que les colons fassent de l'agriculture, et non se mettre à faire le commerce du bois. Mais il faut s'entendre sur le privilège du concessionnaire forestier. Une fois qu'un lot est transporté à la colonisation, le concessionnaire a 16 mois<sup>3</sup> pour enlever le bois qu'il a de coupé, mais il n'a pas le droit de raser la forêt, de couper du bois, de toucher aux arbres restant sur la propriété: il doit respecter les règlements de coupe.

S'il y a moyen de réduire ce délai, on le fera, mais pour le moment il n'y a pas à en agir ainsi. Le colon ne pourra défricher plus de cinq acres par année. Nous voulons trouver un moyen pour donner aux colons plus de facilités pour vendre leur bois. Nous étudions actuellement un projet à cet effet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On semble oublier que le déboisement a été le grand malheur dans notre province. Pourtant, la forêt prévient les inondations et elle est utile à tous les points de vue.

L'emprise du marchand de bois sur la forêt a été le plus grand obstacle à la colonisation. Le colon devrait être le seul maître de son lot.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

#### Département du Trésor, dépôts judiciaires

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 45 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Donation de T.-A. Grothé

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Jean-Conrad Moreau

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Emprunt des corporations municipales ou scolaires

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 modifiant la loi 22 George V, chapitre 93, aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter, lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal - (résolutions de l'Assemblée législative en date du 13 décembre 1893), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Bulletin de la ferme*: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On me dit que c'est ce comité qui recommande les titulaires de décorations françaises et que ces décorations sont souvent politiques. Puisque la province accorde un octroi, il faudrait que l'on ne fasse pas de politique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le comité ne fait pas de politique. Ce n'est pas de la politique, puisque Son Éminence le cardinal Villeneuve, le sénateur Beaubien et le maire des Trois-Rivières ont été décorés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le cardinal le méritait, lui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le maire des Trois-Rivières a aussi été décoré.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre parle des bonnes décorations: il ne parle pas de la sienne.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Mon honorable ami ne devrait pas se plaindre; il sera décoré lui aussi un jour ou l'autre. (Rires)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:**  
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Last Pound Fund - 8ième de dix versements annuels (O. C. 1264-1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée Laurier, à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que c'est que cet octroi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est pour l'ancienne maison de Sir Wilfrid. Si le chef de l'opposition se conduit bien, nous l'y amènerons, un jour, en pèlerinage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette maison est à peu près la seule chose que le régime a conservée de Laurier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous devriez y aller.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'on y a mis la parole du chef libéral à savoir qu'après 15 ans un régime est pourri?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si vous venez dans mon bureau, vous verrez un buste de Laurier.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:**  
8. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

---

### **NOTES**

1. 3 h 20, selon *Le Soleil* du 30 mars 1935, à la page 3.
2. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).
3. 18 mois, selon *L'Événement* du 30 mars 1935, à la page 3.

Séance du mardi 2 avril 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**William-Robert Caron**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les articles 497, 498, 500, 503, 510, 511, 516, 542 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de William-Robert Caron, demandant l'adoption d'une loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à l'admettre à la pratique de leur profession, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen.

Adopté sur division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de William-Robert Caron, demandant l'adoption d'une loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à l'admettre à la pratique de leur profession, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Power (Québec-Ouest)** demande la permission de présenter le bill 140 autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Classification  
des terres publiques**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture, relativement à la classification des terres publiques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** objecte que le bill étant basé sur une résolution il ne peut être présenté avant l'adoption de cette résolution.

**M. l'Orateur** prend la question en délibéré.

**Loi  
des dentistes**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), la permission de présenter le bill 199 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de Saint-Bernard,  
Saint-Hyacinthe**

**M. Phaneuf (Bagot)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), la permission de présenter le bill 198 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
arpenteurs géomètres**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), la permission de présenter le bill 192 modifiant le Code civil concernant le privilège des arpenteurs géomètres.

**Un député de l'opposition** pose quelques questions au gouvernement relativement à ce projet de loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Provincial Transport Co.,  
rapports et amendes**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Combien de rapports ont été faits durant les années 1933 et 1934 au Bureau provincial de la circulation, à

Montréal, par des agents du service provincial de la circulation, sur les infractions commises contre les règlements de la circulation ou la loi des véhicules-moteurs, par la Provincial Transport Company ou ses employés?

2. Quel est le nombre des amendes payées par ladite Provincial Transport Company ou par ses employés pour lesdites infractions?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Quatre rapports ont été faits en 1933 et deux rapports en 1934.

2. Quatre amendes ont été payées en 1933. Aucune amende n'a été payée en 1934, mais quatre licences de conducteurs ont été enlevées pour excès de vitesse.

#### **Rapports et amendes sur la circulation concernant la Diamond Truck Co.**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Combien de rapports ont été faits durant les années 1933 et 1934 au Bureau provincial de la circulation, à Montréal, par des agents du service provincial de la circulation, sur les infractions commises contre les règlements de la circulation ou la loi des véhicules-moteurs, par la Diamond Truck Company ou ses employés?

2. Quel est le nombre des amendes payées par ladite Diamond Truck Company ou par ses employés pour lesdites infractions?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Vingt-trois rapports ont été faits en 1933 et six rapports en 1934.

2. Quatre amendes ont été payées en 1933; aucune ne l'a été en 1934.

#### **Bureaux de placement provincial**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien de bureaux de placement provincial y a-t-il dans la province?

2. Quel a été le coût total du maintien de ces bureaux pour chacune des années fiscales suivantes:

- a. 1931?
- b. 1932?
- c. 1933?
- d. 1934?

3. Quelle proportion de ces sommes a été remboursée par le gouvernement fédéral, chacune des années mentionnées?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** 1. 13.

2. a.	1931.....	\$ 72,147.02
b.	1932.....	81,936.55
c.	1933.....	100,131.85
d.	1934.....	103,592.90
3. a.	1931.....	\$ 17,935.80
b.	1932.....	21,224.08
c.	1933.....	27,178.54
d.	1934.....	30,791.12

#### **Augmentation de terrain en faveur du colon**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 63 pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation.

La résolution est lue une deuxième fois.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la résolution soit adoptée.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

La résolution relative au bill 63 pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation, soit renvoyée de nouveau au comité plénier avec instruction de modifier cette résolution, de façon à faire disparaître le délai de seize mois accordé, au détriment du colon, et en faveur du concessionnaire forestier, après la date du billet de location, et de manière à ce que le lot concédé au colon soit complètement libre et que le colon soit délivré des ennuis, des tracasseries et des entraves provenant du concessionnaire forestier.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**Des voix de l'opposition:** Oui! Oui!

**Des voix ministérielles:** Non! Non!

**M. l'Orateur:** Appelez les membres pour le vote.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bercovitch, Bergeron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Fauteux, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Giguère, McDonald, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Power, Reed, Rochette, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 63 pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste. Il dit avoir espéré que le ministre de la Colonisation ait changé d'avis et exaucé le souhait de l'opposition.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi pour promouvoir le retour à la terre**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Que le montant pour les acquisitions de certains immeubles considérées être dans l'intérêt de

la colonisation dans toute localité, les dites acquisitions étant autorisées en vertu des paragraphes 1 et 3 de l'article 2 de la loi 22 George V, chapitre 41, telle que modifiée par la loi 23 George V, chapitre 28, section 1, sera fixé à la somme maximum de trois cents dollars, dans chaque cas, tel que prévu par la loi qui accompagne la présente résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre met de côté les règles élémentaires de la courtoisie et n'avertit pas l'opposition des mesures qui seront étudiées. On devrait avertir le chef de l'opposition au moins quelques heures à l'avance des projets de loi qui sont présentés en Chambre. Il ne s'agit pas de simple courtoisie, mais dans le présent cas, il s'agit de simple justice: les membres de l'opposition sont peu nombreux et nous devons faire tout le travail seuls. Cette règle est appliquée dans tout l'Empire britannique et il est particulièrement important qu'elle soit respectée à la Législature québécoise, en raison de la tradition française de politesse.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous n'avons jamais pris le chef de l'opposition par surprise. Lorsqu'il n'est pas prêt à discuter une mesure, il n'a qu'à le dire, nous attendrons pour étudier la loi et nous ajournerons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On devrait m'avertir au moins la veille des mesures qui vont être présentées.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cela ne s'est jamais fait. Il n'y a pas de tradition qui force le gouvernement à avertir l'opposition. D'ailleurs, c'est impossible de toujours savoir la veille ce qui va se passer à une séance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que, ce matin, il a demandé au premier ministre quelles mesures seraient appelées dans l'après-midi. On lui a envoyé une liste. Il n'y aperçoit pas l'item appelé par le premier ministre.

Il envoie la liste au premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il est vrai que, sur demande du chef de l'opposition, il a préparé une liste contenant les mesures qui seraient appelées, lors de la séance.

Il consent à suspendre la discussion, comme le bill n'est pas sur la liste.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Loi des mines

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il s'agit d'amender la loi pour que les mines d'amiante soient placées sur le même pied que les autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment vont-elles, les mines d'amiante? Quelle est la situation actuelle?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Pas mal du tout. La situation s'améliore mais nos mines d'amiante ont à faire face à une concurrence considérable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment ces mines rapportent-elles en taxes?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** En 1933, quatre compagnies ont rapporté \$38,000. Je n'ai pas les chiffres pour 1934.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce qu'on a fait pour rencontrer la concurrence russe?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La concurrence russe nous est particulièrement dommageable parce que les marchands russes n'ont pas de prix fixes, leurs représentants se rendent aux États-Unis, prennent note des prix en vigueur pour ensuite couper les leurs. Toutefois, il y a deux ans, grâce à l'appui du département des Mines, les producteurs canadiens se sont réunis en association et les choses vont mieux. Les mines du sud-africain nous font aussi concurrence. Toutefois, nous avons trouvé un nouveau client, un bon client, le Japon.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pendant plusieurs années, nous avons contrôlé la production de l'amiante. Il me semble que le gouvernement aurait dû avoir plus de prévision. On aurait dû encourager la production de l'amiante avant la veille des élections.

Une des dispositions du bill de l'honorable ministre (M. Perrault) amendant la loi des mines constitue une tentative, afin d'attirer des votes dans les comtés des Cantons-de-l'Est où sont situées les mines d'amiante et dont le ministre des Mines a la charge en temps d'élections.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La mesure doit être étudiée en comité, bien que les résolutions relatives à la nouvelle structure générale de taxation ont été adoptées la semaine dernière. Mais le bill lui-même est allé au comité plénier et a été renvoyé, en raison d'une clause qui biffe de la loi les dispositions spéciales concernant les mines d'amiante et place cette industrie sur la même base fiscale que les autres mines. Dans l'ancienne loi, elles étaient exemptées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** Il s'agit d'une mesure pré-électorale, car elle implique une réduction.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Évidemment non! puisqu'il s'agit d'une augmentation des taux que doivent payer les mines d'amiante, venant du fait qu'elles payaient moins que les nouveaux taux. Si nous voulions nous attirer des votes, nous les diminuerions plutôt. Les nouveaux taux représentent une diminution par rapport à ceux contenus dans la loi adoptée avant 1931, également une année d'élections, mais ils constituent une augmentation quant aux taxes des quatre dernières années, puisque celles-ci furent réduites pendant cette période de crise. Nous ne chargeons pas aux compagnies plus cher de taxes que depuis quatre ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette réduction de taxes pendant ces quatre années n'était que temporaire alors que maintenant l'industrie de l'amiante obtient une diminution permanente. Il s'agit donc d'une mesure pré-électorale.

Il veut savoir pourquoi le département des Mines n'a pas profité de l'embargo des États-Unis, sur les importations de biens produits à l'aide d'esclaves ou du travail forcé. C'est là un signe évident d'imprévoyance de la part du ministre de ne pas informer les autorités concernées de cette

situation. Il fut un temps où le Canada contrôlait les marchés mondiaux du nickel et de l'amiante, mais il semble que ce dernier ait été perdu. Il croit qu'il fut un temps où l'amiante québécois représentait 85 % de la production mondiale.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est le département des Mines qui a travaillé à l'amélioration des marchés, et c'est grâce à lui si la situation s'est améliorée. On admettra que le gouvernement de Québec n'a pas le contrôle sur le marché mondial de l'amiante, que nous n'avons plus 85 % de la production mondiale, mais il nous faut lutter maintenant contre la Russie et la Rhodésie. Ceci crée une concurrence intense à l'amiante de Québec, aux États-Unis. Quant à la question du travail forcé en Russie, il croit qu'il revient aux compagnies québécoises de s'en occuper, quoique le département soit toujours prêt à aider. Il ne croit pas que la question des coûts de transport soit très importante, puisque la concurrence avec la Russie se fait surtout sur l'amiante à fibre longue.

Le gouvernement peut user de son influence, mais c'est tout. Malgré tout, notre situation est très satisfaisante, d'autant plus que la concurrence porte surtout sur l'amiante de qualité supérieure.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Loi des cités et villes, article 469**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 52 modifiant l'article 469 de la loi des cités et villes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code municipal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 54 modifiant le Code municipal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Protection des plantes**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 59 modifiant la loi de la protection des plantes.

Nous voulons exercer un contrôle plus efficace sur le commerce des plants de pépinière, nous voulons contrôler plus efficacement les plantes et confisquer ceux qui ne rencontrent pas les exigences.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des abeilles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi des abeilles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Écoles d'agriculture et Société coopérative fédérée des agriculteurs**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), la permission de présenter le bill 50 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Nous demandons d'amender la loi pour nous permettre d'acheter des entrepôts déjà existants, afin de profiter des bonnes occasions qui peuvent se présenter.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Industrie laitière**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher): Qu'attendu que la Commission d'industrie laitière est

en opération depuis assez longtemps pour permettre d'apercevoir les lacunes qui existent dans la législation qui l'a créé;

Attendu qu'il existe encore de nombreux abus dont sont victimes le producteur et le consommateur;

Cette chambre recommande au gouvernement d'adopter immédiatement les mesures nécessaires:

*a.* Pour assurer un traitement plus équitable aux cultivateurs producteurs de lait;

*b.* Pour donner aux consommateurs la part de protection à laquelle ils ont droit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Depuis le débat que j'ai soulevé la semaine dernière<sup>1</sup>, on m'a signalé encore d'autres abus. Il semble qu'avec la loi qui a été adoptée l'an dernier, la Chambre a protégé le producteur, mais elle n'a pas assez tenu compte du consommateur. Récemment, la Commission de l'industrie laitière a réduit de \$1.85 à \$1.70 du cent livres le prix d'achat du lait. On me dit que cela a été fait à la demande des compagnies de distribution. Les compagnies distributrices se plaignaient qu'elles opéraient avec difficultés. Pourtant, plusieurs des compagnies distributrices font des profits considérables.

Le prix d'achat du lait a baissé pour les laiteries, mais les consommateurs paient toujours le même prix. Le prix n'a pas été baissé, en ce qui concerne le consommateur: celui-ci ne bénéficie pas de la diminution, parce que les compagnies absorbent tout. Il faudrait établir une fois pour tout le coût de la manipulation du lait pour les compagnies, car, chaque fois qu'il y a une réduction, c'est le distributeur et non le consommateur qui en profite.

Il y a quelques jours, le ministre a fait passer un ordre en conseil décrétant que le cultivateur producteur de lait devra être payé en argent. Je crois que cette réforme n'est pas suffisante. L'arrêté ministériel passé à la demande du ministre de l'Agriculture aura pour effet d'empêcher les compagnies de faire une retenue sur la liste de paye, mais il ne les empêchera pas d'obliger les producteurs à faire une mise de fonds, \$100 ou autre somme, pour ensuite payer en argent. Si la garantie actuellement obtenue des compagnies n'est pas suffisante, augmentons-là pour qu'on s'assure que les cultivateurs soient payés. Il est essentiel que la Commission de l'industrie laitière ou le gouvernement ou le Conseil de l'agriculture s'assure du coût de la manutention et de la distribution.

On me dit aussi que des cultivateurs perdent des sommes considérables, par suite des faillites des laiteries. Dans les Cantons-de-l'Est, une foule de

cultivateurs continuent à perdre de l'argent par suite de la faillite des compagnies. Si cela devait continuer, les cultivateurs seraient dans l'obligation d'abandonner l'industrie laitière. Il faudrait protéger le cultivateur, exiger plus de garanties en sa faveur.

**M. Guertin (Hull):** La Commission de l'industrie laitière a émis des ordonnances couvrant à peu près toutes les régions tous les comtés. Mais ces ordonnances ne font aucune distinction, à Hull du moins, entre le prix du lait pasteurisé et celui du lait non pasteurisé, alors qu'avant la création de la Commission, le prix du lait non pasteurisé était moindre que celui du lait pasteurisé. Elle n'accorde aucune réduction au consommateur qui achète le lait en grande quantité.

Je crois que c'est une erreur. Avant que la Commission n'émette ses ordonnances, il était de pratique courante que les marchands de lait accordent une petite réduction de prix aux consommateurs qui achetaient plus d'un gallon de lait à la fois. Il affirme que ceci serait bénéfique aux familles nombreuses, qui consomment plus de lait, et, de façon indirecte, aux enfants à qui la majeure partie de ce lait est probablement destinée.

On devrait permettre au petit laitier de pouvoir vendre son lait non pasteurisé. Chez lui, une foule de petits laitiers ont perdu un bon nombre de clients parce qu'il n'y a pas de distinction dans le prix. Le lait non pasteurisé devrait se vendre moins cher.

Cela favorise les grosses compagnies, puisque les gens achètent le lait pasteurisé, et défavorise les petits producteurs situés près des grands centres qui vont y vendre leur lait. Il est aussi injuste que le prix ne fasse aucune distinction entre la pinte de lait vendue individuellement et celles vendues en paquets de cinq ou six. Plusieurs familles en cette province ont besoin de cinq ou six pintes de lait quotidiennement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux dire un mot sur ce sujet, que le distingué député des Deux-Montagnes a traité avec sa maîtrise habituelle. Le sujet est des plus intéressants et des plus importants.

La loi instituant la Commission de l'industrie laitière a été adoptée avec la collaboration et le concours de l'opposition. Le gouvernement a donné plus de pouvoir à la Commission de l'industrie laitière. La Commission devrait assurer aux producteurs de meilleurs revenus et protéger les consommateurs.

Elle a pour but de réprimer les abus qui ont été révélés à la suite de l'enquête Stevens qu'un gouvernement a eu le mérite d'instituer. On a révélé que les compagnies de distribution pillaient le consommateur et le producteur. Le ministre a présenté sa loi. L'opposition a collaboré avec lui.

Mais nous avons constaté que, malgré la Commission, les consommateurs étaient exploités, comme les producteurs: le prix payé aux producteurs est insuffisant, alors que les consommateurs ne profitent d'aucun avantage.

Il (M. Duplessis) demande un meilleur contrôle, un contrôle beaucoup plus strict des activités des distributeurs de lait.

La motion du député des Deux-Montagnes, poursuit-il, est claire. Il suffit de la lire pour comprendre ce qu'elle demande. Il y a plus de cela. Le cultivateur ontarien fournit une quantité de lait considérable à la province de Québec, au détriment de son industrie laitière. Il ne doit pas y avoir d'entente sur les ruines d'une industrie fondamentale de la province de Québec. La loi actuelle, par exemple, ne prend aucune précaution pour assurer une pesée convenable, honnête.

Il conclut en pressant le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour régler de façon satisfaisante ce problème du lait ontarien qui inonde indûment le marché québécois.

Je félicite donc mon collègue des Deux-Montagnes d'avoir soulevé cette question. Sa motion est destinée à protéger et le producteur et le consommateur.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Bergeron), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Questions et réponses:

##### **Département de l'Agriculture, dépenses de publicité**

**M. Élie (Yamaska):** À combien s'élève le total des dépenses payées ou payables par la province, concernant le service de publicité du département de l'Agriculture, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** \$8,646.59.

##### **Garage de Deschambault, dépenses**

**M. Élie (Yamaska):** À combien s'élève le total des dépenses occasionnées à la province, concernant le garage de Deschambault, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** \$24,648 entièrement couvert par des recettes.

##### **Ferme de Deschambault, dépenses**

**M. Élie (Yamaska):** À combien s'élève le total des dépenses occasionnées à la province, concernant la ferme de Deschambault, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** \$852,403.06 déduction faite des recettes de \$207,513.10.

##### **Fermes de démonstration, dépenses**

**M. Élie (Yamaska):** Au 1<sup>er</sup> janvier 1935:

a. Combien y avait-il de fermes de démonstration dans la province?

b. À combien s'élève le total des dépenses occasionnées à la province, pour l'établissement et l'entretien desdites fermes de démonstration?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** a. 55.

b. \$286,237.58.

##### **Gouvernement du Québec, achat d'automobiles**

**M. Élie (Yamaska):** Au 23 mars 1935:

1. Quel était le nombre des automobiles achetées à même le trésor de la province, pour le département de l'Agriculture?

2. À combien s'élève le total des dépenses occasionnées à la province:

a. Pour l'achat?

b. Pour les réparations et l'entretien?

c. Pour l'utilisation desdites automobiles?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 216.

2. a. \$196,417; b. \$23,626.39 pour 198 automobiles en 1933 (derniers chiffres compilés); c. \$68,310.85 pour 198 automobiles en 1933 (derniers chiffres compilés).

**Département de l'Agriculture,  
nombre d'employés**

**M. Fisher (Huntingdon):** 1. Du 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement au 31 décembre 1934 inclusivement:

1. Combien le département de l'Agriculture a-t-il employé d'agronomes?

2. Combien d'agronomes conjoints ou de secrétaires?

3. Combien d'horticulteurs?

4. Combien d'aviculteurs?

5. Combien d'apiculteurs?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 212.

2. 26.

3. 30.

4. 17.

5. 24.

**Île d'Orléans**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant l'Île d'Orléans.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'usage et l'accommodation du public, d'autoriser le ministre des Travaux publics, de la Chasse et de la Pêche, à établir sur l'Île d'Orléans, un ou des parcs et de permettre dans les limites de ce ou ces parcs aux conditions fixées par le ministre, l'établissement de restaurants, de salles de rafraîchissements et de postes de distribution de gazoline ou d'huile ou autre local jugé opportun.

2. Que le ministre de la Voirie sera autorisé à dépenser une somme de cent cinquante mille dollars aux fins d'élargir et de redresser la route du tour de l'Île et d'y effectuer toutes autres améliorations qu'il jugera nécessaires ou utiles.

3. Que le Conseil du tourisme de la province de Québec, créé en vertu de la loi 23 George V, chapitre 47, section 3, pourra installer sur l'Île d'Orléans, le long de la route du tour de l'Île, le long de tout autre chemin public ou à tout autre endroit qu'il jugera convenable, des plaques ou inscriptions commémorant des événements ou des sites historiques, ou toutes autres inscriptions qu'il croira utiles ou nécessaires.

4. Que le Conseil du tourisme de la province de Québec pourra exécuter, sur l'Île d'Orléans, sur le parcours de la route du tour de l'Île ou sur le parcours du tout chemin public, les travaux d'embellissement qu'il jugera opportuns.

5. Que, pour les fins des résolutions 1, 2, 3 et 4, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles; que toute expropriation, nécessitée aux fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230), *mutatis mutandis*, et que le juge pourra, en accordant la possession préalable des terrains requis, accepter, au lieu du cautionnement exigé par le paragraphe 3 de l'article 112 de ladite loi des chemins de fer de Québec, un certificat du trésorier de la province portant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant déterminé.

6. Que toutes les dépenses encourues, pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ne devront pas excéder la somme de deux cent mille dollars et seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, pourra autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émis sur le crédit de la province.

8. Que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une résolution assez extraordinaire. Le premier ministre, pendant trente années, a promis de construire un pont. C'est ordinairement le temps qu'il faut au gouvernement pour remplir ses promesses. Il tient sa promesse en faisant construire un pont de 4 millions de dollars. Tout le monde se demande pourquoi ce pont qui va coûter quatre millions pour une population de 3,495 personnes, y compris les bébés. Ce pont aura pour résultat de détruire le cachet de l'un des plus beaux coins de notre province.

Il rappelle qu'il a eu l'occasion de parler dans Montmorency l'an dernier et qu'il se propose d'y retourner. La majorité des électeurs lui ont déclaré qu'ils ne comprenaient pas leur député.

Le pont enlève à la côte de Beaupré toute sa beauté. Cela coûte cher et cela brise le cachet pittoresque de l'Île. Le pont est à quelques pieds de la chute. C'est peut-être symbolique.

Le projet de loi a changé de parrain et certains collègues du premier ministre ont protesté contre la construction du pont de l'Île. Il est vrai que cet argent eût mieux servi pour les pensions de vieillesse, le crédit agricole et les allocations aux mères nécessiteuses. Le premier ministre a confié son projet au département de la Voirie qui est accoutumé à gaspiller. L'honorable premier ministre a fait présenter ce projet de loi par l'honorable ministre de la Voirie. Probablement parce qu'il est l'organisateur du gouvernement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** (Souriant) Je ne savais pas cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement. L'honorable ministre de la Voirie a gagné les dernières élections avec les travaux de la Voirie. Le projet de loi donne à l'honorable ministre de la Voirie le droit de dépenser \$150,000 pour l'élargissement des chemins sur l'Île. Or, ce montant ne représente pas 10 % du montant qui sera nécessaire. Cela aidera le gouvernement pour les élections. J'ai reçu des lettres nombreuses du comté de Montmorency.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Produisez-les.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre sait que je ne suis pas obligé de les produire. Les gens de l'Île d'Orléans et les gens de Saint-Féréol, du comté de Montmorency, se plaignent qu'ils n'ont pas eu d'ouvrage au pont. Ce sont les gens de Lotbinière qui ont été employés.

Le Conseil du tourisme réglementera l'Île et le lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit d'exproprier des propriétés pour construire des parcs, etc. Cette loi, comme la plupart de celles qui ont été présentées depuis le début de la session, c'est encore une mesure pour aider le gouvernement à la veille des élections. Ce pont, les gens n'en voulaient pas et il n'était aucunement nécessaire.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. le président, je veux tout d'abord rassurer mon honorable ami le chef de l'opposition sur ses préoccupations électorales. Les élections, qui auront lieu je ne sais quand, n'ont rien à faire avec ce projet. Mon honorable ami me demande si le pont est nécessaire. D'ailleurs, il ne coûtera pas \$4,000,000, mais \$3,000,000. Mais pourquoi l'Île d'Orléans ne serait-elle pas reliée à la terre ferme? Chaque printemps les gens de l'Île ont de grandes difficultés à traverser à la terre ferme. La population de l'Île a tout intérêt à avoir un moyen rapide de communication. Il y a de nombreux cultivateurs dans l'Île dont le marché est à Québec. Il faut qu'ils viennent ici plus facilement. Aujourd'hui, en hiver, elle ne compte que sur le pont de glace.

L'Île d'Orléans est riche de souvenirs historiques. L'Île d'Orléans, c'est un beau coin de la province et la loi actuelle a pour but de la protéger, de l'annoncer, de la montrer aux étrangers. C'est du tourisme bien entendu. Avec le pont, on ira dans l'Île en plus grand nombre. Pourquoi ne permettrait-on pas aux touristes de la visiter?

**M. Béique (Chambly):** Il y a le bateau.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, mais le pont sera un moyen de communication plus facile. Le projet de loi a d'autres buts. Nous aurions voulu garder à Québec tout son cachet historique: Le progrès l'a envahi. Mais nous voulons conserver à l'Île d'Orléans sa beauté et son pittoresque, réglementer la disposition de l'Île. C'est là un autre but du projet de loi que nous étudions. Nous demandons le droit de faire un parc. Il n'est pas question d'acheter des propriétés. On a toutefois mentionné la possibilité de faire un parc à Saint-François de l'Île, en face du cap Tourmente. Il y a là une belle propriété qui appartenait autrefois à M. Sanschagrin et qui appartient maintenant au Dr Brousseau, médecin français autrefois attaché à l'hôpital Saint-Michel-Archange. C'est une propriété superbe et qui offre tous les avantages possibles pour un parc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien coûterait-elle?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne le sais pas. Je ne dis pas que nous l'achèterons, mais le Conseil du tourisme, qui a visité l'Île d'Orléans, a été très impressionné par la propriété du Dr Brousseau.

Nous demandons le droit de prendre les mesures nécessaires pour la protection de l'Île d'Orléans et d'améliorer les routes. Il y a des endroits où les routes ont besoin de réparations. \$150,000 ne seront pas suffisants pour les travaux de Voirie sur l'Île.

Mais avec le \$150,000 qu'il demande le gouvernement pourra, cette année, élargir et améliorer la route. On ne dérangera pas les propriétés actuelles et on ne fera pas d'expropriations pour la construction de la route, surtout dans les six villages de l'Île.

Même si le pont actuel n'avait pas été construit, il aurait fallu refaire les vieux macadams dans les villages. Comme nous croyons que les touristes vont visiter l'Île d'Orléans en grand nombre lorsque le pont sera terminé, il faut que les chemins soient en bon état.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la largeur des routes de l'Île?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Elles ne sont pas très larges. Il y a des bouts de routes qui ont 25 pieds de largeur et d'autres ont moins que cela. Il n'y a pas d'uniformité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les bateaux de l'Île vont-ils marcher quand même?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Certainement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors le pont ne sera utilisé que lorsque le pont de glace sera parti.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le pont sera ouvert à la circulation douze mois par année.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je regrette pour les cultivateurs de l'Île d'Orléans que le gouvernement ait construit le pont. Il aurait mieux valu donner l'argent du pont aux pensions de vieillesse.

Les gens de l'Île ne seront plus chez eux, quand le pont sera construit. Ils dormaient dans leurs maisons, les portes ouvertes. Maintenant, l'Île va être envahie.

**M. Béique (Chambly):** Ce qui me surprend, c'est que l'on commence à s'apercevoir que les routes sont croches comme le gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de parler comme cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député a raison de le dire. L'honorable député de Chambly veut dire que le gouvernement a bâti des édifices qui sont croches à Québec, comme le musée et l'annexe du palais de justice. La remarque du député venait tout naturellement.

**Voix à droite:** Non, ce n'est pas ce qu'il a dit.

**M. le président (M. Dugas):** J'invite le député de Chambly à retirer ses paroles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes en comité et je reparle sur le point d'ordre.

Il (M. Duplessis) recommence son argumentation.

**M. le président (M. Dugas):** Je demande au député de retirer ses paroles.

**M. Béique (Chambly):** Je vais dire que les routes ne sont pas croches comme le gouvernement.

**M. le président (M. Dugas):** Le député doit retirer ses paroles complètement.

**Voix à droite:** Retirez-les donc gauchement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste.

**M. le président (M. Dugas):** Si on n'est pas satisfait de ma décision, je vais faire rapport au président de la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande que le président du comité fasse rapport à la Chambre.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Rapports de comités:**

**M. le président (M. Dugas)** du comité fait rapport à l'Orateur: Le député de Chambly a employé les mots "croches comme le gouvernement". Je lui ai demandé de retirer ses paroles et il a refusé.

**M. l'Orateur:** Je prie l'honorable député de Chambly de retirer ses paroles purement et simplement.

**M. Béique (Chambly):** Je les retire.

**Île d'Orléans**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant l'Île d'Orléans.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>3</sup>:**

Le comité poursuit l'étude des résolutions.

**M. Béique (Chambly):** J'ai visité l'Île d'Orléans et on s'est plaint que les routes étaient très étroites. Je considère que la construction du pont est un gaspillage. Les routes de l'Île d'Orléans ne sont pas plus larges que celles de Chambly. L'honorable ministre y a envoyé des arpenteurs à deux reprises, mais rien n'a été fait pour la route de Chambly.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il est vrai que j'ai envoyé les arpenteurs à deux reprises pour faire le tracé de la route de Chambly. J'ai refusé le premier arpentage, parce qu'il comportait de nombreuses expropriations. Nos plans sont faits maintenant et nous commencerons les travaux bientôt, cette année, dès que nous aurons toutes les options nécessaires. Mais nous sommes envahis actuellement dans l'Île d'Orléans par les restaurants de hot-dogs et les panneaux-réclame. C'est sans doute cette invasion que craignait mon honorable ami le député de Saint-Sauveur. Nous voulons l'empêcher. Nous voulons conserver à l'Île son cachet.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Pour ma part, je crois que les \$150,000 que l'on demande pour les chemins, c'est pour les élections.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Avec cette somme, nous voulons réparer les macadams des routes actuelles et faire les améliorations urgentes pour redresser les chemins.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'honorable ministre des Travaux publics qui construit le pont. Qu'en pense-t-il?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** J'allais me lever tout à l'heure, quand l'honorable député de Chambly a pris la parole. On a exagéré le coût du pont de l'Île d'Orléans. On a dit qu'il coûterait \$4,000,000 ou \$5,000,000. Le coût total du pont ne dépassera pas \$3,000,000. Cela n'empêchera pas nos adversaires de dire à tout venant que le pont coûte \$4,000,000 ou \$5,000,000 et même \$6,000,000. Tous les contrats ont été donnés et la somme globale ne dépasse pas \$3,000,000, y compris les approches.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien ont coûté les approches du pont?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Celles-ci coûtent \$151,470 du côté nord et \$194,951. du côté sud.

L'honorable chef de l'opposition a dit qu'il n'y avait que des gens de Lotbinière qui travaillaient au pont. C'est inexact. En réalité nous avons employé des gens de partout. Nous avons employé des milliers d'ouvriers de Lévis, de Québec, et de la côte de Beauré. Nous avons des chômeurs dans Lotbinière et nous en avons employé à la construction du pont. Si c'était à recommencer, j'essaierais d'en employer davantage.

Plus de 60 % des \$3,000,000 ont été payés en salaires, et c'était une bonne chose que de donner ainsi du travail aux chômeurs.

Le pont a été demandé par les conseils municipaux de l'Île. Quand il a été rumeur que les travaux seraient suspendus, ces conseils ont protesté. Il y a résolutions de plusieurs conseils municipaux de la côte demandant de construire le pont.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pouvez-vous produire ces résolutions?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Sûrement, dès que j'aurai eu le temps de les faire copier.

On a dit que le pont n'était pas nécessaire et qu'il ferait disparaître le caractère de l'Île. Le pont est nécessaire parce que l'Île doit être reliée à la terre ferme. Comment l'Île peut-elle perdre son caractère parce qu'il y aura plus de gens qui la visiteront? Le pont ne changera rien au caractère de l'Île. Il y a bien des endroits du monde où des touristes ont accès, et ils y vont justement pour ce cachet que nous voulons garder à l'Île. Je n'ai jamais compris l'argument de l'opposition à ce sujet. Nous ne réussissons pas à convaincre nos honorables amis de l'autre côté de la Chambre, mais leur argument n'est pas sérieux. Les ingénieurs s'accordent à dire que c'est un très beau pont et sa construction a aidé un grand nombre de chômeurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des amis du premier ministre lui ont dit de ne pas construire le pont.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Riant) Jamais!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce sont les amis du premier ministre qui m'ont dit qu'ils lui avaient dit! (Rires)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre de la Voirie nous a dit que le pont augmenterait l'industrie du tourisme à l'Île d'Orléans. Pourquoi alors le gouvernement présente une loi pour empêcher de saboter les avantages de l'Île à la suite de la construction du pont?

L'honorable ministre a-t-il des statistiques de ce que rapportait le tourisme dans le passé?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Non, pas pour l'Île d'Orléans en particulier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre a-t-il une idée de ce que peut donner le revenu du tourisme dans l'Île d'Orléans?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je crois que le pont va attirer de nombreux touristes dans l'Île d'Orléans. Le trafic va augmenter et il est possible que des gens... ambitieux essaieront de créer des postes de commerce et des panneaux-réclame qui pourraient déparer l'Île. Mais, comme l'a dit mon collègue des Travaux publics, le pont ne changera pas le caractère de l'Île. Toute la presse de la province nous a demandé cependant de protéger l'Île d'Orléans, de garder son magnifique cachet, et c'est le but du projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) demandait la tête de son prédécesseur, M. Galipeault; il avait même présenté une motion réclamant l'ouverture d'une voie carrossable sur le pont de Québec, en concurrence avec le service de traversier dont le ministre des Travaux publics du temps était le président. Le ministre des Travaux publics a recueilli des affidavits au sujet de la construction d'une bâtisse, contre son prédécesseur et il est allé les porter au premier ministre.

C'est alors que 22 ans après son entrée en Chambre, le député de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) a fait son entrée au cabinet.

Je crois qu'en définitive que le pont, si l'on comprend les travaux accessoires qu'il va entraîner, et que mentionne la loi Perrault, va coûter \$4,000,000 au moins.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** J'affirme que non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais lorsqu'il faudra reconstruire les routes... Mais il est 6 heures.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 7 h 30

##### J.-E. Livernois limitée

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que les honoraires payés pour le bill 89 modifiant la charte de J.-E. Livernois limitée soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

##### Charte de Trois-Rivières

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 121 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

### **The Quebec Association of Seventh-Day Adventists**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que les honoraires payés pour le bill 116 modifiant la loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour but de favoriser la propagation d'œuvre religieuse et d'éducation.

Adopté.

### **Demandes de documents:**

#### **Arrêtés ministériels, remboursement à la Consolidated Paper**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de cette province, et de toute correspondance avec ledit gouvernement, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1933 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1934, et se rapportant au remboursement de la somme de \$258,504.56 fait par le gouvernement de la province à la Consolidated Paper Corporation.

Adopté.

### **Loi des concordats**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 27 mars courant, sur la motion proposée le même jour:

Que,

1. Attendu: Que la Chambre des communes et le Sénat du Canada ont passé à la dernière session, une loi intitulée: loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers;

2. Qu'aux termes de cette loi, seuls les cultivateurs peuvent en bénéficier;

3. Que nombre de propriétaires, non cultivateurs, sont affectés par la crise qui sévit;

4. Qu'ils sont menacés d'être dépossédés de leur propriété et réduits au rang de locataires;

5. Qu'ils constituent le meilleur rempart contre les idées subversives qui menacent la société;

6. Que la dépossession de ces propriétaires pourrait avoir des conséquences sociales désastreuses;

Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des communes et le Sénat du Canada, à apporter à la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers les modifications nécessaires pour en étendre l'application aux propriétaires d'immeubles.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je suis en faveur de la motion du député de Hull (M. Guertin). Cette loi fédérale est utile; elle a été votée d'ailleurs unanimement par toute la Chambre. Elle permet aux débiteurs d'obtenir du délai dans les remboursements, la diminution des taux d'intérêt ou du capital de la dette, ou les trois ensemble.

On répète souvent que le crédit de la province est fait de celui des municipalités. Or, le crédit des municipalités repose sur celui des propriétaires. Les propriétaires des villes sont ruinés par les taxes et les impôts, notamment à Montréal. Les petits propriétaires sont aux abois, parce que leurs locataires ne peuvent payer leurs loyers.

M. Paul Mercier, député fédéral de Saint-Henri, a alors demandé d'appliquer cette loi aux villes, aux propriétaires d'immeubles, et je crois que cela est bien.

On s'est demandé si cette loi est constitutionnelle. Mais on peut faire le même raisonnement pour toutes les lois, et d'ailleurs la longueur des plaidoiries permet l'application en pratique, quitte à un rajustement ultérieur quant à la constitutionnalité. On se demande cela souvent, mais rares sont les lois qui sont déclarées anticonstitutionnelles. C'est un point secondaire et qui peut facilement se régler.

Cette loi, dit-on aussi, peut nuire au crédit de la classe agricole, mais ce crédit existe-t-il vraiment? Il faudrait d'abord démontrer qu'il en reste, du crédit, aux cultivateurs, démontrer que les banques prêtent, en fait, à nos agriculteurs. C'est une loi exceptionnelle, chacun l'admet, et qui serait très dangereuse en temps normal, mais elle correspond à un besoin urgent et rend des services indiscutables. Actuellement, elle est de nature à restaurer le crédit de la classe agricole qui est très considérablement affecté.

Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) a divisé les cultivateurs en trois catégories. Dans la première, entrent ceux qui n'ont pas de talents, qui n'ont pas réussi. Mais c'est précisément un avantage marqué. Je lui réponds que ces gens-là sont presque toujours honnêtes et qu'ils méritent qu'on les aide. Et puis, a-t-on songé qu'avec la morale qui sévit en affaires, depuis 10 ans, il est très souvent arrivé que ceux qui n'ont pas réussi, c'était surtout parce qu'ils avaient

été honnêtes! Dans la deuxième catégorie, entrent ceux qui ne sont pas honnêtes. Or, le tribunal d'équité est là pour sauvegarder les intérêts justes. Enfin, les cultivateurs qui n'ont pas besoin de cette loi ne seront pas obligés de s'en servir. On dit aussi que les banques ne voudront pas avancer aux cultivateurs: mais quand l'ont-ils fait?

Les arguments sur la circulation de l'argent entravée ne valent pas plus, pour la raison fort simple que le dit argent ne circule plus du tout. Et d'ailleurs, la loi, en rétablissant le cultivateur dans une situation financière solide, rétablira vraiment le crédit de l'agriculture et facilitera la circulation monétaire.

Les propriétaires des villes sont évidemment mal en point, plongés dans une situation aussi déplorable que les cultivateurs. Le chômage leur coûte cher; leurs taxes sont lourdes et les échéances pénibles. Il faut leur aider et dans le plus bref délai possible. Les propriétaires ont autant besoin d'aide que les cultivateurs. Il est essentiel de sauvegarder la propriété immobilière, puisqu'elle agit dans Québec comme le fondement de la sécurité morale et économique. La loi des concordats serait une mesure rémédiatrice.

Cette loi est basée sur l'équité. C'est une mesure de salut qui peut sauver la propriété. C'est une mesure extraordinaire, mais il faut aussi admettre que nous sommes dans des conditions qui ne sont pas ordinaires. En temps normal, elle n'eût peut-être pas été une bonne loi; mais elle est utile aux heures de crise que nous traversons.

**M. Samson (Québec-Centre):** Je suis moi aussi en faveur de cette mesure. Jusqu'ici, on mettait les gens en faillite, et il ne restait rien à personne. Il vaut mieux régler cela à l'amiable. J'ai vu de ces cas moi-même.

Il cite le cas de commerçants et de propriétaires parfaitement solvables et honorables que la crise a pris par surprise et qui ont été ruinés, faute d'une loi comme celle des concordats.

La loi des concordats permettrait aux propriétaires urbains de régler leurs affaires à l'amiable avec leurs créanciers au lieu d'être absolument dépossédés. La faillite est ruineuse pour tous et n'importe quel arrangement vaut mieux que la banqueroute. Si la loi avait été appliquée dans un grand nombre de cas, les créanciers auraient recouvré 75 % de leurs placements, alors qu'ils ont tout perdu. Il faut donner une chance aux propriétaires des villes: ça fait trop longtemps que c'est lui qui soutient le chômeur. J'appuie donc l'argumentation du député de Québec-Est.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Fonds de pension des instituteurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi de l'exécutif**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi de l'exécutif, relativement au transfert des services des départements soit maintenant lu une deuxième fois.

Il arrive qu'un département passe d'un ministre à un autre: il s'agit de donner au ministre qui prend le nouveau département le droit d'en prendre aussi le titre. Ainsi, la chasse et la pêche, qui, jusqu'à l'arrivée du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin), faisaient partie de ce dernier département, ont été transportés au député de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), qui est ministre des Travaux publics. Ainsi, le député de Lotbinière ne sera pas seulement administrateur des deux nouveaux départements, mais il portera aussi le titre de ministre des Travaux publics, de la Chasse et de la Pêche. Cela n'accorde pas de nouveaux pouvoirs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste contre ce bill, il permettra au gouvernement de changer des services. Il me semble qu'un service ne devrait pas être transporté, sans une loi de la Chambre. Pourquoi ne pas laisser la chose à la juridiction de la Chambre, comme autrefois. C'est une autre prérogative des députés qui s'en va, avec un grand nombre d'autres. C'est antidémocratique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pas du tout. C'est un droit qui a toujours existé. Je viens de vous expliquer que nous avons une loi

vieille de 34 ans. Le principe de cette loi existe dans les Statuts depuis 1909. Nous voulons tout simplement transporter le titre d'un ministre à un autre, comme nous pouvons transporter le service d'un ministère à un autre.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>4</sup>:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le gouvernement a l'intention de baptiser d'autres ministres que celui des Travaux publics?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pas du tout! Aucun.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est dangereux. Il y a des ministres qui n'ont pas d'ambitions, mais il y en a d'autres qui en ont pas mal. Le ministre de la Voirie, par exemple. Ainsi, quand l'ancien ministre de la Colonisation est passé à la Voirie, il a amené avec lui, étant un homme de grandes ambitions, le ministère des Mines.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'ambition est un sentiment bien honnête. Je sais un homme qui a beaucoup d'ambition (le premier ministre regarde le chef de l'opposition avec un sourire), mais il faut que je lui dise que beaucoup d'ambitions ne se réalisent pas! J'aime bien le chef de l'opposition.

Le ministre de la Voirie a des ambitions, et elles sont légitimes, et il administre si bien son département que nous pourrions lui en donner plusieurs autres! Nous n'aurions aucune hésitation à lui confier des occupations supplémentaires. D'ailleurs, le chef de l'opposition a lui aussi des ambitions et elles sont légitimes, seulement de là à les voir réalisées, il y a loin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a défendu le ministre de la Voirie, mais il n'a pas défendu le ministre des Travaux publics, ni de l'Agriculture. Peut-être parce que le ministre de la Voirie avait besoin d'être plus défendu que les autres.

Et puis quand le premier ministre dit que c'est le ministre de la Voirie qui va le remplacer, ce n'est pas juste pour ses autres collègues, car ils aspirent tous à remplacer le premier ministre, à prendre sa place.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ils veulent tous l'avoir! Je prends note de votre déclaration que tous les ministres actuels seraient en état de faire de bons premiers ministres. Tous nos ministres sont compétents et de première valeur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aucun d'eux ne l'aura, parce que le gouvernement va être renversé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne sais pas qui aura la place, mais je sais bien par exemple qui ne l'aura pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais j'insiste! Le premier ministre, en intervenant en faveur du ministre de la Voirie, sans dire un mot pour les autres ministres, a été injuste pour les aspirations bien connues du député de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) et du député de L'Islet (l'honorable M. Godbout). Ce dernier montre en effet, depuis quelques mois, des dispositions d'assurance qu'on ne lui voyait pas autrefois. Il disait récemment: Nous allons passer un arrêté ministériel... Autrefois il disait: Je vais consulter mes collègues, et s'ils le veulent, nous adopterons un arrêté ministériel.

Il n'est pas juste que le premier ministre dise ainsi à ses collègues que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) va le remplacer. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas dit cela. Mais comme le constate le chef de l'opposition, je suis bien entouré par des ministres populaires, capables de se faire élire...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oh! Je sais qu'il y a quantité de gens qui peuvent remplacer le premier ministre avec avantage. Mais c'était si injuste, ce que le premier ministre vient de faire, si injuste pour le ministre de l'Agriculture, un homme de talent, d'avenir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** (Souriant) parle des aspirations du député de Brome (l'honorable M. Stockwell).

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lui demande si le bill vise un but que la Chambre ne connaît pas encore.

Tant qu'à faire des changements, le gouvernement pourrait confier la colonisation au ministre de l'Agriculture. Mais je voudrais savoir s'il y a d'autres départements où il va y avoir des changements.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je dis que non, et mon honorable ami sait bien que je n'ai pas de secrets pour lui. Nous nous entendons bien. (Rires) Le seul cas qui se présente dans le moment est celui de la chasse et de la pêche. Je ne sais pas si je fais son affaire, mais il fait la mienne. Mais il a tort de repasser ainsi la liste des ministres. Car il peut leur donner de mauvaises pensées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avec l'amabilité spirituelle qui le caractérise, le premier ministre a dit qu'il n'avait pas de secret pour le chef de l'opposition. Il a ajouté que ce dernier fait son affaire. Ce n'est pas parce qu'il ne veut pas, mais c'est parce qu'il n'est pas capable de faire autrement. Il ne peut cacher les méfaits de son gouvernement, parce que l'opposition les découvre. Je me renseigne trop bien! Si j'ai fait l'affaire du premier ministre, c'est seulement quand j'ai refusé des directorats que, lui, il a acceptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie): Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que les ponts situés sur les chemins publics font partie de ces chemins;

Attendu que, depuis l'année 1922, le gouvernement du Québec a multiplié les ponts de péage sur les routes nationales et sur les grandes artères publiques;

Attendu que cette politique du gouvernement est contraire à ses engagements et contraire à l'intérêt de la province;

Attendu que les taux de péage établis par les gouvernements ont toujours été exorbitants et constituent des moyens indirects d'imposer des taxes tracassières et dommageables;

Attendu qu'il résulte des réponses mêmes du gouvernement:

a. Que le coût de la construction du pont de Batiscan, sur la route nationale Montréal-Québec, se chiffre à \$446,522.03, et que le total des revenus retirés par la province et provenant des taux de péage sur ledit pont, jusqu'au 6 mars 1935, se chiffre à \$594,813.83;

b. Que le coût de la construction du pont Taschereau, situé sur les routes nationales Ottawa-Montréal et Toronto-Montréal, se chiffre à \$290,047.47, et que les revenus retirés par la province, jusqu'au 5 mars 1935 et provenant des taux de péage sur ledit pont se chiffrent à \$734,390.91;

c. Que le coût de la construction du pont Galipeault, situé sur les routes Ottawa-Montréal et Toronto-Montréal, se chiffre à \$591,974.23, et que les revenus retirés par la province jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1935 et provenant des taux de péage sur ledit pont se chiffrent à \$819,855.45;

d. Que le coût de la construction de la route carrossable sur le pont de Québec, se chiffre à \$400,000 et que les revenus retirés par la province, jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1935, et provenant des taux de péage sur ledit pont se chiffrent à \$364,487.00;

Cette Chambre déclare que la politique du gouvernement provincial actuel, en matière de ponts de péage, est contraire aux meilleurs intérêts de la province, et constitue une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre sur les voies publiques.

Je me suis engagé à réclamer l'abolition des ponts de péage dans la province. C'est non seulement une nuisance pour le tourisme, mais c'est un embarras pour les cultivateurs, qui vont eux-mêmes porter leurs produits au marché.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Lafleur, Sauvé, Smart, 9.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Barré<sup>5</sup>, Bélanger, Bergeron, Desmarais, Drouin, Duffy, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Lapointe, McDonald, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Power, Sabourin, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

**En comité:<sup>6</sup>**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc. (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Le premier item est pour le service d'inspection et d'exploration: \$30,000. Il s'agit des travaux préparatoires aux plans, lorsqu'il y a des ponts ou des édifices à construire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc. (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>7</sup>:** Deux journaux ministériels ont laissé clairement entendre que le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) abandonnerait son comté de Maisonneuve pour se présenter dans Saint-Sauveur contre M. Pierre Bertrand. Le ministre se sentant battu dans Maisonneuve veut quitter Montréal pour aller à Québec, où ses actions sont moins connues. Je voudrais savoir si c'est fondé.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je ne contrôle pas plus les informations des journaux que les désirs exprimés de la population.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Si cette rumeur a été lancée pour nous intimider, je tiens à déclarer que ça ne colle pas. Le ministre peut venir et il sera bien reçu. Cela prouverait que le ministre est mécontent contre le député de Saint-Sauveur, parce que celui-ci a réclamé des mesures de protection pour les ouvriers. C'est pourquoi, il veut émigrer chez nous. Mais je pense bien que nos ouvriers vont lui dire: Si vous n'êtes pas capable de vous faire élire chez vous, vous êtes aussi bien de vous en aller, car on n'a pas besoin de vous.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je n'ai aucune animosité contre l'honorable député de Saint-Sauveur et pour lui prouver, je dois déclarer que j'ai été élu député de Maisonneuve. Je n'irai pas me présenter dans Saint-Sauveur. Il peut rester à l'aise, je n'irai jamais le faire battre.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales: entretien et réparations (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau du gouvernement, Montréal: entretien et réparations (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais savoir si c'est là que logent les bandits, des employés payés par le gouvernement, qui ont falsifié les listes électorales, et je pèse tous mes mots. Je suis informé que ces gens ont demandé une augmentation de salaire, parce qu'ils avaient été obligés de travailler le soir. Cela ne me surprend pas qu'ils aient cherché à travailler dans l'ombre.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

L'entretien des bureaux relève de mon ministère, mais pas les employés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De qui est-ce que ça relève?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Ça doit être du procureur général, étant donné que ces employés travaillaient au palais de justice.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: assurance (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Un débat s'engage concernant MM. Fages et Gélinas<sup>8</sup> et certaines compagnies dont le premier ministre est directeur.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 10 h 45.

---

**NOTES**

1. Il y a une quinzaine de jours, selon *L'Action catholique* du 3 avril 1935, à la page 8

2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

3. Voir note 2.

4. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

5. *L'Action catholique* du 3 avril 1935, à la page 9, stipule que "... M. Barré vote avec le gouvernement aux applaudissements des députés ministériels."

6. M. Yvan Vallée, sous-ministre aux Travaux publics, accompagne le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) pour l'étude des crédits budgétaires de ce dernier, selon *Le Soleil* du 3 avril 1935, à la page 9.

7. Les journaux spécifient qu'après avoir adopté le deuxième crédit, M. Duplessis fait une digression concernant une rumeur affectant la candidature de M. Arcand aux prochaines élections.

8. MM. Fages et Gélinas sont assureurs et gendres du premier ministre.

Séance du mercredi 3 avril 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 134 modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert.

**Institutions  
d'assistance publique**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), la permission de présenter le bill 197 pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Assistance  
publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart):

Attendu que l'article 126 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, décrète que "tous les droits ou revenus perçus" par la province de Québec "formeront un fonds consolidé de revenu qui sera approprié au service public de la province";

Attendu qu'un fonds spécial distinct du fonds consolidé du revenu a été établi, notamment par la loi de l'assistance publique de Québec;

Attendu que l'établissement de ce fonds spécial est d'ailleurs de nature à rendre incomplète et inexacte la comptabilité de la province;

Cette Chambre recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires, pour que les sommes perçues ou reçues par la province pour subvenir à l'assistance

publique et au maintien des institutions d'assistance publique soient versées dans le fonds consolidé du revenu et fassent, pour les fins de la comptabilité publique, partie du revenu ordinaire et pour que les sommes payées ou dépensées par la province pour l'assistance publique et le maintien des institutions d'assistance publique fassent partie de la dépense ordinaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle qu'il a inscrit sa motion le 12 janvier, soit il y a près de trois mois.

Cette motion est très importante, déclare-t-il. En vertu de l'article 126, la Constitution réclame la création d'un seul fonds: les revenus perçus par la province forment le fonds consolidé du revenu et pas d'autre. Il y a plusieurs raisons pour cela. Nos pouvoirs nous sont délégués par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. La province n'a que les pouvoirs mentionnés par la Constitution.

L'article 126 dit en effet: "Les droits et revenus que les législatures respectives du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick avaient, avant l'Union, le pouvoir d'approprier, et qui sont, par le présent acte, réservés aux gouvernements ou législatures des provinces respectives, et tous les droits et revenus perçus par elles conformément aux pouvoirs spéciaux qui leur sont conférés par le présent acte, formeront dans chaque province un fonds consolidé du revenu qui sera approprié au service public de la province."

Ainsi donc, puisque la Constitution qui régit notre province, au même titre que le Code municipal, par exemple, régit les municipalités, exige que tous les revenus et droits forment un fonds consolidé du revenu, il s'ensuit qu'il est défendu de former un fonds spécial.

Or, c'est pourtant ce qu'on fait avec le fonds de l'assistance publique. On y décrète en effet, que les revenus de quatre taxes seront consacrés exclusivement à former un fonds spécial de l'assistance publique, soit les revenus des courses, théâtres, taxe sur les repas, plus \$1,000,000 de la Commission des liqueurs.

Les argents qui proviennent des taxes appartiennent au peuple et ceux qui les administrent doivent préparer un bilan fidèle et exact. Le peuple du Québec a droit d'avoir un compte fidèle et exact des argents qui lui appartiennent, afin de savoir dans quelle situation financière se trouve la province.

En 1921, en marge de la Constitution, le gouvernement a fait adopter une loi de l'assistance publique établissant un fonds spécial. Cette loi est *ultra vires* et anticonstitutionnelle. C'est une loi dangereuse, qui viole nos droits constitutionnels, droits si chèrement acquis. Elle est dangereuse en ce qu'elle prive les députés du droit qu'ils ont de contrôler la dépense des deniers publics. Ces droits et prérogatives sont de l'essence même du parlementarisme.

La loi de l'assistance publique viole les prérogatives des députés par le fait que ce sont les ministres qui décrètent la dépense des deniers. Les représentants du peuple ne sont plus consultés sur la répartition de l'argent provenant des taxes. Or, le conseil des ministres, en s'arrogeant le pouvoir législatif, administratif et exécutif, viole l'esprit de la Constitution.

Le fonds spécial de l'assistance publique est établi sur la ruine de la vérité et de l'authenticité qui doivent caractériser le bilan provincial. En le créant, le gouvernement avait deux buts: donner aux ministres des pouvoirs auxquels ils n'ont pas droit, et leur permettre de faire un bilan qui ne soit pas conforme aux faits. Le gouvernement s'autorise de cette mesure pour ne pas faire paraître dans son bilan un passif.

Ainsi, les derniers comptes publics établissent que les engagements pris par les ministres sans consultation des députés, donc de façon illégale, se chiffrent à \$14,163,536.98. En établissant un fonds spécial, le gouvernement ne fait pas figurer dans le passif de la province ce montant. Tous les ans, le fonds de l'assistance publique a enregistré un déficit de un à deux millions. Le gouvernement pratiquait par là l'inflation financière. La situation financière se trouvait ainsi présentée sous un jour faux, inexact et illégal.

Le fonds spécial de l'assistance publique a créé une situation difficile. En effet, du fait qu'il y avait un fonds spécial, le gouvernement a retardé les paiements aux institutions de charité. Cela n'arriverait pas s'il n'y avait pas un fonds spécial pour l'assistance publique. C'est un prétexte que le gouvernement prend pour ne pas payer ses dettes, et qu'il ne pourrait pas prendre si le fonds de l'assistance publique était à même le fonds consolidé de la province.

Le fonds spécial de l'assistance publique doit disparaître pour que les députés exercent leurs prérogatives, pour que la comptabilité de la province soit exacte et honnête, et pour que le gouvernement ne se serve pas de ce fonds spécial pour retarder les paiements dus aux institutions de charité.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** En vertu de l'article 126 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, nous pourrions créer des fonds spéciaux. Cela a toujours existé. Cela se pratique de temps immémorial.

La loi qui pourvoit à l'audition de nos livres tient aussi compte de l'existence de ces fonds spéciaux nécessaires à l'administration de certains services. C'est une pratique sage et très utile à la bonne administration des fonds publics. Quant à l'assistance publique, il faut d'abord se rappeler que c'est un organisme provincial, mais qui relève des municipalités.

Les revenus perçus pour l'assistance publique ne sont pas, à proprement parler, des revenus provinciaux, puisqu'ils sont perçus par les municipalités. C'est la municipalité qui perçoit la taxe, au nom de la province, et qui la remet ensuite au gouvernement.

Pour que tous les revenus soient considérés comme des fonds provinciaux, il faudrait une armée de percepteurs. Il ne serait pas pratique de faire entrer le produit de ces taxes dans le fonds général de la province: ce ne sont pas là des taxes comme les autres: par exemple le sou du pauvre perçu dans les théâtres.

La province conserve toutes ces contributions dans un fonds spécial, pour les distribuer selon la loi. Prenez encore la part des revenus de la Commission des liqueurs, qui va à l'assistance publique: le gouvernement a même le droit de percevoir un million, à même les profits de la Commission des liqueurs, pour le verser au fonds de l'assistance publique. Le fonds de l'assistance publique nous a permis de soulager de grandes misères. Autrefois, les comptes de l'assistance publique n'étaient payés que tous les six mois.

Aujourd'hui, grâce au fonds, on les paie tous les trois mois. Quand un fonds spécial rend des services considérables comme celui-là, c'est un fonds dont on n'a pas besoin de justifier l'existence. D'ailleurs, ce système qui opère de la meilleure façon, a toujours donné pleine et entière satisfaction. La distribution des fonds est contrôlée par la loi. Puisqu'il est constitutionnel et qu'il rend de bons services, je ne vois pas pourquoi nous le changerions.

Il (M. Stockwell) admet cependant que le fonds de l'assistance publique est administré en marge de la volonté des députés. Il admet aussi que le gouvernement ne tient pas compte de ce fonds spécial pour établir le surplus ou le déficit de son bilan annuel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier provincial a donné quelques prétextes, mais il n'a pas répondu à mes arguments. Est-ce qu'il admet tout ce que j'ai dit? Le trésorier ne diffère qu'en ce qui concerne l'article 126 de la Constitution. Or, cet article décrète formellement que tous les revenus et droits perçus par la province font partie du fonds général. Le trésorier n'a qu'à relire l'article 126 pour voir qu'il décrète clairement que la province agit en marge de la Constitution en constituant un fonds spécial pour l'assistance publique.

Pourquoi le gouvernement s'entête à maintenir un système durement critiqué tant du point de vue constitutionnel que comptable?

Le ministre n'est pas sérieux, quand il dit que les revenus de l'assistance publique ne sont pas à proprement parler des revenus provinciaux, puisqu'ils sont perçus par les municipalités. Que fait-on des revenus de la gasoline qui sont perçus par les vendeurs? Les corporations municipales collectent des taxes pour la voirie: est-ce qu'il y a un fonds spécial pour la voirie?

Le fonds de l'assistance publique opère bien, mais pour le gouvernement seulement, et non pour les institutions de charité. Il n'est pas besoin de fonds spécial. Cela complique la situation. Quand le fonds spécial est vide, les institutions attendent. Si on prenait sur le fonds ordinaire pour l'assistance publique, les institutions n'auraient pas à attendre pour ce qu'il leur est dû. La firme Price Waterhouse a recommandé, en 1931, la disparition des fonds spéciaux. Le gouvernement devrait se rendre aux recommandations de ces experts qui ont chargé \$27,000 pour ce travail.

Il termine en demandant que le gouvernement respecte la Constitution.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Crête, Desmarais, Drouin, Duffly, Dufour, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Lapointe, Lortie, McDonald, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Reed, Rochette,

Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 51.

Ainsi, la motion est rejetée.

### **Établissements industriels et commerciaux**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Évoquant l'intérêt des marchands, déclare que cette mesure permettrait aux magasins de détail de rester ouverts tard le soir, au moins jusqu'à 11 heures la veille de Noël et du Jour de l'An, ainsi que le samedi de Pâques, plutôt que de devoir fermer complètement et définitivement à 10 heures, comme le requiert la loi actuelle.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** dit qu'il ne voit pas pourquoi on réclame cette mesure, quand les hommes publics s'efforcent de réduire les heures de travail.

Il ne faut pas considérer seulement le marchand: il y a aussi les employés. Il me semble qu'ils ont le droit de se reposer un peu la veille des fêtes.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** L'article 13 de la loi dit que les magasins ne peuvent rester ouverts le soir après 10 heures, la veille des fêtes de Noël, de Pâques et du Jour de l'An. Je suis d'avis que cette loi, actuellement en vigueur, est juste et équitable. Le gouvernement a trouvé que 11 heures, c'est trop tard, et c'est pourquoi nous avons voulu donner une chance aux employés de magasins.

Autrefois, on fermait les portes à 10 heures, mais on gardait les jeunes filles et les jeunes gens à travailler beaucoup plus longtemps pour remettre tout en ordre dans l'établissement, faire des inventaires, ou préparer les montres pour le prochain jour de travail. Ainsi, les commis ne pouvaient pas participer aux réjouissances de la veille de Noël, par exemple. Le commerce est une chose et la protection de l'ouvrier en est une autre. Le gouvernement fait son possible pour protéger les deux. Je voterai donc contre le bill du député de Richmond (M. Desmarais).

D'ailleurs, la disposition de la loi en discussion ne s'applique qu'aux femmes et jeunes filles, et aux jeunes gens au-dessous de 18 ans.

**M. Guertin (Hull):** Il me semble que nous ne devons pas faire marche arrière; nous avons adopté une législation ouvrière, et nous ne devons pas la détruire.

Il préférerait un projet pour raccourcir les heures de travail.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Le travail féminin a été assez exploité par le passé; il est bien juste que la loi protège un peu les femmes et les jeunes filles qui sont obligées de gagner leur vie. Je crois donc que le bill du député de Richmond est mal venu. Il y a assez longtemps que l'on exploite l'ouvrier et la loi adoptée l'an dernier, qui est actuellement en vigueur, est excellente.

**M. Desmarais (Richmond):** Nous ne demandons pas une heure de plus de travail par semaine, mais en somme trois heures de plus par année et que les heures de travail soient mieux réparties.

Je demande donc que le bill soit renvoyé au comité des bills privés, afin que les intéressés puissent être entendus.

**M. Guertin (Hull)** demande le vote, mais il ne recueille pas les appuis nécessaires pour un vote nominal.

**Des voix:** Rejeté! Rejeté!

Le bill est rejeté.

#### **Loi des dentistes**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Paroisse de Saint-Bernard, Saint-Hyacinthe**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi de liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

#### **Droits sur les successions**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin) que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

#### **Code civil, arpenteurs géomètres**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant le Code civil concernant le privilège des arpenteurs géomètres soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Barré (Rouville)** proteste contre les privilèges que l'on veut accorder aux arpenteurs géomètres. Il faudrait plutôt faire disparaître ces lois d'exceptions, déclare-t-il.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi de l'exécutif**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi de l'exécutif, relativement au transfert des services des départements soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi des mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi des concordats**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 2 avril, sur la motion proposée le mercredi 27 mars dernier:

Que: Attendu: Que la Chambre des communes et le Sénat du Canada ont passé à la dernière session, une loi intitulée: "Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers";

2. Qu'aux termes de cette loi, seuls les cultivateurs peuvent en bénéficier;

3. Que nombre de propriétaires, non cultivateurs, sont affectés par la crise qui sévit;

4. Qu'ils sont menacés d'être dépossédés de leur propriété et réduits au rang de locataires;

5. Qu'ils constituent le meilleur rempart contre les idées subversives qui menacent la société;

6. Que la dépossession de ces propriétaires pourrait avoir des conséquences sociales désastreuses;

Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des communes et le Sénat du Canada, à apporter à la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers les modifications nécessaires pour en étendre l'application aux propriétaires d'immeubles.

**M. Saintonge (Beauharnois)** déclare qu'il ne partage pas l'opinion du député de Hull (M. Guertin).

On a appelé avec raison la loi des compromis une loi de spoliation, déclare-t-il. Elle fait disparaître en effet les contrats existants.

Cette loi en est une d'exception, qui favorise une partie au détriment d'une autre. Pourquoi l'on se plaint que du débiteur incapable de faire face à ses obligations et non celui qui est frustré? Pourquoi frustrer les épargnants d'une partie de leurs économies? Est-ce là un encouragement à l'épargne?

Le principal argument contre la motion du député de Hull est que la province a juridiction dans la matière. La motion du député de Hull serait une concession malheureuse en faveur d'Ottawa. Cette loi fédérale rend inopérants plusieurs articles de notre

code de lois françaises. Avant de passer sa loi des compromis, le fédéral aurait dû s'entendre avec les provinces. Adopter la motion du député de Hull, ce serait sacrifier un peu de l'autonomie de la province en faveur d'une loi qui est contraire à l'esprit et à la lettre de la Constitution. Il serait bon qu'Ottawa sache une fois de plus que Québec tient à son autonomie.

**M. Bélanger (Lévis):** La loi des compromis fait une très mauvaise réputation au cultivateur, à notre province. Si cette loi est bonne pour les cultivateurs, elle est bonne pour les propriétaires. Or, cette loi n'est pas bonne pour les cultivateurs, c'est peut-être la pire qu'on puisse appliquer. Au lieu de demander à Ottawa de l'appliquer aux propriétaires, on devrait lui demander de la biffer des Statuts.

Il faut d'abord se demander si cette mesure peut faire du bien à quelqu'un. La classe agricole vit surtout de crédit. On a toujours dit que les meilleurs placements, les placements de tout repos, étaient les prêts faits aux cultivateurs. On a commencé par aider le cultivateur en rendant ses animaux et ses instruments aratoires insaisissables. Les marchands ne veulent plus faire crédit aux cultivateurs parce qu'ils n'ont plus de garanties.

La loi du concordat ne protège ni le cultivateur, ni le créancier. Le cultivateur trouve surtout du crédit chez les siens: le marchand du village, le petit rentier, ou un autre cultivateur plus fortuné. Si on enlève la garantie, on enlève tout crédit au cultivateur. Si le cultivateur ne peut avoir de crédit chez son marchand, où en obtiendra-t-il? Pas des banques, qui ne s'établissent que pour recevoir les dépôts de l'épargne dans les campagnes et qui ne prêtent que rarement aux cultivateurs.

Il y a toujours eu des gens embarrassés financièrement dans toutes les classes de la société. Si on admettait que la loi des compromis est bonne, il faudrait l'appliquer à toutes les classes. Le cultivateur vit surtout de crédit. Plus de la moitié des cultivateurs vivent de leur crédit, lequel fut presque complètement ruiné par le tripotage des lois ces dernières années. Avec ces lois d'exception, on ne l'a pas protégé. Quand on enlève le gage de sécurité et qu'on met les contrats de côté, on atteint le crédit. Aujourd'hui, le cultivateur, même le plus à l'aise, ne peut plus emprunter.

On dit aussi que cette loi a été passée à l'unanimité de la Chambre des Communes. Ce n'est pas la première fois qu'une loi mauvaise est passée à l'unanimité à Ottawa: il y en eut une en 1917, le droit de vote aux femmes, et cependant la province de Québec ne l'a pas adoptée.

On devrait plutôt inviter Ottawa à déclarer la loi des concordats inconstitutionnelle, à rayer cette mesure des Statuts qui est franchement mauvaise et pour le cultivateur, et pour son créancier. Cette loi n'est pas équitable et ne devrait pas exister. Elle ne guérit de rien.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est évident que si nous voulons sortir de la crise, il faut retrouver l'équilibre. Pour cela, il faut nous débarrasser des dettes qui sont un fardeau trop lourd dans tous les domaines. Ces dettes ont été contractées dans des circonstances complètement différentes de celles qui existent aujourd'hui. Ces dettes sont trop considérables. J'hésiterais à appuyer la demande d'extension de la loi des concordats aux propriétaires des villes. Mais cela ne veut pas dire que la loi ne soit pas bonne pour les cultivateurs.

Plusieurs députés de la droite se sont acharnés à vouloir détruire l'idée qui s'implante dans le peuple à l'effet que la loi des compromis est excellente. La loi adoptée à l'unanimité par Ottawa a pour but de rétablir le crédit des gens honnêtes, lequel est pratiquement disparu en raison de la crise. Plusieurs tentatives ont été faites en ce sens, mais la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers est la meilleure à ce jour.

Il n'est pas exact de dire que cette législation a pour effet de détruire le crédit du cultivateur. Comme le signalait le député de Québec-Est (M. Drouin), depuis trop d'années, ce crédit n'existe pratiquement pas. On aurait dû s'employer à donner au cultivateur les sources de crédit dont il avait besoin. Le gouvernement provincial a refusé de venir en aide au cultivateur pour sauvegarder son crédit. Il maintient que le gouvernement provincial n'a pas su fournir aux cultivateurs le crédit qu'ils avaient tant besoin. Se référant aux lois du moratoire et de l'insaisissabilité adoptées par la province pour aider la classe agricole, il croit qu'en dépit du fait que ces mesures étaient probablement bien intentionnées, elles ont résulté en la disparition de la dernière parcelle de crédit chez les cultivateurs.

On ne peut qualifier de situation particulière celle qui affecte la principale classe de notre population, la classe agricole. La loi des compromis et celle de la suspension des créances hypothécaires ne viennent pas du tout en conflit. La loi des concordats a pour but d'aider au cultivateur à reprendre son crédit: elle règle définitivement, suivant la justice et l'équité, tout le passé. Des protestations se sont élevées au début, mais nombre des protestataires ont été heureux de se prévaloir de

la loi par la suite. Cette loi devient de plus en plus populaire, à mesure qu'on la comprend mieux.

La loi des compromis est juste. Il faut aller à la source du mal et régler les problèmes agricoles et autres qui existent présentement.

Il (M. Sauvé) fait l'éloge du juge Loranger, un magistrat que même les membres de la Chambre ne peuvent injurier.

Il voit un intérêt évident dans les protestations des députés de la droite. Si ces députés protestent, dit-il, c'est probablement dû au fait que les prêteurs semblent revenir à une plus saine conception de la loi.

Le travail de la Commission de révision est retardé parce qu'existent dans notre province les ventes à réméré, les baux conditionnels et les promesses de vente.

Au lieu de dénoncer cette loi, de proclamer qu'elle est inconstitutionnelle, il me semble que le gouvernement devrait faire quelque chose pour remédier à la situation, prendre des mesures pour qu'elle puisse s'appliquer aux ventes à réméré et aux baux conditionnels, afin que tous les cultivateurs qui y ont droit, profitent de la loi des compromis.

Je demande donc aux membres de cette Chambre de s'entendre sur ce point.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous sommes en face d'une des questions les plus importantes de la session. Cette question est bien au-dessus de la politique. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) vient de nous dire qu'il ne voulait pas y mêler la politique; nous ne le ferons pas non plus. Nous n'entendons pas critiquer la loi passée par Ottawa pour pourvoir à un concordat entre les cultivateurs et ceux qui leur prêtent. Après avoir passé cette législation, Ottawa s'est arrêté. La loi actuelle donne au cultivateur l'avantage de conclure un concordat avec ses créanciers. On se demande maintenant si Ottawa n'aurait pas dû aller plus loin, si le gouvernement n'aurait pas dû étendre cette loi aux villes, comme le prétend le député de Hull; je ne le sais pas.

Je regrette toutefois de ne pouvoir m'accorder avec le député de Hull, ni quant au fonds, ni quant à la forme de sa motion. Le député de Hull nous invite à demander au gouvernement d'Ottawa de faire une nouvelle législation dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle ne sera pas constitutionnelle. La Législature de Québec est soucieuse de garder ses traditions et ses droits. Elle aurait le droit de légiférer en cette matière. Va-t-elle abdiquer ses droits et remettre sa juridiction au fédéral?

Ce sont les termes de mon honorable ami, qui nous demande de faire cette abdication de nos droits en faveur du gouvernement fédéral. On demanderait à Ottawa de pousser sa législation encore plus loin et de l'appliquer aux propriétaires dans nos villes. C'est peut-être vouloir aller beaucoup plus loin que le gouvernement fédéral n'a voulu aller.

Durant les années de prospérité, Ottawa a voté une loi qui étendait aux cultivateurs les effets de la loi de faillite du dominion. Après quelques années de mise en pratique, les législateurs qui représentaient la province de Québec aux Communes ont demandé de soustraire les cultivateurs de notre province à cette loi, parce qu'elle ne leur convenait pas. C'était pourtant durant les jours roses d'avant 1928, alors que nous ne connaissions pas encore les malheurs qui allaient fondre sur nous.

On a dit alors que la loi de faillite ruine le cultivateur de Québec, elle endommage son crédit. Le législateur avait, dans son esprit, que cette loi des faillites ne devait s'appliquer qu'aux marchands. Toutefois, les autres provinces ont gardé cette loi que nous avons répudiée. S'en sont-elles mieux trouvées? Sont-elles plus fortunées que nous? On sait, tout le monde s'accorde à le déclarer, que c'est la province de Québec qui a le moins souffert de la dépression et qui fait meilleure figure.

La loi des concordats est-elle une bonne ou mauvaise loi? Je ne veux pas la critiquer. Mais je puis dire par exemple que cette loi n'a pas subi l'épreuve du temps. Nous avons entendu de la part des prêteurs d'argent, des hommes d'affaires, des banquiers, des critiques amères de cette législation. Ces protestations étaient-elles justifiées? La loi est-elle aussi mauvaise qu'ils le prétendent? Peut-être que non; j'espère que non.

Ce sont des gens avertis qui ont voté la loi et, sûrement, ils ont pensé que cette loi pourrait peut-être s'étendre aux propriétaires des villes, mais ils ne l'ont pas voulu. Aurait-il été juste, sage, raisonnable, de bonne et saine économie politique, d'appliquer cette loi des concordats agricoles aux villes? Je ne le sais pas et personne ne le saura avant que cette loi ait fait ses preuves. Ottawa a dû penser aux propriétaires. Pourquoi n'a-t-on pas été jusqu'à eux? C'est une question dont nous devons tenir compte.

Dans les villes, la construction est nécessaire au réveil économique. Pour construire, les propriétaires ont besoin d'argent. Les prêteurs voudront-ils confier de l'argent aux futurs propriétaires, s'ils savent que la loi des concordats agricoles s'applique à un créancier hypothécaire en ville? Même si le juge devant qui le cas sera plaidé est l'homme le plus équitable - et ici,

je veux rendre hommage à l'honorable juge Loranger, qui a fait honorablement sa besogne - même si le juge est l'homme le plus juste, même s'il applique le plus largement possible l'esprit de la loi, il ne saurait faire disparaître la menace qui existe contre le créancier de par le fait de la loi. Ce créancier prêtera-t-il alors? Non, et la construction destinée à donner du travail aux ouvriers et à résoudre les problèmes de la crise ne pourra se faire.

Encore une fois, je ne critique pas la loi. Elle peut peut-être donner de bons résultats. Il est triste, j'ai eu l'occasion de le dire moi-même souvent en cette Chambre, de voir le cultivateur quitter la terre où il est né, que son père a cultivée, parce qu'il est incapable de payer ses dettes, mais aujourd'hui, il y a trop de cas comme ceux-là, et il devient de plus en plus difficile de les régler. Pour ma part, je ne suis pas prêt à souscrire à une législation comme celle que l'on nous demande d'accepter.

Il y a une chose dont la province est fière. Lorsque les Québécois doivent 100 cents, ils remettent 100 cents. Ils ne veulent pas d'une loi qui diraient: lorsque vous devez 100 cents, vous n'aurez à payer que 50 cents.

(Applaudissements)

Je ne veux pas critiquer ce qui se fait ailleurs, mais on a vu tout récemment une province voisine passer une législation, le bill Hepburn concernant les compagnies d'électricité, qui a fait perdre en deux jours, \$40,000,000 dans la province de Québec, simplement parce qu'on a dit dans cette législation: Nous ne paierons pas nos dettes. Peut-être avait-on raison de le dire. Je ne critique pas. Je veux tout simplement vous faire toucher du doigt les conséquences.

(Applaudissements à droite)

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a dit tantôt que le juge Loranger a déclaré récemment que les ventes à réméré, dans Québec, et les baux à vendre sont un obstacle à l'application de la loi des concordats.

C'est vrai, mais ces ventes à réméré et ces baux à vendre existent dans notre Code depuis les Français. Cette coutume des rémérés est implantée dans nos mœurs. Allez-vous dire maintenant, lorsque quelqu'un a accepté un réméré ou un bail à vendre, que le contrat ainsi passé et dûment signé ne vaudra plus rien? Il me répugne, comme il répugne à tous les membres de cette Chambre, de prendre une telle attitude. Je ne dis pas que nous ferions rien, mais j'hésite à demander à la Chambre de légiférer pour déchirer des contrats de bonne foi, et le jour où nous dirons que les contrats ne sont plus chose sacrée, je me demande si cela serait bon pour le crédit de la province de Québec.

Je veux maintenant dire un mot de la forme de la motion du député de Hull. Il nous demande d'inviter le gouvernement d'Ottawa à appliquer aux propriétaires d'immeubles la loi des concordats agricoles.

Si le concordat doit s'étendre aux propriétaires d'immeubles, passons une loi à cet effet nous-mêmes. Il s'agit ici de contrat civil et la province seule a juridiction dans les contrats civils. Ottawa pourrait bien dire qu'en vertu du Traité de Versailles il a le droit de légiférer en matière de faillite, mais nous avons une juridiction qui nous permet de légiférer en matière civile et s'il y a quelque chose à faire, faisons-le nous-mêmes. Gardons les choses qui sont de notre ressort. Si nous demandons à Ottawa de légiférer pour nous, les huit autres provinces de la Confédération pourront ensuite intervenir pour dire quel devra être le régime suivi dans la province de Québec, et nous ne voulons sûrement pas nous soumettre à cela.

Le député de Hull est imbu des droits de la province et il aurait tort de demander au gouvernement de Québec de prier au gouvernement d'Ottawa de mettre en application chez nous une législation que nous pouvons faire nous-mêmes. Nous ne voulons pas abdiquer entre les mains du pouvoir fédéral nos prérogatives et nos pouvoirs. Dans les circonstances, j'aurai donc le devoir de voter contre cette motion et sur le fonds et sur la forme, pour toutes les raisons que je viens d'énumérer. (Applaudissements)

**M. Barré (Rouville):** Je félicite le premier ministre. On peut différer d'opinion avec un homme mais admirer la façon dont il présente ses arguments. La motion du député de Hull n'a pas été comprise dans l'esprit que la présentait son auteur. Le premier ministre dit qu'il appartient au gouvernement de Québec d'adopter la mesure que nous réclamons. C'est très bien: nous acceptons sa suggestion. Si c'est à Québec qu'il appartient d'agir, qu'il agisse. Ce que l'on veut, ce sont des résultats. Il y a quelque chose à faire et c'est le temps de le faire. La loi actuelle est humaine, elle peut avoir des faiblesses. Le député de Hull a d'ailleurs dit qu'il était prêt à accepter une autre solution.

Aujourd'hui, la faillite est regardée comme un accident ordinaire. De fait, n'importe qui, dans la province de Québec, peut faire faillite à l'exception du cultivateur. Le cultivateur est l'être humain que l'on met à toutes les sauces, mais qui n'a même pas le droit que l'on accorde à n'importe quel autre citoyen. On le fait payer pour une situation dont il n'est pas responsable. Le cultivateur a au moins droit à un traitement égal.

Il (M. Barré) s'oppose à toute loi d'exception et déclare que la loi de faillite est de celle-là. Il n'aime pas particulièrement la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, celle-ci étant une mesure d'exception. Mais si elle s'applique aux cultivateurs, il ne voit pas pourquoi les cultivateurs, qui sont propriétaires en ville, ne profiteraient pas de ses bénéfices. Il ne peut comprendre pourquoi on refuse que les cultivateurs en bénéficient. Pourquoi traite-t-on les cultivateurs comme des parasites?

Pourtant, dit-il, le cultivateur n'est pas responsable de la situation qui lui est faite: celle-ci est due au spéculateur et au financier.

Il ne faut pas se payer de gros mots lorsqu'on parle du désaveu des dettes. Le désaveu des dettes existe, la loi des faillites est une loi du désaveu des dettes, la loi Lacombe est une loi du désaveu des dettes, la loi de l'insaisissabilité du roulant des cultivateurs est aussi une loi du désaveu des dettes. Il ne faut pourtant pas oublier que la loi des compromis ne fonctionne que dans les cas où le cultivateur est dans l'impossibilité de faire honneur à ses obligations. S'il ne peut payer, qu'est-ce qu'on va en faire? Le premier ministre dit qu'il faut payer cent sous dans la piastre. Cela est vrai, mais il y a un autre dicton qui dit: à l'impossible nul n'est tenu.

Quant à la loi du moratoire, c'était une loi nécessaire qui permettait de retarder les échéances, mais il nous faut autre chose. Si le gouvernement provincial ne veut pas s'entremettre auprès d'Ottawa, qu'il légifère lui-même, car il faut absolument protéger la petite propriété, que ce soit en ville ou en campagne, car elle est notre seul rempart contre le communisme et la révolution. La journée où il n'y aura plus de petits propriétaires, le régime de la propriété sera en danger.

**M. Guertin (Hull):** Je ne croyais pas que ma motion soulèverait un débat aussi important. Je suis très heureux des discours qui ont été prononcés. On s'est trop borné à disputer la question seulement qu'au point de vue légal et constitutionnel. Il ne faut considérer simplement la question au point de vue constitutionnel. À Ottawa, M. Stevens, ancien ministre du Commerce, a reproché à M. Cahan de vouloir tout régler à coups de subtilités légales.

Il (M. Guertin) se dit surpris de l'argumentation du premier ministre, à savoir que la province va sacrifier ses droits à Ottawa.

Il rappelle que, l'année dernière, la Législature a adopté une mesure permettant au lieutenant-gouverneur en conseil d'appliquer en cette province les dispositions de la loi du compromis. Il y

a, en effet, dans les Statuts depuis l'an dernier, une loi qui concède au fédéral l'autorisation de légiférer en matière de compromis, etc. Cette loi donne à Ottawa le droit de légiférer en ce qui concerne tous les débiteurs. Ceci montre, à son avis, que la coopération avec Ottawa à ce sujet est nécessaire.

Il continue en disant qu'il a beaucoup de respect pour la Constitution et l'autonomie de la province, mais il ne voit pas en quoi elles seraient mises en péril par une coopération étroite entre les administrations fédérale et provinciale pour l'adoption de lois visant à protéger les intérêts des propriétaires, qu'ils soient cultivateurs ou citadins.

Les libéraux à Ottawa ont voté comme un seul homme en faveur de cette mesure. S'ils l'avaient crue mauvaise, ils s'y seraient opposés. Au contraire, ils en ont approuvé le principe. Il n'est pas question de répudier les contrats, souligne-t-il, pas plus que ce fut l'objectif de la Législature, lorsqu'elle adopta une loi de moratoire il y a deux ans. Le compromis entre le créancier et le débiteur n'implique d'aucune manière la répudiation.

Si quelqu'un a une meilleure suggestion à faire pour aider les propriétaires dans les villes, il dit qu'il sera enchanté de retirer sa motion. Mais ce n'est pas le cas, puisque aucun amendement ne fut soumis. Ce qu'il faut, c'est de l'action, des résultats, et pas seulement des discussions.

La motion est rejetée sur division<sup>1</sup>.

### Décisions de l'Orateur:

#### Classification des terres publiques

**M. l'Orateur** procédant à rendre sa décision sur la question soulevée à la séance du 2 avril au sujet de la présentation du bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques, maintient l'objection du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) et déclare que le bill ne peut être présenté tant que la résolution n'aura pas été agréée par la Chambre, parce que les dispositions contenues en cette résolution servent de base au bill projeté.

La séance est levée.

### NOTE

1. M. Guertin (Hull) demande le vote, mais il ne recueille pas les appuis nécessaires pour un vote nominal, soit cinq députés, selon *L'Événement* du 4 avril 1935, à la page 9.



Séance du jeudi 4 avril 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 139 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

Le bill suivant est rapporté à la Chambre:

- bill 94 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 12 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 12 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Saisie et transfert  
d'actions**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 74 modifiant la loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant l'article 2182 du Code civil;
- bill 132 légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles-de-Caplan;
- bill 171 modifiant la loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement.

**Questions et réponses:**

**Route no 4,  
Montréal-Malone**

**M. Fisher (Huntingdon):** Relativement aux travaux de redressement et d'élargissement exécutés par la province sur la route no 4, Montréal-Malone, dans la ville de Huntingdon et dans le canton de Godmanchester, sur une longueur de 8,820 (sic) tel que défini dans le rapport du ministère de la Voirie, 1934, (pages 30 et 32):

1. Combien la province a-t-elle payé à date, pour l'exécution desdits travaux?

2. À combien s'élèvera le coût total desdits travaux?

3. Des soumissions ont-elles été demandées au sujet de tous et chacun desdits travaux?

4. À qui le ou les contrats ont-ils été accordés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. \$17,568.78.

2. À \$49,000 approximativement.

3. Oui.

4. Le contrat fut accordé à O'Connor Bros. en 1927, mais les travaux sur cette partie de la route avaient été suspendus, parce qu'il était question de changer le site à cet endroit. O'Connor Inc. exécutent maintenant les travaux sur cette partie de la route.

#### **Travaux de voirie, Pointe à Gatineau**

**M. Guertin (Hull):** 1. Le gouvernement a-t-il fait des travaux de voirie ou construit un mur de soutènement le long de la rivière Gatineau, dans la municipalité de Pointe à Gatineau, comté de Hull, depuis 1931?

2. Ces travaux sont-ils terminés?

3. Quelle longueur de mur ou de remplissage a été construit chaque année depuis 1931?

4. Combien ont coûté ces travaux chaque année?

5. Ces travaux ont-ils été faits par le gouvernement ou par contrat?

6. Si par contrat, des soumissions ont-elles été demandées?

7. Dans l'affirmative, quels étaient les soumissionnaires, et quel était le montant de leur soumission respective chaque année?

8. Le gouvernement fédéral a-t-il contribué pour aucune partie de ces dépenses, et dans l'affirmative pour quel montant chaque année?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. Non.

3. 4. et 5. De décembre 1931 à mars 1932: 1,584 pieds de quai et de remplissage, au coût de \$23,914.99. Ces travaux ont été faits par le département de la Voirie.

De janvier à avril 1933: 398 pieds de quai et 1,574 pieds de remplissage. Ces travaux ont été faits par la municipalité sous la surveillance du département de la Voirie. Celui-ci a payé les matériaux au coût de \$2,591.25.

De novembre 1933 à mars 1934: 1,116 pieds de quai et de remplissage faits par le département de la Voirie, au coût de \$11,034.18.

En 1934: construction du pont Moreau, 19 pieds x 14 pieds x 28 pieds, par le département de la Voirie, au coût de \$2,173.50.

Depuis février 1935: 580 pieds de remplissage fait en vertu d'un contrat accordé par le département de la Voirie, dont le coût au 1<sup>er</sup> mars 1935 s'élevait à \$3,060.64. Le gouvernement fédéral construit le quai.

6. Oui.

7. La Cie de Construction de Hull, Hull, \$22,634.37; J.-E. Audette, Hull, \$24,102.22; S.-O. Genest & Cie, Hull, \$24,397.65; Cie de Construction Hull et Gatineau, Hull, 25,527.35.

8. Oui.

Pour les travaux de 1931-32: \$11,957.48, soit 50 % de \$23,914.99, sous la loi du chômage.

Les travaux de 1933 ont été faits par la municipalité qui a payé la main-d'œuvre avec les argents reçus, pour secours directs, du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral.

Pour les travaux de 1933-34: \$1,728.76, à raison de \$0.50 par jour par journalier, sous la loi du chômage. Aucune contribution du gouvernement fédéral pour la construction du pont Moreau en 1934.

Le gouvernement fédéral ne contribue pas pour les travaux de remplissage de 1935, mais construit le quai.

#### **Explications sur des faits publiés:**

##### **Loi des concordats**

**M. Drouin (Québec-Est):** Hier, mercredi, lors du débat sur les concordats agricoles, les journaux disaient que seuls deux députés, le député de Hull (M. Guertin) et le député de Rouville (M. Barré), se sont levés pour demander le vote. Je tiens à dire que je me suis levé aussi, car je veux enregistrer mon attitude sur ce projet.

##### **Municipalisation de l'électricité**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'ai sur le *Feuilleton* de la Chambre, depuis longtemps, une motion pour que la Chambre se forme en comité plénier et étudie le rapport de la Commission Lapointe. On a dit que la législation serait basée sur ce rapport: alors,

pourquoi ne pas l'étudier tout de suite. Cette étude est nécessaire, avant que l'on songe à adopter une législation tirée de ce rapport. De plus, je voulais ainsi donner occasion au député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), qui a pris une part très active à la lutte en faveur de la réduction des taux, de participer à la discussion, de se faire entendre sur ce sujet, sur cette question qui a passionné l'opinion publique, ce qu'il ne peut faire à n'importe quel stage de la procédure.

Il veut savoir si on lui permettra de discuter sa motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une loi très importante puisqu'elle concerne l'électricité. Avant d'étudier ces résolutions, il y a cependant des études préliminaires à faire, avant le projet qui est actuellement soumis à la Chambre. Nous avons, dans cette province, des pouvoirs d'eau considérables. Il y a quelque temps, des compagnies de Québec ont obtenu le pouvoir de conclure des marchés avec l'Hydro ontarienne. La Beauharnois vend pour sa part 250,000<sup>1</sup> chevaux-vapeur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je suis obligé de soulever un point d'ordre. Je me demande si le chef de l'opposition a le droit de parler de tout cela maintenant. Il n'y a qu'un avis de motion devant la Chambre. Il n'y a pas lieu à un débat. Le chef de l'opposition pourra discuter sur le fonds de la question, lorsque la motion viendra devant la Chambre.

**M. l'Orateur:** Un député a toujours le droit de parler sur une motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Justement: c'est sur la motion du premier ministre que je parle. Nous avons le droit de discuter sur la motion. Il importe d'attirer l'attention sur la situation qui nous est faite au sujet des pouvoirs d'eau. Avant de discuter les résolutions, je voudrais savoir quelles sont les mesures que le gouvernement va adopter au sujet de la décision d'Ontario, pour que l'Ontario respecte les contrats. Je ne me prononce pas sur ces contrats, je veux connaître l'attitude du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** revient à la charge.

**M. l'Orateur** dit qu'il ne peut arrêter la discussion, à moins qu'on lui cite un article des règlements la prohibant.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous sommes rendus en Ontario.

**M. l'Orateur:** Il y a bien des choses à apprendre en Ontario.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que son attitude est connue au sujet de la Beauharnois. Il répète que la Beauharnois fut la première compagnie à être autorisée à exporter de l'électricité. Ensuite, on permit à la Gatineau Power, la McLaren Company et la Ottawa Valley Company de faire de même. L'autorisation faite à la Beauharnois d'exporter 250,000 chevaux-vapeur constituait la base sur laquelle les fonds pour le développement de la Beauharnois furent obtenus. C'était la base pour la vente des obligations.

Je comprends que le gouvernement ontarien est intervenu dans les contrats entre l'Hydro Ontario et les quatre compagnies québécoises. Je veux savoir quelles mesures le gouvernement entend prendre en ce qui concerne ces 250,000 ou 300,000 chevaux-vapeur exportés en Ontario. Or, le gouvernement d'Ontario présente une loi. En vertu de ce projet de loi, cette électricité doit retourner sur le marché québécois. Quelles mesures seront prises, si le gouvernement ontarien ne respecte pas les contrats conclus entre l'Hydro Ontario et ces compagnies? On m'informe que leurs obligations en ont grandement souffert. Je ne me prononce pas sur l'attitude adoptée par le gouvernement ontarien. La Chambre connaît très bien mon opinion à ce sujet. Je crois qu'avant d'amorcer l'étude des enjeux reliés à l'électricité, la Chambre devrait connaître quelle position le gouvernement entend prendre, quant à cette importante question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
J'ai fait motion pour fixer à la prochaine séance l'étude d'une résolution. Il n'y a qu'un avis de motion devant la Chambre. Le chef de l'opposition veut connaître la position que le gouvernement prendra concernant certaines questions relatives à l'électricité faisant l'objet de discussions en Ontario. Je ne sais pas ce que nous allons faire pour la bonne raison que je ne sais pas ce qu'Ontario va faire. Je vois dans les journaux que les compagnies sont entrées en pourparlers avec l'Ontario. Le gouvernement a déposé devant la Législature ontarienne une mesure visant à annuler certains contrats entre l'Hydro Ontario et quelques compagnies. Quoi qu'il en soit, le premier ministre Hepburn a fait savoir qu'il souhaitait se pencher sur la question. Il est donc

prématuré, à l'heure actuelle, d'affirmer quoi que ce soit. Je crois qu'il serait sage d'en attendre les résultats qui tourneront peut-être de telle façon que nous n'aurons pas à intervenir. Peut-être sera-t-il possible d'en arriver à un arrangement.

Quant à la demande du député de Québec-Est (M. Drouin), je réponds ceci: le rapport Lapointe est sur la table et nous aurons le droit de nous en servir au cours de la discussion, pour tous les bills de l'électricité. Nous les considérerons ensemble.

**M. Drouin (Québec-Est):** Nous aurons le droit de référer au rapport?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais, certainement, nous ferons d'ailleurs la même chose.

**M. Drouin (Québec-Est):** Très bien, alors.

**M. Guertin (Hull):** Comme cela, l'honorable Orateur (M. Bouchard) aura le droit de parler? (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Certainement. Puisqu'il est l'orateur, il a le droit de parler. S'il s'appelle comme ça, c'est le moins qu'il ait le droit de parler.

La motion est adoptée.

#### **Loi pour promouvoir le retour à la terre**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, pour promouvoir le retour à la terre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Que le montant pour les acquisitions de certains immeubles considérées être dans l'intérêt de la colonisation dans toute localité, lesdites

acquisitions étant autorisées en vertu des paragraphes 1 et 3 de l'article 2 de la loi 22 George V, chapitre 41, tel que modifiée par la loi 23 George V, chapitre 28, section 1, sera fixé à la somme maximum de trois cents dollars, dans chaque cas, tel que prévu par la loi qui accompagne la présente résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il me semble que le ministre aurait pu présenter toutes ses lois ensemble, ce qui aurait fait perdre moins de temps.

Le présent amendement est pour permettre au ministre de mettre jusqu'à \$300 pour acheter, aux fins de colonisation, une terre vendue pour taxes municipales. C'est trop et on devrait s'en tenir à \$100.

**M. Guertin (Hull):** Je suis heureux de voir que le gouvernement présente ce projet de loi. J'ai protesté lorsque le gouvernement ne voulait, il y a trois ans, dépenser seulement \$100. Avec \$300, le gouvernement va pouvoir acheter de très bonnes terres. La loi pourra avoir de bons effets dans l'ouest de la province. Je crois que cette motion devrait être adoptée à l'unanimité de la Chambre.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Cette loi a été passée par M. Laferté en 1932: Une loi par laquelle il pouvait acheter une terre pour la colonisation à condition que le prix de cette terre ne soit pas supérieur à \$100. Cette loi a été amendée deux fois pour réduire à 4 mois le délai de rachat dans le cas des ventes au shérif et pour permettre aujourd'hui l'achat de gré à gré. Quel a été l'effet de cette loi? Avec ce système, les terres retombaient dans le domaine de la couronne et on les donnait aux colons qui avaient ainsi à coloniser une terre non entièrement boisée. Les colons avaient, de par la loi, cinq ou six ans pour rembourser le gouvernement, et toutes les terres qui ont été ainsi achetées ont été revendues au colon au prix ordinaire du billet de location.

**M. Guertin (Hull)** demande des précisions sur le prix d'achat et de revente.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le gouvernement achetait les terres à \$100 ou moins et les revendait \$30.

Par le nouveau bill, le gouvernement pourra acheter des terres et y déboursier \$300 par terre. En 1932, le gouvernement a acheté 12 terres, en vertu de cette loi, et 236 en 1933. Jusqu'à date, 430 terres, en

tout, ont été achetées en vertu de cette loi du conseil municipal, ou du conseil de comté. Les achats ont lieu aux ventes par le shérif, au conseil de comté.

Partout où je suis allé, on m'a demandé s'il n'y aurait pas moyen de réviser la loi de façon à permettre au ministre d'avoir la latitude de payer un peu plus cher pour les terres grevées, de façon à pouvoir en acheter plus. Si l'on ne demande pas plus cher au colon pour la terre grevée, même si elle nous coûte plus cher à nous que \$30, c'est parce que, dans la plupart des cas, la différence entre le prix d'achat et le prix de vente est minime. D'ailleurs, nous sommes heureux de faire ce sacrifice pour aider à la colonisation.

Jusqu'ici, nous n'avions pas le droit de payer plus de \$100 pour ces terres: nous voulons pouvoir aller jusqu'à \$300. Le chef de l'opposition dit que je suis en retard, mais lorsque j'ai présenté la loi, il y a quelques semaines, j'ai parlé de ces amendements. Le système que nous voulons adopter est très ingénieux. En achetant une terre pour les taxes, on la libère de taxes et ces terres sont revendues aux colons pour le prix normal et régulier des lots de colonisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi présente des injustices, en ce sens qu'elle enlève au créancier comme au débiteur, lorsque la terre est ainsi achetée par le gouvernement, le droit de rachat dans les deux années qui suivent. Le Code municipal a toujours reconnu que lorsqu'une propriété était vendue pour taxes, le propriétaire avait deux ans pour la racheter. C'est un privilège normal et naturel. La loi du gouvernement enlève ce privilège au propriétaire. Ce délai a été réduit en effet à quatre mois. Ainsi donc, le gouvernement profite de la situation infortunée des cultivateurs mal en point pour obtenir leur terre à un prix infime, sans que ces derniers puissent reprendre leur propriété, comme ils en auraient le droit, si l'acheteur n'était pas le gouvernement. C'est là faire de la colonisation injuste; c'est spéculer sur la misère. Est-il un homme raisonnable qui puisse penser qu'un colon gagne sa vie et celle de sa famille sur une terre qui ne vaut que \$300?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le chef de l'opposition se montre injuste envers moi. Il devrait savoir que, pour se porter acquéreur d'une terre, le gouvernement n'est pas obligé d'attendre deux ans, mais seulement quatre mois. Autrement, cette loi n'aurait aucun résultat pratique. D'ailleurs, chaque fois que nous voulons faire quelque chose

pour la colonisation, le chef de l'opposition s'oppose; il est toujours mécontent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai toujours demandé une politique de colonisation qui offre des garanties, comme c'était mon devoir de le faire.

Et puis il resterait à déterminer si cette politique du ministre donne des résultats vraiment sérieux.

Règle générale, ces terres sont vendues au conseil de comté pour deux raisons: soit que le cultivateur n'ait pu réussir à vivre sur la terre, parce que celle-ci était trop pauvre et stérile, et alors pourquoi y envoyer un colon qui sera encore plus mal placé que le cultivateur; soit parce que le spéculateur qui a un lot, ou un marchand de bois, y a coupé toute la production de bois, et qu'il laisse aller le lot pour ne pas payer inutilement les taxes municipales pendant 50 ans.

Dans la plupart des cas, ces terres ne sont guère praticables. Car il est oiseux de prétendre qu'on va acheter une bonne terre pour \$100 ou \$300.

Si ces terres sont bonnes et que le cultivateur doive les abandonner, pourquoi au lieu de le dépouiller, le gouvernement ne lui aide-t-il pas à rester sur sa terre?

Cette loi est une loi d'élection, loi par laquelle on pourra acheter de gré à gré, des terrains dénudés et stériles. On fera du patronage, et de la politiquerie. Et la preuve est que, depuis trois ans, on n'a pu rien faire de vraiment sérieux avec cette loi.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Seul le chef de l'opposition a élevé des plaintes contre la loi. Il est le seul dans son parti et dans toute la province à critiquer la bonne volonté du gouvernement et son désir d'agir, quant à la colonisation.

D'ailleurs, pourquoi confondre volontairement les choses? Ce ne sont pas des cultivateurs que nous mettons sur ces terres, mais des colons qui bénéficient de primes de labour, de défrichement et de toutes sortes d'octrois. Pour cela, il faut d'abord que ces terres redeviennent terres de la couronne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande s'il est vrai que le ministre est tellement dans sa tour d'ivoire qu'il ignore les lettres de protestations au sujet de la colonisation. Même les autorités ont protesté contre l'impraticabilité de son plan.

Si les cultivateurs n'ont pas pu vivre sur les terres que l'on veut acheter, les colons n'y vivront pas davantage.

Il parle de mouvement de colonisation électoral, de gouvernement esclave des marchands de bois. Il dit que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) ne sait pas faire de distinction entre un cultivateur et un colon.

Le ministre dit qu'il va acheter les terres sur lesquelles le cultivateur ne peut pas vivre. Qui va payer les rentes? demande-t-il.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Lesquelles?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne sait pas cela!

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Depuis qu'il est question de colonisation ici, le chef de l'opposition a passé son temps à faire des personnalités: je ne veux pas lui répondre et je lui laisse à lui seul tout l'odieux de son attitude malheureuse qu'il prend. Quant à lui, il est de son devoir de se conduire proprement et de ne pas répondre aux personnalités, à des injures. Le chef de l'opposition est le seul, dit-il, à faire des insinuations et à croire que le ministre de la colonisation est incompetent. Je ne suis pas un lâche, mais je veux, comme ministre me conduire proprement et ne pas le suivre sur son terrain. La politique que nous avons est une politique admise par tous. Pas un seul journal, même conservateur, n'a fait pareille insinuation. Si le chef de l'opposition critique la politique de colonisation, c'est qu'elle répond à tous les besoins, aux désirs de toute la province.

On ne voit pas d'autre solution à la crise et je crois, moi, que c'est la seule rationnelle: déverser le trop-plein des villes dans les campagnes. Cela, le chef de l'opposition ne veut pas l'admettre. Il argutie, il parlemente et il retarde notre travail. Aucune lettre de protestation n'a été reçue. Les gens veulent que nous fassions de la colonisation. J'ai conscience de servir ma province, et ce ne sont pas les critiques du chef de l'opposition qui nous empêcheront de le faire. Le chef de l'opposition est injuste.

Il ne veut pas aller plus loin, dit-il; il a la province derrière lui. Je laisse au chef de l'opposition l'odieux de son attitude, et la province le jugera.

(Longs applaudissements à droite)

Son adversaire veut faire de l'argutie avec la question de la colonisation, dit-il.

Le chef de l'opposition saura que, depuis que je suis à la tête du département, j'ai su ce que c'est que la colonisation. Le chef de l'opposition, lui, n'a pas eu le courage de se présenter au congrès, quand il

était à son bureau du parlement. Il est resté tranquillement chez lui, seul à faire de la politique. Nous étions là trois cents à travailler et lui, se foutait, comme il le dit, de nos travaux de colonisation. Il continuait à faire de la petite politique. Il se ménageait pour aller exposer ses principes au Lac-Saint-Jean.

Le chef de l'opposition dit que je ne connais rien à la terre. Je sais ce que c'est que l'agriculture et la colonisation, parce que jusqu'à l'âge de 18 ans, j'ai travaillé, vécu sur la terre, moi. Le chef de l'opposition ne peut pas en dire autant. Je peux parler de choses mieux que lui.

Les 430 terres qui ont été achetées sont toutes patentées. Le colon n'est pas dans la même situation que le cultivateur. Le colon sur ces terres aura le même avantage que les autres: primes de défrichement, de labour, etc.

Il me demande quelle est la différence entre le colon et le cultivateur? La différence qu'il y a entre un cultivateur et un colon, c'est que celui-ci a besoin de l'aide du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il fera du défrichement sur les vieilles terres?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Oui, le chef de l'opposition, qui est bien savant, ignore que les vieilles terres, parce qu'elles ont été patentées, ne sont pas entièrement défrichées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre s'est adressé des éloges et il a donné comme seul argument que les terres achetées appartenaient autrefois à des colons. Comment donc d'autres colons pourront-ils y vivre? Les colons ont été tellement maltraités qu'ils sont obligés de laisser vendre leurs terres pour taxes. Le gouvernement, à leur place, la remet à d'autres colons: c'est cela le retour à la terre. Le ministre dit que mon attitude est odieuse.

Il se fiche, déclare-t-il, de l'opinion qui considère odieuse la lutte d'un patriote en faveur du colon. J'aime mieux défendre ici les droits du colon que de présenter une loi odieuse comme celle du ministre.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Vous ne comprenez pas!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre parle souvent du congrès. Comme il en parle

souvent! Croit-il faire oublier les lacunes, la négligence coupable du gouvernement? Croit-il faire oublier les pitons du gouvernement? On en parle pour se dispenser de parler des colons de Laferté qui pataugeaient dans la boue, alors que les officiers du département de la Colonisation les volaient et alors que le ministre de la Colonisation banquetait. Pendant ce temps-là, le chef de l'opposition se battait. Il n'est pas de ceux qui croient que la colonisation se règle autour d'une table de banquet. Croit-il que c'est avec un banquet de \$800 que le gouvernement va donner à manger aux colons? L'opposition réclame des réformes.

Il (M. Duplessis) parle de l'attitude anti-patriote du gouvernement et regrette que les règlements de la Chambre l'empêchent de la qualifier justement. Il ne lui aurait rien servi d'aller au congrès et essayer de faire adopter des mesures que le gouvernement avait repoussées antérieurement. Nous qui connaissons la conduite du gouvernement, nous n'avions pas le droit d'assister à son congrès, et encore moins d'aller à son banquet.

Le père du ministre était cultivateur et lui-même a travaillé sur la terre jusqu'à 18 ans. M. le président, je regrette de parler de moi: ma famille a vécu sur la terre et elle y est encore. Moi aussi, j'ai été élevé sur une terre dans Yamachiche. Mon père fut cultivateur avec son père jusqu'à l'époque où il entra au collège. Cultivateur, je le suis de cœur et d'âme, et je suis tout dévoué à cette classe pour laquelle nous nous battons. Pendant 45 ans, j'ai vécu au milieu des cultivateurs, et j'ai eu l'appui des campagnes de Trois-Rivières comme celui de la population urbaine.

Il soutient que la lutte de l'opposition est celle du cultivateur et du colon. Combien le ministre va affecter pour l'achat des lots de cimetière?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** La loi que nous amendons présentement a été votée en 1932, et je crois même que le chef de l'opposition a voté en faveur. Eh! bien, le chef de l'opposition laisse passer les résolutions sur division, lorsqu'il ne veut pas enregistrer son vote. Je vais relever les procès-verbaux.

Il cite les procès-verbaux de la Chambre pour la séance en date du 9 février 1932. Il y est dit: la Chambre se divise et vote.

Le chef de l'opposition fait du drame et voilà pourtant que, d'après les procès-verbaux du temps, la Chambre a accepté la motion sans vote. Montrez-moi donc le vote. Prouvez-moi donc que vous avez voté contre la loi que le gouvernement a présentée. Si vous voulez être sérieux et ne pas faire d'arguties,

montrez-moi votre vote. Où est-il? Le chef de l'opposition est le seul à faire de la politique avec la question de la colonisation, à protester contre nos lois de colonisation, dans cette Chambre comme ailleurs. Il est le seul mécontent! Qu'est-ce que vos ancêtres politiques ont fait pour la colonisation?

*Le Journal*, probablement inspiré par le chef de l'opposition, a dit que depuis la Confédération une somme de seulement \$7,000,000 a été donnée à la colonisation. Ce n'est qu'une moitié de la réponse. De 1920 à 1932, à part les \$7,000,000 dépensés de 1867 à 1920, de 1920 à 1932<sup>2</sup>, le gouvernement, par M. Perrault et M. Laferté, a dépensé \$23,000,000.

Le chef de l'opposition dit que nous payons nos primes avec des pitons. C'est faux! Je tiens à lui déclarer que le gouvernement n'a jamais payé une seule prime avec des pitons.

(Applaudissements à droite)

Ce que nous avons fait? Nous avons fait comme le gouvernement fédéral, qui a institué les secours directs. Ce qui a été payé avec des pitons, ce sont les secours directs que le gouvernement d'Ottawa, le gouvernement que le chef de l'opposition a supporté, a forcé le gouvernement de Québec à payer avec des pitons. Ce fut la même chose en Ontario et ailleurs.

Lorsque vous avez dit dans vos campagnes que le gouvernement avait payé ses primes avec des pitons, vous n'avez pas dit la vérité.

(Applaudissements)

S'il a voté, dit-il, contre la motion du chef de l'opposition l'an dernier au sujet de la colonisation, c'est qu'elle constituait une motion de non-confiance à l'adresse du gouvernement. C'est pourquoi il a voté contre. Il ajoute qu'il est aussi digne que le chef de l'opposition de siéger en Chambre.

Si le chef de l'opposition était sincère, il serait venu au congrès de colonisation, comme les autres adversaires du gouvernement. Mais, ils n'ont pas voulu faire de politique avec cette question, eux! Lui, le seul patriote, le seul vertueux il était dans son bureau et ne se montrait pas. Qu'il cesse donc ses manœuvres pour voter enfin ces résolutions qui aideront les colons. Si les députés croient que le gouvernement doit poursuivre sa politique de colonisation, je leur demande, dit-il, d'adopter les résolutions. J'ose espérer, M. le président, que je n'aurai pas à faire ces déclarations tous les jours.

(Longs applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'a rien répondu au sujet de la colonisation. Le ministre a tenté de se défendre. Quel succès! Il a dit

que les conservateurs n'ont pas fait de colonisation de 1867 à 1897. C'est le ministre actuel de la Voirie qui a découvert la colonisation! Nous n'avons pas à secouer la poussière du passé, nous, pour nous grandir: nous ne violons pas les tombeaux des grands hommes, nous, pour nous couvrir de leur gloire, comme le chef du ministre de la Colonisation qui a vilipendé des hommes publics de leur vivant pour leur adresser des éloges après leur mort. Ce que nous voulons, c'est secouer la poussière du fanatisme et du favoritisme qui aveugle le gouvernement et le ministre de la Colonisation.

Il dit que son adversaire a oublié de souligner que les revenus n'étaient que de deux millions à l'époque dont il a parlé et qu'ils sont aujourd'hui de \$48,000,000. De plus, les taxes ont augmenté de 200 % à 300 %.

Le ministre devrait connaître les règlements de la Chambre. L'ancien vice-président de la Chambre devrait savoir que c'est le chef de l'opposition qui a réclamé la division, lors de la loi de 1932. Il devrait savoir que lorsqu'un projet de loi passe sur division, c'est l'opposition qui divise.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Avez-vous voté contre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai enregistré notre protestation et notre division.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Montrez-moi votre vote.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais vous montrer mon discours du 9 février 1932.

Il lit un compte rendu de la séance du 9 février, dans un journal.

Est-ce que je ne disais pas déjà, en 1932, ce que je dis aujourd'hui? Si le ministre connaissait les règlements de la Chambre, il saurait ce que ça veut dire, lorsqu'une loi est passée sur division. Il faut afficher, continue-t-il, une audace inqualifiable pour venir prétendre que j'ai voté contrairement au sens de mes paroles.

Le ministre est content parce que le gouvernement paye avec des pitons. Le ministre est content parce que le gouvernement a retardé, pendant dix mois, de payer les primes aux colons au montant de \$440,000. Le ministre est satisfait de cela. À toutes les accusations il répond par les mots congrès et banquet. Le ministre peut rester avec son idée fixe du congrès, mais qu'il donne la garantie que sa politique sera sage.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** déclare qu'il aime autant violer les tombeaux que salir les vivants. Il répète ses arguments.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève une série de points d'ordre.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** dit que son prédécesseur s'est aperçu à un moment donné qu'il manquait de l'argent pour les primes. Aussi, il a fait voter \$448,000 dans le budget supplémentaire, et toutes les primes en retard ont été payées.

Les procès-verbaux sont là. Que le chef de l'opposition me montre son vote! Il a parlé contre la mesure, mais qu'il me prouve qu'il a voté contre. Non: il n'a pas eu le courage de voter contre. N'importe quel député pourrait prétendre aujourd'hui qu'il était contre la loi. Je répète que jamais une prime n'a été payée avec des pitons. Les pitons ont été donnés pour les secours directs inventés par les amis politiques du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai constaté que le ministre a apporté à ce débat la même honnêteté extraordinaire qu'il a apportée au débat précédent. Il nous a prouvé, cet après-midi, qu'il attache beaucoup plus d'importance aux votes qu'à la colonisation. Il semble avoir été nommé ministre pour les votes. Le ministre est un ancien vice-président de la Chambre, et il n'a pas le droit d'interpréter à son gré les procès-verbaux, de dire que le chef de l'opposition n'a pas voté contre la loi. Il a la mémoire courte et on lui cite les journaux. Il devrait être satisfait. Qui est-ce sinon l'opposition, qui a demandé la division, lors de l'adoption de la loi précitée? On aurait pu passer des mandats spéciaux pour les colons tout autant que pour les animaux de la ferme de Charlesbourg.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** J'ai dit que le chef de l'opposition a parlé contre la loi et n'a pas voté contre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'a pas le droit d'affirmer cela. Il n'a pas le droit de dénaturer les faits.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Vous n'avez voté ni pour ni contre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai voté contre!

Il ajoute qu'il a protesté contre la loi et le gouvernement dont le ministre de la Colonisation est le plus bel exemple, dit-il.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je répète que si le chef de l'opposition avait été sincère, il serait venu au congrès.

Il lui reproche d'être venu au parlement, sans entrer dans le café du parlement où se tenait le congrès. Pourquoi n'est-il pas venu faire ses suggestions?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En temps et lieu, nous donnerons de nouvelles preuves du manque de sincérité du gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le chef de l'opposition était allé audit congrès de colonisation, et s'il avait suggéré les amendements et améliorations qu'il a proposés depuis la discussion des bills, le ministre les aurait-il acceptés?

Si ces suggestions sont bonnes, au point que le congrès les eût endossées, pourquoi le ministre les refuse-t-il? Sinon, de quoi se plaint-il? Le chef de l'opposition a multiplié les suggestions, séparation du département des Terres d'avec le département de Colonisation; classification des sols et des terres dans toute la province; plan d'ensemble sur de nombreuses années, organisé sur des bases logiques, etc. Mais le ministre les a rejetées.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** affirme que son plan sépare les domaines de la colonisation et des terres, et qu'on y pourvoit à la classification.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** revient sur les \$444,000 de pitons donnés aux colons et non payés, d'il y a deux ans.

Ces sommes étaient dues bien avant la session, contrairement à ce qu'affirme le ministre. Ce dernier a prétendu que ces comptes ne pouvaient être payés pendant la session, par mandats spéciaux, parce que la chose est défendue, pendant la tenue de la session. Tout d'abord, cette somme était due et échue depuis longtemps, et le gouvernement avait droit de la payer à même le fonds consolidé du revenu, n'importe quand.

En plus, si le ministre était en Chambre et s'il a voulu se renseigner, il a pu constater qu'à trois reprises, le chef de l'opposition s'est levé et a offert au premier ministre et au ministre de la Colonisation de suspendre tous les règlements de la Chambre et de

voter en cinq minutes la somme nécessaire, à condition que les colons fussent payés immédiatement. Le gouvernement a refusé. Les colons n'ont été payés que deux mois et demi plus tard, et le chef de l'opposition avait voté les crédits sans délai, à condition que les colons fussent payés dans les trois semaines et que le ministre avertirait le chef de l'opposition. Effectivement, le ministre a téléphoné pour dire qu'il avait payé les pitons.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il n'y en avait pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y en avait et, si le ministre ne connaît pas ce qui s'est passé dans son département, ce n'est pas la faute du chef de l'opposition.

Combien le gouvernement a l'intention de dépenser pour acheter ces terres?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Cela dépendra du nombre de terres qui seront vendues.

**M. Lapointe (Wolfe)** veut faire des remarques.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** ajourne le débat.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Charte de Saint-Lambert

**M. Béïque (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Béïque (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**William-Robert Caron**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Route Tapani-Chibougamau**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain): Que cette Chambre exprime l'opinion que le gouvernement devrait entreprendre aussitôt que possible la construction d'une route entre Tapani et Chibougamau, afin de relier directement la région de Chibougamau à la ville de Montréal et de favoriser ainsi le développement de la colonisation, des mines, du commerce et de l'industrie en cette partie de notre province.

Je crois que ma motion sera d'autant mieux crue que la construction de cette route pourrait, actuellement, procurer beaucoup de travail.

La région de Chibougamau est située sur le versant nord du plateau Laurentien, au nord-ouest de Montréal. Entre Landrienne, dans l'Abitibi, et Chibougamau, il y a un bassin de 30,000 milles carrés où on trouve une dizaine de millions d'acres de terres arables, des chutes hydrauliques capables de produire 2,000,000 de chevaux-vapeur, des mines d'or, de cuivre, des gisements de radium, etc. Dès 1904, le discours du trône en faisait mention. On pourrait y établir 20,000 familles de cultivateurs, soit environ 200,000 habitants. Ce pays, merveilleux est situé actuellement dans le comté de l'Abitibi, avec chef-lieu à Amos, au nord de Mont-Laurier.

Il y a donc intérêt et bon sens à relier au plus tôt cette région à Montréal. Et la Chambre de commerce de Montréal, le 3 avril dernier, adoptait une résolution pour demander la construction de la route en question.

Cette région présente des avantages exceptionnels pour le développement industriel, minier et commercial. Cela ouvrirait un nouveau marché pour les produits agricoles et contribuerait au développement minier de toute la province. La construction du chemin permettrait d'y employer des chômeurs, d'y établir des colons et des ouvriers en mines. Le meilleur moyen de parer au chômage

serait de compléter notre réseau routier pour relier nos centres industriels et commerciaux aux régions les plus prometteuses.

S'il fallait un jour se séparer des autres provinces, si jamais le Québec doit constituer une entité politique et économique indépendante du reste du pays, il y a là un territoire qu'il faudrait pourvoir des routes nécessaires, les plus étendues et les plus modernes.

Je ne voudrais pas faire une prédiction, mais je vois le jour où il nous faudra, bon gré mal gré, nous séparer des autres provinces, surtout si le fédéral continue à nous traiter ainsi qu'il le fait depuis quelques années.

**M. Authier (Abitibi):** Je ne voudrais pas discuter s'il vaut mieux construire une route Chibougamau-Lac-Saint-Jean ou Chibougamau-Montréal, mais je voudrais dire un mot en faveur de la motion du député de Laurier, parce que cette route traverserait l'est du comté d'Abitibi.

En effet, il y a là une région des plus intéressantes qui se rattache à l'Abitibi qui constitue une province plutôt qu'un comté. Cette région est très riche surtout par son sous-sol, et les mines y progressent considérablement. Tout le district est appelé à un développement industriel considérable. Il y aurait sûrement avantage à construire la route vers Montréal qui semble le débouché naturel de l'Abitibi. Tout le développement minier de cette région dépend du développement de ses voies de communication.

**L'honorable M. Moreau (Roberval):** Le découvreur de la région du Lac Saint-Jean fut un Jésuite, le Père Jean DeQuinn, en 1647. Le gouvernement de la Nouvelle-France, en 1681, y envoya un autre Jésuite, le père Claude Dablon avec le Sieur de la Vallière et cinq soldats qui se rendirent jusqu'aux bords de la Baie d'Hudson et ramenèrent quelques sauvages.

Cette partie nord de la province est grande, j'oserais dire, comme toute l'Europe, mais non pas encore toute connue. Il y a des richesses forestières très considérables, de magnifiques pouvoirs d'eau qui rendront dans un avenir probablement rapproché, de grands services pour l'exploitation des mines. Ces richesses naturelles intéressent de plus en plus les gens qui pénètrent dans cette région. Et d'après les rapports que nous avons, il y a au nord de chez nous une grande étendue de bonne terre à culture dans les cantons Crémahé, Argenson, Bochart, Lorne, Denault, Algremon, Mignault, Ducharme et autres dans le comté de Roberval.

Le pays est généralement ondulé. Il est bien boisé de bois de pulpe, et il offre des pouvoirs d'eau importants et renferme beaucoup de terrains cultivables. Le climat est favorable. Il y a déjà plusieurs années que des hardis explorateurs pénétraient dans cette région du Nord avec beaucoup de difficultés, car il n'y avait pas l'aéroplane.

Il y a 25 ans, Chibougamau commença à attirer l'attention du public, comme région minière, peu après les deux expéditions de M. Peter McKenzie durant l'été 1903. La nature des échantillons rapportés à Québec par McKenzie provoqua un tel intérêt qu'il fut décidé d'envoyer M. J. Oblaski, alors surintendant des mines de la province de Québec, pour faire un examen officiel et un rapport de ces découvertes, et aussi pour s'enquérir des ressources minérales des régions environnantes. À la fin de l'été de 1904, Oblaski, accompagné de McKenzie, visita donc le district de Chibougamau et fit un examen sommaire de principales découvertes. C'est pendant cette expédition que l'on trouve la bande de quartz aurifère connue depuis comme mine d'or McKenzie.

Le rapport Oblaski, daté de février 1905, fut assez favorable pour engager d'autres explorateurs et des travaux de recherches. À la suite de ces découvertes, et probablement du rapport optimiste d'Oblaski, on organisa la Chibougamau Mining Company Limited, dont le bureau de direction envoya M. John E. Hardmann de Montréal, pour faire un rapport sur les gisements d'amiante, d'or et de cuivre. Plus tard, en 1910, le premier ministre du temps, Sir Lomer Gouin avec le ministre des Mines, l'honorable Chs. Devlin, décidèrent, sur la recommandation du nouveau surintendant des Mines, M. Théo. Denis, d'envoyer de nouveaux experts.

Cette nouvelle expédition se composait donc du Dr Alfred-E. Barlow de l'Université McGill de Montréal, M. J.-C. Gwillim, ingénieur minier de l'Université Queen de Kingston et M. E.-R. Faribault, membre de la Commission géologique du Canada, ayant comme aides MM. Valiquette, Murrill, Eugène Poitevin, M. A.-O. Dufresne, aujourd'hui surintendant ou commissaire des mines et Théodore Lefebvre. Plus tard des prospecteurs ont voulu travailler d'une manière plus considérable. Ils ont pris le moyen qu'avait commencé la Hudson Bay Company, de transporter en hiver avec les chevaux des provisions en assez grande quantité, et cela a été fait pendant plusieurs années. Il n'y avait alors ni chemin, ni portage, excepté un chemin d'hiver bien rudimentaire d'un lac à l'autre. Ces gens partaient en grande caravane avec 20 ou 25 chevaux, avec des

tentes pour les hommes comme pour les chevaux et ils montaient d'étape en étape avec des milliers de livres de provisions qui coûtaient aux prospecteurs \$7.00 du cent livres et même plus.

Il y a cinq ou six ans, en 1928 ou 1929, le département des Mines faisait faire le débarras d'un chemin d'hiver pour aller à Chibougamau. Dans la même année, une tentative a été faite pour monter des provisions avec des tracteurs, mais cela n'a pas été possible pour plusieurs raisons, premièrement, chemin fait trop à la hâte, deuxièmement, glace trop faible sur les lacs pour porter les tracteurs et en troisième lieu, trop grande quantité de neige. Depuis lors, un nouveau système a été établi, c'est-à-dire depuis quelques années, on transporte hommes et provisions par avions.

Il y a eu plusieurs découvertes de faites et depuis assez longtemps, mais surtout depuis deux ans, les découvertes ont prouvé qu'il y a là un champ minier très étendu et de grandes forêts, comme je le disais au début. Nous savons que de grosses compagnies minières ont des découvertes de faites, et elles ont maintenant la preuve qu'il y a avantage à faire de l'exploitation. Il y a présentement 46,254 acres de titres miniers enregistrés, dont 8,320 sous permis d'exploitation, 2,779 acres sous concession minière. Un grand avenir se prépare pour cette région.

Avec toute cette importance que prend la région du Nord, nous avons demandé, nous des districts Chicoutimi et Lac Saint-Jean, à deux ou trois reprises, au ministère des mines, un chemin du Lac Saint-Jean à Chibougamau. L'automne dernier, l'honorable ministre des Mines a bien voulu acquiescer à notre demande pour un tracé qui est à se faire actuellement. Nous espérons que le rapport sera remis vers la mi-avril. D'après les nouvelles que nous en avons à date, nous sommes certains que le rapport sera favorable. De plus, il est à faire dans le moment, deux tracés, pour une certaine distance, dont l'un part de Notre-Dame-de-la-Dorée et l'autre par Normandin-Saint-Thomas Didyme. Le dernier monte en longeant la grande rivière Achouapmouchouan, pour aller rejoindre l'autre tracé, au sud du grand lac Chibougamau.

Le point le plus intéressant de cette discussion, c'est certainement celui qui concerne l'avenir de la province. Nous avons de grandes espérances de fondées, pour ce qui concerne nos mines, et nous avons la preuve que nous possédons beaucoup, et nous avons raison de présumer que nous n'avons qu'une bien faible partie de notre région minière de connue; car cette zone minéralisée de la

division des eaux du nord de la Baie d'Hudson avec celle du sud du Saint-Laurent, n'est pas à moitié explorée; car il s'agit de jeter un coup d'œil sur la carte de cette province pour constater que cette même zone de la hauteur des terres traverse jusqu'à la côte du Labrador.

M. l'Orateur, la position de la région que j'ai l'honneur de représenter a grandement raison de fonder des espérances sur nos régions voisines du Nord. Elle a aussi raison de demander cette voie de communication, sans vouloir enlever à personne ni à aucune région ce qu'elle a le droit d'avoir. Nous croyons réclamer notre droit, nous basant toujours sur les perspectives de développement futures, pour l'avenir de notre région du Nord, qui a été des plus intéressantes et qui l'est encore, la région du Lac Saint-Jean, et qui est, de plus, certainement la sortie naturelle, afin de participer aux principaux avantages que nous considérons. Notre population la réclame tellement, bien que depuis quelque temps je reçois tous les jours quantité de lettres, de requêtes, de résolutions de municipalités, conseils de comtés, Chambre de Commerce, etc.

Nous savons tous que nous avons cette belle rivière du Saguenay qui monte, avec une eau profonde, jusqu'à la Baie des Ha! Ha!, Port-Alfred, Saint-Alphonse et Saint-Alexis, et jusqu'à Chicoutimi. Nous avons déjà des gros pouvoirs d'eau d'harnachés qui fournissent des quantités considérables d'énergie électrique, qui peuvent se doubler et même se tripler très facilement. Avec autant d'énergie électrique, je dis que c'est un avantage précieux pour l'installation d'une raffinerie smelter, aussi bien comme pour l'électrification d'un chemin de fer qui pénétrera un jour, non seulement jusqu'au lac Chibougamau, mais peut-être jusqu'à la Baie James, afin de donner l'avantage à notre province de tirer profit de ces immenses et riches forêts du Nord, ainsi que de nos mines encore inconnues.

Je conclus donc en demandant à l'honorable ministre de la Voirie, au nom de toute la population de ma région, de nous tendre une main secourable, car, je le répète, ce sera en autant que nous aurons une voie de communication, une planche de salut pour la population du Lac-Saint-Jean.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Je félicite les deux orateurs que nous venons d'entendre, mais je ne puis seconder leur demande. J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours du Dr Poulin demandant au gouvernement d'entreprendre aussitôt que possible la construction d'une route entre Tapani

et Chicoutimi, afin de relier directement la région de Chibougamau à Montréal et cela pour différentes raisons tel que colonisation, mines, etc. Ne soyez pas surpris si le député du Lac Saint-Jean se lève pour combattre cette motion.

Je savais que Montréal était la métropole du Canada, mais je ne savais pas que c'était le monopole de tout, même de ce qui appartient aux autres parties de la province. Je savais que Montréal venait d'imposer de grosses taxes, mais je ne m'attendais pas à ce qu'elles s'étendent jusqu'à Chibougamau. Le député de Laurier (M. Poulin) prêche pour son clocher, même s'il a une mauvaise cause, et je ne serais pas surpris qu'il soit mal renseigné sur le débouché réel de Chibougamau. Depuis 30 ans, il est reconnu que le débouché réel et naturellement le plus court et le plus avantageux est celui du Lac Saint-Jean, d'autant plus que si Montréal est obligé de venir en aide à sa grosse population, il n'est pas moins vrai que d'autres parties de la province ont aussi une bonne population qui réclame un traitement juste et équitable. De l'autre côté des Laurentides, la région de Chicoutimi-Lac Saint-Jean compte au-delà de 130,000 de population, cultivateurs, ouvriers, professionnels, etc.

Notre région est une région agricole, et tous, nous sommes prêts à faire des propositions raisonnables; cependant, de là à accepter que ce que nous possédons, ce que nous avons travaillé à développer et que nous pouvons développer plus économiquement que n'importe qui, soit donné à d'autres. Non. Est-ce que Montréal en est rendu à enlever, à son avantage, les richesses des autres régions? Je m'oppose à ce que nos ressources naturelles soient transportées à Montréal. La crise que nous traversons a été beaucoup plus longue et dure chez nous, parce que pratiquement la seule industrie que nous avons est celle du papier et de l'agriculture; le papier étant l'industrie qui a été la plus affectée. Il n'est pas à douter que la crise chez le cultivateur est terrible et qu'un grand nombre de chômeurs a surgi chez nous, dû à l'arrêt des moulins à papier; 3,000 hommes sont actuellement sans travail, ils ont les yeux tournés vers la colonisation et les nouveaux développements de Chibougamau.

Le développement de Chibougamau et de la zone minéralisée qui se continue vers le nord-est doit se faire par le Lac-Saint-Jean et Chicoutimi, bénéficiant ainsi des moyens de transportation les plus faciles à construire et les plus courts pour se diriger vers une région déjà développée vers l'énergie à un prix bas nécessaire à l'industrie, vers un port de mer, mettant cette région alors dans une position

telle, que les métaux qui en proviendraient, pourraient facilement être exportés n'importe où dans le monde entier, ou encore, que l'industrie se servant de ces métaux s'établirait chez nous.

L'électricité est développée chez nous en grande quantité et l'industrie peut se la procurer à des prix et conditions qu'elle ne peut trouver ailleurs. Il se développe actuellement dans la région au-delà de 1,000,000 de chevaux-vapeur et ce rendement peut encore augmenter considérablement. J'insiste auprès du gouvernement pour que la route qu'il est à tracer de Chibougamau au Lac Saint-Jean se construise le plus tôt possible cet été.

La route Chibougamau-Lac-Saint-Jean est la seule route naturelle prouvée par l'écoulement des eaux, et ce fut la première route vers la Baie d'Hudson suivie par les missionnaires. L'approvisionnement des chasseurs indiens de cette région s'est toujours faite au Lac-Saint-Jean et toutes les explorations forestières, etc. se sont faites là aussi.

Depuis la guerre, une propagande s'est faite, et nous entrons dans notre ère où l'industrie métallurgique deviendra peut-être la plus importante, et les intéressés à cette industrie ayant jeté l'œil vers Chibougamau, certains travaux ont été exécutés, et les résultats ont été tellement satisfaisants qu'ils sont devenus propriétaires des terrains sous option, et d'autres intéressés cherchent à acquérir des propriétés. Plusieurs journaux miniers vont même jusqu'à dire que cette région sera probablement la plus riche encore trouvée au Canada. Il faut donc agir en conséquence et lui donner les voies de communication et de transport nécessaires.

Si réellement Montréal désire une voie de communication avec Chibougamau, les demandes sont déjà faites par nous et elle n'a qu'à appuyer notre demande pour une route de La Tuque à Roberval. Cette route se faisant ainsi que celle du Lac-Saint-Jean à Chibougamau-Montréal aura une communication avec Chibougamau par une route aussi directe, beaucoup plus intéressante au point de vue commercial et touristique; cette route passe par Trois-Rivières, Grand'Mère, La Tuque, Roberval et Chibougamau, le retour pouvant se faire, si désiré, par Chicoutimi-La Malbaie et Québec.

Le département des Mines a un dossier de toutes les municipalités et toutes les chambres de commerce de la région de Chicoutimi et du Lac Saint-Jean font déjà depuis plusieurs années des demandes insistantes pour obtenir cette route. Si cette route n'est pas encore faite, c'est simplement parce que notre population, malgré la crise qu'elle subit, a assez de largesse de vue pour admettre que

cette route ne devrait pas être construite avant que la région soit mieux connue.

Tout ce que nous demandons, en somme, c'est ce à quoi nous avons droit. La région du Lac-Saint-Jean a déjà consenti suffisamment de sacrifices: il me semble qu'on ne devrait pas mettre obstacle à notre développement. Toutes les chambres de commerce de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean ont demandé la construction de la route.

Pour toutes les bonnes raisons que je viens de donner à cette Chambre, pour le plus grand intérêt de notre région, pour éviter au gouvernement une dépense qui serait le double et aussi pour se soumettre au développement naturel qui nous a été donné, je demande au ministre de la Voirie de commencer dès ce printemps la construction d'une route carrossable entre le Lac-Saint-Jean et Chibougamau, et j'espère que tous les députés de cette Chambre voteront contre la motion de l'honorable député de Laurier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il me fait plaisir de féliciter tous les membres de cette Chambre qui ont pris part à la discussion de cette motion du député de Montréal-Laurier (M. Poulin), en faveur de la construction d'une route entre Chibougamau et Tapani. Le député de Lac-Saint-Jean demande que la route aille de Chibougamau au Lac-Saint-Jean. Je n'ai aucune hésitation à dire que si la construction d'une route permanente devient nécessaire dans cette région, elle se fera de Chibougamau au Lac-Saint-Jean. Si l'on construisait du côté de Tapani, il nous faudrait faire 250 milles de chaussée, tandis que si nous construisons vers le Lac-Saint-Jean, nous n'aurons que 120 milles de chemin à construire pour atteindre le chemin de fer. Cette nouvelle artère fournirait un merveilleux débouché pour les cultivateurs du Lac-Saint-Jean.

Si l'on construisait une route de l'autre côté, le gouvernement devrait dépenser au moins \$1,500,000, et avant de se lancer dans une telle dépense, il faudrait au moins être certain du développement de cette région. D'ici deux ou trois ans, les travaux miniers qui se font actuellement là-bas auront donné des résultats. C'est ce développement minier qui décidera du sort de la route. Il ne saurait être question de route, si le développement minier n'est pas fructueux. Pour le moment, il y a plutôt nécessité de la construction d'une route du Lac-Saint-Jean à Chibougamau, plutôt que de l'autre côté. C'est à cette route que le ministère songera d'abord.

(Longs applaudissements)

La motion est adoptée.

### Industrie laitière

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 2 avril courant, sur la motion proposée le même jour:

Qu'attendu que la Commission d'industrie laitière est en opération depuis assez longtemps pour permettre d'apercevoir les lacunes qui existent dans la législation qui l'a créée;

Attendu qu'il existe encore de nombreux abus dont sont victimes le producteur et le consommateur:

Cette chambre recommande au gouvernement d'adopter immédiatement les mesures nécessaires:

a. Pour assurer un traitement plus équitable aux cultivateurs producteurs de lait;

b. Pour donner aux consommateurs la part de protection à laquelle ils ont droit.

**M. Taschereau (Bellechasse):** Avant la loi de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout), créant la Commission de l'industrie laitière, la situation était vraiment déplorable. Dans les villes, les prix payés au producteur pour son lait étaient très peu stables; ils étaient déterminés par le vendeur, et souvent aussi, le consommateur n'avait pas la qualité de lait désirée. De même, le consommateur ne savait jamais combien il paierait son lait le lendemain. Le ministre de l'Agriculture, avec l'esprit d'initiative qui le caractérise, a voulu remédier à cette situation fautive. Il a créé l'organisme de la commission et lui a fait octroyer de vastes pouvoirs par l'Assemblée législative. Cette loi a été passée à la dernière session. La Commission a le droit de faire des enquêtes, de rendre inopérantes des conventions intervenues entre producteurs, etc.

La motion du député des Deux-Montagnes va trop loin dans sa rédaction. Elle semble comporter un blâme envers la commission. La motion du député des Deux-Montagnes fait croire qu'il y a des lacunes dans notre législation. La Commission existe depuis un an seulement, et elle a fait beaucoup, déjà, pour la production du producteur et du consommateur. Avant les ordonnances de la Commission, en juin 1934, le lait se vendait à Montréal de \$1.00 à \$1.10 du cent livres. La Commission a fixé successivement les prix à \$1.45, \$1.85, et finalement, aujourd'hui il reçoit \$1.70. Dans Québec, l'an dernier encore, les prix variaient de 90 cents à une piastre le cent livres. Les prix ont d'abord été fixés par la Commission à \$1.35, \$1.60, \$1.85. Or, la dernière ordonnance, au mois de mars, fixait les prix à \$1.65 du cent livres. C'est une amélioration considérable. Grâce à ses ordonnances, les producteurs fournissant les laiteries

de Montréal ont retiré \$928,000 de plus que ceux de Québec, \$110,160 de plus. Il se consomme 80,000 livres de lait par jour dans la métropole et 10,000 livres à Québec. C'est donc, si on fait un simple calcul, \$1,178,000 en plus que les cultivateurs ont reçu grâce aux ordonnances de la Commission.

On peut dire que cette législation a donné tous les résultats qu'on en attendait. La Commission a rendu bien d'autres services. Elle a fait disparaître le surplus de lait. Ce surplus de lait était souvent payé au cultivateur à des prix dérisoires et les laiteries peu scrupuleuses avaient beau jeu de tromper le cultivateur. Maintenant, la laiterie est obligée de payer pour tout le lait qu'elle reçoit. Elle a aussi fixé les prix de détail. Je veux aussi rappeler au député des Deux-Montagnes que le gouvernement a donné des garanties très avantageuses aux cultivateurs qui vendent leur lait aux laiteries. La Commission exige des garanties des laiteries pour les forcer à payer le lait qu'elles reçoivent des cultivateurs. Ces garanties s'établissent actuellement à \$885,000, déposées entre les mains du gouvernement. Elles s'élèvent à \$800,000 pour la région de Montréal et à \$70,000 pour la région de Québec.

L'opposition a dit qu'il y a du lait de l'Ontario qui entre dans la province de Québec. Le gouvernement provincial ne peut empêcher cela. Il ne peut mettre un embargo sur les produits des autres provinces, élever des barrières tarifaires entre les deux provinces. Quant à la concurrence du lait venant d'Ontario, je crois qu'on ne peut pas s'en plaindre: sur les 4,900 producteurs qui vendent leur lait à Montréal, il n'y en a que 385, soit environ 8 %, qui sont de l'Ontario. C'est le député de Hull (M. Guertin) qui a fait voter l'autre jour une motion établissant qu'il ne saurait exister de barrières tarifaires entre les deux provinces. Cette question de tarifs, de commerce libre, d'embargo, est du ressort du gouvernement central.

Tous les cultivateurs de Bellechasse sont satisfaits de la loi de l'industrie laitière créée par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) et lui en sont très reconnaissants.

Il félicite le ministre de l'Agriculture d'avoir introduit cette loi dans nos Statuts.

C'est pour cela, dit-il, qu'il présente l'amendement suivant à la motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), et aussi parce que cette motion constitue un blâme qui n'est pas du tout mérité:

Que les mots après "est en opération" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Qu'elle aide les producteurs de lait à disposer avantageusement de ce produit et offre aux consommateurs une large mesure de protection surtout au point de vue hygiénique.

Cette Chambre prie le gouvernement de collaborer avec la dite Commission pour rendre son travail plus efficace et plus avantageux aux cultivateurs comme aux consommateurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il ne s'est jamais attaqué à la Commission ni à aucun de ses membres. Si quelqu'un a réclamé cet organisme, c'est lui. Il l'a réclamé dès 1930 et aux sessions suivantes. Il a été révélé, en effet, que les distributeurs volaient les producteurs dans plusieurs cas. En 1933, le gouvernement a nommé une commission d'étude sans pouvoirs. En 1934, on s'est rendu aux réclamations de l'opposition.

Il rappelle qu'il a dit dans son premier discours sur cette question que la Commission avait fait disparaître certains abus. Il n'a qu'un regret, c'est qu'on ne se soit pas rendu plus tôt à ses réclamations.

Il n'y a rien dans sa motion qui soit un blâme pour la Commission. Il a signalé des lacunes qu'il importait de corriger. Le meilleur moyen, afin d'aviser aux moyens de corriger les lacunes qui peuvent exister dans la loi de l'industrie laitière, serait de faire siéger le comité d'agriculture qui ne se réunit pas assez souvent. Il n'y a aucun but politique dans sa motion. Il demande donc qu'elle soit adoptée telle qu'elle.

**M. Dugas (Joliette)**: La motion du député de Deux-Montagnes ressemble à certains discours prononcés moyennant \$5.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Si le député de Joliette ne comprend pas la motion, il ne doit pas prêter à son auteur des sentiments qu'il n'a pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Tâchez de comprendre.

**M. Dugas (Joliette)**: Il y a des choses que le chef de l'opposition n'a jamais comprises.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Oui, comme la prison de Joliette.

**M. Dugas (Joliette)**: Cette loi de l'industrie laitière et de la Commission de l'industrie laitière sont de très bonnes lois. Elles ont donné d'excellents résultats. Le ministre de l'Agriculture s'est appliqué à

résoudre le problème de la production et de la vente du lait aux laiteries et aux consommateurs et il a trouvé une solution parfaite.

C'est pour ces raisons, conclue-t-il, qu'il votera en faveur de l'amendement du député de Bellechasse. La motion du député de Deux-Montagnes constitue un blâme, conclut-il.

**M. Lamoureux (Iberville)**: Je suis un de ceux qui ont demandé la création d'une commission d'industrie laitière. Cette Commission a rendu de grands services aux cultivateurs et a aidé considérablement aux producteurs de lait de Québec et de Montréal. Le ministre vient encore de faire disparaître les surplus de lait qui permettaient aux laiteries d'exploiter les producteurs.

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Protection des plantes

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi de la protection des plantes soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: La loi donne à l'entomologiste des pouvoirs sans appel.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Le bill permet seulement l'application des pouvoirs avec plus d'efficacité.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>3</sup>:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 10 de ladite loi est modifié en en remplaçant les mots: "infestée ou regardée comme infestée par des insectes nuisibles ou des maladies végétales", dans les cinquième, sixième et septième lignes, par les mots: "qu'il croit attaquée par des insectes nuisibles, ou atteinte d'une maladie végétale ou d'un vice quelconque".

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. L'article 10 de ladite loi est modifié en en remplaçant les mots: "infestée ou regardée comme infestée par des insectes nuisibles ou des maladies végétales", dans les cinquième, sixième et septième lignes, par les mots: "qu'il croit attaquée par des insectes nuisibles, ou atteinte d'une maladie végétale ou d'un vice qui la prédispose à la maladie".

L'amendement est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Les 3 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institutions d'assistance publique**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Motions de condoléances:**

##### **Décès de M. Walter G. Mitchell**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous avons appris avec émotion et de vifs regrets la mort de cet ancien collègue dont nous avons gardé

un si bon souvenir. L'honorable M. Walter George Mitchell, ancien trésorier provincial, a fourni une belle carrière, à laquelle nous rendons hommage. Il a rendu de beaux services à sa province et lui a fait honneur. M. l'Orateur, je prie donc la famille de l'honorable M. Mitchell d'agréer l'expression de nos sincères condoléances, et je propose que la Chambre s'ajourne en signe de deuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition se joint au premier ministre de la province pour rendre hommage à l'honorable M. Mitchell. Ce fut un adversaire loyal, dont la courtoisie était proverbiale. Je prie sa famille d'agréer l'expression de nos sincères sympathies.

La motion est adoptée.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. 25,000, selon *L'Événement* du 5 avril 1935, à la page 8. Tous les autres journaux écrivent 250,000.

2. 1933, selon *L'Action catholique* du 5 avril 1935, à la page 9.

3. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Séance du vendredi 5 avril 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 138 concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé;

- bill 193 modifiant le Code de procédure civile concernant les procès par jury.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 51 modifiant la loi 22 George V, chapitre 93, aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes.

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill 161 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins;

- bill 164 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin.

**Compagnies  
de fidéicommiss**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), la permission de présenter le bill 204 modifiant la loi des compagnies de fidéicommiss.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des compagnies**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), la permission de présenter le bill 203 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes,  
article 622**

**M. Dugas (Joliette)**, demande appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), la permission de présenter le bill 202 modifiant l'article 622 de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des jurés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 248 modifiant la loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Syndicats coopératifs  
de Québec**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), la permission de présenter le bill 201 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 1354**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 205 remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile, quant à la vente des biens appartenant à des incapables.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Êtes-vous le chef des incapables?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour répondre à un expert en la matière, je dirai que je veux faire disparaître les incapables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931;

- bill 82 refondant la charte de la cité de Joliette;

- bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île;

- bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934;

- bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin;

- bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard;

- bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières;

- bill 155 modifiant, dans les cas de dommages causés par un véhicule automobile, le Code de procédure civile relativement à la saisie-arrest avant jugement;

- bill 174 modifiant l'article 228 du Code municipal;

- bill 179 modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer;

- bill 183 modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement.

**Substitutions A. Prévost  
et M.-R.-V. Bernard**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Commission des écoles catholiques  
de Trois-Rivières**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Saisie-arrest  
de certains véhicules**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 modifiant, dans les cas de dommages causés par un véhicule automobile, le Code de procédure civile relativement à la saisie-arrest avant jugement.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Code municipal,  
article 228**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 174 modifiant l'article 228 du Code municipal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Examen des débiteurs  
après jugement**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 183 modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Mariage S. Malone et M. Poliquin**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Visites de  
maisons à louer**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 179 modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Loi des accidents du travail**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Charte de Joliette**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 refondant la charte de la cité de Joliette.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Taxes payables par la Beauharnois Light & Power et la Beauharnois Land**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Charte de Montréal-Est**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal.

### **Charte de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Jean-Conrad Moreau**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 94 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Adopté.

### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Nous traversons une crise terrible, et il faut que la province fasse des économies considérables. Le meilleur moyen serait de réduire le nombre de ministres. Depuis plusieurs

années, le cabinet provincial est composé de 12 ministres. De grands pays sont administrés par un nombre bien moins grand de ministres. En ce temps de dépression économique surtout, il ne faudrait que le nombre de ministres strictement nécessaire.

La réduction du nombre des ministres apporterait une économie. Il serait facile de faire un remaniement des ministères; par exemple un ministère des Ressources naturelles comprenant les mines, la chasse, les pêcheries, les terres, les forêts et les pouvoirs d'eau. Les départements des Travaux publics et de la Voirie pourraient former un seul ministère.

De même, on pourrait réunir l'agriculture et la colonisation. Enfin, il devrait y avoir moins de ministres sans portefeuille. On sait qu'il en coûte \$3,000 en salaire pour chacun d'eux, et ils sont quatre, à part les dépenses considérables additionnelles qu'ils entraînent.

Je ne cite là que quelques exemples. De plus, il est intolérable que le cabinet provincial, sur un nombre de douze ministres, ait huit avocats parmi ses membres. Nous reconnaissons la valeur essentielle de l'homme de loi, particulièrement dans une législature, et nous savons apprécier les bénéfices incomparables que nous procure l'instruction qui est le fruit des sacrifices admirables des parents et du dévouement de nos éducateurs.

Nous avons toujours été opposés et nous sommes encore opposés aux luttes de classes qui, non seulement sont stériles, mais des plus désastreuses; mais nous croyons que, dans un régime démocratique, toutes les classes de la société devraient être raisonnablement représentées dans le gouvernement. C'est cette représentation équitable qui fera disparaître la lutte des classes. Elle assurera de plus une administration plus efficace, qui comprend mieux les besoins légitimes de la population de la province et qui est plus en état d'y répondre et de les satisfaire convenablement.

Nous croyons, comme nous l'avons réclamé à plusieurs reprises depuis plusieurs années, et comme le réclame le distingué chef de l'opposition, à la nécessité, qui date de plusieurs années, de l'institution d'un ministère de l'Industrie et du Commerce en cette province. Ce ministère répondrait à un besoin qui date de plusieurs années et réaliserait les désirs des économistes et des nombreuses organisations impartiales qui s'intéressent au bien-être de la province.

On nous dira: Mais vous voulez réduire le nombre des ministres et vous réclamez l'organisation d'un nouveau ministère! Pour les esprits sophistiqués qui seraient tentés d'évoquer cette argutie capiteuse,

nous répondons que notre projet comporte la réduction du nombre des ministres et de larges économies à la province, tout en appliquant cette réforme nécessaire. À la tête de ce ministère, il importe cependant de nommer un titulaire compétent et un personnel qualifié. Ce ministère, dirigé par un homme compétent, rendrait d'immenses, d'inappréciables services à notre province. Cela permettrait aussi de faire entrer dans le ministère d'autres hommes que des avocats.

Il (M. Lafleur) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque): Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que le gouvernement de Québec est composé de douze ministres dont huit avocats;

Attendu que toutes les classes de la société devraient être raisonnablement représentées dans le gouvernement de la province;

Attendu qu'il y a lieu de rajuster les différents ministères, de façon à diminuer le nombre actuel de ministres;

Attendu que les rajustements nécessaires permettront et d'instituer un ministère de l'Industrie et du Commerce qui s'impose depuis plusieurs années et de faire bénéficier la province de larges économies;

Cette Chambre réclame:

a. Que dans le gouvernement de la province, toutes les classes de la société soient raisonnablement représentées;

b. Que les différents ministères de la province soient réorganisés de façon à ce que, tout en diminuant le nombre des ministres et les dépenses à la charge du public à ce sujet, un ministère provincial de l'Industrie et du Commerce soit institué sans délai.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Cette motion du député de Verdun n'est pas nouvelle. On a souvent dit, de l'autre côté de la Chambre, qu'il y a trop de ministres. Pourtant, si on était à la place du premier ministre, on entendrait dire aussi souvent que les ministres ne sont pas assez nombreux. On oublie de considérer que Québec est une très grande province, qui a des besoins très variés, suivant les régions. Ces besoins requièrent l'attention de tous les ministres. Il faut que les membres des divers ministères soient en communication constante avec tous les coins de la province, en contact étroit avec la population, et prêts à s'occuper des demandes diverses qui nous viennent de partout.

Tous les ministres donnent tout leur temps à leur travail; ils sont d'une assiduité remarquable à leur besogne qui n'est pas toujours rose. Chaque ministre s'occupe d'une manière toute spéciale d'un des domaines de l'administration. Nous n'avons pas trop de ministres.

Le député de Montréal-Verdun a parlé d'un ministère de l'Industrie et du Commerce, après avoir dit toutefois, qu'il y a actuellement trop de ministres et qu'il faudrait fusionner quelques ministères. Je me demande si l'heure n'est pas venue de créer un ministère du Commerce et de l'Industrie et de l'attacher à un des ministères déjà existants. Nous avons des problèmes commerciaux intéressants qui nous sont propres, et il ne serait pas mal qu'il y eût quelqu'un pour régler les problèmes industriels et commerciaux qui surgissent chez nous. Ce serait de nature à rendre de grands services à nos commerçants et à nos industriels, à ces deux grands facteurs de notre vie économique.

Je ne sais pas si nous trouverons le titulaire de ce département de ce côté-ci de la Chambre. Il y a moyen de trouver un bon ministre. Nous le choisirons peut-être de l'autre côté! Si le député de Verdun le veut, il peut désigner celui qu'il croit le plus apte à remplir ces fonctions. Si le chef de l'opposition veut nous désigner quelqu'un à ce poste important, nous ferons comme nous faisons toujours, nous prendrons sa recommandation en très sérieuse considération, comme on dit en langage ministériel. (Rires)

Encore une fois, le nombre des ministres dans Québec n'est pas exagéré. Nous ne pouvons accepter la motion de mon honorable ami de Verdun parce qu'elle comporte un blâme pour le gouvernement quant au nombre actuel des ministres, et nous ne pouvons accepter ce blâme. Et comme je le disais plus haut nous n'en avons pas de trop dans le cabinet. Mais s'il me permettait d'amender sa motion pour dire que la création d'un ministère de l'Industrie et du Commerce serait nécessaire, nous l'accepterions.

Le député de Verdun a parlé des ministres avocats et il a dit que huit ministres avocats sur douze, c'est trop! C'est mal poser la question. Je puis dire à mon honorable ami que si les ministres sont avocats, ce n'est pas parce qu'ils sont avocats qu'ils ont été choisis. Si quelqu'un peut me trouver qu'aucun de mes collègues pourrait mieux administrer son département que ceux qui détiennent les portefeuilles le font actuellement, je serais prêt à remercier les ministres actuels. Je le remplacerai par un autre.

(Applaudissements à droite)

Lorsque mes collègues ont été choisis, ils l'ont été parce qu'ils avaient la compétence voulue

pour remplir leur charge, parce qu'ils étaient les plus aptes à devenir conseillers de Sa Majesté. Qu'on nomme celui qui ne remplit pas ses fonctions comme il faut! S'il y en a un autre qui peut faire mieux, que le député de Verdun le désigne, de droite ou de gauche. Le principe du gouvernement a toujours été de choisir ceux qui sont les mieux qualifiés pour diriger un ministère, quelle que soit leur profession.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite le député de Verdun. Son discours et son amendement, dit-il, sont très au point. Nous avons douze ministres. C'est trop! Le premier ministre a dit que ses collègues travaillent beaucoup. C'est peut-être pour cela que nous sommes très taxés. Il y a de grands pays qui sont administrés de façon prospère et avec beaucoup moins de ministres que notre province. La diminution du nombre des ministres serait un encouragement à l'économie, un bel exemple d'économie à donner.

Le premier ministre a fait un aveu; il a demandé à l'opposition de désigner le prochain ministre. Le député de Verdun connaît trop bien les membres du gouvernement, pour qu'on dise qu'on peut y trouver un ministre compétent. Il n'y a pas de crainte, d'ailleurs: avant longtemps les membres actuels de l'opposition désigneront les ministres. Ça s'en vient...

(Rires, applaudissements à gauche)

Il n'y a pas de raison pour que le ministère des Travaux publics et celui de la Voirie soient séparés. Il faut des avocats dans le cabinet, mais il faut que toutes les classes y soient représentées. Les avocats n'ont pas le monopole de l'intelligence ou de la compétence parce qu'ils appartiennent au Barreau. Je comprends que le gouvernement a besoin de beaucoup d'avocats habiles pour le défendre, mais c'est le peuple qui paye. J'ai beaucoup d'estime pour les ministres de la Voirie et des Travaux publics, mais ces ministères ne devraient pas être dirigés par des avocats. Les deux titulaires n'ont aucune qualification spéciale à ces fonctions.

Il parle du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il y a 15 ans que l'opposition le réclame, dit-il. Pourquoi ne s'est-on pas rendu plus tôt à cette demande?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Est-ce que M. Duranleau est un bon ministre de la Marine?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que le premier ministre parle de la marine, il est tellement habitué à monter des bateaux.

(Rires prolongés dans les galeries)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, Sauvé, 6.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Chouinard, Côté (Bonaventure), Dugas, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gauthier, Giguère, Godbout, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Power, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 22.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin pour Québec et Montréal, y compris cinq cents dollars pour inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cours de vacances aux instituteurs et institutrices de la province de Québec pour étude de l'anglais, à Toronto, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, \$25,000; Institut catholique pour filles, Montréal, \$25,000; Institut Nazareth, Montréal, \$40,000; Institut McKay, Montréal, \$4,600; Montreal Association for the blind, \$8,000; Quebec Association for the blind, \$2,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### **Loi des abeilles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des abeilles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté sur division. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Île d'Orléans**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant l'île d'Orléans.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'usage et l'accommodation du public, d'autoriser le ministre des Travaux publics, de la Chasse et de la Pêche à établir sur l'Île d'Orléans, un ou des parcs et de permettre dans les limites de ce ou ces parcs aux conditions fixées par le ministre, l'établissement de restaurants, de salles de rafraîchissements et de postes de distribution de gazoline ou d'huile ou autre local jugé opportun.

2. Que le ministre de la Voirie sera autorisé à dépenser une somme de cent cinquante mille dollars aux fins d'élargir et de redresser la route du tour de l'Île et d'y effectuer toutes autres améliorations qu'il jugera nécessaires ou utiles.

3. Que le Conseil du tourisme de la province de Québec, créé en vertu de la loi 23 George V, chapitre 47, section 3, pourra installer sur l'Île d'Orléans, le long de la route du tour de l'Île, le long de tout autre chemin public ou à tout autre endroit qu'il jugera convenable, des plaques ou inscriptions commémorant des événements ou des sites historiques, ou toutes autres inscriptions qu'il croira utiles ou nécessaires.

4. Que le Conseil du tourisme de la province de Québec pourra exécuter, sur l'Île d'Orléans, sur le parcours de la route du tour de l'Île ou sur le parcours du tout chemin public, les travaux d'embellissement qu'il jugera opportuns.

5. Que, pour les fins des résolutions 1, 2, 3 et 4, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles; que toute expropriation, nécessitée aux fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230), *mutatis mutandis*, et que le juge pourra, en accordant la possession préalable des terrains requis, accepter, au lieu du cautionnement exigé par le paragraphe 3 de l'article 112 de ladite loi des chemins de fer de Québec, un certificat du trésorier de la province portant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant déterminé.

6. Que toutes les dépenses encourues, pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ne devront pas excéder la somme de deux cent mille dollars et seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, pourra autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émis sur le crédit de la province.

8. Que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

L'Île d'Orléans est un bel endroit que nous voulons conserver. Le gouvernement veut faire de l'île un endroit idéal tant pour notre population que pour les touristes.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** L'Île d'Orléans est un bon endroit. C'est une bonne population.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** On tient avant tout à garder son cachet à l'Île d'Orléans. Je puis assurer tout de suite mon honorable ami que le ministre des Travaux publics ne permettra jamais l'exploitation de salles de danse dans les différentes municipalités sur l'Île d'Orléans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En êtes-vous certain?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'en suis convaincu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le ministre des Travaux publics qui aura juridiction sur l'Île d'Orléans.

Il n'est pas juste que le ministre de la Voirie s'attribue en Chambre la part qui revient au ministre des Travaux publics pour mousser sa candidature à la succession du premier ministre. Le pilotage de cette loi revient de droit au ministre des Travaux publics.

J'ai entendu dire que la Quebec Cartage, filiale de la Quebec Power, obtiendrait des droits pour faire circuler ses autobus sur le pont et dans l'Île.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai jamais entendu parler, ni officiellement, ni officieusement, ni autrement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) L'honorable ministre de la Voirie en a peut-être entendu parler?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Non plus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis cela, parce que, paraît-il, un électeur du premier ministre, un électeur de Montmorency, s'est acheté deux ou trois autobus en prévision de ce service, mais qu'il devra les tenir en remise, parce que la Quebec Power s'est assurée tous les droits. Il resterait avec sur les bras.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si un électeur a acheté un autobus ou deux autobus, je ne le sais pas. Ce doit être un bleu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Québec Power? Le premier ministre ne nie pas. Habituellement, le premier ministre est mis au courant quand tout est fait.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'en ai pas jamais entendu parler ni officiellement ni officieusement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme les parrains du bill sont nombreux, un autre ministre a peut-être été informé?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je n'ai pas entendu parler que la Quebec Cartage devait opérer un service d'autobus sur l'Île. Ce service relève d'ailleurs de la Commission des services publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Quebec Power a-t-il demandé le droit d'envoyer ses trams et ses autobus dans l'Île, ou Quebec Cartage?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais, si on en parle, si le Quebec Power demande cela, quelle sera l'attitude des ministres? Le gouvernement va-t-il être pour ou contre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous ferons ce que nous faisons toujours. Nous étudierons le pour et le contre, et nous rendrons une décision sage, judicieuse et pondérée. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si ce doit être comme d'habitude on n'aura pas à se vanter.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Vous ne connaissez pas toutes nos habitudes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en connais assez pour dire que le plus tôt la province sera débarrassée du régime, le mieux ce sera.  
(Rires dans les galeries)

**M. le président** réclame l'ordre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
La province ne doit pas aller de mal en pis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère dans ce cas que le premier ministre ne se fera pas

remplacer par le ministre de la Voirie. De plus, j'attire l'attention du ministre de l'Agriculture et du ministre des Travaux publics sur les amitiés particulières du premier ministre à l'égard de son collègue de la Voirie. Les premiers seraient mieux de se surveiller. Qu'est-ce que le ministre de la Voirie en pense, lui?

(Rires dans les galeries)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il n'a pas juridiction. Toutes demandes pour transporter des passagers en autobus, etc, doivent être référer l'affaire à la Commission des services publics; elle seule peut accorder ou refuser le permis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au sujet du restaurant, est-ce que le gouvernement va donner cela à un de ses amis?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le premier ministre est comme vous; il n'a aucune tentation!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour moi, ça s'explique, j'ai toujours eu le premier ministre devant moi. Il demande que l'on détermine aussi les dépenses pour les travaux d'embellissement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
répond que ça n'est guère possible.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

#### Recouvrement de réclamations

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 48 modifiant le Code civil relativement au recouvrement de réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institutions de charité**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines institutions de charité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Saisie et transfert d'actions**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 modifiant la loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 40.

#### **NOTE**

1. 3 h 35, selon *Le Soleil* du 6 avril 1935, à la page 11.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Dominion Stores Ltd.**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 mars 1935, pour copie de toute correspondance, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres ou officiers et toutes personnes, compagnies ou corporations, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1932 jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1934, quant aux réductions de taxes accordées par le gouvernement de Québec aux compagnies ou corporations privées: Dominion Stores Ltd. et Stop and Shop Ltd., quant aux salaires et émoluments payés par lesdits Dominion Stores Ltd., quant à la comptabilité et à la tenue des livres du gouvernement de cette province au sujet de ces réductions et quant aux sommes dues par la province aux marchands et épiciers. (Document de la session no 132)

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette



Séance du mardi 9 avril 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 140 autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen.

**Travaux  
de la Chambre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, avant de procéder à l'ordre du jour, je dois informer la Chambre que nous en sommes venus à une décision au sujet de l'ajournement, décision, qui, je l'espère, sera bien accueillie par toute la Chambre.

Je voudrais faire part à la Chambre de l'intention que nous avons de ne pas siéger la semaine prochaine. Il est entendu, évident, que la session ne peut prendre fin pour Pâques. Il me semble qu'il ne serait pas pratique de faire venir les députés la semaine prochaine, mardi, pour siéger deux jours seulement. Nous ne pourrions siéger ni le Jeudi Saint, ni le Vendredi Saint. Si les membres de la Chambre n'ont pas d'objection, nous allons siéger toute la semaine; nous aurons même une séance samedi matin, puis nous ajournerons pour jusqu'à mardi après Pâques.

Je me permets cependant de demander aux députés de se montrer très assidus aux séances de la Chambre pendant cette semaine.

Il se plaint que la séance n'a commencé encore qu'à 3 h 30.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition a toujours été la première arrivée.

La prorogation est impossible avant Pâques. Car c'est l'intention de l'opposition d'étudier tous les projets de loi et les crédits. Un congé durant la Semaine Sainte ne sera pas de trop. L'opposition n'a aucune objection. J'espère que le gouvernement va profiter de cette semaine pour réfléchir et méditer. Il sera ensuite mieux disposé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Et que l'opposition va en profiter pour aller à confesse! Nous réfléchirons pendant la Semaine Sainte.

**Soins à l'hôpital  
Saint-Michel-Archange**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 62 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange.

Adopté.

**Île d'Orléans**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 49 concernant l'Île d'Orléans.

Les résolutions sont lues une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 49 concernant l'Île d'Orléans.

**Loi pour promouvoir  
le retour à la terre**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, pour promouvoir le retour à la terre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Que le montant pour les acquisitions de certains immeubles considérées être dans l'intérêt de la colonisation dans toute localité, les dites acquisitions étant autorisées en vertu des paragraphes 1 et 3 de l'article 2 de la loi 22 George V, chapitre 41, tel que modifiée par la loi 23 George V, chapitre 28, section 1, sera fixé à la somme maximum de trois cents dollars, dans chaque cas, tel que prévu par la loi qui accompagne la présente résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la somme que le gouvernement veut dépenser pour acheter des lots de cimetières vendus pour taxes?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** En vertu de cette loi, nous pourrions payer jusqu'à \$300 pour une terre; cette terre deviendra donc propriété de la couronne qui la concédera ensuite à un colon. Je ne puis évidemment savoir quel nombre de terres nous allons acheter.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Ces terres-là, si elles ne se vendent pas plus cher que \$100, ne doivent pas valoir grand'chose, être bien de service.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je le répète, il s'agit de terres vendues pour taxes; c'est ce qui explique leur bas prix. Ces achats de terres permettront au département d'établir un plus grand nombre de colons dans les vieilles paroisses, et le nouveau colon bénéficiera de tous les avantages de la loi: octrois, primes de défrichement, etc.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Les données nouvelles de la loi nuiront à la colonisation. Jusqu'ici, l'on n'exigeait pas, comme on veut le faire maintenant, qu'il y ait au moins 30 acres défrichées sur une terre, avant de lui donner des lettres patentes. C'est là une disposition nuisible à l'essor du nouveau mouvement.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Les conditions du bill de location autrefois n'étaient

pas les mêmes qu'aujourd'hui. plusieurs lots avec l'ancien système, ont été défrichés imparfaitement, puis abandonnés et ils ont nui au développement des paroisses. En donnant les lettres patentes sans qu'un lot soit suffisamment défriché, on n'a guère aidé les colons et l'on a nui à l'évolution des vieilles paroisses. Par ce bill, nous remédions à ce défaut.

**M. Paquet (Montmagny):** Nous avions dans Montmagny, un certain nombre de lots qui avaient été acquis par des colons et qui avaient été abandonnés par la suite. Dans mon comté, à Saint-Damien seulement, il y en avait 86 d'abandonnés. Le gouvernement, en rachetant ces lots, rend service aux municipalités et aide à repeupler nos vieilles paroisses.

La loi a permis au ministre de la Colonisation de racheter les lots dont le coût ne dépassait pas \$100. Dans son comté, on a pu racheter des lots à \$60. Depuis 1932, deux cents colons ont été établis sur ces lots ainsi rachetés. Mais aujourd'hui, la plupart des lots qui peuvent être vendus moins de \$100 ont été rachetés. Il en reste cependant encore plusieurs, mais qui seront vendus plus cher que cela. Aussi, est-ce donc une bonne chose que le gouvernement puisse mettre jusqu'à \$300 pour racheter ces terres. La loi de colonisation est aussi nécessaire que la loi des primes. C'est le régime actuel, dit-il, qui a institué ces primes. La loi présentée aujourd'hui va permettre au ministère de faire encore plus de colonisation. La présente loi est donc nécessaire et destinée à rendre de grands, d'excellents services.

(Applaudissements à droite)

Il regrette d'avoir entendu critiquer cette loi qu'il considère comme admirable et pratique.

Ce n'est pas la colonisation agricole qui a ouvert le haut du comté de Montmagny, mais le commerce du bois. Il est temps de racheter maintenant ces lots pour les donner à l'agriculture.

Il invite l'opposition à visiter les nouvelles paroisses de son comté.

Je suis un des députés qui ont demandé cette loi et qui a fait beaucoup de bien jusqu'ici; et je suis convaincu que la Chambre fera une excellente chose en l'adoptant.

(Applaudissements)

**M. Lapointe (Wolfe):** Je trouve que le député de Montmagny a raison. Il faut absolument que l'on s'occupe de nos vieilles paroisses pour faire occuper les terres abandonnées que l'on peut facilement racheter pour la somme des taxes dues aux municipalités.

Il a acheté des lots pour \$100 et il ne les revendrait pas pour \$600, dit-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que les deux députés viennent de dire prouve que nous avons raison de dire que le gouvernement commence à peine à s'occuper de colonisation.

Le député de Montmagny n'a pensé à la colonisation qu'en 1931. Le député de Montmagny admet, de plus, que les colons ont été établis sur de vieux brûlés, des restants appartenant à la compagnie C.-B. Howard, dont l'âme dirigeante est le député libéral de Sherbrooke. On a établi 81 colons sur de vieux brûlés, mais ils ont été laissés sans habit.

De son côté, le député de Wolfe a dit qu'il avait acheté des lots de \$100 et qu'il ne les revendrait pas pour \$600. C'est donc de la spéculation que l'on a faite. Par sa politique, le gouvernement veut expatrier nos compatriotes comme les Anglais ont fait pour les Acadiens. Le député de Wolfe a donné des informations qui démontrent les idées qui inspirent le régime. À la veille des élections, on augmente de \$100 à \$300 le prix que le gouvernement peut payer. Mais quand les autres propriétaires ont un délai de deux ans pour payer leurs taxes, les colons n'ont qu'un délai de quatre mois. On encourage l'exploitation. Avec cette loi on veut augmenter les promesses électorales, le camouflage.

On ne peut avoir confiance dans le gouvernement ni dans le ministre de la Colonisation, étant donné la solidarité ministérielle. Comme seule réforme en faveur de la colonisation, le ministre demande de réduire de 18 à 4 mois le délai que la loi a toujours accordé au colon pour le paiement de ses taxes.

Cette loi illustre bien le régime. Jusqu'ici, lorsqu'une terre était vendue pour taxes, le propriétaire avait deux ans pour la racheter; maintenant, il n'aura plus que quatre mois. Quel régime sans cœur; le gouvernement spéculé sur la misère pour établir sa politique de colonisation. En temps de crise, non seulement on ne devrait pas diminuer ce délai, mais on devrait l'augmenter. C'est de la petite politique. Ce projet de loi est le troisième présenté par le ministre de la Colonisation depuis le début de la session. Si les \$10,000,000 devaient servir à acheter des terres, pourquoi maintenant spéculer sur la misère! C'est parce qu'on veut augmenter les promesses, augmenter le camouflage électoral, sous le couvert de la colonisation. C'est une drôle de politique de retour à la terre. C'est plutôt le retour au cimetière; cimetière de nos droits, cimetière de la justice, cimetière de nos libertés, etc. Le

gouvernement décourage le retour à la terre au lieu de l'encourager. La manière dont le gouvernement a agi dans le domaine de la colonisation, dit-il, rappelle une autre page de l'histoire des Canadiens-français, celle de la déportation des Acadiens. La loi actuelle est une prime à la déportation que les règlements de la Chambre l'empêchent de qualifier. Il s'agit de la continuation d'un régime qui, pendant 38 ans, et particulièrement dans les 15 dernières années, a exploité les gens.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Il n'est pas question du délai accordé il y a quatre ans. Le seul but de la loi c'est de hausser de \$100 à \$300 le prix maximum des terres que l'on peut acheter. Il n'est pas question d'augmenter ce qui est imposé aux colons pour qu'ils deviennent propriétaires de leurs terres. En soulevant ce point, le chef de l'opposition parle d'un problème qui n'est pas soumis à la Chambre actuellement.

Le chef de l'opposition profite de toutes les occasions possibles qu'il peut prendre pour critiquer notre mouvement de colonisation et pour en diminuer l'intensité dans la province. Il répète sans cesse la même chose; il répète en Chambre ce qu'il a colporté dans la province. Il répète les mêmes paroles partout et toujours.

Aujourd'hui, il s'élève contre le délai de quatre mois. Quand le chef de l'opposition nous dit que le délai de quatre mois est une honte, eh bien, nous avons droit de lui répondre qu'il n'a pas enregistré son vote contre cette mesure lorsqu'elle a été passée en chambre à une session antérieure, en 1932. Il n'a jamais voté contre cette mesure. Nous l'avons dit l'autre jour. Il sait pourtant que le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), alors chef de l'opposition, ne s'est pas opposé à cette loi.

En vertu de cette loi, 430 terres ont été rachetées et données à des colons. En 1897, lorsque ses ancêtres politiques, les conservateurs, ont laissé le pouvoir, ils dépensaient à peine \$100,000 ou \$150,000 dans Québec pour la colonisation, tandis que l'an dernier nous avons dépensé \$3,000,000, et, l'an prochain nous dépenserons au moins \$3,000,000 à même notre budget annuel et \$10,000,000 en plus, soit \$13,000,000 pour les colons.

Quand il dit que nous dépossédons des gens de leurs lots, il sait très bien que cela n'est pas. Il s'agit de nombreux lots concédés depuis un grand nombre d'années et qui n'ont pas été développés, tout en étant à demi défrichés. La plupart de ces lots n'ont même jamais été habités. Plutôt que de les laisser se perdre, pourquoi ne pas en faire profiter les colons?

Les curés que nous avons consultés nous ont d'abord dit: Achetez ces lots, pour permettre aux paroisses de se développer. Si on les achète, c'est pour permettre le développement des vieilles paroisses. Les colons qui occuperont ces lots auront droit comme les autres colons aux primes de transport, de défrichement, de labour, etc.

Le chef de l'opposition est le seul en cette Chambre et en dehors qui trouve que notre politique de colonisation n'est pas bonne, n'est pas rationnelle, ne peut pas réussir. Aimait-il donc mieux que les cultivateurs se mettent à aller aux États-Unis, comme au temps où ses amis étaient au pouvoir. J'ai bien peur que l'histoire ne juge qu'en travaillant contre la colonisation, le chef de l'opposition travaille contre sa race et sa province lorsqu'il tourne ses armes contre la colonisation et ceux qui l'administrent ici. Il n'a pas le droit de dire que nous avons favorisé les amis du gouvernement dans la distribution des primes. Jamais je ne suis intervenu dans le choix des colons d'un point de vue politique. Ce n'est pas moi qui achète ces terres; ce sont les officiers du département qui sont totalement désintéressés. A-t-il le droit de les accuser de faire de la politique?

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que je dis aujourd'hui, c'est vrai que je le dis depuis longtemps. Mais, je le répète parce que c'est toujours la même chose qui se produit. Le gouvernement ne s'améliore pas. Le gouvernement change toujours pour le pire. Il n'est pas exact de dire qu'il n'est pas question de délai, car la loi est la réplique de celle qui a été adoptée et qui réduit de 24 à 4 mois le délai accordé au colon pour le paiement de ses taxes.

Il ironise sur le compte du gouvernement qui prétend avoir tout découvert, dit-il. Il déclare qu'il réclame une course vers la colonisation, et non pas une course vers la crèche à même les fonds publics, chose dont le gouvernement donne le spectacle aujourd'hui. C'est contre ce mouvement vers la crèche que l'opposition tourne ses armes.

Le gouvernement a une politique de colonisation de "Je ne sais pas". On ne fait de la colonisation qu'à la veille des élections.

Il y a 38 ans que le régime est au pouvoir; le ministre ne peut même pas trouver un argument durant cette période, il est obligé de remonter au XIX<sup>e</sup> siècle. Si l'histoire me juge, elle dira que le chef de l'opposition a toujours réclamé un mouvement de colonisation, mais une véritable colonisation, par exemple, et non de la colonisation électorale. Le gouvernement profite de ce désir de la

province de voir se faire un vrai mouvement de colonisation pour faire passer son méprisable projet de mouvement de retour à la terre.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

L'article relatif au délai n'entre pas dans ce débat. Au cours de toutes ses remarques, depuis qu'il est question de colonisation, le chef de l'opposition n'a pas fait une seule suggestion. Il critique, et il essaie de diminuer le ministre de la Colonisation. Le chef de l'opposition a tort d'affirmer que le nouveau plan de colonisation est pourri. Il n'est pas juste non plus de dire que le gouvernement a réduit les primes de colonisation; il les a réduites pour le colon célibataire qui ne réside pas sur son lot, mais il les a augmentées pour le colon père de famille qui habite sur son lot. Je le défie de prouver ses assertions. Et je reproche encore une fois au chef de l'opposition de n'avoir pas assisté au congrès d'octobre. Il a préféré aller faire campagne au Lac-Saint-Jean ensuite et corder du bran de scie. N'ai-je pas le droit de dire qu'en travaillant contre la colonisation, il travaille contre sa province et sa race, pour arriver à ses fins politiques. S'il diminue le succès du mouvement de colonisation, il devra en porter la responsabilité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre enfonce Ananias qui ne disait jamais la vérité. Le ministre a l'audace de déclarer à la Chambre que nous n'avons pas fait de suggestions. Je vais prendre des procès verbaux de cette session-ci. Voici l'amendement que nous avons présenté: M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé): Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre s'oppose à la deuxième lecture des résolutions relatives au bill no 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la Colonisation et le retour à la terre":

"a. Parce que la somme de \$10,000,000 mentionnée aux dites résolutions et qui, d'après les déclarations du ministre de la Colonisation, sera dépensée dans deux ou trois ans, est considérablement insuffisante pour assurer l'établissement des fils de cultivateurs, pour garantir le succès de la colonisation et du retour à la terre et pour assurer aux colons des moyens raisonnables de subsistance;

"b. Parce que lesdites résolutions négligent de pourvoir à la classification immédiate des terres propres à la colonisation et à la séparation complète et définitive du domaine de la colonisation et du domaine forestier dans la province;

"c. Parce que lesdites résolutions négligent de pourvoir à une politique efficace et nécessaire du maintien des cultivateurs sur la terre;

"d. Parce que lesdites résolutions omettent d'assurer la stabilité et la continuité d'une politique agressive et efficace de colonisation;

"e. Parce que lesdites résolutions omettent de faire disparaître les entraves suscitées à la colonisation par le département des Terres et Forêts, par les seigneuries et par la législation de la province;

"f. Parce que lesdites résolutions négligent de garantir l'impartialité indispensable dans l'attribution et la distribution des argents publics et parce que ces résolutions ouvrent la porte au patronage et au favoritisme politiques qui ne devraient aucunement exister en semblables matières;

"g. Parce que lesdites résolutions omettent de fournir aucun détail nécessaire et que la Chambre a le droit et le devoir de connaître quant à la dépense des argents publics".

Il reproche au ministre de manquer d'authenticité et de vérité dans ses déclarations.

Nous avons dit au gouvernement que \$10,000,000 dépensés en deux ou trois ans n'était pas une somme suffisante; nous avons demandé que le gouvernement mette non pas seulement \$10,000,000, mais tout le crédit de la province derrière l'œuvre de colonisation, de faire faire une classification pratique et intelligente des terres, puis de séparer le domaine des terres du domaine de la colonisation; nous avons dit au gouvernement: ne faites pas de la colonisation de deux ans, de trois ans, mais faites un plan d'ensemble de colonisation de 10 ans, de 20 ans; nous avons demandé d'amender la loi des Terres et Forêts, qui paralyse la colonisation. Mais le ministre trouve que nous n'avons pas fait de suggestions. Il trouve que je suis le seul à critiquer; qu'il prête l'oreille, qu'il attende. Mais le gouvernement a refusé toute suggestion qui l'eût forcé à faire de la véritable colonisation.

Il dénonce le gouvernement qu'il traite de régime le plus néfaste, le plus pervers et le plus mauvais que la province ait connu, où les colons ont été volés, exploités par des officiers du département de la Colonisation. Il demande au ministre de la Colonisation, si le bill actuellement en discussion ne vient pas en conflit avec les résolutions déjà adoptées, qui donnent au ministre la permission d'acheter toutes les terres qu'il voudra.

Le ministre dit que les primes n'ont pas été diminuées; elles l'ont été bel et bien réduites, par ces

temps de crise, quoi qu'en puisse dire le ministre de la Colonisation, et que ces primes ont été réduites en certains cas de 100 %, c'est-à-dire annulées. Les réductions vont par ailleurs de 16 % à 72 %. Il n'y a guère qu'une augmentation de 20 %, lorsqu'il s'agit de colons ayant six enfants et plus. Pour le reste il y a réduction.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Le chef de l'opposition rappelle l'amendement du député d'Yamaska (M. Élie) et en conclut que c'est là la preuve de sa sollicitude envers les colons. Il est vrai que les députés oppositionnistes ont voté pour l'amendement soumis par eux, mais je lui rappellerai que, la même journée, tous les membres de l'opposition ont voté contre la somme de \$10,000,000. Il a voté contre les \$10,000,000 et il trouve que nous devrions dépenser plus. Si le chef de l'opposition veut que l'on place tout le crédit de la province à la disposition de la colonisation, pourquoi ne votait-il pas au moins le \$10,000,000 demandé par le ministre de la Colonisation?

Si l'opposition est si bienveillante aux colons, pourquoi a-t-elle voté contre l'octroi de \$10,000,000 à la colonisation tout en prétendant, d'une façon bien illogique d'ailleurs, que ces \$10,000,000 n'étaient pas suffisants? Je vais répondre pour lui: par électoralisme. Et ensuite, ils nous parlent émus de leurs cœurs de patriotes. D'ailleurs, le premier ministre a déclaré que si les \$10,000,000. ne sont pas suffisants, on en votera d'autres.

Le chef de l'opposition dit qu'il a voté contre la loi parce que nous n'avons pas de classification. J'ai déclaré qu'une loi serait présentée ces jours-ci pour permettre au département de la Colonisation de faire la classification des terres. Change-t-il d'idée pour cela? Il n'est pas assez sincère pour cela. Le chef de l'opposition a dit qu'il était contre notre plan, à cause du grand nombre de terres appartenant ou octroyées à des compagnies qui empêchent la colonisation de se développer près des vieilles paroisses. Il sait que nous avons une loi qui nous autorise à faire rétrocéder les terres propres à la colonisation, et les échanges sont déjà commencés avec les grandes compagnies de bois. Mais il n'a pas la sincérité de changer son point de vue pour toutes ces raisons, auxquelles il conditionnait auparavant son adhésion à nos projets.

Le chef de l'opposition le savait; pourquoi alors a-t-il voté contre les \$10,000,000? S'il était venu au congrès, il aurait su tout ce que le gouvernement voulait faire.

(Applaudissements à droite)

Nous n'avons jamais diminué les primes, comme le dit le chef de l'opposition. C'est là une affirmation non fondée. Mais nous avons pensé qu'il valait mieux réduire les primes aux colons célibataires et ne résidant pas sur leurs lots, à l'avantage des autres colons, des pères de famille qui habitent sur leurs lots, cela pour encourager le développement de nos centres de colonisation. Comme prime de défrichement, les célibataires non résidents avaient autrefois \$160. Nous avons réduit le montant de cette prime à \$100.

Mais en revanche, au colon qui habite sur son lot, nous donnons maintenant une prime de \$300 pour le défrichement au lieu de \$240 comme autrefois. À ce colon, nous donnons maintenant comme prime de labour un octroi de \$150 au lieu du \$120 qu'il avait auparavant. Voilà ce que le chef de l'opposition ne dit pas; il se contente de dire que nous avons diminué les primes. Où est la diminution de 60 % dans les primes dont parlait le chef de l'opposition?

(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'opposition a établi clairement devant la Chambre la politique de colonisation qu'elle entendait préconiser puisqu'elle veut mettre toutes les ressources de la province au service de la colonisation. Mais tous les députés ministériels se sont prononcés contre nous. Le ministre dit que nous avons voté contre le \$10,000,000; c'est contre le principe, que nous avons voté pour les raisons que nous avons données dans notre amendement.

Il dit qu'il trouve étrange l'attitude du ministre de la Colonisation (M. Vautrin).

Comme ancien vice-président de la Chambre, il devrait savoir ce fait élémentaire que, lorsque l'opposition apporte des amendements fondamentaux à un bill et que le gouvernement rejette ces amendements, cela signifie qu'elle ne peut accepter le bill sans les amendements suggérés.

Il y a 38 ans qu'à la veille des élections les ministres viennent nous faire toutes sortes de promesses qu'ils ne tiennent pas ensuite. Le ministre, une fois de plus, n'a pas dit la vérité au sujet de la motion de l'opposition.

**M. Power (Québec-Ouest):** Je soulève un point d'ordre, M. le président: le député n'a pas le droit de dire que le ministre n'a pas dit la vérité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a le droit de dire cela; d'ailleurs, on a dit cela plusieurs fois de moi, et je n'ai pas pleuré.

Il est surpris, dit-il, qu'un représentant d'une race aussi combative que la race irlandaise, ait présenté la loi Dillon, et qu'un autre représentant de ladite race veuille bâillonner l'opposition.

**M. le président:** Je trouve qu'on est sorti du débat; je demanderais à l'honorable député de parler sur la question et de ne pas employer d'expressions non parlementaires et de s'en tenir à la motion en discussion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je projet de loi que le ministre présente actuellement a été présenté dix jours après notre amendement.

**Voix à droite:** Adopté!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! Non. J'ai posé des questions au ministre et je veux des réponses. Comment le ministre va-t-il dépenser en vertu de cette loi?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il y a 200 terres que nous pouvons acheter maintenant. La moyenne est de \$125 à \$150 par terre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, pourquoi fixer le maximum à \$300?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Lorsque le minimum était de \$100, nous avons acheté un grand nombre de terres à des prix moindres; \$300 est un maximum.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien allez-vous dépenser?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je suppose que ce sera entre \$40,000 et \$50,000, si je me base sur le fait que nous avons dépensé de ce chef \$20,898 à un prix maximum de \$100. Nous pouvons acheter 430 terres, en vertu de la loi actuellement dans les Statuts

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois que, l'an dernier, le gouvernement a racheté 36 terres dans le comté de Bellechasse. Le ministre peut-il me dire de qui ont été achetées ces terres? Si, parmi les lots qui ont été concédés dans le comté de Labelle, il y en avait le long du chemin appartenant au député de Laurier et sur lequel ledit député charge un droit de passage de 25 centins.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je pourrai le lui dire à la prochaine séance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais avoir tous les détails

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**  
Mon honorable ami aura ces détails demain.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Dépôt de documents:

##### **Creusage du ruisseau Papineau, comté de Laval**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1935, pour copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932 jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Papineau, dans le comté de Laval. (Document de la session no 133)

##### **Établissement des fils de cultivateurs, comté de Yamaska**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 mars, 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à l'établissement des fils de cultivateurs du comté de Yamaska, ou concernant les octrois payés ou payables par la province à des fils de cultivateurs du comté de Yamaska, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 jusqu'au 21 mars 1935. (Document de la session no 134)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 7 h 30**

##### **Charte de Montréal-Est**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

##### **Taxes payables par la Beauharnois Light & Power et la Beauharnois Land**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare que le Conseil législatif a eu un sursaut d'indignation.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Hein! Vous dites?

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

##### **Donation de T.-A. Grothé**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Mariage S. Malone et M. Poliquin**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), que tous les droits additionnels payés pour le bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin soient remis, vu que ce bill a été déposé après les délais prescrits pour des raisons indépendantes de la volonté des promoteurs.

Adopté.

### **Saint-Charles-de-Caplan**

**M. Côté (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que les droits payés pour le bill 132 légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles-de-Caplan soient remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### **Succession J.-A. Massue**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que les amendes payées pour le bill 133 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue soient remises, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté en retard, par suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

### **M. Authier (Abitibi), nomination**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait allusion à la nomination du député d'Abitibi (M. Authier) comme ministre sans portefeuille.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'y en rien qu'un que je veux garder à sa place et c'est mon honorable ami comme chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'intérêt de la province, c'est que le premier ministre ne garde ni sa place ni ne prenne la mienne.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai été plus aimable que vous.

### **Demandes de documents:**

#### **Coupe de bois, droits payables à la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: Relativement aux droits de coupe payables à la province et impayés: *a.* le 30 juin 1934; *b.* le 31 décembre 1934: 1. Quelles sont les personnes, les compagnies ou corporations qui n'avaient pas encore payé? 2. Quelle était la somme payable à la province

par chacune d'elles? 3. À quelle date chaque somme était-elle payable à la province, par chacune d'elles? 4. À combien s'élevait le montant global des droits de coupe payables à la province, par lesdites personnes, compagnies ou corporations.

Adopté.

### **Dépôt de documents:**

#### **Coupe de bois, droits payables à la province**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour un état indiquant: Relativement aux droits de coupe payables à la province et impayés: *a.* le 30 juin 1934; *b.* le 31 décembre 1934: 1. Quelles sont les personnes, les compagnies ou corporations qui n'avaient pas encore payé? 2. Quelle était la somme payable à la province par chacune d'elles? 3. À quelle date chaque somme était-elle payable à la province, par chacune d'elles? 4. À combien s'élevait le montant global des droits de coupe payables à la province, par lesdites personnes, compagnies ou corporations. (Document de la session no 135)

### **Questions et réponses:**

#### **Réductions de la rente foncière**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À partir du 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935, inclusivement: 1. Le gouvernement de cette province a-t-il accordé des réductions, quant à la rente foncière payable à cette province?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. À qui?

4. À combien se chiffre le montant global des réductions ainsi accordées, dans chaque cas?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** 1. 2. 3. et 4. Par l'arrêté en conseil no 1204 en date du 31 mai 1934, une réduction de \$422.50 a été accordée pour le règlement des sommes dues par la Canadian American Pulp & paper Corporation Limited, en faillite, pour les rentes foncières des années 1931-1932, 1932-1933 et 1933-1934.

**Demandes de documents:****Coupe de bois,  
droits payables à la province,  
réductions**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: À partir du 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935, inclusivement: 1. Le gouvernement a-t-il accordé des réductions quant aux droits de coupe payables à la province?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. À qui?

4. À combien se chiffre le montant global des réductions ainsi accordées, dans chaque cas?

Adopté.

**Dépôt de documents:****Coupe de bois  
droits payables à la province,  
réductions**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour un état indiquant: À partir du 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 23 février 1935, inclusivement: 1. Le gouvernement a-t-il accordé des réductions quant aux droits de coupe payables à la province?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. À qui?

4. À combien se chiffre le montant global des réductions ainsi accordées, dans chaque cas? (Document de la session no 136)

**Demandes de documents:****Rente foncière**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: Relativement à la rente foncière payable à la province et impayée: *a.* le 30 juin 1934 *b.* le 31 décembre 1934: 1. Quelles sont les personnes, les compagnies ou corporations qui n'avaient pas encore

payé; 2. Quelle était la somme payable à la province par chacune d'elles; 3. À quelle date chaque somme était-elle payable à la province, par chacune d'elles; 4. À combien s'élevait le montant global des droits de coupe payables à la province, par lesdites personnes, compagnies ou corporations.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Rente foncière**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, un état indiquant: Relativement à la rente foncière payable à la province et impayée: *a.* le 30 juin 1934; *b.* le 31 décembre 1934: 1. Quelles sont les personnes, les compagnies ou corporations qui n'avaient pas encore payé? 2. Quelle était la somme payable à la province par chacune d'elles? 3. À quelle date chaque somme était-elle payable à la province, par chacune d'elles? 4. À combien s'élevait le montant global des droits de coupe payables à la province, par lesdites personnes, compagnies ou corporations. (Document de la session no 137)

**Institutions  
de charité**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre de cette Chambre adopté le vendredi 5 avril courant, à l'effet de renvoyer au comité permanent des bills publics en général le bill 71 concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines institutions de charité, soit révoqué.

Adopté.

Il est ordonné que ledit bill soit renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que la loi est nécessaire, à l'exception de l'article 12.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cette clause couvre certains cas spéciaux; elle n'est pas dangereuse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas confiance!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Au moins, ayez confiance lorsque nous sommes sur le terrain religieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le gouvernement commençait à payer ce qu'il doit aux institutions de charité! Ce ne serait pas nécessaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement paie bien. Même avec la meilleure volonté et le paiement rapide des sommes promises, les institutions doivent quelquefois emprunter de l'argent.

Il nie qu'on ait introduit un principe nouveau, puisque les institutions n'aliènent pas leur propriété, sans une entente avec le gouvernement qui garantit leur emprunt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, dans le sens qu'il paie bien mal.

Il lit une lettre d'une communauté qui a fait appel au premier ministre pour qu'on leur paie les \$7,000 dus, en évoquant la visite des rois mages.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les rois mages sont passés et ont payé.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Île d'Orléans

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 concernant l'Île d'Orléans soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications, s'il vous plaît!

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nous voulons garder à l'Île, l'un des endroits les plus chargés de souvenirs de notre pays, le culte de son passé, son cachet historique, pittoresque, et les beautés de son paysage. Nous voulons prohiber dans l'Île tous les panneaux-réclames, certains établissements de commerce vendant des saucisses, ou des stations d'essence disgracieuses, etc. C'est dans l'intérêt de l'Île, de ses habitants et de ses visiteurs que nous voulons faire cela. Le bill prévoit, lorsque la construction du pont sera terminée, qu'aucune nouvelle construction ne sera faite sans que les plans en soient soumis au Conseil du tourisme.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** C'est bien beau, mais ce pont-là, ce n'est pas fait seulement pour les touristes; si les gens de l'Île ne peuvent plus rien faire, ça ne sera pas intéressant. On devrait laisser cela au soin des municipalités qui pourraient consulter le Conseil du tourisme.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Des règlements semblables existent dans plusieurs villes. Cela n'est pas pour nuire aux gens de l'Île, mais pour les protéger. Nous ne demandons que des pouvoirs raisonnables, pour protéger le cachet de l'Île contre les dépravations de certains habitants de l'Île qui se laisseraient peut être gagner par le goût de faire de l'argent à même la valeur esthétique de l'Île. D'ailleurs, lorsque le Conseil du tourisme aura à se prononcer sur des problèmes touchant l'Île d'Orléans, on demandera aux curés et aux conseillers municipaux des paroisses de l'Île de siéger au Conseil du tourisme, ce jour-là.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre et la province savent ce que nous pensons de ce pont. C'est un monument extravagant. La preuve que ce pont est dangereux; c'est que le gouvernement est obligé de faire une loi pour protéger l'Île.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On a peut être remarqué que, jusqu'ici, je ne me suis pas mêlé à la discussion sur le pont de l'Île et l'administration de l'Île. Je me demandais quelles objections on ferait à la construction du pont que nous sommes en train de mener à bien. Les objections soulevées contre le pont de l'Île d'Orléans se réduisent à peu de choses. La première objection qu'a faite mon honorable ami, c'est que les gens de l'Île ne voulaient pas de ce pont.

Or, j'ai ici cependant des requêtes qui datent de 1922, soit depuis 13 ans, et venant de toutes les paroisses de l'Île qui prouvent de façon irrécusable que toute la population réclame la construction de ce pont. Toute la population de l'Île a signé ces requêtes qui disaient que, durant plusieurs mois de l'année, en hiver, les habitants de l'Île étaient privés de moyens de communication faciles avec leur marché naturel, Québec. Les gens de l'Île ne peuvent que difficilement traverser et, à certaines époques, cette traversée est très dangereuse.

On demandait la construction du pont, même un tramway, ou un chemin de fer. La requête de la paroisse de Saint-Pierre, par exemple, est signée par 300 personnes, la paroisse de Saint-Jean a signé au nombre de 180<sup>2</sup>, Saint-Laurent a 110 noms, Rivière Saint-François, 65, à Sainte-Famille, 300, et plusieurs noms d'habitants de Sainte-Pétronille. Sur chacune de ces requêtes, on voit, en tête de la liste, le nom du curé de la paroisse et du maire. Ces gens sont en outre venus plusieurs fois en délégation à Québec demander la construction du pont. Donc, je crois avoir suffisamment prouvé que, dès 1922, on nous demandait avec instance de construire un pont de l'Île d'Orléans à la côte nord du Saint-Laurent.

Pour construire un pont sur le Saint-Laurent, il faut la permission d'Ottawa, parce qu'il s'agit de voies navigables à harnacher, et qui ne nous l'aurait pas donné si cela avait été inutile. Or, M. Charles-N. Dorion, député conservateur fédéral du comté de Québec-Montmorency, dont mon honorable ami connaît l'allégeance, les convictions politiques, s'est chargé de demander à Ottawa de voter la législation nécessaire. Et dans son bill, il dit, en 1931, que la construction de ce pont n'est pas seulement dans l'intérêt de la côte de Beauré, ou de l'Île, mais de toute la province.

J'ai ici des résolutions non seulement du comté de Montmorency, mais aussi du comté de Québec et de tous les villages de la côte, Charlesbourg, Laurentides, Saint-Charles de Charlesbourg, etc. Par la suite, la plupart des municipalités intéressées au développement de l'Île ont félicité le député Dorion de son attitude, de ses bons services. On a donc demandé la construction du pont dès 1922, et le gouvernement a cru devoir se rendre à la demande de tous, sans distinction de parti, bleus ou rouges, qui voulaient ce pont, et Ottawa, par son bill, a reconnu qu'il était nécessaire.

On a dit l'autre jour qu'il y a eu des gens de Lotbinière, employés à sa construction. À moi aussi on a fait cette plainte, et j'ai fait enquête. Au mois de septembre 1932, sur 254 ouvriers, il y en a d'une

dizaine de comtés. Le relevé des 254 employés s'établit comme suit: 33 ouvriers de Québec-Ouest, 7 de Québec-Centre, 15 de Saint-Sauveur, 52 de Québec-Est, 49 du comté de Québec, 19 de Lévis, 14 de Lotbinière et 63 de Montmorency. Comme on le voit, la classe ouvrière n'a pas été oubliée et il valait mieux l'employer que de lui donner des secours directs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a choisi la date.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'opposition a critiqué vigoureusement le côté économique de la construction. Je crois qu'elle a eu tort. Voilà un monument provincial qui restera et dont les contrats ont été donnés avant la grande dépression dont nous souffrons. Commencé avant l'ère de dépression, il fallait le continuer. Je crois bien que, si nous devions commencer maintenant cette construction, nous ne le ferions pas à cause de la crise. Tous les contrats ont été donnés avant la période la plus creuse de la dépression. Ce pont coûtera trois millions, mais là-dessus, \$2,000,000 ont été ou seront payés en main-d'œuvre aux ouvriers. J'espère que mon ami de Saint-Sauveur ne se plaindra pas de cela.

C'est un endroit historique d'un grand attrait pour les touristes qui comprend six belles paroisses habitées par une population honnête et travailleuse. Nous sommes heureux d'avoir contribué à la construction de ce pont qui aidera la population et qui, indirectement, a montré que nos ingénieurs étaient experts dans l'art de bien bâtir. Le pont sera utile et, en plus, un des plus beaux et des plus élégants de la province. Il fait honneur à l'intelligence de nos ingénieurs québécois, et pour ma part, je suis fier d'avoir contribué à cette construction. Ce pont sera l'un des plus beaux de tout le Canada, et ce sera l'un des monuments dont la province sera fière.

La motion est adoptée sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>3</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a construit un pont de \$4,000,000 sur la requête de 700

personnes. Le premier ministre a refusé les requêtes pour les pensions de vieillesse et pour le crédit rural, malgré qu'ils fussent demandés par des centaines de milliers de personnes. M. Ernest Lapointe disait devant le comité des bills publics, il y a trois ans, que le pont de l'Île n'était pas encore terminé et que les loups-garous ne pouvaient pas encore venir à Québec.

Depuis que le pont est terminé, M. Lapointe a dit qu'il fallait faire des réformes du parti, en dedans du parti, même si ce parti est l'antithèse du libéralisme même, même si ce parti avait constamment violé les principes du libéralisme depuis 35 ans.

Le grand reproche que nous faisons à propos du pont de l'Île, c'est que le gouvernement a fait une dépense de \$4,000,000 qui n'était pas nécessaire, alors que tant de besoins pressants réclamaient impérieusement l'aide du gouvernement. Il se peut que le pont soit une belle œuvre d'art pour Québec et son district, mais il ne vaut pas le sacrifice de l'agriculture et de la colonisation. Il y a tant de travail productif à accomplir dans la province, plutôt que de dépenser des millions pour un pont inutile, que le premier ministre peut se garder d'invoquer les emplois créés.

On n'a pas le droit de dépenser \$4,000,000 pour assurer l'élection d'un simple député, fût-il premier ministre. Et d'ailleurs, le sentiment était loin de lui être favorable, puisque sur l'Île proprement dite, le premier ministre n'a eu que 91 de majorité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Combien avez-vous eu dans Trois-Rivières?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai eu 2,000 voix de plus que le premier ministre a eu dans Dorchester en 1897, lorsqu'il a perdu son dépôt.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous en avez eu 54, juste.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en ai eu 54, malgré la corruption effrénée pratiquée par les amis du premier ministre. Le gouvernement a dépensé \$31,000 pour me battre lors de la dernière élection, mais les gens de Trois-Rivières sont immunisés contre la corruption. En 1931, le premier ministre est venu parler contre moi. Par le fait même, il a assuré ma majorité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne discutons pas cela pour le moment.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le premier ministre qui en a parlé, je ne fais que le suivre sur son terrain. Quand il est venu parler contre moi aux Trois-Rivières, il a assuré ma majorité. Je l'invite à venir parler de nouveau. Car s'il vient une seconde fois, son candidat va perdre son dépôt.

Québec a demandé à Ottawa la permission de construire un pont au-dessus du Saint-Laurent. Si Ottawa avait refusé, je vois les cris au nom de l'autonomie provinciale. En ce qui regarde le consentement donné par le gouvernement fédéral, il ne représentait qu'une permission donnée à Québec de construire un pont qui n'affecterait pas la navigation.

Le gouvernement n'aurait pas dû entreprendre ces travaux durant la crise.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Il me semble que les maires des paroisses pourraient protéger les beautés de l'Île; ils sont aussi intéressés que le Conseil du tourisme.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le Conseil du tourisme va s'occuper de l'Île comme de tout le reste de la province. D'ailleurs, en ce qui concerne l'Île, les maires et les curés vont agir conjointement avec le Conseil du tourisme. Les maires et les curés, d'après la loi, font partie du Conseil du tourisme.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** C'est pas marqué!

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Vous le verrez quand nous arriverons à l'article 13 du présent bill: mon honorable ami ne voudrait tout de même pas que nous commençons par les derniers articles!<sup>4</sup>

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai ici une lettre me disant que le premier ministre a promis dans un discours prononcé à Saint-Romuald, de construire un hôpital pour incurables à Lévis.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Qu'est-ce que cela vient faire ici? Je n'ai jamais promis cela!

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit une lettre d'un particulier.

Mon correspondant demande si le pont de l'Île pressait plus que l'hôpital.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Montrez donc la lettre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une lettre personnelle! (Rires à droite)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai jamais dit cela, ma déclaration en Chambre devrait suffire!

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle ensuite du Conseil du tourisme et déclare que ce conseil n'est pas indépendant du gouvernement.

Il n'y a que des employés ou des amis du gouvernement, affirme-t-il. Croit-on que ces créatures du gouvernement vont respecter les noms historiques? Est-ce qu'ils ne donneront pas à tous les ponts les noms des ministres, plutôt que des noms tirés de notre histoire? Le premier ministre sait que les électeurs de l'Île sont mécontents et qu'ils veulent le lui manifester aux prochaines élections.

Il y a dans l'Île un cabaleur d'élections qui veut déjà avoir le contrôle exclusif de la vente de certains produits dans l'Île, des liqueurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nommez-le, s'il y a quelqu'un de soupçonné, et il n'aura rien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est celui qui a le contrôle de la vente des liqueurs douces dans les édifices du Parlement. C'est un M. Fortier!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. Fortier ne reste pas dans l'Île, il demeure à Sainte-Anne-de-Beaupré! Mon honorable ami fait comme cela des affirmations à tort et à travers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre dit que M. Fortier n'aura rien? Il affirme dit-il, qu'on lui apprend de source assez autorisée qu'on se prépare à donner au Québec Power le monopole du transport sur l'Île. Le premier ministre peut-il donner une garantie que le Québec Power n'aura pas le contrôle des autobus sur l'Île?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non. Je ne puis pas donner de garantie: ce n'est pas de mon ressort, cela relève de la Commission des services publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le premier ministre, qui prétend ne pas avoir le droit le veut, nous allons passer une loi tout de suite, ce soir, pour le lui donner; pour défendre au Québec Power d'aller dans l'Île.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami n'est pas sérieux. Il ne manquera plus que cela: passer une loi pour décréter qu'une compagnie n'aura pas le droit d'avoir un service d'autobus sur l'Île. Allons-nous passer une loi pour refuser un privilège à une compagnie qui, comme toutes les autres, a le droit de pratiquer dans Québec?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne parle pas du droit, mais de monopole. Le gouvernement doit cesser d'encourager les monopoles et de ruiner la concurrence. J'offre au premier ministre un moyen d'empêcher le Québec Power d'avoir le monopole de l'Île.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je puis dire à mon honorable ami qu'en autant qu'il en dépendra de moi, il n'y aura pas de monopole dans l'Île. Je tiens de plus à déclarer que ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, je n'ai été approché pour cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'offre au premier ministre de passer une loi pour qu'aucun monopole ne soit accordé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a deux de mes électeurs de l'Île qui ont des services d'autobus, vous pouvez être certain que je ne les laisserai pas de côté. Je suis opposé à ce prétendu monopole.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il y a dans le bill une clause disant que le Conseil du tourisme empêchera tout monopole dans l'Île. Le chef de l'opposition nous a parlé du Conseil du tourisme et il nous dit qu'il n'était pas indépendant. La loi qui a créé le Conseil du tourisme dit que ce doit être des chefs de service du gouvernement! En plus, nous ne voulons pas de monopole dans l'Île.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, passons une loi.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Voulez-vous que nous ajoutons une clause, à la loi, pour dire qu'aucun monopole ne sera accordé?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, mettons-la tout de suite.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Sûrement!

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Très bien! Aucune objection. C'est ce que nous voulons!

Mettons à l'article 15 qu'aucun monopole en matière de transport ne pourra être établi ni sur le pont ni dans l'Île d'Orléans.

Il ajoute aussi que les maires et les curés feront, *ex officio*, partie du Conseil du tourisme en ce qui regarde l'Île.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En ce qui concerne la conservation du cachet de l'Île, pourquoi ne pas confier cela au conseil de comté plutôt qu'au Conseil de tourisme?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le Conseil du tourisme existe, a juridiction, pour toute la province, et en ce qui concerne l'Île on lui adjoint les curés et les maires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a six maires et six curés; comme il y a vingt<sup>5</sup> membres dans le Conseil du tourisme, les représentants de l'Île seront en minorité.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il n'y a aucun doute que le conseil adoptera toujours le point de vue des maires et des curés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'espère que la minorité de l'Île sera plus chanceuse que la minorité de cette Chambre.

Les articles 1 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. Le Conseil du tourisme peut:

"a. Ordonner ou causer la démolition de toute construction érigée, ou travaux effectués, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934, aux fins d'une exploitation, visée par l'article 9, qui n'a pas été approuvée ou autorisée par certificat, ce moyennant une indemnité, proportionnée aux dommages causés, payable à la partie intéressée.

"Si les parties ne peuvent convenir de ladite indemnité, celle-ci est fixée définitivement et sans appel par la Commission des services publics de Québec, sur requête de l'une desdites parties;

"b. Ordonner ou causer la démolition, sans indemnité et aux frais du contrevenant, de toute construction ou travaux mis en exploitation

contrairement aux dispositions de la présente loi, nonobstant les pénalités édictées à l'article 10."

Le comité propose des amendements.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"11. Le Conseil du tourisme peut:

a. Ordonner ou causer la démolition de tout poste de distribution de la gazoline ou d'huile érigée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934, qui n'a pas été approuvé ou autorisé par certificat, ce moyennant une indemnité, proportionnée aux dommages causés, payable à la partie intéressée.

"Si les parties ne peuvent convenir de ladite indemnité, celle-ci est fixée définitivement et sans appel par la Commission des services publics de Québec, sur requête de l'une desdites parties;

"b. Ordonner ou causer la démolition, sans indemnité et aux frais du contrevenant, de toute construction ou travaux mis en exploitation contrairement aux dispositions de la présente loi, depuis son entrée en vigueur, nonobstant les pénalités édictées à l'article 10."

L'amendement est adopté.

L'article 11 ainsi amendé est adopté.

L'article 12 est adopté.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. Pour la mise à exécution de la présente loi, le Conseil du tourisme peut s'adjoindre les maires et les curés de l'Île, ou toute autre personne qui ne demeure pas dans l'Île mais dont il jugera le concours utile."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"13. Pour la mise à exécution de la présente loi, les maires et les curés de l'Île, font partie du Conseil du tourisme."

L'amendement est adopté.

L'article 13 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 14 qui se lit comme suit:

"[14. Toutes les dépenses encourues pour la mise à exécution de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il juge à propos aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, peut autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émis sur le crédit de la province.

"Ces bons ou rentes inscrites sont émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et sont payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indique.]]"

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"[[14. Toutes les dépenses encourues pour la mise à exécution de la présente loi ne doivent pas excéder deux cent mille dollars et sont payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il juge à propos aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, peut autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émis sur le crédit de la province.

"Ces bons ou rentes inscrites sont émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et sont payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indique.]]"

L'amendement est adopté.

L'article 14 ainsi amendé est adopté.

Le comité propose un nouvel article 15 qui se lit comme suit:

"15. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun monopole ou franchise exclusive, en matière de transport des passagers ou de fret, sur le pont de l'Île et dans l'Île d'Orléans, ne pourra être accordé."

Le nouvel article 15 est adopté.

L'ancien article 15 devient l'article 16 et est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code municipal**

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill 54 modifiant le Code municipal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi des cités et villes, article 622**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant l'article 622 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Code de procédure civile, article 1354**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Syndicats coopératifs de Québec**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Compagnies de télégraphe**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 modifiant la loi des compagnies de télégraphe pour donner aux compagnies le pouvoir d'étendre leurs lignes par constructions, achat ou loyer soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi a pour but de permettre à une compagnie d'acheter une ligne de téléphone appartenant à une autre compagnie lorsqu'il y a lieu de le faire. Actuellement, elles n'ont pas ce droit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi a du bon, mais j'ai peur du pouvoir d'exproprier donné aux compagnies.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il existe déjà dans le statut.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Joliette**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 refondant la charte de la cité de Joliette.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Écoles d'agriculture et Société coopérative fédérée des agriculteurs**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi

concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée.

### **NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

2. 190, selon *La Presse* du 10 avril 1935, à la page 14.

3. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

4. *L'Événement* du 10 avril 1935, à la page 3 attribue l'article 11, par erreur, ces paroles à M. Duplessis.

5. 26, selon *The Quebec Chronicle* du 10 avril 1935, à la page 3.

Séance du mercredi 10 avril 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession  
Joseph Éthier**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin): Que les articles 497, 498, 503, 510, 511, 516 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de MM. Paul Éthier, Pio Éthier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Éthier et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 concernant la succession de feu Joseph Éthier.

Adopté sur division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de MM. Paul Éthier, Pio Éthier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Éthier, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 141 concernant la succession de feu Joseph Éthier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 197 pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique;
- bill 199 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 205 remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile, quant à la vente des biens appartenant à des incapables.

Les bills suivants ont été retirés:

- bill 185 modifiant la loi des dentistes de Québec;

- bill 187 modifiant la loi de l'instruction publique concernant le paiement des taxes scolaires par certains occupants.

**Loi des assurances  
de Québec**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), la permission de présenter le bill 250 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

Il explique qu'il y a conflit entre Ottawa et les provinces, au sujet de la juridiction. Il s'agit de régler certains cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Salaire minimum  
des femmes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 57 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Ces amendements ont pour but d'étendre les privilèges de la loi aux employés d'hôtel et de restaurant et aussi d'augmenter les amendes payables par les violateurs de la loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Exigibilité des  
créances hypothécaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 58 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Taxe sur les corporations**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte à la présentation des résolutions, car il ne les a pas reçues.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** réplique qu'avant d'appeler cet item, il s'est assuré que les résolutions avaient été distribuées et qu'elles étaient disponibles pour le chef de l'opposition et tous les autres membres. Ce n'est pas à lui de remettre les documents dans les mains de M. Duplessis personnellement.

Adopté.

### **Loi des accidents du travail**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je trouve que l'on a trop retardé à présenter cette loi importante, d'autant plus que le Conseil législatif a apporté des amendements qui ne sont pas propices à l'ouvrier car ils disent que les accidents survenus avant l'entrée en vigueur de cette loi ne tombaient pas sur le coup de la loi.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Loi pour promouvoir le retour à la terre**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au

bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, pour promouvoir le retour à la terre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Que le montant pour les acquisitions de certains immeubles considérées être dans l'intérêt de la colonisation dans toute localité, les dites acquisitions étant autorisées en vertu des paragraphes 1 et 3 de l'article 2 de la loi 22 George V, chapitre 41, tel que modifiée par la loi 23 George V, chapitre 28, section 1, sera fixé à la somme maximum de trois cents dollars, dans chaque cas, tel que prévu par la loi qui accompagne la présente résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: J'ai demandé certains renseignements à l'honorable ministre hier.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**: Le chef de l'opposition m'a demandé de nouveaux détails, hier; les voici.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** consulte le dossier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je vois qu'une terre a été achetée au prix de \$30. Le ministre croit-il qu'un colon peut vivre sur une terre comme cela?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**: Il s'agit d'un lot vendu pour taxes; les taxes ne s'élevaient qu'à \$30.

Voici comment nous procédons: lorsque le chef de district apprend qu'une terre va être vendue, il prend les renseignements nécessaires et il nous fait parvenir les formules.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le gouvernement fait de la colonisation avec la désertion de la colonisation. S'il s'était occupé un peu plus des vieux colons, il ne serait pas obligé de les remplacer par des nouveaux. Le ministre peut-il nous dire si cette loi n'est pas pour faire perdre au cultivateur-colon les cinq sixièmes du délai qu'il a pour payer ses taxes.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Il s'agit de terres qui ont été abandonnées, qui sont inhabitées. La plupart des terres ainsi vendues pour taxes ne sont pas défrichées. Celui qui va entrer en possession d'une terre rachetée par le gouvernement la paiera en cinq ans et recevra des primes du gouvernement. Ceci aura pour effet, dans certaines paroisses, de combler les vides.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que ces terres sont bien boisées?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Il y en a qui le sont; d'autres sur lesquelles il y a moins de bois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plusieurs colons ont quitté leurs lots.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Quelques-uns n'avaient pas la force physique pour rester en forêt; d'autres sont revenus parce que leurs femmes ne voulaient pas rester sur la terre, etc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux, dès aujourd'hui, attirer l'attention sur un point. La plupart des lots achetés jusqu'ici ont été payés de \$30 à \$600. S'ils ne valaient pas plus, c'est de la colonisation mesquine. On fait de la colonisation rétrograde en établissant des colons sur des lots de \$30. Comment un colon peut-il vivre sur une terre semblable?

Comment veut-on qu'ils réussissent sur des terres de cette valeur? Mais si ces lots n'ont été payés que \$30 et qu'ils valent davantage, c'est odieux: le gouvernement spéculé sur la misère. On a exploité le colon qui les possédait déjà.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Le chef de l'opposition ne semble pas comprendre la loi. Ce sont des lots qui avaient été abandonnés. Le gouvernement a payé ce qui était dû à la municipalité.

Le gouvernement n'était pas obligé de payer \$100, quand il pouvait avoir les lots pour \$30, soit pour le paiement des taxes.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Faites donc de la bonne colonisation. Envoyez les gens sur de bonnes terres, des terres bien boisées.

Il parle de colons qui sont obligés de s'atteler aux souches, parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'acheter un cheval.

Pensez-vous que c'est cela de la colonisation, demande-t-il? Si vous les envoyez sur des mauvais lots, les colons vont vous revenir, et ce sera de l'argent de gaspillé.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Les terres que nous achetons pour taxes sont pour les colons qui préfèrent s'installer sur des vieilles terres, plutôt que d'aller dans des nouveaux centres et qui sont heureux de les avoir. Ces colons, nous ne les obligeons pas à prendre ces terres. Ils doivent connaître cela autant que le député de Saint-Sauveur: s'ils acceptent ces terres, ça doit être qu'ils sont capables de vivre dessus.

Si le système était si mauvais, les 430 premières terres que l'on a achetées n'auraient pas été prises immédiatement par les colons. La province de Québec est la seule à donner des primes de défrichement aux colons, et Ontario songe à appliquer le même système dans le nord. Il n'y a pas une province du dominion qui fasse autant que nous pour les colons. Le Nouveau-Brunswick aimerait bien avoir un système aussi bon que le nôtre.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** réclame pour le colon \$1.60 par jour, sans retenue. Il demande si le gouvernement donne une prime spéciale au colon père de douze enfants.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

répond que non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a dit que pas une province ne paye de primes, à l'exception de Québec. Cela n'est pas conforme aux faits. Il n'y a pas un pays où la colonisation se fait comme ici; à nulle part, on envoie les colons dans la boue; aucun autre gouvernement ne paye les colons avec des pitons; ici on réduit les primes de colonisation, on ne les paye pas souvent et on laisse exploiter les colons. Le jour de délivrance est sur le point de sonner.

J'ai fait mes remarques loyalement. Maintenant, M. le président, nous demandons au gouvernement, pour la dernière fois, de ne pas appuyer sa politique de colonisation sur la misère de cultivateurs, en réduisant le délai normal qu'ils ont pour payer leurs taxes municipales. Au lieu de porter de 24 mois à 4 mois le délai pour racheter la terre, le gouvernement devrait rétablir les délais.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais savoir si le ministre va avoir l'audace de dire plus tard que l'opposition a appuyé son projet.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Dois-je comprendre que vous l'appuyez?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La question ne me surprend pas. Il y a trois jours que nous combattons son projet et le ministre se demande encore si nous l'approuvons. Nous ne l'approuvons pas! Nous appuyons sur son projet pour l'écraser. Nous appuyons sur le gouvernement pour en débarrasser la province.

(Applaudissements dans les galeries)

**M. le président:** Adopté sur division.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

#### **Charte de Montréal**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Conseil n'a pas fait disparaître la taxe de vente. Le Conseil a maintenu la taxe de vente et l'a même aggravée en multipliant les tracasseries contre la population. L'opposition a apporté à l'étude du bill toute la collaboration et toute la sympathie possibles. Lorsque nous avons étudié le bill en comité, j'ai affirmé que, sous prétexte d'autonomie, nous ne devions pas accorder à Montréal tout ce qu'elle demandait, n'importe quelle demande, que ce soit bon ou mauvais, juste ou non, surtout quand celle-ci n'avait pas de bon sens. Or, la taxe de vente est une erreur monumentale au détriment de Montréal.

Le gouvernement a pris l'attitude qu'il fallait accorder toutes les demandes faites, sans s'occuper si elles aidaient ou nuisaient à la population de Montréal. Pourtant, celui qui autorise une injustice ou un mal, est aussi coupable de l'injustice que celui qui la commet. Aussi, les députés provinciaux qui ont autorisé Montréal à imposer la taxe de vente, sachant qu'elle était inapplicable et nuisible, en sont responsables au premier chef. Nous considérons que

la taxe de vente est une taxe injuste, parce qu'elle atteint le petit consommateur. C'est une loi tracassière et tyrannique. En plus, comme elle va contre toute l'opinion publique saine, elle aboutira à un échec et encouragera le mépris des lois. Nous nous sommes opposés, pour notre part, à la taxe de vente.

De plus on impose cette taxe, la seule dans toutes les villes du Canada, alors que la ville de Montréal, la métropole du Canada, subit une concurrente dangereuse de la part de la ville de Toronto. Or, Montréal en imposant une taxe de vente, rend sa situation comme concurrente de Toronto, encore plus critique. On impose une taxe qui est de nature à compromettre sérieusement le progrès de Montréal. Cette taxe de vente aura pour effet de détruire le crédit de la métropole, ce qui fera bien plaisir à Toronto, sa rivale.

Le Conseil législatif a aussi apporté un amendement au budget, pour décréter que si le Conseil n'a pas accepté le budget le 15 mai, ce budget se trouve voté. Grâce à cet amendement, et pour toutes fins pratiques, le rapport du comité exécutif, composé de 5 membres, sera adopté intégralement, malgré l'opposition des autres 30 échevins, si le comité exécutif le désire ainsi. Ainsi, on interdit 30 des 35 échevins. Jusqu'ici, la majorité du conseil avait droit d'accepter ou de refuser le budget proposé par le comité exécutif. Par l'amendement du Conseil législatif, le conseil municipal est placé en interdit. C'est une mesure injustifiable et une violation de l'autonomie du conseil municipal.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je me demande s'il y a lieu de discuter de cet amendement du Conseil. Le Conseil législatif a simplement approuvé ce que nous avons fait, au sujet de la taxe de vente. Je l'ai déjà dit en Chambre, la taxe de vente est une taxe dangereuse et d'application difficile. Si elle était appliquée dans toute la province, elle serait plus facile d'application, mais je prévois pour Montréal, de grandes difficultés. Mais la ville de Montréal se trouve dans une situation difficile, particulière; ses finances sont délabrées; elle a des échéances très lourdes à rencontrer et son budget de dépenses n'a pas été bouclé depuis deux années. Il fallait faire quelque chose. Or, le conseil municipal, après des études sérieuses qui ont duré des mois, après que nous leur avons fait l'offre d'une session spéciale, vient nous présenter un projet mûri, réfléchi. Allons-nous prendre sur nous de refuser les demandes de Montréal?

La Législature a voulu laisser Montréal parfaitement libre de choisir le meilleur moyen d'équilibrer son budget. Et je crois que, dans les circonstances, il n'y avait pas moyen de lui refuser sa demande, la situation aurait été pire. Nous avons pris la position la plus sage. C'est Montréal qui a la responsabilité des taxes qu'elle va imposer; c'est Montréal qui les a demandées, qui a insisté pour qu'on les lui accorde.

Son conseil a été élu par le peuple à une grosse majorité. J'estime que, si nous avions refusé, nos responsabilités auraient été plus graves. Nous ne savons pas si les nouvelles taxes pourront améliorer la situation, l'avenir dira si nous avons suivi la meilleure route. si Montréal a bien agi. Mais nous souhaitons, afin que Montréal puisse conserver sa place comme métropole du Canada. Quant à nous, nous avons fait notre devoir.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **William-Robert Caron**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Power (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Que dans la loi de la gazoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36), les mots "réservoir à gazoline" signifient tout récipient stationnaire placé sous le sol ou au-dessus du sol, pour l'emménagement de la gazoline; et que les mots "pompe à gazoline" signifient tout appareil raccordé à un réservoir à gazoline aux fins d'en transvaser la gazoline au moyen d'une ou plusieurs voies d'écoulement pour fins de commerce.

2. Que les personnes suivantes auront droit au remboursement de la taxe imposée en vertu de l'article 4 de la loi de la gazoline, savoir:

a. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fermier, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* dans un tracteur, pour l'exécution seulement du travail de la ferme;

b. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de pêcheur, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* pour le fonctionnement d'un bateau servant à la pêche;

c. Toute personne, sur la gazoline achetée et employée par elle *bona fide* au fonctionnement d'une machine fixe;

d. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fabriquer des produits qui requièrent de la gazoline comme un ingrédient, sur la gazoline qu'elle achète ou qu'elle emploie *bona fide* comme un ingrédient dans ces produits fabriqués;

e. Toute personne qui se sert de pompes pour combattre les feux de forêts, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* pour cette fin seulement;

Pourvu toutefois que dans chacun des cinq cas qui précèdent:

I. La personne par qui la gazoline est ainsi employée ou consommée produise, entre les mains du contrôleur du revenu de la province, la preuve satisfaisante de la manière prescrite par les règlements, du paiement de la taxe et de l'usage ou consommation de la gazoline;

II. La demande de remboursement soit faite et remise au contrôleur du revenu de la province dans les douze mois suivant immédiatement la date de l'achat;

III. Cette demande soit accompagnée des factures originales et acquittées de toute la gazoline achetée par le réclamant pendant la période de temps indiquée dans la demande, tant pour fins comportant que pour fins ne comportant pas exemption;

IV. Aucune des factures ainsi produites avec la demande n'indique d'altérations.

3. Que personne ne pourra être propriétaire, pour fins de commerce, d'une pompe à gazoline qui est en usage dans cette province, sans payer pour chaque voie d'écoulement un droit variant selon la population de la municipalité locale dans laquelle elle fonctionne, tel que déterminée par le dernier recensement fédéral et égal à trois dollars, si la population excède 25,000 habitants, deux dollars, si la population excède 5,000 habitants, mais n'excède pas 25,000 habitants, et un dollar, si la population n'excède pas 5,000 habitants.

4. Que ce droit sera payable au bureau, le premier mai de chaque année pour l'année alors commençant et que, lorsque la voie d'écoulement sera installée au cours de telle année, le ministre pourra accorder une réduction proportionnelle à la partie de l'année antérieure à l'installation.

L'objet de la première résolution a pour but de définir ce qui, aux termes de la loi, doit être considéré comme un réservoir à gazoline.

L'autre résolution dit quelles sont les personnes qui seront exemptées de la taxe sur la gazoline, cultivateurs, pêcheurs, etc., se servant de moteurs à gazoline pour l'exploitation de la ferme, etc.

Une autre classe l'essence en quatre classes, aux fins d'uniformisation du produit. Cette classification a été acceptée par toutes les provinces du dominion, à la suite d'une conférence du Bureau national des recherches scientifiques et des représentants des provinces.

L'autre est pour fixer le montant de cette taxe.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le département du revenu apporte des délais injustifiés à payer les remises, généralement trois ou quatre mois, et souvent plus d'une année. Il affirme qu'on multiplie aussi les chinoiseries, afin de retarder les paiements.

Il demande quelles taxes ont été perçues l'année dernière.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Les remises de la taxe sur la gazoline, aux cultivateurs, se font deux semaines après réception de leur réquisition. L'an dernier, le montant moins les remises était de \$4,822,400. Le gouvernement a remis \$359,651 pour cet item.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** affirme que sa demande ne priverait pas la province d'une somme importante.

Il demande que le cultivateur bénéficie de l'exemption, quand il emploie de l'essence pour son

camion et quand celui-ci transporte les produits de la ferme. Il fait cette demande, afin d'aider les cultivateurs et la province en général.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dit qu'on veut taxer tous les réservoirs sans tenir compte de leur nombre par pompe à gazoline. Le permis actuel est de \$1 pour chaque vendeur.

En vertu du nouveau plan, ils paieront une taxe de \$3, \$2 et \$1 sur chaque réservoir, selon la population. Si les résolutions sont adoptées, nous estimons que ceci générera un revenu d'environ \$30,000.

**M. Béïque (Chambly):** Quel intérêt le gouvernement a retiré sur les \$400,000 qu'il a remis aux cultivateurs?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il est impossible de le dire.

**M. Béïque (Chambly):** Le gouvernement n'atteint pas le cultivateur directement avec la taxe, mais il l'atteint avec les intérêts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** explique la loi. Il dit qu'elle donne au gouvernement le droit d'imposer un permis et mentionne ensuite les personnes qui bénéficieront de l'exemption. Cependant, il y a d'autres lois qui donneront au gouvernement le contrôle des postes de distribution. Il prévient que l'adoption des résolutions pourrait entraîner une augmentation du prix de la gazoline.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** C'est la Commission des services publics qui aura ce contrôle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement projette de taxer et les pompes et les réservoirs. Actuellement, le distributeur paie un permis de \$1. À l'avenir, il paiera \$1 pour le réservoir et \$3 pour chaque pompe, quand il tiendra commerce, dans une localité de 25,000 âmes.

Combien le gouvernement entend-il retirer à Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke et Hull? Combien le gouvernement a-t-il retiré l'an dernier des vendeurs de gazoline?

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

### Procès par jury

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 modifiant le Code de procédure civile concernant les procès par jury.

Adopté.

### En comité<sup>2</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** Le Barreau s'est opposé à cette mesure. On s'est servi du député de Joliette pour faire une brèche au Code civil, et on fera disparaître tout le jury ensuite.

**M. Dugas (Joliette)**: Le Barreau s'est opposé à ce qu'on fasse disparaître le jury civil, mais non pas à la présente mesure. Lorsque la cause n'est pas contestée sur le fonds, il me semble que le juge est capable d'évaluer les dommages beaucoup mieux que les jurés. Le chef de l'opposition, qui prend la défense de la magistrature avec tant d'éloquence, ne devrait pas prétendre le contraire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Il y a d'autres moyens de manifester son respect à la magistrature, notamment en votant contre une loi Dillon. Je vois que le premier ministre sourit...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Soyez sans crainte; je pensais à autre chose! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: J'attire l'attention de la Chambre sur ce point; c'est un pas de fait vers la disparition du jury en matière civile.

**M. Barré (Rouville)**: Je trouve que ce bill ne veut rien dire du tout pour les profanes. J'en profite pour faire une remarque. On devrait faire ici la même chose qu'à Ottawa. Quand on propose un amendement à une loi, on devrait nous remettre, sur une feuille, d'un côté la loi telle qu'elle est, et, de l'autre, la loi telle que l'on veut l'amender. Autrement, il nous faut faire venir ici toute la bibliothèque.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Mon honorable ami a raison sur ce point. Il serait préférable que nous ayons le texte des lois au regard des amendements. Il faudra en venir à ce qu'il dit. Le gouvernement a étudié cette pratique qui est suivie à Ottawa et en Ontario. Nous y verrons. Aussi l'an

prochain, tout projet de loi contiendra les amendements projetés et des notes explicatives et, en regard, le texte des articles que l'on veut amender. Quant au présent bill, je crois qu'il est juste. Un juge est capable d'évaluer les dommages.

**M. Guertin (Hull)**: Est-ce qu'il faudrait passer une loi pour avoir le texte des lois?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Continuons comme cela pour cette session-ci. L'an prochain, nous ferons ce changement... car nous serons encore au pouvoir.

**M. Guertin (Hull)** se prononce contre le projet de loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Il est 6 heures.

**Des voix**: Le vote! Le vote!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Adopté sur division?

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Non, non!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Il est 6 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Ça ne fait rien, je veux le vote.

M. le président, il est 6 heures. Je connais M. le président et son esprit de justice. En diverses circonstances il a exprimé des principes que nous préconisons nous-mêmes. M. le président, vous avez l'occasion d'être au-dessus des deux partis en rappelant le gouvernement à l'ordre et en donnant justice à l'opposition. Je demande donc que le comité rapporte progrès et siège de nouveau.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

### Dépôt de documents:

#### Commission scolaire de Sainte-Scholastique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 20 février 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres et officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la Commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 jusqu'au 31 janvier 1935. (Document de la session no 138)

**23 George V, chapitre 26,  
arrêtés en conseil**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 mars 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 13 avril 1933 jusqu'au 26 février 1935 inclusivement, et se rapportant à 23 George V, chapitre 26. (Document de la session no 139)

**Conseil d'hygiène,  
province de Québec**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 mars 1935, pour un état dûment certifié, relativement au Conseil d'hygiène de la province de Québec, institué en vertu de l'article 14, chapitre 186, Statuts refondus du Québec, 1925, depuis la date de son institution, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1935; et indiquant:

1. La date de chacune des réunions tenues par les membres dudit conseil?
2. La somme globale payée par la province à chacun des membres qui composent ledit conseil?
3. À combien s'élève le total des déboursés faits par la province à ce sujet? (Document de la session no 140)

**Ordres en conseil,  
21 George V, chapitre 26**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 21 mars 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement au 8 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, Statuts refondus de Québec, 21 George V, loi modifiant la loi du département du trésor. (Document de la session no 141)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 7 h 30**

**Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité<sup>3</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Le secrétaire provincial (M. David) n'est pas obligé de se faire pistonner par son sous-ministre pour répondre aux questions, comme font les autres ministres. Cela signifie-t-il que le secrétaire vaut mieux que les autres ministres, et surtout le ministre de la Voirie qui lui avait deux aides. Est-ce que le secrétaire provincial aurait priorité sur le ministre de la Voirie?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous devriez être le dernier à critiquer. Vous êtes bien l'opposition à vous tout seul, vous-même!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je parle de la succession du premier ministre, parce que nous allons avoir des élections. Je constate que le député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) est assis à côté du premier ministre. C'est un signe évident que nous allons avoir des élections, car sans doute le député prépare un autre bill Dillon pour la prochaine élection. Il est vrai qu'il le regrette tellement qu'il a décidé de s'en aller à Ottawa. Évidemment, les ministres ne s'entendent pas. Mais il paraît que c'est le ministre des Mines et de la Voirie qui va succéder au premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je croyais que ce serait vous!  
(Rires en Chambre et dans les galeries)

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, (secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** déclare qu'il y a 200 classes ouvertes à Montréal pour ces cours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** conseille au secrétaire provincial de ne pas toujours prendre le même architecte pour les travaux de la Commission des écoles catholiques de Montréal, comme autrefois le député de Saint-Jacques, qui chargeait 5 % sur tous les contrats.

Il ne faudrait pas, dit-il, non plus accorder tous les contrats à la maison Daigle.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond qu'il n'a rien à faire avec la Commission scolaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin) retirait une commission de 5 % sur les contrats scolaires. Il se préparait ainsi à sa politique de colonisation à 5 %.

La maison Daigle et Paul a établi une fabrique à Terrebonne où l'on manufacture certains produits que la Commission scolaire de Montréal impose à tous les contracteurs.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond qu'il ignore la chose.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le secrétaire provincial favorise-t-il la nomination de juges sur la Commission scolaire.

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Il est heureux de voir qu'il y a au moins un député de la droite qui respecte les juges. Aussi est-il un libéral avancé, puisqu'il disait dans un discours à la Chambre que, comme Arthur Buies, il était un libéral si avancé que depuis que ses amis étaient au pouvoir, ils l'avaient perdu de vue.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** assure qu'il n'a pas dit cela, mais qu'il avait dit: "Le député de Hull me fait penser à Arthur Buies qui disait..."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le discours a-t-il été sténographié?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Il y a dans mon département des employés zélés qui, sans que je le sache, sténographient quelques-uns de mes discours.

Ils ont tort d'ailleurs, car ils ne valent pas grand-chose. Seulement je sais qu'ils ne valent rien, tandis que mon honorable ami, lui, ne le sait pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le ministre fait erreur. Car lui et moi savons que ses discours ne valent rien. (Rires)

**L'honorable M. David (Terrebonne)** fait un vif éloge de M. Augustin Frigon, directeur de l'enseignement technique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Comment se fait-il qu'on ait nommé M. Frigon sur une commission de l'électricité, pour étudier ce qu'il enseigne à ses élèves et même aux professeurs?

Il ajoute qu'il a fait d'ailleurs ces réflexions à M. Frigon lui-même. Il s'est demandé la même chose pour M. Lapointe. Car le premier ministre l'a chargé de décider, comme président d'une commission, si ce que M. Lapointe avait dit, deux ans avant, au comité était vrai ou non. C'est un sale tour que le premier ministre a joué à M. Lapointe et aussi à M. Frigon.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Est-ce que M. Frigon sera nommé président de la Commission de l'électricité? Et la baisse des crédits de \$25,000 à \$15,000 confiés à M. Frigon, est-elle faite dans ce but?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Dieu seul connaît l'avenir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le secrétaire de la province pourrait le demander au premier ministre.

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Le premier ministre dira certainement à la Chambre, en temps et lieu, quel sera le futur président.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: En avez-vous entendu parler?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Non.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Moi non plus!

**L'honorable M. David (Terrebonne)** déclare qu'au cours de l'année, il a dépensé \$25,000 pour maintenir 150 écoles ouvertes dans la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: On a exempté de grosses compagnies de \$1,000,000 en taxes scolaires par année. Avec cet argent, on pourrait faire beaucoup.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours pour professionnels, Statuts refondus, 1925, chapitre 36, article 2, (secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.  
Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts, (secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** proteste contre l'octroi accordé à l'Association des concerts symphoniques de Montréal. Il ajoute que l'Orchestre de Montréal, que dirige M. Douglas Clarke, ne recevait aucun subside.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y a six ou sept ans, le gouvernement avait offert un subside de \$2,000 à l'Orchestre de Montréal pourvu que l'Orchestre encourageât les talents de notre province. Cette condition fut jugée inacceptable. De plus, le gouvernement demandait à l'Orchestre d'inviter quelquefois des chefs et des solistes de naissance canadienne. On a même refusé à M. Wilfrid Pelletier, de la Metropolitan Opera, de New York, de diriger gratuitement l'un des concerts de l'Orchestre de Montréal.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, (secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.  
Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Imprimeur du roi. - *Gazette officielle de Québec*, Statuts refondus, 1925, chapitre 18, section V: \$65,000; Déboursés applicables au revenu: \$60,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. David (Terrebonne)**, à la suite d'une question, répond que la *Gazette officielle* est imprimée au *Soleil*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'organe du parti fait des profits considérables et le gouvernement devrait demander des soumissions.

C'était d'ailleurs un article du programme libéral en 1897. Les soumissions ont été remplacées, dit-il, par la soumission du *Soleil* et des entrepreneurs au gouvernement.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la Ste. Anne Paper Company Limited et à ses prédécesseurs et ayants cause;
- bill 26 modifiant la loi de la manutention de la gazoline;
- bill 38 modifiant l'article 23 de la loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux;
- bill 42 modifiant la loi de l'exécutif, relativement au transfert des services des départements;
- bill 45 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres;
- bill 46 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 52 modifiant l'article 469 de la loi des cités et villes;
- bill 55 modifiant la loi des sociétés de colonisation;
- bill 71 concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines institutions de charité.

### Loi des jurés

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 248 modifiant la loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 10 h 45.

---

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).
2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Québec-Est (M. Drouin).
3. Selon *L'Événement* du 11 avril 1935, à la page 9, l'étude des crédits a duré une heure. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).



Séance du jeudi 11 avril 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Actes et règlements  
de Sainte-Thérèse**

**M. Bastien (Berthier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les articles 497, 498, 510, 511, 516 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Sainte-Thérèse, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse.

Adopté sur division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Bastien (Berthier)** demande la permission de présenter le bill 142 confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Organisation  
des départements**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 6 modifiant les lois concernant l'organisation des départements.

Ce bill est long, mais il n'est pas dangereux. Il s'agit d'articles de concordances.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Inhumations  
et exhumations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 249 modifiant la loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres.

On nous a représenté que, très souvent, dans les cas de mort violente, les embaumeurs font leur travail trop tôt et rendaient impossible l'autopsie destinée à reconnaître la nature exacte de la mort.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Ministère des Terres et Forêts,  
dépenses d'arpentage**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À part la somme globale de \$3,871,110.52 qui, d'après une réponse du gouvernement en date du 5 mars 1931, a été dépensée par la province, sans demande de soumission, à même les crédits du département des Terres et Forêts, pour arpentage, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1920 jusqu'au 26 mars 1935:

*a.* Combien la province a-t-elle payé ou dépensé, à même les crédits du département des Terres et Forêts, pour arpentage?

*b.* Quel est le montant total de tous les contrats intervenus entre la province et toute personne, compagnie ou corporation, au sujet d'arpentage?

*c.* Tous les contrats ont-ils été accordés sans demande de soumission?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. *a.* Du 19 février 1931 au 26 mars 1935: \$1,342,527.36; *b.* Du 19 février 1931 au 26 mars 1935: \$1,130,183.48; *c.* Oui, conformément à la coutume suivie depuis 1867.

**Commission d'électricité  
de Québec**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

#### **Abolition des rentes seigneuriales**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 73 concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux.

Adopté.

#### **Protection des ressources forestières**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province.

Adopté.

#### **Loi pour promouvoir le retour à la terre**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, pour promouvoir le retour à la terre.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par représentant de Chambly (M. Béique), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre désapprouve la résolution qui est la base du bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, pour promouvoir le retour à la terre.

*a.* Parce que cette résolution consacre le principe de réduire à quatre mois, en temps de crise économique, le délai de deux ans toujours accordé au propriétaire en temps de prospérité pour lui permettre de racheter sa propriété vendue pour taxes municipales ou scolaires.

*b.* Parce qu'il est souverainement injuste de faire perdre, aux cultivateurs et aux colons dont la propriété a été vendue pour taxes municipales ou scolaires, en plein temps de dépression, les 5/6 du délai qui a toujours été accordé aux cultivateurs et aux colons en temps ordinaire pour faciliter leur maintien sur leur terre.

*c.* Parce que la politique de colonisation consacrée par cette résolution est basée sur la misère et sur le dépouillement du colon et du cultivateur;

*d.* Parce que la politique de colonisation consacrée par cette résolution n'offre pas aux colons les garanties indispensables de succès et de stabilité et n'assure pas aux colons des moyens raisonnables de subsistance.

*e.* Parce que ladite résolution no 67 prête au favoritisme et au patronage politiques qui constituent une entrave intolérable au succès et au progrès de la colonisation.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, Sauvé, 6.

**Contre:** MM. Arcand, Barré, Bastien, Bercovitch, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Crête, David, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Filion (Laval), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 48.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte, comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

La résolution est adoptée comme dans le cas de ladite votation précédente, et encore en sens inverse.

### Succession Joseph Éthier

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 concernant la succession de feu Joseph Éthier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Procès par jury

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 modifiant le Code de procédure civile concernant les procès par jury.

Adopté.

### En comité<sup>1</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme que, même en ce qui concerne les causes civiles, le droit des parties intéressées à un procès devant jury n'a jamais été contesté, sauf par le gouvernement. On considère que cette méthode donne plus de garanties aux parties qu'un procès devant juge seul, dit-il, puisqu'on fait plus de place au côté humain. Les juges sont plus intéressés aux questions légales qu'humanitaires.

Il y a trois ans, dit-il, on tenta de faire adopter une loi en plusieurs points similaires à ce bill, mais l'opposition fut telle que l'entreprise fut abandonnée.

C'est le premier pas, dit-il, fait pour faire disparaître entièrement l'institution du jury, non seulement dans les causes civiles, mais aussi dans les causes criminelles. C'est antibritannique et antidémocratique.

**M. Dugas (Joliette)**: Plutôt que de parler de ses craintes, le chef de l'opposition serait mieux d'étudier le présent projet de loi. Je demande simplement ceci: que le demandeur n'ait pas le droit de convoquer un jury, lorsque la défense n'a pas fait de plaidoyer, c'est-à-dire dans les causes *ex parte*. Il me semble qu'un juge en pareil cas est aussi compétent, même plus compétent que n'importe lequel des douze membres du jury choisis dans la rue ou dans leur maison, pour décider d'une compensation dans tous les cas de cette nature. D'ailleurs, si un autre député demande jamais la suppression du jury civil, mon honorable ami pourra défendre cette institution britannique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Le député de Joliette prétend que si nous sommes contre son bill, nous manquons de confiance envers nos juges. Il ne s'agit pas de cela. Nous nous opposons à ce bill parce que c'est un acheminement vers la disparition du jury en matière civile dans un avenir rapproché, et les paroles du député de Joliette confirment cette opinion. C'est une institution très ancienne qui n'a jamais été dénoncée sérieusement et il n'y a aucune raison valable de la faire disparaître. Le législateur savait ce qu'il faisait lorsqu'il a dit qu'il y aurait procès par jury dans les causes civiles comme dans les causes criminelles.

**M. Dugas (Joliette)**: Le procès devant jury coûte très cher: pourquoi faire ces dépenses dans les causes *ex parte*? Il n'y a pas de raison de permettre de pareille dépense, lorsque le défendeur n'offre pas de défense. Dans les causes contestées, c'est très bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: L'attitude du député de Joliette est étrange, bizarre. Lui qui a voté pour le bill Dillon, la plus grande injure qui ait jamais été faite aux tribunaux et aux magistrats, prétend que nous manquons de respect aux juges, en votant contre son bill. On allègue que le juge est plus compétent que le jury. Cependant, le proposeur du bill affirme qu'il veut garder le jury dans les autres causes. Il y a là contradiction. Ou le jury est compétent ou il ne l'est pas, et il en est de même du juge. Pourquoi alors modifier notre régime judiciaire sans aucune raison valable?

**M. Dugas (Joliette)**: Au sujet du bill Dillon, j'ai ici une déclaration du chef de l'opposition qui dit: "Une contestation en bloc est une injure à tout l'électorat". Est-ce qu'il a changé d'idée depuis?

Et, il cite M. Henri Bourassa pour démontrer que la loi Dillon n'était pas si pire qu'on l'a dit.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dugas (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Desmarais, Duffy, Dugas, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-

Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Grant, Lapointe, Lortie, Mercier fils, Moreau (Roberval), Perrault, Rochette, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 33.

**Contre:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Caron, Dillon, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, McDonald, Power, Samson, Sauvé, Smart, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 90 modifiant la charte de la cité de Longueuil;
- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

#### **Charte de Longueuil**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Conseil législatif a augmenté le pouvoir d'emprunt de Montréal. Il a voté un permis de \$900,000 pour travaux, sans référendum et sans affecter le pouvoir d'emprunt, et avant que le bill ne soit adopté, je veux attirer l'attention sur ce changement et le dénoncer. Comme règle générale, il convient de laisser ceux qui paient les travaux, soit les propriétaires, décider

de l'opportunité de la dépense. C'est d'ailleurs la loi générale municipale. Le peuple est responsable des emprunts: c'est un mauvais principe de permettre à une ville d'emprunter des sommes considérables sans consulter la population. Les ingénieurs ont déclaré que seuls les travaux d'aqueduc pour \$1,665,000 étaient urgents. Or, on augmente cette somme de \$900,000.

Soulignant qu'il avait voté pour qu'on permette à la métropole d'emprunter \$1,660,000 pour certains travaux en raison de leur caractère urgent, il rappelle que la ville, avec l'autre bill, a levé environ \$8,000,000<sup>2</sup> soit à peu près 20 % de son budget, en nouvelles taxes.

La population de Montréal est taxée pour \$8,000,000 et plus, rien que cette année. Ceci constitue un lourd fardeau pour les propriétaires et les autres payeurs de taxes. Il suggère à la ville d'être prudente.

Il convient de surveiller la dépense. À moins qu'il n'existe un motif extrêmement sérieux, il ne voit pas pourquoi un tel changement a été fait sans qu'il soit préalablement soumis à un référendum, puisqu'il s'agit de la seule protection dont les propriétaires disposent contre les extravagances des administrateurs.

Il admet qu'il doit y avoir des exceptions quelquefois, mais, généralement, il croit que le principe voulant qu'il y ait un référendum pour les dépenses en capital, surtout lorsqu'on va au-delà du pouvoir d'emprunt, doit être rigoureusement respecté.

Il demande que l'on envoie de nouveau le bill au comité des bills privés de la Chambre, afin de l'étudier de nouveau en présence des intéressés. Il ne peut donner son appui aux augmentations consenties dans les clauses portant sur les emprunts et il votera donc contre.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La somme additionnelle dont parle mon honorable ami est absolument nécessaire, urgente. Nous avons été d'accord pour réduire les pouvoirs d'emprunt de Montréal, plus de \$3,000,000, contenus dans le bill. Nous avons décidé de réduire certaines demandes d'emprunts pour la réfection de l'aqueduc.

Ce sont les ingénieurs de la ville eux-mêmes qui, au Conseil législatif, ont reconnu l'utilité de la dépense de \$900,000 et l'urgence même, parce qu'il s'agit de travaux d'égout. Si le Conseil législatif a trouvé cette demande suffisante, je ne vois pas pourquoi nous reviendrions sur cette question. Je crois que nous devons concourir dans la décision du Conseil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si tel est le cas, on ne peut guère se fier à l'appréciation de ces messieurs qui sont venus devant cette Chambre déclarer que des travaux d'urgence, après étude faite, ne s'imposaient que pour \$1,665,000 puis, quelques jours plus tard, y ajoutent un million. Si les ingénieurs de la ville ont changé d'idée pendant le court temps qui s'est écoulé entre la présentation du bill au comité de la Chambre et sa présentation au comité du Conseil, ils ont fait preuve d'un manque de précaution.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Institutions d'assistance publique**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** se plaint que dans de tels cas, trop souvent, les avocats reçoivent tout et les victimes rien.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Sauf l'accident.

Adopté.

#### **En comité<sup>3</sup>:**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** proteste contre la loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
La loi dit simplement que l'accidenté recevra ce qui lui revient de son allocation, que le médecin et l'hôpital auront droit à leurs frais d'hospitalisation ou à leurs honoraires.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des dentistes**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**M. Barré (Rouville):** Je tiens à enregistrer une protestation qui m'a été faite et que je trouve très légitime. Puisqu'on admet que ces professions ont des droits pour se régir elles-mêmes, pourquoi ne pas reconnaître ce droit aux dentistes?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Mon honorable ami peut être certain que le présent bill est approuvé par les dentistes eux-mêmes. Le bill actuel satisfait pleinement la profession. Dans le cas d'une mesure disciplinaire prise par le Bureau des dentistes, si celui qui a été l'objet de la censure du Bureau n'est pas satisfait, il pourra en appeler. On lui laisse toute la liberté d'en appeler à deux juges.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas besoin de répéter ce que j'ai dit au comité.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 48 modifiant le Code civil relativement au recouvrement de réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit;

- bill 129 modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie;

- bill 130 constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix;
- bill 136 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes;
- bill 137 constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph";
- bill 182 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal limitant certains droits d'action contre les corporations municipales;
- bill 191 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous allons suspendre la séance pendant quelques minutes pour nous rendre au Conseil législatif où Son Excellence le gouverneur présidera tantôt à la sanction royale de plusieurs bills.

La séance est suspendue à 4 h 40.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

### **Sanction royale**

Son Honneur le lieutenant-gouverneur donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 modifiant l'article 2182 du Code civil;
- bill 7 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe;
- bill 9 pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la Ste. Anne Paper Company Limited et à ses prédécesseurs et ayants cause;
- bill 10 concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne;
- bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931;
- bill 24 modifiant la loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes;

- bill 26 modifiant la loi de la manutention de la gazoline;

- bill 27 pour valider la publication de certains avis municipaux;

- bill 28 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques;

- bill 31 modifiant la loi de la pêche relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche;

- bill 33 modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages;

- bill 34 concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche;

- bill 35 concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs;

- bill 38 modifiant l'article 23 de la loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux;

- bill 42 modifiant la loi de l'exécutif, relativement au transfert des services des départements;

- bill 43 prolongeant d'une année la loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires);

- bill 45 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres;

- bill 46 modifiant la loi des mines de Québec;

- bill 47 modifiant la loi de l'adoption;

- bill 48 modifiant le Code civil relativement au recouvrement de réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit;

- bill 52 modifiant l'article 469 de la loi des cités et villes;

- bill 55 modifiant la loi des sociétés de colonisation;

- bill 71 concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines institutions de charité;

- bill 78 modifiant la charte du village de Senneville;

- bill 82 refondant la charte de la cité de Joliette;

- bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company";

- bill 90 modifiant la charte de la cité de Longueuil;

- bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet;

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval;
- bill 102 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 104 concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie Amélie Élisabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry;
- bill 106 modifiant la charte de la ville de Louiseville;
- bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 109 autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien;
- bill 110 ratifiant le règlement no 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- bill 111 modifiant le règlement no 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndicats d'écoles de ladite paroisse;
- bill 112 ratifiant le règlement numéro 6 de la municipalité de Grande Île;
- bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934;
- bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin;
- bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 124 confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes;
- bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard;
- bill 126 concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois;
- bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières;
- bill 129 modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie;
- bill 130 constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix;
- bill 132 légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles-de-Caplan;
- bill 133 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue;
- bill 136 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes;
- bill 137 constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph";

- bill 152 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile;
- bill 153 modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement;
- bill 155 modifiant, dans les cas de dommages causés par un véhicule automobile, le Code de procédure civile relativement à la saisie-arrest avant jugement;
- bill 171 modifiant la loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement;
- bill 173 modifiant la loi relative aux constitués et au régime de tenure dans la cité de Hull;
- bill 174 modifiant l'article 228 du Code municipal;
- bill 177 érigeant en municipalité le canton De Sales;
- bill 178 modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés;
- bill 179 modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer;
- bill 182 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal limitant certains droits d'action contre les corporations municipales;
- bill 183 modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement;
- bill 188 modifiant le Code de procédure civile relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel;
- bill 190 modifiant la loi 19 George V, chapitre 124;
- bill 191 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 116 modifiant la loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

### **The Quebec Association of Seventh-Day Adventists**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 modifiant la loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

L'amendement est lu deux fois et adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Code de procédure civile, article 1354**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile, quant à la vente des biens appartenant à des incapables.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi pour promouvoir le retour à la terre**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, pour promouvoir le retour à la terre.

Le plan du retour à la terre sera mis à exécution dès les premiers beaux jours de mai. Les comités paroissiaux s'occupent actuellement à faire le choix des colons que le gouvernement établira sur des terres. Les colons partiront par groupe de 50.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Exigibilité des créances hypothécaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58

modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi de la gazoline<sup>5</sup>**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Que dans la loi de la gazoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36), les mots "réservoir à gazoline" signifient tout récipient stationnaire placé sous le sol ou au-dessus du sol, pour l'emmagasinement de la gazoline; et que les mots "pompe à gazoline" signifient tout appareil raccordé à un réservoir à gazoline aux fins d'en transvaser la gazoline au moyen d'une ou plusieurs voies d'écoulement pour fins de commerce.

2. Que les personnes suivantes auront droit au remboursement de la taxe imposée en vertu de l'article 4 de la loi de la gazoline, savoir:

*a.* Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fermier, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* dans un tracteur, pour l'exécution seulement du travail de la ferme;

*b.* Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de pêcheur, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* pour le fonctionnement d'un bateau servant à la pêche;

*c.* Toute personne, sur la gazoline achetée et employée par elle *bona fide* au fonctionnement d'une machine fixe;

*d.* Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fabriquer des produits qui requièrent de la gazoline comme un ingrédient, sur la gazoline qu'elle achète ou qu'elle emploie *bona fide* comme un ingrédient dans ces produits fabriqués;

*e.* Toute personne qui se sert de pompes pour combattre les feux de forêts, sur la gazoline qu'elle

achète et qu'elle emploie *bona fide* pour cette fin seulement;

Pourvu toutefois que dans chacun des cinq cas qui précèdent:

I. La personne par qui la gazoline est ainsi employée ou consommée produise, entre les mains du contrôleur du revenu de la province, la preuve satisfaisante de la manière prescrite par les règlements, du paiement de la taxe et de l'usage ou consommation de la gazoline;

II. La demande de remboursement soit faite et remise au contrôleur du revenu de la province dans les douze mois suivant immédiatement la date de l'achat;

III. Cette demande soit accompagnée des factures originales et acquittées de toute la gazoline achetée par le réclamant pendant la période de temps indiquée dans la demande, tant pour fins comportant que pour fins ne comportant pas exemption;

IV. Aucune des factures ainsi produites avec la demande n'indique d'altérations.

3. Que personne ne pourra être propriétaire pour fins de commerce, d'une pompe à gazoline qui est en usage dans cette province, sans payer pour chaque voie d'écoulement un droit variant selon la population de la municipalité locale dans laquelle elle fonctionne, tel que déterminée par le dernier recensement fédéral et égal à trois dollars, si la population excède 25,000 habitants, deux dollars, si la population excède 5,000 habitants, mais n'excède pas 25,000 habitants, et un dollar, si la population n'excède pas 5,000 habitants.

4. Que ce droit sera payable au bureau, le premier mai de chaque année pour l'année alors commençant et que, lorsque la voie d'écoulement sera installée au cours de telle année, le ministre pourra accorder une réduction proportionnelle à la partie de l'année antérieure à l'installation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite les chiffres que lui a communiqués le trésorier et note qu'il y avait l'an dernier 7,715 vendeurs qui payaient une taxe de \$1.

Les vendeurs sont répartis comme suit dans les principaux centres: 2,238 à Montréal, 120 à Hull, 516 à Québec, 156 à Sherbrooke et 82 aux Trois-Rivières. Ces vendeurs vont payer \$3 par pompe au lieu de \$1. Quelle est l'augmentation de revenus prévus par les changements que l'on veut apporter à la loi?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Environ \$30,000 par année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** est d'avis que l'on impose des conditions telles qu'il sera difficile de s'exempter de la taxe.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** réclame l'exemption pour les particuliers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** ajoute que la loi, telle que rédigée, obligera l'acheteur à payer la taxe comme vendeur.

**M. Béique (Chambly)** veut une exemption pour l'huile à chauffage.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

#### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera vendredi le 12 avril, elle ajournera à samedi, le 13 avril à 11 heures du matin.

Adopté.

#### Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 39 relatif à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des sœurs de Charité de la Providence pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 7 h 30

#### Loi de la gazoline

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

Le débat se poursuit sur les résolutions.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>6</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes: \$1,900,000; moins remboursements par municipalités \$700,000 - patients \$100,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

**M. Béïque (Chambly):** Je profiterai de cette occasion pour demander au secrétaire de la province un octroi en faveur des religieuses de Chambly.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous l'accorderons avec plaisir. Je ferai cependant remarquer à mon honorable ami que cet octroi n'est accordé que lorsqu'il y a une demande de faite.

**M. Béïque (Chambly) et l'honorable M. David (Terrebonne)** poursuivent le débat avec une série de questions et de réponses.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** parle d'un hôpital pour aliénés mentaux de la région de Québec confié à des religieuses.

Il est certain, dit-il, que les très distinguées religieuses en question s'engraissent à faire bonne chère, mais elles ne traitent pas leurs malades de la même manière<sup>7</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne faut pas dire cela.

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. David (Terrebonne),** au cours du débat, rendent hommage au dévouement des institutions religieuses.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée.

#### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence du député de Beauharnois (M. Saintonge).

2. *The Quebec Chronicle* du 12 avril 1935, à la page 3, écrit \$800,000. C'est toutefois le seul journal qui avance ce montant.

3. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

4. Voir note 3.

5. Le *Soleil* du 12 avril 1935, à la page 3, souligne qu'au total, la discussion portant sur les résolutions relatives au bill 29 dura 2 heures. Malheureusement, à part quelques bribes, aucun journal n'a rapporté les échanges entre l'opposition et les ministériels.

6. Voir note 1.

7. Selon *Le Soleil* du 12 avril 1935, à la page 3, M. Bertrand aurait immédiatement réalisé "le mauvais effet que pourrait avoir sa phrase et il voulut s'expliquer".



Séance du vendredi 12 avril 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 30 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec.

Votre comité recommande de prolonger au 30 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Extension des  
conventions collectives**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 56 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives du travail.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):**

Ces amendements ont pour but de rendre la loi plus effective et de rendre les sanctions plus sévères en cas de violation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Département de la Colonisation,  
de la Chasse et des Pêcheries**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 70 modifiant la loi du département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés  
coopératives agricoles**

**M. Gauthier (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), la permission de présenter le bill 206 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Déneigement**

**M. Thisdel (Maskinongé)** demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), la permission de présenter le bill 208 modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Béïque (Chambly)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que les ressources naturelles de la province de Québec devraient procurer le bien-être de sa population et servir à améliorer les conditions présentes, à préparer et assurer l'avenir, et à sauvegarder les forces vives de notre survivance;

Attendu que la province de Québec possède des ressources forestières et hydrauliques dont l'exploitation est déjà considérable, mais dont les possibilités le sont davantage;

Attendu que la province possède des terrains miniers très riches et des champs de pêcheries insurpassables dans l'Amérique du Nord;

Attendu qu'une exploitation judicieuse et rationnelle des ressources naturelles de notre province remédierait considérablement aux effets désastreux de la crise économique qui y sévit depuis plusieurs années;

Attendu qu'il y a actuellement dans notre province plus de 80,000 jeunes gens sans la moindre perspective d'avenir et que leur nombre augmente d'une façon alarmante;

Attendu que la jeunesse est le réservoir de la nation et constitue les forces de renouvellement de notre capital le plus cher et le plus précieux, le capital humain;

Attendu que dans une province aussi peu peuplée, dont le territoire est si vaste et qui est si bien pourvu de ressources naturelles, il est intolérable que le problème de l'établissement de notre jeunesse se pose avec tant d'acuité;

Attendu qu'il est urgent de résoudre ce problème angoissant, de réparer les erreurs du passé et de préparer l'avenir;

Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires, recommande au gouvernement de la province d'adopter, sans plus de retard, des mesures équitables qui s'imposent pour que les ressources naturelles de notre province soient utilisées et mises en valeur de façon à faciliter et assurer l'établissement de notre jeunesse.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**Une voix à droite:** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, l'établissement des jeunes est une question de première importance, le problème le plus angoissant à l'heure actuelle chez nous. Nous avons le devoir d'étudier les causes qui ont amené cette triste situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Le gouvernement de la province de Québec avait à sa disposition les moyens nécessaires pour assurer à la jeunesse des positions dans le commerce et l'industrie. Autrefois, nous avions dans nos campagnes une vieille coutume. Le père achetait une ou deux terres et y établissait ses garçons.

Le gouvernement a failli à sa tâche.

Il soutient que le gouvernement devra porter une lourde responsabilité face aux générations futures pour son incapacité à reconnaître le droit des jeunes gens d'avoir une place dans la vie de leur province. Depuis longtemps, le gouvernement dispose des moyens, et a certainement le devoir, d'appliquer les mesures nécessaires qui auraient permis d'éviter la situation désastreuse que nous connaissons aujourd'hui.

Plutôt que d'agir ainsi, le gouvernement a fait cadeau de nos ressources naturelles aux grands intérêts, souvent étrangers, et par le fait même fut incapable d'assurer l'avenir des jeunes de Québec. On a dit que les jeunes gens ont perdu leur amour de la terre. Personnellement, il n'en croit rien, mais lorsqu'ils voient dans quelle misère vivent leurs pères, incapable de joindre les deux bouts, il ne faut pas se surprendre que le découragement s'installe.

Je ne fais pas ces remarques dans un but de critique, mais pour rappeler au gouvernement qu'il peut aider la jeunesse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Notre province est la plus riche qui soit. Nous avons six habitants par mille carré de superficie; dans d'autres pays, en Europe, il y en a 200, 400 et même 600. Et cependant nous avons ici le problème de l'établissement de nos jeunes. La jeunesse est la garantie de nos forces de renouvellement, l'espoir de demain, mais elle doit être aussi la réalité d'aujourd'hui. Il y a dans la province 80,000 jeunes gens en état de gagner leur vie qui n'ont devant eux aucun avenir, qui n'ont aucun espoir de gagner honorablement leur vie dans Québec, qui n'ont rien à faire et qui sont dans l'oisiveté. Ces 80,000 jeunes gens sans avenir sont honnêtes, forts, consciencieux et vaillants, mais voilà, ils ne trouvent aucun exutoire pour cette énergie.

Il importe de protéger ces jeunes gens qui pourraient être une proie facile aux idées subversives, à la propagande socialiste et communiste. La Chambre devrait adopter les mesures nécessaires pour aider ces jeunes gens à même nos ressources naturelles pour que notre patrimoine serve à la solution de ce problème angoissant qui prend l'allure d'un spectre, selon l'expression de Son Éminence le cardinal Villeneuve. Le gouvernement devrait donc accepter les suggestions de l'honorable député de Chambly, suggestions qui sont tout à l'honneur de celui qui les a faites.

**M. Guertin (Hull):** J'ai l'honneur de demander l'ajournement du débat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ho! Ne demandez pas cela. Nous ne pourrions plus nous former en comité des subsides. Parlez donc tout de suite; nous avons hâte de vous entendre.

**M. Guertin (Hull):** Voici. J'ai déjà parlé de la situation de la jeunesse dans la province à plusieurs reprises. Sur le fonds, je m'accorde avec le député des Deux-Montagnes et des Deux-Rivières... pardon, des Trois-Rivières. Mais je ne puis me prononcer sur la motion elle-même, sans l'avoir étudiée, parce que je n'en comprends pas la portée. Si cette motion est très importante, la situation de la jeunesse est une cause d'anxiété pour ceux qui songent à l'avenir, pourquoi ne l'avoir pas inscrite au feuillet de cette Chambre, pour nous permettre de la lire.

Autrefois, j'ai voté pour ces genres de motions, mais aujourd'hui je ne veux plus donner un vote que je regretterais le lendemain. Dans les circonstances, je crois que le député de Chambly aurait dû nous montrer sa motion d'avance. Ce qu'il y a de plus rigolo, c'est qu'on dit que la Chambre devrait adopter la motion unanimement, après l'avoir entendu lire. Il ne voit pas qu'on puisse l'adopter ou la rejeter sérieusement après une simple lecture en Chambre.

On dit qu'il faut aider les jeunes, mais on ne dit pas comment. Par conséquent, je voterai contre la motion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'était pas nécessaire de proposer l'ajournement du débat, c'est votre meilleur discours. (Rires)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** (Applaudissements) Je veux dire quelques mots. Cette motion est un vote de non-confiance à l'adresse du gouvernement.

Il reprend l'amendement clause par clause pour montrer que l'opposition condamne le gouvernement pour sa soi-disant inaction.

De ce côté-ci de la Chambre, il me fait plaisir de le dire, nous nous sommes toujours intéressés à la jeunesse comme aux autres classes. On dit, dans cette motion, qu'il faudrait utiliser les ressources naturelles de la province pour en faire bénéficier la jeunesse. Est-ce par une motion semblable que l'on pense aider aux jeunes? Le député de Hull a parfaitement raison. Si l'on est sérieux, que l'on indique des remèdes. Cette motion n'est-elle pas plutôt un moyen, juste à la veille de l'ajournement, de se faire de la publicité dans les journaux, afin que

toute la province sache demain que l'opposition a pris la défense des jeunes et que la droite a voté contre la motion?

Cette motion ne signifie rien, elle n'a aucune portée. Si la gauche était sérieuse, elle proposerait quelque chose de concret, et je crois que la Chambre se doit de se prononcer contre cette motion. Le gouvernement a toujours eu à cœur d'encourager la jeunesse et le fait encore par tous les moyens, et l'opposition, dans sa motion, ne cite aucune instance où nous avons failli à notre tâche. Si nous avons commis des erreurs, qu'on le dise. Qu'on nous dise aussi ce que nous pourrions faire de plus pour les jeunes. Je crois donc que notre vote contre cet amendement est amplement justifié.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, Sauvé, Smart, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Casgrain, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), David, Desmarais, Duffy, Dugas, Fillion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Guertin, Lapointe, Lortie, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le problème de la jeunesse était l'un des plus sérieux. Nous avons toutes les raisons de voir au placement de notre jeunesse, la caisse d'épargne nationale, comme on l'a si justement appelée, où nous conservons le plus riche capital de l'avenir, le capital humain. Le premier devoir d'un gouvernement est de prévoir; c'est aussi de sauvegarder le capital humain. Après 15 ans, pour ne pas remonter 38 ans en arrière, le régime n'a rien fait encore pour sauvegarder cette richesse. Plus de 80,000 jeunes gens sont là, sans perspectives, sans possibilité d'établissement. Et on a l'audace de nous dire: que faut-il faire? Si le gouvernement ne sait pas quoi faire, qu'il cède sa place à d'autres.

De quelle manière procéder, nous demande-t-on? Si je suggérais des moyens précis, la droite discuterait les détails pour ignorer le fond. Je suggère de mettre en valeur nos ressources naturelles, afin d'aider nos jeunes et les établir. Le fait de réclamer

l'exploitation de nos ressources naturelles est déjà une directive assez claire. Quand il accorde des concessions, le gouvernement devrait insérer dans chaque contrat une clause garantissant du travail aux nôtres. Lors de la concession de nos limites, on aurait dû poser des conditions pour assurer à la jeunesse un emploi équitable, favoriser l'éclosion de ses talents et de ses initiatives.

Québec a un grand territoire, une jeunesse forte et vivante, nous devons lui donner l'occasion de se faire un avenir. Il faut que le régime prenne le moyen de conserver ce capital humain.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'espère que l'opposition, en parlant de la jeunesse comme elle vient de le faire, est sincère. J'aime à croire que les remarques de l'honorable chef de l'opposition lui sont dictées par le seul désir d'aider la jeunesse. Il y a cinq ou six ans, je me permettais de suggérer moi-même que, dans la passation des contrats concédant des ressources naturelles, il soit loisible au gouvernement d'inclure une clause qui donnerait à nos jeunes la préséance sur les étrangers; d'insérer que, si les compagnies trouvaient des hommes compétents parmi ceux qui sont sortis de nos écoles spéciales, ces hommes aient la préférence. Toutefois, en justice, on ne peut dénier au capital étranger qui est investi chez nous le droit d'amener avec lui ses propres techniciens, ses propres spécialistes, ses ingénieurs pour mettre son entreprise en marche, quitte à l'obliger après cela à faire entrer les nôtres dans ses affaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne l'avez-vous pas fait?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y a bien des choses désirables qui ne sont pas toujours possibles.

Cette idée j'y crois et je veux que nous la réalisons, mais je crois aussi, je crois surtout que la meilleure façon de s'occuper de la jeunesse avec fruit, c'est de s'occuper de son développement intellectuel. Au moins 25 % des 12,000,000 de chômeurs qu'il y a actuellement dans le monde sont des hommes de 16 à 25 ans. Partout, dans tous les pays, la jeunesse souffre, la crise de la jeunesse est une crise mondiale.

Il rappelle que ceci est un problème sérieux dans plusieurs pays, particulièrement en Allemagne, en France, aux États-Unis et en Angleterre.

La jeunesse est à plaindre surtout et, en ceci, je m'accorde parfaitement avec mon honorable ami

de l'opposition, en ce qu'elle n'a pas connu les heures heureuses que nous avons nous-mêmes connues au temps où nous étions jeunes. Elle n'a pas eu les mêmes chances que nous, nous qui avons déjà un peu vieilli. Il n'y a aucun doute que la classe qui a le plus le droit de se plaindre, ce sont les jeunes. Les jeunes sont anxieux et se questionnent sérieusement sur leur avenir. Mais pourquoi être pessimiste? C'est là la plus dangereuse des attitudes de l'esprit.

Disons plutôt aux jeunes qui entrent dans la vie: vous qui actuellement n'avez pas de quoi occuper vos longues heures quotidiennes, employez ces heures à vous cultiver, à vous préparer à la vie. Préparez-vous surtout aux carrières économiques, financières et commerciales, aux tâches demain en Canada français, dans lesquelles il faut que nous triomphions, si nous voulons réaliser pleinement notre destin. La jeunesse compétente a toujours et trouvera toujours à se placer. La preuve, je puis la fournir en citant les maisons où les finissants de notre École des hautes études commerciales ont réussi à se placer.

Il cite une liste de quelques 150 noms de diplômés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et ceux qui ne sont pas instruits, ils n'ont pas besoin de se placer? Voulez-vous dire que les 80,000 jeunes gens qui chôment sont des incompetents, qu'ils n'ont pas d'éducation?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ce n'est pas une façon de discuter, cela, et je ne répondrai pas à mon honorable ami. Les élèves des Hautes études qui ont obtenu leurs diplômes au temps où il y avait encore des situations ont trouvé à se placer; ils ont eu préséance. Si les jeunes, depuis quelques années, n'ont pas réussi à se trouver des situations, ce n'est la faute de personne. Le progrès moderne est allé tellement vite que l'esprit humain n'a pas eu le temps de s'y adapter. Notre jeunesse n'avait pas compris la nécessité de l'économique.

De 1915<sup>1</sup> à 1928, les grandes maisons de commerce et de finance du pays et de l'étranger ont employé tous les finissants de l'école dont je parlais tout à l'heure. C'est un signe et je peux l'interpréter dans le sens que je disais plus haut. Dans le passé, nos jeunes n'ont pas eu suffisamment d'instruction. Ce n'est la faute de personne. Nous avons tous trop cru à la facilité. Mais ils n'avaient pas l'instruction suffisante. De plus, nous n'avons pas eu le temps de suivre l'évolution du progrès et nous avons été dépassés par elle. Nous n'avons pas compris la

nécessité de l'économique. Nous-mêmes, lors de notre jeunesse, au collège, avions-nous pour la finance et l'industrie, je ne parle pas du gain mais de l'occupation elle-même, la considération qu'il fallait?

Aujourd'hui nous réalisons qu'il n'y a pas de métier inférieur à condition que celui qui l'exerce soit à sa place. La jeunesse d'aujourd'hui réalise qu'il y a d'autres professions utiles que celles d'avocat, de médecin et de notaire. Les jeunes peuvent même, ce qui semblera odieux à quelques bacheliers, entrer dans les écoles techniques pour devenir des contremaîtres, pour apprendre à mener les hommes et bien les mener. Autrefois, il fallait qu'un bachelier se donnât à une carrière libérale. Aujourd'hui, il réalise qu'il peut faire autre chose, pourvu qu'il soit à sa place.

**M. Guertin (Hull):** Il n'y a pas de sots métiers!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il n'y a que de sottes gens, des têtes sottes! (Rires)

Je remercie la Providence d'avoir aidé nos jeunes gens dans cette nouvelle orientation. C'est cela surtout qui nous manquait. Nous avons déjà possédé, chez nous, des compagnies de navigation, même de chemins de fer, nous avons possédé en entier le commerce d'épicerie en gros, nous avons été maîtres de la fabrication des chaussures, de la savonnerie et de la tannerie. Où cela est allé? Tout cela s'est envolé avec le reste parce que nous n'avons pas eu ces deux qualités primordiales: la constance et la persévérance.

Nous avons vendu nos commerces pour obtenir des millions. Et ces millions ont fondu en 1929. Il nous faut reconstruire maintenant. Disons-le aux jeunes. Disons-leur: regardez les résultats de nos écoles spéciales; voyez ce que vous pouvez faire. Sauvons notre capital humain, oui, mais sauvons aussi notre capital intellectuel.

Pour cela, il ne faut pas mettre dans l'esprit des jeunes ce qu'on appelle la peur de vivre. Enseignons-leur qu'ils doivent au moins profiter de ces années de crise pour étudier et se perfectionner davantage. Ce sera un grand capital pour nous, que d'avoir meublé leurs cerveaux.

(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On me permettra d'insister. La cause de la jeunesse canadienne-française est un peu la mienne. Je fais partie de cette classe de jeunes qui pense à demain. J'ai été à même de constater la misère de la jeunesse.

Il échoit aux administrateurs une grande part de responsabilité du fait qu'ils n'ont pas su diriger la jeunesse. Le gouvernement a tort de décliner ses responsabilités et de les faire porter en entier sur notre système économique. En certains quartiers, on a malheureusement méprisé la politique et, sous prétexte de désintéressement, on n'a pas donné de directives aux jeunes, on a laissé triompher la pire démagogie.

Je ne suis pas de ceux qui croient qu'ils faillent faire porter au gouvernement le poids de toutes les responsabilités. On ne peut faire porter la responsabilité au seul législateur. On a laissé de faux champions de la démocratie monter dans leur tour d'ivoire et ne plus s'occuper du monde extérieur. Il nous faut rechercher les causes qui tiennent 80,000 jeunes gens à ne rien faire.

La jeunesse instruite n'est pas seule en cause. L'administration actuelle de la province a aggravé la situation, tant pour la jeunesse agricole que pour la jeunesse ouvrière. Même la jeunesse instruite a ses angoisses.

Il blâme ceux qui sont responsables de l'exode des jeunes terriens vers les villes.

On a tout centralisé, dit-il, tout étatisé sans garantir les droits de la jeunesse et lui assurer un avenir. Il s'agit pourtant de sauver une partie importante de notre population. Prenez les moyens que vous voudrez pour sauver la jeunesse, mais prenez-les!

**M. Barré (Rouville):** Nous sommes ici depuis trois mois et sans vouloir faire de reproches à personne, je trouve que le travail n'est pas avancé. Je tiens à dire ceci, parce que je le pense et parce que je ne veux pas me solidariser avec ceux, quels qu'ils soient, qui retardent le travail de la session. On aurait dû procéder plus rapidement. Combien de piastres le peuple de cette province sera-t-il appelé à payer sous forme de taxes, par la faute de quelques orateurs intempestifs, parce que trop souvent nous avons discuté des questions théoriques et souvent inutiles.

Nous avons entendu pendant de longues journées des débats qui n'étaient que la répétition de débats précédents. J'enregistre ma protestation contre la longueur des débats. Nous avons donné un spectacle dangereux au pays et, quelques fois, les débats ont pris une tournure déplorablement acrimonieuse. C'est un mauvais exemple à donner au peuple que de se perdre en arguties non fondées et d'asséner des injures injustifiées.

Nous sommes le seul Parlement français et catholique de l'Amérique, nous avons une mission à

remplir et nous devrions donner l'exemple. Il est grand temps que nous changions nos méthodes. J'espère qu'après Pâques nous allons travailler plus sérieusement. L'Assemblée législative a perdu du prestige.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

L'honorable député de Rouville vient de protester contre la longueur des débats et le ton des discours et il a parfaitement raison de le faire. Il a dit tout haut ce que tous les membres de cette Chambre pensent tout bas sur la longueur de cette session. On admettra que le gouvernement n'a aucun intérêt à prolonger cette session...

**M. Duplessis (Trois-Rivières) rit.**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

L'honorable chef de l'opposition rit, mais je répète que le gouvernement n'a aucun intérêt à prolonger cette session. Mes collègues et moi avons assez de travail à faire et avant et pendant et après les sessions, pour ne pas tenir à rester ici en séance et à s'imposer un surcroît de travail. Le fardeau du gouvernement est lourd. Nous avons hâte, comme tous les députés, que la Chambre termine son travail, afin de permettre d'offrir à la province les lois que nous avons passées pour son plus grand bien, croyons-nous.

Je me demande s'il est désirable, s'il est nécessaire, de répéter vingt fois la même chose, de discuter un bill longuement en deuxième lecture, de recommencer toute cette discussion lors de l'analyse en comité et, souvent, avant l'adoption finale de la troisième lecture. Il y a une limite au verbiage inutile. Je dis que ceux qui prolongent ainsi les débats auront des comptes à rendre pour toutes les paroles inutiles prononcées.

À Ottawa, le règlement veut que les députés ne parlent pas plus de 40 minutes. Dans Ontario, il y a un règlement qui équivaut presque au règlement des 40 minutes d'Ottawa, car un député peut toujours, pendant le débat, exiger le vote sur la motion en discussion, et ce vote doit être pris sans plus de débat. Serons-nous obligés d'en venir là? Je ne sais pas!

Je vous avoue toutefois que nous y avons pensé au cours de cette session, pour forcer les députés à s'en tenir à une discussion raisonnable des projets de loi, sans faire perdre à la Chambre un temps précieux. Nous ne l'avons pas fait, parce que nous ne voulons pas que l'opposition aille crier au bâillon, aille dire que nous avons voulu empêcher ses membres de parler, et Dieu sait si nous nous sommes abstenus de les empêcher de parler!

Pour ma part, je suis prêt à rester ici encore des semaines et même des mois, mais avec les autres députés de cette Chambre, je proteste contre le ton des débats. On n'est jamais descendu aussi bas en cette Chambre qu'on l'a fait cette session-ci. La façon dont on discute dépasse tout ce que j'ai vu et entendu depuis 35 ans que je siège ici...

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il est assez inhabituel de voir un gouvernement avec une telle majorité menacer de bâillonner une opposition composée de huit députés. Souvenez-vous de vos discours.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je me souviens surtout des vôtres! Jamais encore on ne s'était servi d'un tel langage en cette Chambre: "mauvaises lois", dit l'opposition, "lois spoliatrices", "lois iniques", "les ministres ne savent pas lire", "les ministres sont des farceurs", "les ministres n'ont pas lu la loi", "le ministre bafouille". Et, c'est comme cela depuis le commencement de la session. Il n'y a pas une Législature dans le dominion où l'on se serve de pareil langage.

Le député de Rouville le disait tantôt et je le répète: nous avons des traditions à conserver et, comme le dirait le chef de l'opposition, ces traditions nous viennent de nos pères, nous nous devons à la race et à notre capital humain... Le député de Rouville avait raison de dire qu'on était descendu trop bas... Peut-être de ce côté-ci de la Chambre avons-nous été trop loin, mais les gros mots attirent les gros mots, l'injure appelle l'injure et, parfois, sous le coup, les mots se précipitent.

Mais je demande à la Chambre, aux deux partis en cette Chambre, de prendre des bonnes résolutions, de garder le ton des débats à un niveau relevé. Il y a moyen de discuter en gentleman. Il me semble que les ministres ne devraient être obligés de se lever pour soulever des points d'ordre. L'Orateur devrait intervenir de lui-même.

La province nous écoute. Les gens lisent les comptes rendus des débats parlementaires, et ils ne doivent pas être édifiés souvent. Ce n'est pas à l'heure où les choses vont plus ou moins bien que l'on peut ravalier l'autorité et lancer toutes sortes d'épithètes malsonnantes à la tête des ministres et des membres du gouvernement. Si nous voulons conserver notre autorité, et nous savons, dans les temps que nous traversons, combien il est nécessaire que nous la conservions, il nous faut faire notre possible, des deux côtés de la Chambre pour nous attirer le respect de la population.

Je ne veux pas parler sur le fonds de la question. Je désire tout simplement que nous nous mettions courageusement à l'œuvre à l'avenir, lorsque les Chambres reprendront leur travail après Pâques, afin de terminer cette session sans délais inutiles. Les députés de la classe agricole pour leur part, ont hâte de retourner au sol, afin de jeter en terre la semence qui nous donnera une bonne récolte...

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que s'il y en avait qui retardaient la session, c'était bien le gouvernement qui refusait d'appeler des projets de l'opposition qui sont au feuillet depuis deux ou trois mois.

Quand on dit que l'opposition n'est pas prête, on insulte à l'intelligence de la population. Il est faux que l'opposition retarde les travaux de la session. L'opposition n'a jamais refusé de siéger. C'est le gouvernement qui n'a présenté ses grandes mesures de législation que trois mois après l'ouverture des Chambres.

C'est le gouvernement qui a ajourné les séances de la Chambre à 5 h 15 de l'après-midi, alors que l'opposition lui demandait de continuer la séance. C'est le gouvernement qui, pendant des semaines et des semaines, a refusé de siéger le soir. Et tout cela, parce qu'il n'était pas prêt.

C'est généralement, dit-il, le propre d'un homme courageux d'attaquer un adversaire, quand il sait que cet adversaire ne peut plus lui répondre. Il faut beaucoup d'audace...

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je soulève un point d'ordre. Je suis obligé de rappeler mon honorable ami à l'ordre. Je viens de lui demander de ne pas employer de ces termes. Je demande au président d'intervenir de lui-même, lorsque le chef de l'opposition emploie de telles expressions. Il est des choses que l'on ne peut dire en Chambre et que le président peut demander de retirer sans qu'il soit besoin de soulever des points d'ordre.

**M. Guertin (Hull):** Sur quel item sommes-nous?

**M. le président:** Il n'y a rien devant le comité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il n'y a rien devant la Chambre, je puis faire motion pour que le comité rapporte progrès, je suppose. Nous avons des projets de loi sur le feuillet depuis le début de la session et le premier ministre n'a pas encore daigné les appeler. On devrait les étudier. Et le gouvernement trouve que ça ne va pas vite. L'opposition a toujours été prête à siéger et l'est encore.

Quant aux injures, je ne veux pas rappeler celles de Turpin...

**M. le président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Je demande au chef de l'opposition de s'en tenir à sa motion exclusivement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ce que je fais.

Il reproche au premier ministre de l'attaquer, quand il savait que les règlements empêchaient le chef de l'opposition de lui répondre.

Les règlements, dit-il, devraient être amendés pour permettre à l'opposition de se défendre.

**M. le président:** À l'ordre. Vous avez fait motion pour que le comité rapporte progrès: donnez simplement vos raisons et ne sortez pas de cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En voilà une raison: si les règlements, étaient respectés, ça irait plus vite.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions<sup>3</sup>.

#### **Écoles d'agriculture et Société coopérative fédérée des agriculteurs**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Élie (Yamaska):** À la session de 1930, à la veille des élections provinciales, suivant son habitude, le gouvernement de Québec plaça dans les Statuts le chapitre 7, 20 George V. Le préambule de cette loi fameuse et pré-électorale disait ceci: "Attendu qu'il est opportun de construire des entrepôts pour l'emmagasiner des produits

agricoles." L'article 2 de cette loi disait: "Un montant de \$ 500,000 est affecté à la construction d'entrepôts pour l'emmagasiner des produits agricoles."

On remarquera dans le préambule et dans l'article 2, que le ministre veut amender, qu'il est question de construire des entrepôts frigorifiques. Donc, à deux endroits différents de cette loi électorale, le gouvernement disait qu'il était nécessaire de construire des entrepôts. Une somme de \$500,000, c'est-à-dire un demi-million, représentait un montant qui sonnait bien devant l'électorat. Le gouvernement avait fait la même chose à la veille des élections en promettant, dans la loi des accidents du Travail, de contribuer \$100,000 au fonds de la Commission des accidents et au sujet duquel le gouvernement n'a rien donné.

Les orateurs et les journaux à la solde du gouvernement ont vanté la générosité du régime qui donnait \$100,000 au fonds des ouvriers et qui donnait \$500,000 pour construire des entrepôts frigorifiques. Évidemment, comme d'habitude, les ministres oubliaient de dire que cet argent provenait des taxes payées par le peuple. Les élections ont eu lieu et, depuis 1930, pas un centime n'a été dépensé à même le fameux \$500,000 promis, et pas une motte de terre n'a été déplacée pour construire lesdits entrepôts frigorifiques.

Nous avons toujours été en faveur de l'établissement d'entrepôts frigorifiques construits d'une façon appropriée et honnête, et susceptibles de rendre des services considérables à la classe agricole. Mais, comme d'habitude, le gouvernement actuel, qui est le régime du sommeil et de l'apathie en matière de législation d'intérêt public et quand il s'agit de sauvegarder les droits de la classe agricole, n'a rien fait à ce sujet. Aujourd'hui, à la veille des élections, le ministre de l'Agriculture présente sa loi.

Le gouvernement ne veut plus construire: il veut acheter! Nous savions que la politique du régime n'était pas constructive, mais nous n'aurions jamais cru que le gouvernement nous ferait l'audace jusqu'à multiplier les lois qui lui donnent le pouvoir apparent d'acheter des bâtisses ou d'acheter des terrains, mais qui n'offre aucune garantie que l'achat visé n'est pas une tentative électorale.

À la veille des élections, il est commode pour le gouvernement actuel, qui malheureusement et trop souvent se sert des fonds publics comme des fonds électoraux, sacrifiant l'intérêt public aux mesquins intérêts du régime, il est commode, dis-je, d'avoir des centaines de mille dollars à sa disposition pour acheter ou tenter d'acheter au lieu de construire. Nous voulons une politique constructive; nous

condamnons sévèrement une politique d'achats ou de tentatives d'achats de ce genre. Il y a des années que le gouvernement aurait dû pourvoir à l'établissement d'entrepôts frigorifiques. Il y a cinq ans qu'il a \$500,000 d'argent public à sa disposition pour construire des entrepôts au sujet desquels il n'a rien fait, et qui sont nécessaires.

En vertu de la loi que le ministre veut changer, il a depuis cinq ans tous les pouvoirs nécessaires qu'il aurait dû et qu'il devrait encore exercer, mais d'une manière impartiale et conformément à l'intérêt public. Nous ne pouvons prêter notre concours aux amendements suggérés par le ministre parce que ces amendements ouvrent la porte aux pires abus, au favoritisme ruineux et à politiciaillerie, au détriment de la province et de la classe agricole en particulier. C'est pourquoi nous réclamons, comme nous le faisons depuis plusieurs années, une politique offrant toutes les garanties de succès et d'impartialité, garanties qui n'existent pas dans le projet de loi du ministre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne vois pas beaucoup de logique dans l'argumentation que vient de faire le député d'Yamaska. Il réclame la construction d'entrepôts et, quand nous voulons en construire ou en acheter, il dit que l'opposition votera contre le projet. Mon honorable ami voit de la politique partout où il n'y a aucune possibilité d'en faire. Cette loi est pour permettre au gouvernement de bénéficier des bonnes occasions qui peuvent se présenter de se procurer des entrepôts déjà construits, à bon compte, et je me demande pourquoi la Chambre refuserait son consentement. Depuis cinq ans, le gouvernement a le pouvoir d'acheter un entrepôt, ou plusieurs, mais les temps durs sont arrivés, et le gouvernement a jugé à propos d'attendre.

La Coopérative fédérée qui aurait bénéficié de ses entrepôts, les coopératives agricoles, quand sont venus les temps difficiles, a jugé qu'il valait mieux ne pas se lancer dans des constructions nouvelles et asseoir son commerce. Maintenant, le gouvernement veut se faire autoriser à acheter des entrepôts, si l'occasion lui est offerte. C'est toute la question.

C'est la classe agricole elle-même qui en profitera.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>4</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit encore de subventions aux particuliers: c'est de la corruption électorale. Le ministre peut-il dire quelles sont les constructions qu'il veut acheter.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Aucune spécialement. Nous ne proposons aucun achat. Toutefois, nous voulons avoir le droit de le faire, afin de profiter des occasions qui peuvent se présenter. Nous n'avons aucune transaction en vue. Je ne vois pas où serait notre dessein de corruption électorale.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 7 h 30****Loi de  
l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 18 modifiant la loi de l'instruction publique.

Il donne des explications sur le projet et dit qu'il s'agit que d'amendements sans gravité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi pour promouvoir  
le retour à la terre**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, pour promouvoir le retour à la terre soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** demande que l'on rapporte progrès.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Article du Canada**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** se lève sur une question de privilège pour protester contre un article publié, le matin même, dans *Le Canada* et déclare qu'il a un profond attachement pour le clergé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste à son tour et lit l'entrefilet paru dans le journal pour dire que ce fut là un "acte inqualifiable".

**Inhumations  
et exhumations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 249 modifiant la loi des inhumations et des exhumations, concernant l'embaumement des cadavres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'embaumement ne pourra se faire à l'avenir qu'après 24 heures après la mort et l'émission d'un certificat de décès donné par un médecin. Des médecins ont déclaré au gouvernement que l'embaumement pratiqué souvent quelques instants après le décès empêche l'autopsie du cadavre et l'analyse des viscères.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**Soins à  
l'hôpital Saint-Michel-Archange**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 62 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>5</sup>:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que le contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés, dans l'hôpital Saint-Michel-Archange, passé le vingt-huitième jour de mars mil neuf cent trente-cinq, devant Émile Delage, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec, reproduit comme cédule de la loi qui sera basé sur la présente résolution, soit approuvé et ratifié.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** louent le zèle et le dévouement des sœurs de la Charité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province devrait profiter de cette occasion pour loger les religieuses dans un endroit plus convenable.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il faut s'entendre. Les religieuses ont laissé aux malades la partie neuve de la bâtisse.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

#### Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 39 relatif à l'augmentation d'un subside accordé à la

communauté des sœurs de Charité de la Providence pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>6</sup>:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Attendu que, le 28 avril, 1934, sous l'autorité de la loi 24 George V, chapitre 4, relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, un contrat a été passé entre le gouvernement de cette province et la communauté des sœurs de Charité de la Providence;

Attendu qu'en vertu de l'article 19 dudit contrat, pour maintenir l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, le gouvernement de cette province s'est engagé spécialement à verser, à la communauté des sœurs de Charité de la Providence, à titre de subside, une somme annuelle de cinquante-deux mille cinq cents dollars, destinée à payer les honoraires des médecins, d'un commissaire enquêteur et de deux secrétaires, les frais de pharmacie, de chirurgie, de laboratoire et de bureau et enfin la pension des internes et les repas des médecins;

Attendu que ladite communauté a dû faire des additions à l'hôpital de Saint-Jean-de-Dieu, pour l'hospitalisation d'un plus grand nombre de malades et qu'elle se trouve, ainsi, dans l'obligation d'étendre son service médical;

Attendu que, pour les motifs ci-dessus, le subside annuel de cinquante-deux mille cinq cents dollars est devenu insuffisant et qu'il est urgent de la porter à soixante-deux mille cinq cents dollars par une modification apportée à l'article 19 du contrat précité; en conséquence:

1. Qu'il soit loisible au secrétaire de la province, pour et au nom de la couronne, de modifier l'article 19 du contrat, en date du 28 avril, 1934, autorisé par la loi 24 George V, chapitre 4, aux fins de porter jusqu'à soixante-deux mille cinq cents dollars le subside annuel de cinquante-deux mille cinq cents dollars accordé à la communauté des sœurs de Charité de la Providence par le gouvernement de cette province.

2. Que les sommes additionnelles qui pourront être versées par le gouvernement, en vertu de l'application de la résolution 1 qui précède, seront payées suivant les dispositions des articles 4 et 6 de ladite loi 24 George V, chapitre 4.

Le nombre des malades a augmenté et les religieuses ont dû prendre un personnel plus nombreux. Elles demandent d'augmenter de \$10,000 l'octroi qui est actuellement de \$52,500.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'an dernier, on a augmenté de \$16 par malade la contribution des municipalités. Mais, lorsqu'il y a des contrats, ils sont donnés à des amis du gouvernement. Il y a eu des annexes de construites à l'hôpital et il y a eu des contrats qui ont coûté souvent trop cher. Il me semble que si les amis du gouvernement veulent se faire des fonds électoraux, ils devraient prendre un autre théâtre.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les contrats sont accordés par les religieuses, et j'ai assez confiance aux religieuses de la Providence pour savoir qu'elles ont bien agi. Tout s'est fait selon les meilleures pratiques. L'augmentation est demandée pour payer les services médicaux et pas autres choses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais on sait que les amis du gouvernement sont intervenus dans le choix de l'architecte. Je sais que les religieuses ne sont pas responsables de cela. Si le gouvernement veut accorder du patronage, il devrait se borner aux entreprises commerciales et industrielles.

Les résolutions sont adoptées

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

#### Emprunt des corporations municipales ou scolaires

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 51 modifiant la loi 22 George V, chapitre 93, aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter, lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes.

Adopté.

#### En comité<sup>7</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste.

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'an dernier, nous avons dit que les municipalités devraient percevoir leurs taxes, mais que celles qui ne pouvaient pas payer pourraient obtenir du délai. Ceci empêche les municipalités de faire toutes leurs entrées et nous voulons permettre aux municipalités d'emprunter sur ces arrérages de taxes. Mon honorable ami dit que nous ne payons pas assez tôt ce que nous devons aux municipalités. Depuis un mois seulement, nous avons payé \$800,000 en secours directs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des retards.

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Des retards inévitables à cause de la vérification des comptes. À Montréal, par exemple, nous avons 40 vérificateurs. Des milliers de dollars ont dû être décaqués des factures de Montréal. Il y a du travail considérable de vérification à faire et il faut le temps pour le faire.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si quelqu'un attaque un autre, quand il sait que celui-ci ne peut plus lui répondre, on dit qu'il n'est pas brave. Si le premier ministre admet que le travail sessionnel ne va pas assez vite, il me semble qu'il pourrait préparer sa session mieux que cela. La session dure depuis trois mois, et le gouvernement n'a pas encore présenté ses grands projets de loi. L'opposition ne fait que son devoir: elle ne retarde pas le travail de la session. Et s'il y a quelqu'un de prêt, ce n'est pas le gouvernement qui a encore sur le feuilletton une loi inscrite depuis deux mois. L'opposition a toujours été prête à analyser la législation du gouvernement.

Il expose tout ce que l'opposition a fait depuis que la session est commencée.

Adopté.

**En comité<sup>8</sup>:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes \$550,000; moins remboursements par les municipalités, \$275,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y a neuf écoles de réforme et d'industrie dans la province de Québec.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il ne fait pas de doute que les taudis dans les grandes villes sont la source de la tuberculose. Il n'y a pas de doute que, si les taudis disparaissaient, la tuberculose disparaîtrait vite aussi. Toutes les grandes villes souffrent de la même plaie des taudis: Londres, Paris, New York, Montréal, etc. La journée où les pouvoirs pourront s'entendre pour les faire disparaître, on aura fait un grand pas pour enrayer la terrible peste blanche.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maladies vénériennes, aide à la protection du public, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour collèges classiques catholiques romains, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire au sujet de l'université de Montréal?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il me fait plaisir d'annoncer qu'un nouveau plan pour le règlement financier de l'Université de Montréal sera soumis à l'honorable premier ministre, la semaine prochaine. Ce plan sera soumis par M. Victor Doré, membre du comité administratif de l'Université. Un plan qui permettra de sauver l'université française de la métropole.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ne connais pas de problème plus angoissant que celui de l'Université de Montréal. Lorsque l'on a commencé la construction des nouveaux édifices, on nous a demandé \$3,000,000: nous les avons donnés. On est revenu par la suite. Nous nous sommes rendus à \$5,500,000. L'an dernier, le gouvernement provincial lui a donné encore \$1,500,000 en vertu d'une loi votée, il y a deux ans, par l'Assemblée législative.

On nous dit maintenant qu'il faudrait encore trois millions pour terminer les travaux, le nouvel immeuble de la montagne. Or, l'Université aura besoin de \$800,000 annuellement pour son administration et elle ne peut compter, avec ses élèves, que sur \$300,000 de revenus, additionnels. Allons-nous donner encore \$3,000,000 et assurer en plus un demi-million par année? Nous avons quatre universités dans la province pour une population de 3,000,000 d'habitants. Si nous faisons quelque chose pour l'une, il faudra le faire pour les autres. La situation n'est pas rose pour les maisons d'enseignement. L'Université McGill, qui est prospère, accuse un déficit de \$300,000 à \$400,000.

Comment allons-nous résoudre le problème? Pouvons-nous trouver d'autres sources? Il n'y a pas un Québécois qui ne soit pas anxieux de voir régler le problème et de sauver l'Université de Montréal. On a trop escompté sur l'avenir. Nous sommes en face d'une situation excessivement difficile. La population et la Législature sont-elles prêtes à donner encore des millions? On dit qu'on va nous soumettre

un plan. J'espère qu'il permettra de sauver l'Université de Montréal.

Tout de même, le gouvernement veut faire l'impossible pour sauver l'Université de Montréal. On ne peut blâmer personne pour la situation financière actuelle de l'Université. Les temps étaient meilleurs lorsque les travaux ont débuté, et l'on a fait quelques erreurs de calcul. Nous avons passé l'an dernier une loi autorisant une loterie nationale en faveur de l'Université. Ottawa n'a pas approuvé ce système. Je ne blâme pas; je constate. Il n'a aucun doute que si on avait permis la loterie, l'Université serait aujourd'hui en bonne santé financière. Où puiser de nouvelles sources? C'est ce que nous cherchons. Je fais appel à toutes les bonnes volontés, tant du côté anglais que français, pour nous aider à solutionner cet angoissant problème.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'enseignement protestant dans la province, pour être appliquées tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. (Paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

---

#### **NOTES**

1. 1913, selon *L'Événement*, *The Gazette* et *The Quebec Chronicle*, dans leur édition du 13 avril 1935, respectivement aux pages 8, 3 et 1.

2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

3. En fait, le comité devait étudier les crédits de l'honorable M. Perrault.

4. Voir note 2.

5. Voir note 2

6. Voir note 2.

7. Voir note 2

8. Voir note 2.



Séance du samedi 13 avril 1935

### Présidence de H. Authier

La séance est ouverte à 11 h 25.

### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Université de Montréal

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>1</sup>:**  
Le montant fourni par le gouvernement pour l'Université se chiffre, à date, à \$5,000,000. Le déficit actuel est de \$2,882,000. J'ai déclaré hier qu'il faudrait \$3,000,000 pour compléter l'œuvre commencée, pour terminer les édifices érigés aux flancs du Mont-Royal. M. Doré m'a fait remarquer qu'il suffirait de \$2,882,000<sup>2</sup> Le déficit actuel<sup>3</sup> de l'administration de l'immeuble de la rue Saint-Denis, seulement, est de \$150,000 et celui de l'immeuble de la montagne d'environ \$340,000. L'Université a offert au gouvernement de lui vendre pour \$500,000 son immeuble de la rue Saint-Denis. Toutefois le gouvernement ne voit pas ce qu'il pourrait en faire.

### Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie

**M. Authier (Abitibi)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), que les droits payés pour le bill 79 constituant en corporation "Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie" soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique et l'expansion d'œuvres de bienfaisance.

Adopté.

### Mariage G. Shooner et J. DeBlois

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que les amendes et tous les droits additionnels payés pour le bill 126 concernant le contrat de mariage de George

Shooner et de dame Jeanne DeBlois soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été déposé après les délais prescrits pour des raisons indépendantes de la volonté des promoteurs.

Adopté.

### Demandes de documents:

### Sociétés de colonisation, districts de Québec, Trois-Rivières, Montréal

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'il soit mis devant cette Chambre copies dûment certifiées des lettres envoyées par le département de la Colonisation de la province ou par aucun de ses officiers ou employés, aux sociétés diocésaines de colonisation ou aux sociétés de colonisation exerçant leurs fonctions dans les districts de Québec, Trois-Rivières et Montréal, depuis le 31 mars 1935 jusqu'au 8 avril de la même année.

Adopté.

### Sociétés coopératives agricoles

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Déneigement

**M. Thisdel (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Inhumations et exhumations

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 249 modifiant la loi des inhumations et des exhumations

concernant l'embaumement des cadavres soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Soins à l'hôpital Saint-Michel-Archange**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 62 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 62 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Hôpital Saint-Jean-de-Dieu**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 39 relatif à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des sœurs de Charité de la Providence pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 39 relatif à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des sœurs de Charité de la Providence pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi pour promouvoir le retour à la terre**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, pour promouvoir le retour à la terre.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

#### **Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Que dans la loi de la gazoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36), les mots "réservoir à gazoline" signifieront tout récipient stationnaire placé sous le sol ou au-dessus du sol, pour l'emménagement de la gazoline; et que les mots "pompe à gazoline" signifieront tout appareil raccordé à un réservoir à gazoline aux fins d'en transvaser la gazoline au moyen d'une ou plusieurs voies d'écoulement pour fins de commerce.

2. Que les personnes suivantes auront droit au remboursement de la taxe imposée en vertu de l'article 4 de la loi de la gazoline, savoir:

a. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fermier, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* dans un tracteur, pour l'exécution seulement du travail de la ferme;

b. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de pêcheur, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* pour le fonctionnement d'un bateau servant à la pêche;

c. Toute personne, sur la gazoline achetée et employée par elle *bona fide* au fonctionnement d'une machine fixe;

d. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fabriquer des produits qui requièrent de la gazoline comme un ingrédient, sur la gazoline qu'elle achète ou qu'elle emploie *bona fide* comme un ingrédient dans ces produits fabriqués;

e. Toute personne qui se sert de pompes pour combattre les feux de forêts, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* pour cette fin seulement;

Pourvu toutefois que dans chacun des cinq cas qui précèdent:

1. La personne par qui la gazoline est ainsi employée ou consommée produise, entre les mains du contrôleur du revenu de la province, la preuve satisfaisante de la manière prescrite par les règlements, du paiement de la taxe et de l'usage ou consommation de la gazoline;

II. La demande de remboursement soit faite et remise au contrôleur du revenu de la province dans les douze mois suivant immédiatement la date de l'achat;

III. Cette demande soit accompagnée des factures originales et acquittées de toute la gazoline achetée par le réclamant pendant la période de temps indiquée dans la demande, tant pour fins comportant que pour fins ne comportant pas exemption;

IV. Aucune des factures ainsi produites avec la demande n'indique d'altérations.

3. Que personne ne pourra être propriétaire, pour fins de commerce, d'une pompe à gazoline qui est en usage dans cette province, sans payer pour chaque voie d'écoulement un droit variant selon la population de la municipalité locale dans laquelle elle fonctionne, tel que déterminée par le dernier recensement fédéral et égal à trois dollars, si la population excède 25,000 habitants, deux dollars, si la population excède 5,000 habitants, mais n'excède pas 25,000 habitants, et un dollar, si la population n'excède pas 5,000 habitants.

4. Que ce droit sera payable au bureau, le premier mai de chaque année pour l'année alors commençant et que, lorsque la voie d'écoulement sera installée au cours de telle année, le ministre pourra accorder une réduction proportionnelle à la partie de l'année antérieure à l'installation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que la loi était trop vague. Il prétend qu'avec la phraséologie du bill, la taxe couvrira non seulement les pompes à essence, mais jusqu'aux compte-gouttes et que ceux qui se serviront de ces petits instruments pour emplir leurs briquets devront payer une taxe de \$3 par année, s'ils habitent une grande ville. Le consommateur de gazoline est surtaxé, déclare-t-il.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La législation n'est pas aussi dangereuse qu'elle le paraît. La province a besoin de revenus et la taxe est légère.

Le débat se poursuit, et il y a entente sur un amendement, à la suggestion du chef de l'opposition.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 18 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### **Salaire minimum des femmes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi des assurances de Québec**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 250 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Il donne quelques explications.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Travaux de la Chambre:**

#### **Horaire des séances**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault): Que mardi le 23 avril, la Chambre tienne deux séances par jour, l'une de trois à six heures de l'après-midi, l'autre depuis huit heures et demie du soir jusqu'à l'ajournement.

Qu'à partir du mercredi 24 avril, la Chambre tienne trois séances tous les jours, sauf le dimanche: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième de trois heures à six heures de l'après-midi; et la troisième de huit heures et demie du soir à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

L'Assemblée tiendra deux séances distinctes, mardi le 23, au lieu d'ajourner seulement à l'heure du souper. De cette façon, on pourra faire subir plusieurs stages de procédure à un projet de loi dans une même journée. À partir du lendemain, mercredi, la Chambre se réunira trois fois par jour: le matin, de onze heures à une heure, l'après-midi, de trois heures à six heures, et le soir de huit heures à l'ajournement. Toutefois, il n'y aura pas de séances de la Chambre lorsque les comités, bills publics ou bills privés, seront appelés à siéger dans la matinée.

La motion est adoptée.

### **Code de procédure civile, article 697**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bélanger), la permission de présenter le bill 211 modifiant l'article 697 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Code de procédure civile, examen préalable**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bélanger), la permission de présenter le bill 209 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Créances des compagnies d'assurance**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bélanger), la permission de présenter le bill 210 modifiant la loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi le 23 avril.

Adopté.

La séance est levée<sup>4</sup>.

---

## NOTES

1. M. Taschereau précise sa déclaration faite la veille, lors de l'étude des crédits de M. David.

2. Le *Devoir* du 15 avril 1935, à la page 8 écrit \$2,883,000. Pour fins de concordance, nous conservons le montant de \$2,882,000.

3. Le *Soleil* du 15 avril 1935, à la page 3, écrit "annuel".

4. La séance a duré une heure, selon *Le Devoir* du 15 avril 1935, à la page 8.





